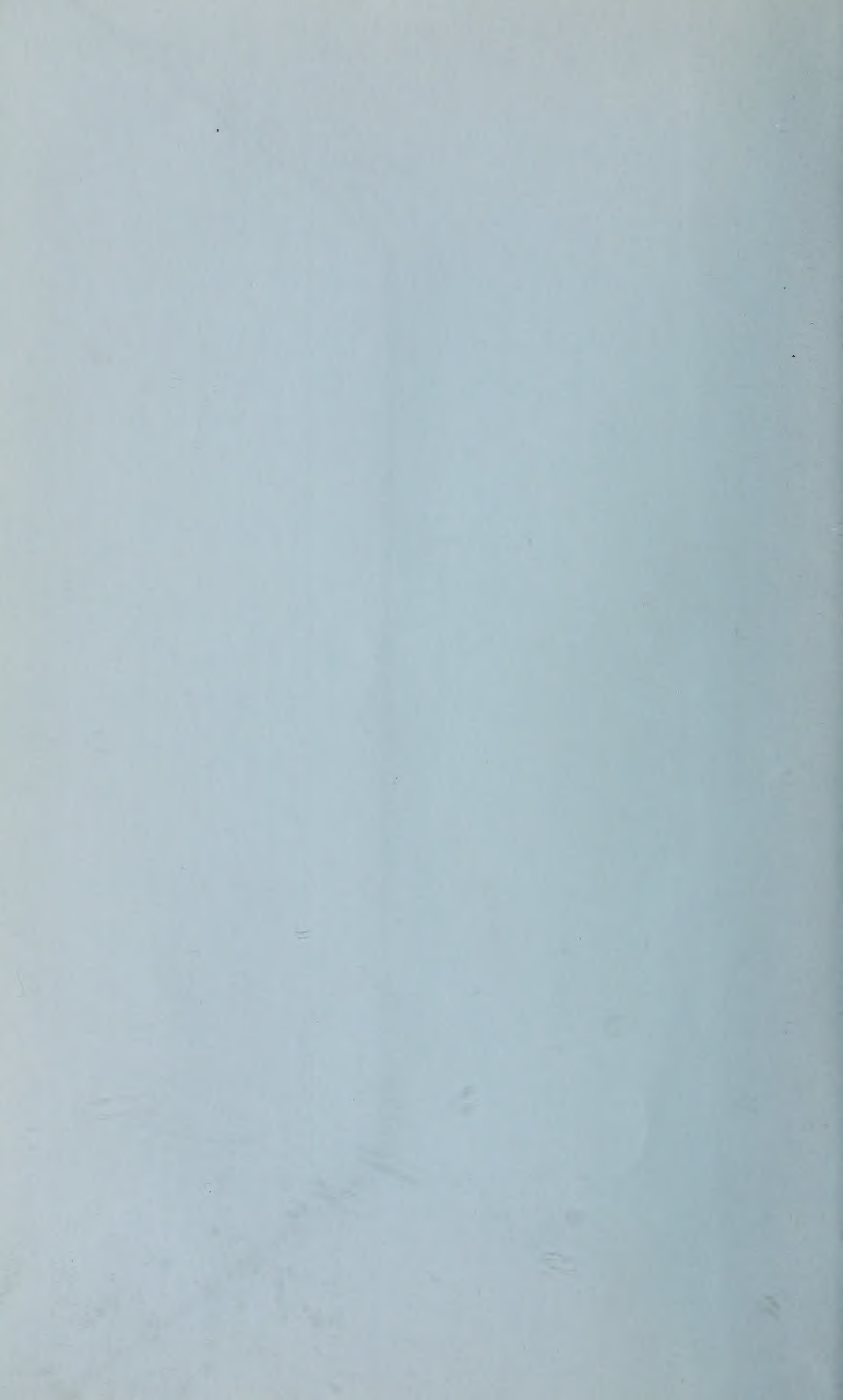

U d'/of OTTAWA
39003002667474







HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1870-71

L'INVASION. — LES DÉSASTRES. — LA COMMUNE.

Bruxelles. — Imp. de CH. et A. VANDERAUWERA.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1870-71

L'INVASION. — LES DÉSASTRES
LA COMMUNE

PAR

LE COMTE A. DE LAGUÉRONNIÈRE

ET

LE COMTE DE NOGENT

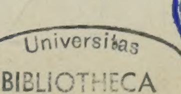
CHARLEVILLE (Ardennes)

COLLE-LOUIS, ÉDITEUR

9, RUE DE L'ORME, 9

1871





PRÉFACE

La France venait de traverser une crise où le génie harmonieux de M. de Lamartine, tenant lieu de gouvernement, l'avait conduite au port d'une république modérée, dont une constitution libérale était le drapeau. Frappé par les injustices et les passions coalisées, celui qui n'eut du pouvoir que les amertumes, en était descendu sans avoir commis un acte d'arbitraire et versé une goutte de sang. En rentrant dans la vie privée, il retombait sur le cœur de ses concitoyens et dans l'honneur de l'histoire. La dictature de salut public, sortie des sanglantes journées de juin, fut conférée à Cavaignac, fidèle et intègre jusqu'au suicide d'une ambition légitime, pour ne pas forfaire à ses principes.

Louis-Napoléon, au 10 décembre, est nommé président de la République. Il fait de son mandat l'instrument du coup d'État du 2 décembre 1851. L'orchestre des flatteurs lui prodigue l'encens. L'oncle, le César, devait être éclipsé par le neveu, Napoléon *le Petit*.

L'artifice, substitué à l'élection libre et éclairée, enveloppe le pays dans un réseau, où tout est asservissement; le système implacablement personnel exclut, avec cynisme, de l'enceinte législative les talents, les souvenirs, les caractères tenus dans tous les temps et tous les pays pour la gloire et la force d'un peuple.

Au simoun du bonapartisme, la corruption se propage, appuyée sur l'arbitraire ; elle vient ouvrir cette série de dégradations par les hommes et les actes, qui, en 18 ans, fait tomber la France énervée et trahie sur le champ de bataille de Sedan.

A l'extérieur, en dépit des acclamations de l'enthousiasme fardé d'un Sénat servile, du Corps législatif frelaté par les candidatures officielles, des fausses et mensongères adresses inspirées par les préfets, ces agents pervertisseurs, l'Empire ramena tous les soupçons qui menacent la sécurité de l'avenir. Cependant, Louis-Napoléon s'était annoncé par l'affirmation de la paix. Ironie du sort, c'est à Bordeaux, où il avait reçu son baptême, qu'il devait avoir son épitaphe proclamée unanimement, sauf une insignifiante protestation corse.

Les programmes qui trompent les peuples sont sans valeur pour les cabinets, l'avénement de la dynastie napoléonienne faisait planer sur le monde une terreur mystérieuse. — Les vieilles dynasties se sentaient chanceler devant la venue de l'héritier de l'homme qui avait vaincu si souvent les unes, détrôné les autres ; un cauchemar non avoué pesait sur les politiques qui ont la charge de l'avenir. — Il semblait dans une croyance presque unanime qu'une nouvelle distribution de l'Europe allait se faire par la main du suffrage universel couronné ; au fond, sous

cette comédie plébiscitaire, telle que l'avait organisée Napoléon, se trouvait une mine qui, à la faveur des circonstances, pouvait faire voler en éclats le droit traditionnel. Dans la lutte dont le monde ressentira longtemps l'horreur, Guillaume a été le revendicateur du droit divin, intrépide comme au moyen âge, fort de toutes les ressources de la science moderne contre la démocratie mal engagée, réduite à rendre ses armes à un eunuque, sous lequel elle devait être fatalement terrassée. Toujours est-il que la Prusse, qui en silence visait à frustrer, à déjouer les vastes desseins prêtés à l'Empereur, guettait les fautes et se préparait à répondre aux provocations qu'elle attendait, avec toute la puissance du génie, ne laissant rien au hasard de ce que peut régler la prudence et accomplir la force bien dirigées.

Aux rapides l'empire, a dit Vico. Pendant que la France se laissait halluciner par les utopies, proclamées sous le titre de nationalités, de grandes agglomérations, Berlin se jouait des Tuileries. Elles rencontraient dans le comte de Bismarck le politique calculateur qui organisait les moyens de la guerre dans de fortes alliances, ne laissant plus au génie de Moltke que la direction de la victoire sur les champs de bataille. Le stratégiste devait achever l'œuvre de l'homme d'État.

Le point culminant de son habileté fut de tenir en 1866, sous la fascination de la crainte de la France, 226,000 hommes de la Confédération germanique. Nous avons vu ces troupes patrouiller sans but aux environs de Francfort, au lieu de se porter sur le champ de bataille. La politique de Louis-Napoléon était si équivoque que les peuples, leurs gouvernements, les armées,

croyaient voir arriver les Français, par suite d'une convention tacite avec M. de Bismarck, le convive de l'Empereur à Biarritz. Les événements et les révélations qui les ont expliqués ont montré le parti que le rusé chancelier avait su tirer de cette apparence. Pendant que chacun cherchait un OEdipe pour discerner les intentions véritables du Sphinx, Kœniggraetz, Sadowa frappaient des coups mortels à la France : tel est le point d'où l'on peut entrevoir le lugubre horizon de son avenir. L'axe de la politique européenne était déplacé ; le présent n'avait plus que des embarras, l'avenir que des périls ; on cherche à dérober l'abîme par les refrains étourdissants des victoires du premier empire. Ce réveil des souvenirs belliqueux, si enivrants pour le peuple, était du fulminate jeté incandescent dans les esprits par celui qui avait toujours sur les lèvres les serments pacifiques. Cependant ce n'était que l'hypocrisie du conspirateur qui ne pouvait tromper l'Europe comme il avait dérobé la France. Toutes sortes de combinaisons sont mises en avant et répudiées tour à tour ; les grands États avec un compte de ressentiments écartent toutes les suggestions du tentateur. Les États secondaires qui voyaient dans la France leur palladium sont ébranlés par cette politique tortueuse et décrivent les plus étranges déviations, on les connaît.

La déception espagnole vient mettre le sceau à tant de déconvenues. Cependant quels beaux résultats avaient laissé pressentir les feuilles officielles au sujet de l'entrevue projetée à Biarritz entre Isabelle et Napoléon ; il semblait que les Pyrénées allaient s'abaisser plus nivelées qu'au temps de Louis XIV. La candidature du duc de Montpensier, écartée par la haine dynastique acharnée

contre les d'Orléans, laisse la place libre aux intrigues de Prim, audacieux et sinistre intrigant.

A la suite des mendicités quêteuses d'un roi pour ce pays, violé par ce soldat ambitieux, se produit tout à coup la royauté Hohenzollern ; on sait ce qu'elle a amené, malédiction pour les fauteurs, miséricorde pour les victimes! Les deux grands coupables tisseurs de cette trame, qui devait englober tant de victimes, ont disparu de la scène ; le général espagnol, frappé à l'heure la plus enivrante de son rêve d'ambition, est couché dans son cercueil et son âme a rencontré son juge. Napoléon, qui pour sauver sa chair alarmée, a fait au roi de Prusse hommage de son impuissante épée, passe, au moment où nous traçons ces lignes, de la captivité à l'exil d'un maudit.

Grande leçon qui montre où vont les pouvoirs qui ont scandalisé le monde, car il y a une expiation réservée aux coupables. Pour être différée par la Providence, tôt ou tard elle les saisit au moment où ils croient avoir tout vaincu. Dieu, le maître des rois, et le temps, son ministre chargé de la vengeance, les font sombrer sur l'océan des malédictions, des indignations, dont les victimes soulèvent la vague courroucée.

Le traité d'Utrecht, ce monument qui a duré deux siècles, fut l'œuvre de Louis XIV. M. Thiers, dans un de ces grands tableaux oratoires qui lui sont familiers, a prouvé, en 1846, que le grand roi avait atteint son but politique, tandis qu'il avait été déçu comme père. Napoléon, qui n'était qu'un fanfaron de programmes fracassants, n'a su qu'inventer des utopies, négation de l'influence et des souvenirs français. Suivant les belles expressions de Châ-

teaubriand, il laissait les rênes du monde, c'est de l'avenir qu'il faut dire, flotter sans guide.

Ainsi, partout, au sud comme au nord, l'action française égarait sa route et perdait son levier. En Allemagne, c'était l'équilibre détruit pour faire place à l'œuvre gigantesque de M. de Bismarck ; en Italie, en Espagne, cet Erostrate détruisait de sa propre main les garanties qui étaient le travail des siècles, sur lesquelles avait plané la pensée des grands rois et des grands ministres de la France.

Et dire que d'aussi folles et funestes absurdités aient rencontré pour les confesser, les acclamer, un Sénat, dit auguste, mais servile ; un Corps législatif qui n'était que la courtille de la candidature officielle ; cinq cent mille fonctionnaires transformés en thuriféraires, brûlant la myrrhe et l'encens ; 7 millions 500 mille plébiscitaires pris de vertige de leur propre perte. Dire que naguère encore à Bruxelles la conspiration bonapartiste trouvait des écrivains français, des cohortes catilinaires pour revendiquer le trône au profit de la famille fatale, c'est à croire, suivant la définition d'un écrivain, que le monde est un grand hospice de fous. La lumière est faite. Aujourd'hui que, dans le gouffre de désastres ouvert par cet homme, se sont précipités les flots des illusions, les programmes des promesses décevantes, on peut apercevoir la triste réalité sur un fond jonché de débris d'hommes et de choses. Au moins, ceux qui ont prêté les mains à cette ignoble comédie, prélude de la tragédie la plus lugubre qui fut jamais, se repentent-ils, s'humilient-ils ? Toujours insoucieux de ce qui est étranger à leurs intérêts personnels, ils ou-

blient leur responsabilité. Quelqu'un disait qu'on est en droit de bien mépriser l'homme. Pauvre peuple ! ce n'est pas lui qu'il faut flétrir, mais bien ceux qui le trompent. Plaignons cette pauvre France, car, au moment où nous traçons ces lignes, si nous dirigeons notre regard vers l'homme illustre qui, nouveau Moïse, a la glorieuse mission d'ouvrir la voie du salut à travers cette mer Rouge qu'a faite le sang français, qu'apercevons-nous ? Ces blasphémateurs d'hier se précipitent par les avenues que laisse libres la tolérance du génie, pour y surprendre toujours une part dérobée au budget qu'ils se disputent.

Ces réflexions étaient une introduction nécessaire pour que le lecteur vît la pensée qui doit servir de guide à l'auteur. Obligé de faire à la vapeur cet ouvrage qui rencontre tant de faits, les batailles, les siéges, la captivité d'armées entières formant une population, nous comptons sur l'indulgence de ceux qui s'engageront à notre suite.

En dépit d'un trop court espace de temps, nous n'en avons pas moins poursuivi ce travail avec le zèle des plus consciencieuses recherches. Nous avons accompli notre tâche en voulant rester inaccessible à la crainte comme à la faveur.

Nous revenons au drame dont nous avons la mission de dérouler les péripéties, devant cette galerie qui s'appelle l'Europe. C'est après les constatations les plus scrupuleuses que nous venons offrir le dossier le plus complet possible à ce juge qu'on ne suborne pas : c'est l'histoire.

Comte ALFRED DE LA GUÉRONNIÈRE.



HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1870-71

OU

L'INVASION ET LES DÉSASTRES

CHAPITRE PREMIER.

DEUX SÉANCES DU CORPS LÉGISLATIF.
6-15 *juillet* 1870.

Nous débuterons en plein drame.

Aux premiers jours de juillet 1870, dans la discussion du budget de la guerre, la Chambre en veine d'économies venait de réduire le contingent annuel de 10,000 hommes, malgré la vive opposition de M. Thiers. Cet homme d'État affirmait aux membres de la gauche qui avaient provoqué cette mesure, que se tromper sur la question de l'organisation militaire en demandant la réduction, c'était pis que de manquer de patriotisme. M. Émile Ollivier, président du conseil, acquiesçait à la réduction, il avait même prononcé ces paroles à la tribune :

« Je réponds que le gouvernement n'a aucune es-

pèce d'inquiétude, qu'à aucune époque le maintien de la paix en Europe n'a été plus assuré. De quelque côté qu'on regarde, on ne voit aucune question irritante engagée. »

A quelques heures de là, le lendemain même, cette question irritante que personne ne voyait, point noir à l'horizon, éclatait tout à coup : la candidature d'un prince de la maison de Hohenzollern au trône d'Espagne !

La Prusse prenait position contre nous, à notre frontière des Pyrénées, comme elle était en voie de le faire à notre frontière du nord et de l'est par ses traités avec la Confédération du sud de l'Allemagne.

Ce fut une étincelle électrique, courant par la France entière, pour y mettre en feu toutes les passions surexcitées.

Le 6, une interpellation déposée par M. Cochery, amena à la tribune le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères.

« Il est vrai, dit-il, que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a acceptée. (*Mouvement.*) Mais le peuple espagnol ne s'est pas encore prononcé et nous ne connaissons point les détails vrais d'une négociation qui nous a été cachée. (*Mouvements prolongés.*)

» Nous n'avons pas cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole...

» Mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe... (*bruyants applaudissements*, *vives acclamations*) et

mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. (*Applaudissements.*) Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

» Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

» S'il en était autrement, forts de votre appui, messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. » (*Applaudissements prolongés, bruyantes acclamations.*)

A la netteté de ces paroles, à l'accentuation qui les appuyait, la surprise, l'émotion générale furent telles que la séance dut être suspendue pour laisser éclater librement l'irrésistible expansion de toute la salle.

Au milieu du tumulte, dans les couloirs, dans la salle de la Paix, dans les vestibules où affluaient les députés de toutes les nuances d'opinion, la gauche désapprouvait vivement, critiquait avec amertume l'opportunité de la déclaration. La majorité sympathisait à ces paroles nettement énergiques, tout empreintes de la résolution qui conjure le danger en lui faisant bravement face. « Si cette déclaration n'assure pas la paix, disait-on, c'est que la paix n'est pas dans l'air. »

A la reprise de la séance, les interpellations se croisent, ardentes et pressées.

Du côté de la gauche : — « C'est une véritable déclaration de guerre et la Chambre est dans l'incertitude de la politique du gouvernement ! »

« Où sont les documents relatifs à la question? Engagerez-vous les destinées du pays sans le consentement de ses représentants? »

« — Il ne s'agit pas d'une préparation déguisée à un but qu'on n'avoue pas, » répond le ministre. Si nous

croyons à la nécessité de la guerre, nous ne la ferons jamais qu'avec votre consentement. Si vous ne la voulez pas, vous n'aurez qu'à nous renverser par un vote. »

Le fatal incident était clos, mais quand on reprit la discussion du budget : — « Devant l'éventualité si grave qui vient de nous être présentée, comment discuter la situation de nos finances? dit M. Magnin, l'orateur inscrit, le patriotisme impose le silence. »

Il ne restait plus que soixante à quatre-vingts députés dans la salle.

A neuf jours de là, le vendredi 15, une affluence immense remplissait les abords, les cours, les tribunes du Corps législatif. Dans la salle de la Paix, dans les couloirs on s'entasse, on s'étouffe. Les groupes pressés s'interrogent avec anxiété : à tous la guerre paraît inévitable. Devant cette conviction il semble que le cœur des plus résolus se serre. La gauche est inquiète, les plus ardents de la droite eux-mêmes paraissent anxieux. On récrimine sur le temps perdu, sur la direction inhabile des négociations diplomatiques; on arrête au passage, on interroge vivement quiconque a des relations avec les régions officielles. Les ministres sont en conseil, on les attend. On s'entretient des manifestations qui ont eu lieu pendant la dernière nuit sur les boulevards, dans la rue de Rivoli et qui ont menacé l'hôtel de l'ambassade de Prusse. Toute espérance de paix, disait-on, n'était pas encore perdue le matin à huit heures, mais une dernière dépêche de notre ambassadeur, M. Benedetti, arrivée au dernier moment, a entraîné le ministère

Tout à coup à une heure et demie un mouvement

d'agitation indescriptible se répand dans les tribunes et dans la salle des séances, les ministres arrivent à leur banc, les députés reprennent leurs places.

M. le garde des sceaux monte à la tribune.

« En l'absence de mon honorable ami le duc de Gramont, dit-il, je vais donner communication à la Chambre de l'exposé qui a été délibéré en conseil.

» La manière dont vous avez accueilli notre déclaration du 6 juillet, nous ayant donné la certitude que vous approuveriez notre politique, nous avons commencé des négociations avec les puissances étrangères, pour obtenir leurs bons offices ; avec la Prusse afin qu'elle reconnût la légitimité de nos griefs. »

Il continue en substance :

« Nous n'avons rien demandé à l'Espagne.

» Les puissances étrangères ont avec plus ou moins de chaleur admis la justice de notre réclamation.

» A défaut du ministre prussien, prétendant que le cabinet était étranger à l'affaire, nous nous sommes adressés au Roi.

» Le Roi a autorisé comme chef de famille, dit-il, non comme souverain.

» Le désistement du prince de Hohenzollern nous est remis le 12 juillet par l'ambassadeur d'Espagne.

» Nous demandons au Roi de s'associer à ce refus et de s'engager à le maintenir pour l'avenir afin de clore définitivement l'incident.

» Le Roi a absolument refusé.

» Dans le désir de conserver la paix de l'Europe, nous n'avions pas rompu les négociations. Le roi de Prusse a notifié alors à notre ambassadeur qu'il ne le recevrait plus. Pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'a communiqué officiel-

lement aux gouvernements de l'Europe. Le baron de Werther a reçu l'ordre de prendre congé et des armements s'opèrent en Prusse.

» Nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre. Nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la responsabilité qui lui revient. Dès hier nous avons rappelé nos réserves, et avec votre concours nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France! »

En conséquence, le ministre demande à la Chambre un crédit de 50 millions.

Consultée sur l'urgence, la Chambre se lève presque tout entière.

A la contre-épreuve, le vote contraire, appuyé par le plus grand nombre des membres siégeants à la gauche, est accueilli par des rumeurs violentes auxquelles ils répondent par d'ardentes réclamations.

M. Thiers a la parole :

« Je viens dire pourquoi je ne me suis pas levé avec la majorité. S'il y a eu un jour solennel c'est celui-ci. Mon patriotisme égale le vôtre. Il s'agit d'une déclaration de guerre. Est-ce au ministère seul que cette déclaration appartient? Et nous, ne devons-nous pas avoir aussi la parole ?

» Avant cette décision redoutable il me faut un moment de réflexion !

» Souvenez-vous du 6 mars 1866 : Vous m'avez refusé la parole alors... (*Exclamations !*)

» Je suis très-résolu à entendre vos murmures et à les braver. (*Bruit.*)

» Est-il vrai qu'au fond votre réclamation à la Prusse avait été écoutée? Est-il vrai que vous rompez sur une

question de susceptibilité? Voulez-vous que l'Europe dise que lorsque le fond vous étant accordé, pour une question de forme vous avez fait verser des torrents de sang? (*Bruit prolongé.*)

» Je demande, à la face du pays, qu'on nous fasse connaître les dépêches qui ont déterminé une décision qui est une déclaration de guerre.

» Je sais ce dont les hommes sont capables sous le coup de leurs émotions. Si j'avais eu l'honneur de gouverner mon pays, j'aurais voulu lui laisser la réflexion. Je regarde cette guerre comme une imprudence.

» Vous ne comprenez pas que je remplis le devoir le plus pénible de ma vie! Offensez-moi, si vous voulez, je souffrirai tout. J'ai été plus douloureusement affecté que personne des événements de 1866, mais je répète, malgré vos cris, que vous choisissez mal l'occasion de la réparation que je désire comme vous. Quand je vois que vous ne voulez pas prendre un moment de réflexion et demander la communication des dépêches, je dis que vous ne remplissez pas dans toute leur étendue les devoirs qui vous sont imposés. » (*Réclamations bruyantes! Très-bien à gauche!*)

Pendant une heure ce vaillant et prophétique vieillard adjurait ainsi la majorité de la Chambre, où sa voix claire et perçante dominait et pénétrait par instant le tumulte des interruptions violentes et injurieuses.

Le ministre lui rendit cet hommage :

« Messieurs, plus un courant d'opinions est unanime et violent, plus il y a de grandeur d'âme quand on le croit poussé par une erreur, à se mettre en sa présence et à tenter de l'arrêter en disant ce qu'on croit être la vérité! » (*Assentiment!*)

La gauche attaque violemment le ministre.

— « Vous manquez de véracité politique et vous portez atteinte aux droits de cette assemblée ! Vous faites reposer la responsabilité de la guerre sur une dépêche, il faut qu'on voie cette dépêche ! dit M. Gambetta. »

M. Ollivier donne alors communication à la Chambre des dépêches de plusieurs de nos agents diplomatiques. Il lit une copie de la note télégraphiée par un journal allemand au sujet du refus d'audience fait par le roi à notre ambassadeur, note envoyée par M. de Bismarck aux différents ministres de Prusse près des puissances étrangères.

La discussion s'irrite, se passionne sur ce point : constater sur qui retombe la responsabilité de la situation.

« Est-ce donc la susceptibilité du ministère ou l'honneur de la France qui est en jeu, dit le ministre, quand la nouvelle télégraphique du refus dédaigneux de recevoir notre ambassadeur a été répandue dans l'Allemagne entière, que les journaux qui la contiennent ont été affichés sur les murs, que c'est le bruit de l'Europe?

» La renonciation du prince de Hohenzollern a occasionné un vif sentiment de mécontentement dans le parti militaire en Prusse, continue le garde des sceaux ; pour conjurer et apaiser ce mouvement, au lieu de terminer heureusement une négociation, dont rien de notre part ne gênait l'issue heureuse, on a eu recours pour l'arrêter à un coup de théâtre que, pour notre part, nous repoussons.

» Oui, de ce jour commence pour mes collègues et pour moi une grande responsabilité : nous l'acceptons d'un cœur léger (*protestations*), je veux dire d'un

cœur confiant, parce que nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour éviter la guerre, parce que notre cause est juste, et qu'elle est confiée à l'armée française. *(Applaudissements.)*

Le président de la Chambre annonce qu'il a reçu du gouvernement trois autres projets de loi :

1° Une demande de crédit de 16 millions pour le ministère de la marine ;

2° Un projet pour la mobilisation immédiate de la garde mobile ;

3° Un autre pour autoriser les engagements volontaires pendant la durée de la guerre.

L'urgence est votée.

A quatre heures, les abords du Corps législatif sont tellement encombrés par la foule qu'il est presque impossible de pénétrer dans le palais ; la force armée ne peut parvenir à former et à maintenir la haie.

La foule, en masses compactes dans les cours, sur les quais, accueille les nouvelles qui lui arrivent de la séance par les cris : *Vive la France ! A bas la Prusse !*

La discussion continue sur l'opportunité, sur la valeur des motifs qui ont entraîné le ministère. L'opposition les conteste avec opiniâtreté ; le ministre les met en lumière :

« Nos prétentions ont-elles été excessives? Nous n'avons demandé qu'une assurance pour l'avenir. On a répondu à notre modération par la rupture hautaine !

» Si vous trouvez que ces faits réunis sont sans importance, vous ignorez la vivacité du point d'honneur chez deux nations placées dans la situation faite à la Prusse et à la France par des excitations perpétuelles. Et d'où sont venues ces excitations? N'est-ce

pas de vous, messieurs de l'opposition, de vous qui, depuis 1866, n'avez cessé de présenter Sadowa comme un stigmate de déchéance intolérable qu'il fallait effacer? Au moins, une fois par session, vous vous êtes levés pour répéter cette humiliante démonstration que la France est descendue de son rang, qu'elle doit préparer la lutte qui l'y fera remonter!

» Est-ce nous qui avons inquiété une susceptibilité quelconque? Est-ce nous qui avons méconnu un des droits de cette grande Allemagne dont nous ne sommes pas les ennemis? Est-ce nous qui avons eu la coupable fantaisie d'approcher la flamme d'un foyer de poudre et puis de nous étonner qu'une explosion ait lieu? Si nous avions été des gardiens trop susceptibles du dépôt de l'honneur national, vous n'auriez pas accueilli nos paroles par votre approbation. »

Au milieu du bruit, M. Thiers harcelé d'interruptions bruyantes, réclame une seconde fois la parole. « On ne le lassera pas, dit-il, il exprimera son sentiment tout entier.

— » C'est dans votre intérêt qu'on veut vous empêcher de parler, lui crie-t-on, vous tenez le langage qu'on tient à Berlin ! »

— « Trompette des désastres de la France, allez à Coblentz ! » crie un autre.

— « Sachez que la violence que vous me faites retombera sur vous, reprend-il. (*Interruption prolongée.*)

» Je n'ai jamais été partisan de la paix à tout prix, je ne le suis pas non plus de la guerre à tout prix. Autrefois on faisait sa cour avec l'une, aujourd'hui on la fait avec l'autre ; mais je n'ai jamais fait ma cour. (*Bruit.*)

» Maintenant je pose ce fait incontestable : la candidature Hohenzollern a été retirée.

» C'est une chose déplorable que, l'intérêt de la France étant sauvegardé, on se soit jeté dans des questions d'étiquette où l'orgueil des deux pays se rencontre. (*Bruit.*)

» Je vais descendre de cette tribune sous la fatigue que vous me faites éprouver en refusant de m'écouter. J'aurai toutefois démontré que les intérêts de la France étaient saufs et que vous avez fait naître des susceptibilités d'où la guerre est sortie : c'est là votre faute. (*Bruits divers.*)

» La faute commise, que devait-on faire? Il fallait, puisque l'Europe vous témoignait tant de bonne volonté, lui donner le temps d'intervenir de nouveau (*interruption*), et ne pas apporter à la tribune des déclarations qui rendent la guerre inévitable! Ce n'est pas pour les intérêts essentiels de la France que nous avons la guerre! (*Approbation à gauche, bruyantes protestations!*)

Dire contre quelles injures, quels cris, quelles incessantes réclamations avait à lutter l'énergie du vieil homme d'État plaidant sa dernière réplique pour la paix, hélas! pour le salut du pays, serait impossible!

— « Vous faites bien du mal à la France! Il faudrait beaucoup de bataillons prussiens pour faire à votre pays le mal que vous lui faites involontairement, » lui criait une voix influente dans la majorité, obéissant aux entraînements aveugles qui trop souvent poussent les majorités au vertige.

Dans ce moment le vertige était le sentiment exalté de la défense du pays atteint, semblait-il, dans son honneur.

— « Si nous avions attendu plus longtemps pour demander aux puissances d'intervenir, s'écriait le ministre des affaires étrangères, nous aurions donné le temps à la Prusse de compléter ses armements contre nous. Il y a un fait, c'est que le gouvernement prussien a informé tous les cabinets de son refus de recevoir notre ambassadeur. C'est un outrage! Et si par impossible il se trouvait dans mon pays une Chambre pour le supporter et le souffrir, je ne resterais pas cinq minutes ministre des affaires étrangères. » (*Applaudissements prolongés.*)

Des députés de l'opposition étaient ébranlés et passaient avec éclat du côté où semblait être l'élan du patriotisme.

— « Faites chez vous, Allemands, ce que bon vous semble. Mais quand en dehors du terrain allemand on nous attaque, prendre le temps de la réflexion, comme vous le demande M. Thiers, c'est donner à la Prusse le temps de charger ses canons! » disait M. de Kératry.

» Quand en 92 la Convention appelait aux armes, elle ne discutait pas si longtemps, ajoutait-il, je demande que nous passions immédiatement dans nos bureaux. » (*Applaudissements.*)

La séance était suspendue à cinq heures pour que la Chambre, dans ses bureaux, pût se rendre compte des faits et des documents.

Elle est reprise le soir même à neuf heures et demie. La parole est à M. de Talhouët, rapporteur.

« Messieurs, votre commission a entendu successivement M. le garde des sceaux, M. le ministre de la guerre et M. le ministre des affaires étrangères.

» Le sentiment profond produit par l'examen des documents, des faits, est que la France ne peut tolé-

rer l'offense faite à la nation, que notre diplomatie a fait son devoir...

» En conséquence, votre commission est unanime pour vous demander de voter les projets de lois que vous présente le gouvernement.

» Nous vous le répétons, à nos sentiments personnels se sont ajoutés de nouvelles convictions, fondées sur les explications que nous avons reçues. C'est avec l'accent de la confiance dans la justice de notre cause et animés de l'ardeur patriotique qui, nous le savons, règne dans cette Chambre, que nous vous demandons, Messieurs, de voter ces lois, parce qu'elles sont prudentes comme instruments de défense et sages comme expression du vœu national. (*Bravos, applaudissements prolongés.*)

— « Ce n'est assurément ni le jour ni l'heure des discours, disait M. Guyot-Montpayroux, se séparant par son vote de ses amis de la gauche, ce que vous avez à faire aujourd'hui, pour arriver à une paix sérieuse et durable, c'est la guerre ! Et comme après la guerre je veux réclamer la liberté, le désarmement, je veux actuellement ne rien refuser au gouvernement de ce qui peut lui assurer le succès. (*Très-bien.*)

Un discours de M. Gambetta posait un jalon pour le rôle que lui réservait un avenir prochain, dans ce pays où la parole éloquente est une fascination. Il prenait vivement à partie le ministère.

— « J'ai le droit de dire que vous avez mis dans votre exposé une habileté de trop. Vous avez entendu transmettre à cette assemblée la responsabilité de la guerre ! »

— « Nous l'avons prise, nous la prenons ! » proteste le garde des sceaux.

« Il ne manquerait plus que vous ne la prissiez pas ! Bien que vous la supportiez d'une façon plus ou moins allègre (*bruit*), je dis que vous ne nous avez pas donné les satisfactions de certitude auxquelles nous avons droit. »

Enfin la dernière charge à fond du ministre infatigable qui répond avec une éloquente énergie aux suprêmes efforts de la gauche.

— « Unissons-nous, nous qui sommes animés par les mêmes sentiments, pour dire que le moment des paroles est passé !.. (*Oui, oui.*)

» Votez ! votez ! car voter c'est agir. Ne discutez plus : discuter c'est perdre un temps précieux ! » (*Très-bien ! bravos prolongés.*)

On demande la clôture. La parole de M. E. Picard, celle de M. Girault, s'éteignent successivement sous les cris : la clôture !

M. Grévy demande à dire contre la clôture un mot, le seul qu'il prononcera dans cette délibération. — « Voulez-vous me laisser la liberté qui m'appartient de motiver mon vote ? (*Non ! non !*)

» C'est donc ainsi que vous comprenez la liberté ? » (*Assez, la clôture !*)

La clôture est prononcée.

Le président donne lecture de l'article unique du premier projet de loi :

« Il est ouvert au ministère de la guerre, sur le budget extraordinaire de 1870, un crédit supplémentaire de 50 millions. »

Alors paraît à la tribune une figure sombre, grave et convaincue, une tête de sectaire du XVIe siècle : c'est M. Pelletan.

« Votre parti est pris ; vous allez voter d'enthou-

siasme le sang et les trésors de la France... (*Bruit prolongé.*) C'est ainsi que dans toutes les assemblées, quand on a voté sous l'influence de l'entraînement, on a pris des mesures détestables... (*Exclamations; bruit prolongé.*) J'ai demandé la parole non pas pour dégager ma responsabilité, j'en aurais le droit, mais pour vous arrêter dans votre précipitation.

» Vous ne voulez entendre rien ni personne! Vous n'avez pas voulu entendre M. Grévy; vous voulez voter la guerre dans la nuit et dans le silence! (*Bruit prolongé.*) Vous la voterez d'enthousiasme et sans réflexion! (*Assez : la clôture!*) Je constate publiquement qu'on n'a voulu entendre aucun orateur de l'opposition. (*Exclamations, interruptions.*)

» Vos cris, vos murmures, j'allais dire vos hurlements, le constatent. » (*Assez! aux voix!*)

Le Corps législatif adopte le premier projet de loi par 246 voix contre 10.

Les trois autres projets de loi sont adoptés successivement, à l'unanimité des votants moins une seule voix, aux trois votes.

C'était la guerre déclarée!

On était au neuvième jour depuis qu'avait sillonné la nue le premier éclair de cette tempête, depuis la divulgation de la candidature Hohenzollern.

Que l'on élève autant que nous le faisons nous-mêmes l'importance de notre pays, qu'on la rabaisse comme il est loisible après notre désastre autant qu'on le voudra, tant que durera la mémoire de notre temps, les hommes d'après nous compteront avec stupeur de quel poids ont pesé ces neuf jours dans les destinées de la France, dans la paix du monde, dans l'avenir de la vieille Europe.

M. Thiers, dans son discours, avait signalé un des points les plus considérables de la question.

« Vous verrez dans quelques jours l'opinion de l'Europe sur votre politique, vous la verrez dans toute la presse internationale.

» L'opinion du monde entier sera contre vous! »

Il voyait trop bien et trop juste!

La Prusse gagnait contre nous sa première victoire. Elle avait trouvé le moyen de mettre de son côté, aux yeux de l'Europe, l'apparence de la justice et du droit.

CHAPITRE II.

DEPUIS LA DÉCLARATION DE GUERRE JUSQU'AUX PREMIÈRES OPÉRATIONS MILITAIRES.

On était donc arrivé en huit jours à l'explosion fatale de cette collision préparée de longue main chez les deux peuples. Ils s'y jetaient, l'un à cœur ouvert avec son élan de nature, sa foi inconsidérée en lui-même, l'autre sournoisement assuré de sa force irrésistible.

Au point où l'on était arrivé, le gouvernement français avait, semblait-il, plus d'envie de faire la guerre, le gouvernement prussien plus de peur de ne pas la faire.

Le 19 juillet, la France fit notifier à la Prusse sa déclaration de guerre ainsi conçue :

« Le soussigné, chargé d'affaires de la France, en exécution des ordres qu'il a reçus de son gouvernement, a l'honneur de faire la communication suivante à S. Exc. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Prusse :

» Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français n'a pu considérer le projet de placer un prince prussien sur le trône d'Espagne, que comme une entreprise dirigée contre la sûreté territoriale de la France, et s'est vu dans la nécessité de demander au roi de Prusse l'assurance que cette combinaison ne pouvait se réaliser avec son approbation. Sa Majesté le roi de Prusse s'étant refusé à donner cette assurance et ayant au contraire témoigné à l'ambassadeur de Sa Majesté l'empereur des Français, que pour cette éventualité comme pour toute autre il entendait se réserver la possibilité de ne prendre conseil que des événements, le gouvernement impérial a vu dans cette déclaration une arrière-pensée menaçante, aussi bien pour la France que pour l'équilibre européen. Cette déclaration a de plus été aggravée par la communication faite à différents cabinets, du refus de recevoir l'ambassadeur de Sa Majesté et d'avoir de nouveau avec lui un entretien.

» En conséquence le gouvernement français, croyant de son devoir de veiller immédiatement à la défense de son honneur et de ses intérêts lésés, a résolu de prendre toutes les mesures nécessitées par la situation qui lui est faite et se considère dès à présent en état de guerre avec la Prusse.

» Signé : Le Sourd. »

Pouvait-on croire que devant la conscience du monde les motifs, les griefs allégués par cette déclaration, étaient de nature et d'importance à motiver une de ces crises redoutables de l'humanité, massacres, incendies, ravages, qu'on appelle la guerre?

Jamais prétexte plus futile, avait dit M. Thiers, pour amener plus grand désastre!

L'épée de la France était tirée; l'Empereur adressait au peuple la proclamation suivante :

« Français,

Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national, violemment excité, s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts et prend seul en mains la direction des destinées de la patrie. Une de ces heures décisives vient de sonner pour la France.

La Prusse, à qui nous avons témoigné pendant et depuis la guerre de 1866 les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité. Lancée dans une voie d'envahissement, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports internationaux et montrer toute la gravité de la situation. En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre. Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt le cri de guerre a retenti d'un bout

de la France à l'autre. Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes.

Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance. Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées.

Quant à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conquérir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples, et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres.

Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent, est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande révolution ; il représente les mêmes principes, il inspirera les mêmes dévouements. »

Il ne manquait pas en France de gens qui, en lisant cette proclamation, publiée par tous les journaux, affichée à tous les carrefours, ne se sentirent pas entraînés. Au premier moment il y eut dans le vrai peuple une sorte de stupeur. On voyait arriver ainsi presque à l'improviste cet inconnu noir d'alarmes, la guerre. Parmi les groupes plus éclairés on ne tarda pas à discuter le document, à analyser les motifs de conflit que le gouvernement mettait sous les yeux de la nation. Il n'était pas difficile de se souvenir que la première clameur de guerre européenne, après les dix-huit ans de paix de Louis-Philippe, après le court passage de la république et les commencements de l'Empire, était partie de la France en 1854. Notre attitude avant et après la guerre de Crimée, et puis lors de la bril-

lante campagne d'Italie, avait excité fatalement ces défiances qui « avaient fait de l'Europe un camp où régnaient l'incertitude et la crainte du lendemain. »

On trouvait que l'abandon officiel ou officieux de la candidature prussienne en Espagne aurait pu, si l'on avait été habile, paraître une satisfaction suffisante donnée à la France. On jugeait que l'exigence d'un engagement pour l'avenir, demandé au roi, était au moins une maladresse, une prétention excessive vis-à-vis d'un Victorieux, l'épée de l'Allemagne, vis-à-vis d'un roi qui devait tenir compte de l'opinion surexcitée du grand peuple dont il devenait le chef. Quant aux procédés dédaigneux signalés par la proclamation, la Prusse avait nié et expliqué ces procédés, futiles prétextes après tout à un *casus belli*. Nous ne faisions pas la guerre à l'Allemagne, disions-nous; et nous la menacions du drapeau et des idées civilisatrices de nos invasions du commencement de ce siècle, dont elle gardait, même après 1814 et 1815, une telle mémoire, dont elle espérait encore aujourd'hui une nouvelle vengeance!

En outre, au spectacle de l'enthousiasme guerrier déployé et allumé par tous les amis du gouvernement, par les fonctionnaires de tout ordre, l'idée gagnait qu'on avait saisi au passage la première occasion rencontrée; que le pouvoir avait intérêt à pousser le pays dans les hasards de cette guerre, qu'il espérait y retrouver par la victoire le prestige, la pérennité dynastique, la dictature.

Pendant des années, ce pays, qui aime les gens heureux, avait vu la fortune donner raison au prince Louis-Napoléon, même contre ses propres fautes.

De ses deux premières tentatives si pauvrement

avortées, elle avait fait surgir la révélation d'un prétendant napoléonien. Plus tard, de cet aventurier politique, elle avait fait un Président de la République française. De son coupable coup d'État, elle l'avait relevé, amnistié par la raison du salut public, dictateur, Empereur acclamé par des millions de suffrages.

Quand il faillit à son programme : — l'empire c'est la paix ! elle lui donna par deux fois le prestige de la victoire. On put entendre un jour au sein du parlement d'Angleterre, un homme d'État prononcer cette parole : — le grand homme qui gouverne la France !

Alors, la fortune commença à tourner le dos à ce favori. Il était au sommet, à la hauteur qui donne le vertige.

Un des victorieux de l'histoire du monde, Charles d'Anjou, disait après un premier revers : O Seigneur, que je descende lentement, pas à pas, comme je suis monté !

Si tel était le vœu de Napoléon, il fut exaucé. La descente fut lente, presque insensible : chaque échelon fut une faute.

L'inextricable difficulté de la défense du pouvoir temporel du Pape par l'occupation de Rome, affaire mal engagée dans le principe pour prendre un pied contre l'Autriche en Italie, et désormais sans issue, indisposait contre nous l'Église et l'Italie.

La guerre de Crimée eut à la vérité pour résultat immédiat de rendre à la France le prestige de la force militaire dont elle semblait déchue. Elle montrait à l'Europe qu'il ne fallait plus prendre au sérieux les anciennes déclamations des oppositions sous Louis-Philippe à propos de la paix à tout prix.

Mais le résultat pratique de cette guerre, où nous avait entraînés notre douteuse alliée l'Angleterre, étaient peu appréciables au point de vue de nos intérêts particuliers. Elle nous aliéna profondément une puissance qui garde la mémoire des injures, l'Autriche le sait, et qui n'était pas éloignée alors de notre alliance.

La guerre d'Italie, glorieuse sans doute par les rapides succès de notre armée, n'avait pas rempli son programme : nous n'avions pas affranchi notre alliée jusqu'à l'Adriatique, et le fait plébiscitaire que nous imposa l'habile Cavour, l'unité de l'Italie, n'était ni dans nos prévisions ni dans nos intérêts actuels.

Dans la guerre de la sécession en Amérique, le gouvernement français ne sut prendre ouvertement et franchement parti ni pour l'un ni pour l'autre des belligérants ; vainqueurs et vaincus lui en voulurent également : la grande république ne tarda pas à le lui témoigner.

Vint la guerre du Mexique, si fatale, si insensée ! Guerre d'Espagne du second empire ! Déplorable aventure du Mexique, née, on ne sait encore de quel imbroglio diplomatique et financier, où se gardèrent bien de nous suivre nos premiers alliés, l'Angleterre et l'Espagne.

Là vinrent se perdre, à mille lieues de la patrie, les finances de la France, ses approvisionnements, son matériel de guerre ; ses enfants marins et soldats emportés par la guerre sauvage, par le climat mortel.

Désastre plus profond encore, hélas ! la discipline, l'honneur militaire, la loyauté de la foi française, restèrent atteints dans les légendes sinistres qui arri-

vaient jusqu'à nous de cet enfer d'outre-mer, d'où les impératrices revenaient folles, et où mouraient les empereurs fusillés comme des flibustiers; jusqu'au moment où la dédaigneuse république américaine, ses affaires intérieures terminées, fit signifier comme par huissier à l'intrus sur ses continents réservés, d'avoir à vider les lieux au jour dit, sans faute ni remise.

A l'intérieur, il faudrait faire l'histoire de ces dernières années de règne où la lucidité s'obscurcit peu à peu, où la volonté chancelle, où l'œil éperdu cherche en vain autour de soi les amis, les conseillers, les complices de la première heure que la mort a emportés à coups pressés. Le chef de l'État semble arriver au moment fatal où l'on hésite, où l'on tâtonne, comme si nous comprenions qu'une force s'est retirée de nous. Il se tourne du côté des aspirations libérales, il ne réussit qu'à donner des armes à des ennemis irréconciliables : le vrai libéralisme se défie et ne passe pas dans son camp. On sent que de tergiversations en concessions il est attiré par l'abîme.

Par une dernière inspiration, comme Antée qui retrouvait sa force quand son flanc touchait la terre sa mère, l'Empire arriva à se donner encore une fois l'appui du suffrage universel, par son dernier plébiscite. Il y avait lieu de croire que retrempé dans sa force native, il allait diriger enfin heureusement l'évolution constitutionnelle du pays et le sauver d'une révolution.

Voulut-on profiter pour d'autres desseins de ce retour de la fortune et lui demander, comme une arme contre la liberté, le prestige de la victoire? L'empire pouvait-il croire, comme il le dit aujourd'hui pour son atténuation, qu'il obéissait seulement au courant de

l'opinion publique, à tant de voix s'élevant depuis quatre ans pour crier que cette race impériale oubliait qu'elle était née de la gloire et des grandeurs de la France? Quels furent les appréhensions, les faiblesses, les espérances qui poussèrent à cette dernière faute?

Car ce fut la faute suprême, cette guerre si inconsidérément, si fatalement entreprise à la male heure, où l'on précipitait la France, sans réflexion, au premier prétexte, en huit jours! Comme les gens qui ayant à franchir un fossé, au lieu de mesurer l'espace du regard, ferment les yeux au moment de s'élancer.

Cette faute, le ministère devait la payer par sa chute au premier échec, l'Empereur, par la déchéance au premier revers.

Qui oserait dire que ce n'est pas justice, que la responsabilité n'était pas encourue par le chef de l'État, en présence de ce qui lui incombait personnellement dans les causes premières, en présence de l'immensité du désastre?

Le sort en était jeté : *alea jacta !*

Nous nous lancions dans les hasards de cette guerre avec la confiance irréfléchie qui tant de fois a fait courir des chances désastreuses à notre pays.

Le maréchal Lebœuf, ministre de la guerre, avait affirmé d'un ton si ferme à la Chambre, dans les commissions, que la France était prête : — « Je suis un soldat, je sais mon métier ! » Comment concevoir, après ces assurances, comment garder le moindre doute?

L'homme de sang-froid qui aurait essayé à ce moment d'appeler l'attention des stratégistes de la presse ardente de Paris, cette avant-garde de la victoire en route déjà pour Berlin, sur l'analyse et le tableau des ressources militaires de la France, en regard des

forces de la Prusse, aurait été honni comme un stipendié, peut-être comme un espion de l'Allemagne.

C'est ce tableau comparatif qu'il nous faut mettre dès le début sous les yeux des vaincus, pour lui faire comprendre l'inexorable fatalité de la défaite.

Déjà une partie de l'armée, des régiments de toutes armes affluant aux débarcadères des gares de l'Ouest, du Centre et du Midi, traversaient Paris en soulevant l'enthousiasme de la foule sur toute la ligne des grands boulevards.

Aux gares du Nord et de l'Est, ces masses de troupes, entassées dans des milliers de wagons disposés en trains spéciaux, étaient rapidement emportées vers la frontière.

Les Parisiens croyaient, sans compter, en avoir vu passer cent mille, trois cent, cinq cent mille; l'ancienne grande armée tout entière ressuscitée, disait-on.

En réalité, à ce moment suprême, l'armée française se composait de la garde impériale, de l'armée de Châlons, des armées de Paris, de Lyon, d'Afrique, formant l'équivalent de cinq corps dont nous allons compter le total.

De plus, en réunissant toutes les troupes dispersées dans les différents postes et les garnisons en dehors des grandes circonscriptions militaires, on achevait de former à la hâte trois autres corps d'armée; ils étaient dirigés par fractions, à mesure qu'ils se formaient, sur notre frontière de l'Est.

Ils y occupaient leurs positions le 25 juillet.

Le 1er corps, de quatre divisions d'infanterie, formé par la plus grande partie de l'armée d'Afrique, sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon, était à Strasbourg.

Le 2e corps, de quatre divisions d'infanterie venant du camp de Châlons, commandé par le général Frossard, prenait position à Saint-Avold.

Le 3e corps, de quatre divisions d'infanterie, dont trois de l'armée de Paris, était posté en avant de Metz, commandé par le maréchal Bazaine.

Le 4e corps, général de Ladmirault, de trois divisions, se tenait à Thionville.

Le 5e corps, trois divisions, sous le général de Failly, était posté à Bitche, où il reliait le corps du maréchal Mac-Mahon au reste de l'armée.

Le 6e corps, maréchal Canrobert, doit être composé de quatre divisions qui se concentrent au camp de Châlons; il doit former la réserve de l'armée.

Le 7e corps, général Douay, s'établit à l'extrême droite, sous Belfort, et sert d'appui à Mac-Mahon.

Enfin, la garde formant un 8e corps, a ses deux divisions sous le commandement du général Bourbaki à Metz, où elle servira de réserve aux 2e, 3e et 4e corps.

La cavalerie était partagée entre les différents corps d'armée sur le pied d'une division pour chacun d'eux, division composée d'une brigade de cavalerie légère, une de ligne, une de grosse cavalerie.

Les cuirassiers, les quatre régiments de chasseurs d'Afrique, formaient trois divisions de cavalerie de réserve, sous le commandement des généraux Bonnemain, marquis de Forton et du Barrail.

A chaque corps d'armée de quatre divisions sont attachées 18 batteries d'artillerie, canons et mitrailleuses, 108 pièces : les corps de trois divisions ont 15 batteries, comptant 90 pièces.

Étions-nous éclairés sur les forces de la Prusse? Depuis quatre ans, à force d'entendre parler d'une

éventualité de guerre presque inévitable, beaucoup d'officiers s'en étaient émus et avaient cherché à étudier l'ennemi. Ils savaient que l'armée de la Confédération du Nord se composait de treize corps, y compris la garde royale. Treize corps d'organisation permanente, infanterie, cavalerie, artillerie, génie, train, équipages, chacun au complet, prêt au premier ordre, sous la main du commandant.

Un tiers de la cavalerie allemande seulement faisait partie de ces corps : le reste était formé en divisions de réserve et en divisions légères pour éclairer, masquer ou couvrir la marche de l'armée.

L'artillerie prussienne, composée de ces terribles engins se chargeant par la culasse, si savamment perfectionnés depuis leur apparition à Sadowa, était reconnue par des officiers internationaux pour la plus parfaite du monde comme longueur de portée et précision du tir. Cette artillerie, nous la connaissons maintenant : elle a porté la foudre qui a écrasé la France.

Chacun de ces corps prussiens était composé en moyenne de 36,000 hommes : l'armée régulière, y compris la division hessoise, faisait un total de 490,000 hommes au moins, avec 1,250 pièces de canon. En outre, 130,000 hommes de troupes de remplacement et 230,000 de troupes de landwehr, immédiatement appelées, portaient ce total à 850,000 hommes. Si l'Allemagne du Sud marchait avec la Confédération du Nord, il fallait y ajouter pour la Bavière, le Wurtemberg et Baden, 135,000 hommes et 288 canons.

Nous avons dit l'organisation permanente de l'armée prussienne en corps complets de toutes armes

toujours prêts à marcher. Dans la nôtre, en temps de paix on maintenait les cadres, mais les effectifs en hommes sous le drapeau étaient toujours très-faibles. Ils l'étaient en ce moment surtout où nous avions pensé à donner à l'Europe l'exemple d'un commencement de désarmement. En outre, les instincts de la Chambre la portaient aux économies sur le budget de la guerre. Malgré les graves prévisions de quelques-uns de ses membres les plus autorisés, elle venait de voter une diminution de 10,000 hommes sur le contingent.

Nos huit corps d'armée, en exagérant beaucoup leur force réelle, arrivaient à former un total de 310,000 hommes à la frontière.

En dehors de cette armée, il restait à la France en Algérie, quatre régiments de ligne, trois bataillons d'infanterie légère d'Afrique, le régiment étranger, trois régiments de cavalerie légère et trois de spahis. Nous avions en outre quatre régiments sur notre frontière d'Espagne, deux autres qui arrivaient de Civita-Vecchia et deux régiments de chasseurs. En somme, avec les bataillons de marche et les compagnies de dépôt, on pouvait arriver, à grand'peine, à mettre 100,000 hommes en seconde ligne.

L'officier de l'armée du Rhin qui, au début de la campagne où nous le suivrons pour guide, a mis en regard les effectifs militaires de la Prusse et de la France, termine son énumération par cette conclusion, sous laquelle doivent se courber toutes les responsabilités : « A un million d'hommes parfaitement organisés et instruits, la France ne pouvant en opposer que 300,000 en première ligne et 100,000 dans les dépôts, il ne fallait pas faire la guerre. »

L'Empereur était arrivé le 20 juillet, avec le prince impérial, à son quartier général de Metz. On trouvait qu'il avait bien tardé à rejoindre cette armée qu'on avait vu traverser Paris si rapidement, et qu'on croyait déjà engagée au delà de la frontière en pays ennemi. — Comme à l'Agora d'Athènes, d'où les stratégistes de la place publique suivaient et jugeaient les opérations de la guerre du Péloponèse, les Athéniens de Paris commençaient la campagne dans les cafés du boulevard : ils attendaient pour le juger le début du plan étudié, disait-on, depuis six ans, par l'Empereur avec les maréchaux Niel et Lebœuf.

Y avait-il en effet un plan de campagne arrêté?

Voilà celui que l'officier attaché à l'état-major général, qui a écrit le résumé de la campagne sous l'inspiration de Wilhelmshœhe, attribue à l'Empereur. On devait concentrer 150,000 hommes à Metz, 100,000 hommes à Strasbourg. La réunion de ces deux armées sur la Sarre et sur le Rhin ne faisait pas soupçonner le projet réel. A un moment donné Napoléon réunissait les deux armées. Il passait le Rhin à Maxau, laissait à droite Rastadt, à gauche Gemersheim. Il envahissait les États de la Confédération du Sud et se portait à la rencontre des Prussiens, pendant que la flotte française, en croisant dans la Baltique, immobilisait à la défense des côtes menacées une partie considérable des forces ennemies.

Pour que ce plan pût réussir, il fallait gagner l'ennemi de vitesse. Il fallait avoir sous la main, au moment même de la déclaration de guerre, tous ses corps au complet ; les voitures, le train, les parcs, les équipages de pont, les chaloupes canonnières pour protéger au besoin le passage du Rhin, les muni-

tions, l'approvisionnement, tous les moyens d'action.

L'empereur se flattait de pouvoir obtenir ce résultat, dit le mémoire : se flattait !

A son arrivée au quartier général il put se rendre compte que tout était en retard, que tout avait manqué dans l'organisation des services, la prévoyance, la promptitude, la vigilance, l'ordre surtout.

Pendant que le général en chef se plaint amèrement, pendant que les administrations s'efforcent de réparer ou d'atténuer les fautes et les retards, les jours passent emportant avec eux toute chance de succès du plan offensif par le passage du Rhin. A la fin de juillet, il est déjà trop tard. Cependant la concentration ne se fait pas. Nos corps d'armée sont maintenus dans leurs dangereuses positions, mal reliés entre eux sur une ligne de défense trop étendue, qu'un effort de l'ennemi supérieur en forces peut briser à la première attaque. L'état-major sent que la partie est mal engagée : il attend, il hésite à l'entrée des profondeurs menaçantes de ces forêts impénétrables qui voilent la frontière.

Que fait pendant ce temps l'armée prussienne, où est-elle ?

Il semblait qu'on la voyait déboucher par Mayence, allant se masser vers Trèves, sous le commandement du prince Frédéric-Charles. Le long de la ligne du Rhin, en remontant vers Strasbourg, rien ne trahissait des mouvements des troupes. Une armée prussienne, grossie de contingents de la Confédération du Sud, sous le princc royal de Prusse, se concentrait à Rastadt. On sentait son approchedé : jà elle dirigeait ses avant-postes dans la Bavière rhénane et nous menaçait du côté de Weissembourg.

Les deux armées allemandes, dissimulées dans les

bois dont le pays est couvert, communiquent par Sarrebruck, point de jonction des lignes ferrées qui relient Trèves à Landau. A Mayence arrive, dit-on, le roi de Prusse avec son état-major, avec le célèbre stratégiste des campagnes de Danemarck et d'Autriche, le général de Moltke.

La Prusse qui nous croyait prêts à envahir ses provinces de la rive gauche du Rhin, sans défense au début de la campagne, nous voyant hésiter, soupçonna que nous étions moins prêts pour l'offensive qu'on ne l'avait crié d'abord aux quatre vents du ciel, bientôt elle comprit qu'elle-même avait l'avance.

Dès lors, éclairé sur nos positions par ses pelotons de cavalerie légère et son espionnage organisé de longue main, le fatal stratégiste qui allait écraser la France disposa comme sur un échiquier et commença son irrésistible et sûre partie.

CHAPITRE III.

PREMIÈRES OPÉRATIONS MILITAIRES : BATAILLE DE FORBACH.

On se tâta, dans les derniers jours de juillet, par des rencontres de cavalerie aux avant-postes sur toute la ligne. De notre côté, on fit bruit d'une escarmouche où le général de Bernis, à la tête d'une brigade de cavalerie du 5e corps, repoussa à Niederbronn un corps de cavalerie badoise.

Comme il semblait opportun cependant de sortir de l'inaction, et de donner quelques satisfactions aux impatiences dont l'écho venait de Paris jusqu'à l'état-major général, il fut décidé que le 2e corps tenterait une attaque sur Sarrebruck.

Ce 2e corps, sous les ordres du général Frossard, était arrivé le premier du camp de Châlons à la frontière. Il avait d'abord occupé Saint-Avold, puis le 30 juillet il avait pris position plus avant, à Forbach, avec ses trois divisions. Le 2 août l'attaque sur Sarrebruck fut décidée.

La 2e division se porta contre les hauteurs qui dominent la ville sur la rive gauche de la Sarre. Deux régiments d'infanterie allemande, quelques escadrons de cavalerie et quelques batteries les défendaient. Ces

troupes tinrent bon contre l'attaque d'une partie de la seconde division, général Bataille; la brigade Bastoul attaquait de front. Le colonel Merle de la 1re division, général Vergé, à la tête du 32e de ligne appuyé par les batteries françaises, tourna la gauche des Prussiens qui bientôt battirent en retraite vers la ville.

Il était midi : l'empereur et le prince impérial arrivèrent à cheval sur le lieu du combat, à portée des batteries ennemies dont ils purent voir la retraite. Le premier bulletin de l'armée du Rhin annonçait que le jeune prince avait reçu le baptême du feu, en saluant les obus au passage.

« Louis vient de recevoir le baptême du feu ; il a été admirable de sang-froid et n'a nullement été impressionné.

» Il a conservé une balle qui est tombée près de lui.

» Il y a des soldats qui pleuraient en le voyant si calme. »

En regard de ce bulletin pouvait venir à l'esprit le souvenir de Louis XV, alors encore le bien-aimé, parcourant à la fin de l'action avec le grand Dauphin le champ de bataille de Fontenoy. Lui montrant la plaine fumante et pantelante d'où montait la gloire et le salut de la France : — « Voyez, mon fils, dit-il, combien la victoire est chère et douloureuse ! »

Le soir du 2 août le 2e corps établit ses bivouacs sur les positions conquises : le lendemain, au lieu d'occuper la ville et de continuer son mouvement offensif, il rétrogradait sur Forbach. Le combat n'avait donc été qu'une démonstration sans but.

Les Allemands de leur côté ne semblaient pas avoir attaché une grande importance à défendre ce poste. Une attaque même sérieuse ne les aurait pas dé-

tournés du mouvement stratégique qu'ils combinaient à ce moment même. C'était sur un autre point de notre ligne que se portait la première de leurs grandes masses. Nous les cherchions sans les apercevoir dans l'ombre de leurs impénétrables forêts ; ils étaient sur nous.

Le maréchal de Mac-Mahon en prenant ses positions avec son corps d'armée, avait commis sur une moindre échelle la même faute que le major général pour toute l'armée du Rhin. Pour couvrir tout l'espace entre les Vosges et le Rhin, il avait posté ses quatre divisions à des distances telles, qu'il leur devenait difficile de s'appuyer mutuellement.

Le 2 août il donna l'ordre au général Douay de porter sa division de Haguenau à Wissembourg et d'occuper la ville. Le général prit position sur les hauteurs du Geisberg au sud-est, et fit occuper la place par un bataillon du 74e régiment. Il fut prévenu par les habitants que des masses compactes de Prussiens convergeaient de plusieurs points sur la ville ; qu'il ne pourrait tenir. Il en donna avis au général Ducrot, commandant supérieur des deux premières divisions posté à Wœrth, qui lui donna l'ordre au nom du maréchal de se maintenir à tout prix dans ses positions. Le général Douay n'avait pas même un peloton de cavalerie pour s'éclairer. Pendant toute la campagne, il semble que nos généraux ont complétement mis en oubli cette règle de stratégie qui consiste à se couvrir de grand'gardes, à employer une partie de la cavalerie légère à battre le pays pour observer la marche de l'ennemi. Le général Douay fut la première victime de cette inexplicable négligence.

Le lendemain, 4 août, vers neuf heures, au moment

où les soldats préparaient leurs repas, où les troupes de corvée étaient aux provisions dans la ville, la division fut surprise, attaquée par des forces considérables.

C'était l'armée du prince royal débouchant des bois au nord de la Lauter, entre Wissembourg et Lauterbourg. Deux de ses corps d'armée, le 5e et le 11e, attaquaient simultanément, le premier de front, l'autre par un mouvement sur la droite, la division française qui crut d'abord avoir affaire à une simple reconnaissance d'avant-garde. Deux régiments de chasseurs, deux régiments de ligne, un bataillon de turcos, un régiment de zouaves, ralliés et remis de la surprise, se battirent avec fureur. Grâce à l'avantage de leurs positions, ils tinrent pendant plusieurs heures contre une armée entière, plus de 70,000 hommes, paraît-il, arrivant successivement en ligne par masses, comme un flot derrière un flot. De son côté, la ville de Wissembourg offrait une vigoureuse résistance.

Enfin, le prince royal, accourant avec le deuxième corps d'armée bavarois, tournait la position du Geisberg et mettait les Français entre deux feux. Le général Douay avait été tué au moment où il s'efforçait de réparer le désordre de la première surprise. Il avait été frappé mortellement dès le début de l'action, à la première décharge, disent d'autres récits. Sous l'effort des trois corps d'armée, la pauvre division, décimée, dut battre en retraite sur Haguenau, où se rallièrent ses débris ; le terrain difficile arrêta la poursuite de la cavalerie allemande.

Ni ordres répétés, ni sonnerie de clairons, ne pouvaient arracher de l'ennemi nos sauvages enfants de l'Afrique ; étonnés de ne pas vaincre avec la France,

ils s'entêtèrent presque jusqu'au dernier à tuer et à mourir pour elle.

La division écrasée perdit dans ce combat son général, heureux de ne pas survivre, 1,200 hommes tués ou blessés, un millier de prisonniers, un canon et tous les bagages.

Le maréchal apprit dans la nuit le désastre. Il avait concentré les trois divisions qui lui restaient en avant de Reischoffen. Il prit immédiatement ses dispositions pour livrer bataille sur la rive droite de la Sauer, dans une position excellente, près de Freschwiller. Ses lignes se développaient à droite vers le village d'Elsashausen, à gauche, vers Langensulzbach. La division Douay, si éprouvée la veille, formait la réserve au centre. L'artillerie de réserve était postée sur les hauteurs entre Freschwiller et Elsashausen.

Dès le 4, le maréchal avait demandé au général Abel Douay, éventuellement sous son commandement supérieur, sa 1re division, général Conseil-Dumesnil ; ce jour-là même elle venait d'être dirigée sur Colmar, d'où il lui fallut revenir en toute hâte. Vers huit heures et demie, une dépêche de l'Empereur mettait le 5e corps à la disposition du maréchal : il télégraphia sans retard au général de Failly : « Venez me trouver aussitôt que possible. » Avec ces renforts, le maréchal se tenait pour assuré de la victoire, à ce point qu'il révoqua l'ordre donné d'abord de couper les ponts sur la Sauer, entre Wœrth et Bruchmühle : dans sa confiance, il se réservait cette voie pour l'offensive.

La bataille était-elle nécessaire? Était-il prudent, opportun de la risquer? On avait affaire à des forces énormes, à une artillerie formidable, disait le maré-

chal à son état-major. La position française était forte, mais la protection de la ligne de Sarreguemines, en cas de succès, compensait-elle de tous les passages des Vosges, celui de Saverne surtout que nous enlèverait un revers ? Les Vosges pouvaient devenir de ce côté la barrière de défense presque infranchissable de la France, défendues par une armée habilement conduite. Mais le maréchal avait toujours été heureux ; dans sa forte position il compta que la solidité et l'élan de ses troupes, élite de l'armée, qu'il avait vue à l'œuvre, compenserait et au delà le nombre, il eut confiance dans sa fortune.

Il avait rallié ses renforts les premiers attendus, la division Conseil-Dumesnil ; il comptait sur le concours du corps de Failly ; en cas de désavantage, sa ligne de retraite était suffisamment assurée. Il n'y avait donc pas imprudence à tenter de relever, par un fait de guerre heureux, le moral de l'armée un peu ébranlé par les hésitations de l'état-major général et la fatale surprise de la veille.

Le 6 août, dès 6 heures du matin, notre gauche fut attaquée.

Après son succès à Wissembourg, le prince de Prusse avait porté rapidement en avant ses trois corps d'armée ; le 2e bavarois par Lumbach, le 5e corps prussien par Roth et Preuschdorf, le 11e corps et la division wurtembergeoise par la route de Sultz. Tous les trois convergeaient directement sur Wœrth, au centre de la position.

A l'aile gauche, la division Ducrot fut tout d'abord vigoureusement attaquée par le 2e corps bavarois, débouchant de Langensulzbach ; la division Raoul

l'était au même instant par le 5[e] corps prussien, arrivant de Gœrsdorf.

Le maréchal, qui s'était au premier bruit d'attaque porté à son aile gauche, ne voulut pas admettre que le gros de l'armée ennemie fût si avancé. Il crut à une simple reconnaissance d'avant-garde, prévit la bataille pour le lendemain et fit transmettre à ce moment, paraît-il, des instructions en ce sens au général de Failly. Mais il ne tarda pas à comprendre que c'était la vraie bataille qui était engagée, bataille d'artillerie, bien en avance sur l'action des troupes qui dessinaient hors de portée, par les mouvements de leurs lignes sombres, la marche offensive des formidables batteries.

Pendant que le général Ducrot faisait un changement de front en arrière sur son aile droite, pour empêcher le 2[e] corps bavarois de tourner notre position du côté de Neuweiler, le 5[e] corps prussien prononçait son mouvement sur le centre à Wœrth. Mais vers midi se démasqua la véritable attaque des Allemands.

Le 11[e] corps et la division wurtembergeoise, avec une batterie de soixante pièces de canon, se portaient sur le plateau de Gunstett, que le maréchal n'avait pu occuper craignant de trop étendre sa ligne de bataille, et attaquaient vivement le village de Elsashausen et la division Lartigue, de l'aile droite. Le maréchal la fit appuyer par la division Conseil-Dumesnil. Vainement notre artillerie, les mitrailleuses, enfin les charges répétées des cuirassiers de Bonnemain et de la brigade Michel tentèrent d'arrêter le fatal mouvement tournant. Les charges de cavalerie venaient à tout élan, inutile héroïsme, s'éteindre hommes et chevaux, couchés bien avant de pouvoir les atteindre par

le tir précipité des carrés et des batteries d'artillerie.

A quatre heures notre aile était débordée.

Mac-Mahon s'obstinant à la résistance à outrance, laissa échapper le moment d'un mouvement en arrière qui aurait peut-être sauvé l'armée. Ses ordres manquèrent : la ligne de retraite se trouva menacée, compromise. Nos lignes, si solides pendant tant d'heures, ouvertes à la fin par l'artillerie, éventrées, écrasées par le poids de masses énormes toujours renouvelées, plièrent, tourbillonnèrent : — « Eh, quoi ! vous fuyez ! » criait le désespéré maréchal..

C'était la fuite, en effet, la déroute, la panique française, l'envers de l'ancienne *furia francese !*

Ces braves, maintenant affolés, éperdus, couraient éparpillés dans toutes les directions en arrière de la ligne de bataille. Leurs débris furent protégés, sauvés par la ferme attitude de la 1re et de la 3e division, et enfin par une division du 5e corps, arrivée au canon vers cinq heures du soir et qui, se développant sur les hauteurs en avant de Niederbronn, fit craindre à l'ennemi que le corps de Failly tout entier ne fût arrivé prêt à l'arrêter au milieu de sa poursuite.

Infériorité de forces trop grandes pour la victoire, résolution trop tardive à se résigner à la retraite et à la diriger, telles furent les causes du désastre.

Sans doute aussi le contre-ordre expédié dès le début de la journée au général de Failly. Mais si le général de Failly, le 5 au soir, vers 9 heures, en recevant les premiers ordres du maréchal : « Rejoindre aussitôt que possible », s'était mis en route, il se serait trouvé le lendemain à portée du champ de bataille, prêt à agir. En recevant la dépêche, il s'était contenté de donner l'ordre de départ, pour le lende-

main seulement, à la 3e division. En conséquence, le général Guyot de Lespart, qui la commandait, se mit en route le 6 au matin. Un contre-ordre du général de Failly, qui se crut menacé lui-même du côté de Deux-Ponts, l'arrêta à Philippsburg, à 15 kilomètres du champ de bataille.

Quand l'officier envoyé par le maréchal arriva vers 1 heure à Bitche, le général lui expliqua son inaction de la veille par l'impossibilité où il s'était trouvé d'opérer immédiatement le mouvement ordonné avec un corps disséminé, dont une brigade était à Sarreguemines, qu'il ne pouvait abandonner, et l'artillerie de réserve à Bitche qu'il ne pouvait découvrir.

Sur les vives instances de l'officier de Mac-Mahon, le général Guyot de Lespart reçut enfin à Philippsburg l'ordre de marcher au canon. En arrivant même à la fin de la journée vers 5 heures sur les hauteurs de Niederbronn, cette division fut encore à temps pour masquer et protéger de ce côté la retraite de l'armée débandée.

Si le maréchal avait pu réaliser l'inspiration qui lui était venue au dernier moment, rallier les deux corps Douay et Failly, sa force eût été presque triplée sur le champ de bataille. Il était en mesure alors d'étendre sa ligne de façon à ne pas être débordé, et d'occuper fortement ce fatal plateau de Gunstett, d'où lui vint la défaite. Mais le corps du général Douay avait sa 3e division encore en formation à Lyon et la 1re, sur de fausses indications, se fatiguait en marches et en contre-marches de Colmar à Mulhouse. D'autre part, le général de Failly ne put se décider, pour rallier le général en chef, à quitter des positions où, sur des rapports de concentration de l'ennemi devant lui,

il attendait son attaque et comptait bien gagner personnellement sa bataille.

Ce n'est pas la première fois que le défaut d'une unité complète dans le commandement avait compromis nos armées, en laissant à des divisionnaires trop indépendants la facilité de raisonner et de discuter les ordres du général en chef. Plusieurs de ces chefs de corps d'armée avaient, disait-on, conscience de la faveur qui leur ménageait dans leurs commandements une occasion de succès particuliers, un titre pour l'avenir à la dignité de maréchal. De là des conflits d'autorité devant l'ennemi, des jalousies de succès ou de la gloire d'autrui, dont le pays porte la peine.

Cinq divisions françaises avaient soutenu le combat contre quatre corps et demi de l'armée allemande, 40,000 hommes contre 150,000. Consolation illusoire de la défaite, après tout; honneur du soldat, faute du général. Il fallait avoir 150,000 hommes sur le champ de bataille: tout l'art militaire est là. L'héroïsme n'y peut plus rien contre les masses, contre l'artillerie surtout. Ces masses, en effet, abordèrent peu, il n'en était pas besoin. Là, commençait cette guerre pour laquelle nous n'étions pas suffisamment armés. Là, ce spectacle saisissant et lamentable, nos lignes à leurs rangs de bataille fauchées par l'ennemi hors de vue ; nos soldats écrasés à distance, sans comprendre d'où venait la mort pour la braver de l'œil, sans voir l'ennemi, pour se jeter sur lui avec notre arme — la baïonnette.

L'armée française perdit 4,000 hommes, tués ou blessés, l'armée allemande 5,000, dit-on.

Il lui restait comme trophée sur le champ de bataille 6,000 prisonniers, 35 canons, 6 mitrailleuses, des bagages, deux convois d'approvisionnements ; à

Haguenau, le parc de réserve du 1er corps, tout ce qu'aurait pu sauver une retraite commandée et organisée à temps, tout ce qu'abandonnait la déroute.

Le 7 au matin, le maréchal, navré, non désespéré, tâchait de refaire une armée avec les vingt mille hommes de toutes armes arrivés pêle-mêle à Saverne, de retrouver dans ces débris, les régiments, les brigades, les cadres où se retrempe le moral du soldat. Les divisions parvinrent peu à peu à se retrouver, bien entamées, sur les différents points de réunion, aux postes de ralliement fixés dans la ville. On put enfin distribuer quelque nourriture à ces braves gens affamés, dont la plupart n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures.

Alors le maréchal envoya sa dépêche en style d'homme de Plutarque au quartier général : — « J'ai perdu la bataille, envoyez-moi des renforts et des munitions. » Vers 6 heures du soir il ordonnait une marche de nuit : le 8 au matin ce qui lui restait du 1er corps atteignait Sarrebourg ; c'était une étape de 32 kilomètres.

En deux jours il était à Lunéville : le 14 à Neufchâteau, où une partie de l'infanterie prenait le chemin de fer pour gagner le camp de Châlons, pendant que le reste et la cavalerie continuaient leur retraite par étapes.

Le général de Failly reçut la nouvelle de la défaite le 6 : à la tombée du jour, vers 8 heures, il commença son mouvement de retraite par une marche forcée sur la Petite-Pierre et le continua par Lunéville sur Châlons, se maintenant à quelques marches en arrière du 1er corps pour le protéger en cas de besoin. Tout le cinquième corps, fatigué, épuisé comme après une

défaite, était réuni au camp le 19 et le 20 août.

Le général Douay qui, par suite des malentendus dont nous avons parlé, était le 6 en marche sur Mulhouse où il arrivait à midi, recevait de l'état-major général l'ordre de jeter une division dans Strasbourg et de couvrir Belfort avec les deux autres. Mais de ces deux autres, l'une, la 3e, général Dumont, était en formation à Lyon ; l'autre, la 1re, général Conseil-Dumesnil, avait fait sa tâche à la bataille de Wœrth, détachée qu'elle était depuis deux jours à l'aide du 1er corps. Le général en chef, le maréchal Lebœuf surtout, major général, semblaient ignorer ces deux faits. Le général Douay fit rapidement sa retraite avec la division qui lui restait sur Belfort, où la division Dumont le rejoignit le 13.

Ce jour, le 6 août, nous était deux fois fatal. D'un côté nous étions battus à Wœrth, de l'autre à Forbach.

La concentration de quatre de nos corps d'armée, faciles à réunir en quelques heures, s'était faite d'abord avec rapidité. D'après ce que l'on pensait de notre plan d'offensive, il semblait que profitant de notre avance sur les forces prussiennes, nous allions pénétrer dans les provinces rhénanes et nous porter sans retard sur la Sarre. L'état-major, par excès de prudence paraît-il, perdit plusieurs jours, depuis le 24 juillet jusqu'au 2 août, qu'il se décida à la démonstration ou reconnaissance de Sarrebruck. Le peu de résistance éprouvée trompa sur la concentration prussienne qui se formait en arrière ; on la chercha ailleurs, on hésita.

Le général Frossard vint reprendre le lendemain ses positions de la veille. Le mouvement de concentra-

tion pour l'offensive s'arrêta. Le corps du maréchal Bazaine fut reporté à l'est, une division à Sarreguemines, une autre à Puttelange, les deux autres entre Saint-Avold et Marienthal.

Or, le 5 août, trois corps d'armée prussiens étaient concentrés, au nord de Sarrebruck, à 15 kilomètres, complétement masqués par la forêt qui s'étend jusqu'à la rivière.

Le 6 au matin ils étaient sur nous : rien n'avait fait soupçonner leur approche, ni éclaireurs, ni grand'-garde n'avaient été postés sur les crètes qui dominent la ville pour les signaler en se repliant.

Dès 7 heures, de nombreux escadrons traversant Sarrebruck vinrent se déployer sur les hauteurs de l'Exercitz-platz, pendant que des masses d'infanterie le long de la rive droite de la Sarre se dirigeaient vers la ville. A 9 heures la cavalerie prussienne démasqua les batteries qui commencèrent le feu à midi. Les colonnes d'infanterie du 14e corps prussien, soutenues par une formidable artillerie, abordèrent l'aile gauche du 1er corps français développé sur les hauteurs de Spicheren. La division Vergé soutint vaillamment l'effort et repoussa deux attaques successives. A 3 heures l'avantage était pour les Français. Le général Frossard croyant l'affaire terminée, un simple engagement d'avant-postes, s'était retiré chez le maire de Forbach où on le félicitait du succès.

Cependant le 8e et le 3e corps prussiens marchant au canon en toute hâte arrivaient. Trois de leurs divisions se mettaient en ligne vers 4 heures. Précédées, secondées par d'inépuisables décharges d'artillerie, elles recommencèrent une attaque générale. Les deux bois de Stiring et de Saint-Arnol, auxquels s'appuyaient

à droite et à gauche nos deux ailes, furent emportés. Les divisions Bataille et Laveaucoupet, malgré des efforts surhumains, s'éclaircissaient sous la pluie incessante des projectiles explosibles, pliaient sous l'effort d'une masse de 70,000 hommes avançant comme le flot d'une inondation. Elles perdaient du terrain malgré des retours offensifs obstinés pour reprendre les bois enlevés par les Prussiens à notre droite.

Longtemps l'effort du combat se concentra autour de Forbach. Là eurent lieu les charges désespérées de notre cavalerie pour arrêter l'ennemi ; ces dévouements d'héroïsme inutile, hélas ! admirés par les ennemis eux-mêmes, qui sauvent au moins l'honneur de la bravoure française en jetant un reflet de chevalerie antique sur le deuil de ces défaites. Combien de fois vit-on au moment suprême le 7e dragons, colonel duc d'Elchingen, le 4e et le 5e chasseurs enlevés par leurs chefs comme un torrent sur l'ennemi ! Torrent brisé avant d'atteindre ces lignes de feu et revenant toujours à la charge, comme la vague du large qui vient flot après flot s'étendre inerte sur le sable.

La terrible artillerie avançait toujours, irrésistible, éteignant la nôtre, la délogeant de proche en proche, écrasant les régiments français dans leurs positions successives de retraite. Ceux-ci reculaient pas à pas sur la ville, dans les rues, enfin par la route de Saint-Avold ; laissant derrière eux, avec leurs morts et leurs blessés, la terreur, le désespoir des habitants, des femmes et des enfants éperdus au milieu des maisons en flammes, l'effrayante et complète horreur de la guerre.

Une division du 3e corps, maréchal Bazaine, marchant à l'aide de Frossard, fut arrêtée en route

par une partie du 7e corps prussien qui la repoussa vers Saint-Avold et revint sur Forbach. La 2e division qui occupait Puttelange, perdit toute la journée en marches et contre-marches dans la direction de Sarrebruck ou de Sarreguemines sans arriver au canon : le concours du 3e corps manqua donc à l'armée engagée. On dit que le général Frossard, voulant se garder sans doute à lui seul tout l'honneur de la bataille, avait refusé formellement le matin même ce concours offert par le maréchal. Mais quand le canon tonne pendant tout le jour à sa portée, un chef n'a-t-il pas le devoir absolu de marcher du côté où il l'entend et de voir par lui-même, au champ de bataille, s'il n'y a pas un coup d'épaule à donner pour la fortune de la France?

Les pertes furent énormes des deux côtés : la seule division Laveaucoupet comptait 1,800 hommes et 163 officiers hors de combat. Il y eut 10,000 Français tués, blessés ou pris sur un corps d'armée de 30,000 hommes. Les Prussiens avouaient, disait-on, une perte de 17,000 hommes tués ou blessés, chiffre sans doute exagéré par l'armée battue; mais les vainqueurs eux-mêmes, dans leurs rapports, signalaient une perte de 2,000 hommes pour la seule division Kamecke : un régiment, le 40e, avait perdu 1,000 hommes.

Leur poursuite se ressentit d'abord de tels sacrifices : le terrain était difficile pour la cavalerie, d'ailleurs ils étaient à peine assurés de leur succès et craignaient de rencontrer l'armée française appuyée sur les deux corps qui pouvaient la rallier, prête à soutenir une nouvelle bataille défensive.

Ils comprirent toute la portée de la victoire le 7, lorsque Frossard voyant leurs avant-postes approcher de Sarreguemines, se replia en toute hâte et non sans

désordre sur le corps du maréchal Bazaine, qu'il rallia le soir vers Puttelange. La précipitation, que rien ne motivait, de cette marche en arrière, en lui donnant un air de déroute, trahissait l'importance de la défaite aux yeux de l'ennemi ; à ceux-mêmes de ses propres soldats assez démoralisés déjà pour s'en prendre au chef du malheur de l'armée, pour l'accuser de s'être tenu à l'écart de la bataille. L'état-major général se décida alors à dessiner le mouvement de concentration qui, ordonné plus tôt, eût fait le salut de l'armée. Les 2e, 3e, et 4e corps et la garde furent immédiatement réunis sous Metz ; le 6e y était transporté de Châlons en chemin de fer. Le 12 août, sur la rive droite de la Moselle, cinq corps d'armée étaient massés sous la protection du canon de la place imprenable, le grand boulevard de la France qui avait arrêté Charles-Quint, Metz-la-Pucelle.

CHAPITRE IV.

L'ÉTAT-MAJOR APPREND A METZ LES DÉFAITES DE WOERTH ET DE FORBACH. — UN NOUVEAU MINISTÈRE A PARIS.

La nouvelle de la double défaite du 1er et du 2e corps, le 6 août, à Wœrth-Reischoffen et à Spicheren-Forbach parvint le 7 à Metz. Alors eut lieu un troisième désastre, le plus déplorable sans doute, la panique de l'état-major général. On perdit la tête. Chez beaucoup d'officiers des plus hauts grades l'effarement se manifestait par ce mot : — « tout est perdu ! » l'équivalent du — « sauve qui peut ! » des soldats en déroute. — « L'Empire allemand est fait, » disait-on dans les états-majors ; en souvenir du mot célèbre de M. Thiers, il y avait vingt ans.

Ce désarroi des chefs fut compris par les soldats, par les habitants de Metz, et répandit une morne stupeur. On ne sut pas assez cacher la profondeur de son découragement : faute énorme vis-à-vis des masses, vis-à-vis de cette race qui a besoin d'être surexcitée par l'espoir, par le mirage du succès. Le chef de l'État, général en chef, par son appel à la nation en dehors

de l'armée, perdit en un moment toute sa force d'action sur l'armée. Il semblait reconnaître que l'armée était désormais impuissante à vaincre, et lui-même incapable de la commander. Il donnait à croire que pour réparer ces premiers revers l'énergie manquait d'un côté, comme le talent militaire de l'autre. Le résultat de ces découragements fut, qu'au-dessous des états-majors, peuple et soldats crurent que tout était perdu bien plus encore qu'on ne le disait.

Et cependant pour un esprit ferme et calme qui eût mesuré froidement le désastre, qu'y avait-il d'irréparable? Deux corps seulement avaient été engagés; on en ralliait les débris : il nous en restait encore six autres intacts. Nos braves soldats avaient-ils démérité de la France et perdu cœur devant l'ennemi? Non : surpris, mal engagés contre des masses supérieures deux fois renouvelées par la tactique prussienne, ils avaient eu en quelque sorte à soutenir le poids de deux batailles dans une seule journée. Ils l'avaient fait vaillamment, comme les braves régiments d'Afrique, de Crimée et d'Italie qu'ils continuaient sous les mêmes drapeaux et les mêmes numéros l'eussent fait eux-mêmes, disputant la victoire pied à pied, pendant tout un long jour, sans pain et à la fin sans munitions. La faute, avant l'action, était à la stratégie qui avait mal engagé l'armée; sur le champ de bataille, à la tactique qui n'avait pas su ménager la retraite.

Dans ces conditions on pouvait, on devait réparer ces fautes. Pour cela il y avait encore assez d'énergie au cœur de l'armée : pas plus l'honneur que le sang n'était épuisé par la blessure de deux batailles perdues. Mais il fallait bien se garder d'atteindre en elle la confiance, le sentiment de la discipline, le respect

des chefs. Or, les chefs s'abandonnèrent eux-mêmes et jetèrent le premier cri d'alarme qui ébranla toute confiance. L'aveu des fautes commises dans le plan de campagne, atteignit profondément la discipline. Et comme dans notre pays il faut à la vanité nationale des victimes expiatoires pour porter le poids de toute misère qui nous frappe, le mot insensé — trahison! courut les rangs : le respect fut atteint.

Le maréchal Mac-Mahon, que le soldat avait vu à cheval pendant vingt-cinq heures au feu, resta le Bayard de l'armée. La France le remercia, comme autrefois Rome remerciait ses consuls vaincus, de n'avoir pas désespéré du salut de la patrie!

Mais le prestige du commandement était perdu : le soldat d'élite, ce représentant du grognard du premier empire, avait compris que l'état-major français était inférieur à l'état-major allemand. Il se rendait compte que les généraux ne savaient ni s'éclairer, ni se garder, ni trouver leur route sans tâtonnements dans un pays que peu d'entre eux avaient pris la peine d'étudier. Il avait pu relever les fautes, et juger à l'œuvre ses officiers jusqu'aux grades les plus élevés.

En gardant ses huit corps espacés sur toute la ligne de notre frontière, le major général avait fait le jeu de l'ennemi. Deux combats heureux avaient suffi aux généraux allemands pour couper notre armée en deux tronçons qui ne pouvaient se rejoindre, et envahir l'Alsace et la Lorraine. Strasbourg était menacé, puis investi. Les uhlans couraient le pays : un brigadier et ses quatre cavaliers entraient à Nancy.

Après sa bataille gagnée, le prince royal de Prusse établit ses quartiers à Soultz, à l'est de Wœrth,

où il s'arrêta quelques jours, froissé par le rude choc, pour remettre ses divisions en ordre. Le Roi était en arrière, à quinze milles de la frontière française. Le général Steinmetz se tenait un peu au nord de Sarrebruck; le prince Frédéric-Charles à Belcastel, à dix milles à l'est de Sarrebruck. Forbach était occupé par l'avant-garde de l'armée de l'aile droite; l'armée du centre ayant passé la Sarre, occupait Sarreguemines.

L'état-major allemand ne tarda pas à être informé de l'effet moral produit par les deux défaites du 6 ; du désarroi, de la panique générale qui couvrait d'habitants en fuite la route de Metz à Verdun. Il sut aussitôt la retraite de tous les corps français et leur concentration sous la place. Ses espions lui donnèrent la vraie mesure de la victoire allemande et de notre démoralisation. Les chefs suivirent alors leur fortune et se portèrent rapidement en avant.

« En prenant pour objectif la ligne de la Moselle, Metz et Nancy, leurs armées décrivent une immense conversion sur leur aile droite.

Le prince royal et la 3e armée suivent à marches forcées l'armée de Mac-Mahon. Le 2e corps bavarois doit passer au nord du col de Saverne et faire le siége de toutes les petites places fortes des Vosges. Le 8, Bitche est investi. Le 10, la Petite-Pierre est abandonnée par nos troupes et le 12, Lichtemberg capitule. Le gros de la 3e armée s'avance par Haguenau (8 août), Saverne (10). Phalsbourg est investi.

Le 11, le prince royal est à Sarrebourg.

Les 1re et 2e armées marchent directement sur Metz.

La 4e armée, concentrée à Kaiserslautern, suit la même direction que la 3e.

Le 10 août, la cavalerie prussienne occupe toute la ligne de Saar-Union, Gross-Tonquin, Faulquemont, Fouligny et les Étangs; le 12, le gros des armées sur ces mêmes emplacements, se relie avec la 3e armée à Saar-Union, où se trouvent également les troupes du 1er corps bavarois qui a complétement traversé les Vosges à cette date.

Le 14, Marsal capitule, sans résistance possible, et les avant-gardes de cavalerie de la 3e armée se montrent à Nancy. Elles poussent jusqu'à Frouard pour couper les communications du chemin de fer de Metz et occupent Pont-à-Mousson. A cette date, les 1re, 2e et 4e armées sont sur la Moselle, près de Metz; de sorte qu'en huit jours nous avons perdu la Lorraine et l'Alsace. »

Quelle émotion profonde remua Paris jusqu'aux entrailles, le jour où l'on put lire sur tous les kiosques du boulevard, au coin de tous les carrefours, le cri d'angoisse et d'alarme du chef de l'armée et de l'État:

Metz, 7 août, 8 h. du m.

Il est nécessaire que la France et Paris se préparent aux plus grands efforts, aux plus grands sacrifices. Point de défaillance! Mac-Mahon couvre Nancy.

Le corps de Frossard est bien dirigé. Le major général est aux avant-postes.

11 heures 55.

La concentration des troupes sur Metz continue sans difficulté. L'épreuve qui nous est imposée est dure, mais elle n'est pas au-dessus du patriotisme de la nation.

En même temps, une proclamation de l'Impératrice annonçait nos revers au pays. Une série de décrets du ministère appelait dans les cadres de la garde mobile tous les jeunes gens au-dessous de vingt-cinq ans, mettait Paris et les divisions militaires de Lille, Châlons, Strasbourg, Lyon, en état de siége et proclamait la patrie en danger. En un jour, grâce aux télégraphes, la panique avait étendu son noir linceul de Metz à l'autre bout de la France.

Mais Paris se releva aussitôt : la réaction contre la torpeur du premier moment fut rapide, presque instantanée. Au milieu du tumulte des manifestations qui éclatèrent alors, surgissait la volonté bien claire, bien arrêtée de chasser l'ennemi du sol sacré, de réparer le désastre : à la première heure, l'élan se portait uniquement vers ce but.

Le ministère comprit que, devant les événements, il fallait diminuer sa responsabilité déjà bien lourde, en la partageant; l'opinion d'ailleurs lui forçait la main. Il convoqua le Sénat et le Corps législatif pour le 9 août.

Quelle séance! Et d'abord quelle attente!

Les députés arrivaient de leurs départements, la plupart à l'instant même, poudreux, fatigués, inquiets, apportant leur inexprimable étonnement et celui de leurs communes. Comment! après le départ de nos bataillons pour la frontière, on avait attendu près d'un mois pour se décider à une entrée en campagne sérieuse! Et en fin de compte, ce n'était pas notre armée, c'était l'ennemi qui avait gagné de vitesse et pris l'offensive! L'offensive, la première arme de la France, la tradition des grandes guerres !

Et nous avions été surpris; et nous avions dû com-

battre un contre trois; et nos soldats avaient manqué de vivres et de munitions pour la longueur du jour et du combat! Sur quels renseignements la commission de M. de Talhouët avait-elle donc appuyé ses conclusions pour la guerre immédiate, quand ni cadres, ni matériel n'étaient prêts? Sur les affirmations précises du maréchal Lebœuf, sur la foi, sur l'expérience de soldat du ministre : — « La guerre durât-elle trois ans, nous n'aurions pas à acheter même un bouton de guêtre! » Et tout manquait, et l'on avait été pris au dépourvu!

Le long des boulevards, aux abords du Corps législatif, dans la salle de la Paix, on se heurtait aux affolements de la foule; des représentants de la presse, des affaires, de l'industrie, l'arrière-garde des députés de l'opposition, émus jusqu'à la frénésie, faisaient remonter leur irritation aux généraux, aux ministres, les plus ardents jusqu'au chef de l'État.

Des masses agitées accouraient des faubourgs comme obéissant à un signal. On pouvait entendre dans ces groupes, en termes d'une verdeur plus peuple : — « Encore une dépêche pareille et l'empire est à bas! »

Le ministère put craindre une pression violente du dehors sur la Chambre. Quelques régiments de ligne, l'infanterie de marine de Cherbourg traversant Paris ce jour-là pour la frontière, deux escadrons de cuirassiers, des bataillons de la garde nationale protégèrent les délibérations, massés sur les quais, dans les cours, jusque dans les couloirs. Assis à la porte du palais le vieux maréchal Baraguay-d'Hilliers, gouverneur de Paris, en grande tenue, entouré de ses aides de camp, donnait ses ordres. Résolu, impassible devant la colère, les menaces, la consternation de la

foule qui s'entassait à l'entrée du pont de la Concorde, il observait la houle de cette mer populaire, prêt à la maintenir et à l'arrêter.

Le sentiment le plus général et qui se faisait jour au-dessus de tous les autres, c'était la nécessité de l'union de tous contre l'envahisseur étranger. La discorde à Paris serait sûrement, disait-on, une des forces de la stratégie allemande et finirait la campagne pour les Prussiens. Plus de partis! rien que des combattants unis pour la défense du pays !

Cette pensée ralliait le plus grand nombre; elle dominait dans les groupes où s'éteignaient devant elle quelques protestations d'exaltés, — « que la république seule pouvait sauver le pays comme en 1792. »

Dans l'enceinte de la Chambre était la bataille. La majorité paraissait atterrée. A l'ouverture de la séance, le président dut lire le protocole de la convocation des Chambres par l'Impératrice-Régente, au milieu des dédains hautement exprimés de la plupart des députés de la gauche.

De violentes interpellations, des clameurs, des injures accueillirent le chef du ministère montant à la tribune, renié à cette flagellation, comme si le coq chantait déjà, par la plus grande partie de cette majorité qui l'avait appuyé. D'un côté, pusillanimité misérable de ces gens qui n'ont jamais le courage de la solidarité de leurs actes devant les orages des assemblées; de l'autre, manque de mesure chez les hommes de parti quand vient l'heure où le fait accompli leur a donné raison. Au-dessus du tumulte, dit un récit, on entendait les éclats impitoyables et incessants de la voix puissante de M. Em. Arago sommant le ministre comme la trompette du jugement dernier. M. Ollivier

et ses collègues devaient se tenir pour responsables, sinon devant la majorité de la Chambre qui les abandonnait à ce moment suprême après les avoir encouragés et soutenus par ses votes, au moins devant le pays, de la guerre fatale où ils l'avaient engagé. Heureuse, cette guerre eût assuré sa popularité ; un revers et surtout de cette nature, un revers dû à l'imprévoyance et à l'incapacité, l'écrasait à jamais sous le poids du désastre. Il avait joué cette partie : il l'avait perdue.

— « Si le cabinet, disait son chef, ne s'est pas retiré encore, c'est pour cette raison seulement que la situation étant périlleuse, il a voulu, comme c'est le devoir de chacun, rester à son poste jusqu'à ce qu'il en soit relevé. »

A ce moment, comme la Chambre venait de voter un ordre du jour impliquant un sentiment de défiance, M. Émile Ollivier s'élança à la tribune :

— « Ne perdons pas notre temps en discussions, agissons, dit-il. Si vous croyez que d'autres plus que nous peuvent offrir à vous, au pays, à l'armée, à la défense nationale les garanties dont elle a besoin, ne discutez pas, ne faites pas de discours ; demandez les urnes du scrutin, déclarez que nous n'avons pas votre confiance... Nous vous appartenons : vous nous reprendrez quand vous voudrez, nous serons toujours là pour subir et vos demandes et vos anathèmes et votre réprobation. Mais, je vous en supplie, aujourd'hui ne songez qu'au péril public, ne songez qu'à la patrie ! »

C'était tomber avec éloquence, comme on était monté. Quand il est besoin d'un homme d'État pour mener les affaires du pays, on prend un orateur : à qui la faute ?

La Chambre, la majorité tout entière, heureuse de trouver un bouc émissaire résigné, vota :

« La Chambre, décidée à soutenir un cabinet capable de pourvoir à la défense du pays, passe à l'ordre du jour. »

Une demi-heure après, M. Ollivier, au nom de ses collègues et au sien, annonçait que leur démission était acceptée, que la Régente avait chargé le comte de Palikao de former un ministère.

Le général Cousin de Montauban, comte de Palikao, devait sa popularité toute nouvelle à ce titre qu'il devait être mécontent du gouvernement, pour un passe-droit subi. Le général Lebœuf, avec moins de droits peut-être, avait été élevé avant lui à la dignité de maréchal de France. En outre, malgré sa notoriété militaire, il avait été à peu près mis à l'écart lors de l'organisation des commandements actifs pour cette guerre. Il se trouvait donc étranger aux malheureuses opérations du début de la campagne.

Le ministère fut rapidement composé par ce soldat, ancien administrateur, qui avait à donner sans retard la mesure de son activité. Des hommes d'opinions diverses de la majorité, mais tous animés d'un juste sentiment patriotique, acceptèrent dans le péril et furent acceptés. MM. Jérôme David, Brame, Clément Duvernois, Grandperret, Magne, Busson-Billault et Henri Chevreau.

Un cabinet composé d'éléments divisés par des aperçus, des nuances, mais unis dans un sentiment commun d'aspirations libérales, et, pensait-on, capable, comme le demandait l'ordre du jour de la Chambre, de pourvoir à la défense du pays. Sans paroles, ils se lancèrent dans l'action. Étaient-ils bien les

hommes que demandait la situation ? Se trouvèrent-ils à la hauteur de leur tâche ? La fortune seule doit-elle être accusée de leur chute si prochaine ?

Le ministre de la guerre sembla tout d'abord faire sortir de terre les ressources du pays et germer les armées. Des vivres, des munitions, des renforts, les farines de Cherbourg empruntées à l'approvisionnement de la flotte, prenaient en toute hâte les voies ferrées dans la direction de la frontière.

Les hommes de 25 à 35 ans libérés du service, non mariés ou veufs sans enfants, étaient rappelés sous les drapeaux ; idée suggérée, disait-on, par un remuant député de Bretagne qu'attendait un rôle prochain, idée dont la réalisation, selon les calculs, devait donner à la France une armée de réserve de plus cent mille hommes, toute prête et exercée.

La garde mobile, le reste de la jeunesse valide du pays, était appelée tout entière dans ses cadres. Elle était instruite rapidement, officiers et soldats, sur place dans leurs cantons par des vétérans retraités.

A leur avénement les ministères ont toujours une lune de miel où le pays leur sourit, où tout ce qu'ils font est tenu pour réussi. Sous l'ostentation d'activité fiévreuse qu'on voyait et qu'on approuvait, y eut-il en effet des prodiges d'organisation, de réels services rendus, de grandes choses en voie d'achèvement dont se firent indûment honneur les hommes qui après ceux-là prirent violemment en main l'organisation de la victoire? On est tenté de le croire aux œuvres de vertige, d'erreur et d'impuissance que nous avons vues après les espérances du début, marquer les agonies de la fin de leur dictature hasardeuse.

Quoique sobre de paroles, la voix éteinte par une

balle restée dans sa poitrine depuis vingt-cinq ans, disait-il, le général-ministre ne manquait pas de l'instinct de la mise en scène. Le jour où il disait à la tribune : —« Dans quarante-huit heures j'envoie deux nouveaux corps d'armée de 35,000 hommes chacun à la frontière; au lieu de me retenir ici à vous parler, laissez-moi retourner faire de meilleure besogne au ministère, » sous ce dédain, sous cette rudesse militaire doublée d'un peu de finesse arabe il abritait sa popularité, bien mieux, sa liberté d'action, le secret de ses plans.

— « Si un officier quelque élevé que fût son grade, osait commettre l'indiscrétion que vous réclamez de moi, disait-il un jour, je le ferais fusiller sur l'heure ! »

Le peuple croit volontiers à la bonhomie de ces habiles.

Le général Trochu, un Breton frondeur en demi-disgrâce, populaire dans l'armée par la publication d'un livre célèbre, une critique raisonnée de l'organisation militaire française, suspect d'abord pour ses opinions religieuses, était désigné dans ce moment par un de ces courants inexplicables de la faveur du peuple. Le ministre lui donna le commandement du 12e corps en formation à Châlons.

Mais l'opinion se prononçait vivement pour des changements plus importants dans le commandement. Les généraux Frossard, de Failly, le maréchal Lebœuf, l'Empereur lui-même, furent bientôt et durement avertis qu'en France on n'aime pas les malheureux.

Napoléon, dans une réunion des généraux à Metz, déclara qu'il abandonnait pour lui-même la direction des opérations militaires; qu'il avait accepté la démission du major général, et que les forces françaises res-

teraient désormais concentrées en deux grandes armées composées de tous les corps réunis, l'une sous le commandement en chef du maréchal Mac-Mahon, à Châlons, l'autre à Metz, sous les ordres du maréchal Bazaine. Lui-même restait au quartier général, présidant les conseils de guerre, mais sans se réserver ni autorité, ni direction, ni voix délibérative. A l'armée de Metz, toute la responsabilité comme toute la réalité du commandement en chef appartenait donc désormais au maréchal Bazaine, adopté en ce moment par la faveur populaire et comme réhabilité des mystérieux incidents et des vagues accusations de sa campagne du Mexique.

A Paris on s'agitait : on croyait marcher.

Les cœurs se rassérénaient un peu, on se rattachait à toutes les espérances. On publiait en articles fantaisistes les rêvasseries, les mirages de nos désirs, de nos attentes. Les illustres généraux sécessionnistes accouraient, disait-on, d'Amérique pour mettre à notre service les renseignements stratégiques de leur grande guerre.

Par une soirée de brume et de pluie, un vieillard, descendant à l'embarcadère du chemin de fer de Metz, s'était rendu à pied au quartier de l'Empereur : son nom annoncé lui avait ouvert toutes les portes.

Le lendemain on reconnaissait ce vieillard en uniforme à côté de l'Empereur, dans son état-major : c'était le général Changarnier. Son épée offerte et refusée il y avait un mois, son épée qu'il ne lui avait pas été accordé de tirer du fourreau pour le triomphe, quand on croyait au triomphe, il venait ainsi l'offrir encore, à la peine. Cette anecdote à reflet de légende, on l'acceptait comme un bon présage.

Toute la nation valide au-dessus de 35 ans, et au-dessous de cet âge les hommes mariés, demandaient des armes, telles quelles. Les mairies en distribuaient à qui voulait : la garde nationale était ressuscitée, la grande garde nationale des souvenirs de 1830 et de 1848, 300,000 hommes destinés à maintenir l'ordre dans la ville et résolus à la défendre.

Le ministre des finances organisait les ressources du pays, le nerf de toute guerre. L'emprunt rentrait, la Bourse maintenait ses cours. On complétait l'armement des forts détachés, on bordait de canons l'enceinte fortifiée; une commission spéciale étudiait et traçait des ouvrages de défense pour le cas impossible, semblait-il encore, où l'ennemi viendrait tenter une pointe offensive jusqu'au cœur de la France.

Toutes les autorités municipales, excitées sans relâche par le jeune ministre chargé de prendre des mesures pour l'approvisionnement de Paris, se livrent sans repos à ce travail. Des hangars, des greniers, sont trouvés et déblayés, d'autres sont créés rapidement pour l'emmagasinage des farines, des blés, des fourrages, pour le campement et l'abri des troupeaux de toute sorte, arrivant en toute hâte des riches provinces qui nourrissent la ville. Paris est devenu le grand marché où les cultivateurs de la Beauce, de la Brie, de l'Orléanais, les éleveurs de Normandie, du Morvan, du Berry, du Poitou, trouvent pour leurs produits, tous leurs produits, un débouché insatiable, avec l'argent municipal dans la main contre livraison.

Alors commençait par la ville, le long de la grande ceinture des anciens boulevards extérieurs, le défilé sans fin des immenses troupeaux de bœufs, de moutons, que tous les convois de l'Ouest et du Centre

déversaient à nos gares. Ils gagnaient, à grandes clameurs de bergers et de chiens, à travers la population rassurée sur sa nourriture, les abris et les pacages du bois de Boulogne.

Nous étions vaincus, mais il semblait qu'en nous réunissant tous, cœurs, intelligences et ressources, la défaite nous avait rendus désormais invincibles. En nous rencontrant dans nos rues, sur notre célèbre boulevard, nous échangions le sourire de la confiance et du courage. Nous souscrivions à l'épée d'honneur du maréchal Mac-Mahon, l'enfant gâté de la France sinon de la victoire. — Il était à Châlons, disions-nous, avec les fils d'Aëtius, d'Alaric et de Mérovée, attendant Attila et ses Huns dans les champs catalauniques !

Cependant peu à peu la foule perdait le calme de l'attente. Des stratégistes en plein vent discutaient sur la campagne au coin des carrefours. La presse de toute nuance d'opinion, de toute boutique, commençait à se plaindre amèrement du ministère qui ne lui livrait pas assez de détails sur les opérations militaires pour renseigner les curieux du matin ou du soir à 15 centimes, et inévitablement aussi les états-majors prussiens.

A la Chambre, au milieu des tentatives quotidiennement et violemment renouvelées par l'opposition, et toujours repoussées avec la même violence par les ardents de la majorité, pour établir un comité de défense nationale, une révolution par surprise, se dressait sans relâche la même accusation de M. Gambetta et de ses amis :

« — Vous en imposez à la France ! Vous la trompez sur sa situation ! Vous cachez au pays les nouvelles que vous recevez des états-majors ! Nous ne savons rien ! »

Des luttes ardentes et comme d'ennemis acharnés, sans mesure et sans dignité, remplissaient les heures de ces séances inutiles, dont les éclats inquiétaient la conscience du pays à cette heure où l'ennemi était aux portes. Dans des circonstances pareilles autrefois l'ambassadeur d'un roi grec illustre et victorieux, introduit dans l'enceinte du Sénat romain disait en sortant : — J'ai cru voir une assemblée de rois !

La foule s'enfiévrait à certaines heures aux abords des mairies, de celle de la rue Drouot surtout, attendant les télégrammes que faisait afficher le ministère. — « Nos généraux, disait-il, avaient rallié les tronçons de nos armées : en arrière de la première ligne de défense forcée, le pays nous en offrait d'autres où l'on pouvait encore arrêter l'ennemi et attendre les jeunes armées accourant pour l'offensive prochaine. »

La position de la France, après tout, n'était que gravement compromise. Celle de la dynastie était bien autrement en péril. Les attaques ouvertes et incessantes devenaient populaires : les dévouements de la veille blâmaient, accusaient ou se taisaient. Dans l'opposition à la Chambre, dans l'opposition au dehors, dans la presse de toutes les nuances d'irréconciliables et de prévoyants, les grands citoyens semblaient mettre pour condition à leur concours la déchéance de l'Empire. Ils pouvaient, ils voulaient sauver le pays, mais à ce prix seulement. Et la hardiesse de l'initiative a tant de force chez nous pour renverser, qu'ils tenaient déjà leurs combinaisons révolutionnaires comme à moitié réalisées, malgré la verve violente de quelques membres de la majorité, les plus exaltés et les plus compromis.

Le chef de l'État parti, disait sa proclamation, « pour

se mettre à la tête de son armée, » était déchu déjà comme chef de guerre. Le général Palikao, mis en demeure par des méfiances ouvertement et violemment exprimées, de s'expliquer sur la réalité de l'abdication militaire imposée par l'opinion, poussé à bout, était obligé d'affirmer devant la Chambre que le seul général en chef était le maréchal Bazaine.

Dans les décrets, les proclamations, on passait sous silence le protocole énonçant l'existence d'une régence impériale. L'Empereur se trouvait peu à peu acculé à cette situation sans issue de n'avoir de place ni à l'armée ni à Paris; encore responsable dans la défaite et désormais dépouillé d'avance de toute part dans la victoire. L'histoire dira si la haine des oppositions, ardentes à atteindre leur but, la défaillance des majorités, pressées de faire oublier leurs dévouements passés, en laissant ainsi décapiter l'organisation constitutionnelle existant encore, étaient bien inspirées par l'intérêt du pays et de la défense. Nous constatons ce fait que l'empire, encore debout, ne tenait plus au sol et qu'il suffisait d'un souffle pour le coucher à terre. La voix du bon sens toujours timide en France quand passe le vent des folles clameurs, essayait vainement de faire entendre des paroles plus sages : — « Chassons l'ennemi d'abord, nous ferons nos comptes après. »

Au temps où nous avions en France une vraie monarchie — avec tous ses abus, — soit : le vieux Louis XIV, accablé sous les désastres de la fin de son règne, disait à Villars en lui confiant sa dernière armée : — « Si vous êtes battu, maréchal, accourez-le dire à moi le premier. J'irai à Paris : j'y trouverai encore cent mille hommes pour venir avec moi s'ensevelir sous les ruines de la France ou la sauver! »

Jamais il ne serait venu à la pensée, au cœur du roi ni du peuple, qu'ils pourraient se manquer l'un à l'autre dans le malheur du pays.

Pourquoi maintenant, après le développement des célèbres principes de 89, faisons-nous l'étonnement dédaigneux du monde? C'est que nous sommes dépravés dans le sens moral et politique par les fluctuations incessantes qui nous désorganisent périodiquement depuis cette époque.

Nous n'avons ni respect, ni mesure, ni sens pratique.

Nous sommes énervés par des révolutions qui remettent tout en cause à chaque période de quinze ou vingt ans. Nos oreilles ont été rebattues des droits de l'homme ; jamais nous n'avons appris les devoirs de l'homme.

Aussi nous proclamons bien haut les aspirations du monde vers la liberté, et nous nous laissons voler la nôtre par les premiers aventuriers venus, de haut rang ou de la rue, qui la veulent prendre.

L'émeute, coupable aujourd'hui, sera sainte demain si elle a la victoire ; demain nous tiendrons pour des criminels nos héros d'hier. Tout s'éteint dans nos âmes, comme tout se désagrége dans l'état social, et à l'heure du danger, ce ne sont pas les armes qui manquent, mais les caractères.

CHAPITRE V.

BORNY. — GRAVELOTTE-RÉZONVILLE. — SAINT-PRIVAT. TROIS BATAILLES SOUS METZ.

Suivons maintenant les opérations militaires. Il restait à la France ; en première ligne, les cinq corps d'armée qui n'avaient donné ni à Wœrth ni à Forbach. Ils s'étaient concentrés autour de Metz. Tous les organes de la publicité française, les stratégistes de la presse, annonçaient comme imminente une grande bataille sous la ville.

Le maréchal Mac-Mahon, nous l'avons dit, avait fait sa retraite sur Châlons ; le corps du général de Failly l'avait suivi dans ce mouvement à quelques journées de marche en arrière. Le corps du général Douay, en dehors et à côté de ces mouvements, achevait de se réunir à Belfort. Enfin, celui du maréchal Canrobert était en voie de formation à Châlons même.

Après les rudes échecs de Wœrth et de Forbach, l'état-major avait compris que les qualités natives de l'armée française, la confiance et l'élan, étaient gravement atteintes. Fussent-elles restées intactes, il fallait

s'avouer qu'elles n'auraient pu, devant la fermeté des masses allemandes, compenser l'infériorité du nombre et de l'armement. Le seul plan à suivre avec chance de succès était de se résigner à une guerre défensive ; rallier le corps de Frossard, ramener les trois corps intacts de la garde de Metz à Châlons, faire rapidement la concentration de toutes les forces du pays et recommencer la stratégie de la campagne de France en 1814.

C'était là, dit l'officier de l'état-major général qui raconte cette campagne, la pensée de l'Empereur encore général en chef. L'état-major général adopta ce plan, il fut d'abord accepté à Paris par le ministère et la régence. Mais deux jours après, M. Émile Ollivier dut avertir l'Empereur que la retraite de l'armée sur Châlons sans coup férir, que l'abandon à l'ennemi de la Lorraine sans essayer de la défendre produiraient un effet déplorable sur l'esprit public.

L'état-major se soumit à cette considération toute-puissante : l'armée resta en Lorraine sans plan, sans but arrêté. Le vertige gagnait au camp comme à Paris, on sentait la révolution dans l'air ; il fallait une victoire, en toute hâte, pour sauver la dynastie. Où la chercher? La fortune de César, en ce moment, pouvait-elle donner l'espoir qu'une des deux ou trois armées allemandes, dont on sentait l'approche, tenterait une pointe et viendrait se heurter contre la concentration de toutes nos forces, en croyant n'avoir devant elle qu'un corps séparé, comme à Wœrth et à Forbach?

Pendant ces heures d'hésitation le corps d'armée du maréchal Canrobert, dont la première destination avait été de rejoindre le quartier général à Metz, arriva en effet de Châlons, comme si la fatalité qui nous

attendait eût voulu réunir en une seule fois toutes les dernières ressources de la France, sous le coup de filet que tendaient les stratégistes prussiens.

A ce moment, nos cinq corps d'armée concentrés sous Metz, formaient un effectif de 140,000 hommes.

Vainement l'état-major cherchait l'ennemi à tous les points de l'horizon allemand. Nous avons pu voir depuis fonctionner l'administration de l'espionnage des Prussiens et l'organisation de leurs cavaliers éclaireurs, ces infatigables et hardis uhlans, parcourant et fouillant notre pays à cinquante kilomètres en avant de leurs colonnes.

Rien de pareil n'existait dans l'armée française. Aucune reconnaissance, aucun espion, aucun renseignement ne pouvait d'ailleurs percer le rideau de cavalerie déployé à distance, derrière lequel l'armée allemande cachait sa marche sous bois et ses mouvements de concentration. Les corps français attendaient dans leurs positions, indécis en face de l'inconnu, de l'imprévu. La prolongation de cette situation d'expectative aveugle, devenait un danger plus grave à chaque jour, à chaque heure qui passait. Dans un conseil de guerre, tenu le 13 août, on décida de suivre le plan abandonné, la retraite sur Châlons, pendant que la route était libre encore. L'ordre de départ fut donné pour le 14.

Trois armées allemandes, la 1re, la 2e et la 4e, sous les ordres du général Steinmetz, du prince Frédéric-Charles de Prusse et du prince royal de Saxe, se concentraient depuis le 6 août, attendant et ralliant leurs corps en retard de marche. La première armée avait dû s'arrêter pour se refaire après sa coûteuse victoire de Forbach. Le 10, elles occupaient ensemble les posi-

tions de Saint-Avold, de Puttelange et de Sarralbe, pendant que le prince royal de Prusse franchissait les défilés des Vosges.

Elles s'ébranlaient, le 10, prononçant leur mouvement offensif sur Metz. Au lieu d'aborder nos positions de front, les généraux prussiens les tournèrent. Le 15 seulement la deuxième armée passait la Moselle à Pont-à-Mousson, pour couper, sur la rive gauche, la route de Verdun à l'armée française.

Il semble que l'état-major prussien était renseigné immédiatement sur les projets et les opérations du maréchal Bazaine. L'ordre du mouvement de retraite sur Châlons avait été donné pour le 14 au matin, l'armée devait traverser la Moselle à Metz et passer sur la rive gauche.

Les reconnaissances de la veille et du matin, dit une dépêche de l'Empereur, n'avaient signalé aucun mouvement de l'ennemi de ce côté.

Dès 3 heures le 2e corps, général Frossard, commença sa marche, lentement, par suite de l'encombrement des voitures de convois et des bagages à tous les débouchés de la ville sur la rive gauche.

Le 3e corps, général Decaen, suivit : mais au moment où s'ébranlait sa dernière division, vers 3 heures et demie, elle fut attaquée tout à coup. C'était le général Steinmetz qui observait notre mouvement de retraite, et avait attendu pour y mettre obstacle le moment où une partie de l'armée était déjà passée sur la rive gauche.

Le 3e corps fit demi-tour; il courut se reformer sous le feu et reprendre les positions qu'il venait d'abandonner. En dirigeant cette manœuvre le général Decaen, qui s'exposait sans mesure, fut blessé mor-

tellement. Au même moment le 4e corps, général de Ladmirault, était attaqué sur la droite.

Le 1er et le 7e corps allemands, successivement engagés, subirent des pertes énormes en abordant les fortes positions des deux corps français appuyés par l'artillerie des forts. Si le maréchal avait été mieux renseigné, averti par des éclaireurs plus attentifs, s'il avait pu savoir que trois corps seulement de la première armée prussienne risquaient cette attaque, pour arrêter sa retraite, et donner à leur 2e armée le temps de gagner Pont-à-Mousson et de passer sur la rive gauche pour venir nous couper la route de Verdun, la fortune de la France était peut-être sauvée ce jour-là.

Au lieu de se tenir sur la défensive, il devait livrer franchement bataille avec toutes ses forces, très-supérieures, envelopper et détruire ces trois corps, ou les refouler écrasés sur la Sarre. Il pouvait alors repasser la Moselle avec son armée excitée par un premier succès, attaquer la 2e armée dans son mouvement sur la rive gauche, la battre sans doute, ou du moins s'ouvrir à travers ses lignes ébranlées la route de Châlons.

La rencontre, qui aurait dû être une victoire, ne fut que le combat de Borny. A la solide valeur de nos soldats, manqua le génie, l'inspiration d'un chef aventureux et hardi. L'élite de l'infanterie française était là. Nous pouvons dire à l'honneur et à la consolation du pays humilié qu'elle fut digne de son vieux renom. Les bulletins prussiens s'attribuent le succès de cette journée de Borny. Quatre heures de combat acharné nous coûtèrent 3,000 tués ou blessés; les Allemands avouent une perte de 10,000 hommes et ils durent se replier sans avoir pu entamer nos positions.

Le 15, dès le matin, l'armée française reprit son mouvement de retraite. Après une journée de marche pénible, sur des routes encombrées, elle campa sur ces positions :

Le 2e corps, à Rézonville, sur un plateau dominant Vionville.

Le 6e, sur les hauteurs entre Rézonville et Villers-au-Bois.

Le 3e corps, commandé par le maréchal Lebœuf, remplaçant le général Decaen blessé la veille, entre Vernoville et Saint-Marcel.

Le 4e corps, parti le dernier de Metz, campa sur la route de Briey et marcha le 16 au matin sur Doncourt.

La garde, à Gravelotte, occupait un plateau à la bifurcation des routes de Conflans et de Mars-la-Tour.

A Vionville, la division de cavalerie Forton éclairait la route de Saint-Mihiel; la division du Barrail, la route d'Étain (1).

Par une irritante fatalité, le début de toutes les rencontres de cette guerre est toujours une surprise de l'armée française. Le 16, à neuf heures, aucun ordre de l'état-major n'avait encore été transmis aux chefs de corps pour les dispositions de la journée :

(1) Le lendemain 16 au matin, l'Empereur qui n'avait pas voulu quitter l'armée avant le passage de la Moselle, quoiqu'il eut déjà remis le commandement en chef au maréchal Bazaine, prit la route de Verdun avec le prince impérial, sous l'escorte de deux régiments de chasseurs d'Afrique, des guides, des cent-gardes et d'un bataillon de grenadiers de la garde. Cette troupe ne rencontra pas d'obstacle, pas d'ennemis sur la route. Si l'armée avait repris son mouvement à la même heure ou dès le point du jour, elle passait donc aussi sans coup férir, cinq ou six heures avant l'attaque des Allemands.

l'armée attendait dans les positions de la veille. Comme le disaient les railleries allemandes, les Français faisaient leur soupe ; les cavaliers menaient boire leurs chevaux. L'ennemi était sur nous : sa cavalerie chargeait sur les campements mal gardés, en désordre, pendant qu'une formidable artillerie les écrasait on ne savait d'où. L'armée était surprise.

C'était une partie de la deuxième armée prussienne dont rien n'avait trahi le mouvement tournant : le 3e corps, soutenu, puis relevé par le 10e. Ils arrivaient de Pont-à-Mousson où la veille ils avaient traversé la Moselle et attaquaient vivement notre gauche. Les divisions du général Frossard réparant avec fermeté le désordre du premier moment, formèrent rapidement leurs lignes sous le feu. Elles soutinrent tout l'effort de la bataille concentrée sur ce point jusqu'à midi et demi. Enfin, écrasées par l'artillerie, elles durent plier et battre en retraite, protégées par la cavalerie dont les charges répétées n'arrivaient pas cependant à arrêter l'ennemi avançant toujours, divisions sur divisions, vers la route de Gravelotte. La garde impériale donna alors ; les grenadiers se portant sur Rézonville, les voltigeurs occupant le bois d'Ognon. Notre droite, faiblement attaquée d'abord, était menacée par un mouvement tournant de l'ennemi qui tâchait d'arrêter les charges de cavalerie de la division Forton.

Cependant de Pont-à-Mousson, de Metz, les Allemands accouraient au canon. Le 9e corps, la garde se portaient à Mars-la-Tour. La 1re armée traversant la Moselle au pont de Corny et sur un pont de bateau jeté à Jouy, marchait sur Gravelotte. Tous les corps venaient ainsi d'heure en heure se mettre en ligne, les troupes fraîches relevant les premières engagées.

Vers quatre heures du soir le 12e corps (Saxons) arrivait encore pour prendre part à la bataille. Six corps allemands, au moins 180,000 hommes, donnèrent successivement dans cette longue journée.

Notre centre et notre droite eurent à soutenir les plus violents efforts de ces masses, toujours repoussées avec des pertes énormes.

Elles revenaient opiniâtrément à l'attaque à mesure qu'arrivaient leurs renforts, abordant nos lignes sous le feu de notre artillerie qui les écrasait et refoulées par les charges infatigables de notre cavalerie. Enfin, vers huit heures, elles tentèrent un suprême effort sur Rézonville, d'où elles furent encore repoussées, laissant après elles une jonchée de morts et de blessés. Cette boucherie cessa avec les dernières lueurs du jour : l'armée française bivouaqua sur les positions si opiniâtrément attaquées et défendues.

Les Allemands se firent encore les honneurs de ce champ de bataille. Ils y laissaient, pour en prendre possession éternellement, 22,000 hommes. La brave armée française se tenait pour victorieuse ; et certes, si dès le point du jour le lendemain, le général, en la lançant en avant, lui avait demandé d'achever la victoire de la veille, rien n'aurait pu arrêter sa marche sur Verdun. Les 2e et 4e armées prussiennes étaient encore à distance, elles ne rejoignirent que plus tard, dans la journée, les deux autres armées, dont les corps si rudement décimés avaient à se réorganiser. L'armée française n'aurait donc eu devant elle à culbuter ou à tourner que cette 1re armée, venue de Pont-à-Mousson par la rive gauche pour nous couper la route de Verdun, et dont les 7e et 8e corps avaient été engagés la veille.

Un général ayant quelque confiance en lui-même pouvait demander beaucoup à des soldats aguerris et exaltés par deux rencontres qu'ils comptaient comme deux victoires. Ils attendaient l'ordre, prêts à attaquer à leur tour l'armée allemande ou à continuer la marche sur Verdun. Au grand désappointement de tous, officiers et soldats, le signal ne fut pas donné. Le maréchal fit même un mouvement de conversion en arrière sur son aile gauche. On dit qu'il donna aux chefs de corps pour raison de ce temps d'arrêt dans sa marche, puis de ce mouvement en arrière, que les munitions et les vivres manquaient. Cependant, il était facile de vérifier que les parcs de réserve et 500 voitures de rations étaient à portée, à Plappeville : comment le général en chef pouvait-il l'ignorer?

Laissons la parole au ministère public, — non, à l'officier de l'armée du Rhin, qui, dans son récit de la campagne, établit le réquisitoire suivant :

« ... L'Empereur venait de quitter l'armée et Bazaine, devenu maître absolu de ses actions, n'était plus guidé que par ses sentiments d'ambition...

» Voyant dans la défaite de Mac-Mahon à Freschwiller un piédestal personnel, il ne voulait pas s'exposer lui-même à un insuccès; la guerre, d'ailleurs, selon lui, devait peu durer; la France enverrait une armée puissante pour le délivrer, et lui, il rentrerait dans Paris avec le prestige d'une grande réputation militaire; la régence peut-être lui serait offerte et un grand rôle politique serait le couronnement de cette carrière si heureuse de soldat...

» Pour justifier son inaction dans la journée du 16 août, puis, plus tard, sa rentrée sous Metz, Bazaine prétendit que la place n'était pas en état de se défen-

dre à ce moment, que les forts de la rive droite, particulièrement Saint-Julien et Queuleu, n'étaient ni achevés, ni armés... Mais ils étaient à l'abri d'un coup de main, et les Prussiens n'avaient pas le matériel nécessaire pour entreprendre le siége d'une place comme Metz. Et, d'ailleurs, si ce motif existait, pourquoi avoir cherché à en sortir et avoir livré inutilement deux batailles?

» Ce qui est établi d'une manière positivement certaine maintenant, c'est que Bazaine avait reçu l'ordre de se retirer sur Châlons, que l'opération était possible et que c'est lui qui, par égoïsme personnel, préféra rentrer dans Metz. »

De son côté, comment le maréchal défend-il son temps d'arrêt du 16 et du 17?

« Des suppositions ont été faites, dit-il, sur la possibilité de continuer la marche sur Verdun dans la nuit du 16 au 17 : elles étaient erronées. Ceux qui les émettaient ne connaissaient pas la situation. L'ennemi recevait à chaque instant des renforts considérables et avait envoyé des forces pour occuper la position de Fresnes, en avant de Verdun; l'armée française, en marche depuis plusieurs jours, venait de livrer deux batailles sanglantes et elle avait encore des fractions en arrière, y compris le grand parc de réserve de l'armée, qui était arrêté à Toul, attendant une occasion favorable pour rejoindre, ce qu'il n'a pas pu faire. L'armée pouvait éprouver un échec très-sérieux qui aurait eu une influence fâcheuse sur les opérations ultérieures. »

L'accusation est peut-être trop violente : la défense est étrangement insuffisante. Le dernier mot ne serait-il pas cette opinion, exposée dans une lettre écrite

par le général Changarnier, que le maréchal Bazaine — on avait pu s'en rendre compte au camp de Châlons — était incapable de faire manœuvrer 30,000 hommes en rase campagne?

Enfin, le 17, le maréchal, donnant à l'ennemi le temps de concentrer ses quatre armées, attendait dans ses positions une troisième bataille, inévitable en ce moment, et avec une infériorité de nombre plus considérable de beaucoup que la veille.

Ses positions, du reste, étaient très-fortes. A l'aile gauche le 2e corps, sur les crêtes abruptes de Roserieulles, à droite de la route de Gravelotte. Le 3e corps, sur le prolongement du même plateau, appuyé aux fermes de Moscou, de Leipsig et de la Folie, formait le centre, couvert d'une triple ligne de tranchées-abris et d'épaulements pour les batteries. Le 4e corps, entre la Folie et Amanvillers, le 6e, sur les hauteurs à droite de Saint-Privat-la-Montagne, formaient la droite. Là était concentrée la plus grande masse de troupes, pour compenser la faiblesse relative de la position. La garde formait la réserve en arrière de Saint-Quentin, près du Ban-Saint-Martin.

Les Allemands avaient toutes les forces engagées le 16, plus le reste de leurs 2e et 4e armées, ralliées le 17 : sept corps, disposés en arrière de Mars-la-Tour, de Vionville et de Rézonville, dans les bois de Gravelotte et de Vaux. On disait que le roi de Prusse commandait en personne.

Ils restèrent en observation jusqu'à 10 heures, attendant pour attaquer le moment où les Français se disposeraient à abandonner leurs positions et continueraient leur mouvement de retraite du 14 et du 16. Les voyant immobiles, obstinés à la défensive, ils se

décidèrent à lancer à l'attaque de nos lignes leurs masses, secondées par le feu incessant de leur artillerie.

Trois corps d'armée allemands, le 12e, la garde et le 9e, formant leur gauche, commencèrent l'attaque en décrivant le mouvement tournant de leur tactique habituelle, pour déborder l'aile droite française. Vers midi, deux autres corps abordèrent notre gauche. Elle put tenir toute la journée dans sa forte position devant ces forces supérieures, artillerie contre artillerie, la nôtre faisant subir à l'ennemi des pertes énormes. La garde prussienne attaquait le 4e corps français entre Saint-Aïl et Verneville. La position de Saint-Privat-la-Montagne, énergiquement défendue par le 6e corps, soutint pendant toute la journée le feu d'une artillerie formidable, appuyant ou préparant par ses volées incessantes les retours offensifs des Allemands.

Vers le soir, sous un dernier et puissant effort de leurs masses inépuisables de troupes fraîches et reposées, sous la grêle de feux de leur artillerie à tir continu, l'infanterie française plia enfin entre Saint-Privat et Amanvillers. Le 6e corps fut refoulé en désordre sur Metz, entraînant une partie du 4e dans sa retraite précipitée à travers les bois de Jaumont, de Brouvaux et de Saulny. L'artillerie de la garde accourut prendre position, trop tard pour rétablir le combat, assez à temps pour prévenir une déroute et protéger les deux corps, qui se rallièrent au delà de Plappeville.

Les 3e et 4e corps couchèrent dans leurs positions. Le lendemain ils se replièrent aussi sur Metz. Les Prussiens avaient atteint leur but, ils nous avaient coupé la route de Verdun et nous avaient rejeté sous la ville, serrés, enfermés par leurs quatre armées.

Dans les grandes chasses d'Asie, les rabatteurs indiens enserrent ainsi dans un cercle infranchissable les grands fauves des vaillantes races. Il les poussent dans les fosses béantes, profondes, inévitables, où ils épieront du bord les affaissements de leur faim, les défaillances de leur agonie pour les prendre sans danger, l'heure suprême arrivée.

Pauvre armée française ! le roi de Prusse lui a fait sa part d'honneur dans ces trois terribles batailles où elle soutint deux fois, du point du jour à la nuit, l'effort d'une armée double du nombre, d'une artillerie qui vomissait la mort dix fois contre une.

« Nos troupes faisaient des prodiges de valeur, écrivait-il, contre un ennemi brave également qui disputait chaque pas et prenait souvent l'offensive. »

L'Allemagne mettra sur ses trophées ce nom de Saint-Privat, une victoire ! Mais il y avait là seulement quatre corps français encore incomplets, une division du 6e n'avait qu'un régiment à mettre en ligne, contre huit corps prussiens et leur formidable artillerie de portée supérieure. Victoire chèrement payée ! Mais les hommes à faire tuer ne manquaient pas aux chefs allemands : une boucherie pareille à celle de l'avant-veille jonchait de morts et de blessés leurs positions de combat, 23,000 hommes encore ! Ces trois batailles avaient coûté à l'Allemagne de 50 à 55,000 hommes tués ou blessés : la perte de l'armée française s'élevait à peine à la moitié de ce chiffre.

Il fallut, dit-on, donner une sorte de satisfaction au deuil allemand, pour ces horribles tueries. La responsabilité retomba, paraît-il, sur le vieux général Steinmetz, accusé d'avoir été trop prodigue du sang des soldats dans ses attaques obstinées. Il paya de

son commandement ces trop sanglantes victoires.

L'armée française, sûre désormais de sa cohésion et de sa solidité, ne pouvait manquer, sitôt reposée, de reprendre l'offensive et de se frayer un chemin pour rallier les armées en formation à Châlons et opérer de concert avec elles. Il semble en effet que tel était d'abord le plan du maréchal. Le 26 août, il fit traverser la Moselle au 4e, au 6e corps et à la garde, pour tenter le mouvement de retraite par la rive droite. Une tempête, accompagnée de pluies torrentielles qui détrempèrent profondément les terres, rendit à ce moment tout mouvement de troupes impossible.

Un conseil de guerre, dit le maréchal, composé des commandants de corps d'armée et des généraux des armes spéciales, décida alors qu'il était opportun pour la défense du pays, que l'armée restât sous Metz où elle immobiliserait plus de 200,000 ennemis, pendant que la France aurait le temps d'organiser la résistance. D'ailleurs, par un séjour plus prolongé dans ses positions elle couvrait la place qui ne se trouvait pas encore en complet état de défense. Ainsi ont leurs côtés spécieux tous les plans, même les plus malheureux.

On ne réfléchissait donc pas que pour immobiliser à peine un cinquième de l'armée prussienne, outre les chances hasardeuses d'un blocus à subir, on imposait la même position d'inactivité à une moitié de l'armée française, la meilleure moitié, la plus à l'épreuve de l'ennemi ?

D'ailleurs, « les autorités civiles et militaires de cette place n'avaient pas pris de dispositions, quand il en était temps encore pour faire rentrer dans son enceinte toutes les ressources en vivres et en fourrages

des contrées voisines, et augmenter ainsi les approvisionnements en prévision d'un long blocus.

» Nous étions donc réduits, dès le début, aux faibles approvisionnements des magasins de Metz et des villages sur lesquels nous étendions notre action. »

Vous l'avez dit : et à aucune époque sous Metz vous ne pouviez ignorer ces retards, ces négligences de l'administration. Quel esprit de vertige vous poussait donc alors à courir « les chances d'un long blocus? »

On raconte que pendant les négociations suivies au quartier général allemand pour la fatale capitulation de Metz, le prince Frédéric-Charles s'adressant à un des officiers français lui aurait dit : — Pouvez-vous m'expliquer, général, pourquoi le maréchal n'a pas continué, le 16 août, sa retraite sur Verdun?

CHAPITRE VI.

ÉTAT DE LA SITUATION A PARIS. — L'EMPEREUR AU CAMP DE CHALONS. — PLAN DU MINISTÈRE POUR LA JONCTION AVEC BAZAINE. — BATAILLE DE BEAUMONT.

Que faisait Paris? On l'armait en toute hâte. Les fusils de toute nature, entassés depuis l'adoption des chassepots par l'armée, dans les arsenaux de la ville et de Vincennes, étaient distribués par les mairies aux hommes valides appelés à remplir les nouveaux cadres de la garde nationale. Tous étaient appelés. On avait commencé par armer de préférence les quartiers commerçants et industriels, les quartiers du centre. L'opposition réclama : l'administration ne marchait pas assez vite, elle faisait le triage du privilége et de la défiance, disait-on; tous les habitants, ceux des faubourgs les plus éloignés comme ceux des quartiers riches, avaient droit à l'arme pour la défense. Incessamment, à la tribune, les députés les plus accrédités de la gauche, provoquaient de toute leur ardeur, de toutes leurs irritations, l'armement sans distinction, l'incorporation de tous les citoyens dans de nouveaux

bataillons de garde nationale à former sans retard.

Aux mairies, comme aux ministères, les administrations ont leur lenteur de tradition. Mais les bureaux, aiguillonnés chaque matin par les dénonciations de la presse avancée, activaient le service dans des proportions inusitées; les employés se multipliaient. Du matin au soir de longues files d'hommes de toute condition, la blouse et la vareuse en majorité, pressaient leurs rangs aux portes d'entrée des mairies et ressortaient armés, chaque homme un fusil sur l'épaule. Aux boulevards extérieurs, aux squares de Belleville, de Batignolles, on les revoyait pour la plupart réunis par groupes de voisinage, apprenant sous des instructeurs pris à l'improviste le maniement de l'arme et la manœuvre. Hors de ces exercices, la grande préoccupation de la cité était l'arrivée des nouvelles des camps, de l'armée, des mouvements et des opérations militaires. On attendait à la porte des mairies les dépêches, les télégrammes que le ministère faisait afficher à mesure qu'ils lui parvenaient; jamais assez tôt, jamais assez nombreux et assez explicites au gré des impatiences générales et de l'anxieuse avidité de savoir.

A la Chambre, mêmes impatiences harcelant le ministère, le mettant violemment en demeure de parler, de tout dire, malgré le danger de renseigner l'ennemi par des indications de plans et de mouvements, secrets d'État, arrachés ainsi de guerre lasse.

Le général de Palikao réclamait la patience et la discrétion; il promettait la victoire prochaine et s'éclipsait le plus vite possible. D'autres fois poussé à bout, sans renseignements précis lui-même, excité par les clameurs de la gauche, il semblait ouvrir les mains et

en laisser échapper des faisceaux de documents, de nouvelles de succès : victoires à Borny, à Gravelotte, à Vionville. « — Enfin une nouvelle que je vous donne » comme certaine, c'est que le corps entier des cui- » rassiers blancs de M. Bismarck a été anéanti. Il » n'en reste pas un ! »

« — Si le maréchal Bazaine n'était pas plus explicite, c'est qu'il ne voulait pas faire illuminer Paris avant la grande et suprême victoire ! »

Un autre jour, sur la foi d'un journal très-répandu, on racontait le désastre des Prussiens aux carrières de Jaumont. Là vingt mille hommes avaient été poussés comme dans un piége, précipités pêle-mêle, entraînés par l'affaissement subit des bords de l'abîme, minés d'avance et s'effrondrant sous leur poids.

La presse d'opposition ardente, comme la presse pittoresque, le *Figaro,* le *Gaulois*, ne voulaient pas comprendre le danger que faisaient courir au pays les imprudences de leurs pages exaltées. Au début du conflit : les provocations des premiers jours, les défis, les insultes sans mesure au peuple allemand. Après nos premiers revers, depuis que l'invasion étendait son torrent : les menaces insensées, les appels sanglants à toutes les armes, à toutes les fureurs.

Le monde avait oublié de pareils appels aux excès de la défense, adressés autrefois par le roi de Prusse aux Allemands envahis par la France victorieuse. On faisait comme eux, mais la verve sauvage des expressions qui poussaient la population à tous les excès pour la défense désespérée, amenait un danger redoutable. Elle faisait prendre peur aux vainqueurs : la peur rend la force impitoyable.

« Pas un de vous ne sortira de France ! ce n'est

plus la guerre que nous allons faire, c'est la chasse à la bête enragée (1). »

Le Poëte, qui avait débuté par un appel pour la paix à tous les sentiments humanitaires de l'Allemagne, avait eu l'amer regret de voir s'éteindre sa voix sans éveiller un écho de l'autre côté du Rhin. Alors la colère gonfle son cœur, l'expression de son patriotisme désespéré jusqu'à la haine ardente, déborde en cris d'une éloquence effarée, en images sanglantes, en excitations furieuses à toutes les armes, la poudre, le pétrole, la nitro-glycérine !

En même temps couraient tous ces appels de mise en scène, fureurs de plume, dont l'expression imprudente et inutile nous aurait fait mettre au ban des nations civilisées, si les actions avaient pu être à la mesure des paroles.

Des lignes qui faisaient un matin courir comme un frisson d'un bout à l'autre des boulevards sous ce titre : — La guerre aux couteaux ! ne firent pas lever grand monde la faulx emmanchée à l'envers, le couteau au poing, dans nos campagnes envahies ; tous les hommes valides, soldats, gardes mobiles, gardes nationaux mobilisés, étaient aux armées, aux camps, ou dans les places fortes de notre ligne des Vosges. En revanche, elles mettaient au cœur des Allemands une ardeur de vengeance, de haine sauvage, de peur enragée.

La terreur de la guerre aux couteaux fit des loups de ces calmes pères de famille, de ces blonds fiancés des Gretchen d'Allemagne. Elle les poussa à déshonorer la victoire par les horribles abus de la guerre,

(1) *Opinion nationale.*

que leurs chefs ont pu nier dans des protestations écrites, mais dont les récits, transmis de génération en génération comme les légendes antiques, feront éternellement tressaillir jusqu'aux glèbes de ces plaines martyrisées.

Nos campagnes garderont longtemps l'odeur de la fumée des toits de chaume, brûlés sur la tête des pauvres familles qu'ils abritaient. On ne les effacera pas de sitôt des murs de nos chaumières, les trous des balles qui fusillèrent des vieillards, des prêtres, des femmes sans défense dans nos villages, quand le coup de carabine d'un franc tireur embusqué par là, au coin d'une haie ou d'un taillis, avait atteint ou effrayé une horde de ces éclaireurs aventureux, enfiévrés, pillant, rançonnant le pays à dix lieues en avant de leurs armées.

Une quantité de reporters de la presse, mal accueillis officiellement par les états-majors, mais admis, officieusement ou non, à suivre les opérations militaires, en rendaient compte chaque matin à leurs lecteurs et en même temps à l'état-major ennemi.

Se renseignant à la suite et sur les flancs des armées, avec une émulation imprudente et inconsidérée d'informations, ils se laissaient entraîner trop souvent à discuter le fort et le faible de nos plans, de notre stratégie. La presse sérieuse avait à sa solde des hommes intelligents, du métier, officiers démissionnaires ou retraités, qui expliquaient ce que l'on pouvait faire, ce que l'on devait, ce que l'on omettait de faire. Ils étudiaient notre campagne, contrôlaient les plans et les comptes rendus officiels.

A la journée de Gravelotte, disait en substance un rédacteur du *Temps*, l'armée, qui dès la veille avait

passé la rivière au pont de Metz, attendait depuis le matin le moment de se mettre en mouvement pour Verdun. Son objectif était donc de gagner cette place, pour rejoindre et rallier à Châlons l'armée de Mac-Mahon. Le soir, elle revenait sur ses pas, traversait en partie la Moselle et reprenait ses positions sous Metz. Le but n'était donc pas atteint. La bataille de Gravelotte pouvait être un fait d'armes glorieux, ce n'était pas une victoire.

Cette justesse d'appréciation, au milieu des cris de triomphe, valait bien sans doute une commission de général qui fut donnée plus tard, dans l'armée du Nord, au Jomini du *Temps* (1), autrefois officier des armées d'Italie et du Mexique ; mais ne pouvait-elle pas aussi éclairer l'ennemi ?

D'autres donnaient la topographie de nos frontières; disaient comment telle ligne de nos défenses naturelles pouvait être attaquée; comment on devait défendre les forêts de l'Argonne, les défilés des Vosges, la trouée de Belfort. Ils expliquaient par quelle tactique on pouvait y arrêter l'ennemi, mais aussi par quelle autre on pourrait tourner les obstacles.

Il est certain que le grand stratégiste allemand n'avait pas attendu ces imprudences, pour savoir à quoi s'en tenir sur le pays qu'un jour ou l'autre il devait envahir par suite de la guerre dont on était parvenu à faire « une nécessité historique. » Depuis cinq ou six ans que la Prusse avait semé chez nous ses agents de toute nature, elle avait fait son ample récolte d'observations et de renseignements.

Des officiers, des ingénieurs déguisés sous d'hum-

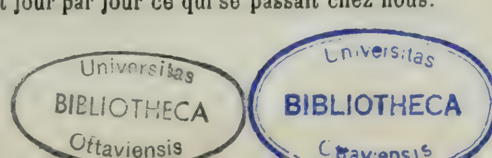
(1) M. Jeannerod.

bles costumes venaient s'offrir comme ouvriers ; intelligents, doux, rangés et pour cela même préférés dans nos chantiers de travaux, ils pénétraient dans nos arsenaux, dans nos places fortes. Un grand nombre d'Allemands, que l'on pouvait prendre pour des Alsaciens, parcouraient nos campagnes dont ils levaient les plans, cachés sous l'apparence d'humbles agents commerciaux, de colporteurs.

Une quantité d'autres étaient des employés de maisons commerciales plus ou moins importantes, des intermédiaires, des commissionnaires à l'exportation, et bon nombre de ces lourds et honnêtes Allemands faisaient fortune chez nous en nous espionnant. Parmi les ouvriers habiles qui remplissaient nos grandes usines particulières, nos ateliers de fabrication, beaucoup étaient des instruments du grand système d'espionnage dont la Prusse avait enserré la France comme d'un réseau ; quelques-uns inconscients de leur action, d'autres en suivaient la marche, en entrevoyaient les suites dans un avenir prochain (1).

Nous pouvons comprendre maintenant la portée et le sens des indiscrétions, des lueurs de triomphe, que nos généreux vins de France amenaient quelquefois sur les lèvres et dans les yeux de ces calmes buveurs de bière. Nous les avons vus, nous les avons enten-

(1) On lit dans le *Constitutionnel* : Vingt mille Prussiens chassés de France, viennent d'adresser à l'empereur d'Allemagne une demande collective de secours ou d'indemnités. A ce propos il est utile de donner le nombre des Allemands envoyés en France, 1851 à 1866. En 1851 58,000, en 1861 85,000, en 1866 106,000. Le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle en nourrissaient 44,000, la Seine 35,000, à lui seul Paris en comptait plus de 20,000. Ces chiffres, bien établis, nous ne devons pas nous étonner si les Prussiens savaient jour par jour ce qui se passait chez nous.



dus nombre de fois alors, narguer les vaniteuses expansions de notre chauvinisme, quand nous rappelions le passé à ces conquérants d'hier, à ces fils des Prussiens d'Iéna, des Saxons foi-mentie de Leipsick.

« — Vous serez battus demain, nous disaient-ils, bien avant la guerre, battus comme vos pères en 1814 et en 1815; plus encore, vous serez conquis. Vous l'êtes déjà! Les Allemands sont chez vous les maîtres de la finance, de la haute banque, des affaires. A la Bourse nous prenons à la corbeille le haut du pavé. Par le capital et l'intelligence nous tenons votre industrie, votre commerce. Patrons, contre-maîtres, ouvriers, nous remplissons vos usines de fabrication de toute nature, soit par nous-mêmes, soit par nos deux provinces d'Alsace et de Lorraine que vous avez voulu faire vôtres, sans avoir pu jamais y éteindre ni le caractère de la race ni la langue. Votre France, nous la faisons inévitablement allemande. Dans tout le Nord et l'Est, en deçà de la Loire, vous voyez changer peu à peu de physionomie et se germaniser les noms des familles dominantes, vous subissez l'invasion de la paix avant l'invasion de la guerre. »

Au milieu du conflit, après nos premiers revers, le souvenir de telles paroles, imprudemment répétées par quelques Allemands sur nos boulevards, la joie de leur patriotisme qu'ils laissaient trop ouvertement éclater au milieu de notre consternation, nous remuaient trop amèrement le cœur. Un article de journal qu'ils publièrent en réponse à la guerre aux couteaux et à la mesure financière du cours forcé, violence pour violence, et en outre cruelle menace aux vaincus, véritable *væ victis!* produisit une explosion contre eux.

« — Votre Paris, disaient-ils, l'Allemagne y entrera

en triomphe avant un mois, elle en emportera tout ce qui fait votre orgueil. Vos tableaux, vos chefs-d'œuvre d'art, vos collections, tout ce qu'elle voudra : votre milliard de la Banque, vous viendrez le mettre aux pieds du roi Guillaume, premier terme de votre rançon ! »

On peut comprendre le mouvement, violemment hostile à la population allemande de Paris, qui se produisit tout à coup et réclama si vivement son expulsion immédiate. Tous, sans choisir, sans trier, sans examiner d'où venaient les provocations, tous, il les fallait pousser à la frontière, hors de France.

Le gouvernement dut obéir aux manifestations de l'instinct public : avec une certaine mesure d'abord ; il donna des délais, des permis de séjour à ceux qui justifiaient d'établissements déjà anciens, d'intérêts communs avec des Français, d'alliances de famille. Mais on ne devait pas pouvoir s'arrêter longtemps sur cette pente. Des Allemands paisibles et attachés à la France comme à un pays d'adoption, trahis par leur prononciation indélébile, coururent des dangers et durent se résigner à subir la loi commune. De là, de nouvelles haines.

Misères à jamais déplorables de la guerre maudite qui éclata ainsi, au milieu de l'expansion déjà pratique de la fraternité des peuples par le contact des intérêts communs, commerciaux et industriels ! Hier, l'Exposition internationale de 1867 en avait été le merveilleux épanouissement. Nous avions pu rêver à la réalisation prochaine de la grande confédération européenne, utopie, seconde vue de notre Henri IV, à deux siècles et demi de distance. Où en étions-nous aujourd'hui ?

Tout le long du jour, à chacune de nos gares, on pouvait voir des trains accumulés dégorger la popula-

tion tout entière de nos campagnes. De dix lieues à la ronde ils accouraient, hommes, femmes, enfants effarés, suivis du linge et de la literie du pauvre ménage amoncelés en colis qui s'entassaient sur toute la longueur des quais d'arrivée. A nos barrières encore ouvertes affluaient, s'encombraient en masses sans fin, les longs convois de voitures de toute sorte, chargées des mobiliers, des provisions, des femmes et des enfants des populations de nos banlieues, se pressant dans une morne stupeur vers l'asile de la grande ville.

En même temps, dans les gares de départ du Nord, à toute heure du jour, aux départs de nuit surtout, réservés aux plus pauvres que les Compagnies transportaient à prix réduit ou en franchise, s'amassaient les Allemands sous le coup de l'expulsion. Lamentable spectacle! même pour ceux qui croyaient n'avoir plus d'entrailles que pour le malheur de la patrie! Vers minuit, dans les salles d'attente encombrées, dans les grandes galeries de passage, sur l'asphalte des gares de bagages, sur les trottoirs des cours, à l'abri des auvents, entassés par groupes, par familles, accablés de sommeil et de la fatigue des longues heures, les petits enfants étendus, les jeunes filles la tête posée sur le sein des mères, des milliers de ces bannis pleurant, enfiévrés, foulés aux pieds, attendaient leur tour de départ. La malédiction montait de ces masses entassées, avec la buée de leur haleine, aux vitres et aux plafonds.

Détournons nos yeux de ces misères. Allons, hélas! en chercher d'autres à la suite de nos armées.

L'Empereur était parti de Gravelotte pour Verdun, le 16, ne pensant pas qu'il pourrait y avoir ce jour-là un engagement sérieux. Il passa par Conflans et Étain

sans rencontrer un ennemi. Il croyait précéder la marche de l'armée. En entendant plus tard, à mesure qu'il s'éloignait, le bruit de la canonnade, il dut croire à des engagements partiels qui ne pourraient arrêter la retraite. On ignorait évidemment encore au quartier général, le passage de la 1re armée prussienne sur la rive gauche et son mouvement pour couper la route de Verdun.

L'Empereur trouva au camp de Châlons le maréchal Mac-Mahon et le général Trochu ; le ministre de la guerre venait d'envoyer ce dernier prendre le commandement du 12e corps en formation. On avait réorganisé en toute hâte le 1er corps, puis le 5e lorsqu'il arriva trois jours après, avec les soldats de la réserve et les recrues de 1869.

A Belfort, le général Douay avait reçu le 16, par dépêche du ministre de la guerre, l'ordre d'amener en toute hâte par le chemin de fer le 7e corps à Paris : quelques heures après une seconde dépêche lui ordonnait de se diriger sans s'arrêter sur le camp de Châlons.

Le commandement semblait flotter indécis. L'Empereur en déclinait la responsabilité, depuis qu'il l'avait remis aux deux maréchaux, généraux en chef, tout en restant de sa personne à l'armée dans une position mal définie. Le maréchal Mac-Mahon, depuis l'échec de Wœrth, était visiblement ébranlé dans sa confiance en lui-même : prêt à servir, il semblait reculer devant la tâche de commander, devant l'initiative. A Paris, le ministre de la guerre prenait hardiment en main la direction de l'organisation. Mais du moment où il s'agissait de celle des opérations, dans le cabinet comme à la Chambre, sous la netteté et la

précision de sa parole, sous un peu d'affectation même du caractère et de l'expression militaire, on sentait percer quelque chose des fluctuations de l'opinion publique dont l'écho le troublait malgré lui.

De là une série d'ordres et de contre-ordres, de résolutions mal arrêtées, de directions indécises.

La première division du 7e corps et son artillerie de réserve étaient arrivées au camp de Châlons, le 20, lorsqu'on y apprit que le maréchal Bazaine, après la bataille de Saint-Privat, le 18, avait été refoulé sous Metz.

Un conseil de guerre se réunit aussitôt : l'Empereur, le maréchal, le général Trochu et le général Schmitz, son chef d'état-major, le général Berthaut, commandant la garde mobile, et le prince Napoléon le composaient.

Il fut décidé que les troupes réunies à Châlons, prendraient le chemin de Paris, sous le commandement du maréchal : le général Trochu devait être nommé général de l'armée de Paris, la garde mobile devait retourner au camp de Saint-Maur, et l'Empereur rentrer aux Tuileries.

Ainsi on couvrait la capitale, et l'Empereur reprenait à Paris sa position de chef de l'État.

On donna en toute hâte avis de cette décision au ministère de la guerre : le convoi qui amenait le reste du 7e corps fut dirigé sur Reims, et le 21 août, dès le matin, les 1er, 5e et 12e corps et la 1re division du 7e, arrivée de la veille, quittèrent le camp et vinrent camper à Courcelles près de Reims. La division Bonnemain fut laissée en arrière pour couvrir la retraite, ramasser les traînards, brûler le camp et tout ce qu'on ne pourrait emmener, matériel et approvisionnements.

Ce plan, quelle que fut l'arrière-pensée qui l'avait fait adopter, était le meilleur au point de vue stratégique : l'événement l'a prouvé.

Quelle explosion de désappointement à Paris! La presse militante avait annoncé par toutes ses fanfares la grande bataille dans les champs catalauniques! A l'abri du camp retranché, sur un terrain étudié depuis tant d'années, ce devait être une victoire! Ce mouvement de retraite, l'abandon, l'incendie du camp produisirent le plus déplorable effet. Le ministère dut tenir compte de cette impression. En exagéra-t-il l'importance comme beaucoup le disent? L'opinion était surtout violemment opposée au retour de l'Empereur à Paris.

Ses ennemis, dont le nombre grossissait à chaque heure, ne lui ménageaient plus les railleries insultantes et les menaces. Ceux de ses dévoués qui n'étaient pas encore devenus muets, tâchaient de combattre le mauvais effet de l'annonce de son retour en rappelant cette parole qui lui était attribuée : — Je reviendrai mort ou victorieux! Ils reniaient ainsi d'avance toute tentative pour reprendre le pouvoir dont l'Empereur aurait l'idée et que pourrait appuyer l'approche de l'armée. On disait que cette armée avait mieux à faire, à rester devant l'ennemi, que de couvrir Paris. Paris n'avait pas besoin d'elle, abrité qu'il était par ses forts et son enceinte, avec sa garnison renforcée de la garde mobile de Châlons et des Bretons qui accouraient de l'Ouest.

Outre l'opposition irréconciliable, poussant dans cette voie le courant de l'opinion, l'opposition domestique, les mécontents de palais se rendaient compte de cette manœuvre et songeaient à en profiter. Ceux-là

étaient les dévoués avant tout à la dictature impériale, qui la trouvaient plus assurée entre les mains de la régente. Ils accusaient la volonté affaiblie de l'Empereur de s'être laissé entraîner outre mesure vers l'opinion libérale ; ils craignaient, s'il venait à reprendre dans ces circonstances suprêmes le pouvoir délégué à la régente, qu'il continuât à armer contre lui les partis en croyant armer pour lui la liberté.

Ainsi, dit-on, à ce moment l'opposition, le ministère, la régence, à leurs différents points de vue, croyaient avoir intérêt à tenir éloignés de Paris l'Empereur et l'armée. Mais personne ne comprenait encore l'irremédiable gravité du danger. Personne, à moins que l'on admette la réalité d'une dépêche qui après Wœrth aurait porté aux Tuileries le mot fatal : — Tout est perdu !

La régente se faisait illusion sur la force de l'empire plébiscitaire : l'opposition de toute nuance jurait à elle-même et au monde qu'elle seule pouvait sauver le pays : le ministère tâchait de faire face à l'ennemi, tout en se débattant à la Chambre contre les attaques incessantes de l'opposition radicale. Celle-ci montait chaque jour à l'assaut du pouvoir par sa proposition d'un comité de défense qui était la révolution toute faite. En somme, chaque parti songeait à l'intérêt du parti, il s'agissait de garder ou de prendre le pouvoir pour avoir l'honneur de sauver la France : la France, pensait-on, se sauve toujours.

Quand les hommes qui ont la charge de mener les affaires de l'État se laissent entraîner au torrent des instincts populaires surexcités, il arrive ce que nous avons vu alors, que le gouvernement est réduit en quelque sorte à tâter le pouls des carrefours avant

d'agir. Ainsi faisait le ministère qui semblait se renseigner, pour diriger les opérations militaires ou en rendre compte à la Chambre, sur les récits fantaisistes des reporters de la presse, sur les aspirations des masses, les instincts de gens entièrement étrangers aux choses de la guerre. Le pilote qui dans la tempête cherche d'un œil éperdu, autour de lui, le conseil, la décision qu'il ne trouve pas en lui-même, perdra son navire.

Les trois batailles de Metz avaient été accueillies à Paris comme des récits de combats homériques : — notre héroïque Bazaine ! disait-on. Il ne pouvait être abandonné, il fallait faire marcher en toute hâte l'armée de Châlons à son aide et le dégager. Paris donnerait le temps : la grande cité n'était pas plus émue qu'il ne fallait de l'approche du prince de Prusse et l'attendait avec calme sous ses forts.

Dans une réunion du conseil des ministres, du conseil de régence, des présidents du Sénat et du Corps législatif, on décida qu'il y avait lieu de donner satisfaction à l'opinion et qu'il fallait marcher quand même au secours de l'armée de Metz. L'ordre fut envoyé à Reims. Le président du Sénat vint lui-même affirmer à l'Empereur et au maréchal, qu'en présence de l'exaltation parisienne, tout autre mouvement stratégique compromettrait le salut de l'empire. Le maréchal dut céder.

Il céda à contre-cœur, sans conviction, malgré les instincts de prudence qu'avait éveillés en lui la défaite de Freschwiller ; malgré la voix de son expérience et le pressentiment que cette marche de flanc, avec les moyens dont il disposait, ne pouvait réussir.

Le général de la dernière armée de la France n'au-

rait du tenir compte, ni du péril de la dynastie, ni de l'opinion qui se fait sur le boulevard, de la rue Montmartre à la Madeleine, ni des ordres du ministère dont sur le terrain il voyait le danger. S'il ne se sentait pas de force à garder l'initiative du commandement, il devait en décliner la responsabilité. On se serait ému de la démission du maréchal, donnée pour ne pas obéir à un plan qui lui semblait dangereux, peut-être fatal, quand on lui aurait vu reprendre dans les rangs le fusil du maréchal Ney à la Bérésina.

Par un ordre daté du 23 août, le maréchal Mac-Mahon annonça à l'armée sous Reims qu'elle allait revenir sur l'ennemi.

Le général Palikao apportait à la Chambre, et faisait partager à ceux qui l'entendaient, sa confiance dans ce plan de campagne. Il aurait pu réussir sans doute, au moins pour la jonction des deux armées, si le maréchal avait eu d'autres moyens entre les mains pour le mettre à exécution.

Et d'abord il avait contre lui l'effet moral produit sur le soldat par les tâtonnements et l'hésitation du commandement. Le 21, l'armée avait quitté le camp de Châlons pour aller camper à Reims; elle y resta un jour, et le 24, après deux longues marches et trois journées perdues, elle se trouvait revenue sur la Suippe, qu'elle avait quittée le 20. Quelle confiance dans les chefs n'eût été ébranlée dans une armée pareille, où les baïonnettes étaient intelligentes et surtout frondeuses !

Quels étaient les moyens matériels dont disposait le maréchal pour une opération qui dépendait de la plus grande rapidité dans les mouvements stratégiques, et qui exigeait dans la troupe une homogénéité,

une facilité de marche, sans lesquelles il était plus qu'imprudent de l'entreprendre ?

Il avait, outre son 1er corps, le 5e, le 7e et le 12e, ce dernier sous le commandement du général Lebrun, depuis que le général Trochu avait été appelé à commander l'armée de Paris.

Chacun de ces quatre corps avait une division de cavalerie, excepté le 7e, qui n'avait qu'une seule brigade, la seconde étant restée à Lyon. L'artillerie était au complet sur le pied des corps de quatre divisions, quarante-huit batteries, 288 pièces.

La division de cuirassiers de Bonnemain, attachée depuis le commencement de la campagne au 1er corps, une division de cavalerie légère composée des deux régiments de chasseurs d'Afrique, qui avaient servi d'escorte à l'Empereur à son départ de Metz et de la brigade Tilliard, sous le commandement du général de Margueritte, formaient la cavalerie de réserve.

Le 1er corps, après les échecs de Wissembourg et de Wœrth et les misères d'une retraite confuse et désorganisée, se sentait atteint dans sa discipline, dans sa confiance ; il démoralisait par son attitude découragée les troupes qui n'avaient pas encore affronté le feu de l'ennemi.

Le 5e corps, épuisé par sa marche précipitée depuis Bitche, à travers les Vosges, par Neufchâteau et la Haute-Marne jusqu'au camp de Châlons, avait perdu sans combat la plus grande partie de son matériel et de ses bagages. Il n'avait pas encore eu le temps de se remettre de sa fatigue et de sa désorganisation. En outre, la confiance dans le chef était altérée ; les soldats faisaient remonter jusqu'à lui la responsabilité des misères subies.

Le 7e corps, dont la première division avait été très-engagée à Freschwiller, à peine réuni, fatigué de sa longue marche de Belfort à Paris, puis de là au camp de Châlons, incomplet sous bien des rapports, n'avait pas encore rallié son parc d'artillerie. Ce parc, mal attelé, traîné à grand'peine par des chevaux de réquisition indociles ou non dressés à ce service, ne rejoignit le corps à Sedan que pour tomber aux mains de l'ennemi.

Le 12e corps enfin, de création toute récente et qui devait semer la route de traînards. Il y avait de tout dans cette troupe. Des régiments de ligne, les plus solides, formaient la première division. La deuxième, comprenait quatre régiments de marche à cadres incomplets, composés de recrues qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil, de soldats égarés, coupés de leur corps. La troisième était formée des régiments d'infanterie de marine, peu résistants à la marche, mais solides devant l'ennemi, qui se battirent bravement, opiniâtrément et les derniers à Sedan.

Le maréchal, avec ces quatre corps, formant un total de 145,000 hommes, devait manœuvrer à travers quatre armées prussiennes pour rejoindre l'armée de Metz.

Le prince Frédéric-Charles, avec les 1re et 2e armées allemandes, renforcées d'une division de landwehr et formant un total de 210,000 hommes, continuait à bloquer l'armée de Bazaine. Le prince royal de Saxe, avec 100,000 hommes, la 4e armée, le 12e corps saxon et la garde, occupait le pays, de la frontière belge à Verdun, reliant sa gauche à l'armée du prince royal de Prusse. Ce prince, avec 150,000 hommes, avait son quartier général à Bar-le-Duc :

son avant-garde atteignait Saint-Dizier et Vassy, pendant que sa cavalerie poussait des reconnaissances jusqu'à Vitry-le-Français, Brienne et Troyes.

Il fallait donc, devant un ennemi très-supérieur en force, faire une marche de flanc semée de dangers ; gagner de vitesse, avec une armée mal amalgamée, des troupes admirablement organisées pour des marches forcées de 30 à 40 kilomètres.

Et pour quel but? En supposant que les deux armées eussent pu se rejoindre sous Metz, dans quelle position meilleure se seraient-elles trouvées après leur jonction? 260,000 hommes au plus à mettre en ligne, coupés de toute communication et de toute facilité de ravitaillement, auraient eu alors à manœuvrer pour se dégager de quatre armées les entourant de tous les côtés, ou à lutter contre une force double, de plus de 500,000 hommes, occupant toutes les voies, toutes les lignes.

« Une entreprise aussi téméraire n'avait pour elle qu'un élément de succès, une rapidité foudroyante dans la marche. Il fallait profiter du désarroi dans lequel allait se trouver le Prince royal, auquel la retraite de notre armée du camp de Châlons sur Reims ferait supposer un mouvement de concentration sur Paris et qui, pendant quelques jours peut-être, au milieu de ces vastes plaines de la Champagne, pourrait perdre la trace de nos opérations.

» Pas une minute n'était à perdre : le plan de la marche mûrement étudié et arrêté d'une façon immuable, devait avoir pour base l'effort maximum de marche que l'armée pouvait produire chaque jour, et rien ne devait, sous quelque prétexte que ce fût, en modifier le programme. Si l'ennemi se présentait.

fallait l'attaquer immédiatement; car marcher côte à côte avec lui, c'était lui permettre une concentration progressive et diminuer de plus en plus nos chances de succès (1). »

Au début ce programme semble devoir être suivi. Le premier jour de marche, le 23, fut rude et pénible, retardé par la confusion inséparable d'une agglomération immense, débouchant à la sortie de Reims par une seule issue et se développant, sur une longueur de 30 à 32 kilomètres, à travers des chemins détrempés par les pluies du jour et de la veille.

Le lendemain, l'étape fut plus vaillamment enlevée; les chemins étaient meilleurs, on se rassérénait, la confiance revenait. Le soir on achevait 60 kilomètres de marche depuis le départ de Reims, ce qui était une rapidité considérable : quatre jours dans les mêmes conditions et l'on était à Metz.

La première négligence fut de laisser les corps s'espacer à trop de distance les uns des autres dans leur marche. La première faute fut de faire passer une partie de la cavalerie sur la gauche de l'armée et de découvrir ainsi l'aile droite du côté de l'ennemi. Le lendemain, 25 août, le maréchal qui avait appuyé un peu sur la gauche vers Réthel, afin de profiter de la ligne du chemin de fer pour ravitailler plus facilement l'armée, perd toute la journée à faire des distributions au 5[e] et au 12[e] corps. On sent déjà de l'hésitation et de l'embarras dans les manœuvres de marche; l'armée pivote sur son aile gauche. Le 7[e] corps qui parcourt sur le terrain le rayon le plus étendu fait à peine 10 kilomètres. En arrivant à Vouziers, le géné-

(1) Officier de l'armée du Rhin, page 62.

ral Douay qui le commande, apprend que sa droite et ses derrières sont complétement à découvert, par suite d'un ordre de l'état-major qui a fait abandonner à sa cavalerie les défilés de Grandpré et de la Croix-au-Bois.

Le jour suivant, 26, l'armée pivote sur sa droite. Pendant que le 7e corps se porte sur la rive droite de l'Aisne, par l'étroit défilé que forme le pont de Vouziers, des masses de cavalerie allemande menacent les troupes qu'il a laissées pour le couvrir à Grandpré. Ce n'était qu'une alerte, par suite d'escarmouches de cavalerie, mais qui donna la mesure de la précision de tactique du général Douay. Quand sa brigade et le régiment de hussards laissés à Grandpré le rallièrent à deux heures du matin, ils trouvèrent le 7e corps bivouaquant sur ses lignes de bataille, sa droite et sa gauche appuyées à des positions solides, abritées par des épaulements construits dans la nuit même, attendant le jour, prêt au combat.

Il était évident que l'ennemi avait pris la piste et nous rejoignait. Le plan de le gagner de vitesse était manqué : la jonction avec Bazaine devenait déjà impossible dans les conditions où on l'avait entreprise, avec les lenteurs, les hésitations du début de la marche.

Les journaux anglais, presque toujours bien renseignés, racontent ainsi les premiers incidents de cette marche sur Metz :

« Lorsque Mac-Mahon conçut la dangereuse idée de se dérober aux armées prussiennes et de venir en aide à Bazaine devant Metz, il se trompait évidemment sur ce qu'il pouvait attendre de ses soldats. Ce fut le 23 août que, marchant de Châlons à Reims, il commença son mouvement. Il est probable qu'il dut

compter sur des étapes de vingt milles par jour. Dans ses dépêches à Bazaine, il avait fixé au 31 août la date à laquelle il serait en mesure de faire lever l'investissement de Metz. Les journaux français avaient tant de fois déjà donné de fausses nouvelles ou altéré les faits, que l'annonce de ce mouvement par la presse eut pour effet de porter les Prussiens à n'en rien croire. On sait maintenant, à n'en pas douter, que le jeudi seulement ils commencèrent à soupçonner que le mouvement annoncé était une évolution réelle et non pas seulement une feinte. Dans ce cas, Mac-Mahon devait avoir alors quatre-vingts milles d'avance sur la route de Metz. Bismarck ne cacha pas son inquiétude et il paraît que l'impassible de Moltke lui-même eut un mauvais quart d'heure. Par malheur, ce jour-là, le maréchal n'était encore qu'à vingt milles. Les hommes étaient déjà épuisés ; l'armée surmenée comprenait un trop grand nombre de soldats incapables d'une marche forcée. Les armées des princes de Prusse et de Saxe commencèrent immédiatement une poursuite, dont le résultat ne pouvait être douteux, avec des étapes régulières de vingt milles par jour. »

L'alerte de Grandpré donna l'éveil au maréchal : il sentit l'ennemi sur lui. Avait-il quelque chance en livrant bataille? Il n'osa y risquer la dernière armée de la France. Il avertit le ministre de la guerre qu'il était gagné de vitesse et forcé de renoncer au plan de jonction avec Bazaine; qu'une bataille dans les conditions d'infériorité où il se trouvait vis-à-vis de l'ennemi, offrait trop de chances périlleuses et qu'il manœuvrait sur la gauche, vers les places de l'Oise et du Nord.

L'état-major était au Chêne-Populeux le 27. Une foule d'officiers généraux, d'officiers supérieurs et de tout grade dînaient avec le maréchal à la table de l'empereur. La préoccupation était profonde; une anxiété extrême se lisait sur tous les visages. Au milieu des conversations en sourdine des divers groupes, l'empereur élevant la voix, pria chaque officier, quel que fût son grade, d'émettre et de développer son opinion sur la marche de l'armée, sur l'opération stratégique en voie d'exécution. Le sentiment de la presque unanimité de ce conseil improvisé, si à même d'apprécier et de juger, ne fut pas un instant douteux : la marche de flanc compromettait l'armée.

Le conseil de guerre qui suivit, et sur la décision duquel le maréchal donna le soir même l'ordre d'abandonner la direction de Montmédy, s'appuya sur cette unanimité des officiers consultés ainsi. Le 1er corps, déjà en mouvement, dut rétrograder et marcher avec le 12e dans une direction parallèle vers le Nord; le 5e vers le Chêne; le 7e devait se porter sur Chagny.

L'ordre était pour le 28 au matin. Dans la nuit du 27 au 28, arriva cette dépêche au maréchal : — Le conseil de régence et le conseil des ministres vous supplient de rallier quand même l'armée de Bazaine, sans quoi une révolution est imminente à Paris!

Il est impossible de croire que le général de Palikao se rendît compte de la situation stratégique quand il laissa envoyer un pareil ordre au maréchal. Il eût compris que l'armée qu'il poussait de toute l'ardeur de ses désirs à Metz, avait mis six jours à faire moins de vingt-cinq lieues, et que cette lenteur faisait complétement échouer le plan de jonction sur lequel était engagée la fortune de la France.

Il fallait à Paris combattre la révolution, ou la subir si elle était la plus forte, mais laisser au maréchal son initiative entière pour sauver, s'il en avait l'inspiration ou le bonheur, l'armée et le pays. Le maréchal manqua de l'éclair d'instinct qui illuminait autrefois Condé ou Luxembourg dans le danger suprême. Il obéit à la dépêche, comme l'Empereur se résigna à « subir les conséquences de la fatalité qui s'attachait à toutes les résolutions du gouvernement. » Tous les deux donnant ainsi la preuve qu'ils n'eurent pas, à ce moment, l'intelligence à la hauteur de leur charge. L'un menant son armée à une défaite certaine, par défiance de soi-même et inertie de volonté, l'autre laissant faire, pour décliner au dernier moment une responsabilité morale tant revendiquée jusque-là ; sa responsabilité, robe de Nessus brûlante et empoisonnée, qu'il ne lui était plus donné de rejeter, qui devait éternellement rester attachée à ses épaules.

On reprit la route de Montmédy. Toute la journée du 28 fut employée en contre-ordres et en contremarches. Les quatre corps d'armée, déjà ébranlés pour suivre les routes indiquées la veille, revenaient sur leurs positions et reprenaient le chemin de la Meuse pour la traverser entre Dun et Stenay. Une vive rencontre de cavalerie, qui eut lieu près de Buzancy, faisait soupçonner la présence de l'ennemi de ce côté.

En effet, tous les renseignements signalèrent bientôt les Allemands concentrés en masses profondes vers Grandpré et Buzancy : le passage de la Meuse à Stenay devenait impraticable. On devait se hâter, les gagner de vitesse, pour arriver à franchir la rivière entre Mouzon et Sedan. Les quatre corps marchaient

rapidement le 29 vers les points différents qui leur avaient été assignés.

Le 12e corps arriva de la Besace à Mouzon, le 1er avec le quartier général, du Chêne à Raucourt. Vers midi le général Lebrun avait traversé la Meuse et occupait sur la rive droite de fortes positions en travers de la route de Carignan. Le 5e corps fut arrêté dans sa marche. Deux divisions, Guyot de Lespart et Goze, vivement attaquées sur leur flanc droit, avaient dû soutenir quatre heures de combat. Après une marche de nuit la division Labadie, restée en arrière-garde, rejoignit le corps à 7 heures du matin. Le 7e corps marchant par des chemins étroits et difficiles où quelques escarmouches lui firent perdre plusieurs heures, ne put atteindre le point qui lui était assigné, la Besace : il passa la nuit à Oches ; retard malheureux qui devait être préjudiciable au mouvement du maréchal. Le 30, les trois corps restés sur la rive gauche doivent, coûte que coûte, traverser la rivière. Le 5e corps à Mouzon, le 7e à Villers, le 1er à Remilly. La cavalerie doit couvrir la marche du 1er corps sur Remilly, du 5e sur Mouzon.

Les Prussiens se savaient à portée de l'armée française, et comptaient l'attaquer dans la journée. Ils s'étaient mis en marche avec toute la vitesse possible, dès les premières lueurs du matin. Vers 9 heures on entendait le canon à Oches, le canon des Prussiens tirant sur la queue des convois du 7e corps. Le général Douay avait quitté Oches dès le point du jour, traînant après lui, par des chemins rompus, 1,500 voitures, attelages fatigués, qui occupaient 15 kilomètres de longueur sur la route. Le maréchal vint en personne lui renouveler l'ordre de passer à tout prix

à Villers, où l'on avait jeté un pont de bateaux.

A midi et demi la tête de colonne du 7e corps entendit une vive canonnade sur sa droite et put apercevoir en même temps les flammes et la fumée de villages incendiés ; le 5e corps devait être engagé sérieusement. Le général Douay, suivi de très-près par l'ennemi, à trop grande distance d'ailleurs, à deux ou trois heures de marche du lieu supposé du combat, ne dut pas s'arrêter. Il lui fallait obéir à l'ordre impérieux de passer la Meuse à tout prix ce jour-là même. A quelques kilomètres plus loin, des groupes de fantassins à la débandade se jetaient dans ses colonnes, des soldats de la division Conseil-Dumesnil, escortant le convoi sur Mouzon, qui avaient été éparpillés par les Bavarois à la poursuite du 5e corps. Le général Douay hâtant sa marche, arrive à Beaumont à cinq heures. Craignant de trouver le pont de Villers au pouvoir de l'ennemi, il tourne à gauche sur Remilly, où il arrive vers 7 heures et prend position, attendant son tour de passer la rivière.

Déjà le canon de l'ennemi s'entendait de tous côtés, autour des positions occupées par l'armée française. Sur une passerelle établie pour deux hommes de front, sur un pont formé par des barrages aux deux rives avec quelques pontons, quelques madriers et des poutrelles, soutenant un tablier de deux mètres de largeur, déjà recouvert de quelques pouces d'eau par suite d'une inondation en amont de la rivière, tâchait de s'écouler, autre inondation, la masse inextricable de troupes, de voitures, de chevaux qui remplissaient le village de Remilly et les alentours.

A 10 heures du soir seulement, le 7e corps put commencer à effectuer son passage, lentement, diffi-

cilement, les hommes se faisant obstacle sur l'étroite passerelle, les voitures, les fourgons d'artillerie tombant dans la rivière du haut des pontons ou des barrages. Jamais, en si peu d'heures, toute cette masse ne pourrait passer; ce qui resterait au matin sur le bord serait écrasé sans défense par l'artillerie des Prussiens, établie sur les contreforts dominant le bassin de la rivière.

A deux heures, le général Douay se décida à porter sur Sedan, par la route qui suit la rive gauche, sa deuxième division d'infanterie, sa cavalerie et l'artillerie de réserve; comptant, malgré ce détour, atteindre Mouzon et Carignan dans la journée. Or, à trois kilomètres de ce passage de la Bérésina moins les glaces, vis-à-vis Bazeilles, était libre le pont du chemin de fer, que l'ennemi sut bien employer pour son passage le lendemain, et que personne à l'état-major ne sut indiquer à notre armée en détresse. Pas un officier, paraît-il, n'était au courant de ce détail topographique; personne n'avait songé à s'en informer dans le pays : pas un éclaireur n'avait rencontré ou signalé ce pont, à trois kilomètres de distance.

Le 1er corps d'armée avait passé la Meuse le matin, vers 9 ou 10 heures, à Villers et à Mouzon. De là il avait continué sa route sur Carignan où il arrivait vers 4 heures. Le 5e ne devait pas être si heureux : par lui allait commencer le désastre.

Il était arrivé, après une marche de nuit fatigante, vers 7 heures du matin, devant le village de Beaumont et y avait dressé son camp. Le général de Failly avait soutenu un long combat la veille, il savait si bien l'ennemi à portée et en disposition d'attaquer, qu'il demandait des renforts au maréchal.

Par quelle aberration inexplicable le général va-t-il « établir son camp tout autour d'un village, sans la moindre grand'garde de cavalerie, sans même de petits postes d'infanterie? Il y a devant le front de bandière un factionnaire, comme au camp de Châlons! » C'est un témoin qui parle ainsi, un homme du métier.

Tout à coup, vers midi, tonnent des décharges répétées d'artillerie et de mousqueterie; une grêle mortelle de boulets et d'obus tombe comme un orage sur le camp : c'est une attaque subite, complétement imprévue.

Au milieu d'un grand mouvement stratégique que chaque heure rendait plus difficile, où chaque corps avait son poste et sa tâche marqués à l'endroit et à l'instant précis, pour concourir à l'ensemble, et dont le résultat était le salut ou la perte de la France; quand la chance était contre nous toujours plus menaçante, comment l'armée pouvait-elle être ainsi prise à l'improviste? Ne semble-t-il pas que le général, que chacun des chefs de corps, des officiers ayant charge d'une division, d'un régiment, d'une compagnie, tout en gardant le calme intérieur pour soutenir le moral de sa troupe, devait, pendant ces jours funestes, avoir incessamment le cœur serré, l'œil à l'horizon, dans l'angoisse de l'attente?

Les soldats de corvée étaient à la distribution dans le village; les autres, pour la plupart, nettoyaient leurs fusils démontés, soin d'obligation fréquente pour ces armes de précision; le reste faisait la soupe. Les chevaux de l'état-major étaient au repos, dessellés et débridés dans les écuries, comme en pleine paix.

En racontant de tels faits, on dit la cause immédiate des désastres. On attend, pour la comprendre et

l'apprécier, la défense que les officiers, responsables du malheur de la France et du sang de ses enfants, doivent sans tarder faire entendre devant l'histoire et devant les conseils de guerre. On se souvient de cette sentence du grand Frédéric : « Une troupe peut être battue, elle ne doit jamais être surprise. »

Le 4e corps prussien venant de Nouart, soutenu à gauche par le 1er corps bavarois, à droite par le 12e saxon, exécutait ainsi une attaque combinée sur Beaumont.

On put voir alors l'effort soudain d'une défense rapide et vaillante : les hommes de cœur, les premiers prêts, se précipitant sans hésiter en avant pour donner à l'armée le temps de se former ; mais en même temps le désordre presque irrémédiable, soldats cherchant leurs corps tout en tiraillant sous le feu, généraux, officiers courant après leurs hommes ; l'impossibilité de se former, d'organiser une tactique, et bientôt, quand les plus braves, quand ceux qui de premier mouvement courent sus au danger sont tombés, le découragement qui s'étend, fait fléchir puis tourbillonner la masse ; enfin la panique, la déroute !

Le 4e corps prussien poursuivit les Français de Beaumont à Mouzon, pendant que le 1er bavarois, rejetant l'aile droite du 5e corps sur Vonck, puis sur Mouzon, rencontrait et rompait les dernières compagnies de la division Conseil-Dumesnil, escortant les bagages du 7e corps, et les repoussait en désordre sur Raucourt.

En entendant le canon de la bataille de Beaumont, le maréchal, sur l'autre rive de la Meuse, crut d'abord comme le général Douay à une escarmouche. Vers deux heures, il fit repasser la rivière à une de ses

brigades et à une division de cavalerie, qui arrivèrent bien à propos pour protéger les débris de l'armée de Failly. Elle put alors effectuer son passage sur la rive droite et se reformer à l'abri du 12e corps.

Dans cette cruelle journée, l'armée perdait 1,500 hommes tués ou blessés, 3,000 prisonniers, 25 canons, les effets de campement et les bagages du 5e corps.

CHAPITRE VII.

BATAILLE DE SEDAN.

Le soir, la fortune offrait peut-être encore une chance à la France, si le maréchal était resté ferme dans son programme : livrer bataille à la première armée qui attaquerait. En effet, dans les fortes positions occupées par le 12e corps, le front couvert par la Meuse, appuyé à des hauteurs dominantes, il pouvait avoir l'avantage dans un engagement le lendemain. Une bataille même indécise, dans ces conditions, aurait fait éprouver à l'ennemi des pertes assez considérables, pour arrêter son offensive et ménager à l'armée française le temps de gagner Sedan, puis Mézières, par la rive droite, et de manœuvrer ensuite sous l'abri des places du Nord.

Mais le maréchal manqua de décision. En voyant le 5e corps traverser la rivière en désarroi, il jugea la perte plus grande qu'elle ne l'était en effet. Les troupes débandées de la division Conseil, du 7e corps, entraînées dans la déroute, lui firent supposer que le général Douay, qu'on voyait gagner Sedan par la rive

gauche avec sa dernière division, son artillerie et sa cavalerie, avait été culbuté comme Failly et fuyait en désordre. Découragé alors, sans prendre le temps de se renseigner suffisamment sur la position réelle de ces deux corps, il abandonna son plan de marcher en avant sur Montmédy et donna l'ordre de tourner vers Sedan, point de ralliement où il voulait concentrer l'armée.

Dans la nuit même partit le 5e corps passant par Carignan : il arriva à Sedan sur les glacis de la place au nord-est à trois heures du matin. Le 1er corps, qui devait suivre le 5e, fit d'abord filer ses bagages en avant, partit de Carignan le 31 au matin et arriva vers onze heures du soir sur les hauteurs de Givonne où il s'établit.

La place de Sedan ne pouvait être pour l'armée ni un abri, ni une défense. Mal armée, mal approvisionnée, dominée de tous côtés par des hauteurs d'où l'artillerie à longue portée pouvait l'écraser tout entière en quelques heures, elle n'avait d'importance que par sa position sur la ligne du chemin de fer la reliant à Mézières et à Paris.

L'Empereur à Carignan, où il se trouvait avec le corps du général Ducrot lors du mouvement de retraite, prit le chemin de fer jusqu'à Sedan. Il lui était facile de continuer jusqu'à Mézières et de se mettre à l'abri, le maréchal lui en donna le conseil, mais quelle position pouvait-il prendre ? Chef de l'État, chef de l'armée, hors de l'État, hors de l'armée : embarras pour l'État à Paris, embarras pour l'armée devant l'ennemi. Restait le rôle de soldat : il voulut garder au moins celui-là et s'arrêta à Sedan. Il en avertit l'armée dans sa dernière proclamation, le 31 août.

« J'ai voulu donner le commandement des armées aux maréchaux que désignait plus particulièrement l'opinion publique... Dans ces graves circonstances, l'Impératrice me représentant dignement à Paris, j'ai préféré le rôle de soldat à celui de souverain. »

Le 12e corps, resté pendant la nuit du 30 sur ses positions pour couvrir le mouvement, se mit en route le 31, par Douzy, suivant la rive droite de la Meuse.

En arrivant à la hauteur de Bazeilles, il trouva les Prussiens occupant déjà le village : l'infanterie de marine les en chassa, après un combat meurtrier qui dura jusqu'à six heures et les repoussa sur les hauteurs de la rive gauche. Le 7e corps, dont une partie avait été éparpillée dans sa marche de la veille et au passage de la Meuse, se retrouva à peu près au complet vers midi, campé au nord-est de Sedan.

Le 31 au matin les armées prussiennes, sans que les Français en eussent entièrement conscience, les entouraient peu à peu comme un cercle de rabatteurs, les ramassaient à Sedan comme dans un entonnoir, et précisant leurs mouvements, tendaient à les envelopper à l'est et à l'ouest de la place.

Pendant que les Prussiens étaient aux prises avec le 12e corps à Bazeilles, le général Douay mal posté d'abord dans des prairies en avant de la place, où il aurait pu être écrasé le lendemain, sans pouvoir se défendre, par l'artillerie de l'ennemi plongeant des hauteurs, prenait position sur le plateau qui va de la Garenne au village de Floing, sa 3e division (Dumont) s'étendant vers la Chapelle.

Il apprit alors que des masses considérables de l'armée prussienne passaient la Meuse au-dessous de Sedan, au pont de Donchery et au pont du chemin de fer.

L'état-major avait donc négligé d'explorer le cours de la Meuse, entre Sedan et Mézières, et de couper les ponts qui pouvaient donner passage à l'ennemi. Dix mille hommes au moins étaient déjà passés sur la rive droite. Le général Douay sentant que le 7e corps était incapable d'attaquer après vingt heures de marche, sans nourriture et sans sommeil, fit prévenir le maréchal, qui ne put s'opposer à ce mouvement de l'ennemi ou n'y attacha qu'une importance secondaire. Il crut voir la véritable attaque à Bazeilles dont le pont, si disputé la veille, avait été abandonné vers le soir par nos troupes, sans qu'on puisse comprendre le motif de cette manœuvre, et sans qu'on eût pris la précaution de le faire sauter. Les Prussiens profitant de cette inexplicable incurie, l'occupèrent dans la nuit du 30 au 31, et y firent passer une masse de troupes et de matériel. Le reste traversait la rivière à Donchery, où le 11e corps allemand avait en outre établi deux ponts de bateaux; plus à gauche encore, au pont de Dom-le-Ménil que tenait une division wurtembergeoise.

Le maréchal était déjà autant dire entouré sans s'en douter. A l'état-major à peine voulait-on écouter les rapports arrivant de tous côtés sur l'approche des Allemands : on comptait avoir devant soi un jour de répit. Aucun ordre ne fut donné en prévision d'une attaque sérieuse, d'une bataille.

Un officier d'état-major envoyé de Mézières par le général Vinoy qui y commandait le 13e corps, pour prendre les ordres du maréchal, eut à repartir sans avoir pu communiquer avec lui. Chaque chef de corps dut rester dans ses positions, sans instructions, sans ordres pour agir dans une tactique d'ensemble; cha-

cun était abandonné à lui-même. Il semblait qu'on eût reçu pour mot d'ordre, au quartier général, le mot fatalement célèbre : à demain les affaires !

Le matin du 1er septembre l'armée se trouvait donc massée autour de la ville dans l'ordre du mouvement de retraite.

Le 7e corps sur la route de Mézières formait l'aile droite, occupant le terrain depuis Floing jusqu'au calvaire d'Illy. Au centre le 1er corps avait pris position sur les hauteurs de Daigny, entre la petite Moncelle et Givonne. Le 5e corps, commandé depuis la veille par le général de Wimpffen remplaçant le général de Failly, se déployait dans l'ancien camp retranché, sur les hauteurs qui dominent les fonds de Givonne. Le 12e corps, observant la route de Mézières à Montmédy par Carignan, le chemin de fer et le passage de Bazeilles, occupait la Plâtrière, la Moncelle et la petite Moncelle.

L'armée décrivait ainsi une courbe faisant face à Sedan, à trois ou quatre kilomètres de distance, du sud-ouest au nord-ouest, les deux ailes appuyées à la Meuse.

Pas de ligne de retraite assurée : devant soi un piége inextricable, la ville, si par malheur l'armée s'y laissait refouler : la route déjà coupée à l'est vers Carignan, à l'ouest vers Mézières par des forces supérieures. En occupant avec de grandes forces les hauteurs de Givonne et d'Illy, on se gardait la seule issue, la route de Belgique, asile neutre où l'armée sauvée matériellement resterait perdue pour la France ; et encore fallait-il songer à temps à se ménager cette dernière et fatale voie de salut.

La tactique des 230,000 hommes qui allaient en-

serrer les 120,000 de l'armée française était d'attaquer à la fois, par la droite et par la gauche, avec deux grandes masses qui devaient tourner les deux ailes, faire leur jonction sur les hauteurs au-dessus de Sedan, et envelopper ainsi l'armée.

Un corps de réserve, infanterie et cavalerie, restait dans la plaine de Donchery coupant la route de Mézières. Des hauteurs de la rive gauche, à Remilly et à Wadelincourt, une immense artillerie, très-supérieure à la nôtre, était déjà en mesure de foudroyer tout l'espace que nous occupions sur la rive droite.

Ce plan fut exécuté de point en point, avec l'aplomb d'une force irrésistible, à partir de cinq heures du matin. Sur la droite, la marche en avant du 12e corps prussien et de la garde se dirigeait vers la ligne de la Moncelle-Givonne. Le 1er corps bavarois commençait l'attaque sur Bazeilles. La 8e division du 4e corps et toute l'artillerie de réserve soutenait le 1er corps bavarois, avec une réserve à Mairy. A l'aile gauche, le 11e corps marche au point du jour sur Vrigne-aux-Bois et Saint-Menges, suivi par le 5e corps et la 4e division de cavalerie qui devait dépasser l'infanterie à un moment donné et se rabattre sur le plateau d'Illy. Le 6e corps se tenait prêt à couper la retraite de l'armée française à Attigny.

« C'est en présence d'un danger aussi imminent, dit l'officier dont nous suivons le récit, d'une manœuvre aussi hardie de l'ennemi qui dans quelques heures va nous couper toutes nos lignes de retraite, que le maréchal reste indécis et sans donner d'ordres. Il n'y avait, à ce moment, qu'un moyen d'échapper à un désastre; c'était de laisser dans la place tous les gros impédiments de l'armée, bagages, convois, ambulan-

ces, même les voitures trop lourdes de l'artillerie, et de faire une marche rapide et énergique sur Mézières, en se couvrant de la Meuse et en contenant par une forte arrière-garde l'ennemi qui se serait évidemment mis à notre poursuite, mais qui eût été retardé par les difficultés énormes du terrain et aussi par le feu de la place. On ne pouvait songer à faire une trouée vers l'est; car en admettant que nous échappions ce jour-là à l'armée du prince royal, nous nous serions un peu plus tard trouvés pris entre deux feux.

» Il n'y avait pas une minute à perdre, mais avec de l'énergie tout pouvait être sauvé. Malheureusement le maréchal succombait sous une tâche aussi lourde et la vue de l'abîme dans lequel son obéissance aveugle avait jeté l'armée, achevait de paralyser ses moyens (1). »

Le maréchal avait eu la carrière militaire la plus heureuse jusqu'à cette campagne. Sa fortune en s'éteignant dans la grande infortune de la France, lui gardait une dernière faveur. Accouru aux avant-postes, où il s'exposait avec son habitude d'imprudente bravoure, pour donner quelques ordres de détail et diriger les mouvements du 1er corps, il fut blessé presque mortellement. L'Empereur, appelé par le maréchal au premier bruit de l'attaque, était monté à cheval pour le rejoindre : il rencontra en route le triste et glorieux convoi. Combien dut-il regretter alors et depuis que pareille fortune d'une blessure mortelle ne lui eût pas été aussi réservée !

Le commandement était libre : c'était le moment ou jamais de le reprendre bravement et sans hésitation, de parcourir le front des troupes où le nom de Napo-

(1) *Campagne de* 1870, par un officier de l'armée du Rhin.

léon avait encore quelque prestige, et où des colonels blessés à mort criaient encore sur son passage : Vive l'Empereur! C'était le moment de recommencer pour l'histoire la charge suprême de François Ier à Pavie. Il fallait se refaire général en chef, au moins pour mourir. On n'aurait pas regagné la victoire perdue, sans doute, on n'aurait pas sauvé la France ni la dynastie, mais le pays eût été moins humilié dans ses instincts de vaillance; mais captif, blessé ou mort, vous auriez retrouvé pour vous aussi, ô Empereur, le mot qui depuis plus de trois siècles, a consolé la France d'un de ses plus grands désastres : — Tout est perdu fors l'honneur!

Le maréchal, au moment d'être emporté du champ de bataille, avait remis le commandement au général Ducrot, que l'armée pouvait croire au courant du plan de bataille de son général en chef. Il était huit heures. Le prince royal de Saxe, avec le 12e corps allemand, avait attaqué dès six heures du matin la Moncelle et Daigny dont il s'était emparé, rejoignant à gauche le 1er corps bavarois. Notre division d'infanterie de marine, en première ligne entre Bazeilles et la Moncelle, lui tenait tête avec résolution.

Le nouveau général en chef eut alors l'inspiration de combattre le mouvement tournant de l'ennemi par une manœuvre de même nature. « Il donna l'ordre au général Lebrun, commandant le 12e corps, de battre en retraite par son aile droite en pivotant autour de Givonne. En même temps il lançait vis-à-vis de Daigny la 2e brigade de la division Grandchamp, soutenue à gauche par la division de Lartigue du 1er corps, avec

(1) *Campagne de* 1870, par un officier de l'armée du Rhin.

mission de s'emparer du plateau qui se trouve entre Givonne et Villers-Cernay et de s'y maintenir. Il voulait ainsi pousser son aile gauche en avant et tenter de rejeter l'armée prussienne vers la Meuse. L'idée était bonne, mais le mouvement fut exécuté d'une façon hésitante, timide, surtout avec trop peu de forces. Il fallait former une énorme colonne d'attaque, précédée de toute l'artillerie de réserve des 1[er] et 5[e] corps et marcher résolûment en avant. Réduite aux proportions adoptées par le général Ducrot, cette attaque ne pouvait rien produire.

» La brigade de Grandchamp occupa successivement deux positions sur le plateau, s'y maintint jusque vers midi, puis forcée de retraverser le fond de Givonne, elle se plaça derrière les troupes engagées sur ce point. La 2[e] division de la garde prussienne venait en effet d'enlever les villages de Daigny et d'Haybes.

» Le résultat de cette manœuvre se trouvait donc nuisible, car nous avions abandonné le village de Bazeilles, qui était un excellent point d'appui pour la droite de notre ligne de bataille. »

A ce moment, le général de Wimpffen réclama le commandement en chef, comme étant le plus ancien de grade des quatre commandants de corps d'armée. A ce sujet une altercation assez vive s'éleva entre lui et le général Ducrot sur le champ de bataille, en présence de l'Empereur. Une commission du ministre de la guerre, dont le général était porteur depuis son arrivée et qui lui donnait le commandement, dans le cas où le maréchal se trouverait hors de combat, décida la question. Jugeant que le mouvement tenté sans succès par le général Ducrot pouvait laisser compromis le centre et la droite de l'armée, il rétablit le 1[er] corps

dans ses positions du matin, renforçant la gauche avec la brigade Saurin, du 5e corps.

A notre gauche, le combat s'était engagé vers huit heures. L'ennemi dirigeait un feu très-vif d'artillerie sur le 7e corps, débordant notre droite et nous forçant à nous étendre rapidement, pour lui faire front, le long des crêtes du plateau vers Illy.

Sur toute la ligne l'action n'était qu'un combat d'artillerie où la supériorité de l'ennemi ne s'était pas prononcée encore. Vers dix heures, de fortes colonnes prussiennes, descendant des hauteurs de Saint-Menges, se lancent à l'attaque de nos positions : elles sont arrêtées pendant deux heures par nos batteries de mitrailleuses, et toujours renouvelées par de nouvelles masses fauchées à leur tour.

Nos lignes étaient encore intactes, mais la supériorité de l'artillerie ennemie semblait se prononcer davantage, de moment en moment, à mesure que s'étendait de plus en plus son action circulaire.

Vers midi, le commandant du 7e corps demanda du secours ; une partie de ses troupes postées dans le bois de la Garenne étaient écrasées par un feu meurtrier. Le général de Wimpffen se porta de ce côté avec une partie de la réserve

« Les obus prussiens exerçaient sur ce point d'épouvantables ravages dans nos rangs. Impossible de tenir devant une pareille pluie de fer et de feu. On essaya d'opposer trois batteries françaises à l'artillerie ennemie; ces trois batteries, désorganisées en moins de dix minutes, durent être retirées. La cavalerie reçut ordre de s'abriter dans une clairière au centre du bois et ce ne fut pas sans difficulté que l'infanterie put maintenir sa position. »

La journée était décidément une bataille d'artillerie. Terrible conflit où l'avantage reste inévitablement à l'armement supérieur et au nombre, où la mort vient de tous côtés sans qu'on puisse la voir venir; une de ces batailles préparées par la science moderne des engins mortels, où l'on tue, où l'on meurt par jonchées, à des distances que l'œil de l'homme ne peut franchir à l'horizon.

Toute l'artillerie prussienne concentrait son feu sur le plateau occupé par le général Douay. Le sol était à la lettre labouré. Les cuirassiers abrités, semblait-il, dans la clairière, attendaient l'ordre de charger, immobiles sur leurs chevaux, l'épaule pliée sous la cuirasse, dont l'acier crépitait sous les projectiles de toute nature qui leur arrivaient comme des bourrasques de grêle, et couchaient chacun à son tour, hommes et chevaux. Un officier qui y resta parmi les couchés à terre, blessé grièvement, nous faisait frissonner en racontant depuis l'attitude calme et résignée de ces obscurs héros, huit cents au début, trente à la fin de la journée.

Enfin, le général Douay dut envoyer prévenir qu'il ne pouvait plus tenir et que la retraite par sa droite, sur Illy, lui était devenue impossible en présence des forces considérables qui se trouvaient devant lui. Les troupes du 1er corps, occupant le plateau près de la route d'Illy, venaient de l'abandonner et se repliaient sur les bois en arrière. Deux batteries y étaient restées seules, abandonnées, les artilleurs continuant leur feu; le général les fit soutenir par deux bataillons qui tinrent là plus de deux heures, jusqu'au moment où le général en chef put envoyer à l'aide la brigade Lefèvre du 1er corps.

Cependant nous perdions peu à peu du terrain sous le feu de l'ennemi. Ses colonnes, descendant des hauteurs, prenaient tour à tour l'offensive à mesure que tout l'espace entre elles et Sedan était couvert comme d'une pluie de projectiles. Vers deux heures, le 5e corps prussien arrivant de Fleigneux et la garde venant de la Chapelle, se rejoignirent sur le plateau d'Illy : l'armée française était entourée, la bataille était perdue.

A la gauche du 7e corps, les mitrailleuses qui depuis deux heures arrêtaient les colonnes ennemies, avaient épuisé leurs munitions ; on voulut les remplacer par de l'artillerie de la réserve, elle fut démontée par les feux convergents de l'ennemi avant d'être mise en batterie. Alors, dernière et inutile ressource des moments désespérés, la cavalerie fut lancée contre les masses qui s'ébranlaient de tous côtés pour achever de nous écraser.

Une division tout entière était là depuis plusieurs heures sous le feu de l'ennemi ; le 1er et le 4e régiment de cuirassiers, le 2e et le 3e de chasseurs d'Afrique, commandés par le général de Margueritte, décimés à distance, exaspérés de leur longue et mortelle inaction, attendant le signal.

Il paraît qu'on put entendre, dominant un instant tous les bruits de la bataille, le cri d'ardeur désespérée : — En avant ! courant sur le front de cette masse d'hommes et de chevaux, répété par les mille voix des chefs de corps et des officiers.

En même temps, généraux, colonels, chefs d'escadrons, enlevant leurs colonnes ébranlées, les lançaient comme un ouragan à une mort certaine sur les masses allemandes. Ce fut comme la charge glorieuse et insensée des cavaliers anglais de lord Cardigan, à Ba-

laclava. Une course en avant terrible, à fond de train, à travers des nuées de mitraille et d'obus, contre des rangs de poitrines solides comme des murailles, hérissés de baïonnettes et de feux incessants, devant lesquels venaient s'abattre hommes et chevaux.

Repoussés, ils s'éparpillaient, faisaient demi-tour et couraient se reformer en arrière, pendant que de nouveaux escadrons lancés à leur tour, prenaient leur place comme une vague après une vague, et que retentissait l'infatigable commandement : — En avant ! Inutile héroïsme ! — Non, exemple chevaleresque à faire tressaillir les entrailles du pays ! Bientôt les cris de commandement s'amoindrirent, s'éteignirent peu à peu ; des chevaux avec leurs selles vides, les étriers battant leurs flancs, revenaient seuls au galop, par pelotons effarés, passant à travers les intervalles de l'infanterie et cherchant d'instinct à se reformer derrière les lignes de bataille.

A l'aile gauche, le 12e corps, général Lebrun, tenait encore. Les deux divisions d'infanterie de marine, commandées par le général Martin des Paillères, maintenaient leurs positions avec une inébranlable fermeté. Le général en chef tenta une dernière manœuvre de ce côté. Il s'agissait de dégager la droite par un mouvement offensif qui pourrait jeter dans la Meuse une partie de l'armée ennemie, et de s'ouvrir un passage dans la direction de Carignan, vers Montmédy. Il fit prévenir et appeler l'Empereur : en même temps il renforçait le général Lebrun de tout ce qu'il put détacher du 1er et du 5e corps. Le mouvement fut exécuté avec un irrésistible élan : le général des Paillères, à la tête de son infanterie de marine, renversa les premières colonnes ennemies.

Le général en chef avait compté sur le concours du 7e et du 1er corps : d'après ses ordres ils devaient suivre le mouvement et l'appuyer comme réserve et arrière-garde. Mais les deux corps luttaient depuis le matin, le 7e surtout, contre des forces supérieures : abordés en ce moment même sur le plateau par des masses ennemies, ils ne purent suivre longtemps le mouvement offensif du 12e et furent refoulés sous la ville. Le général rallia alors toutes les troupes qui n'étaient pas encore sous le canon de la place, se mit à leur tête avec son état-major, et se lança sur les traces du 12e corps, en escaladant les hauteurs par la route de Givonne. Embarrassée par les clôtures de jardins, les haies, les parcs, la colonne oblique à droite, rencontre enfin un chemin qu'elle suit en toute hâte et qui la mène droit sur la porte de Balan : il fallut revenir.

Au moment où le général de Wimpffen, lui offrant d'ouvrir un passage à travers l'ennemi pour sauver sa liberté, fit avertir l'Empereur de venir se joindre au mouvement offensif du 12e corps, Napoléon fut-il dans l'impossibilité de se frayer un chemin pour sortir de la ville à travers les masses, soldats, chevaux, caissons, bagages, encombrant toutes les issues? Fut-il obligé de voir le dernier effort du haut d'un bastion sans pouvoir s'y joindre? Il fit répondre qu'il ne voulait pas sacrifier à son salut, dans une tentative désespérée, la vie d'une foule de braves gens. Il manqua une dernière fois d'inspiration, sinon de vaillance.

Qu'importe à l'histoire que pendant cette fatale journée il se soit porté obscurément sur les divers points du champ de bataille ; qu'il se soit tenu pendant plusieurs heures, sous la grêle du feu ennemi, avec un calme dédain ou un oubli profond du danger? Ce

n'était pas cette vulgaire intrépidité qui suffisait à la situation. Il lui fallait devant l'armée, devant la France atteinte dans tous ses orgueils, se ménager, à ce moment suprême, la mise en scène du courage.

Napoléon ne comprenait-il plus ce qui avait tant de fois dans le passé assuré son succès, son action sur les masses? Depuis le 6 août, il était atteint dans les dernières lueurs de sa lucidité. Quoi qu'il fît pour s'effacer, on commençait à s'en prendre à lui de tout. Les uns disaient que son escorte et sa suite compromettaient les mouvements de l'armée; d'autres, que son influence imposait de fausses manœuvres au trop faible maréchal. Ses ennemis ajoutaient que, déchu du commandement de l'armée, il cherchait encore à se faire illusion en restant au moins avec les bagages.

Le mouvement du général Lebrun s'était forcément bientôt ralenti devant des forces très-supérieures. Malgré les renforts, malgré l'effort des réserves qui donnèrent tout entières, le 12e corps et ce qu'il avait rallié du 1er, ne purent entamer l'ennemi et faire leur trouée.

Alors peu à peu commença la retraite, sans direction, à travers les forêts, les champs, vers la route de Belgique. Une brigade des dernières engagées fut coupée, enveloppée, tout entière obligée de mettre bas les armes, après s'être fait écraser. Les rangs étaient rompus, la confusion, le désordre extrêmes. Officiers de tout rang, généraux, colonels, soldats, étaient pêle-mêle et les batteries prussiennes tiraient sans relâche sur ces masses désorganisées.

Bientôt toute l'aile gauche, cette solide troupe qui venait de tenter le dernier effort de la journée avec un commencement de succès, coupée du centre, entourée,

brisée par les feux de l'artillerie, plia, fléchit, rompit les rangs et se dispersa par les chemins, dans la forêt, poursuivie dans toutes les directions par des détachements de cavalerie prussienne. 15,000 hommes tombèrent tués ou blessés dans ces deux dernières heures, 8,000 furent faits prisonniers.

Le bourg de Bazeilles brûlait depuis le matin au milieu des combattants. Les premières maisons avaient été mises en flamme, par l'artillerie française et allemande, mais sur le soir la destruction fut achevée par les Bavarois, dont ces murs calcinés garderont la mémoire. Les malheureux paysans qui n'avaient pu s'enfuir à temps de leur village, devenu le centre du plus grand effort du combat, atteints par les deux armées, accusés par les Allemands d'avoir pris part au conflit et tiré sur eux, furent repoussés dans les flammes et brûlés sans pitié, hommes, femmes et enfants, sous les ruines de leurs maisons. Lamentable et à jamais odieux excès de cette effroyable guerre !

A cinq heures et demie la canonnade cessa, le pavillon blanc flottait sur la citadelle de Sedan.

Avant ce moment fatal, vers trois heures, le cercle immense des Allemands se resserrait de plus en plus sur nos troupes pliant de tous côtés, en retraite sous la place, s'engouffrant aux portes et derrière les fortifications, pendant que chaque coup de l'artillerie ennemie portait dans la masse.

L'Empereur était dans la ville encombrée, d'où il n'avait pu sortir à l'appel du général Wimpffen. Voyant du haut des remparts la journée perdue, la boucherie des troupes entassées, il envoya prier le général en chef d'entrer en négociations avec l'ennemi et de faire cesser le feu.

Wimpffen arrivait vers la ville après sa dernière tentative de Balan : il déclina la mission dont le chargeait l'Empereur, résolu qu'il était de tenter un dernier effort.

Tout à coup on entend battre la charge dans les rues, sur les remparts, sur les glacis ; en même temps des officiers parcourent les rangs criant à haute voix et annonçant qu'on vient de signaler l'armée de Bazaine. Il accourt de Metz : un dernier coup de collier, disent les vieux chefs, dans leur langue imagée, un dernier effort de courage et l'on peut le rejoindre, manœuvrer de concert, sauver la journée.

Ainsi l'on tentait de galvaniser ces masses par un éclair, par une nouvelle insensée.

Mais les soldats étaient excédés de fatigue, épuisés par trois jours de marches et de combats, démoralisés par la défaite, par la conscience de la tâche impossible, affaiblis jusqu'au vertige par le manque de nourriture, beaucoup par l'excès des derniers apaisements de la faim après un long jeûne.

Résignés, indifférents au danger dans cette ville qui ne pouvait être défendue, qui ne leur offrait pas même un abri précaire contre le feu incessant de l'artillerie allemande, ils restaient couchés dans les rues, sur les remparts, sur les glacis, débris informes d'une armée écrasée.

Deux ou trois mille à peine, auxquels vinrent se joindre des gardes mobiles et quelques braves habitants de Sedan, répondirent à l'appel du général. A leur tête il tenta encore une fois de rejoindre le 12e corps, atteignit Balan d'où il chassa l'ennemi, mais ne put percer jusqu'au général Lebrun. Sa troupe dispersée, il rentra à Sedan vers six heures. La circula-

tion était devenue impossible dans la ville encombrée.

Il semble que 80.000 hommes si acculés, si cernés qu'ils soient par 250,000, peuvent toujours faire une trouée, comme une harde de sangliers aux abois force l'enceinte, en laissant derrière elle, aux chasseurs, la sanglante rançon de son salut. L'animal résiste, combat et mord tant qu'il lui reste un souffle ; l'homme se résigne. Les ordres, les menaces, les prières, restaient impuissants devant l'inertie profonde, complète. Une attaque des Prussiens eût été un massacre. D'ailleurs il restait peu de munitions, des vivres seulement pour un jour : les convois avaient rétrogradé dès le matin sur Mézières.

Les commandants avaient depuis longtemps déjà fait annoncer à l'Empereur qu'on ne pouvait plus compter sur ce qui leur restait de troupes, encore en ligne hors de la place, exténuées qu'elles étaient de fatigue et de faim après douze heures de combat acharné et inégal. Dans la ville, les maisons, l'hôpital, les hommes et les chevaux abrités dans les cours, étaient atteints de minute en minute : deux généraux avaient été tués dans la rue.

L'Empereur essaya alors de faire parvenir au général de Wimpffen le conseil de demander un armistice à l'ennemi, chaque moment de retard augmentant le nombre des victimes. En attendant la réponse du général qui ne venait pas, à la vue de tant de sang versé inutilement dans cette position désespérée, il se décida à faire arborer le drapeau blanc sur la citadelle.

Le roi de Prusse avait déjà envoyé un officier pour sommer la place de se rendre. L'Empereur fit conduire le parlementaire au général en chef. Celui ci, effrayé des suites de la responsabilité dont il payait son jour

de commandement, envoya sa démission, que l'Empereur refusa d'accepter : le général dut se résigner à se rendre au quartier général prussien. Là, le général de Moltke, tout en rendant justice à la bravoure de l'armée française, laquelle au nombre de 70,000 hommes en ligne, il le savait, avait tenu tête à 250,000 renforcés par une nouvelle armée de 80,000 hommes, arrivée à la fin de l'action, exigea que l'armée se rendît à discrétion, prisonnière de guerre.

Le général ne pouvant se résoudre à prendre sur lui d'accepter de si dures conditions, l'impassible Prussien voulut bien lui montrer de la main les positions de l'armée allemande, entourant de tous les côtés la ville comme abîmée dans le fond d'un gouffre. Il lui fit compter de l'œil la terrible artillerie qui avait fait la victoire, toutes les batteries tenant la place à merci sous leurs feux convergents. Enfin il lui donna à réfléchir jusqu'au lendemain pour dernier répit : à neuf heures, si la capitulation n'était pas signée, le bombardement commencerait.

Avoir pris presque violemment le commandement, le matin même, pour endosser la perte d'une telle bataille, pour signer de son nom une telle capitulation !

Le 2 septembre, au point du jour, le général assembla un conseil de guerre dont firent partie trente et un officiers généraux. On se rendit compte de la situation, on reconnut qu'il n'y avait pas d'altérnative possible, qu'un refus de capituler amènerait non un combat, mais une boucherie ; à l'unanimité moins deux voix le général eut ordre de traiter.

A neuf heures il était de retour au quartier général prussien. On dit qu'il obtint alors quelques adoucissements aux conditions premières : lesquels?

L'armée entière avec son matériel, armes, chevaux, voitures, munitions, était prisonnière de guerre et transportée en Allemagne. Était-ce donc un adoucissement la clause qui permettait aux officiers qui voudraient se retirer en France, prisonniers sur parole, en s'engageant à ne rien faire contre les intérêts de la Prusse pendant la durée de la guerre? mauvaise inspiration qui désagrégeait la famille militaire, le régiment; qui séparait dans l'adversité l'officier du soldat; mortelle blessure à l'esprit de l'armée, à sa discipline, à la foi dans ses chefs.

Beaucoup le comprirent ainsi qui voulurent partager la captivité trop réelle de leurs hommes, de leurs enfants, disaient les vieux chefs de corps, les vieux capitaines. L'exemple vint de haut : du maréchal, plus navré mortellement de l'âme que du corps; du général en chef de Wimpffen qui ne voulut pas séparer son sort de celui de ces braves gens, et qui tint à porter ainsi jusqu'au bout avec eux la solidarité de son fatal commandement d'un jour.

Il dut, dernière amertume, annoncer la capitulation à l'armée qui avait pu apprécier son activité, son courage à lutter jusqu'à la fin en général et en soldat contre la fortune.

Les pauvres prisonniers furent parqués pour la plupart, en attendant le départ pour l'Allemagne, dans la grande presqu'île de prairies humides formée par un détour de la Meuse à Florenville. Ils étaient là plus sous la main et la surveillance des vainqueurs. Misérables, souffrant de la faim et du froid en face des Allemands repus, au scandale des officiers anglais et américains qui suivaient la campagne, écœurés de la dureté indifférente des chefs et de soldats prussiens pour

ces vaincus, débris éteints et démoralisés sans doute, mais enfin débris de trois longues journées de combats vaillamment soutenus.

Il y a eu autrefois une fraternité du champ de bataille, qui faisait qu'après le combat, le soldat vainqueur tendait sa gourde au soldat vaincu et prisonnier. Attila faisait lier à son char les chefs des peuples écrasés. Vous avez gardé, froids et farouches descendants des Huns, l'instinct de vos pères qui faisaient du prisonnier de guerre un esclave hors du droit de l'humanité. Quand le jour de la France reviendra, nos enfants, à l'éternel honneur de leur race, ne feront pas comme vous faites, dédaigneux et durs vainqueurs d'hier (1).

Les prisonniers français purent un instant oublier

(1) Un officier anglais correspondant du *Daily Telegraph*, journal sympathique à la Prusse, donne les détails suivants sur la position de l'armée française prisonnière :

« Vendredi dernier a eu lieu la capitulation de 80,000 soldats de Mac-Mahon. Pourriez-vous croire que depuis, et pendant cinq jours entiers, tous les hommes de cette armée et tous les officiers qui n'ont pas voulu signer l'engagement de ne plus servir contre la Prusse pendant la guerre actuelle, ont été laissés en plein air, sans tente et sans abri d'aucune sorte, et avec la nourriture à peine suffisante pour empêcher de mourir.

Hier j'ai entendu parler de l'affreuse situation où étaient ces hommes, mais, je n'ai pas voulu le croire, et aujourd'hui je me suis rendu moi-même à Florenville pour en juger de mes propres yeux. Sur une prairie, non-seulement humide, mais positivement trempée d'eau, 80,000 hommes ont été entassés comme un troupeau de moutons depuis le 2 du mois. Là-dessus environ 20,000 ont été envoyés en Allemagne, et aujourd'hui, pendant que j'étais là, 10,000 hommes et 300 officiers ont été acheminés vers le train qui doit les emmener en Prusse.

Il est impossible de voir un spectacle plus attristant. Depuis le jour de la capitulation, on ne leur a pas servi une once de viande, et tout ce qu'ils ont eu à manger a été un biscuit dur une fois tous

leur misère humiliée, en lisant la proclamation suivante de leur dernier général en chef :

« Soldats,

Hier vous avez combattu contre des forces très-

les deux jours. Parmi les officiers prisonniers, j'ai plusieurs connaissances et deux ou trois amis. Ils m'ont assuré, et leur air affamé ne confirmait que trop leurs dires, qu'ils mouraient littéralement de faim. Les soldats étaient dans un état plus pitoyable encore que leurs officiers. Ils ont passé comme eux quatre jours dans cette prairie inondée sous de continuelles averses. Pas un n'avait de vêtements de rechange. Tous étaient non-seulement mouillés, mais trempés comme s'ils avaient été plusieurs heures dans l'eau. Plusieurs étaient dévorés de fièvre, d'autres souffraient d'atroces douleurs d'entrailles, et des milliers, en proie à des souffrances rhumatismales aiguës, pouvaient à peine se tenir debout. Mais aucun médecin n'était venu les visiter.

Les médecins français, retenus prisonniers, avaient été envoyés auprès des blessés de leur armée, et les pauvres prisonniers, victimes d'une cruelle négligence, étaient abandonnés à leurs souffrances. C'était un affligeant spectacle, je n'aurais jamais cru qu'une nation chrétienne pût traiter ainsi des prisonniers de guerre. Passe encore si l'armée prussienne eût souffert d'une disette de vivres ; mais il n'en était rien : les provisions pour les troupes allemandes abondaient à Sedan. Les soldats ont deux bons repas par jour ; ils ont mis tout le pays à contribution ; et quelque énorme que soit le montant de la réquisition, la ville ou le village qui ne le fournit pas à l'instant est livré au pillage. .

. . . .

J'ai servi longtemps dans l'armée anglaise et j'ai été prisonnier parmi les Sykes, qui, assurément, ne m'ont pas bien traité. J'ai été longtemps en Turquie, en Asie-Mineure, et j'ai vu souvent ce qu'en Europe on appellerait avec raison un traitement brutal des prisonniers.

Mais assurément, et en ce disant, je prends Dieu pour juge, je n'ai jamais rien vu d'aussi dur et d'aussi inhumain que la manière dont les prisonniers français ont été traités par leurs vainqueurs à Sedan. Si l'homme que je respecte le plus sur la terre m'eût raconté ces faits, j'eusse refusé de le croire ! »

supérieures. Depuis le point du jour jusqu'à la nuit, vous avez résisté à l'ennemi avec la plus grande valeur et brûlé jusqu'à la dernière cartouche. Épuisés par cette lutte, vous n'avez pu répondre à l'appel qui vous a été fait par vos officiers pour tenter de gagner la route de Montmédy et de rejoindre le maréchal Bazaine.

2,000 hommes seulement ont pu se rallier pour tenter un suprême effort. Ils ont dû s'arrêter au village de Balan et rentrer à Sedan, où votre général a constaté avec douleur qu'il n'y avait ni vivres ni munitions de guerre.

On ne pouvait songer à défendre la place que sa situation rend incapable de résister à la nombreuse et puissante artillerie de l'ennemi.

L'armée réunie dans les murs de la ville ne pouvant ni en sortir, ni la défendre, les moyens de subsistance manquant pour la population et pour les troupes, j'ai dû prendre la triste détermination de traiter avec l'ennemi.

Envoyé hier au quartier général prussien avec les pleins pouvoirs de l'Empereur, je ne pus d'abord me résigner à accepter les clauses qui m'étaient imposées. Le matin seulement, menacé d'un bombardement auquel nous n'aurions pu répondre, je me suis décidé à de nouvelles démarches et j'ai obtenu les conditions dans lesquelles vous sont évitées, autant qu'il a été possible, les formalités blessantes que les usages de la guerre entraînent le plus souvent en pareille circonstance.

Il ne nous reste plus, officiers et soldats, qu'à accepter avec résignation les conséquences des nécessités contre lesquelles une armée ne peut lutter:

manque de vivres et manque de munitions pour combattre.

J'ai du moins la consolation d'éviter un massacre inutile, et de conserver à la patrie des soldats susceptibles de rendre encore dans l'avenir de bons et brillants services. »

La veille l'Empereur avait fait porter cette lettre au roi de Prusse :

Monsieur mon frère,

N'ayant pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté.

Déchu déjà sous le poids de son malheur, il n'avait pas dû traiter comme général : chef de l'État, il avait remis l'État à la régente : il ne lui restait donc en effet qu'à se remettre lui-même, comme un soldat prisonnier, aux mains du roi de Prusse.

Il attendit le puissant ministre qui l'avait mené si loin sur le chemin de l'abaissement, dans une petite maison de ferme près de Donchery. Pendant son entrevue avec le comte de Bismarck, l'Empereur, dit-on, crut devoir prendre la peine d'expliquer les motifs qui avaient poussé la France et lui-même à cette guerre funeste, et comment il avait cru devoir tenir compte du sentiment national violemment excité de longue date. Motifs, mobiles, raisons d'action que le chancelier allemand avait étudiés bien mieux que lui-même.

Il en avait créé une partie, il les avait mis en œuvre pour la conduite de son plan politique avec la même

habileté, la même sûreté de vues, que le général de Moltke lui-même disposait de ses moyens pour l'exécution des plans militaires. Le premier vainqueur c'était lui-même, comte de Bismarck, qui avait rendu la guerre inévitable et nous avait fatalement menés à paraître les agresseurs. C'était lui avant le général de Moltke, avant le roi Frédéric-Guillaume, désormais empereur d'Allemagne.

Le César par la victoire allait se rencontrer avec son bon frère abattu, découronné par la défaite, dans le petit château de Bellevue près Sedan. Vainqueur et vaincu gardèrent, dit-on, dans cette entrevue, une attitude calme et digne.

Le Roi écrivait à la reine Augusta :

« La visite dura un quart d'heure : nous étions tous les deux très-émus de nous voir ainsi. Tout ce que j'éprouvais en ce moment, après avoir vu, il y a trois ans, Napoléon au faîte de sa puissance, ne peut s'exprimer ! »

« Le soir venait, raconte un témoin ému des détails, des envers de l'histoire dans ces deux journées, le soir venait. Le ciel prenait cette teinte mélancolique du crépuscule. J'étais écœuré, brisé par les émotions d'un tel spectacle. Je jetai sur les bois de bouleaux, où l'ombre n'empêchait pas encore de voir des cadavres entassés à perte de vue, un regard d'adieu. Du côté de Sedan, le soleil couchant donnait à la Meuse un reflet rougeâtre. On entendait encore des détonations, le bruit d'un chassepot qu'on ramassait et qu'on déchargeait en l'air, ou le dernier coup d'un blessé, d'un vaincu qui ne voulait pas reconnaître sa défaite. Nous redescendions lentement vers Givonne. Soudain sur le plateau, nous aperçumes, se détachant sur le ciel

pâle, le cortége insolent des généraux vainqueurs : le Roi, le prince royal, M. de Bismarck et derrière eux, impassibles sur leurs chevaux comme des colosses de granit, les fameux cuirassiers blancs, épée en main et casque en tête. Le Roi venait de s'entretenir avec l'Empereur son prisonnier; maintenant il passait inspectant le champ de bataille. Son cheval, qui se détournait pour flairer les cadavres, avait ce mouvement de cou et ce gonflement de naseaux peint par Delacroix dans l'entrée des croisés à Constantinople. Le vieux Roi, immobile, droit et solide sur sa selle, regardait sans qu'aucun muscle bougeât dans son visage rouge. Je n'ai jamais mieux compris de quelle haine on doit haïr ceux qui s'appellent des conquérants; je n'ai jamais senti bouillonner plus sourdement en moi les idées de révolte contre la force, que sur ce champ de carnage, devant ces morts sublimes et à deux pas de ce Roi qui passait, silencieux et religieusement satisfait de son œuvre, tandis que son ministre, botté et casqué, souriait. » JULES CLARETIE. (*Revue des Deux Mondes*, 1er *janvier* 1871.)

Ce soir-là même l'Empereur partit par la route de Belgique. Il se rendait au château de Wilhelmshœhe que le Roi lui assignait pour asile de sa captivité et de son malheur.

Et ce nom de Napoléon, pendant plus d'un demi-siècle légendaire par la gloire, devenait légendaire par le désastre.

CHAPITRE VIII.

ENVAHISSEMENT DE LA SALLE DES SÉANCES DU CORPS LÉGISLATIF.

Comment dire le malaise d'attente, d'inquiétudes, d'espérances mal définies au milieu duquel s'ouvrit le 3 septembre la séance du Corps législatif?

Vers la frontière belge notre armée était aux prises avec l'ennemi depuis trois jours : on le savait vaguement; on parlait de chances diverses; nos généraux battus hier, avaient pris le lendemain leur revanche. A Mouzon, un retour offensif avait, disait-on, jeté les Prussiens à la Meuse. On se répétait qu'une lettre du prince de Joinville, en ce moment à Bruxelles, annonçait la victoire française avec toute l'expansion de joie d'un vieux soldat de la France.

Malgré tout, les cœurs étaient anxieux. Trop de gens gardaient un morne silence, ceux-là mêmes dont la voix aurait dû avoir plus de hâte d'acclamer un succès.

A trois heures, le ministre de la guerre, général de Palikao, annonçait à la Chambre, sans donner de détails précis, que le plan de campagne dont il attendait

la réussite avait échoué. Toute espérance de la jonction des deux maréchaux Mac-Mahon et Bazaine était perdue.

« — La situation est grave, il ne faut pas se le dissimuler. Aussi nous sommes décidés à faire appel à toutes les forces vives de la nation... Nous y mettrons toute l'énergie possible ! »

« — La déclaration du ministre, s'écriait M. Jules Favre, dans l'élan d'un premier mouvement qui était le bon, est de celles qui ne doivent provoquer, de la part de tous les membres de la Chambre, d'autre réflexion que la résolution d'une étroite union dans le sentiment de la défense jusqu'à la mort ! »

Deux députés, MM. Argence et Haentjens, réclament l'urgence pour un projet de loi qui appellerait immédiatement sous les drapeaux tous les hommes de vingt à trente-cinq ans.

« — Je ne demande pas de précipitation, dit le ministre, mettez-moi seulement les armes à la main, pour que je puisse m'en servir en temps utile. »

« — Faisons face à la situation, dit le président, et demandons au pays tous les sacrifices, si douloureux qu'ils puissent être, pour éviter quelque chose de plus douloureux encore : les Prussiens en France ! »

La Chambre se retira dans ses bureaux : elle devait se réunir le lendemain, dimanche, à trois heures.

Mais dans la soirée, des rumeurs confuses, des bruits sinistres, des nouvelles pleines d'alarmes couraient dans les groupes. On sentait, comme à l'approche de l'orage, un vent de désastres qui s'abattait sur la ville.

Au reste, un grand nombre parmi les députés, les journalistes, les meneurs de la foule, étaient plus ren-

seignés sur les événements que la Chambre elle-même. Ils savaient de source certaine plus de détails que le ministre n'en avait exposés à la tribune.

Pendant la séance, M. Gambetta était sorti plusieurs fois jusque sur les degrés du péristyle, comme pour reconnaître les aspirations de la foule accumulée aux abords du Corps législatif, et se rendre compte des échos dont le bruit arrivait jusque dans l'enceinte. On le reconnaissait et on l'acclamait : il répondait par des gestes d'apaisement, promettant que le soir même, le lendemain au plus tard, la gauche ferait décider la question du gouvernement. Aux cris : La déchéance ! qui commençaient à dominer, comme un mot d'ordre qu'on répète, il répondait : La déchéance ! A quelques essais incertains de l'acclamation : Vive la République ! il répondait : Vive la France !

Au Louvre, le général Trochu, gouverneur de Paris, inconnu et peu goûté d'abord, trop longuement éloquent dans ses proclamations affichées aux carrefours, trop lu, disaient les *loustics*, populaire cependant, une tête bretonne ronde et dure, pensait-on, haranguait la foule du haut de son perron. Aux cris de déchéance, il opposait son serment militaire et invitait les plus pressés à s'adresser à la Chambre, sans songer que ces paroles pouvaient être un danger, sinon une provocation.

De six heures à dix, le ministère délibérait. Il rédigeait une proclamation aux Français, que M. Chevreau communiquait lui-même aux rédacteurs des principaux journaux, adjurant d'une voix émue leur patriotisme.

A dix heures, les députés étaient convoqués à

domicile, pour une séance extraordinaire à minuit.

Elle s'ouvrait à une heure du matin.

« — J'ai dû vous convoquer, dit le président : une nouvelle douloureuse m'a été annoncée dans la soirée. Président élu de la Chambre, j'avais un devoir à remplir devant vous, devant le pays. Je n'aurais pas voulu assumer sur moi la responsabilité du moindre retard pour cette convocation, dont j'avais pris l'engagement avec vous. »

Alors le ministre de la guerre monte à la tribune.

« — Messieurs, dit-il, j'ai le triste devoir de vous annoncer le malheur que mes paroles de la journée avaient pu vous faire pressentir.

» Notre armée, après d'héroïques efforts, a été refoulée dans Sedan par des forces supérieures. Toute résistance lui étant alors devenue impossible, elle a capitulé : l'Empereur a été fait prisonnier.

» En présence de nouvelles si graves, si considérables, il ne nous serait pas possible, à nous ministres, d'aborder une discussion sur les conséquences de pareils événements. Nous demandons à la Chambre de remettre la séance à demain. »

A demain! le mot funeste du tyran de Thèbes! combien de fois n'a-t-il pas été répété dans l'histoire de l'humanité, imprévoyante et incorrigible, incessamment renouvelée et toujours la même! Un sage a dit :

« — Ne remets jamais au lendemain ce que tu peux faire aujourd'hui ! » Enseignement perdu !

La nouvelle du désastre était arrivée au ministère dans la journée. C'était alors, à l'instant même, sans une minute de retard, qu'il fallait avoir tout prévu, même la chute du ministère, même la déchéance de la dynastie. Il fallait avoir cherché, trouvé les

meilleurs moyens de parer à l'événement ; savoir ce que l'on devait sacrifier pour garder le reste, ce qu'on avait à jeter par-dessus bord pour sauver le navire. L'opposition qui voulait renverser, on pouvait la distancer par la rapidité des mesures préservatrices ; il fallait aller plus vite que l'événement par la précision de l'action. Si l'arbre devait tomber, au moins pouvait-on diriger sa chute. Du côté où l'arbre tombe, il restera !

Il y eut un instant rapide, décisif, où les fractions libérales de la Chambre entraînant le patriotisme de la gauche et les indécisions de la droite, la Chambre pouvait encore, lancée par un ministre de volonté ferme, prendre en mains la dictature, et en confier l'épée aux deux généraux qui tenaient le ministère de la guerre et le gouvernement de Paris.

Mais il aurait fallu des caractères, là où il n'y avait que des aptitudes.

A demain !... Le ministère ne pouvait-il pas déjà lire dans l'*Opinion nationale*, un journal ami, dévoué tout au moins à l'un des chefs de la famille impériale :

« — Nous sommes étonnés qu'il ne se trouve pas auprès de l'Impératrice un homme de bon sens, qui lui fasse comprendre la nécessité impérieuse de son abdication ! »

Le publiciste célèbre (1) qui, pour la seconde fois en sa vie, sonnait ainsi le glas d'un pouvoir monarchique à l'agonie, croyait donner là l'expédient sauveur de la situation. En effet, il ne s'agissait plus déjà seulement d'une dynastie, mais de la société tout entière.

(1) Se souvenir du rôle de M. E. de Girardin aux Tuileries, le 23 et le 24 février 1848.

Si, au lieu du ministre de la guerre, on avait vu monter à la tribune, au début de cette lugubre séance de nuit, une femme en deuil du désastre de la France, la régente, subissant avec une âme à la hauteur de son infortune le poids de la responsabilité et venant, à cette heure suprême, résigner aux mains de la Chambre ses pouvoirs et les droits de la dynastie, la dynastie tombait du moins avec grandeur. Aux temps antiques, on savait ainsi disposer sa chute, et draper les plis de sa toge pour bien mourir.

Ce fut M. Jules Favre qui monta à la tribune, et formula ainsi la proposition de déchéance préparée par la gauche :

Art. 1er. Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déclarés déchus des pouvoirs que lui a conférés la Constitution.

Était-ce bien là, en conscience, la proposition qui divisait le moins la Chambre et le pays devant l'ennemi ?

Avant tout, l'esprit de parti se hâtait de prendre ses avantages, d'affirmer sa victoire, de donner satisfaction à l'opinion avancée de la rue pour mieux s'appuyer sur elle. Si le premier mouvement, le sentiment de l'abnégation personnelle avait réuni tous les cœurs, tous les partis devant le danger de la patrie, la Chambre pouvait nommer par acclamation une commission de défense, où toutes les nuances d'opinions représentées, auraient eu la juste satisfaction d'être appelées à sauver le pays ensemble et d'un même effort, ou de mourir à la tâche. M. Jules Favre l'avait dit quelques heures plus tôt : « une étroite union dans le sentiment de la défense jusqu'à la mort. »

Dîs aliter visum! La destinée ne le voulut pas.

La Chambre s'ajourna à midi : ce fut un sursis.

« Si Paris, en s'éveillant ce matin, avait trouvé affichée une proclamation annonçant la formation d'un gouvernement de salut public, avec la mission seulement de poursuivre la guerre jusqu'à ce que notre sol ne fût plus foulé par l'étranger, il est probable que cette solution eût été favorablement accueillie. Plus tard, lorsque l'intégrité du territoire aurait été sauvegardée, la France aurait prononcé sur ses destinées en toute liberté. » (*Gazette de France.*)

« Il n'y a plus de question dynastique et les formes gouvernementales importent peu. Que la Chambre conserve ses pouvoirs au ministère, transformé en commission exécutive; qu'elle constitue elle-même un comité de gouvernement, ou qu'elle nomme un dictateur; qu'elle adopte enfin telle ou telle solution que lui conseillera son patriotisme, nous sommes prêts à nous incliner devant ses résolutions. Tout ce que nous lui demandons, c'est de décider vite et de tourner toutes les forces de la patrie vers le grand but national, le seul que nous devons poursuivre aujourd'hui, l'expulsion de l'étranger.

» Des deux périls qui nous menacent, les divisions intestines et l'agression étrangère, il en est un qu'il est en notre pouvoir d'éviter : restons unis. » (*La France.*)

Ces paroles répondaient aux vœux, aux aspirations, aux espérances de tous les esprits droits et désintéressés. On les échangeait en se rencontrant, pendant les premières heures de cette matinée agitée, où la population inquiète se pressait, de la Bastille à la Madeleine, attendant les récits des événements, la séance de la Chambre. On les entendait, mille fois

répétées, dans ces groupes de familles de la petite bourgeoisie, que le dimanche fait sortir de la boutique ou de l'atelier, le cœur et l'œil attristé aujourd'hui malgré les habits de fête, sous le soleil d'une journée d'été radieuse, comme si le ciel eût voulu rasséréner nos angoisses.

Dès le matin, des mesures avaient été prises pour garder les abords du Corps législatif et assurer la liberté de ses délibérations.

Le gouverneur de Paris avait réclamé ce service pour la garde nationale, l'état-major avait envoyé plusieurs compagnies. Le ministre de la guerre les avait appuyées par des troupes d'une cohésion et d'une force de discipline plus éprouvée.

Des détachements de gendarmerie à cheval, des gendarmes à pied, barraient le quai d'Orsay, depuis le pont de Solferino jusqu'au ministère des affaires étrangères, le boulevard Saint-Germain, la place de Bourgogne et l'entrée du pont sur la place de la Concorde. Un bataillon et un escadron étaient postés devant la grande grille du palais Bourbon ; un bataillon d'infanterie occupait la cour d'honneur.

A l'intérieur du palais, une animation ardente agitait les groupes qui se pressaient, depuis onze heures, dans les vestibules, dans les couloirs où couraient de main en main des listes de ministères à constituer : on y voyait inscrits des noms de toute nuance. La gauche allait plus loin, jusqu'à la déchéance, qu'elle devait faire prononcer en même temps qu'on proclamerait un gouvernement provisoire ; tactique arrêtée de longue main, disait-on, avec les meneurs des émotions populaires de la rue. Dès le temps des élections dernières, le bruit avait assez couru qu'à la première

occasion, la députation de Paris, seule expression en France du suffrage universel libre de la pression gouvernementale, prendrait, à ce titre, le pouvoir à l'hôtel de ville. Le centre gauche, une partie de la droite semblaient se rallier à l'idée de la création d'un gouvernement de la défense nationale, nommé par l'Assemblée, dont le suffrage lui donnerait force et légalité, bien mieux et autrement que la rue et l'émeute.

Tout à coup le bruit se répand que la Régente a chargé le ministère de remettre ses pouvoirs au Corps législatif, désormais seule expression légale du suffrage de la nation. Cette abdication dégageait la situation et simplifiait les choses, en rendant aux conservateurs toute leur liberté d'action.

Les députés sont arrivés : la plupart réunis dans leurs bureaux, en attendant l'heure de l'ouverture de la séance.

Dans une de ces réunions, à midi et demi, M. Thiers présente une proposition qui est acceptée aussitôt et sur laquelle la Chambre va être appelée tout à l'heure à sè prononcer :

« Vu les circonstances, la Chambre nomme une commission chargée du gouvernement.

» Une Assemblée constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. »

Le vieil homme d'État avait primitivement formulé ainsi sa proposition : « Vu la vacance du pouvoir. » Cette rédaction était celle de sa pensée, disait-il, mais elle semblait au fond préjuger la question; elle pouvait diviser la Chambre, dont une grande partie repoussait la proposition de déchéance : il en faisait le sacrifice à l'union et proposait : « Vu les circonstances. »

Dans un autre bureau, une partie du centre gauche se ralliait à une proposition presque identique, faite par M. Lefèvre-Pontalis.

Depuis plus d'une heure les ministres étaient au palais de la présidence, en conférence avec M. Schneider.

Au dehors, la foule commençait à s'amonceler sur la place de la Concorde, incessamment augmentée par les courants de population qui arrivaient de moments en moments, groupés en colonnes, le long des chaussées du boulevard et de la rue de Rivoli.

Ces masses, aux premières heures de la journée, marchaient silencieuses et pressées, comme obéissant à un mot d'ordre et allant prendre poste. Plus tard, elles passaient émues, tumultueuses ; le cri : La déchéance ! s'élevait par instants. Plus tard encore, ce même cri, répété mille et mille fois, marquait le pas de leur marche sur la mesure et la mélopée des émeutes de 1848 : *Des lampions !*

La révolution battait son rappel.

Peu à peu on sent que cette foule s'étonne et s'indigne du déploiement de forces qui défend les abords du Corps législatif : — Est-ce que l'on va livrer bataille? crient les plus rapprochés de la troupe, avec l'accent du défi et de la provocation. — Que faites-vous ici? — A la frontière, soldats, à la frontière !

La gendarmerie à cheval, en tenue de campagne, un régiment de ligne, massé autour de ses armes en faisceaux sur le quai, sont entourés, pressés par de nombreuses colonnes de garde nationale, dont les chefs réclament la garde des postes avancés, des postes d'honneur. Leur mouvement pour prendre la droite sur les troupes jette la confusion dans les

lignes; plusieurs de leurs bataillons viennent occuper l'entrée du pont de la Concorde. Un nombre considérable de députés, mêlés à des rédacteurs de journaux, à des hommes d'action politique connus de la foule, à d'autres, encore ignorés hors de leurs groupes, mais qui sentaient déjà venir leur tour de popularité et de notoriété, se pressent en rangs échelonnés sur les marches du grand péristyle.

En perspective, au delà des têtes qui moutonnent sur toute l'étendue de la place et dans la rue Royale, les degrés, la colonnade, les galeries du temple grec de la Madeleine, noirs d'une autre masse, de cette partie de la population de Paris qui vient voir et attend, qui blâme *in petto* le matin les émotions populaires, pour en subir la tyrannie le soir et l'accueillir de ses peureuses acclamations.

Ceux du péristyle de la Chambre renvoient à la population pressée, de l'autre côté des lignes armées, les acclamations : — Vive la France! la déchéance! La plupart des gardes nationaux faisant écho, agitent leurs képis en l'air; les soldats serrés, presque abordés, sont provoqués par les cris : Vive la ligne! Le cri patriotique : Vive la France! domine encore.

A une heure précise, le tambour bat aux champs dans la salle de la Paix. A travers la haie des gardes nationaux, le président Schneider se dirige vers son fauteuil : les ministres sont à leur banc. En un clin d'œil tous les députés occupent leur place. Les tribunes regorgent : de tous les côtés, une attitude d'attente inquiète et concentrée.

La séance est ouverte.

Plusieurs députés de la gauche déclarent qu'ils auraient appuyé de leurs signatures la proposition de

M. Jules Favre, s'ils avaient assisté à la séance de nuit.

Un des plus remuants parmi les enfants perdus de la gauche, M. de Kératry, prend la parole pour réclamer contre le déploiement de force armée qui entoure le Corps législatif.

A son avis, le ministre de la guerre, en massant des troupes et des escouades de sergents de ville à l'entrée des rues, sur les quais, sur les ponts, a outre-passé ses pouvoirs. Le gouvernement de Paris seul a le droit de veiller à la tranquillité de la capitale et d'assurer la sécurité de la Chambre.

M. de Kératry était-il de bonne foi, ou seulement entraîné à cette agression par le désir de faire mettre en oubli son vote pour la guerre, le vote par lequel il s'était si hautement séparé de ses amis politiques, dans la fatale séance du 15 juillet?

S'il n'obéissait pas en ce moment à une tactique de parti, l'heure prochaine allait lui montrer que la liberté de la représentation nationale avait besoin d'être défendue et sauvegardée par la force.

Le général de Palikao dépose un projet de loi :

« Vu la gravité des circonstances, une commission de cinq membres, élus à la majorité absolue des voix, serait chargée des actes du gouvernement et de la défense nationale.

» La commission contre-signerait les décrets nommant les ministres.

» Le général de Palikao serait nommé lieutenant général du comité de défense nationale. »

A deux heures, la Chambre se réunit dans ses bureaux pour nommer une commission qui examinera et fera d'urgence un rapport sur le projet du gouverne-

ment, sur la proposition de M. Jules Favre, déposée pendant la séance de nuit, enfin, sur une troisième proposition, déposée par M. Thiers, celle qu'il avait proposée dans son bureau avant la séance et modifiée ainsi :

« Vu les circonstances :

» La Chambre nomme une commission de défense nationale,

» Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. »

Cette rédaction semblait rallier la majorité qu'aurait éloignée la formule : « Vu la vacance du pouvoir, » qui impliquait la déchéance de fait, si elle ne la proclamait pas comme la proposition Jules Favre.

Une liste de membres de la défense nationale, satisfaction jetée, on ne sait d'où, aux impatiences de l'attente, peut-être essai d'initiative prenant l'avance, dressée du reste sous l'inspiration conciliante qui avait appuyé la proposition Thiers, circulait dans la rue Royale, sur les marches de la Madeleine, à l'entrée des boulevards. Elle réunissait, sous la présidence de M. Thiers, dont la popularité se dessinait, des membres avancés du centre gauche et les personnalités les plus marquées de la gauche.

Dans cette zone des masses de la population, la liste était accueillie, vers deux heures, avec une faveur marquée. La journée semblait gagnée ; l'union de tous contre l'ennemi paraissait assurée par l'accession de tous au pouvoir pour la défense.

Mais plus près de la Chambre, vers deux heures et demie, la foule énorme, bourgeois, ouvriers, gardes nationaux sans armes, dont la pression refoulait, écrasait sur le pont de la Concorde le cordon de troupes

qui le barrait, parvenait à rompre, à franchir l'obstacle.

En un instant, elle se répandait dans les cours, les vestibules, la salle de la Paix ; elle montait comme une inondation dans les couloirs, dans les galeries, dans les escaliers des tribunes. Les cris assourdissants : La déchéance ! Vive la République ! frappaient les voûtes au milieu d'un tumulte indescriptible. En un instant, la foule se fit place violemment dans toutes les tribunes.

Les députés, rentrés en toute hâte dans la salle, ne peuvent ni délibérer, ni s'entendre sous l'incessante clameur des tribunes. Ils protestent, ils adjurent : des gestes violents, des drapeaux agités avec frénésie leur répondent. Le président se tient debout au fauteuil ; à la tribune, les députés des nuances les plus avancées de la gauche s'épuisent en vains appels à l'ordre, au calme, à la concorde.

« — Citoyens, crie M. Gambetta aux tribunes, vous pouvez donner un grand spectacle, celui d'un peuple unissant l'ordre et la liberté. (*Oui ! oui ! applaudissements.*) Je vous en adjure, attendez en silence !... La gauche s'engage vis-à-vis de la Chambre à faire respecter la liberté de ses délibérations. »

« — Vous venez d'entendre une voix patriotique qui ne peut être suspecte à aucun de vous !... dit le président... Comme lui, je fais appel à l'union, à la liberté !... à la véritable liberté ! celle qui est accompagnée de l'ordre. (*Applaudissements, cris, trépignements. Une grande partie des députés quittent alors la salle.*)

M. Glais-Bizoin s'efforce en vain de faire entendre aux tribunes les accents de sa voix brisée.

« — Citoyens, la déchéance va être prononcée par

la Chambre ; attendez la commission qui va la proposer. »

« — Citoyens, s'écrie M. Girault, je fais appel à votre patriotisme..., que le pays et la Chambre ne fassent qu'un contre l'ennemi qui approche !... »

Vains appels, vains efforts ! La séance reste forcément interrompue au milieu d'une agitation incessante.

M. Gambetta ne se décourage pas ; de sa place, de la tribune, il s'adresse à la multitude, la sueur au front, la voix altérée.

« — Citoyens... L'ordre est la plus grande des forces. Gardez donc, je vous en conjure, le calme, le silence solennel qui conviennent aux habitants de cette grande cité menacée. Vous allez tout à l'heure entendre proclamer le résultat des délibérations de la Chambre, qui sera, il va sans dire, affirmatif... dans le sens que vous désirez... »

Ainsi, pour conjurer le tumulte, on engageait la Chambre, on lui liait les mains, on jetait d'avance sa liberté en pâture à l'émeute ; on s'humiliait, on capitulait, on abandonnait tout à la foule, qui ne pouvait comprendre qu'on avait besoin de la légalité, que l'apparence seulement de la légalité assurerait, quoi qu'il arrivât, le présent et l'avenir du pays, de l'opposition, de la Révolution même.

Mais les meneurs du tumulte des tribunes, les chefs occultes qui poussent les masses inconscientes dans les voies de leurs ambitions, de leurs utopies ténébreuses, voulaient-ils assurer quelque chose ? Ne savaient-ils pas, les sinistres logiciens, que la violence d'aujourd'hui serait le droit à la violence de demain ?

Les chefs de la gauche purent comprendre alors et voir le danger de la situation, danger qui dut prendre

une forme sensible dans les souvenirs de quelques-uns : — les funestes journées de juin !

Aux autres, l'avenir prochain réservait la leçon d'un bien plus profond et irremédiable désastre : — le 18 mars !

Dans le conte allemand, le serviteur du nécromancien, qui a surpris en partie le secret du maître, peut bien mettre en mouvement le balai magique : mais quand, sa tâche finie, il veut l'arrêter, la formule qui aurait le pouvoir de le rendre immobile lui manque. Éperdu, effrayé, l'imprudent s'épuise en conjurations impuissantes. Le balai continue son irrésistible et infatigable élan ; rien n'y fait : il marche, balayant, balayant toujours.

A trois heures, la salle est envahie.

La porte du fond, en face de la tribune, pliant sous l'effort de la foule, s'ouvre enfin et lui donne passage. Les députés se lèvent, se jettent à la rencontre du flot envahissant, s'efforcent de le repousser, de l'arrêter par leurs prières, leurs représentations, leurs bras étendus, l'obstacle de leurs personnes groupées pour la résistance. Lutte violente et désespérée, impuissante ! En un instant, ils sont perdus au milieu de cette masse tumultueuse qui se gonfle, se pousse et monte, avec mille clameurs confuses, jusqu'à la tribune, jusqu'au fauteuil du président.

M. Schneider déclare la séance levée, devant la violence que subit la représentation nationale. Vivement interpellé, tiraillé en tous sens, foulé par les envahisseurs, presque précipité, il parvient à descendre du bureau et à sortir de la salle.

Ainsi, depuis l'invasion de la foule dans les tribunes, toute délibération avait été impossible ; le temps

s'était perdu en luttes pour obtenir le silence, en efforts pour défendre la salle.

M. Martel, le premier appelé à la tribune, rapporteur de la proposition de M. Thiers, dont l'adoption certaine en ce moment aurait pu sauver la situation, ne put faire entendre un seul mot de son rapport.

La dépêche expédiée le soir aux départements, pour leur annoncer que « le Corps législatif avait voté la déchéance à une majorité de 185 voix sur 200 votants, » était un mensonge.

On n'avait pu ni délibérer ni voter.

Ainsi fut violée la représentation nationale ; ainsi fut renversé brutalement le dernier pouvoir encore debout sur nos ruines, brisé le dernier anneau qui renouait la chaîne de la légalité dans le gouvernement du pays.

Cependant, avant l'ouverture de la séance, toutes les précautions militaires avaient été prises pour sauvegarder la liberté du Corps législatif.

Comment le palais, la salle des séances, purent-ils être ainsi violemment envahis? A quelle volonté coupable, ou sinon à quelle aveugle imprévoyance faut-il faire remonter la responsabilité du fait brutal, dont nous voyons aujourd'hui, sept mois plus tard, en écrivant ces lignes le cœur navré, les suites lamentables et fatales?

Comment fut amené ce dernier malheur, continuant la série des attentats contre la nation qui la ruinent et la démoralisent périodiquement : une journée révolutionnaire de plus à inscrire dans notre déplorable histoire ?

Au début de la séance, M. de Kératry, au nom de l'opposition dont il se faisait fort, prononçait ces paroles :

« Il est de la dignité de la Chambre, seul pouvoir debout dans les circonstances actuelles, de n'être pas gardée par des troupes de ligne et des sergents de ville. (*Applaudissements.*)

» Comment le ministre de la guerre a-t-il donné des ordres contraires à ceux du général Trochu ? » (*Bruits.*)

Les troupes de ligne qui gardaient les grilles furent en ce moment éloignées, leurs postes confiés à la garde nationale. Par quel ordre ? S'il faut ajouter foi à un récit de ces événements qui n'a pas été contredit, deux questeurs seraient venus enjoindre au commissaire de police, sous le commandement duquel un grand nombre de sergents de ville gardaient les abords du palais, de les faire retirer ; la Chambre ne voulant être protégée que par la garde nationale.

Sur la résistance du commissaire, objectant que les questeurs n'avaient autorité que sur la police intérieure du palais, qu'il ne leur reconnaissait aucun droit sur lui, ni sur les forces gardant la voie publique, les deux députés s'adressèrent au général Caussade, commandant les troupes de ligne chargées de la défense de l'Assemblée.

Ils lui représentèrent qu'investi du pouvoir, résultant de l'état de siége, de donner des ordres aux autorités civiles, il avait droit d'obliger le commissaire de police à obéir.

Les militaires ont manqué trop souvent de coup d'œil au milieu des mouvements populaires ; du moment où ils se laissent aborder par la parole, la confiance, la logique, la lucidité, leur font défaut ; le sentiment du devoir, de la consigne fléchit ; ils laissent discuter leurs ordres, ils sont débordés, vaincus, impuissants.

Notre histoire révolutionnaire garde trop de souvenirs de ces défaillances, même chez des soldats illustres.

Le général, sur la simple réquisition verbale des questeurs, se laissa entraîner à donner au commissaire, malgré ses protestations, l'ordre de se retirer avec ses hommes.

Les deux questeurs agissaient-ils ainsi de leur autorité privée, en quête de la popularité de la dernière heure, ou bien de concert avec le bureau ? Dans ce dernier cas, ils auraient dû couvrir d'un ordre écrit leur responsabilité.

Quelques instants après, le palais était envahi. Alors, et sur l'ordre du ministre de la guerre, le général commanda au bataillon campé dans la cour d'honneur de dégager la salle de la Paix.

« A leur entrée, les militaires furent accueillis par les cris : Vive la ligne ! et en voyant des mobiles, des francs tireurs et des gardes nationaux, se presser amicalement autour d'eux, ils répondirent : Vive la France ! A bas les Prussiens (1) ! »

Il était trop tard : Comment lutter, comment essayer de la force dans ces salles, contre des masses mêlées de gardes nationaux, de députés même !

Ici, M. Pelletan, au milieu des soldats, conteste violemment le droit du général Palikao à donner des ordres dans l'enceinte du palais. Là, dans la salle des Quatre Colonnes, M. Jules Ferry monte sur une banquette :

— « Messieurs, dit-il, j'ai averti le général Palikao que personne ne pénétrerait dans la salle des séances.

(1) *Journal des Débats.*

Cette enceinte doit être sacrée! C'est l'honneur de la garde nationale d'en garder l'entrée! »

Les soldats en ligne devant la porte donnant accès à la salle des séances, reçoivent l'ordre de se retirer; ils sont remplacés par des détachements de la garde nationale.

Pendant que M. Ernest Picard supplie la foule d'attendre patiemment le vote du Corps législatif qui ne peut manquer de donner satisfaction au peuple, une voix domine le tumulte et fait entendre ces paroles :

« — Vous savez tous pourquoi nous avons combattu. C'est donc à vous seuls qu'il appartient de désigner ceux qui ont votre confiance. »

M. Em. Arago démasquait une batterie. Désormais, dans sa parole comme dans sa pensée, ce n'était plus à la Chambre à nommer une commission de défense nationale, mais bien à la foule à choisir et à proclamer les noms de ses préférés.

Quelques instants après, la porte défendue par la garde nationale était forcée, la salle des séances envahie.

Dans un grand meeting populaire à Nantes, le 21 décembre suivant, M. de Kératry, protestant de son dévouement à la République, fit entendre ces paroles :

« — Trois semaines avant la chute de l'Empire, je partais de Brest, déclarant que j'allais à Paris pour aider à proclamer la République.

« Dans la nuit du 3 au 4 septembre, je hâtai, j'activai la déchéance impériale et l'avénement du nouveau régime. Je poussai Gambetta à la tribune; je m'emparai d'abord de l'hôtel de ville avec lui, puis de la préfecture de police. Voilà ce que j'ai fait. »

A l'histoire à juger sur ces récits, sur ces paroles qui ne se sont pas envolées, sur cet aveu public! Ce sont là les pièces du procès qu'elle instruira un jour.

Une députation du Corps législatif, ayant à sa tête un des vice-présidents, M. Alfred Leroux, accourait au Louvre requérir le général Trochu de faire évacuer la Chambre et d'assurer la liberté de ses délibérations. Le gouverneur montait à cheval pour se rendre à l'hôtel de ville. Tout à l'heure il allait y accepter la présidence du nouveau gouvernement proposé ou acclamé par la rue.

CHAPITRE IX.

COUP D'ÉTAT DU 4 SEPTEMBRE.

Cependant la Chambre ne se tenait pas pour dissoute par l'envahissement. Elle parvint à se reconstituer presque aussitôt en nombre dans une autre enceinte. Les députés s'étaient désignés de l'un à l'autre, au milieu du tumulte, un lieu de réunion : ils se trouvaient assemblés au nombre de deux cents environ, dans la salle à manger du palais de la Présidence. M. Alfred Leroux remplaça au fauteuil M. Schneider, épuisé, meurtri des suites des violences subies à la séance. Ils étaient là, une partie de la droite, du centre gauche, sept députés de la gauche, MM. Jules Simon, Garnier-Pagès, Grévy, Giraud (du Cher), Barthélemy-Saint-Hilaire, Tachard et Raspail.

On savait qu'en ce moment même un gouvernement provisoire se hâtait de s'installer à l'hôtel de ville : M. Garnier-Pagès engagea la Chambre à le reconnaître.

M. Buffet répondit par une protestation énergique, appuyée par l'assentiment de la presque unanimité.

La Chambre passa outre à son ordre du jour : le rapport de M. Martel sur les trois propositions déposées à la dernière séance.

Dans la commission, celle de M. Thiers avait réuni la majorité des suffrages. Les conclusions du rapport furent adoptées à l'unanimité :

Création d'une commission du gouvernement et de défense nationale nommant les ministres, composée de cinq membres choisis par le Corps législatif.

La nation devait être appelée, dès que les circonstances le permettraient, à se prononcer, par une assemblée constituante, sur la forme du gouvernement.

En outre, la Chambre décidait d'envoyer une députation à l'hôtel de ville pour inviter les membres de la gauche, en mesure d'y constituer un gouvernement provisoire que l'Assemblée ne pouvait reconnaître, à se réunir à leurs collègues pour voter sur le rapport de M. Martel. Sept membres partirent aussitôt pour cette mission. Une autre délégation, dont faisaient partie M. Alfred Leroux et M. Estancelin, fut envoyée au général Trochu au Louvre.

Enfin la Chambre s'ajourna à 8 heures du soir, pour entendre les rapports de ses délégués et pour aviser aux nécessités présentes.

Peu de personnes eurent connaissance alors de cette séance de la Chambre, calme et digne, à deux pas de l'émeute victorieuse dont les clameurs venaient jusqu'à elle; de cet appel à la légalité, de ces avances, faites par les membres de toutes les nuances de la majorité, pour sauver leurs collègues et la France des hasards, des périls inévitables, des lendemains d'un coup d'État.

Trop de dédains injustes accompagnèrent alors, à

cette journée suprême, la chute de la dernière législature de l'Empire.

Condamnée, disait-on, par la tache originelle des candidatures patronnées, elle avait accepté sa déchéance de fait, lâchement, comme elle avait porté sa déchéance morale. Pas une voix n'avait osé s'élever dans son sein pour protester, au nom du droit, au nom de la nation, qu'elle ne sentait pas suffisamment représentée par elle. L'opprobre des complaisances de la majorité ne pouvait être égalé que par l'ignominie de sa résignation ! Ainsi disaient les adversaires, les ennemis victorieux.

Il n'en fut pas ainsi, grâce à Dieu !

Il y a encore des cœurs en France, où malgré les tyrannies de l'esprit de parti, des fibres saignent quand il faut inscrire dans l'histoire du pays une défaillance, une lâcheté, au compte d'un grand corps de l'État, d'un pouvoir, d'un homme éminent. C'est pour ceux-là que nous enregistrons ici cette troisième séance du Corps législatif dans la journée du 4, en attendant la quatrième, qui fut indiquée pour huit heures du soir.

Quand les députés arrivèrent à l'heure convenue, ils trouvèrent les grilles du Palais fermées. A la grande porte de la place, entre-bâillée, ils se rencontrèrent avec leur collègue M. Glais-Bizoin, qui était venu, accompagné d'un délégué de l'hôtel de ville, apposer les scellés sur toutes les portes, toutes les issues de la salle des séances, qu'il faisait garder en outre par la force armée.

Le palais de la Présidence était libre encore ; les députés s'y réunirent, dans la galerie des fêtes. En l'absence de M. Schneider, de M. Alfred Leroux

qui n'était pas de retour de sa mission au Louvre, M. Thiers fut invité par l'unanimité de ses collègues à s'asseoir au fauteuil et à présider la séance.

A ses côtés prirent place MM. Martel, Peyrusse et Josseau, secrétaires du Corps législatif, pour dresser le procès-verbal de cette séance mémorable.

La députation envoyée par la Chambre à l'hôtel de ville, éconduite d'abord par de vagues paroles, avait pu partir enfin avec l'assurance qu'à neuf heures précises la Chambre aurait une réponse officielle à son appel.

Avant le moment fixé, dès huit heures, MM. Jules Favre et Jules Simon arrivaient au palais Bourbon.

M. Thiers ouvrit la séance par ces paroles :

« Messieurs, j'ai une présidence d'un moment.

» On m'annonce l'arrivée de MM. Jules Favre et Jules Simon, qui viennent nous apporter la réponse aux paroles de conciliation qui leur ont été portées par vos délégués. Nous allons entendre ces messieurs. »

MM. Jules Favre et Jules Simon sont introduits.

M. Jules Favre prend la parole :

Il expose qu'il y a des faits accomplis : « un gouvernement, dit-il, issu de circonstances que nous n'avons pas pu prévoir.

» Nous y avons été enchaînés par un mouvement supérieur qui, je l'avoue, a répondu au sentiment intime de notre âme.

» Nous ne pouvons rien changer à ce qui vient d'être fait. Si vous voulez bien y donner votre ratification, nous en serons reconnaissants. Si au contraire vous la refusez, nous respecterons les décisions de votre conscience, mais nous garderons la liberté entière de la nôtre.

» Voilà ce que je suis chargé de vous dire par le gouvernement provisoire de la République, dont la présidence a été offerte au général Trochu qui l'a acceptée.

» Notre illustre collègue qui vous préside n'en fait pas partie ; il n'a pas cru pouvoir accepter. Quant à nous, hommes d'ordre et de liberté, nous avons cru en acceptant accomplir une mission patriotique. »

« — Le passé, répondit M. Thiers, ne peut être équitablement apprécié par aucun de nous à l'heure qu'il est. C'est l'histoire seule qui pourra le faire.

» Quant au présent, je ne peux vous en parler que pour moi. Mes collègues, ici présents, ne m'ont pas donné la mission de vous dire s'ils accordent ou s'ils refusent leur ratification aux événements de la journée.

» Vous vous êtes chargés d'une immense responsabilité !... »

Une voix demande les noms des membres du gouvernement de l'hôtel de ville.

M. Jules Simon répond que ces membres ont été choisis sans préoccupation individuelle, pour former une commission chargée de la défense de la capitale. Ce sont tous les députés de Paris, excepté le plus illustre d'entre eux : il n'a pas accepté les offres qui lui ont été faites.

« — Nous n'avons qu'une pensée, c'est celle de faire face à l'ennemi. »

« — Paris fait donc encore une fois la loi à la France ! » s'écrie M. Peyrusse.

MM. Jules Favre et Jules Simon protestent ensemble.

Qu'était-ce donc, cependant, que la proclamation

de la République sans l'Assemblée, sans la France? M. Jules Favre venait de le dire sans détours :

« — Je suis chargé par le gouvernement provisoire de la République!... »

Prenant alors la parole après M. Jules Simon :

« — Le gouvernement provisoire, dit-il, se compose de MM. Arago, Crémieux, J. Favre, Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Rochefort.

» Ce dernier ne sera pas le moins sage : en tous cas, nous avons préféré l'avoir dedans que dehors.

» Je remercie M. le président de ses vœux. Ses paroles patriotiques nous relient à vos départements, dont le concours nous est nécessaire pour l'œuvre de la défense nationale. »

Ces départements en dehors desquels on se mettait ainsi, dictateurs d'un jour acclamés par un groupe de la cité, c'était la France! Ces députés auxquels on venait porter dans un pli de sa toge, non la paix ou la guerre, mais la sommation sans alternative d'accepter « ce qui vient d'être fait à l'hôtel de ville de Paris, » c'était la représentation nationale violée à trois heures, par l'émeute dont on se faisait complice en déclarant tenir le pouvoir de sa seule acclamation.

La Chambre des députés de la France pouvait-elle descendre à cet abaissement de reconnaître et d'accepter pour le droit le fait révolutionnaire accompli contre elle, l'affirmation de la force aveugle et conspiratrice?

« — Quelle est la situation du Corps législatif vis-à-vis du gouvernement provisoire ? » demande le comte le Hon.

« — Nous n'en avons pas délibéré, » répond M. Jules Favre.

Non : on n'avait pas pris ce souci, on s'était contenté d'envoyer mettre les scellés sur la salle des séances.

M. Thiers se hâta de couper court à l'impression que l'énormité de cette réponse, de ce dédain, fit courir dans l'Assemblée. Une lutte de paroles, de récriminations désormais inutiles, pouvait s'engager et sortir des conditions de dignité de la Chambre.

« — Je n'ai pas adressé de question à nos collègues sur la situation qui est faite au Corps législatif, parce que nous avons quelque chose à nous communiquer à ce sujet ; il me paraît que nous devons attendre que ces messieurs se soient retirés. »

Après le départ de MM. J. Favre et J. Simon, M. Thiers reprend la parole.

« Messieurs, nous n'avons plus que quelques instants à passer ensemble. Mon motif pour ne pas adresser de questions à MM. J. Favre et J. Simon a été que, si je le faisais, ce serait reconnaître le gouvernement qui vient de naître des circonstances. Avant de le reconnaître, il faudrait résoudre des questions de fait et de principes qu'il ne convient pas de traiter actuellement...

» Ces hommes doivent avoir le concours de tous les citoyens contre l'ennemi... Ne les entravons pas par une lutte intestine. Dieu veuille les assister ! Ne nous jugeons pas les uns les autres. Le présent est rempli de trop amères douleurs... »

« — Quel rôle devons-nous prendre dans nos départements ? » demande M. Roulleaux-Dugage.

« — Vivre en citoyens dévoués à la patrie, » répond M. Thiers.

« Nous ne nous dissolvons pas ; mais en présence de la grandeur de nos malheurs, il ne nous convient ni de reconnaître, ni de combattre ceux qui vont lutter ici contre l'ennemi. »

« — Ne devons-nous pas rédiger une protestation ? » dit M. Buffet.

« — De grâce, n'entrons pas dans cette voie, nous sommes devant l'ennemi ! Laissons à l'histoire le soin de juger. »

« — Nous ne pouvons pourtant pas garder le silence devant la violence faite à la Chambre, insiste M. Pinard, il faut la constater. »

« — Et votre protestation rappellera tout aussitôt le souvenir de la violation d'une autre assemblée. Les faits de cette journée ont-ils donc besoin d'une constatation ? »

« — Les scellés ont été mis sur la porte de la Chambre, » dit le comte Daru.

« — Et les scellés sur les personnes ! n'ai-je pas été à Mazas à une autre époque ?... M'entendez-vous m'en plaindre ? »

Les deux délégations envoyées à l'Hôtel de Ville et au Louvre revenaient rendre compte de leur mission.

M. Grévy, au nom de la première, expose que les députés sont arrivés trop tard pour se mettre en rapport avec des collègues.

« — Il y avait déjà un gouvernement provisoire installé. Nous avons lu l'épreuve d'une proclamation qui nous a convaincus que notre mission était devenue sans objet. »

L'autre délégation avait encore trouvé le général Trochu au Louvre. « — Mais là aussi nous avons dû reconnaître qu'il était trop tard, » dit M. Alfred Le-

roux. Le général partait pour l'Hôtel de Ville : il allait y accepter la présidence du gouvernement provisoire.

M. Buquet proteste contre les actes qui viennent de s'accomplir ; il repousse toute idée de séparation. (*Mouvement et agitation.*)

MM. Buffet, Bethmont, de Saint-Germain, M. Giraud, un des plus ardents démocrates de la Chambre, une foule d'autres, déclarent s'associer à ce sentiment, protestant vivement contre la violation du droit de la représentation nationale. MM. Buffet et Pinard proposent de rédiger une protestation formelle.

M. Thiers rappelle l'Assemblée au calme.

« — J'espérais que nous nous séparerions, profondément affligés, mais unis. Je vous en supplie, ne nous laissons pas aller à des paroles irritantes !... Je réprouve l'acte qui s'est accompli aujourd'hui ; mais je songe que nous sommes en présence de l'ennemi. »

« — Nous ne devons pas faire de politique ni nous diviser, s'écrie M. Girault. Amenons le gouvernement à s'entendre avec la Chambre. De cette façon, nous serons d'accord avec les départements. Soutenons-nous et soutenons la France. Je vais aller à l'hôtel de ville. Si on ne veut pas m'écouter, je protesterai ! »

Ce démocrate convaincu, n'était-ce pas enfin la voix de Jacques Bonhomme, qui veut savoir ce que Paris fait de la France, qui commence à vouloir affirmer son droit, qui n'est plus disposé à souffrir que tout se fasse dans le pays sans lui ?

« — Je proteste, reprend M. Thiers, contre la violence que nous avons subie aujourd'hui, contre toutes les violences de tous les temps dirigées contre nos assemblées. Mais ce n'est pas le moment de donner cours aux ressentiments. Est-il possible de nous mettre en

hostilité avec le gouvernement en ce moment suprême? En présence de l'ennemi, tout à l'heure sous Paris, je crois que nous n'avons qu'une chose à faire, nous retirer avec dignité. »

Ainsi dans cette séance, le calme de M. Thiers agissait sur ses collègues. Tout en partageant leurs impressions, en s'y associant hautement, il voulut en arrêter la manifestation publique, éviter l'éclat d'une résistance, d'une protestation du Corps législatif comme inutile et sans résultat pratique.

M. Thiers fit redouter à ses collègues le danger d'entraver par leur attitude la défense du pays, de compromettre l'union de toutes ses forces vives contre l'invasion.

Les deux cents se séparèrent à 10 heures, sous l'impression de la déférence pour la haute position, la vieille expérience politique du président de la dernière heure qui, rappelant ses propres épreuves, donnait pour exemple au présent la résignation du passé. Cette parole répétée : J'ai été à Mazas! voulait-elle dire :

Le jour de la justice est venu, il viendra encore, il vient toujours! *Pœno pede claudo!*

Ils se séparèrent alors tout émus de l'émotion profonde qui brisait les derniers accents, on pouvait le croire alors, « d'une ardeur qui tombe, d'une voix qui s'éteint. »

Mais aucune considération ne put faire taire le sentiment de ce qu'ils croyaient devoir à la dignité et à leur mandat. Le 5 septembre, les deux cents se retrouvèrent à 8 heures du soir chez M. Johnston, avenue de l'Alma. En leur nom fut rédigée une déclaration par laquelle ils protestaient contre l'attentat dont le

Corps législatif venait d'être l'objet, et affirmaient qu'ils ne reconnaissaient à aucun groupe de citoyens le droit de disposer des destinées du pays sans le pays.

Cette déclaration, signée par tous les députés présents, fut confiée à trois commissaires, chargés de convoquer le Corps législatif sur n'importe quel point de la France, pendant le reste de la durée de la session légale et tant qu'une autre assemblée ne serait pas élue, dans le cas où sa réunion pourrait être utile à la défense du pays.

En outre des commissaires spéciaux furent chargés de rédiger et de signer le procès-verbal de ces dernières séances, qui avaient suivi l'envahissement de la salle, et de l'envoyer à la plupart des journaux dont la publicité devait les conserver authentiquement à l'histoire.

Telle fut l'attitude du dernier Corps législatif de l'Empire.

Au Sénat, le 4 septembre, la séance fut ouverte à midi et demi.

« — Si l'Empereur, dit M. de Chabrier, était rentré vainqueur, je l'aurais salué de mes acclamations, et je n'aurais pas été le seul. Ce n'est pas parce qu'il est prisonnier et vaincu que je ne lui adresserai pas un dernier hommage et un dernier vœu : Vive l'Empereur ! »

Ces hauts dignitaires étaient pour la plupart les créatures de l'Empereur, au moins les élus de son choix, triés parmi les dévouements avérés ou réputés pour tels, dans les rangs de toutes les illustrations, de toutes les notoriétés du pays, vieux blasés, vieux sceptiques de la politique et de la vie. Cependant ce

cri, ce dernier hommage trouva de l'écho d'abord et fut répété bientôt par toutes les voix.

Le Sénat du second empire eut ce bonheur de ne pas tomber comme le Sénat conservateur de 1814 dans la honte, dans la lâcheté des défections et des reniements de la dernière heure.

Sans force, sans action dans un tel renversement, il garda l'honneur sauf : il ne pouvait rien de plus.

L'Assemblée savait que plusieurs propositions, nées des graves circonstances du moment, devaient être mises immédiatement en délibération au Corps législatif. Elle attendait qu'une de ces propositions, adoptée par le vote, fût apportée à la sanction du Sénat.

Se déclarera-t-elle en permanence? A quoi bon? Elle ne peut se faire illusion sur la réalité de son impuissance.

Le président prie cependant les sénateurs de ne pas s'éloigner.

A deux heures trois quarts, la séance est reprise pour apprendre que l'émeute a envahi l'enceinte du Corps législatif. Que faire? Protester contre la force? Se déclarer en permanence?

« — Nous sommes ici en vertu d'un plébiscite, nous ne devons en sortir que par la force, » affirme le marquis de Girardin.

Ce n'est pas la peur qui gagne, c'est le découragement. En pleine révolution, à cette heure suprême, qui songe au Sénat?

« — Aucune force ne nous menace, dit le président, nous pouvons attendre longtemps sans être saisis d'un projet de loi et nous n'avons aucun objet de délibération. Il y a là une question de dignité que je signale sans la résoudre. »

Alors M. Baroche, à la tribune, éteint, accablé :

« D'après les nouvelles que nous transmet M. le président, dit-il, je crois que le Sénat doit d'abord s'associer par acclamation à ses paroles, et protester avec la plus grande énergie contre la violence dont l'autre assemblée est la victime. (*Adhésion*.)

» Et maintenant qu'avons-nous à faire? Si nous pouvions espérer qu'elles se dirigeraient sur nous, ces forces populaires, révolutionnaires, qui ont pénétré dans l'enceinte du Corps législatif, je persisterais à penser que chacun de nous doit rester sur son fauteuil pour attendre les envahisseurs.

» Mais malheureusement, car c'est ici que je voudrais mourir, nous ne pouvons pas avoir cet espoir. La révolution éclatera dans Paris et ne viendra pas dans cette enceinte... »

Non, cette grandeur ne vous est pas réservée de mourir comme les sénateurs de Rome sur vos chaises curules. A l'hôtel de ville, on ne prendra pas la peine de penser à vous. Vous qui avez eu aussi votre jour de violente élévation à l'hôtel de ville, comprenez maintenant le cri amer du factieux d'Éprémenil traîné à la lanterne : « — Et pourtant ce peuple m'a porté en triomphe ! »

Bien loin dans le passé de l'histoire, quand un des grands chefs qui avaient renversé la dynastie de Charlemagne, le vieil Herbert de Vermandois, se frappait la poitrine, étendu sur la cendre de son lit de mort, il répétait avec angoisse : « Seigneur, Seigneur ! nous étions neuf qui trahîmes le roi Charles. »

Combien étiez-vous, sénateur, lors de la violation d'une autre représentation nationale, par les mêmes « forces populaires et révolutionnaires » que vous si-

gnalez aujourd'hui? Combien étiez-vous, vingt ans plus tôt, à préparer la violence? combien à vous vanter après le fatal succès :

« — Nous étions un de ceux qui devancèrent la justice du peuple! »

A l'hôtel de ville, dès le moment de l'occupation, à trois heures, des milliers de billets imprimés portant ces mots : Déchéance prononcée par 185 voix sur 200! — volaient éparpillés du haut des balcons sur la foule. Aux boulevards, de nombreuses bannières, en tête des colonnes, des groupes hurlant sur la chaussée, portaient cette même inscription peinte en gros caractères :

— Déchéance prononcée au Corps législatif par 185 voix sur 200!

Autrefois des drapeaux arborés sur les impériales des diligences et des malles-postes, portaient dans les départements la glorieuse nouvelle de chaque révolution qu'ils acceptaient de confiance, comme un article-Paris. Le télégraphe remplaça cette fois la poste et les célèbres voitures de Laffitte et Caillard emportées par le vent du progrès. En quelques minutes, la dépêche suivante exposait ainsi les faits, affichée le soir même dans les chefs-lieux de tous les départements, et le lendemain dans toute la France :

Paris, le 4 septembre, à 6 heures du soir.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Ministère de l'intérieur.

LA DÉCHÉANCE A ÉTÉ PRONONCÉE AU CORPS LÉGISLATIF.

La République a été proclamée à l'hôtel de ville.

Un gouvernement de défense nationale composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

Les noms sont :

Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon.

Le général Trochu est à la fois maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris, et nommé ministre de la guerre, en remplacement du général Palikao.

Par le gouvernement de la défense nationale :

Le ministre de l'intérieur,
Signé : LÉON GAMBETTA.

Corps législatif.

3 heures.

P. S. La déchéance de la dynastie impériale a été proclamée par la Chambre.

La garde nationale et la ligne ont fraternisé.

Pas une goutte de sang n'a été répandue. Les sergents de ville ont remis l'épée au fourreau et se sont retirés paisiblement avec les gardes de Paris.

On nous assure que la déchéance aurait été votée par 185 voix sur 200 votants.

MM. Thiers, Trochu, Gambetta, Jules Favre, feraient partie du gouvernement provisoire.

Cette dépêche, le post-scriptum attardé qui la complétait, étaient ainsi lancés dans les départements, messages hâtifs où se confondaient la vérité, l'erreur, le mensonge, l'un portant l'autre, pour tenir lieu par

toute la France des bulletins écrits ou imprimés, qui volaient des balcons, des fenêtres de l'hôtel de ville à la foule ameutée sur la place.

Le coup d'État révolutionnaire avait réussi : la République de 1870 était faite.

Pour quelles destinées ?

Comme on pouvait l'entendre, ce soir-là, de la bouche des obscurs triomphateurs, acclamant leur victoire sur la place de l'Hôtel de Ville :

« — Il n'est pas plus difficile que cela de prendre en main le pouvoir à Paris ! »

Oui : mais le tenir, mais le garder dans de justes limites ! Là, sera toujours la tâche difficile, compliquée encore, au 4 septembre, de la nécessité présente, de l'obligation qu'on assumait de sauver le pays de l'invasion étrangère.

Il semblait que la révolution l'eût mis tout à coup en oubli, ce désastre de l'invasion, dans la joie du succès longtemps attendu, arrivé enfin si soudainement.

Sans réfléchir, sans hésiter, on faisait endosser à la République le bilan de la situation perdue, on faisait porter au présent, à l'avenir, le poids des fautes du passé. On prenait pour soi la tâche de Sisyphe, au lieu de la laisser sur les épaules de ceux qui avaient mis le rocher en branle, de la Chambre ; ou mieux encore de la remettre à qui avait force et droit pour porter la lourde responsabilité, au pays tout entier, au souverain impersonnel, convoqué dans ses comices.

Dans une des premières proclamations, on avait voulu ménager les susceptibilités des départements, du pays, en prenant l'engagement de la convocation

immédiate d'une assemblée nationale pour délibérer et décider de la situation. La suite fait croire que cet engagement n'était qu'une concession de la première heure, encore douteuse, du crépuscule de ce pouvoir.

Eut-il déjà la main forcée par ces groupes qui s'attribuent un droit antérieur et supérieur à la volonté du pays? Ou bien faut-il dire que l'esprit de parti se défia de l'esprit national?

En fin de compte, l'Empire passait la main à la République; celle-ci prenait la suite d'une partie perdue et se chargeait de régler et de payer le compte de la perte.

Un des hommes éminents de la République de 48, esprit lucide et droit, qui avait occupé alors un ministère difficile et y avait laissé de son passage un souvenir honoré, arrivant en toute hâte de sa province, à l'autre bout de la France, ne prit pas le change sur la situation :

« — Malheureux, qu'avez-vous fait ? Vous serez forcés de signer la paix, l'humiliation du pays : il vous en fera responsables! Vous tuez pour trente ans notre République. »

La fraction victorieuse croyait se sauver de ce danger, en honorant du nom de dévouement son imprévoyance politique, en prenant le titre de gouvernement de la défense nationale.

Défense à outrance! criait-on hautement.

Cependant le général Trochu ne pouvait se faire illusion sur les ressources militaires du pays. Commandant au camp de Châlons, il avait été à même d'y apprécier la démoralisation de l'armée dès avant Sedan. Il pouvait, après le désastre, mesurer de l'œil la profondeur de l'impuissance : Bazaine et son armée

bloqués par des forces doubles, Strasbourg aux abois et qu'on ne pouvait secourir, toutes nos places fortes tournées ou bombardées, toutes nos lignes de défense forcées jusqu'à Paris. Paris lui-même tiendrait-il? L'illustre Totleben, dit-on, mené par le gouverneur le long des lignes de défense de la capitale-forteresse, aurait demandé :

« — C'est là tout? — Oui. — Eh bien, général, vous en avez pour vingt-quatre heures ! »

On parvint depuis, par des travaux immenses, à mettre Paris à l'abri d'un coup de main, à le rendre imprenable de vive force. La défense, prolongée jusqu'aux dernières extrémités, donna à la province tout le temps de s'armer en masse et de venir à l'aide. Mais le général savait mieux que personne ce que valent des levées en masse contre des troupes solides. Lui-même dans son livre, il avait jeté la douche glacée de la réalité sur l'enthousiasme de nos légendes des volontaires de 92, des bataillons de la Moselle en sabots : grandeur d'élan, impuissance d'action. Les levées en masse avaient été une gêne, un embarras pour Dumouriez sauvant la France aux défilés de l'Argonne. Officiers mal choisis par l'élection, soldats sans esprit de corps, sans cohésion de discipline, ils avaient fondu au feu comme la neige au soleil, laissant dans les cadres de la véritable armée quelques individualités les mieux trempées, quelques personnalités éclatantes, qui attirèrent les yeux et gardèrent glorieux le souvenir des volontaires de la révolution.

Ce souvenir avait créé la tradition : le général Trochu avait écrit l'histoire.

Sur l'autorité des grands stratégistes cités dans son livre, Dumouriez, Gouvion-Saint-Cyr, il devait prévoir

à coup sûr, ce que pourraient faire, pour le salut de la France aux abois, les levées en masse de 1870, contre le million de soldats qui l'envahissaient.

Il semble que la bourgeoisie de Paris en est toujours restée au bon sens de l'âne de La Fontaine :

Notre ennemi, c'est notre maître.

Le Paris qui ne s'en mêle pas, assiste toujours avec une certaine approbation indécise et gouailleuse à la chute d'un pouvoir, quel qu'il soit; tout prêt à acclamer le soir le vainqueur, quitte à regretter le vaincu le lendemain. Ses pères, autrefois, criaient tour à tour : Vive le Roi ! Vive la Ligue !

Ce soir-là beaucoup criaient, qui du cœur, qui des lèvres seulement, et ceux-là plus haut souvent que les autres : Vive la République ! L'immense majorité criait encore : Vive la France !

Pendant ce temps, les presses du *Journal officiel* de la République composaient pour le lendemain la proclamation suivante :

« Français !

Le peuple a devancé la Chambre, qui hésitait pour sauver la patrie en danger. Il a demandé la République; il a mis ses représentants non pas au pouvoir, mais au péril.

La République a vaincu l'invasion de 1792; la République est proclamée.

La révolution est faite au nom du droit et du salut public.

Citoyens, veillez sur la cité qui vous est confiée. Demain vous serez avec l'armée les vengeurs de la patrie.

Le ministère est ainsi composé :

Le général Trochu, président du gouvernement, avec pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale ;

M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères ;

M. Gambetta, ministre de l'intérieur ;

Le général Le Flô, ministre de la guerre ;

L'amiral Fourichon, ministre de la marine ;

M. Crémieux, ministre de la justice ;

M. Picard, ministre des finances ;

M. Jules Simon, ministre des cultes ;

M. Dorian, ministre des travaux publics ;

M. Magnin, ministre de l'agriculture.

Le *Journal officiel* de la République contient un décret qui dissout le Corps législatif, abolit le Sénat et la présidence du conseil d'État.

La fabrication, le commerce et la vente des armes sont absolument libres.

M. Étienne Arago est nommé maire de Paris ; MM. Floquet et Brisson sont nommés ses adjoints.

M. Steenackers est nommé directeur des télégraphes.

Une amnistie complète est décrétée pour tous les crimes et délits politiques.

Le gouvernement de la défense nationale se compose de tous les députés de Paris, y compris M. Rochefort.

Le général Trochu est président, M. J. Favre vice-président, M. J. Ferry secrétaire.

L'ordre parfait n'a pas cessé de régner. Les scellés

ont été apposés aux portes de la salle des séances du Corps législatif.

Ainsi, on le disait au pays, la représentation nationale était dissoute par décret révolutionnaire : après avoir été violée par la force, la salle des séances était fermée par les scellés au nom de la liberté.

Chez les Hébreux, qui portait la main sur l'arche sainte, même pour en arrêter la chute, était frappé de mort subite.

Chez nous, qui porte la main sur la légalité, même pour sauver le pays, en subira le châtiment inévitable. Il sera entraîné fatalement à violer la liberté ; il fera mine de l'adorer toujours, il fléchira le genou devant elle et il la frappera à la face : *Ave rabbi ! et dabant alapas !*

Pourquoi ce nom ainsi mentionné : y compris M. Rochefort ?

Voulait-on s'excuser, voulait-on se vanter de ne l'avoir pas mis en dehors de ce gouvernement, formé de la députation de Paris dont il faisait partie par le droit de son élection ?

Le 4 septembre, les membres de la défense nationale, après s'être constitués et proclamés gouvernement provisoire de la République, se partagèrent aussitôt les ministères et les grands services publics, comme on put le voir dans la proclamation du lendemain. On avait même, sans tarder, fait leur part à quelques notabilités républicaines, en dehors de la députation de Paris. Assis autour de la célèbre table verte où se règlent de tradition révolutionnaire ces partages d'attributions, les membres du nouveau gouvernement prenaient les dernières mesures, avant de

se rendre chacun à son poste. Tout à coup un bruit confus d'acclamations monte dans les corridors, un mouvement se fait à la porte de la salle, un flot pénètre et porte jusqu'à la table un jeune homme à l'attitude indifférente, au sourire légèrement dédaigneux, à la figure pâle :

L'ombre de Banquo !

On avait oublié M. Rochefort !

« C'est par M. Paschal Grousset, aidé de M. Kunneman, avocat, que le signal de la délivrance de M. Rochefort a été donné. Les prisonniers politiques, au nombre de neuf, s'étaient groupés et ont fait irruption dans l'avant-greffe. La porte s'est donc ouverte moitié par pression du dedans et moitié par pression du dehors. Avec M. Rochefort étaient détenus MM. Arthur de Fonvielle, Barbaret, Lissagaray, etc. ; ces messieurs sont montés en voiture et se sont rendus à l'hôtel de ville. Sur leur route ils ont rencontré une bande innombrable, qui avait à sa tête des rédacteurs de la *Marseillaise* et qui se rendait à Sainte-Pélagie pour procéder à leur délivrance. » (*Liberté*, 5 septembre.)

Après le premier embarras de ce trop réel oubli, d'un côté, le premier dédain de ce calme triomphe, de l'autre, on s'expliqua. Le général Trochu paya de bonnes paroles : on ajouta à la liste du gouvernement le nom de l'enfant terrible de l'opposition, en s'excusant, du reste.

« — Oui, général, aurait répondu doucement le spirituel tribun, vous n'avez plus rien pour moi, n'est-ce pas ? Mon Dieu ! s'il vous reste encore la place de portier de l'hôtel de ville...? »

Quand M. Jules Favre, quelques heures après, de-

vant les deux cents députés réunis au palais de la présidence, se portait pour garant de son jeune collègue :

« — Il ne sera pas le moins sage; en tous cas, nous avons préféré l'avoir dedans que dehors. »

Voulait-il dire que le gouvernement de la défense annihilerait cet élément étranger, absorberait cette personnalité dans son sein?

Sans doute, — comme le fruit absorbe le ver.

Mais qui donc, au milieu de l'enivrement du succès, qui donc songe à prévoir les mécomptes, les déboires de l'avenir, les retours inévitables de cette fugitive popularité qui flotte et passe si rapidement de l'un à l'autre, dans nos fièvres révolutionnaires.

Girondins, vous ne saurez jamais deviner la Montagne d'où roulera la pierre pour briser les pieds d'argile de la statue d'or que vous élevez !

Camille Desmoulins imprévoyant, qui menez aujourd'hui l'avant-garde des hasards populaires, dans quelque coin d'un club social, bien loin hors de votre vue, Robespierre vous attend !

L'homme à la face de lion, dont la puissante éloquence ouvrit l'ère de nos révolutions par quelques paroles ardentes, empreintes d'un impérissable éclat, le grand tribun des débuts, qui pesa d'un tel poids de popularité, d'adoration de la foule, dans les destins du pays, put entendre un jour, du haut de la tribune, la voix des crieurs publics hurlant : — La grande trahison du comte de Mirabeau ! Il écouta ; puis, avec un geste d'inexprimable amertume :

« — Oui!... on crie par les rues la grande trahison du comte de Mirabeau !... Je n'avais pas besoin de

cette leçon pour savoir que la roche Tarpéienne est près du Capitole! »

Que pensent maintenant à leur tour, de la roche Tarpéienne et du Capitole, les membres du gouvernement provisoire qui se fit acclamer le 4 septembre?

Ils ont pu entendre par les rues, la sinistre mélopée *des Lampions*, demandant leur tête. Ils ont pu lire à tous les carrefours les affiches vouant à l'exécration, réunis sur la même ligne, les noms des infâmes Bonaparte, Jules Favre, Trochu!

Le décret de la Commune qui les met hors la loi, les condamne à la peine de mort et déclare leurs biens confisqués, revenant ainsi aux pénalités politiques que l'on croyait s'être fait l'honneur d'abolir pour toujours en 48, a été inséré à la première colonne de tous les journaux, affiché sur tous les murs.

Leurs caricatures, exposées aux quolibets des passants, remplacent ou voilent aujourd'hui les ordures que, depuis septembre, le gouvernement laissait étaler aux vitrines. Quelque jour, on publiera les papiers secrets de leur vie privée, saisis dans leurs foyers dévastés.

OEil pour œil, dent pour dent!

C'est la loi fatale que les révolutionnaires d'aujourd'hui appliquent toujours aux révolutionnaires de la veille.

Qui peut se soustraire à cette logique sauvage, qui peut s'arracher à son inexorable étreinte?

C'est la même qui était formulée ainsi il y a plus de huit cents ans :

« — Qui t'a fait comte?... — Qui t'a fait roi?... »

En voyant ce que sèment et récoltent ces pionniers, ces défricheurs de l'avenir, on se souvient de cette

parole de la Sagesse : — Qui sème le vent récoltera la tempête !

On finit, le cœur découragé, par trouver un sens prophétique, au moins pour la vieille Europe, à cette parole du chancelier d'Angleterre, lord Brougham, en 1848 :

« L'étude et l'expérience m'ont amené à cette conclusion, que la Liberté n'est pas une plante qui puisse fleurir dans une république ! »

Au milieu des émotions de cette journée, un exemple saisissant des misères de ce monde, un de ces retours de la fortune dont parle Bossuet, passait inaperçu dans un autre quartier de la ville enfiévrée.

Aux Tuileries, dans les salles déjà désertes de cette hôtellerie des rois, une femme attendait en proie aux angoisses de l'inquiétude mortelle, de l'abandon de tous.

Tous l'avaient quittée, ministres d'abord, officiers, dames du palais, serviteurs, amis ; elle restait là, encore plus abandonnée que Marie-Antoinette à la veille du Temple.

Autrefois, quand elle était l'idole, elle ressentait pour la mémoire, pour les tristes reliques de l'infortunée reine de France une vénération attendrie, mêlée de retours effarés sur elle-même, de pressentiments obscurs de la chute à venir.

Quand ces lugubres pensées venaient troubler son esprit dans ces galeries, sur ces parquets où l'on aurait pu retrouver encore la trace des larmes de la pauvre reine, elle se promettait, dit-on, pour le jour où le malheur viendrait aussi la toucher de son aile, de lui faire face en reine, de ne pas fuir, dut-elle subir le même sort.

On ne trace pas soi-même le chemin de sa passion : la destinée ne marque pas toutes les têtes de souveraines pour la place de la Révolution !

Hélas ! il fallut fuir à travers le peuple ameuté, en voilant, pour n'être pas reconnue, les déclins de cette beauté qui avait fait sa fugitive popularité.

Jusqu'à quel point le nouveau préfet de police, M. le comte de Kératry, avait-il favorisé de sa protection ce départ clandestin, dont il a cru devoir se justifier depuis, quand le soir il fit afficher sur les murs :

L'ex-Impératrice est en fuite !

Le correspondant de Berlin de l'*Écho du Parlement* lui transmit un récit émouvant du départ de l'impératrice Eugénie des Tuileries. Nous le reproduisons tel qu'il parut alors, sans en garantir ni en contester l'authenticité :

« Berlin, 25 janvier.

On vient de me raconter l'histoire authentique de la façon dont l'impératrice Eugénie a quitté Paris et la France. Je vous transmets le récit tel qu'il m'a été fait.

C'était le 4 septembre 1870, un dimanche, le jour de la dernière révolution de Paris. Je n'ai pas besoin de rappeler à votre mémoire les événements populaires qui se sont passés à cette date sur les boulevards, sur la place de la Concorde, sur celle de l'Hôtel de Ville, sur celle du Carrousel.

Ce sont là toutes choses qui ont rempli les journaux et sur lesquelles il est inutile de revenir.

C'est à l'intérieur des Tuileries que je veux vous conduire.

Là, vers neuf heures du matin, dans le pavillon Marsan, se trouvait l'Impératrice qui attendait, soucieuse, que l'on vînt procéder à sa toilette, pour se rendre à la grand'messe de Saint-Germain-l'Auxerrois.

Elle attendait, et dans ses moments de distraction, s'impatientait de ce que, à son grand étonnement, personne ne répondît aux ordres qu'elle avait donnés.

Se présente enfin Mme Lebreton, son amie dévouée, qui lui fait sur l'état de Paris le plus sombre tableau. Le peuple réclamait à grands cris dans les rues la déchéance de l'Empereur; il protestait avec les mêmes cris contre la Régence : c'était la république qu'il voulait. Partout des groupes menaçants se formaient, peut-être les Tuileries seraient-elles bientôt envahies. Mme Lebreton, les larmes aux yeux et l'angoisse dans l'âme, supplia l'Impératrice de prendre la fuite, pendant qu'il était encore temps.

L'Impératrice, quoique émue, chercha à la calmer, en lui assurant que Trochu veillait sur elle, qu'il lui avait promis de la protéger; qu'il était homme d'honneur; qu'elle comptait sur sa parole; que certainement il ne manquerait pas, si un danger réel survenait, de lui envoyer au moins quelqu'un pour l'avertir de ce qu'il jugeait opportun de faire.

Entre-temps la révolution s'accentuait, la foule s'animait, se massait; les clameurs de : Vive la république! parvenaient jusqu'aux oreilles de l'Impératrice et de sa fidèle compagne.

Mme Lebreton revint à ses supplications. Sa maîtresse resta inébranlable. « J'ai confiance en Trochu,

ne cessait-elle de répéter. Il est soldat, il ne m'abandonnera pas. »

Ce n'est que vers une heure, lorsque la place du Carrousel fut envahie par le peuple, huant le gouvernement impérial et la régente, que l'Impératrice convaincue enfin du danger et, à ce qu'elle assure, de la défection de Trochu, écouta Mme Lebreton.

Elle sonna ses femmes, sonna longtemps : aucune ne vint. Mme Lebreton, inquiète, parcourut toutes les pièces environnantes. Personne ! Tout ce qu'elle vit, ce furent des meubles renversés, des tiroirs ouverts.

Alors l'Impératrice se sentit faiblir et elle se prit à sangloter.

Elle était bien abandonnée de tout le monde, même de ses laquais. Abandonnée en ce moment !

Où donc étaient-ils ces hommes que l'empire avait faits grands, qu'il avait tirés, Dieu sait d'où, pour les placer aussi haut que possible? Où étaient... ne prononçons aucun nom, contentons-nous de raconter.

Ici cependant une remarque. On a beaucoup dit que le prince de Metternich avait aidé l'Impératrice à fuir. Non ! Que M. de Lesseps l'avait secourue : non.

La pauvre femme, car de ce moment, elle ne doit plus être considérée que comme femme, s'est enfuie seule, avec son admirable amie.

Elles ont employé une heure à traverser les galeries, les cabinets, les longs couloirs de l'énorme palais, pâlissant à chaque bruit qu'elles croyaient entendre autour d'elles ; n'osant passer devant les fenêtres, de peur d'être aperçues de l'extérieur ; s'arrêtant à chaque instant, indécises sur leur chemin, s'encourageant, se soutenant, fuyant plus vite chaque fois que les cris de la foule venaient jusqu'à elles.

Enfin, épuisées, elles arrivèrent sous la colonnade du Louvre, devant le grand escalier. Elles étaient à la rue. Alors seulement elles songèrent à se regarder et un cri d'effroi leur échappa : dans leur précipitation et leurs angoisses, elles avaient oublié de se vêtir ; elles l'étaient de façon à ne pouvoir faire dix pas dans la rue sans être remarquées.

L'Impératrice était en peignoir, elle n'avait qu'un filet de gaze sur la tête.

Au même moment, avant qu'elles eussent descendu la première marche de l'escalier, retentit à côté d'elles un cri : l'Impératrice !

L'Impératrice pâlit et s'écria : « Nous sommes perdues ! »

M[me] Lebreton, gardant son sang-froid, se retourne vers celui qui avait poussé le cri. C'était un monsieur, parfaitement mis et ganté. Elle lui jeta un regard suppliant. Le gentleman comprit et fit semblant de ne plus les voir.

Au bas de l'escalier se trouvait un fiacre ; descendre et s'y jeter fut l'affaire d'un instant.

Le cocher étonné et peut-être soupçonneux, se mit à examiner les deux femmes. L'Impératrice dominant sa terreur, lui cria brusquement : Boulevard Haussmann, 30 !

Le fiacre partit. En chemin, alors déjà qu'elles se sentaient une lueur d'espoir, M[me] Lebreton demanda tout à coup à sa maîtresse si elle avait de l'argent ?

— Oh ! mon Dieu ! ai-je pensé à cela ! répondit l'Impératrice.

M[me] Lebreton tâta ses poches. Une sueur froide vint au front des deux femmes.

— Sauvées! s'écria Mme Lebreton. Elle avait trouvé deux pièces de 5 francs.

La voiture s'arrêta à l'endroit désigné. Au même moment arrivait au pas un autre fiacre. Le cocher reçut cinq francs, on le laissa s'éloigner; on appela l'autre :

— Avenue de l'Impératrice, numéro... J'ignore le numéro! s'écria encore l'Impératrice.

Là, elles se trouvèrent devant la porte de M. Evans, dentiste de la cour.

C'était pour dépister le premier cocher que l'Impératrice avait d'abord désigné le boulevard Haussmann.

Elles sonnèrent chez M. Evans. Un laquais leur vint ouvrir. — Monsieur n'était pas là... Que désiraient ces dames?

Et le laquais semblait vouloir leur fermer la porte, quand l'Impératrice, d'un ton assuré, imposa encore à ce nouveau curieux.

— Nous sommes Américaines, dit-elle. M. Evans nous a donné rendez-vous chez lui à deux heures.

M. Evans est à ce qu'il paraît un Yankee opulent, sportsman de haute distinction, s'étant par son caractère franc, original, expansif, procuré aux Tuileries ses grandes et petites entrées.

Les dames furent conduites dans un cabinet où elles attendirent une heure. M. Evans rentra.

Son domestique lui annonça que deux Américaines très...

M. Evans, qui venait des Tuileries où il avait vainement cherché l'Impératrice, eut un éclair de divination.

— Ah! oui! je sais. Elles viennent encore m'ennuyer de leurs jérémiades; nous tâcherons de leur faire passer l'Atlantique le plus tôt possible.

Et il entra dans le cabinet.

M. Evans est Américain et sportsman; c'est assez dire qu'il est homme de décision. — Allons, mesdames, à l'œuvre. Ma femme est à Dieppe, vous devrez donc vous chercher seules, robes, bottines et tout ce qu'il vous faut. Je vais entre-temps faire atteler mes meilleurs chevaux, et nous partons dans une demi-heure pour Trouville.

Et il les conduisit au cabinet de toilette de sa femme.

Hélas! Mme Evans, en vraie Américaine, avait pris toute sa garde-robe avec elle.

Il y aurait eu moyen d'envoyer aux Tuileries chercher ce qu'il fallait, mais M. Evans ne l'entendait pas ainsi. C'était partir à tout prix et à l'instant qui était nécessaire. Les dames se restaurèrent rapidement, s'enveloppèrent dans des plaids, s'arrangèrent au mieux, la voiture partit et elle vola hors de la ville, roulant jusqu'à ce que les chevaux tombassent. Des relais étaient déjà commandés par la poste ou le télégraphe, on descendit à Évreux, en d'autres endroits, enfin on arriva à Trouville.

L'Impératrice et sa compagne furent conduites à l'hôtel. M. Evans se rendit au port.

Il y avait deux yachts dans le port. M. Evans s'adressa au plus grand. Il proposa le départ immédiat pour l'Angleterre.

Dans son impatience, a-t-il été un peu pressant? Il le suppose, car il lui fut assez impoliment répondu.

Il s'adressa au propriétaire de l'autre yacht : sir J. Burgoyne. Celui-ci refusa de partir, prétextant que sa femme tenait à rester avec lui à Trouville.

M. Evans insista. — Inutile. Il prit alors le parti de

tout confier à l'Anglais, qui, en homme de cœur, jura que tout irait pour le mieux.

Quelque temps après, l'Impératrice abordait à l'île de Wight.

Sir J. Burgoyne a raconté lui-même la fin de cette histoire dans les journaux anglais. Ne doutez pas des autres détails : ils sont vrais, je le répète, de point en point.

M. Evans est venu depuis en Allemagne, où il a vu M. Bancroft, ministre des États-Unis à Berlin. Je ne vous dirai pas que c'est de lui que je tiens l'histoire. »

CHAPITRE X.

SIÉGE DE STRASBOURG.

Strasbourg! La station la plus douloureuse, peut-être, du chemin de la Passion où nous suivons pas à pas la marche de la patrie!

Saluons ici de nos inconsolables regrets, de notre pitié pour sa mortelle agonie, de notre admiration pour son héroïsme, de notre vénération attendrie pour son deuil, la cité en ruines, en cendres pour la France, et que la France, inexprimable misère! n'a pu ni secourir ni garder!

Que nos fils, que les fils de nos fils n'en perdent jamais la mémoire!

Ces frères de Kléber, dont il semble que le large cœur bat aussi d'un plus large patriotisme dans leurs vastes poitrines, sont depuis deux cents ans bientôt les vaillants et solides gardiens de la frontière française. Ils étaient venus y prendre rang avec la Lorraine, aux côtés de la Champagne et de la Picardie, boulevards des temps anciens de la monarchie, nos deux grand'gardes, toujours la poitrine face à l'ennemi.

Ce poste de danger et d'honneur les faisait plus Français, pouvait-on dire, plus à portée qu'ils se trouvaient ainsi de mourir pour la patrie dont ils étaient les derniers nés.

Strasbourg a bien mérité de la patrie!

Telle fut, à Bordeaux, la première acclamation qui s'éleva du sein de la représentation nationale, réunie enfin sur nos ruines.

Nous allons dire combien c'était justice.

Dès le 6 août, vers le milieu de la journée, une émotion indéfinissable courait par la ville, un pressentiment de malheur.

Bientôt quelques soldats arrivant à la file dans les rues, d'autres qu'on apercevait des portes sur la route de Haguenau, par leur aspect délabré, leurs paroles effarées, à mesure qu'ils arrivaient, commençaient à faire redouter la réalité à la suite du pressentiment.

Peu après toute la bande des fuyards ahuris, des traînards, des goujats d'armée, en avance sur la défaite comme la rafale devant l'orage, courait à travers Haguenau, poussait sans s'arrêter jusqu'à Strasbourg, criant par les chemins : Les Prussiens! les Prussiens!

Ils apportaient avec eux la terreur de la bataille perdue, où ils n'avaient pas même combattu.

En même temps parmi eux, derrière eux, des blessés encore assez valides pour la marche, débris du combat de l'avant-veille à Wissembourg.

Après ceux-là, harassés, débraillés, sordides, couverts de poussière et de boue, des cavaliers démontés, des turcos, des soldats de toutes armes, la tête ou les bras enveloppés de linges souillés, appuyés sur des bâtons arrachés aux taillis du bord des routes,

sur des tronçons d'armes hors de service ; des voitures, des fourgons du train aux attelages surmenés, fourbus, chargés de blessés entassés et gémissants se succédaient en files toujours plus serrées; navrante réalité donnant un corps aux vagues rumeurs.

Avec eux, quelques officiers, de vieux capitaines, ceux que les soldats connaissent de plus près, qu'ils appellent pères dans la famille militaire, appuyés, soutenus par les bras des plus jeunes et des plus valides. Profondément abattus, ils semblaient chercher de l'œil en avant, en arrière, les débris de leurs compagnies échappés à la défaite de la veille. La foule émue, les larmes tombant des yeux, formait la haie sur leur passage, regardant comme sans voir, dans une stupeur silencieuse.

Toute la journée passèrent lentement, comme un long convoi de deuil, ces files abattues, s'éparpillant à la tombée du jour pour le repos dans les champs, aux berges de fossés, sous les haies des chemins. A la nuit, le lamentable défilé marchait toujours. Il prenant des proportions fatales à faire frissonner, comme une revue d'outre-tombe, à mesure que les têtes émergeant de la bouche noire des portes, venaient s'éclairer à grands effets d'ombre et de lumière sous les lanternes allumées des rues, et au delà, allongeant leurs silhouettes un instant, semblaient comme se perdre et se replonger dans la nuit.

Au matin, le sombre défilé continuait encore.

Dans le premier moment la panique de l'inconnu avait serré tous les cœurs ; les boutiques s'étaient fermées, la générale avait battu par la ville. On avait songé à lever les ponts-levis. Il semblait qu'au delà de ces fuyards, de ces masses désorganisées, déjà sur

elles, au milieu d'elles, on voyait poindre les avant-gardes prussiennes.

Dès le matin de la journée du 7, les habitants avaient pu lire, affiché sur tous les murs, un arrêté du préfet :

Le préfet du Bas-Rhin informe les habitants de Strasbourg que la ville est mise en état de siége.

Baron PRON.

L'ennemi était à Haguenau, à cinq lieues.

Déjà les habitants des faubourgs, des villages voisins et de la banlieue accouraient en foule à l'abri de la place, traînant avec eux dans leurs voitures d'attelage leurs mobiliers, leurs provisions, ce qu'ils pouvaient emporter de leurs récoltes; apportant, grossies par la peur, les rumeurs des campagnes effrayées.

La réalité, du reste, ne devait pas tarder à monter à la hauteur de toutes les terreurs.

Le 8, un officier parlementaire allemand se présentait aux portes, porteur d'une sommation au général Uhrich, commandant la place, d'avoir à la remettre à l'Allemagne. En cas de refus, la sommation était accompagnée de la menace du bombardement de la ville.

Un refus péremptoire accueillit menace et sommation.

Le lendemain fut un jour de répit. L'effroi du premier moment se calmait ; on put observer, se rendre compte que les détachements ennemis, signalés d'abord sur divers points dans les environs, s'étaient éloignés. Éclaireurs chargés de reconnaître le pays,

d'étudier les voies de communication, les travaux de défense, les abords de la place, ils avaient dû en effet se replier pour en rendre compte aux états-majors.

On respira, on réfléchit : la logique de la stratégie disait qu'après sa victoire de Wœrth l'ennemi n'avait qu'une forteresse à attaquer : Paris. Strasbourg n'en défendait pas la route : elle était grande ouverte ailleurs.

Pourquoi les Allemands se détourneraient-ils? Pourquoi s'arrêteraient-ils, éparpillant leurs forces à un siége? Il tombait sous le sens que Strasbourg ne verrait pas leur torrent venir de son côté, pour tenter un effort inutile. La clef de Strasbourg, comme celle des autres forteresses de la France, déjà tournées par leur victoire, était à Paris.

Enfin la population si effrayée, au premier moment, de la menace d'un bombardement, sentait peu à peu, en raisonnant la situation, se détendre l'angoisse de la première heure.

D'ailleurs le pays, la chère France, semblait n'avoir rien demandé cette fois à son boulevard du Rhin, n'avoir pas compté sur son effort pour la défense.

Rien n'avait été préparé pour cela. Pas d'armement de siége, pas d'approvisionnement de guerre, pas de canonniers pour l'artillerie muette des remparts, à peine sur ses affûts, pas de batteries couvertes. Les troupes casernées dans la ville, à peine une garnison suffisante pour une place de cet ordre, venaient d'être emmenées par le maréchal Mac-Mahon et jointes à son corps d'armée, en marche pour la frontière. L'axiome stratégique moderne : On ne s'arrête plus aux forteresses, on les tourne! était un garant de salut. La

ville ne courait donc pas la cruelle chance d'un siége.

Les plus fermes, qui n'auraient osé dire tout haut, comme au Jardin des Oliviers : — Seigneur, s'il est possible, que ce calice soit détourné de nous ! — sentaient comme une fraîcheur de soulagement les rasséréner.

Et comment aurait-on pu soutenir un siége avec ce qui restait de troupes?

Les dépôts de deux régiments de ligne et de deux bataillons de chasseurs ; un régiment, le 87e, de passage au moment de la bataille de Wœrth ; quelques douaniers, soixante marins, appelés des côtes de l'ouest pour former les équipages des canonnières blindées du Rhin ; des soldats de toutes armes, débris de la bataille du 6, réfugiés d'hier dans la ville, démoralisés, hors cadres ; quelques gardes mobiles des cantons du voisinage en train de formation : c'était tout.

L'impossibilité du siége semblait donc garantie par l'impossibilité de la défense.

Mais les Allemands étaient bien renseignés. Ils furent attirés par ces considérations-là même. Une garnison assiégée aurait tenu sans doute; une population bombardée devait crier merci aux premiers éclats d'obus, aux premières flammes allumées.

Rien ne les empêchait donc de mettre la main sur la capitale, quand ils tenaient déjà la province tout entière. Le corps d'armée occupé à cette besogne, ne pouvait tarder beaucoup à l'achever et à rejoindre la marche des vainqueurs sur Paris. La sommation allait donc avoir son effet, sa sanction.

Le général Uhrich n'eut garde de s'y tromper.

Dans la matinée du 10 août, il fit afficher cette proclamation :

Habitants de Strasbourg,

Des bruits inquiétants, des paniques ont été répandues ces jours derniers, involontairement ou à dessein, dans notre brave cité. Quelques individus ont osé manifester la pensée que la place se rendrait sans coup férir.

Nous protestons énergiquement, au nom de la population courageuse et française, contre ces défaillances lâches et criminelles.

Les remparts sont armés de 400 canons. La garnison est composée de 11,000 hommes, sans compter la garde nationale sédentaire.

Si Strasbourg est attaqué, Strasbourg se défendra tant qu'il restera un soldat, un biscuit, une cartouche!

Les bons peuvent se rassurer; quant aux autres, ils n'ont qu'à s'éloigner.

Strasbourg, le 10 août 1870.

Le général de division, commandant supérieur,
UHRICH.

Le préfet du Bas-Rhin,
Baron PRON.

Il fallait donc en prendre son parti : la ville le fit bravement. Le général avait parlé, on se le tint pour dit. Petit de taille, grand de cœur, ce général; un vieux soldat énergique, dont on disait dans l'armée qu'il portait son sabre la poignée lui dépassant

l'épaule gauche, comme autrefois les chevaliers portaient leurs grandes épées.

La petite garnison se tint prête : la garde mobile se hâta d'achever de s'exercer pour prendre sa place aux remparts. On abattit en travers des routes menant à la ville, les arbres qui les bordaient, parure chère et regrettée. On improvisa, on établit en hâte toutes sortes de moyens de défense.

Bientôt, dès le 13, on eut à tirailler pour protéger les travailleurs : les Allemands occupaient déjà tous les bourgs des environs, toutes les hauteurs, tous les postes stratégiques autour de la ville.

Une division badoise sous le commandement du général de Beyer, lançant sur tous les points des abords de la ville des patrouilles, des grand'gardes, des reconnaissances composées de régiments entiers, commença ses travaux d'investissement. En quelques heures elle coupa la ligne du chemin de fer à Kœnigshoffen, rompit les fils télégraphiques, isola Strasbourg de toutes communications.

Ce même jour, le premier coup de canon retentit sur les remparts, tiré sur les Badois assaillant les travailleurs aux ouvrages avancés de la ville ; d'autres suivirent, dirigés sur des compagnies qui s'établissaient dans le cimetière Sainte-Hélène et près du couvent de Saint-Charles.

Ce bruit du canon raviva les instincts de vaillance de tous, habitants et soldats ; on eût dit que l'écho de ces grondements prolongés répétait : *Sursum corda !* Les cœurs grandissaient, semblait-il, avec le danger.

La garde nationale se forma et fut armée, gardienne de l'ordre intérieur ; mais on sentait en la voyant aligner ses rangs, que ces forts enfants d'Alsace ne recu-

leraient pas devant de plus rudes tâches, dussent-ils soutenir comme Atlas des mondes sur leurs épaules, au moins les murs de leurs maisons ébranlées. Plus tard, dans les sorties, elle tint son rang et aborda franchement l'ennemi.

Des francs tireurs s'organisèrent, composés des hommes habitués aux exercices de la cible dans les kermesses, ou au maniement du fusil de chasse, tous des tireurs habiles. Ils formèrent un corps qui se joignit aux troupes de ligne pour les sorties, les reconnaissances vers les lignes ennemies, où les poussait, plus avant que tous, une vive émulation de bravoure et de mépris du danger.

On remarqua cette date du 13, fatidique et néfaste, disent les instincts populaires. Les premiers obus tombèrent dans la ville ce jour-là même. On s'attroupait devant une maison de la rue du Marais-Vert qui venait d'être atteinte ; on calculait avec stupéfaction l'énorme portée de la pièce qui avait lancé ce projectile, venant effondrer la maison, et partant des batteries ennemies établies sur les hauteurs de Hausbergen. On devait tout à l'heure compter de bien autres distances, subir la cruelle puissance d'engins d'une bien autre portée !

Presque au même instant au faubourg de Saverne, quai Saint-Jean, au Mont-de-Piété, à la gare du chemin de fer, tombaient des projectiles ennemis. Au faubourg de Saverne, un obus brisa un candélabre à gaz, blessa en éclatant deux femmes et un homme, qui mourut peu de jours après de ses blessures : la première victime.

Ces engins de mort, éclatant ainsi sur les maisons de la ville, avaient-ils été dirigés par la volonté de

l'ennemi? Les habitants ne pouvaient y croire. On les disait égarés par des pointeurs maladroits au delà du but, au delà des fortifications que voulaient atteindre les chefs des batteries badoises.

Ces bons voisins les Allemands, ces hôtes, ces amis de la veille, ne pouvaient de propos délibéré atteindre ainsi les foyers où ils avaient trouvé tant de fois, avec des cœurs sur la main et des mains tendues à la française, cette hospitalité reçue et rendue, qui gardait d'une rive à l'autre du grand fleuve, la tradition de la fraternité primitive de la race et de la langue!

Le lendemain les Allemands occupaient la Robertsau, une banlieue de la ville dont les habitants, riches et pauvres, fuyant en hâte dans leurs bateaux, apportaient en ville tout ce qu'ils avaient pu sauver de leurs maisons envahies. Ils cherchaient de tous côtés où ils pourraient abriter ces débris de leur aisance, leurs mobiliers, leurs enfants, eux-mêmes, dans la ville déjà encombrée.

Un jour plus tard, les gazomètres, devenus un danger permanent d'explosion, furent vidés. A l'horreur du siége se joignait l'horreur de la nuit : les ténèbres! cette noire plaie d'Égypte, l'inconnu, les fantômes des ténèbres!

Le premier soir, l'éclairage aux lanternes, ordonné par l'édilité, luttant contre la nuit à tous les étages, semblait une illumination funèbre et rappelait celle des torchères vacillant autour des catafalques : on s'y habitua.

On était au 15 août. Comme pour rappeler la salve annuelle qui saluait d'habitude le matin de ce jour, une formidable détonation ébranla la ville. L'ennemi avait miné le pont à colonnes jeté sur le canal de la Marne

au Rhin, qui reliait la promenade Lenôtre à la Robertsau. Il venait de le faire sauter; coupant ainsi les communications de la ville avec cette banlieue, centre de ses approvisionnements de légumes, de lait et de bétail.

Le soir, pour tenir lieu de feu d'artifice, devait éclater comme un orage sur la ville la première furie de l'artillerie allemande.

Au matin, la splendide cathédrale avait retenti une dernière fois des accents de la prière pour le souverain, s'éteignant dans la prière pour les soldats français, déjà morts aux champs de bataille de la France. La triste fête de l'Empereur, la fête attristée de la patronne de la France, confondues autrefois, se séparèrent ce jour-là. On se réjouissait naguère, on priait seulement aujourd'hui. Il semblait que la prière rappelait le calme et la confiance pendant ces heures radieuses d'une journée d'été. On eût dit de cette population sérieuse en habits de fête dans ses rues, dans ses carrefours atteints déjà par l'ennemi, qu'elle semblait se recueillir et se parer, comme autrefois les condamnés avant le supplice.

A 11 heures et demie, le bruit lointain du canon s'éleva au milieu du silence. Suivit un sifflement strident et un obus vint abattre sur une maison les éclats de son explosion terrible; puis, un autre sifflement, un autre projectile; d'autres encore, se suivant sans relâche pendant une demi-heure, effondrant les toitures, arrachant les encadrements des façades.

Les canons des remparts s'éveillèrent à leur tour répondant de leur mieux, décharge pour décharge, inutiles sans doute contre les batteries volantes des Allemands qui couraient les poster sur différents

points de leurs positions, multipliant ainsi et croisant les directions de leurs feux, pour inquiéter et dérouter la défense.

Le lendemain au matin on comptait les blessures de la ville.

A la Banque, dans dix rues, des toitures enfoncées, des hommes, des femmes écrasés, horriblement mutilés dans leurs lits ! Pauvres gens que la charité fraternelle, émue jusqu'aux entrailles, vint visiter, plaindre et soulager. Des troncs, établis à la porte des pauvres ménages saccagés, recevaient les offrandes des riches, les oboles des pauvres. On ne put longtemps secourir ainsi ces misères bientôt décuplées, centuplées : la calamité, si l'on peut dire ainsi, distança bientôt la charité.

Ce matin-là même, une grande sortie fut dirigée en dehors de la ville, vers le Neuhoff et Illkirch, où l'on pensait rencontrer l'ennemi. Les éclaireurs envoyés en avant n'en avaient pas trouvé trace. La colonne marchait en toute sécurité. Tout à coup, du fond des taillis au bord de la route, éclate une vive fusillade. Les Allemands étaient là, cachés, massés en nombre pour la surprise.

Le colonel Fievet, du 16e régiment d'artillerie-pontonniers, qui commandait la sortie, s'élança en avant pour enlever sa troupe et la lancer contre l'embuscade ennemie qui s'éparpilla sous bois. Blessé à la jambe au même instant, il fut relevé par ses hommes et rapporté dans la ville. Premier officier atteint et qui ne devait pas survivre.

Du côté de l'Orangerie, par la porte Nationale, vers Kœnigshoffen, une autre reconnaissance ralliait et ramenait en ville les sœurs de l'établissement du Bon-

Pasteur, une partie du mobilier, les bestiaux, les approvisionnements.

Déjà le maire, le général Uhrich avaient fait afficher :

« Considérant que la ville est exposée à être bombardée par l'ennemi ! »

Ils avaient ordonné, par un arrêté, de disposer aux différents étages des maisons des cuves remplies d'eau, de la terre, du sable, pour éteindre au début les incendies allumés par les projectiles de l'ennemi. Une garde de nuit permanente devait être formée, se tenir à portée des quartiers menacés ou atteints, et donner aussitôt l'éveil aux habitants des maisons où le feu se manifesterait.

Au premier symptôme les habitants, les voisins devaient courir au poste des pompiers de service le plus proche.

L'arrêté indiquait les différents points où l'on trouverait les groupes de secours.

Pour seconder l'édilité, des citoyens se réunirent et créèrent, de leur propre initiative, des postes de gardiens de nuit qui rendirent les plus grands services.

Dans le faubourg de Pierres, 140 habitants divisés en sections de 15 hommes, avaient établi un poste de volontaires chez l'un d'eux, M. Lipp : ils tenaient, toujours prêtes à être attelées, des voitures chargées de tonneaux remplis d'eau et quatorze pompes à incendie fournies et manœuvrées par eux-mêmes.

Cet exemple, donné ainsi spontanément, fut suivi dans les autres quartiers. Des associations pareilles s'y établirent : leurs patrouilles de veilleurs parcouraient les rues, donnaient les premiers secours partout où elles rencontraient un sinistre sur leur chemin ;

puis, lorsque les pompiers de la ville arrivaient à l'aide, ces volontaires s'effaçaient, selon leur consigne d'ordre, pour se mettre sous la direction du chef militaire.

L'autorité municipale, ne pouvant procéder aux élections sous les bombes, prorogeait l'ancien conseil municipal. Il avait été jusque-là, d'ailleurs, tenu assez en dehors de tout ce qui avait rapport à la défense extérieure et aux dispositions de l'ennemi, par le gouvernement militaire et la préfecture dont les communications étaient assez rares. Peut-être craignait-on encore d'effrayer la ville par des rapports trop précisés ou trop multipliés : on oubliait qu'en de pareilles circonstances aucune réalité avouée, si grave qu'elle soit, ne sème autant d'alarme que l'inconnu.

Déjà le préfet avait interdit de monter sur les tours des églises, sur les plates-formes des édifices, d'où les plus curieux, les plus inquiets, rapportaient leurs observations sur les mouvements de l'ennemi hors de la ville. Il y avait à cela du reste un danger ; les Allemands menaçant de préférence tous les monuments qu'ils pouvaient croire servir contre eux d'observatoires pour les dispositions de la défense.

Le 17 août le canon de la ville dut battre en brèche et détruire le couvent du Bon-Pasteur, des maisons, des bâtiments masquant le tir de l'artillerie de la citadelle et des remparts, et servant d'abri à l'ennemi de ce côté. Toute la nuit on vit monter les flammes de ces premiers sacrifices à la patrie.

Bien d'autres suivirent. Chaque matin une nouvelle sortie faisait évacuer les faubourgs de la zone militaire ; de nombreux édifices, qui auraient pu être utilisés par l'ennemi pour ses approches, ou devenir des

postes avancés d'observation, étaient sacrifiés à la défense. Des brasseries célèbres, des malteries, de riches maisons de campagne , d'immenses hangars, des docks tout entiers, brûlaient sur tous les points, faisant à la ville comme une enceinte de flammes entre elle et l'ennemi.

Cependant, les Allemands se concentraient autour de la ville assiégée. Des renforts leur arrivaient de l'Allemagne, de tous côtés ; ils occupaient les bourgs et les villages à proximité, où ils se logeaient et se barricadaient contre les sorties de la garnison.

Les habitants de la ville commençaient toutefois à se rassurer, au moins contre les chances d'un bombardement. On inclinait à croire que la canonnade de la nuit du 15 au 16 août, n'avait été qu'une démonstration de force, tout au plus la part que les Allemands avaient voulu donner au souvenir des fêtes impériales. On se prenait même à oublier la sommation menaçante du premier parlementaire.

Mais, tout à coup le 18 août, une grande lueur rouge, intense, comme une aurore boréale, s'étendait éclairant tout l'horizon, au-dessus du faubourg National. Une bombe venait d'éclater rue Sainte-Aurélie, dans une grange remplie de fourrages : dix bâtiments brûlaient du même coup, à la fois. Autres désastres : dans la rue de l'Arc-en-ciel, un obus tombait sur un pensionnat de jeunes filles, tenu par des sœurs. Deux pauvres enfants furent tuées par les éclats, cinq autres blessées, une mourante. Quatre de ces malheureuses petites filles durent subir l'amputation, par suite de leurs affreuses blessures.

Kehl, cette ville sœur, cette main fraternelle de l'Allemagne tendue à la France, de l'autre rive, par-

dessus les flots communs du grand fleuve, Kehl, ennemie aujourd'hui, ouvrait le feu de ses batteries contre Strasbourg !

Elle se faisait marquer au front du même signe qui flétrit le premier meurtrier sur la terre : — Caïn, qu'as-tu fait ?

De la rive si longtemps amie, de formidables engins de guerre lançaient leurs projectiles sur la cité, exposée en plein à leur tir : bombes, boulets, obus, tombaient comme les grêles d'été. Sur ce point, des soldats, des gardes mobiles furent atteints par les éclats ; un turco de Wissembourg eut les jambes coupées.

Ainsi, derrière l'abri des murs de notre forteresse, trouvaient la mort hideuse qui prend par morceaux, qui mutile avant le dernier soupir, ces sauvages enfants de l'Afrique, dont la destinée était de la rencontrer, rapide et prompte, sur le sable du désert natal.

Deux obus tombèrent coup sur coup sur une casemate, où s'était abritée une foule de femmes et d'enfants, pleurant et priant, dans les angoisses de l'effroi mortel :

— Vous êtes sous une poudrière, criait un artilleur, sauvez-vous ! Vous êtes visés par les pointeurs ennemis !

Hélas ! où se sauver ?

De ce jour commençaient, pour continuer sans relâche, les éphémérides de ce martyrologe de la cité ! Chaque journée d'angoisse y apportait sa page de légende sanglante.

Une proclamation du général Uhrich annonçait alors à la jeune troupe des gardes mobiles, qu'il les

tenait désormais pour des soldats et les dispensait des études d'exercices, qu'ils apprendraient bien mieux devant l'ennemi. On avait besoin d'eux à la garde des remparts, aux sorties presque quotidiennes.

— Vous serez bientôt complétement aguerris, vous et vos chefs, leur disait-il.

Tous les jours, à toute heure, des bombes, des obus tombaient sur la ville. On s'y habituait : le sang-froid des escouades de secours se communiquait, gagnait tout le monde. On pouvait d'ailleurs encore compter les atteintes. Les femmes et les enfants étaient abrités dans les caves ; les hommes couraient à l'aide ou gardaient les étages supérieurs.

Aux remparts, aux ouvrages de défense l'artillerie luttait, tonnerre contre tonnerre.

Un petit fort, appelé le Pâté, était incessamment en butte aux attaques, aux surprises de l'ennemi, dont les mouvements étaient protégés par une batterie établie au cimetière Saint-Gall. Du haut du fort Blanc, qui dominait tous les alentours, les artilleurs français, pointant leurs pièces de façon à décrire une parabole par-dessus le fort du Pâté, démontèrent la batterie allemande du cimetière au cinquième coup de canon.

Ainsi s'établissaient des luttes d'adresse : pour l'incendie, pour le meurtre des femmes, des enfants inoffensifs, pour la ruine, d'un côté ; de l'autre, pour le salut, pour la défense sacrée des victimes innocentes, pour la patrie.

Le 20 août, à quatre heures, le capitaine de place Rœderer, accompagné d'un trompette, se rendit au quartier général badois pour un échange de correspondances. A cheval, couverts du guidon des parlementaires, ils revenaient par la petite route de Schil-

tigheim. A deux ou trois cents mètres de la ville, le cheval du capitaine prit l'allure du trot.

Aussitôt, d'une houblonnière voisine, partirent plusieurs coups de feu : deux balles vinrent frapper le capitaine, une troisième abattit son cheval. Le képi du trompette fut traversé par une balle qui effleurait son crâne, une autre l'atteignait à la poitrine. Des terrassiers travaillant aux ouvrages avancés relevèrent les deux blessés et les transportèrent dans la ville.

C'était là, semblait-il, un procédé trop sauvage et hors du droit des gens pour avoir été voulu et prémédité. Un parlementaire allemand vint en effet le lendemain présenter des excuses au commandant de la place, expliquer le fait, et le motiver sur ce que, d'après les règles de la guerre, les parlementaires au retour de leur mission, doivent rentrer au pas.

Les dévastations imposées par les inexorables nécessités de la défense continuaient chaque jour, amoncelant les débris : ruine au dedans par l'ennemi, ruine au dehors par nos propres mains. A ce moment du siége, la zone du sud tombait ou brûlait, hachée par les boulets, brûlée par les torches des sorties.

Châteaux, villas des riches, humbles oasis du repos du dimanche pour le petit commerce de détail et les ouvriers dans l'aisance, tout périssait. C'était là l'ordre implacable et le droit du génie militaire : il fallait se résigner. Les hommes s'efforçaient de dissimuler l'amertume du sacrifice, les femmes dévoraient leurs larmes, pendant qu'elles suivaient les longs convois de voitures, chargées de ce que l'on avait encore eu le temps de sauver, souvenirs des jours de la paix, épaves du désastre.

Chaque jour, des renforts arrivaient à l'ennemi : il resserrait aussi chaque jour le cercle de fer et de feu autour de la ville.

Les convois mortuaires qui portaient les victimes aux deux cimetières, durent bientôt reculer devant le feu des Allemands, devant les injonctions des sentinelles de leurs avant-postes. Le maire prit alors un arrêté par lequel il désignait pour les inhumations les terrains du Jardin botanique. Après le siége, les exhumations devaient être permises ; les familles pourraient alors faire transporter leurs morts à leurs sépultures réservées, dans les cimetières interdits en ce moment par l'ennemi.

D'immenses tranchées furent ouvertes dans les jardins, fosses béantes où chaque jour voyait enfouir côte à côte les victimes, dans l'ordre où elles étaient tombées. On les apportait à cette fosse de la désolation commune. Riches, pauvres, femmes, enfants, officiers, soldats, venaient dormir dans l'égalité de la mort pour la patrie, sous la garde de la patrie en deuil. Chaque corps sous sa pelletée de terre, sous la légende de la croix de bois qui marquait la place aux regrets, aux pieux souvenirs de ceux qui devaient survivre. En survivrait-il assez dans chaque famille pour venir chercher les dépouilles sacrées, sous ces pieux repères de la veille, déplacés peut-être par les couches plus serrées encore du lendemain?

Car le deuil allait s'étendre rapidement.

On savait qu'une nouvelle sommation du général badois était arrivée au général Uhrich, lui annonçant le bombardement régulier de la place.

Le 23, on lisait cette proclamation sur les murs :

« Habitants de Strasbourg,

» Le moment solennel est arrivé.

» La ville va être assiégée et soumise aux dangers de la guerre.

» Nous faisons appel à votre patriotisme, à votre virile énergie, afin de défendre la capitale de l'Alsace, la sentinelle avancée de la France.

» Des armes seront délivrées aux citoyens désignés par M. le Maire, à l'effet de concourir à la protection de nos remparts.

» Amis! courage! La patrie a les yeux sur nous!

» Fait au quartier général à Strasbourg, le 22 août 1870.

» Le général de division, commandant supérieur,
» UHRICH.

» Le préfet du Bas-Rhin,
» Baron PRON.

» Le maire de Strasbourg,
» HUMANN. »

Le moment était arrivé, disait le général!

Toutes ces angoisses éprouvées, tous ces désastres déjà subis depuis dix jours n'étaient donc rien encore auprès de ce que réservait l'avenir! Le vrai siége, le bombardement allait commencer! le péril passé n'existait pas en comparaison du péril qui venait.

La nuit semblait réservée de préférence à ces exécutions allemandes, comme pour en doubler l'horreur

par l'éclat des flammes dans les ténèbres, par les traînées lumineuses des météores mortels à travers les ombres de l'espace.

Chacun se hâtait de préparer son refuge dans les caves des maisons, d'y enfouir avec la vie sauvegardée des siens tout ce qui lui restait de précieux et de cher.

Tout à coup, venue on ne sait d'où, une nouvelle, indécise encore, court les rues ; un écho de triomphe, une espérance de salut. Le journal alsacien l'*Impartial du Rhin* avait reçu, disait-on, à midi, un journal de Paris contenant le récit d'une grande victoire des Français. A trois heures la population s'arrachait les épreuves encore humides, sortant des presses de l'*Impartial* et du *Courrier du Bas-Rhin*, reproduisant l'article de la feuille parisienne.

Les premiers qui s'emparaient d'un numéro, montés sur les bornes des carrefours, sur les bancs des places, le lisaient à la foule, oppressée d'attente et d'anxiété.

Le maréchal Bazaine, disait le journal, avait gagné une grande bataille sous Metz. Les mitrailleuses avaient haché l'ennemi. De la splendide armée du prince Frédéric-Charles il ne restait que des débris !

C'était là, sans doute, le récit fantaisiste, à la façon des journaux du soir, de l'une des trois grandes batailles du 14, du 16 et du 18 août ; un pendant à l'histoire des carrières de Jaumont où s'engouffrait une armée allemande tout entière. Assez d'organes de la publicité à Paris avaient alors décrit, plutôt sous l'impression des espérances et des désirs, que sous le contrôle de la réalité, ces grands combats où l'héroïsme de nos soldats n'avait obtenu que des résultats indécis et douteux.

Mais ce jour-là, dans la pauvre ville déjà séparée de toute communication avec le dehors, qui aurait pu contrôler, qui aurait douté? Strasbourg était sauvé, puisque la France était victorieuse!

On eût volontiers cherché de l'œil, à l'horizon, les avant-gardes de l'armée de secours. La Prusse battue ne pouvait désormais tarder à concentrer et à rappeler toutes ses forces pour la retraite. Les Badois allaient donc lâcher leur proie pour courir à l'aide de la grande armée allemande, ralliant ses frontières en toute hâte.

On saluait la délivrance : on se serrait les mains.

On ne voyait plus sur les murs, on avait oublié la proclamation du matin.

O cruelle amertume du désappointement!

A neuf heures commençait la première de ces longues nuits d'agonie dont la ville écrasée, française ou allemande, gardera encore le souvenir à la dixième génération.

La première bombe fendait l'air, suivie du premier éclat du tonnerre lointain, dont les roulements funèbres ne devaient plus s'éteindre que le lendemain, à huit heures.

Pendant onze heures le sifflement des obus dans l'air, les explosions de leur chute, le fracas des pans de muraille, des cheminées, des toitures entières écroulées! Les cris de douleur et d'effroi mortel qui dominaient par moment l'horreur de tous ces bruits, de toutes ces rumeurs confuses, distinctes par instants, puis absorbées dans le roulement profond et incessant du canon de l'attaque et de la défense, brisaient d'angoisses la tête et le cœur de la population éperdue.

Le matin on put respirer enfin. Vers huit heures on ramassa les morts; des femmes, des petits enfants, des blessés achevés dans leurs lits d'ambulances. On put compter les édifices publics, les maisons atteintes dans tous les quartiers par centaines; les églises, la cathédrale, l'hôpital civil, le petit séminaire; la toiture de l'arsenal emportée, l'incendie dans la tour de l'église Saint-Thomas, dans vingt autres endroits.

Partout les pompiers, les postes de sûreté avaient pu suffire à la peine. Combien de dévouements inaperçus méritèrent comme nos pères dans les grands siéges des temps passés, les couronnes de chêne, les armoiries glorieuses parlant des services rendus, et les nobles devises des listels : — *Ob cives servatos!*

Et toujours, de l'autre côté du Rhin, Kehl dirigeait sur la citadelle des grêles de boulets et d'obus. Trente-deux canons de fort calibre et huit mortiers, abrités sous des blindages et des ouvrages impénétrables aux boulets de la place, y allumaient incessamment l'incendie qui s'éteignait sous les ruines.

Le 24 août au matin, un fait d'armes heureux du côté de la porte de Saverne, avait fait diversion aux désastres de la nuit. Un piquet de douaniers, une vingtaine de gardes mobiles, postés à portée pour protéger des ouvriers travaillant aux remblais de défense, tiraillaient contre les Allemands cachés dans des replis de terrains et dans la tranchée du chemin de fer. A un moment donné le colonel Blot, du 87e de ligne, qui passait l'inspection du front de défense, enleva contre l'ennemi cette poignée d'hommes avec tant d'entrain, qu'ils tournèrent un gros de Prussiens et firent plusieurs prisonniers.

Mais la nuit! Le canon tonne de huit heures à dix

heures. Du haut de la cathédrale le tocsin sonné par la voix humaine à défaut des cloches, le cri funèbre : au feu! retentit tout à coup. Au feu! là, plus loin, en vingt endroits! Sinistres intenses, et déjà au-dessus de l'effort des secours humains.

Le Musée, la Bibliothèque, l'église du Temple neuf, des rues entières des plus riches quartiers sont en flammes; rien n'est sauvé.

Toutes les toiles du Musée, peu nombreuses mais des chefs-d'œuvre, Corrége, Tintoret, Véronèse, la pensée du génie, vivante pour des siècles encore, en quelques minutes brûle et s'éteint à jamais : le marbre des statues se calcine; à la place un peu de chaux mêlée à la cendre.

La Bibliothèque! 300,000 volumes, le souffle du passé, fixé pour les siècles, la pensée humaine se survivant à jamais! Ces livres brûlés se retrouveront dans mille bibliothèques; les Omar de notre temps ne peuvent plus désormais éteindre dans les flammes l'âme de l'humanité comme à Alexandrie. Mais les trésors de la typographie ancienne et moderne, mais les chefs-d'œuvre de l'ingénieuse patience des moines anciens, qui usaient leur vie à dessiner et enluminer les lettres d'un seul missel; mais les miniatures de l'abbesse de Landsberg, les monuments antiques, les collections gallo-romaines; toute l'histoire d'Alsace, les médailles, les portraits, les vitraux; le sabre de Kléber! Il reste aujourd'hui de tout cela un peu de poussière, et la grandeur du César germain, rappelant le souvenir du Calife du VIIe siècle.

Comment l'édilité, menacée depuis dix-huit jours de ce désastre du bombardement, n'avait-elle pas pris le soin de mettre à l'abri dans les caves, dans les ca-

semates, au moins cette partie des trésors de la ville dont la destruction devenait une perte irréparable, les tableaux, les manuscrits, les collections ? Combien, pour ce soin, fallait-il d'employés ? combien d'hommes de bonne volonté ? où étaient, pendant ces jours de répit, les bibliothécaires, les conservateurs, gardiens de ces richesses, qui auraient dû les défendre et les sauver ? où donc les antiquaires, les bibliophiles, ces nobles maniaques de l'art, qui donneraient sans regret leur vie pour sauver une médaille de Carthage ou de Syracuse, un Alde-Manuce ou un Elzévir ?

En même temps brûlait le Temple neuf, la vieille église des Dominicains, bâtie catholique, en 1260, aujourd'hui temple protestant ; avec ses monuments funéraires, sa danse macabre, peinte à fresque sur les parois des murailles, ses orgues, œuvre célèbre de l'illustre André Silberman. Il en restait au matin quatre pans de murs calcinés.

Ainsi chaque nuit, sans repos, sans merci, agonisait sous les débris enflammés cette malheureuse population de quatre-vingt mille âmes. Effroyable supplice ! perfectionné par la savante et logique stratégie allemande, qui l'avait inventé au sac de Magdebourg du temps des fusils à mèche et des canons en douves de fer cerclées. Contre Strasbourg elle était mise ainsi en œuvre sans relâche, jusqu'à ce que mort ou reddition s'ensuivît, par cette race poétique et sans entrailles des bords du Rhin, qui chante des lieds amoureux, qui rêve aux nuages, sous les verts ombrages de la Trinkhalle de Bade.

Qui vous prendra maintenant au sérieux, blonds rêveurs, philosophes humanitaires de Germanie, qui,

pendant tant et de si longues nuits, avec un si calme coup d'œil de pointeurs, une patience de tactique si assurée, avez écrasé sous les ruines, brûlé vifs dans les flammes, étouffé dans les caves de leurs maisons effondrées, ces hommes, ces femmes et ces enfants que vous réclamiez comme des frères, des fils de même sang, de la même race allemande?

Vos pères, les chefs des grandes guerres du XVIe et du XVIIe siècle, auraient fait autrement. Cette place de guerre, de mauvaise défense selon l'art moderne, dominée qu'elle est par trop de côtés, ils l'auraient battue en brèche; ils auraient ouvert ses remparts et seraient montés vingt fois à l'assaut, vingt mille, cinquante mille, les braves généraux en tête, jusqu'à ce que la garnison épuisée battît la chamade. Les pères de ces hommes de guerre, comme celui de notre Bayard, disaient alors à leurs enfants au départ : — Mon fils, je te prie que tu aies souci, en guerre, des vieillards, des femmes et des enfants!

Le 25, un parlementaire est envoyé au quartier général allemand pour demander au général von Werder de laisser sortir de la ville ces femmes et ces enfants. Le vénérable évêque de Strasbourg se charge de la même mission. Au parlementaire on répond : que les Allemands se garderont bien de se priver d'un de leurs principaux moyens d'action, la présence des femmes et des enfants, dont les souffrances ne peuvent manquer de faire fléchir plus tôt la résistance des hommes. Ils continueront à bombarder à outrance : le bombardement est le moyen le plus sûr de faire baisser les ponts-levis et ouvrir les portes.

L'évêque ne put pénétrer jusqu'au général von

Werder. Dédain pour ce vieux prêtre? Ennui d'avoir à repousser ses mains suppliantes?

A la première invasion des Huns, saint Léon avait pu arriver jusqu'à Attila marchant sur Rome. Il avait pu étendre vers lui, pour la supplication, sa main vénérée et toucher la place du cœur, dans la poitrine du Fléau de Dieu!

L'évêque reçu par des officiers d'état-major, adjurait eux et leur général au nom du Christ, au nom de la civilisation chrétienne, d'accorder un répit à cette agonie de son troupeau : une nuit de grâce au moins, pour que la municipalité pût délibérer avec les chefs militaires de l'opportunité, de la nécessité prochaine d'une capitulation. Une nuit de trêve de Dieu! qui fut refusée.

— Laissez au moins sortir les femmes et les enfants : *sinite parvulos!* les petits enfants!

Encore un refus.

Il fallait bien que ces Germains du Sud obéissent au mot d'ordre absolu venu de Metz, venu de leurs maîtres désormais, les Germains du Nord.

Les fins de non-recevoir, alléguées dans cette conversation, par ces hommes de guerre polis et lettrés pouvaient se résumer ainsi :

Il nous faut la ville sur l'heure. Nous n'avons pas le temps de vous faire mourir de faim : nous vous hachons, nous vous brûlons. C'est le droit de la guerre.

— Soldats, disait l'évêque, attaquez-vous aux soldats ; battez nos ouvrages de guerre, ouvrez la brèche, donnez l'assaut!

— Notre force est de vous dire : sauvez vous-mêmes vos femmes et vos enfants : capitulez ou mourez.

Mais la patrie! Mais l'honneur!

Est-il vrai qu'un chef aurait dit alors :

— Ce qu'ils ont vu hier n'est rien encore : nous allons montrer ce que peut faire une grande artillerie !

Le général von Werder avait déjà répondu au général Uhrich « que les femmes, les enfants et les vieillards étaient un élément de faiblesse pour la ville, un élément de force pour lui-même ; et qu'il ne pouvait renoncer à cet avantage qui lui assurait la reddition de la place. »

Déjà on ne comptait plus chaque matin les désastres de la nuit. Par moment les bras des plus vaillants tombaient de lassitude et de découragement.

Dans une morne stupeur, les travailleurs des postes de pompiers, leurs aides volontaires des sections comptaient combien il faudrait encore de nuits pareilles, pour jeter la ville tout entière calcinée au ras du sol, comme les villes maudites où avait passé le feu du ciel.

Quelles nuits du 25 au 30 !

La cathédrale s'était mise hors la loi allemande. Sa tour célèbre, élancée dans les nuages, avait servi, disaient-ils, de poste d'observation. Devait-elle tomber sous la même justice de guerre qui fusillait dans leurs guérets nos paysans pour avoir servi de guides à nos soldats, la vieille basilique allemande respectée par les guerres de huit siècles, la glorieuse fille de l'art, de la foi allemande des temps passés ?

Vers le milieu de la nuit du 25, le pays tout entier, à vingt lieues à la ronde, jusqu'aux défilés de la Forêt noire, jusqu'aux ruines des grands burgs sur les rochers des versants les plus éloignés, put voir brûler la cathédrale de Strasbourg. La flèche encore debout, dres-

sait sa silhouette noire dans le ciel, au milieu des tourbillons de flammes qui montaient, dévorant la charpente et les toitures embrasées de la nef immense.

Autour de la colossale basilique en feu, brûlaient des rues entières; les flammes jaillissaient des fenêtres béantes en immenses langues de feu, se rejoignant d'un côté à l'autre, pour former des voûtes ardentes, sous lesquelles fuyaient les habitants éperdus, étouffés, brûlés vifs dans ces tourbillons. D'autres mouraient écrasés, démembrés, décapités par la grêle incessante des obus, qui les poursuivaient dans les asiles où ils cherchaient un abri, sous les ponts, dans les casemates, le long des remparts où ils se couchaient serrés contre les murs.

L'hôpital civil, encombré de malades, était criblé, à moitié effondré; l'église, à peine achevée, brûlait tout entière; la gare du chemin de fer brûlait; le gymnase, l'école Sainte-Aurélie, le presbytère, tout brûlait.

Se rendre! Il fallait se rendre! — Qui donc y songeait?

Il semblait qu'on se serrât le cœur à deux mains dans la poitrine, pour résister à cette pensée, avec l'inébranlable effort d'une résolution désespérée.

Ne fallait-il pas gagner du temps pour la France? Le temps de se relever, d'accourir à l'aide? Ne fallait-il pas mourir pour elle?

On crut la voir encore arrivant enfin, au déclin de la journée du 26. On avait, disait-on, pu distinguer du haut de la cathédrale incendiée, l'armée française, se massant au delà des lignes allemandes. Elle attaquait déjà, l'armée bénie de la délivrance; on prêtait

l'oreille, on interrogeait le sol dans les rues, sur les places; on entendait le canon lointain. A cette heure, l'ennemi était assiégé lui-même, bombardé à son tour, pris entre deux feux !

C'était là encore une fausse nouvelle, comme il en court au milieu de ces désespoirs des populations : une illusion de l'attente surexcitée, un mirage désespéré ! Le soir, à la chute du jour, on retombait sous les obus, sous la foudroyante réalité quotidienne.

Le 27, on afficha sur les murs, aux carrefours :

« Habitants de Strasbourg,

» Depuis trois jours la ville est bombardée à outrance.

« Votre héroïsme, à cette heure, est la patience. C'est pour la France que vous souffrez. La France entière vous dédommagera de vos pertes.

» Nous en prenons l'engagement, au nom du gouvernement que nous représentons !

» Fait au quartier général, le 26 août 1870, à une heure après midi.

» Le maire de Strasbourg,
» HUMANN.

» Le préfet du Bas-Rhin,
» Baron PRON.

» Le général de division, commandant supérieur,
» UHRICH. »

Une attaque assez vive des Allemands fut dirigée enfin contre les ouvrages avancés, du côté des portes

de Saverne et de l'Hôpital, comme pour témoigner qu'il y avait des hommes de guerre derrière les engins de meurtre, et que ce n'était pas le feu du ciel qui brûlait la ville.

L'autorité civile, le conseil municipal, effrayés de la responsabilité, demandèrent à la partager avec un plus grand nombre de citoyens.

Une commission, composée de quarante-sept membres, fut instituée pour la durée du siége, avec mission de gérer et de défendre les intérêts de la ville, disait l'arrêté préfectoral. Elle remplaçait le conseil municipal, dissous par le même arrêté.

Le maire et les adjoints étaient maintenus dans leurs fonctions.

Ces quarante-sept citoyens avaient été choisis parmi les plus notables, dans toutes les nuances d'opinion. Il n'existait déjà plus de divisions de partis devant les misères communes qui débordaient, qu'il fallait soulager au plus vite. Tout zèle était de bon aloi, toute intelligence acceptée, tout concours appelé. Général, préfet, maire, opposition, tous étaient confondus, mêlés dans une seule aspiration, la défense, un seul but, le salut de la ville.

Avant tout il fallait des secours : pour les blessés, des ambulances; pour les incendiés, des asiles.

Le général indiqua, par une proclamation, les postes où les blessés pourraient trouver les premiers secours, et d'où l'on devait les transporter ensuite dans les ambulances et les hôpitaux improvisés.

On appelait les habitants valides à la construction d'abris, le long des remparts ; de la porte Nationale à la porte de Saverne, de celle-ci à la porte de Pierres,

et, pour le quartier Saint-Nicolas, dans le voisinage de la porte des Pêcheurs.

Le commandant Ducasse, commandant de place, désignait de son côté, pour la construction de ces abris, le chemin de halage des faux remparts, où l'on pouvait arc-bouter des poutres contre les murs.

Là, et sur tous les points désignés, on construisit avec des planches, on garnit de paille, des réduits dont la ligne s'étendait chaque jour de place en place, à mesure que dévorait et gagnait l'incendie.

Bientôt tout le terrain libre fut couvert ; il fallut s'ingénier encore. La mairie songea aux édifices publics ; elle en disposa ainsi :

MAIRIE DE LA VILLE DE STRASBOURG.

Avis.

« Le Maire de la ville de Strasbourg a fait informer hier soir à son de cloche ses concitoyens que les familles sans asile seront recueillies au Théâtre, dans les écoles communales, au Château impérial, à la Halle-Couverte, à l'ancienne et à la nouvelle Douane, à l'hospice des Orphelins.

» Les familles ruinées par le bombardement recevront, à partir du mardi 31 août, des secours en pain au bureau de bienfaisance, rue Saint-Marc.

» Une commission est formée pour établir des fours économiques, afin de distribuer des soupes aux indigents.

» Un nouvel avis indiquera le jour où cette Commission commencera à fonctionner.

» Strasbourg, le 29 août 1870.

» Le maire, Humann. »

Enfin, le 29 et le 30 août, l'ouragan des projectiles tombant sur les maisons de la ville, perdit un peu de son intensité. La tactique de l'artillerie allemande semblait entrer dans une autre phase. Elle commençait le siége enfin, elle attaquait les remparts; non pas seulement les murailles, mais les hommes. Avec ses pièces à longue portée et à justesse de tir, elle faisait décrire aux projectiles une parabole au-dessus de la ville, pour venir s'abattre de l'autre côté, sur l'intérieur des remparts, et frapper par derrière, hors de garde et d'abri, les soldats qui les garnissaient. Les officiers allemands étaient renseignés : ils savaient qu'il n'y avait pas une seule batterie couverte sur toute la ligne de défense, et pointaient en conséquence de leurs observations ; aussi chaque obus qui tombait trouvait à tuer.

« A partir de ce moment jusqu'à la fin du siége, on vit passer dix, quinze, vingt fois par jour des brancards sur lesquels se tordaient des blessés, ou bien les cacolets sinistres qui transportaient les morts. Les braves défenseurs de Strasbourg allaient avec résignation et courage occuper leurs postes si dangereux ; nul d'eux ne savait s'il en reviendrait, et chaque fois que les détachements quittaient les casernes pour relever les postes des remparts, ceux qui partaient et ceux qui restaient se disaient adieu, se serraient avec effusion les mains ; puis, quand on revenait sain et sauf du poste, on s'embrassait comme s'embrassent les amis qui se retrouvent le soir d'une bataille. »

On avait heureusement des vivres. Dès le début, l'autorité avait mis un frein à la spéculation qui, à défaut de la disette, aurait pu les faire enchérir.

Il était urgent d'en assurer une part à la misère, à la ruine. La commission municipale y veilla tout aussitôt.

Elle établit des réfectoires populaires, où les plus malheureux étaient admis et nourris convenablement sur la présentation des bons qu'elle délivrait. D'autres établissements furent créés, où l'ouvrier qui n'était pas encore réduit à manger le pain de la charité, trouvait à se nourrir pour un prix modique. Les dons, les souscriptions abondaient pour ces œuvres fraternelles. Les plus aisés prévenaient ainsi, sans s'en rendre compte, ou calmaient les retours désespérés des pauvres sur leur misère, plus dure que celle du prochain, et détournaient les noirs conseils de la faim : *Malesuada fames !*

Aussi dans ces angoisses du siége de Strasbourg, rien ne rappela les misères furieuses des grands siéges antiques, du siége de Jérusalem. Grands et petits, cette race douée de calme vaillance, de froide résolution, resta jusqu'à la fin digne d'elle-même.

Le 1er septembre on apprit la mort du premier blessé du siége, le colonel des pontonniers Fiévet, un brave officier aimé et regretté de la ville où il s'était fixé depuis plusieurs années, et qui mourait pour sa patrie d'adoption.

Le lendemain, une grande partie de la garnison fut commandée pour une sortie, dont le but était de détruire les travaux de l'ennemi, et d'enclouer les pièces de ses batteries les plus rapprochées des fortifications. On ne put arriver jusque-là, mais les Allemands attaqués ainsi à l'improviste dès quatre heures du matin, sur plusieurs points de leurs lignes, subirent des pertes considérables. Les compagnies de sortie ramenèrent plusieurs prisonniers, dont un officier blessé.

Les faiseurs de nouvelles à sensation appuyèrent des récits de triomphes sur le résultat de cette sortie. Les prisonniers avaient parlé, disait-on. L'armée allemande était en pleine retraite devant Mac-Mahon qui la suivait avec 400,000 hommes.

Voilà ce qui se raconta à Strasbourg de la marche du maréchal sur Metz.

Et cela le jour même du désastre de Sedan!

Ainsi, rien ne pouvait éteindre l'espérance!

Le général Uhrich avait dit :

« Votre héroïsme c'est la patience!

Strasbourg patientait : sous le danger incessant pour chacun et pour tous de la mort, de la ruine, si le secours ne venait en toute hâte.

Et d'où pouvait-il venir avant le jour fatal? On pouvait prévoir sûrement la date prochaine où la flamme ne trouverait plus d'aliment sur les cendres de la ville éteinte, où les obus éclateraient sans tuer sur les cadavres, sur la ville morte.

On ne savait rien encore de la France, dont Strasbourg était séparé par l'inexorable cercle de fer. On disait cependant qu'un homme envoyé par le général, avait pu sortir de la ville, qu'il y était rentré ce soir-là même, à la nage, près des ponts couverts, porteur de nouvelles dont rien n'avait transpiré.

Si la population avait appris alors les désastres, la démoralisation, l'impuissance de la France au moins à secourir Strasbourg, n'aurait-elle pas eu conscience qu'il y avait, à cette heure, assez de souffrances subies; qu'elle avait suffisamment rempli sa tâche de patriote, tenu sa parole de vaillante forteresse : « Nous résisterons jusqu'au bout! »

Rien ne venait à l'horizon, le bombardement conti-

nuait toujours. La citadelle brûlée, les remparts ruinés, répondaient de tout ce qu'ils pouvaient mettre de canons en batteries, sous la grêle qui couchait par terre, chacun à son tour, les soldats de la garnison et les gardes mobiles.

Les jours se suivaient, de désastre en désastre. Une tuerie, dont le récit, que des témoins oculaires (1) ont écrit jour par jour, sous l'émotion de l'horreur profonde, soulève le cœur de pitié, d'indignation contre les chefs des peuples, qui acceptent et mesurent l'opportunité, la nécessité de pareils crimes qu'on appelle la guerre; contre les peuples qui la subissent, et en sont encore aujourd'hui les instruments les uns contre les autres, au XIX[e] siècle.

Où donc en ce moment se cachent-ils, les poëtes, les rêveurs, qui voyaient poindre l'âge d'or à l'horizon de notre âge de fer?

Le 10 septembre encore une éclaircie de ces espérances vivaces, dont chaque moment grandissait la ténacité dans les cœurs. Le délire des naufragés agonisant sur leur radeau, leur met sans cesse devant les yeux jusqu'au dernier souffle, une voile émergeant au loin sur la ligne du flot que semble toucher le ciel.

Cette fois le général Dumont marchait vers Strasbourg, avec 25,000 hommes. Colmar avait illuminé : la France pensait enfin à dégager le vaillant athlète épuisé à son service!

Ailleurs on disait qu'un habitant avait reçu un numéro de la *Gazette de Carlsruhe* contenant la nouvelle de la proclamation de la République à Paris.

(1) *Le siége et le bombardement de Strasbourg. — Lettres sur le bombardement de Strasbourg.*

Le maire, interpellé par la commission municipale, ne savait rien.

Pendant ce temps le théâtre brûlait ; un des orgueils de Strasbourg : machines, décors, costumes, partitions, tout brûlait, en une gerbe de flammes immense alimentée par les charpentes. Tout s'effondra bientôt avec la toiture entre les quatre murs rougis, comme dans une vaste fournaise, et s'éteignit enfin sous les scories et les cendres.

Le vaste monument servait d'asile à quantité de familles, chassées de leurs maisons par l'incendie : des femmes, des enfants, des malades que les courageux sauveteurs se hâtaient d'arracher aux flammes, sous la grêle d'obus qui leur arrivait de minute en minute, pauvres gens ruinés deux fois, achevés par ce dernier malheur, de nouveau sans asile.

Depuis un long mois durait le martyre de la cité. Enfin allait tomber dans ce brasier la goutte d'eau de Lazare.

Le 10 septembre, à la séance de la commission municipale, le maire donna lecture de cette lettre :

« Berne, 7 septembre.

» Monsieur le maire,

» Il vient de se former en Suisse une Société qui s'est donné pour mission de procurer à la ville de Strasbourg, si cruellement éprouvée, à laquelle se rattachent pour la Confédération tant de beaux souvenirs historiques, l'aide et le secours que permettent les circonstances ; la Société désire surtout préparer un asile, sur le territoire neutre de la Suisse, aux

habitants auxquels la sortie de la ville sera permise, notamment aux femmes, enfants, en général aux personnes hors d'état de se défendre.

» Pour atteindre ce but aussitôt que possible, la Société a résolu de nommer une délégation spéciale composée de MM. le docteur Rœmer, président de la commune à Zurich, le colonel de Büren, président de la commune à Berne, et le secrétaire d'État docteur Bischoff, à Bâle, en la chargeant de se mettre en relation tant avec Son Exc. M. le général de Werder, qu'avec les autorités compétentes de Strasbourg, et d'entamer les négociations nécessaires pour la réussite et l'accélération de l'œuvre d'humanité dont il s'agit.

» Eu égard au caractère de cette mission, le Conseil fédéral n'hésite pas, Monsieur le Maire, à recommander cette députation à votre bienveillant accueil, en vous priant de la mettre autant que possible en rapport avec les personnes de votre ville dont la coopération serait de nature à assurer la réalisation du projet en question.

» En même temps, le Conseil fédéral suisse saisit cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Maire, l'assurance de sa considération distinguée.

» Au nom du Conseil fédéral suisse,

» Le président de la Confédération,
» Signé : Dubs.

» Le chancelier de la Confédération,
» Signé : Schiess. »

La vieille et sainte république d'Europe, la nation sœur, le petit peuple si grand par le cœur et par la

liberté, venait à l'aide : le premier et le seul ! — comme il pouvait!

Une émotion profonde éteignit la voix du maire aux dernières lignes de cette lecture. Émotion qui gagna tous les cœurs, au milieu des cris de bénédiction, des élans de reconnaissance de la commission émue, en larmes.

On se sépara en toute hâte pour aller répandre cette nouvelle : une bonne nouvelle et vraie enfin! au milieu de l'anxiété de la population.

Les délégués devaient arriver le lendemain. Le général Uhrich leur avait donné en ces termes l'autorisation d'entrer dans la ville :

« Messieurs,

» L'œuvre qui vous conduit dans les murs de Strasbourg est si honorable, qu'elle vous assurera à jamais la reconnaissance de la population de notre cité comme celle de ses autorités civiles et militaires.

» Pour ce qui me concerne en particulier, je ne puis assez vous témoigner ma reconnaissance pour votre noble et généreuse initiative. Je me fais un devoir de vous dire, d'entrée et dès l'abord, combien je suis touché de la grandeur de vos nobles intentions.

» Un parlementaire se rendra demain à Eckbolsheim, vers les onze heures, avec ordre de vous accompagner jusqu'à Strasbourg.

» Agréez, Messieurs, l'assurance de ma plus haute estime.

» Le général de division commandant de la 6e division militaire,

» Signé : UHRICH.

Cette nuit le faubourg de Pierres brûlait.

Le bombardement continuait avec la même intensité ses ravages. La foi, si souvent trompée, commençait à perdre de son ressort dans les cœurs. Ce secours si attendu pendant cette journée, l'espoir s'en était éteint avec la dernière lueur du jour! On commençait à n'y plus croire, au milieu des désastres incessants qui revenaient à heures fixes, pendant ces ténèbres funestes de la nuit, plus profondes encore dans les cœurs.

Cependant à onze heures du matin, malgré les éclats de l'artillerie ennemie, qui tonnait sans repos, une foule considérable se pressait derrière le maire, les adjoints et la commission réunis à la porte Nationale. Le pont-levis s'abaisse, les trois délégués suisses, se tenant par le bras, paraissent, dessinés à tous les yeux dans la baie de la porte; ils entrent dans la ville.

Ils sont accueillis alors par une immense acclamation : — Vive la Suisse!

Ces braves et honnêtes gens ont écrit sous l'émotion du moment, ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont fait. Nous mettons, pour l'histoire, leur récit sous les yeux :

« De Bâle nous était arrivée la nouvelle de la détresse de Strasbourg, la vieille ville alliée des cantons suisses, soumise aux terribles épreuves d'un bombardement et d'un long siége, en même temps qu'un appel à porter aide et secours à ses misères.

» Qui pouvait le faire de préférence? N'est-ce pas la plus belle mission des États neutres que de prendre une part des souffrances de ceux qui sont visités par le fléau de la guerre? C'est, en effet, de ce côté-là que peut venir une assistance libre de toutes préoccupa-

tions accessoires et n'ayant pour objet que d'adoucir ces souffrances. Il nous a donc paru que le plus urgent était de chercher à ouvrir une issue hors de leur ville aux Strasbourgeois le plus profondément atteints par les calamités du siége, et de leur offrir l'hospitalité de la Suisse.

» La Conférence d'Olten (7 septembre), rapidement réunie avec la coopération du Conseil fédéral, décida d'envoyer immédiatement sur les lieux une délégation, afin d'obtenir la sortie de la population assiégée, en même temps que, dans notre patrie, on se préparerait à la recevoir.

» Cette délégation a été composée de trois membres, un de chacune des trois villes représentées à la Conférence; savoir : M. Bischoff, de Bâle, de qui était partie l'initiative; M. le Dr Rœmer, président du Conseil de la ville de Zurich, et M. le colonel de Büren, de Berne.

» Pleine de confiance dans la coopération de ses concitoyens, la délégation partit pour Strasbourg. Comment serait-elle accueillie par les assiégeants? Aurait-elle accès dans la ville assiégée? Dans quel état la trouverait-elle? Dans quelle mesure pourrait être efficace le secours apporté?

» Ces questions ne nous causaient pas peu d'inquiétude. Mais il ne pouvait être question d'autre chose pour le moment que d'arriver sur place le plus promptement possible, pour attendre des faits eux-mêmes une réponse positive. Nous devions croire avec une pleine confiance que Dieu nous assisterait et nous ouvrirait la voie.

» Pour arriver devant la forteresse, nous quittâmes, le 9, le chemin de fer badois à Dinglingen, où nous

attendait une voiture, et, dans cette localité, nous reçûmes deux ordonnances à cheval pour nous accompagner. Nous passâmes le Rhin sur le pont volant entre Ichenheim et Plotzheim, et nous nous trouvâmes bientôt dans le rayon de l'armée assiégeante.

» De bien loin, nous avions déjà vu se dresser devant nous le clocher de la Cathédrale, et nous entendions maintenant le tonnerre de l'artillerie. Le temps était pluvieux et orageux.

» Vers le soir seulement, nous arrivâmes au quartier général de la division badoise à Oberschæffolsheim. Nous nous annonçâmes aussitôt au commandant de la division, général de la Roche. Sur sa recommandation et avec l'aide et la bonne volonté du maire, nous trouvâmes, non sans peine, avec de l'argent et de bonnes paroles, une petite place chez un habitant de confession israélite, puis une très-amicale réception chez un notaire demeurant en face, M. Amman. L'espace n'était pas grand, car le général de brigade de Degenfeld avait déjà son quartier dans la maison du notaire; mais nous y reçûmes du moins un abri et des places pour dormir. A défaut de lits, nous nous tirâmes d'affaire avec les couvertures que nous avions apportées, et l'endroit fut aussitôt désigné comme le quartier général de la délégation suisse, ou le quartier des commissaires internationaux.

» Le jour suivant, 10 septembre, notre premier soin était de nous rendre à Muldolsheim au quartier général de l'armée assiégeante, et de nous présenter au commandant en chef, M. le général de Werder. Il nous reçut avec beaucoup d'amabilité, nous indiqua les raisons d'ordre militaire qui s'opposaient à nos demandes, mais finit cependant par y accéder facilement.

» Quant aux négociations qui y étaient relatives, il nous renvoya au chef de son état-major général, M. le lieutenant-colonel de Leszcinsky, avec lequel nous eûmes dès lors des entretiens multipliés et qui se montra toujours sympathique à notre entreprise et disposé à nous venir efficacement en aide.

» Aussitôt il se chargea de faire annoncer notre visite à Strasbourg au commandant de la place, et de faire parvenir dans la ville la lettre du Conseil fédéral au maire de Strasbourg; par la voie d'un parlementaire, notre admission dans la place fut demandée pour le lendemain.

» Quelque favorable que fût le but de notre mission pour les intérêts des assiégés, nous ne pouvions nous empêcher d'éprouver certaines craintes en songeant à tout ce qui nous avait été dit du caractère du général Uhrich. Mais combien la réalité se présenta d'une manière différente !

» La réponse du général, apportée par un parlementaire, était conçue dans des termes si reconnaissants et si cordiaux que toute incertitude disparut de notre esprit.

» Dès huit heures du matin nous nous trouvions auprès du colonel de Kenz, commandant des avant-postes, et là nous attendîmes jusqu'à onze heures, après avoir reçu l'hospitalité d'un fabricant, M. Minder. Du petit belvédère de sa maison, nous embrassions du regard toute la contrée environnante. Le ciel s'était éclairci depuis la veille, mais de Kœnigshoffen s'élevait une colonne de feu et d'épaisse fumée; un violent incendie y avait été allumé par les projectiles de la forteresse. Sur les remparts, comme sur les ouvrages des assiégeants, roulaient les nuages blan-

châtres des batteries avec le bruit du tonnerre.

» A l'heure dite, se présenta l'officier prussien qui devait nous accompagner comme parlementaire ; il était avec son trompette. Nous le suivîmes sur la route qui, par Kœnigshoffen, arrive à la porte Nationale (Weissthurmthor), d'abord en voiture, puis à pied lorsque nous fûmes dans le voisinage de la place. Sur ce point, la batterie des assiégeants avait interrompu son feu, et celui de la forteresse se tut également en face de nous. Un parlementaire français sortit à notre rencontre sur le glacis, monté sur un beau cheval arabe. Les deux officiers échangèrent les papiers dont ils étaient porteurs, et nous suivîmes le parlementaire français. On nous fit un chemin par-dessus un parapet en terre pour que notre voiture pût passer ; les portes étaient ouvertes. Quelle entrée dans cette ville livrée à toutes les angoisses !

» Un Monsieur vêtu de noir vint à nous, et à la porte même nous attendait tout le Conseil municipal de Strasbourg, en habits noirs, le maire et son adjoint en tête, avec l'écharpe tricolore. Plus loin, de nombreux groupes d'habitants. Nous fûmes accueillis par des cris de : Vive la Suisse ! etc. Des larmes d'émotion coulaient sur toutes les joues. C'était la première fois depuis le commencement du siége, depuis les jours et les nuits terribles du bombardement, que du dehors des amis pénétraient dans la ville si rigoureusement éprouvée, lui apportant leur sympathie et leur aide. Quel cœur n'eût été profondément touché ! Et que vîmes-nous tout aux alentours ? Une affreuse destruction : le quartier au travers duquel passait la rue était en grande partie brûlé, et le spectacle que j'avais sous les yeux m'a rappelé les ruines de Glaris

lorsque je les visitais quelques jours après la catastrophe. A l'adresse qui nous fut lue par le maire au nom du Conseil municipal, M. Bischoff répondit pour nous brièvement que, trop peu éloquents, nous chercherions à faire parler les faits pour nous.

» Le Conseil municipal a établi son siége à l'Hôtel du Commerce. La mairie, en effet, avait été fort maltraitée. On s'y sert, comme salle des séances, d'un local voûté dans lequel on nous fit entrer. Nous nous étions attendus à ce que nous fussions avant tout conduits au commandant de la forteresse, mais la préséance fut, en cette affaire, entièrement et sans contestation laissée à l'autorité communale.

» L'officier qui nous avait introduit resta avec nous; nous refusâmes les rafraîchissements qui nous furent offerts; il y avait de plus urgente besogne à faire. M. Bischoff exposa succinctement le programme que nous nous étions donné, les mesures qu'il y aurait à prendre, en particulier en ce qui concernait l'établissement d'un rôle de toutes les personnes qui seraient dans le cas de faire usage de l'autorisation éventuelle de sortie des deux commandants militaires. On nous demanda quel pourrait en être le nombre. Nous ne pûmes donner une réponse précise, n'ayant nous-mêmes aucune indication à cet égard. Avant tout, il fallait constater les cas où la sortie était nécessaire; dans ce but, la mairie devait faire une publication dans laquelle chacun pouvait se faire annoncer, les femmes et les enfants, les vieillards et les malades devant naturellement être pris particulièrement en considération.

» Après cela vint le tour de la visite au commandant de la place, le général Uhrich; son quartier gé-

néral se trouve dans la ville, dans l'hôtel même qu'il occupe en raison de ses fonctions. Les boulets n'avaient pas épargné cet hôtel, mais il présentait encore une belle apparence. Le général s'était arrangé au rez-de-chaussée un bureau de travail et une chambre à coucher. La réception qu'il nous fit fut tout à fait conforme à la lettre qu'il nous avait envoyée.

» Le général Uhrich ne nous adressa pas une seule question sur les événements qui se passaient au dehors, et il va sans dire que, de notre côté, nous ne voulions pas sortir des termes de notre mission. En revanche, l'amiral Excelmans, qui était venu à Strasbourg pour y prendre le commandement d'une flotille de chaloupes canonnières sur le Rhin et qui, tout en se trouvant maintenant sur la terre ferme, rend de bons services à la défense de la place, adressa une série de questions successivement à chacun de nous pour obtenir des informations sur l'état des choses.

» Fait singulier! On avait à peine un soupçon dans la forteresse des terribles revers qui avaient frappé l'armée française durant ces derniers temps, ou bien l'on ne pouvait ou ne voulait pas croire aux nouvelles contenues dans les journaux et les dépêches d'Allemagne que, de temps à autre, les assiégeants communiquaient au commandant de Strasbourg.

» On a souvent fait au commandant le reproche d'avoir laissé les habitants, comme aussi d'ailleurs ses troupes, dans l'ignorance absolue de ce qui se passait au dehors, et de les avoir même entretenus de fausses espérances sur l'arrivée prochaine d'une armée française, les trompant ainsi afin de les exciter à la résistance. Je dois dire qu'à notre égard il ne montra pas la moindre trace de défiance, et nous laissa la

plus complète liberté de circuler dans la ville et de converser avec les habitants. Mais nous n'en eûmes que plus scrupuleuse attention à ne pas abuser de cette confiance.

» Une promenade au travers de la ville nous permit de visiter spécialement la Cathédrale. Il est vrai que sur le sol gisent quelques débris. Un boulet qui a atteint la lanterne, l'a quelque peu endommagée, et plusieurs boulets ont traversé des vitraux. La toiture en bois de la nef a été brûlée, mais au-dessous subsistent toujours les voûtes intactes. L'imposant édifice reste debout dans toute sa majesté. Son horloge admirable n'a point été non plus détruite; seulement on ne la remonte plus. Ce n'est pas sans peine que nous avons obtenu la permission de pénétrer dans l'intérieur, les portes étaient closes; dans une des chapelles latérales officiait un ecclésiastique ; sauf lui et nous, l'église était vide.

» Maintenant, du reste, les batteries allemandes ont l'ordre exprès de respecter la Cathédrale ; les habitants nous ont fait remarquer que cependant, le matin même, elle avait encore été atteinte par un projectile. A ce que nous avons appris, il s'agissait d'un shrapnel qui y avait été envoyé comme avertissement, parce que les assiégeants avaient vu quelqu'un monter au clocher, qui est un superbe observatoire pour examiner toute la campagne aux environs et en particulier tous les travaux du siége. Les assiégeants disent avec justice que s'ils s'imposent l'obligation d'épargner ce monument, il faut qu'à leur tour les assiégés renoncent à en tirer parti pour leur défense.

» La perte la plus irréparable est celle de la Bibliothèque, qui a été complétement brûlée; les pisto-

lets de Kléber et quelques autres curiosités qui ont été sauvées ou retrouvées sont bien peu de chose à côté des trésors perdus irrévocablement pour la science. Mais pourquoi n'a-t-on rien fait pour les mettre à l'abri, par exemple dans les caves, dit-on dans le camp allemand, puisque vingt-quatre heures à l'avance le bombardement avait été annoncé au commandement de la place? Il paraît que celui-ci, d'après ce qui nous a été indiqué, n'avait point donné aux habitants communication de cet avis de l'ennemi.

» L'incendie du Temple-Neuf et d'une partie du Gymnase appartenant aux protestants constitue aussi une lourde perte, et le jour avant notre entrée dans Strasbourg le théâtre avait été détruit. Ce fait est surtout sensible en ce moment, parce qu'il servait de refuge à beaucoup de personnes qui avaient été privées de leurs logis par le bombardement. On ne tirait plus sur la ville elle-même, mais seulement sur les remparts et les bâtiments militaires; mais les boulets ne vont pas toujours à leur adresse, et pendant que nous nous trouvions dans la ville, nous en avons entendu siffler et éclater plus d'un.

» Sur notre chemin, nous rencontrâmes çà et là des personnes de connaissance. M. Stæhling, notre compagnon, avait fait préparer dans sa maison une collation à notre intention.

» Nous reçûmes chez M. Sthæling la visite de plusieurs personnes. Deux aimables jeunes filles nous présentèrent un bouquet colossal; ce sont les nièces du frère du maréchal Pélissier qui, il y a peu de jours, a été tué par un obus dans sa maison située vis-à-vis de celle où nous nous trouvions.

» Vers quatre heures, nous nous trouvâmes de

nouveau à la Mairie pour opérer notre retour.

» Nous revenions pénétrés de profondes impressions et reconnaissants du fond du cœur pour la cordiale réception des habitants, pour le bon accueil du commandant et pour la protection qui nous avait préservés de tout accident.

» Le jour suivant, nous nous rendîmes de nouveau au quartier général allemand. Il fallait concilier l'exécution des mesures avec le délai nécessaire pour dresser les listes de sortie. Nous n'avions encore aucune notion du nombre de ceux qui pouvaient se présenter pour quitter la ville.

» Le commandant allemand mit à notre disposition environ trente chars par colonne d'émigrants, pour les recevoir aux portes de la place et les conduire de là jusqu'au pont de bateaux de Rhinau. Là, d'autres voitures devaient les prendre et les amener au chemin de fer badois, qui, à son tour, devait les expédier sur Bâle, gratuitement, par un train spécial.

» Tous ces préliminaires absorbèrent du temps, et ce ne fut que le jeudi 15 septembre, à dix heures du matin, que put avoir lieu la sortie de la première colonne des émigrants de Strasbourg se rendant en Suisse. »

Les délégués quittèrent la ville à cinq heures ; aussitôt la mairie fit afficher l'avis suivant :

MAIRIE DE STRASBOURG.

Avis.

« Les personnes qui désirent obtenir, pour elles et pour leurs familles, un sauf-conduit pour quitter la

ville sous les auspices des délégués de la Confédération suisse, sont invitées à se faire inscrire au bureau qui sera établi à l'Hôtel du Commerce (local de la Bourse, rue des Serruriers), à partir de lundi 12 septembre courant, à huit heures du matin. »

Le lendemain, dès le matin, une foule d'habitants se pressaient devant l'hôtel du Commerce, où s'était installée la Commission municipale, se hâtant d'obtenir pour eux ou pour leurs familles, des saufs-conduits de départ. En quelques heures plusieurs milliers de demandes étaient inscrites.

Ainsi dans la hâte du premier moment se manifestait l'épuisement de la résignation, de la patience, du courage. Les délais ramenèrent le calme dans les esprits. Avec la réflexion chacun mesura ce qu'il pouvait encore donner de résistance, et laissa sa part de salut offerte aux plus faibles, aux malades, aux femmes. La liste définitive des départs fut minime en comparaison des demandes premières et des souffrances.

Depuis l'entrée des délégués suisses, la nouvelle qu'ils avaient apportée de la proclamation de la république courait la ville, portant la joie, l'espoir de la délivrance prochaine, mêlés au sentiment du soulagement présent.

Comme à Paris, dans les premiers moments, il semblait que désormais tout était sauvé. Ce mot légendaire : République! quand il ne rappelle pas la terreur de 93, — et on l'oublie toujours à la première heure, cette terreur néfaste, signifie tout d'abord les réformes, la résistance à la frontière, la France sauvée en 92. A l'œuvre, ô République, il ne te manque que des

républicains! De longtemps encore tu ne feras lever en France que des dictateurs!

Personne ne voulait croire au désastre de Sedan.

Au milieu d'une séance de la commission, le préfet prend place au bureau et communique les dépêches importantes qu'il vient de recevoir, dit-il, du sous-préfet de Schelestadt :

La déchéance de la dynastie napoléonienne, la proclamation de la république, la formation d'un gouvernement de défense nationale.

« Hier soir, sur le bruit apporté par des étrangers
» honorables que la République était proclamée à
» Paris, il s'était empressé d'écrire aux membres du
» gouvernement provisoire qu'il résignait son mandat,
» et se bornerait, en attendant l'arrivée de son suc-
» cesseur, à assurer la tranquillité publique et à ga-
» rantir devant l'ennemi la dignité du drapeau na-
» tional. »

« Avant ces événements, dit-il, le Corps législatif a pu voter cette acclamation :

« Strasbourg, ses citoyens et ses soldats, ont bien mérité de la patrie! »

Un citoyen, M. Charles Bœrsch, propose alors à ses collègues de faire acte d'adhésion au gouvernement établi à Paris.

On lui répond à l'unanimité par le cri : Vive la République!

Une députation avait été envoyée au général Uhrich : elle vint rendre compte de sa mission.

M. Saglio résume ainsi la réponse du général :

« C'est une chose grave de proclamer un gouver-
» nement nouveau ; la gravité augmente lorsqu'un chef
» militaire n'a pas reçu de son supérieur hiérarchique
» de communication officielle. Je me trouve dans cette
» position ; personnellement je n'éprouverai aucune
» répugnance à la démarche qui m'est demandée.
» Déjà j'ai servi la République et je l'ai servie avec
» loyauté ; mon désir, en accomplissant mes devoirs,
» est de marcher d'accord avec cette population qui
» s'est si noblement conduite et avec ses représen-
» tants. Vous comprendrez néanmoins qu'avant de
» prendre une résolution importante, j'examine de
» nouveau les dépêches arrivées à la Préfecture et
» que je prenne l'avis de mon Conseil de défense.
» Veuillez venir me retrouver demain à dix heures. »

« J'ai demandé au général, dit M. Bœrsch, s'il ne comptait pas annoncer immédiatement à la ville la proclamation de la République.

» Le général a répondu :

« Qu'il ne lui serait possible de le faire que quand
» il en aurait reçu l'ordre officiel de son supérieur, le
» ministre de la guerre ; mais il a ajouté qu'il accep-
» tait comme un fait réel l'événement politique dont
» la députation venait de lui donner la nouvelle. »

« M. le Maire dit qu'il n'est pas étonné des paroles prononcées par le général ; le général Uhrich, ajoute M. le Maire, est un brave et digne citoyen, un bon Français, plein de loyauté et de patriotisme. »

Le lendemain le préfet affichait la proclamation datée du 4 septembre, adressée alors par M. Gambetta aux préfets et sous-préfets de toute la France et aux colonies, précédée de ces paroles :

« Habitants de Strasbourg,

» Pour la première fois, après douze jours d'angoisses, je reçois des nouvelles de Paris, nouvelles que j'ai lieu de croire officielles, malgré la voie détournée par laquelle elles m'arrivent de Schlestadt.

» Ces nouvelles, les voici :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

« La déchéance a été prononcée au Corps législatif,
» la République a été proclamée à l'Hôtel de Ville.
» Un gouvernement de défense nationale, composé de
» onze membres, tous députés de Paris, a été constitué
» et ratifié par l'acclamation populaire..., etc. »

Au-dessous de la proclamation il annonçait la résignation de ses pouvoirs, et adressait ses adieux à la population dont il avait partagé les périls.

« ... Dans ces heures de souffrances patriotiques, laissez-moi vous donner le conseil de rester calmes, de respecter les autorités et de soutenir noblement le drapeau de la France.

» En vous quittant, j'emporterai le souvenir de vos nobles et solides qualités, de vos bons sentiments à mon égard. »

A côté de cette proclamation on pouvait lire celle du général Uhrich :

« Habitants de Strasbourg, officiers, sous-officiers et soldats de la garnison !

» La République a été proclamée à Paris. Un gouvernement de défense nationale s'est constitué. En tête de son programme il a mis l'expulsion de l'étranger du sol français. Nous nous rallierons tous à lui, nous, chargés de la défense de Strasbourg, chargés de conserver à la France cette noble et importante cité.

» Unissons donc nos volontés et nos forces pour atteindre ce but et pour concourir ainsi au salut de la patrie.

» Habitants de Strasbourg,

» Par vos souffrances, par votre résignation, par le courage de ceux d'entre vous qui prennent part à la défense de la ville, par votre patriotisme, vous avez secondé l'armée dans les efforts qu'elle a eu à accomplir. Vous resterez dignes de vous-mêmes.

» Et vous soldats !

» Votre passé répond de l'avenir ; je compte sur vous, comptez sur moi.

» Au quartier général à Strasbourg, 12 septembre 1870.

» Le général de division, commandant supérieur

« Uhrich. »

A ces nouvelles, avons-nous dit, en lisant ces proclamations, il semblait qu'un soulagement était venu :

Cependant l'artillerie allemande tonnait toujours, lançant la mort et l'incendie.

Le 13 septembre les délégués suisses revinrent pour l'accomplissement de leur mission de charité.

« Notre excursion ce jour-là fut plus triste que la précédente. Il s'écoula assez longtemps avant que l'on eût fait taire toutes les batteries qui sillonnaient de leurs boulets l'espace que nous avions à parcourir, et je trouvai plus lugubre le résonnement de la trompette du parlementaire au travers des ruines de Kœnigshoffen... Nous dûmes approcher assez près des fortifications avec l'officier allemand qui nous accompagnait, jusqu'à ce que nous eûmes rencontré une patrouille française, commandée par un officier qui nous arrêta par ces mots : « — Que voulez-vous, Messieurs? » Le parlementaire lui remit les papiers dont il était porteur; nous nous présentâmes comme les délégués suisses à Strasbourg, et là-dessus, sans que nous eussions à attendre devant les remparts, comme nous l'avions craint, l'autorisation d'entrer dans la ville, nous y fûmes conduits immédiatement. Il est vrai que, n'étant pas régulièrement annoncés, ce ne fut pas par le pont-levis et la porte principale que nous nous y entrâmes, mais par un chemin bien plus pittoresque, par-dessus le parapet, montant et descendant les escaliers étroits qui font communiquer les ouvrages avec les fossés par de petites passerelles, enfin par les passages souterrains, jusqu'à ce que, plus tôt que nous ne nous y attendions, nous nous trouvâmes tout d'un coup dans l'enceinte, en dedans de la porte Nationale.

» Ce jour-là, d'ailleurs, nous venions tout à fait incognito, et nous étions seulement préoccupés de ter-

miner notre affaire. Notre première visite fut pour le général Uhrich, qui nous était venu en aide autant qu'il était en lui, et avait déjà préparé la liste d'émigrants qui devait être soumise à l'approbation du général de Werder. De chez le général Uhrich, nous nous rendîmes à l'hôtel du Commerce, où avait lieu précisément une séance orageuse de la Commission municipale. En effet, la situation avait fort changé depuis dimanche : la République avait été proclamée ; M. Humann ayant donné sa démission, un nouveau maire avait été élu ; une partie des rues était pavoisée. Avec quelques-uns des membres qui avaient été constitués en comité pour notre affaire, nous prîmes les mesures nécessaires pour la formation de la première colonne du jeudi ; car, d'après ce que nous avions appris à Mundolsheim, il ne pouvait être question de mercredi.

» Nous employâmes le reste du temps dont nous pouvions disposer à quelques visites, en particulier dans les caves transformées en habitations ; leur aspect et leur arrangement seraient dignes du pinceau d'un peintre. Il est d'ailleurs difficile de s'en faire une idée sans les avoir vues de ses yeux.

» Des tonneaux, des provisions, des caisses fermées renfermant quelques objets précieux, des lits, des meubles, tout y est entassé, tout s'y condense ; un peu plus loin, c'est un foyer provisoire pour la cuisson des aliments, et l'escalier de la cave sert à la fois de cheminée et de ventilateur pour les odeurs de cette cuisine souterraine, attendu que tous les soupiraux, pour plus de sûreté, ont été fermés avec des pierres et garnis de fumier en dehors. Et dans ces trous, combien de malheureux habitants de Strasbourg

ont déjà passé de longues et terribles semaines! Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que beaucoup d'entre eux dussent, au moment d'en sortir, habituer de nouveau leurs regards à la lumière du soleil. Un autre spectacle étrange était celui que présentaient les fenêtres de toutes les façades des maisons exposées au feu de l'ennemi, avec leur véritable armement de matelas, de sacs de paille, etc., destiné à arrêter autant que possible les boulets ou à en amortir le choc. Bref, tout portait la trace d'un siége, et d'un siége rigoureux.

» Il nous restait encore à terminer notre travail à Mundolsheim avec M. de Leszcynski... »

« Nous tombâmes d'accord que, le jeudi à dix heures, une première colonne de 500 personnes serait reçue à la porte d'Austerlitz avec des chars de réquisition, le choix des autorisations à donner, sur les 4,000 demandes de sortie formulées, devant être laissé au chef de l'état-major général de l'armée de siége.

» Le jeudi, à dix heures précises, je me réunissais à mes collègues en avant de la porte d'Austerlitz. Le général Uhrich lui-même avait accompagné, avec quelques notabilités militaires, la colonne des émigrants jusque hors de la forteresse. En deçà des barricades de la porte attendaient 60 chars bourrés de paille. Un certain nombre d'officiers contemplaient le spectacle qu'offrait la caravane à son départ. Et en vérité quel coup d'œil lorsqu'on vit s'ébranler lentement une longue file de voitures, d'omnibus d'hôtels et de chemin de fer, etc., tous chargés d'autant de personnes qu'il était possible d'en entasser, suivis d'une foule de femmes et d'enfants à pied; quant aux hommes, on n'en avait point laissé sortir, sauf quelques vieillards. Tous ces visages rayonnaient de joie et de gratitude,

et le soleil lui-même semblait prendre plaisir à éclairer cette scène de bonheur au milieu de tant de sombres tristesses !

» Le samedi 17 septembre, après avoir pris la veille congé du général de Werder, ainsi que du chef d'état-jor de Leszcynski, et envoyé aux Strasbourgeois une dernière et chaleureuse parole d'adieu, nous quittâmes nos collègues qui devaient prolonger leur séjour à Lahr pour attendre les colonnes suivantes. Cette fois notre route ne nous ramenait pas au lugubre concert des pièces de siége, mais elle nous conduisait en Suisse, et dès le lendemain nous allions entendre les sons paisibles des cloches annonçant le jeûne fédéral, qui, en de pareilles circonstances, avaient, dans nos cœurs pénétrés de reconnaissance, un écho plus solennel que jamais.

» Une seule pensée pèse encore sur nos cœurs, au milieu de tous nos motifs de reconnaissance pour ce que nous avons pu obtenir, c'est celle de l'effroyable calamité que le dernier acte militaire de ce siége, l'assaut de Strasbourg, va attirer soit sur la malheureuse cité, soit sur les soldats qui l'assiégent. Nos vœux les plus ardents sont pour que cette terrible catastrophe puisse être évitée, et pour que la ville, si cruellement éprouvée aujourd'hui, puisse dans un avenir prochain retrouver des jours heureux et bénis par la paix. »

Devait-elle être évitée cette dernière catastrophe?

Les chefs de la défense avaient été avertis, disait-on, par le général von Werder, que si la place se laissait prendre d'assaut, elle serait mise à sac, livrée au pillage.

On se défendait à outrance : le canon des remparts

répondait de son mieux à l'artillerie ennemie. Mais de temps en temps des bruits d'armistice prenaient faveur, à la moindre interruption dans les éclats presque incessants du tonnerre allemand.

Après l'éclaircie ouverte par la mission des Suisses, il semblait que quelque chose s'était relâché dans les fibres de la fermeté alsacienne. La lassitude morale gagnait avec la lassitude physique ; et quelle énergie ne fallait-il pas avoir encore, pour résister à celle-là ?

Les hommes passaient toutes leurs nuits sans sommeil, sans prendre le temps de quitter leurs habits ; à peine un repos de quelques instants pendant le jour, sur des matelas jetés à terre. Et les privations, et l'insuffisance de la nourriture, cruel supplice, affaiblissement forcé pour cette race aux muscles largement développés.

Le 15 septembre, 516 habitants émigrèrent, premier convoi partant sous le pavillon suisse. Sauvés par l'exil et la séparation de la fin des désastres de la ville, ils recevaient au départ les adieux de leurs proches, de leurs amis ; aux larmes ils répondaient par des larmes : des hommes restèrent, ne pouvant résister à l'amertume de ce dernier moment.

Le maire, M. Humann, avait donné sa démission : on élut M. Kuss, professeur à la faculté de médecine, que toute la population acclama, un patriote aimé, qui devait mourir du désespoir de la patrie française perdue.

Pendant les nuits, toujours mêmes écroulements, mêmes incendies. L'arsenal, les derniers bâtiments de la citadelle, s'effondraient peu à peu.

Une attaque de l'ennemi entre la porte de Pierres

et la porte des Pêcheurs, fut vaillamment repoussée.

Le 17, 568 personnes, formant le second convoi des émigrants, étaient sorties par la porte d'Austerlitz. On se raconta que leur passage à travers les lignes ennemies avait rencontré des difficultés. Les Allemands avaient des nerfs, disait-on ; la part d'humanité qu'ils n'avaient pas osé refuser de prendre, aux yeux de l'Europe, dans cette amnistie des femmes et des enfants, avait donné tout ce qu'elle pouvait. Le passage de ces convois les gênait, les dérangeait dans leurs lignes. Ils étaient tout près de dire que celui-là serait le dernier.

Cependant leurs travaux d'attaque avançaient maintenant rapidement. Ils avaient pour travailleurs les pauvres gens du pays, les paysans de la campagne alsacienne dont ils faisaient la presse. Ces malheureux étaient traînés de force aux terrassements de la parallèle, gémissant, pleurant sous les coups et les menaces, tombant sous les balles de leurs frères de la ville. Les Anglais ont un proverbe saisissant : — Noyer l'agneau dans le lait de sa mère ! C'était cela. Mais les Allemands achevaient, par ce cruel expédient, leurs travaux avec une incroyable rapidité. Déjà les tranchées touchaient les remparts. Les commandements des officiers français et allemands pouvaient s'entendre et se confondre d'un ouvrage à l'autre.

Les batteries des remparts, du côté du point d'attaque, étaient rapidement démontées par le tir supérieur de l'ennemi. Incessamment remplacées, elles étaient encore atteintes et en peu d'instants hors d'état de servir. Les canonniers, les servants étaient blessés ou tués, les terre-pleins labourés comme des champs, les murailles éventrées par les batteries de brèche.

La possibilité d'un assaut, formidable menace pour la troupe épuisée, amoindrie de moitié, se dressait devant tous les cœurs. Le général, les officiers la voyaient venir et comme se rapprocher à chaque coup de l'artillerie ennemie. Ce qui restait de la garnison pourrait mourir alors, non sauver la ville des dernières horreurs, de la prise de vive force. — A feu et à sac! avaient dit les Allemands; comme faisaient les reîtres de la guerre de Trente-Ans à Magdebourg.

A la citadelle, les derniers débris s'abattaient à chaque instant au ras du sol, sous la grêle de feu vomie par les quarante-quatre canons des batteries blindées de Kehl. Du haut du clocher de la ville un officier jugeait les coups, les rectifiait par ses signaux, observés par les artilleurs, et dirigeait le tir sur les points où des pans de murs tenaient encore debout.

Et chaque heure augmentait le nombre des blessés, des malheureux sans asile.

L'évêque mit la grande nef de la cathédrale, dont la toiture incendiée s'était affaissée, éteinte, sur la solide voûte à peu près intacte, à la disposition du général. Dernier asile vacant, partagé depuis ce jour : un côté pour la prière, l'autre pour l'hospitalité ouverte aux pauvres de la patrie.

La cité agonisante ne comptait plus ses morts. Les officiers, les défenseurs armés, gardes nationaux, gardes mobiles tombaient, pleurés une heure, à leur tour, et le souvenir s'éteignait dans le deuil de l'heure suivante.

On ignorait encore que le gouvernement de la défense nationale avait remplacé le préfet du Bas-Rhin,

Il avait nommé M. Valentin, un ancien officier, un fils de Strasbourg, député à l'Assemblée nationale, en 1848.

Le 20 septembre, un homme qui avait passé, disait-il, entre les lignes ennemies et traversé l'Aar à la nage, au risque d'être fusillé, était recueilli par les sentinelles avancées. Sorti du fossé à leur portée, sous les murs de la ville, il avait demandé à être conduit au général.

Ruisselant d'eau, accablé de fatigue, encore agité de l'émotion de sa hasardeuse aventure :

« — Je suis le préfet du Bas-Rhin ! » dit-il. Et tirant de sa poitrine la commission du ministre de l'intérieur, qui le devait faire reconnaître, il la tendit, trempée d'eau, souillée, au général.

Le soir même il faisait afficher un extrait du *Journal officiel*, contenant le décret de sa nomination, et adressait aux habitants cette proclamation :

« Habitants de Strasbourg, vaillants compatriotes !

» Une des premières sollicitudes du nouveau gouvernement s'est portée vers la patriotique Alsace, vers sa vaillante capitale, et il s'est préoccupé de lui faire directement parvenir, ainsi qu'à son héroïque garnison, les remercîments émus de la France, de la population de Paris et du gouvernement de la République.

» Il a choisi pour cette mission un fils de votre noble cité, auquel, à une époque antérieure, vous aviez, par un vote presque unanime, donné le mandat de vous représenter à l'Assemblée nationale, et qui est resté invariablement fidèle au drapeau sous lequel vous l'aviez élu.

» Il vient au milieu de vous s'associer à vos périls, partager vos privations, et tous ensemble nous lutterons jusqu'à la dernière extrémité pour conserver à la glorieuse patrie française un de ses plus nobles et de ses plus formidables boulevards.

» Confiance donc, bon espoir, et Vive la République !

» Le préfet du Bas-Rhin,

» EDMOND VALENTIN. »

Le lendemain l'administrateur provisoire, nommé depuis la démission du baron Pron, M. Bœrsch, était remercié publiquement de son zèle et de ses services par le général et cédait la place au nouveau préfet qui venait, à la dernière heure, prendre sa part de la tâche et de l'honneur.

Ce jour-là même, pour son arrivée, M. Valentin voyait le palais de la Préfecture incendié, s'abîmer et s'éteindre sur les voûtes de ses caves. Autour de lui il rencontrait les blessés, portés en foule aux ambulances et aux hôpitaux, douze citoyens en un seul jour, frappés mortellement dans les rues, par les éclats des projectiles ! Lamentable spectacle, qui put lui donner la mesure du dévouement de la pauvre ville à la France.

On mourait dans les rues, aux remparts, à la citadelle ; surtout les soirs, pendant les redoublements du feu des ennemis ; dans les sorties, dans les combats de nuit, aux tranchées, aux ouvrages avancés, dont le général et ses officiers tentaient d'arrêter les progrès incessants !

Le 21, entre onze heures et minuit, les Allemands

tentèrent une surprise sur trois points différents de l'enceinte, où les habitants purent entendre une vive fusillade, longtemps soutenue. Ce crépitement, ce bruit de mousqueterie, mêlé ainsi aux détonations de l'artillerie, était tout ce qu'ils savaient, tout ce qui parvenait jusqu'à eux de ces combats de nuit, toujours plus fréquents, maintenant journaliers.

Dans quelle situation, en dehors du bombardement, se trouvait donc alors la résistance de la place?

Personne dans la ville ne le pouvait dire.

Le 23, l'âme de la défense de la citadelle, le chef de bataillon d'état-major du génie, M. Ambroise Ducrot, frère du général, était écrasé par un obus au moment où il dirigeait des travaux confiés à la garde mobile. Il semblait que la citadelle mourait du même coup.

Parlait-on enfin de capituler?

On avait remarqué que plusieurs délibérations du conseil municipal, depuis quelques jours, n'avaient pas été rendues publiques. Le maire ne s'en défendait pas : il reconnaissait que ces délibérations, par leur objet même, auraient pu semer des alarmes dans la population et renseigner l'ennemi sur l'état de la ville. Il fit même afficher un avis dans ce sens.

Mais on savait que le général, dès le 18, avait parlé de l'éventualité de la cessation de la résistance, amenée par la ruine des ouvrages de défense et des fortifications.

Plus tard, on devinait que devant de nouvelles déclarations du général, la question de la reddition avait été débattue dans le conseil.

Jusque là le général avait bien mérité de la ville par le calme de son attitude, la direction donnée à l'héroïque défense. Cette ouverture pour préparer le conseil à la nécessité dernière, était-elle un suprême service rendu? La commission municipale en jugea ainsi sans doute, puisqu'elle lui décerna à l'unanimité le titre de citoyen de Strasbourg.

« Monsieur le maire, écrivait le général, dans sa séance du 18 de ce mois, à laquelle j'ai eu l'honneur d'assister, la Commission municipale a bien voulu m'accorder par acclamation le titre de citoyen de Strasbourg. Ce titre, qui m'honore, je viens vous en demander le brevet ; ce sera un précieux gage qui sera transmis dans ma famille de génération en génération.

» Veuillez offrir tous mes remercîments à Messieurs les membres de la Commission municipale, et leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur que j'aie reçu dans ma longue carrière. »

Le 24, le 25, le bombardement redoubla d'intensité. On eût dit que les impitoyables Allemands comptant les dernières pulsations de cette agonie, faisaient effort pour activer, précipiter l'approche du terme fatal.

La dernière maison du faubourg de Pierres s'effondra dans les flammes pendant la nuit du 24.

Au commencement du siége, les faubourgs avaient souffert davantage. Depuis plusieurs jours déjà, le centre de la ville était frappé à son tour. Tous les feux ennemis convergeaient sur des groupes de bâtiments plus pressés, où les désastres de l'incendie prenaient plus d'intensité, par suite de leur concentration même. Dans une seule maison un obus, traversant

tous les étages, faisait dix-huit victimes, six morts et douze blessés.

« Le 26, vers deux heures du matin, dit un témoin, la terreur régna dans la ville. Sur toute la ligne des fortifications, depuis la porte des Pêcheurs jusqu'à la porte Nationale, c'est-à-dire sur une étendue comprenant plus de la moitié de l'enceinte de la place, retentissait le bruit d'une véritable bataille. La fusillade, les canons, la mitraille faisaient rage, et l'on crut que les assiégeants tentaient l'assaut.

» Avec quelques rares intervalles, l'effrayant bruit continua jusqu'à quatre heures, puis il s'éteignit insensiblement. D'un côté, on avait tiré du haut des fortifications sur les pionniers prussiens qui travaillaient, protégés par de forts gabions, tout près des ouvrages de la place ; sur plusieurs autres points, on avait repoussé des détachements considérables qui tentaient quelque surprise, ou faisaient de fausses démonstrations pour détourner l'attention des assiégés du front d'attaque. La nuit n'avait pas permis d'évaluer les pertes des assaillants ; mais elles devaient être sensibles, à en juger par la violence de l'engagement. »

Était-ce là une tentative d'assaut? On pouvait le croire. Les glacis étaient couronnés : plusieurs des ouvrages importants de la ville étaient au pouvoir des Allemands : aux remparts, de grandes brèches ouvertes leur donnaient passage ; leurs batteries de position étaient prêtes.

Dans la citadelle, l'enceinte était encore à peu près défendable ; mais plus un pan de mur qui tint debout, plus un toit, plus un abri pour le soldat.

On était arrivé au quarante-sixième jour du siége, au quarante et unième depuis les premiers obus, au trente-cinquième depuis le bombardement suivi.

Il y avait alors au moins cinq cents maisons rasées, en ruines, dix mille habitants sans asile. Deux mille blessés remplissaient les hôpitaux à demi ruinés, ce qui restait des bâtiments désignés pour servir d'ambulances, les églises, les monuments publics.

Qui aurait pu compter les morts ? Un tiers de la garnison, officiers et soldats, était couché sous la terre, le reste, blessé, épuisé par la tâche mortelle, chaque jour, chaque nuit devant l'ennemi !

Les ouvrages de défense étaient effondrés, les murs ouverts, les fossés épuisés d'eau, comblés sur divers points.

Cinquante mille soldats frais, reposés pour ce service, excités par le succès, peut-être par le prix sauvage promis à la victoire dernière, attendaient le signal de l'assaut.

L'assaut ! dernier effort irrésistible de l'assiégeant qui va sûrement poser le pied sur la poitrine de l'assiégé.

Telle était la situation ! Que faire? que devenir ? Continuer la lutte impossible avec la responsabilité du sac d'une ville de quatre-vingt mille âmes? Prolonger la défense une semaine, un jour peut-être, avec un tel danger, subir de nouveaux malheurs, sans fruit pour la patrie?

Certes, si jamais l'honneur fut sauf pour une population, une garnison, un général, ce fut ce jour-là, à cinq heures, quand on vit flotter le drapeau blanc sur le faîte de la cathédrale.

Au premier moment on n'y voulait pas croire.

Est-ce un armistice ? est-ce la reddition ?

Il y eut parmi ces débris de désastres, parmi ces ruines, dans cette population décimée, aux abois, un premier mouvement de protestation furieuse.

Enfin, on apprit que Strasbourg était rendu à l'ennemi, qui devait entrer dans ses murs le lendemain à sept heures.

Les hommes poussent des cris de douleur, des imprécations. On arrête par les rues, on interroge les officiers. Ils disent la vérité : — l'ennemi a mis en batterie des mortiers d'une telle puissance qu'en deux heures il pourrait détruire le reste de la ville!

Une brèche de dix-huit mètres de largeur lui ouvre le passage entre la porte de Pierres et la porte du chemin de fer. La résistance qui ne pourrait se prolonger désormais que pendant un court délai, amènerait donc la ruine complète. Et pour quel but? Dans quel espoir? La France ne pouvait ni secourir, ni faire diversion qu'avec de vaines paroles :

— Ni une pierre de ses forteresses, ni un pouce de son territoire!

Ne lui avait-on pas payé largement l'impôt du sang et du patriotisme?

Contre l'effort prolongé de 60,000 hommes montant à l'assaut, les munitions s'épuiseront, les armes encrassées s'éteindront dans les mains des derniers soldats mourant de fatigue!

Le général von Werder avait déclaré que l'ordre formel du prince Frédéric lui était venu de prendre Strasbourg sans retard, à tout prix, et qu'il exécuterait cet ordre, dût-il raser la ville et fouler le cadavre du dernier habitant.

Devant une telle résolution, devait-on tenir vingt-quatre heures encore? — Bien des jours! disaient les vaillants, les irrités.

— Mourir pour la patrie! chantait-on par les rues.

Le général Uhrich avait eu ce suprême courage de capituler.

Une capitulation digne de la ville et du général, terminait cette vaillante résistance de la garnison improvisée, cette lamentable agonie de la ville fière et dévouée.

Le général von Werdér accordait les honneurs de la guerre et s'engageait à ne pas frapper de contributions sur la ville et les habitants.

La capitulation fut signée à deux heures du matin. Nous en donnons le texte qui appartient désormais à l'histoire de Strasbourg et de l'Alsace, à l'histoire de France.

« Le comte de Werder, lieutenant général de S. M. le roi de Prusse, commandant de l'armée assiégeante de Strasbourg, ayant été requis, par M. le général de division français Uhrich, gouverneur de Strasbourg, de faire cesser les hostilités contre la place, est convenu avec lui de conclure la capitulation dont les termes suivent, en considération de la défense honorable et courageuse de cette place de guerre.

» Art. 1er. Le 28 septembre 1870, à 8 heures du matin, M. le général de division Uhrich évacuera la Citadelle, la porte d'Austerlitz, la porte Nationale, celle des Pêcheurs. En même temps, ces divers points seront occupés par les troupes allemandes.

» Art. 2. Le même jour, à 11 heures, la garnison française et la garde mobile quitteront la place par la porte Nationale, se placeront entre la lunette 44 et le réduit 37, et déposeront les armes.

» Art. 3. Les troupes de ligne et la garde mobile seront prisonnières de guerre et se mettront immédiatement en marche avec leurs bagages. Les gardes nationaux et les francs tireurs resteront libres au moyen d'un revers (déclaration écrite de ne pas servir pendant la guerre); ils devront déposer les armes à la Mairie avant 11 heures du matin. A la même heure, les listes nominatives des officiers de ces troupes devront être remises à M. le général de Werder.

» Art. 4. Les officiers et les fonctionnaires ayant rang d'officier, de tous les corps de troupes de l'armée française, pourront se rendre à la résidence qu'ils choisiront, à charge de fournir un revers dont la formule est annexée au présent document. Les officiers qui refuseront de signer ce revers seront conduits en Allemagne, avec la garnison, comme prisonniers de guerre. Tous les médecins militaires français conserveront leurs fonctions jusqu'à nouvel ordre.

» Art. 5. M. le général de division Uhrich s'engage, dès que les armes auront été déposées, à remettre tous effets militaires, caisses du trésor, etc., par l'intermédiaire des agents que cette remise concerne, aux fonctionnaires allemands, dans la forme usitée.

» Les officiers et fonctionnaires qui, des deux côtés, seront chargés de cette mission, se trouveront, le 28 septembre, à midi, sur la place du Broglie, à Strasbourg. »

Le matin du 28 septembre, le général Uhrich fai-

sait afficher sa proclamation d'adieu à la ville de Strasbourg.

« Habitants de Strasbourg !

» Ayant reconnu aujourd'hui que la défense de la place de Strasbourg n'est plus possible, et le Conseil de défense ayant unanimement partagé mon avis, j'ai dû recourir à la triste nécessité d'entrer en négociations avec le général commandant l'armée assiégeante.

» Votre mâle attitude pendant ces longs jours de douloureuses épreuves m'a permis de retarder jusqu'à la dernière limite la chute de votre cité. L'honneur civil, l'honneur militaire sont saufs, grâce à vous : merci !

» Merci à vous aussi, préfet du Bas-Rhin et magistrats municipaux, qui par votre énergie et par votre union m'avez prêté un concours si précieux ; qui avez su venir en aide à la population malheureuse, et maintenir haut son attachement à notre patrie commune.

» Merci à vous, chefs militaires et soldats, à vous surtout membres de mon Conseil de défense qui avez toujours été si unis de vues, si énergiques, si dévoués à la grande mission que nous avions à accomplir ; qui m'avez soutenu dans les instants d'hésitation que faisait naître la lourde responsabilité qui pesait sur moi et l'aspect des malheurs publics qui m'environnaient.

» Merci à vous, représentants de notre armée de mer, qui avez su faire oublier votre petit nombre par l'énergie de votre action ; merci enfin à vous, enfants

de l'Alsace ; à vous, gardes nationaux mobiles ; à vous, francs tireurs et compagnie franche; à vous aussi, artilleurs de la garde nationale sédentaire, qui avez si noblement payé le tribut du sang à notre grande cause aujourd'hui perdue ; et à vous douaniers, qui avez aussi donné des preuves de courage et de dévouement.

» Je dois les mêmes remercîments à l'intendance pour le zèle avec lequel elle a su parer aux exigences d'une situation difficile, tant pour le service hospitalier que pour celui des vivres.

» Où trouverai-je des expressions suffisantes pour dire à quel point je suis reconnaissant envers les médecins civils et militaires, qui se sont consacrés aux soins de nos blessés et de nos malades militaires ; envers ces nobles jeunes gens de l'École de médecine, qui ont accepté avec tant d'enthousiasme le poste périlleux des ambulances dans les ouvrages avancés et aux portes?

» Comment remercier assez les personnes charitables, les maisons religieuses, les établissements publics qui ont ouvert des asiles à nos blessés, qui les ont entourés de soins si touchants, et qui en ont arraché beaucoup à la mort?

» Je conserverai jusqu'à mon dernier jour le souvenir des deux mois qui viennent de s'écouler, et le sentiment de gratitude et d'admiration que vous m'avez inspiré ne s'éteindra qu'avec ma vie.

» De votre côté, souvenez-vous sans amertume de votre vieux général, qui aurait été si heureux de vous épargner les malheurs, les souffrances et les dangers qui vous ont frappés, mais qui a dû fermer son cœur à ce sentiment, pour ne voir devant lui que le devoir, la patrie en deuil de ses enfants.

» Fermons les yeux, si nous le pouvons, sur le

triste et douloureux présent et tournons-les vers l'avenir; là nous trouverons le soutien des malheureux : l'espérance!

» Vive la France à jamais! »

» Le général de division, commandant supérieur
» de la 6e division militaire,
» Uhrich. »

Le maire joignait sa voix à celle du général :

« Chers concitoyens,

» Après une résistance héroïque et qui, dans les fastes militaires, ne compte que de rares exemples, le digne général qui a commandé la place de Strasbourg vient, d'accord avec son Conseil de défense, de conclure avec le commandant de l'armée assiégeante une convention pour la reddition de la place....

» Vous qui avez supporté avec patience et résignation les horreurs du bombardement, évitez toute démonstration hostile à l'encontre du corps d'armée qui va entrer dans nos murs!

» Rappelez-vous que le moindre acte agressif empirerait notre situation et attirerait sur la population entière de terribles représailles. La loi de la guerre dit que *toute maison d'où il aurait été tiré un coup de feu sera rasée et ses habitants passés au fil de l'épée.* Que chacun s'en souvienne, et s'il était parmi vous des hommes assez oublieux de ce qu'ils doivent à leurs concitoyens, pour méditer d'impuissantes tentatives de résistance, empêchez-les d'y donner suite.

L'heure de la résistance est passée. Résignons-nous à subir ce qui n'a pu être évité.

» Vous, chers concitoyens, qui, durant ce long siége, avez déployé une patience, une énergie que l'histoire admirera, restez dignes de vous-mêmes à cette heure douloureuse....

» Strasbourg, le 28 septembre 1870.

» Le maire,
» Kuss. »

Comment dire les adieux de la ville à ces pauvres soldats, passant du champ de bataille à l'exil, partant pour la captivité!

« Les soldats brisèrent leurs armes, les jetèrent à l'eau, les lancèrent contre les pavés, et se dirigèrent, vivement surexcités, vers le lieu du rendez-vous. Artilleurs, pontonniers, marins, chasseurs, infanterie de ligne, cavalerie, turcos, zouaves, gendarmes, douaniers, gardes mobiles, francs tireurs, officiers, soldats, enfants de troupe, tous se pressaient dans un pêle-mêle indescriptible. La foule les entourait silencieuse et triste en écoutant dans le lointain la marche des tambours et des fifres de l'armée allemande, dont les colonnes d'occupation arrivaient aux portes! »

CHAPITRE XI.

L'ÉTAT DE L'ARMÉE APRÈS LA CAPITULATION DE SEDAN. — LA MARCHE SUR PARIS.

Après le désastre de Sedan, la France semblait incapable d'une résistance efficace, quoiqu'il lui restât encore d'immenses ressources.

La désorganisation léguée par l'empire lui laissait bien peu de chances de succès contre un mouvement offensif s'il était poussé en avant.

Depuis les défaites de Wœrth et de Forbach, on s'était hâté de mettre la capitale en état de soutenir le siége qui la menaçait. D'abondantes provisions et de nombreuses troupes avaient été réunies. On avait les matériaux d'une armée nouvelle, avec les régiments intacts rappelés de l'Afrique et de Rome. On y avait joint les dépôts et de nombreux gardes mobiles qui avaient été levés par l'ordre du comte de Palikao, qui, dans son court ministère, avait été réduit à être un pourvoyeur d'hommes et de munitions, en même temps qu'il donnait un plan qui a failli, par la lenteur et les fautes d'exécution, ainsi qu'il a été expliqué.

L'armée de Sedan prisonnière, celle du Rhin bloquée dans Metz par les troupes du prince Frédéric-Charles ou affectée à la défense des diverses forteresses, toute la force active disciplinée de la France semblait être disparue comme si un tremblement de terre l'eût engloutie.

Telle était la situation déplorable faite au pays au moment où l'empire s'évanouissait avec l'Empereur, qui venait de rendre volontairement son épée au roi de Prusse.

Alors que la France rugissait sous l'indignation du patriotisme et que la République se flattait par la vertu de son principe de délivrer le sol de l'envahisseur, les hommes politiques de l'Europe désiraient et conseillaient qu'on traitât après Sedan.

L'Alsace et une partie de la Lorraine devaient être la rançon de la France, elle ne s'y résigna pas.

Alors s'ouvre un nouvel acte du drame.

Nous étions à Sedan lorsque s'opéra le redoutable mouvement. C'était un spectacle qui laissait entrevoir une affreuse perspective au sein des plus douloureuses émotions. En voyant l'ordre, l'organisation de ces troupes, leur artillerie, la disposition de la marche, on lisait comme un feuillet du destin qui laissait apparaître aux regards inquiets l'image d'autres défaites (1).

(1) Une lettre que nous écrivions de Bouillon à M. Thiers porte l'empreinte de pressentiments qui, hélas ! ne devaient pas être un vain songe.

A la vue des champs de bataille encore couverts d'armes brisées et de débris humains, devant l'horreur des ruines de Bazeilles, nous devinions les larmes que la France allait verser comme une pauvre veuve.

Que de familles allaient se trouver sans abri ! Que d'ennemis devaient être confondus dans le même tombeau !

(*Note de l'un des auteurs.*)

Ne rencontrant plus d'obstacles, l'armée prussienne divise ses forces et s'avance vers Paris dans la direction du Nord et de l'Est. Le grand-duc Guillaume de Mecklembourg marche sur Laon, tandis que le prince royal fait prendre à son armée la route de Châlons.

La science méthodique se retrouve dans cette marche et en relie tous les mouvements; d'ailleurs aucune armée ne doit disputer le passage à l'ennemi.

Quelques-unes de ses colonnes se dirigèrent de Reims à Meaux : vers le 12 septembre les avant-gardes, avec des forces plus ou moins considérables, étaient signalées à Château-Thierry et Montmirail. Enfin, le 17 septembre, les Prussiens sont aperçus entre Créteil et Neuilly-sur-Marne, à Corbeil et à Clamart, cherchant partout à dissimuler leurs opérations.

Le premier soin de l'armée assiégeante, c'est d'intercepter les communications. La résistance qui s'était accentuée à son approche retarde fort peu sa marche; les routes et les ponts ont été détruits sans un grand avantage, puisque les difficultés qui en résultaient pour l'ennemi, ne donnaient pas aux nôtres le temps d'organiser une résistance.

C'est le 2 septembre, aussitôt la capitulation de Sedan consommée, que les armées allemandes ayant reçu leurs ordres de marche, prenaient le lendemain matin leurs directions respectives. La rapidité de l'action suivait la science des combinaisons.

Le 11e corps et le 1er bavarois, tous les deux appartenant à la 3e armée, eurent la charge d'escorter les prisonniers à Pont-à-Mousson. Les ayant remis au 10e corps employé devant Metz, en toute vitesse ils

vont rejoindre le prince royal qui se dirigeait vers Paris.

Les 3e et 4e corps d'armée, ayant le même objectif, s'y portaient par deux routes différentes ; le 3e corps passait par Réthel, Reims et Épernay à la rive sud de la Marne et continuait sa marche par Montmirail à Coulommiers, où les divers corps bifurquèrent pour prendre leur position de Lagny sur la Marne en se dirigeant sur Versailles.

La 4e armée passait par Vouziers, Reims, et par la rive nord de la Marne à Clay, où ses régiments suivaient leur ligne de marche de Lagny, sur la gauche, tournant Gonesse, pour prendre position à Saint-Denis, Argenteuil, au nord de Paris.

Il suffit de consulter la carte pour se rendre compte de ce mouvement stratégique.

Tout chemin conduisant au but était, bien entendu, utilisé ; chaque armée marchait en colonnes parallèles ; sur leurs flancs se trouvait la cavalerie pour maintenir entre elles les communications.

On eût dit un cercle continu, soit pour se prêter un mutuel appui, soit pour la rapide transmission des ordres ; il enveloppait la tête de ligne de marche des deux armées à une distance de vingt à trente kilomètres.

Si le général Trochu, à ce moment, avait eu 120,000 hommes de bonnes troupes et une artillerie en rapport, il eût été impossible aux Allemands de prendre leur ligne d'investissement sur une étendue aussi vaste que la circonférence de Paris.

Les Français tenant le centre pouvaient frapper des coups vigoureux sur l'armée qui avait à tracer, comme un serpent, le cercle autour de la belle capitale. Il

eût fallu le couper et y introduire la déroute, avant que Moltke n'eût eu le temps de faire ses retranchements et d'établir ses batteries pour enserrer et étouffer sa victime.

La force sous le prince royal de Saxe repoussa Vinoy qui tentait de s'opposer à son avance le 18 septembre dans la vallée de la Marne.

Le 19, les Français faisaient une attaque sur les premières colonnes qui apparurent entre Saint-Denis et Gonesse, mais la 3e armée avait à rencontrer de plus sérieux obstacles.

Le 17 septembre, l'avant-garde du prince royal de Prusse jetait des pontons sur la Seine à Villeneuve-Saint-Georges. Sur ces ponts, le 5e, 6e et 7e corps bavarois devaient passer pour former la ligne d'investissement de la Seine à l'ouest, de Sèvres à Bougival, de manière à prendre leurs positions au nord de Paris.

Les troupes françaises, au nombre de deux bataillons et de deux batteries, débouchant de Charenton par les ponts qui mettent en communication la Seine et la Marne, avançant le long de la langue de terre comprise entre les deux rivières qui protégeaient leurs flancs, attaquèrent les Prussiens, mais furent repoussées et mises en déroute.

Le 18, le 5e corps ayant traversé la Seine, continua sa marche sur Versailles par les deux routes de Palaiseau et de Bièvre. La colonne qui suivait cette direction, couverte du côté de Paris par sa cavalerie, assaillie dans l'après-midi, n'en continua pas moins sa marche. Le même jour, les Bavarois ayant traversé les ponts, occupaient Lonjumeau.

Le matin du 19, le 5e corps se portait de Palaiseau et de Bièvre sur Versailles ; le 2e bavarois de Long-

jumeau par Palaiseau se rendait à la position qui lui était assignée dans la ligne d'investissement, dont le point était Châtenay; le 6e corps traversant la Seine le matin seulement, opérait son mouvement par Orly pour occuper Chevilly.

La tête de la 9e division du 5e corps, après avoir dépassé Bièvre, fut attaquée par le général Ducrot : il occupa la position retranchée du Petit-Bicêtre, nonobstant la mollesse de l'aile droite, qui abandonna le terrain, fuyant en désordre au commencement de l'action. Les Prussiens furent durement malmenés pendant plusieurs heures. Pour s'ouvrir le chemin de Versailles, ils furent obligés de lancer la division de réserve du 5e corps de Jouy, aussi bien que les deux brigades bavaroises de Châtenay; il en résulta la retraite des Français avec la perte de huit canons.

Le 20, la 3e armée était distribuée de Bougival par Sèvres, Clamart, Bourg, Chevilly, Choisy, sur la Seine, au sud-est de Paris.

La division wurtembergeoise appartenant à la même armée, continuait le cercle entre Choisy et Bonneuil, sur la Marne. A ce point la 4e armée prolongeait et complétait l'investissemennt en s'étendant de la Lande, Séveran, Pierrefitte, Argenteuil à Chatou. Tel était le rang de distribution d'investissement des forces autour de Paris.

CHAPITRE XII.

LES SIÉGES DE PARIS.

Il n'est pas de capitale qui ait été si souvent assaillie. Le premier siége que mentionne l'histoire remonte à 50 ans avant Jésus-Christ. Ce fut Labiénus, le plus célèbre des lieutenants de César qui conduisit une armée contre cette place défendue par Vercingétorix, l'ennemi acharné de la domination romaine.

Celui-ci, forcé de se retirer, anticipa Rotopschine en brûlant dans sa retraite tout ce qui pouvait servir à l'alimentation de l'ennemi. Cet attrait que Paris possédait déjà, que lui ajoutent encore ses atours féeriques, y ramenèrent des habitants qui le reconstruisirent plus beau.

Alors il se bornait à l'île formée par la rivière, entourée de marais inaccessibles.

Dans cette seconde métamorphose, la ville eut pour architecte Clovis, le Haussmann d'alors à moins de frais ; c'était l'ancienne Lutèce, elle devint le centre du nouvel empire du fondateur de la monarchie.

Pendant que ses descendants régnèrent, elle resta leur principale forteresse.

Quand leur décadence vint, la défense de Paris contre un ennemi étranger donna un tel prestige à un de leurs généraux, que ses descendants purent occuper le trône de la dynastie dégénérée.

Neuf cents ans après l'ère chrétienne, Charles le Gros, de la dynastie carlovingienne déclinant avec lui, se trouva lui-même attaqué dans Paris par les Normands.

Faible et découragé, il chercha son salut dans une paix à tout prix avec les audacieux pirates.

Plus tard, un retour offensif de leur part a lieu. Paris sous le commandement d'Eudes (1) tint toute une année.

Le défenseur en eut tant de renom qu'à la mort de Charles en 888, la noblesse française le choisit pour roi. Un neveu d'Eudes était Hugues Capet, l'ancêtre et le fondateur de la dynastie des Capétiens, à laquelle la France dut tant de grandeurs et la haute place qu'elle avait conquise dans l'estime et l'admiration du monde.

En 978, quand l'Empereur allemand Othon II étant à Aix-la-Chapelle célébrait la fête de Saint-Jean, il fut surpris par le roi de France, Lothaire, à la tête d'une armée de 30,000 hommes.

Le César allemand lui rendit la pareille, et ayant à son tour traversé la frontière le 1er octobre, il marcha droit à Paris, renversant tout ce qui s'opposait

(1) Il était comte de l'Ile de France. Il fut puissamment secondé par l'évêque Gosselin et Ebles, abbé de Saint-Germain-des-Prés.

à son passage. Bientôt il occupait Montmartre et investissait la cité.

Salomon a dit : Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

Quand l'histoire à la main, on suit les événements et les conflits qu'amènent les passions et les ambitions aux prises : à la distance des siècles, se retrouvent de frappantes analogies. Comme Guillaume et Moltke, l'empereur Othon se trouva dans la nécessité de détacher une partie de son armée pour s'opposer à l'arrivée des forces nationales venant au secours de la ville assiégée.

Voilà la similitude ; heureusement pour la France de ce temps le dénoûment fut autre.

La féodalité de cette époque fut plus heureuse, sinon plus vaillante que les chefs de l'armée républicaine de M. Gambetta, elle battit les Allemands et obligea ainsi leur empereur à se retirer sans avoir atteint son but.

Il y a une vieille légende qui dit qu'avant d'abandonner son entreprise, l'armée allemande, rassemblée sur la butte Montmartre, chanta le *Te Deum* dans un chœur tellement retentissant, que Paris en répercuta l'écho. Que n'en a-t-il été de même de nos jours !

Ici se présente une réflexion : — Que n'a-t-on pas dit sur les progrès, — sur la force irrésistible de l'esprit moderne de 89, infusé dans les veines de la France ? Il a produit en effet des mouvements d'une agitation fiévreuse. C'étaient des bonds d'idées ou d'entraînement militaire, devant lesquels croulaient les institutions du passé ou se dispersaient les armées des rois ; mais, hélas ! depuis 80 ans, les espérances et les

succès n'ont été que des débuts fugitifs pour aboutir toujours à un dénoûment tragique.

La force de Paris ayant été prouvée par cette heureuse résistance, qui avait donné le temps à la France de venir le délivrer, Philippe-Auguste, ce roi non moins brave qu'habile, crut devoir étendre ses fortifications : il ajouta plusieurs centaines de tours aux murailles.

Le roi Charles V, ce réparateur de désastres, qui ne devaient être surpassés que par les invasions fruit de la politique napoléonienne, dans la dernière partie du XIV[e] siècle, environna les faubourgs d'une nouvelle enceinte. Il bâtit la Bastille, qui devait jouer un si grand rôle dans nos troubles civils, et construisit un fort sur l'île de Saint-Louis.

Nonobstant ces défenses, bien conçues par rapport à l'art et aux ressources du temps, les Anglais prirent Paris après la bataille d'Azincourt, en 1420.

La pucelle d'Orléans, essayant de reprendre Paris en 1429, fut repoussée par les Anglais, qui, cependant, sept ans après, furent dans la nécessité d'en sortir pour s'opposer aux progrès du vaillant Dunois, encore un héros, issu du sang royal, que l'histoire peut offrir à la légende.

Passons au roi Henri IV, cette mémoire bénie et vivante au cœur du peuple, ce roi d'un si grand bon sens, qui avait mis son empreinte dans la politique nationale et son patriotisme dans le sang de sa race.

Ayant défait la ligue catholique à Ivry, le 17 mars 1590, il se dirigea sur Paris à marches forcées : il occupa Corbeil, Lagny et Creil et arrêta le ravitaillement de la ville assiégée, qui se faisait principalement par eau. Il couronna Montmartre de ses

canons, et de cette position dominante laissa les Parisiens, ces enfants mutins, comme il les appelait, choisir entre l'alimentation et les bombes qu'il leur offrait à leur choix. Mais la raison a toujours tort contre la passion, plus particulièrement encore dans les guerres civiles.

15,000 des habitants moururent de faim avant que la ville se décida à entrer en négociation avec le roi. Dans ce moment, les Espagnols qui secouraient la ligue catholique envoyèrent le fameux général Farnèse avec une forte armée, s'avançant de la Belgique contre le roi protestant.

Henri fut forcé de lever le siége et de reprendre le terrain des combats où il avait si grand air et où il recueillit toujours tant de lauriers.

Quatre années plus tard, le fils de Jeanne d'Albret, le vaillant roi de France et de Navarre, comme on disait, embrassait le catholicisme, en donnant à cet acte pour commentaire cette parole célèbre : « Paris vaut bien une messe. »

Il y fait son entrée au milieu du plus grand enthousiasme. Ce grand roi le justifia bien, il devait causer au peuple qui l'aimait un seul déplaisir, dont il était bien innocent, c'était le coup de foudre de sa mort, par la main d'un homme de malheur. Ravaillac, en frappant un pareil prince, portait un terrible coup à la France grandissante et prospère. C'était un révolutionnaire de cette époque.

Il nous semblait, ces jours-ci, retrouver les échos de cette voix lugubre dans la proclamation du citoyen Vaillant, faisant du régicide la loi de salut du peuple souverain. Seulement pour l'école des apologistes du régicide, ceux dont ils proclament les droits avec

un hypocrite amour, ne sont qu'une proie de mort, de spoliation, pour ces soi-disant philanthropes, vrais messagers d'enfer.

Toujours est il que la France, à dater de Henri IV, suivit une politique, dont les résultats grandirent la mémoire de ce roi populaire. Ce fut Henri IV qui soutint et fit prévaloir le principe de l'équilibre européen, cette sauvegarde de la paix des nations : elle fut propice aux intérêts et à la grandeur de la nôtre. Paris y trouva une sécurité et des garanties qui, durant 200 ans, ne laissa à une armée d'invasion aucune possibilité de le menacer ou de l'atteindre.

Sous Louis XIV, la simple pensée de l'étranger osant s'aventurer au cœur du pays, semblait si chimérique, que l'on n'hésita pas à décider la destruction des vieilles défenses.

Louis XV, en 1726, entoura la capitale d'une muraille qui cependant semblait ne pas avoir pour but de servir des desseins militaires. Paris a subi tous les assauts de la Révolution. Chacun sait les grandes luttes de cette période. La Terreur y a promené ses hideuses bandes, commandées par les Henriot, Jourdan-Coupe-Tête et tant d'autres, sicaires des Robespierre, Marat, Couton, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne. Sombres figures, dont il était réservé à notre temps de reproduire les types, non moins effrayants avec des caractères dégénérés.

Magnifique et malheureuse ville à la fois, où le gouvernement s'élevait et tombait tour à tour par un coup de main. Les destinées de la France ont été maintes fois le jouet d'ambitions implacables ou de systèmes impossibles.

Là se dessine la figure de l'homme qui devait rap-

porter à la France tant de palmes pour la couvrir plus tard de plus nombreux cyprès. Le 13 vendémiaire an IV, autrement dit le 5 octobre 1795, Napoléon Bonaparte était à Paris. Il y devint le bras de Barras, chargé de défendre la Convention ; il la sauve en mitraillant les insurgés, du perron de Saint-Roch, qui lui fournit au milieu du sang dont il est inondé la première marche de sa grandeur.

Le 18 brumaire an VIII, le sauveur devenait le violateur, il devenait, par un coup d'État militaire, maître de la France.

On sait le reste.

Deux dates domineront toute l'histoire de cette famille ; car jamais rien de plus lugubre et de plus fatal n'est tombé sur le peuple par le fait d'une dynastie, 1814-1815 : — 1870-1871.

En 1814, les alliés armés arrivaient au front de Paris, prenant leur revanche de Napoléon Ier, leur vainqueur dans tant de combats !

Paris n'avait alors pour toute défense que quelques redoutes élevées à la hâte, léger obstacle placé devant l'ennemi. 25,000 hommes de troupes régulières sous Marmont et Mortier, 15,000 gardes nationaux avec 150 canons, soutinrent l'assaut pendant tout un jour contre les Prussiens et les Russes réunis.

Montmartre ayant été pris, les cosaques et les uhlans s'étant déjà répandus à la Chapelle et la Villette, à la suite d'un conseil de guerre composé des autorités militaires les plus compétentes, la fière capitale, devant l'impossibilité de la résistance, ouvrait ses portes aux ennemis.

Le 31 mars, Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, le père de Guillaume Ier, l'empereur d'Allemagne qui

hier soumettait Paris, Alexandre Ier, l'empereur de toutes les Russies, faisaient leur entrée dans une ville où seule avait pu les amener la folie d'un homme, leur provocateur.

L'année suivante renouvela le même lugubre spectacle. Le 2 juillet 1815, les Prussiens, sous Blücher, prirent Montrouge et Issy d'assaut, pendant que Wellington s'ouvrait le passage à travers les faubourgs du Nord et de l'Est.

Le 7 juillet, les soldats anglais et prussiens foulaient triomphalement nos boulevards aux regards des habitants désolés.

Après ces souvenirs, introduction naturelle à la scène qui va s'ouvrir, nous avons le devoir d'en décrire les effets et les péripéties.

CHAPITRE XIII.

PRÉLIMINAIRES DU SIÉGE DE PARIS.

Avant d'aborder et de décrire les péripéties du siége le plus mémorable de l'histoire, il n'est pas sans intérêt de dire les modifications principales que la science a apportées dans l'art de la guerre.

La science, dans ses applications pour la stratégie et la tactique, consiste à déborder son ennemi par des forces supérieures, en d'autres termes le succès est la conséquence de la supériorité de concentration. C'est ce qui faisait dire à Napoléon Ier : « Force reste aux gros bataillons. »

Les grands écrivains militaires, tels que Xénophon, César, Quinte-Curce, Villars, Turenne, Condé, Napoléon Ier, l'histoire de M. Thiers qui forme un traité complet des batailles, de la stratégie qui les a préparées, de la tactique qui en a fait le succès ou la défaite, tout constate la vérité de ce principe : il s'agit de l'appliquer.

La dernière guerre a montré la puissance de Moltke à combiner les opérations et en dégager la victoire.

L'art de la fortification est soumis aux mêmes règles. Il s'agit au moyen de la protection des murailles reliant les défenses d'une place, de mettre les effectifs plus faibles à l'abri des forces supérieures qu'ils ne peuvent confronter. Il est clair que si un soldat abrité par un parapet peut être garanti contre les projectiles qui lui sont lancés du dehors et rendre son tir plus meurtrier et plus juste, l'abri compensera les désavantages de son infériorité.

Au fur et à mesure que la puissance de l'artillerie s'est accrue, il est devenu nécessaire de changer le système naturel des fortifications.

La puissance des pièces nouvelles et la portée des nouveaux projectiles, ont rendu le vieux système de l'enceinte continue autour d'une ville inutile et dangereux, à moins d'être complété par un ensemble de forts détachés, ayant une avance suffisante pour tenir l'artillerie ennemie à une distance assez éloignée ; de telle sorte que ses bombes et ses boulets ne pénètrent point dans la place. C'est l'absence de tels travaux à Sedan qui a laissé aux Allemands la faculté de couronner de leur artillerie les hauteurs dominant la forteresse et amené la capitulation de l'armée française renfermée dans ses murailles.

Une série de tels forts disposés en vaste circonférence constitue un immense camp retranché.

Armés avec de grosses pièces, ils n'exigent que de faibles garnisons ; ainsi ils marquent les terrains les plus favorables pour une armée de défense, dont les flancs reposeraient sur deux des forts, et dont le front pourrait être efficacement protégé par leurs feux.

Les avantages d'un tel système se résument ainsi :

1° L'ennemi se trouve obligé de commencer ses

parallèles à une plus grande distance pour se soustraire aux feux de la place.

L'assiégeant est dans l'obligation de réduire deux ou un plus grand nombre des forts adjacents et au besoin de les assaillir.

2° La circonférence marquée par ces forts décrit une étendue qui force l'armée envahissante à se disséminer, à disperser sa force de manière à laisser toujours prise par quelques points faibles.

3° Ces forts composant le système qui rend les petites garnisons suffisantes à la défense, la masse de leurs soldats est disponible pour une action offensive par des sorties, sur une large échelle, qui prennent pour objectif les points les plus faibles des assiégeants.

Dans ces conditions, la réduction d'une semblable forteresse devient ardue et difficile; les sorties, en infligeant aux travaux d'attaque de continuels dommages, interrompent l'opération; c'est ce qui a fait immortelle la défense de Sébastopol et de l'habile général Tottleben. Les troupes engagées dans ces tentatives ne doivent jamais s'éloigner de la base d'opération qui les garantit, c'est-à-dire que soit en avançant, soit en se retirant, elles doivent rester sous la protection du feu des forts. En appliquant ces remarques à Paris, il sera facile de voir où le gouvernement de la défense nationale s'est mépris : son grand tort sera d'avoir laissé les Allemands élever des fortifications de terre, former des trappes, des sauts de loups, de manière à commander l'œuvre conçue et exécutée par M. Thiers et à rendre les sorties aussi difficiles que périlleuses.

La campagne de Paris était semée d'obstacles, de

cavités, de barrières, qui ne laissaient, en dernier lieu, d'autres ressources que de mourir en braves.

Il ne serait pas sans intérêt dans un ouvrage de cette étendue de dire en peu de mots en quoi consistaient ces fortifications qui forment une page ineffaçable de la carrière politique et parlementaire du chef du pouvoir exécutif actuel. Mais dans ces derniers temps, les descriptions en ont été renouvelées par tant de journaux et de brochures, que ce serait de la superfétation. Seulement ici doit se placer une observation importante : au temps où les fortifications de Paris ont été construites, on ne prévoyait pas l'extrême portée des projectiles au delà de 3 à 4,000 mètres. L'ingénieur le plus hardi aurait regardé comme un rêveur celui qui aurait prédit 5 kilomètres. La disposition des forts se proportionnait aux portées connues; le désavantage de la défense de Paris, par suite des progrès de la science, ne peut être mis en doute.

Sur le nord et à l'est les forts ne couvrent pas suffisamment la cité; mais à l'ouest et au sud, les fronts sont faibles, les hommes compétents en ont donné la raison.

D'abord à l'ouest, il suffit d'attacher l'œil sur une carte des environs de Paris, pour remarquer que la Seine formant une courbe dans son cours de Sèvres à Saint-Denis, couvre l'enceinte dans une étendue de 18 kilomètres environ, en côtoyant les remparts à la distance de 2 à 3 kilomètres, c'est-à-dire sous la portée des canons. Ce fleuve y est encaissé de façon à rendre le passage dangereux pour un ennemi. Sur tout le parcours de la rivière à 1 kilomètre de l'enceinte à l'ouest du centre du bois de Boulogne, do-

mine le fort du Mont-Valérien, qui pour son étendue et sa force peut être assimilé à la constellation de la défense autour de laquelle gravitent ces autres forts, ses satellites.

Du Mont-Valérien à Saint-Denis, le fort le plus près au nord, il y a une distance de 9 kilom., et du fort le plus rapproché au sud il y a 8 kilom.; un espace considérable se trouve de chaque côté, d'où une armée assiégeante peut approcher ses batteries vers la Seine sans le risque d'un grand dommage des canons des divers forts. Pour remédier à cette lacune, les Français, après Sedan, ont construit de nouveaux travaux : telles furent les redoutes de Courbevoie et Genevillers, entre Valérien et Saint-Denis, et deux autres, celles de Montretout et de Sèvres, entre Valérien et Issy. Seulement, le proverbe qui dit : Travailler pour le roi de Prusse, dans cette circonstance devint une vérité. Avant que ces défenses supplémentaires pussent être armées, elles furent assaillies et occupées par les Allemands, et, quoique plus tard, ils les aient toutes abandonnées, sauf Sèvres, elles n'ont point servi au but qui les avait fait construire.

Maintenant, au sud, en commençant par la gauche, se trouvent les forts d'Issy, Vanves, Montrouge, Bicêtre, Ivry, placés sur une suite de mamelons presque parallèles à l'enceinte, à une moyenne distance de deux kilomètres. En poussant plus loin dans la campagne, se trouve une seconde ligne parallèle de 66 mètres plus élevée que la première, dont les principaux points sont Clamart, Châtillon, Villejuif, à mille ou douze cents mètres de la ligne des forts ; ils offrent des sites favorables à des batteries de siége, puisque ces collines sont à 15 et à 1,600 mètres de l'enceinte.

Cette topographie qu'il faut suivre sur une carte est le meilleur témoignage que les conditions suffisantes, au temps de la construction des forts pour protéger la cité contre un feu vertical, sont aujourd'hui inefficaces.

Des hauteurs de Clamart et de Châtillon, l'artillerie puissante d'aujourd'hui commande toute la partie sud de Paris délimitée par la Seine.

Si nous sommes entré à cet égard dans ces développements, c'est que pour suivre les opérations, c'était indispensable.

Le tableau que nous avons présenté n'a pas seulement un intérêt pour les faits passés, mais il en emprunte un nouveau des circonstances qui ont remplacé la guerre étrangère par la révolution de Paris et la guerre civile. La capitale, égarée ou plutôt tyrannisée par une bande atroce, en est venue à se révolter contre le gouvernement et l'Assemblée nationale qui représentent les sentiments de la majorité et les aspirations pacifiques et constitutionnelles du pays.

CHAPITRE XIV.

LA SITUATION POLITIQUE ET LE SIÉGE DE PARIS. — LES NÉGOCIATIONS DE M. JULES FAVRE. — APPUI MORAL DE L'AMÉRIQUE. — SYMPATHIES DES PEUPLES.

Tous les corps de l'armée prussienne, massés simultanément autour de Paris, en commencent le blocus le 19 septembre.

Le service du chemin de fer est entièrement suspendu sur la ligne du Nord ; celle entre Paris et Chantilly est coupée. La présence de l'ennemi à Corbeil fait de même cesser le service sur la voie ferrée d'Orléans. La circulation était d'ailleurs devenue impossible, puisque le dernier train parti de la capitale fut l'objet d'une attaque entre Ablon et Athis ; les Prussiens firent feu sur le mécanicien, mais sans résultat. A la suite de cet exploit, la station d'Athis fut brûlée, et l'ennemi parvint de là à traverser la Seine, derrière laquelle il s'établit avec environ 50 pièces de canon.

L'absence d'une armée régulière assez fortement organisée pour refouler l'envahisseur ou l'empêcher d'opérer l'investissement de la place assiégée créait à la

France un grand péril. La perte cruelle que nous avions faite à Sedan avait enlevé tout le matériel de campagne, sans lequel les meilleures troupes ne peuvent rien entreprendre. Paris avait une armée à organiser, mais, lorsqu'il fut menacé sur toute la ligne de défense par des troupes victorieuses et puissantes, il dut résister à ces forces, en préparant des moyens d'attaque, en fondant des canons et des mitrailleuses ; car tout était à faire. La Prusse victorieuse s'arrêta cependant devant les murailles de la ville héroïque.

Pendant ce temps, le général Trochu organisait des reconnaissances offensives qui avaient pour but d'aguerrir la jeune armée de mobiles. Le 18 septembre, le général Vinoy, à la tête de son corps, composé de trois divisions, marcha à la rencontre des Prussiens qui s'étaient établis à Sceaux, au nombre de 30,000 ; il s'ensuivit un engagement dans lequel il y eut des pertes des deux côtés. Cependant les Allemands firent 1,000 prisonniers et prirent 7 canons, tandis que les Français se retiraient sous la protection des forts.

Pour compléter le système de défense, le gouvernement décida la formation d'une enceinte de barricades, dont la construction fut confiée à une commission qui avait pour président M. Henri Rochefort, membre du gouvernement ; on se prépara donc à opposer à l'ennemi la résistance la plus opiniâtre.

On s'attendait d'ailleurs à une nouvelle attaque vigoureuse de la part de l'armée prussienne, qui devait bombarder la ville à défaut de pouvoir l'enlever de force. La population était préparée à tous les sacrifices ; son énergie s'affirmait surtout en opposition aux projets de restauration bonapartiste que l'on attribuait à M. de Bismarck et au Roi, qui refusaient, disait-on, de re-

connaître la République française. Tout le monde se révoltait à la pensée de l'outrage du rétablissement de l'autorité de la Régence, du Corps législatif et du Sénat.

Les Parisiens eussent plutôt subi les horreurs d'un bombardement que d'accepter des négociations sur les bases de la restauration d'une dynastie exécrée par eux. C'eût été le déshonneur, se détachant en tête de mort sur le mausolée souillé d'une nation, mais malgré ces dispositions belliqueuses et ces préparatifs qui attestaient la volonté d'une résistance désespérée qu'on ne s'attendait certes pas à rencontrer, le gouvernement français adhérait à une conférence d'où pouvait sortir la paix.

M. Jules Favre se rendit au quartier général du roi à Ferrières pour conférer avec M. de Bismarck, afin d'établir les bases d'un armistice.

Il y avait dans le gouvernement deux partis : celui de la paix, celui de la guerre, M. Jules Favre en dépit des mots fameux qu'il prononça plus tard : « pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos citadelles, » ne partageait pas l'ardeur belliqueuse de M. Gambetta, son collègue, qui venait d'instituer une cour martiale pour stimuler l'ardeur au combat. L'ancien chef de l'opposition, l'éloquent tribun, était d'autant plus désireux d'un accommodement qu'il voyait poindre les rouges, enclins aux plus grands excès sous le couvert du patriotisme. Les Bellevillois lui inspiraient des craintes, et leurs fanfaronnades ne lui laissaient aucune confiance. Ce n'était pas un soupçon téméraire, car à la violence de leurs journaux, aux déclamations de leurs clubs, il était évident qu'ils complotaient une journée. On pouvait aper-

cevoir dans le fond du tableau, le spectre démagogique.

On avait été obligé d'abandonner aux Prussiens les hauteurs de Châtillon et quelques pièces de canon, mais l'ennemi avait payé cher son premier succès ; ce fut à ce sujet que le mot trahison, lancé d'abord à la tête des soldats, plus tard appliqué aux chefs, servit à rallier les défiances, les colères qui préparent la sédition.

Si le sentiment d'un commun péril en contenait l'explosion, il n'était pas douteux que les chefs du désordre guettaient l'occasion de faire d'une susceptibilité du patriotisme l'objet fulminant d'une révolution.

Ce fut dans ces conjonctures que M. Jules Favre s'était rendu à Ferrières pour conférer avec M. de Bismarck. « Cette guerre, lui dit-il, née du caprice d'un seul, n'a plus de raison d'être aujourd'hui que la France est redevenue maîtresse d'elle-même ; elle veut la paix, mais une paix honorable qui ne soit pas une courte trêve. » M. de Bismarck tout en accédant aux sentiments de paix, émettait des doutes sur sa possibilité ; il objectait l'absence d'un gouvernement régulier pour la signer, celui de la défense nationale n'étant à ses yeux que précaire, ajoutant que si, dans quelques jours, la ville n'était pas prise, la populace ferait une révolution pour en faire sortir un gouvernement à son image. Mais là où M. de Bismarck voyait une vile populace, M. J. Favre, depuis objet de tant d'injures, n'apercevait qu'un peuple brave et courageux. Son attitude et ses paroles protestèrent contre ce qui lui semblait une insulte.

Outre l'âpreté de la forme du chancelier, il y avait la rigueur des conditions ; il exigeait impérieusement la

Lorraine et l'Alsace, et aux objections de M. Jules Favre, pleines de généreuses larmes, son machiavélique adversaire, tout en convenant de la répugnance des provinces, disait : « Je sais fort bien qu'elles ne veulent pas de nous, elles nous imposeront une rude corvée, mais nous ne pouvons ne pas les prendre ; je suis sûr que dans un temps prochain, nous aurons une nouvelle guerre avec vous, nous voulons la faire avec tous nos avantages. »

Enfin la Prusse mettait pour conditions de la paix, qu'on lui livrât, sans coup férir, Strasbourg, Toul, Verdun, Soissons. A cela il fallait ajouter : trois milliards de francs, la moitié de la flotte, l'Alsace et la Lorraine.

A CES CONDITIONS, LA PRUSSE CONSENTAIT A TRAITER DE LA PAIX.

L'entrevue des deux hommes d'État n'a pu aboutir au résultat qu'attendait l'Europe entière, lésée dans ses intérêts financiers et commerciaux, outragée dans sa conscience par la continuation d'une lutte impie. Mais elle eut au moins pour conséquence de faire voir au pays étonné ce que veut de lui un ennemi implacable ; il ne s'agissait plus de l'Empereur, mais de la France rendue responsable des méfaits de celui-ci.

Grande est devant Dieu la responsabilité de ceux qui, sous des prétextes que l'humanité récuse, ont voulu que le carnage suivît son cours.

Pendant que l'Europe attendait anxieusement le résultat de l'entrevue des deux hommes d'État, M. Thiers, sur la demande du gouvernement de la défense nationale, allait remplir auprès des grandes puissances une mission, avec cette autorité qui suit partout son illustration et son génie. On nourrissait encore l'espé-

rance de voir les États-Unis intervenir officieusement dans le conflit, à la demande de notre ministre des affaires étrangères.

A Paris on compte peu sur les démarches de l'illustre homme d'État. On sait que les neutres ont peu de goût pour la forme du nouveau gouvernement, et on croit que cette considération pourrait bien les décider à ne pas donner à la France un concours amical.

Tous les yeux sont tournés vers les conférenciers de Ferrières, car le résultat de leur entretien sera la paix ou la guerre.

Après quelques jours d'attente, on sait que M. de Bismarck a voulu la continuation de la lutte, non qu'il refusât de traiter avec le gouvernement de la défense nationale, mais il faisait des conditions qu'il savait d'avance devoir être refusées. Le grand chancelier demanda des garanties à M. J. Favre pour reconnaître qu'il parlait au nom de la France, celui-ci avoue loyalement que son pouvoir est éphémère; que le gouvernement le reconnaît aussi, puisqu'il a voulu convoquer une assemblée constituante; que l'élection avait été résolue, afin que la France fût représentée par un corps ayant pleins pouvoirs pour ratifier ce qui serait fait provisoirement. Pour la convocation de ce corps un armistice était nécessaire. M. Jules Favre apportait dans sa négociation plus de sensibilité que de sang-froid, plus de sentiment que d'habileté.

On sait que les pourparlers aboutirent à ce que les Anglais appellent une *failure*. Rien ne saurait suppléer au récit de M. Jules Favre, nous en empruntons la péroraison.

« Je n'ai plus qu'un mot à dire; car, en reprodui-

sant ce douloureux récit, mon cœur est agité de toutes les émotions qui l'ont torturé pendant ces trois mortelles journées, et j'ai hâte de finir. J'étais au château de Ferrières à onze heures. Le comte sortit de chez le roi à midi moins un quart, et j'entendis de lui les conditions qu'il mettait à l'armistice ; elles étaient consignées dans un texte écrit en langue allemande et dont il m'a donné communication verbale.

Il demandait pour gage l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg ; et comme, sur sa demande, j'avais dit la veille que l'Assemblée devrait être réunie à Paris, il voulait, dans ce cas, avoir un fort dominant la ville... celui du Mont-Valérien, par exemple...

Je l'ai interrompu pour lui dire : « — Il est bien plus simple de nous demander Paris. Comment voulez-vous admettre qu'une Assemblée française délibère sous votre canon? J'ai eu l'honneur de vous dire que je transmettrais fidèlement notre entretien au gouvernement ; je ne sais vraiment si j'oserai lui dire que vous m'avez fait une telle proposition. »

« Cherchons une autre combinaison, m'a-t-il répondu. » Je lui ai parlé de la réunion de l'assemblée à Tours, en ne prenant aucun gage du côté de Paris.

Il m'a proposé d'en parler au roi, et revenant sur l'occupation de Strasbourg, il a ajouté : « — La ville va tomber entre nos mains, ce n'est plus qu'une affaire de calcul d'ingénieur. Aussi je vous demande que la garnison se rende prisonnière de guerre. »

A ces mots, j'ai bondi de douleur, et, me levant, je me suis écrié : « — Vous oubliez que vous parlez à un Français, monsieur le comte ; sacrifier une garnison héroïque qui fait notre admiration et celle du monde

serait une lâcheté ; — et je ne vous promets pas de dire que vous m'avez posé une telle condition. »

Le comte m'a répondu qu'il n'avait pas l'intention de me blesser, qu'il se conformait aux lois de la guerre; qu'au surplus, si le roi y consentait, cet article pourrait être modifié.

Il est rentré au bout d'un quart d'heure. Le roi acceptait la combinaison de Tours, mais insistait pour que la garnison de Strasbourg fût prisonnière.

J'étais à bout de forces et craignais un instant de défaillir. Je me retournais pour dévorer les larmes qui m'étouffaient, et, m'excusant de cette faiblesse involontaire, je prenais congé par ces simples paroles :

« Je me suis trompé, monsieur le comte, en venant ici; je ne m'en repens pas, j'ai assez souffert pour m'excuser à mes propres yeux; d'ailleurs je n'ai cédé qu'au sentiment de mon devoir. Je reporterai à mon gouvernement tout ce que vous m'avez dit, et s'il juge à propos de me renvoyer près de vous, quelque cruelle que soit cette démarche, j'aurai l'honneur de revenir. Je vous suis reconnaissant de la bienveillance que vous m'avez témoignée, mais je crains qu'il n'y ait plus qu'à laisser les événements s'accomplir. La population de Paris est courageuse et résolue aux derniers sacrifices; son héroïsme peut changer le cours des événements. Si vous avez l'honneur de la vaincre, vous ne la soumettrez pas. La nation tout entière est dans les mêmes sentiments. Tant que nous trouverons en elle un élément de résistance, nous vous combattrons. C'est une lutte indéfinie entre deux peuples qui devraient se tendre la main. J'avais espéré une autre solution. Je pars bien malheureux, et néanmoins plein d'espoir. »

Le cabinet de Washington manifesta ses sympathies envers la république française ; il offrit même ses bons offices pour assurer la paix sur la demande des parties belligérantes, ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'une action commune avec les autres puissances : il voulait ainsi éviter toute apparence d'immixtion dans les affaires européennes.

La presse étrangère, à la tête de laquelle se distinguaient les journaux anglais les plus improbateurs aux débuts, l'opinion, reportaient leurs sympathies à la France, mais, hélas ! elles devaient être stériles.

L'esprit d'un arrangement pacifique a pu être conservé jusqu'au 25 septembre, mais à cette date on connut la rupture des pourparlers de Ferrières : il ne restait d'autre alternative que le combat. Les opérations militaires n'avaient pas d'ailleurs été interrompues, puisque le canon avait fait entendre sa voix à la population de Paris pendant le cours des négociations. Les plaines de Châtillon et le bois de Meudon avaient été occupés, ainsi que tous les terrains qui se trouvent sous la protection des forts d'Issy et de Vanves, à l'abri du feu desquels s'était retiré le général Vinoy quand il abandonna la position qu'il occupait à Sceaux.

CHAPITRE XV.

COMBAT DE VILLEJUIF. — CONSÉQUENCES DE L'INVASION ALLEMANDE. — INVESTISSEMENT DE PARIS. — CHANGEMENT DE PLAN DE L'ÉTAT-MAJOR PRUSSIEN.

Les Prussiens s'avancèrent dans la vallée de la Seine, jetèrent plusieurs ponts sur le fleuve, un entre Villeneuve-Saint-Georges et Villeneuve-le-Roi, un autre à Choisy. Ils marchèrent ensuite à l'ouest de Champlain et Vissous. Dans ces localités eurent lieu plusieurs engagements dont les plus sérieux furent à Vissous. Les Français, ayant refoulé l'ennemi au sud de Vissous, vers Montlhéry et Arpajon, s'attribuèrent le succès de la journée. Les Prussiens prétendaient de leur côté avoir refoulé les Français sous les forts près de Sceaux et Villejuif et réclamèrent la victoire. Mais il y eut là deux actions successives qui paraissent avoir été confondues en une seule. Le général Vinoy a pu dans une première affaire obliger l'ennemi à opérer une retraite et à repasser la Seine; mais les Allemands reçurent des renforts qui obligèrent alors les Français à se retirer à leur tour.

Ce qu'on ne peut nier, c'est que le résultat de ces premiers combats sous les murs de Paris permit à l'armée prussienne de compléter son système d'investissement, avec huit corps d'armée d'un effectif de 210,000 à 240,000 soldats qui formèrent un cercle complété par une cavalerie nombreuse. L'Europe est frémissante à la perspective d'un siége sans précédent dans les annales de la guerre, par lequel une population de deux millions d'habitants sans armes et dix siècles de civilisation sont menacés. — Nous entrons dès lors dans la première phase du siége.

On a vu qu'à l'approche de l'armée prussienne, les populations suburbaines s'étaient réfugiées à Paris, emportant avec elles tous les approvisionnements qu'elles avaient en réserve. Cet appoint venait s'ajouter aux achats immenses qui avaient été faits par l'État pour l'alimentation d'une population aussi considérable. Il entrait, comme on a pu s'en apercevoir, dans les combinaisons de la défense de faire le vide autour de l'enceinte, afin que l'ennemi ne pût se ravitailler sur place. — Cette précaution, utile sans doute, créait des difficultés aux assiégeants qui se trouvaient obligés d'organiser des convois pour l'alimentation de leur armée; mais elles n'étaient pourtant pas assez grandes pour être insurmontables; il leur suffisait d'étendre leur système odieux de réquisition à quelques contrées voisines pour se procurer les ressources qui devaient les alimenter.

Aussi avons-nous vu, dès les premiers jours du siége, l'ennemi avoir recours à ce cruel expédient dans toutes les provinces qu'il envahit.

Sa présence est signalée par de fréquentes alarmes à Amiens et aux environs de Beauvais. Après avoir

menacé plusieurs fois cette dernière ville sans s'en emparer, il s'y établit définitivement et en forma un centre d'opération pour ses excursions. Partout il répand la terreur en saccageant, pillant et dévastant les campagnes, qu'il rançonne sans pitié.

Que de ruines accumulées !

Que de désolations ! Et cependant tous ces maux sont inhérents à la guerre ! Si rompue à la discipline que soit une armée, si humaine que soit la volonté des chefs, si sévère que soient les ordres donnés pour assurer le respect de la propriété, la nécessité pressante des besoins provoque le maraudage ; et ces besoins s'étendant à des armées composées de centaines de mille hommes, il en résulte un tel ravage des denrées, que les armées en campagne sont aussi redoutables par le pillage qu'elles exercent, que par le trépas et la dévastation qui se déroulent devant elles.

Ces maux sont inévitables, mais ils peuvent être considérablement atténués par l'humanité des chefs.

Les commandants des armées allemandes ne s'étaient pas donné cette mission : partout leur passage put se constater à la lueur de l'incendie ; partout ils versent un sang innocent en faisant retomber la fureur de leur rage sur de braves gens qui sont traités comme des criminels, parce qu'ils ont eu l'audace de s'armer pour la défense de leurs foyers.

Il n'est pas de cruauté qui ne se trouve dans cette guerre ; si les paysans ou les francs tireurs tuent un soldat prussien, en rivalisant d'efforts avec les défenseurs du territoire envahi, d'épouvantables représailles sont exercées contre des femmes ou des enfants qui seuls demeurent au foyer : pour un soldat prussien tombé sous la balle de nos francs tireurs, quatre

de ces habitants, déjà si éprouvés, doivent être victimes d'un véritable assassinat. Les exactions les plus odieuses se multiplient. Nous leur consacrerons peut-être un chapitre. L'histoire est le châtiment des violateurs du droit des gens.

Toutes les violences sont exercées dans les pays envahis. Sous la menace du pillage, les villes sont frappées d'énormes contributions de guerre. La soldatesque, rendue féroce par la vue du sang versé à torrents, semble repousser tout sentiment humain : elle tue et ne demande qu'à tuer...

Et ces horreurs augmentent tous les jours !

Les déprédations commises par l'ennemi dans les provinces déjà envahies par lui à l'Est et au Nord devront malheureusement s'étendre encore à d'autres provinces françaises. Déjà les Prussiens, attaqués par le corps Vinoy à Sceaux et Vissous, reconnaissent qu'il ne leur suffit pas de se présenter sous les murs de Paris pour s'assurer la possession de cette ville. Les Allemands qui ne connaissaient plus d'obstacles après l'anéantissement des armées impériales, commencent à s'apercevoir qu'ils auront encore à compter avec nos jeunes armées citoyennes, s'ils persévèrent à continuer la guerre d'extermination.

Dès les premiers jours du siége et après les combats de Vissous, ils sentirent la nécessité de s'établir pour un long séjour et de procéder à un siége en règle. Enlever d'un coup de main la capitale en terrifiant ses défenseurs, était au-dessus des forces allemandes. L'orgueil germanique se heurtait à la bravoure d'une cité héroïque, qui renonça à ses splendeurs et à son luxe pour défendre ses murailles, et qui arrêta le flot envahisseur.

L'Empire a fait courber Paris pendant dix-huit ans, mais son patriotisme a survécu à l'asservissement; il retrouve dans le monde la place qu'il doit occuper, et son dévouement à la cause nationale, par lequel se révèle sa force, provoque autant d'étonnement que d'admiration.

Les Allemands construisirent les premiers travaux de retranchement à Bagneux, Vanves, Issy et Meudon, en même temps qu'ils complétaient l'investissement de la ville.

Le prince royal établit son quartier général à Versailles, au sud-est de la place; le prince de Saxe établit le sien au Grand-Tremblay, au nord-est. Entre ces deux quartiers généraux se trouve celui du roi de Prusse à Ferrières, à l'est de Paris.

L'habileté des chefs prussiens ne saurait se contester dans les opérations préliminaires du siége, car ils parvinrent à cerner Paris si étroitement, que les communications furent impossibles. Cependant, au début des hostilités, semblable entreprise paraissait ne pouvoir s'exécuter. L'immense périmètre de la place laissant espérer en la possibilité de maintenir libres des issues.

L'ennemi cependant réussit à isoler Paris du reste du monde. Au commencement du mois d'octobre, ces travaux lui donnent tant d'espoir, qu'il annonce déjà que dans une semaine la ligne des forts extérieurs pourra être attaquée. Le chemin de fer amène les pièces de siége qui étaient employées à Strasbourg et à Toul, et aussitôt que ce matériel sera placé en batterie, la capitale sera foudroyée par le tonnerre prussien. Ceci n'est qu'une hypothèse, mais l'investissement est une réalité, car les positions ennemies

s'étendent maintenant autour de Paris, en traversant la Lande, Boissy-Saint-Léger, Villeneuve-le-Roi, Lonjumeau, Chatenay, Versailles, Bougival, Épinay, Villers, le Ménil, Saint-Denis, Saint-Brice et le Vert-Galant.

La volonté de résister qui se manifestait par les exercices quotidiens auxquels se livrait la garde nationale sédentaire et la garde mobile, conseillait aux Allemands une prudence qui est d'ailleurs dans leurs habitudes guerrières. Ils menaçaient toute la banlieue de Paris et même la province, la Normandie, l'Orléanais ; ils paraissaient vouloir marcher sur Lyon et de là s'avancer vers le midi de la France, tandis que l'Ouest serait attaqué par les armées bavaroises, sous les ordres de von der Tann. L'Est est occupé, et déjà une armée opère dans le Nord.

L'alarme était grande dans un pays qu'aucune force disciplinée ne couvrait plus. Mais le patriotisme s'est partout éveillé ; malgré l'étendue de désastres sans précédents historiques, la France, rendue à elle-même, n'a pas abandonné l'espoir de repousser le flot germanique.

Cependant, l'invasion s'étend : Clermont et Beauvais sont occupés, Amiens menacé, Lille se prépare à la défense.

L'ennemi inquiète la France entière par une sorte de terrorisme, et Paris se voit obligé d'établir la surveillance la plus vigilante pour éviter l'accident d'une surprise : la garde nationale veille sur les remparts, la marine garde les forts et la jeune mobile occupe les postes avancés. Pendant la nuit, des feux électriques rayonnent leur lumière sur cet appareil guerrier et déjouent les projets d'une attaque nocturne. Les Prus-

siens sont reliés entre eux au moyen de trois lignes télégraphiques, qui entretiennent aussi leurs communications devant Paris. C'est là un très-grand avantage sur les assiégés qui n'ont plus de communications avec le dehors.

Après l'établissement des retranchements au sud, les Allemands prirent position dans les villages voisins. C'est ainsi qu'ils sont vus à Arpajon et Limours. Chaque village en dehors du tir des forts se trouve exposé à des excursions qui amènent de fréquentes escarmouches entre l'ennemi et nos avant-postes. Le gouverneur de Paris a la plus grande confiance dans l'efficacité de la défense, et, de toutes parts, les travaux extérieurs sont habilement et vigoureusement conduits. Les Prussiens éprouvèrent des difficultés très-grandes à transporter le matériel de guerre indispensable pour l'exécution de leur redoutable entreprise contre ce centre immense de population. Mais grâce à la chute de Toul qui leur assure la libre circulation d'une ligne de chemin de fer, ces transports s'effectuèrent promptement, ils l'assurent du moins. Ils menacent d'écraser Paris sous les coups du canon Krupp, qui ouvrira un feu sans précédent contre la place, glaçant d'épouvante tous ceux qui ont des affections ou des intérêts dans cette capitale. Cependant, tous ces cœurs haletants espèrent que les forteresses qui entourent Paris seront un bouclier pour ses habitants, s'il est vrai qu'en plein dix-neuvième siècle, des hommes ont pu former le noir dessein de brûler une ville sans pareille.

Mais peu à peu disparaissent les craintes d'un bombardement toujours menaçant ; les forts protégeront efficacement la ville ; le tonnerre des canons dont

ils sont armés gronde sans cesse et arrête l'ennemi sur toute la ligne d'investissement. Selon lui, « cette formidable artillerie n'a d'autre utilité que de brûler d'immenses quantités de poudre et de faire un concert infernal, cette prodigalité ne peut se concevoir. » Soit, la poudre a été brûlée à profusion, mais notre capitale fut protégée, et les bombes n'incendièrent point nos monuments. C'était le résultat à obtenir.

Impuissants à assaillir la ville, impuissants à l'attaquer par le feu, les Allemands demeurent dans l'expectative, tout en s'efforçant de construire des travaux qui doivent les couvrir et les protéger contre des sorties de la place. D'agressive, leur position devient défensive; ne pouvant attaquer, ils maintiennent étroitement le blocus auquel les Parisiens, privés de canons et de matériel de campagne, sont obligés de se résigner. Pour donner satisfaction à l'opinion publique en Allemagne, où l'on est étonné de la résistance de la capitale, on annonça un bombardement prochain, qui devait commencer aussitôt que le matériel serait parvenu sous les murs de Paris. Mais les canons qui devaient exterminer la place n'arrivant jamais, on eut recours à un autre stratagème.

La Prusse va étaler un simulacre d'humanité, le roi joue la clémence et la bonté. Malgré les villages incendiés, Strasbourg brûlé; malgré le bombardement de Thionville, de Toul, de Verdun, Schelestadt, etc., etc.; malgré le pillage, malgré les fusillades, malgré les viols, malgré tous les crimes qui ont marqué le passage de l'ennemi, il ne sera pas dit dans l'histoire que l'armée prussienne ait outragé l'humanité; Guillaume ne permettra pas à Moltke de bombarder Paris, c'est par la famine qu'on obligera la place à se rendre.

Faire mourir de faim des centaines de mille âmes!

Ainsi, dit M. de Bismarck, il ne sera pas utile de faire tomber une seule pierre de cette magnifique cité.

Voilà le bruit qui, pendant quelques jours, est accrédité dans le public. On sait toutefois qu'il y avait deux opinions dans les conseils de l'état-major prussien. Le général Blumenthal ne voulait pas que l'investissement fût si complet; il conseillait de former un cercle, de couper les communications à une distance assez grande pour que les assiégeants ne fussent point inquiétés par le feu des forts. M. de Moltke trouvait que ce plan impliquerait la prise de Paris par la famine et après un long siége; il fit adopter le système du bombardement si la ville ne se rendait pas à merci.

Il fallait que l'armée prussienne fût, avant Noël, de retour à Berlin, chargée des fruits de sa victoire, et c'est dans l'espoir d'une prise d'assaut ou d'une capitulation après un bombardement que l'ennemi s'est retranché à portée de nos canons. Voici la vérité. Si Paris n'a pas vu la flamme de l'incendie consumer ses richesses et ses monuments, l'honneur en revient à ses défenseurs, au dévouement et à l'habileté des chefs qui conduisaient la défense.

L'expérience ayant appris à l'ennemi que Paris ne peut s'enlever de vive force, il fallut donc se résigner à veiller sous ses murs jusqu'au jour où les Parisiens céderaient à la faim, ou se sentiraient eux-mêmes en état de briser l'armée assiégeante. Mais en ce moment on était dans l'impossibilité de rien entreprendre de décisif contre elle. Il faut avant tout des armes et des canons, et il s'écoulera du temps avant que l'in-

dustrie parisienne puisse en livrer en quantité suffisante au gouvernement de la défense. L'assiégeant aura le temps de se fortifier et rien ne pourra briser le cercle de fer qui enveloppe Paris sinon l'assistance d'une armée de secours.

La levée en masse est décrétée par le gouvernement de la défense nationale; la garde mobile s'organise dans toute la France, les jeunes gens sont appelés à former de nouveaux contingents pour l'armée active, et bientôt elle comptera de nouveaux régiments qui s'augmenteront des anciens militaires âgés de moins de trente-cinq ans. Une armée sur la Loire est en voie de formation, et malgré le dédain affecté par les officiers prussiens et M. de Bismarck pour les troupes nouvelles, qu'il qualifiait de bandes armées, l'état-major prussien jugea utile de prendre certaines mesures pour prévenir une surprise. Partout, à cet effet, des corps volants sont constitués et déjà un de ces corps s'est avancé jusqu'à Pithiviers pour se diriger sur Orléans dont l'occupation est décidée.

L'armée de la Loire commence déjà à donner signe de vie. Sous le commandement du général de la Motte-rouge, ce corps est arrivé près de Toury, où un engagement a lieu, le 5 octobre, avec l'armée allemande, qui est refoulée et obligée de se retirer sur Étampes, avec la perte d'un certain nombre de prisonniers et de 150 têtes de bétail.

Pendant que le corps bavarois, commandé par le prince Albert de Prusse, opérait dans la direction d'Orléans, un autre corps descendit la Seine jusqu'à Melun et Fontainebleau; il traversa le pays jusqu'à Nemours, menaçant Montargis pour arriver à la Loire. Enfin la route d'Orléans est encore menacée

par Rambouillet et Chartres, Dourdan et Châteaudun.

A l'Ouest, divers engagements eurent lieu du côté de Rouen. Mantes fut pris et Vernon eut bientôt le même sort sans opposer de sérieuse résistance. La Normandie fut de la part des Prussiens l'objet de fréquentes réquisitions, sans qu'ils fussent inquiétés nulle part.

CHAPITRE XVI.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES PROVINCIAUX.

La capitulation de Strasbourg avait permis de renforcer l'armée allemande autour de Paris, une moitié de l'armée de siége retenue par Strasbourg, sous le commandement de Werder se dirigeait vers l'Est, afin d'investir Belfort, Schlestadt, etc.

Les troupes qui assiégeaient la petite forteresse de Toul, tombée le 23 septembre, dont la résistance héroïque était digne d'un meilleur sort, vinrent aussi fournir un contingent destiné à assiéger Soissons. De toutes parts, les malheurs viennent fondre sur la France, mais sans ébranler sa résolution de combattre.

Cependant la défense de Paris sentait bien qu'il ne lui était pas donné, si vaillante et heureuse qu'elle pût être, de sauver seule la France. Il lui fallut un concours, elle l'attendait, elle le cherchait à l'horizon. Chaque jour, comme la sœur du conte, elle montait à ses tours et regardait du côté de l'Ouest si elle ne voyait rien venir.

On attendait les pigeons voyageurs, comme les messagers de l'arche, sans la branche d'olivier.

Enfin les dépêches pliées sous leurs ailes annoncèrent l'armée de la Loire.

Mot magique, délivrance prochaine, secours toujours en marche à toutes les avenues de la province de Touraine vers Paris, et dont l'annonce fit prendre espoir et patience pendant de longs mois de misère.

Cette armée était en formation derrière le fleuve qui partage la France, vers Blois, Vendôme, la Sologne, le Berry. Elle se massait, disait-on, aux confins de l'Orléanais. Composée des gardes mobiles de ces provinces, de l'Anjou, du Maine, de quelques bataillons du Midi, elle avait pour noyau de formation les troupes restées en retard dans les dépôts, les soldats perdus, échappés à nos désastres, des compagnies d'Afrique, les régiments étrangers, éléments divers d'organisation difficile pour tenir la campagne.

En Bretagne et en Vendée, MM. de Charette et de Cathelineau organisaient un corps de volontaires de l'Ouest; partout les braves répondaient à leur appel pour courir à la défense du pays. Les zouaves pontificaux, rapatriés par les soins du gouvernement, fournirent un contingent de bons soldats, aguerris et disciplinés, qui devaient disputer vaillamment la victoire quand sonnerait l'heure du combat.

Le général de la Motterouge, un vieux soldat connu de l'armée pour sa bravoure et sa tête fauve de lion, avait accepté la tâche du commandement.

Présenté pour général à la garde nationale de Paris par le général Trochu, qui avait fait afficher sa nomination avec ces mots : je le connais, j'ai servi sous lui, il avait dû résigner ce commandement devant de mauvais vouloirs d'état-major, qui lui reprochaient d'avoir servi sous l'empire.

Capitaine au siége d'Anvers, général à Malakoff, commandant la division algérienne à Magenta sous Mac-Mahon, à Solferino, grand officier de la Légion d'honneur, tels étaient les états de services de ce vieux brave.

Son armée de la Loire était pour les trois quarts en blouse, en sabots, à peine habillée et enrégimentée, mal exercée, mal nourrie. Presque sans armes, elle attendait son artillerie, ses munitions. Pour en tirer parti il fallait attendre et coordonner les éléments qui arrivaient, qui manquaient encore, il fallait le temps.

L'armée prussienne, de son côté, ne perdait pas le sien; ses troupes se massaient près d'Étampes, sur la route de Paris à Orléans, de Malesherbes à Pithiviers.

Un combat est imminent entre les deux armées.

Après que la nouvelle de l'échec subi à Toury, le 5 octobre, par les armées prussiennes, fut parvenu au quartier général à Versailles, on avait jugé nécessaire de le réparer, et des ordres en conséquence furent donnés au général von der Tann, qui rassembla sur la ligne d'Orléans les forces nécessaires à une nouvelle attaque. S'appuyant sur Étampes, dont il faisait sa base d'opération, il s'avança de nouveau vers Toury qui, pour la seconde fois, devint le théâtre de la guerre.

L'armée de la Loire s'était avancée dans la direction d'Étampes pour inquiéter les Prussiens sous Paris, mais son organisation incomplète ne devait pas lui permettre de poursuivre un premier succès, ni même de conserver la position de Toury. Elle avait besoin des renforts qu'elle attendait et qui ne pou-

vaient arriver assez rapidement pour assurer cette position trop avancée.

Les Allemands toujours sûrement avertis, avaient pris leurs mesures, malgré leurs mépris hautement affectés pour cette illusion française, disaient-ils, qu'on appelait l'armée de la Loire.

Ils avaient à portée des troupes aguerries et bien plus considérables en nombre; les renforts qui leur étaient nécessaires pouvaient leur être fournis par l'armée d'investissement à Paris; les chances de succès étaient donc pour l'armée allemande, qui reprenait l'offensive avec une force de 60,000 combattants, à laquelle l'armée française ne pouvait opposer en ce moment qu'une troupe bien inférieure en nombre et dépourvue d'artillerie.

C'est dans ces conditions favorables que von der Tann rencontra l'avant-garde des Français, forte de 8,000 hommes, sous le commandement d'un général de brigade, à Arthenay. Le général de division Reyau vint l'appuyer avec environ 10,000 hommes, mais ils furent obligés de se retirer après un combat aussi opiniâtre qu'inégal, dans lequel ils perdirent mille prisonniers et trois canons.

Les Français se retranchèrent dans la forêt d'Orléans, où ils espéraient se maintenir. Le jour suivant un nouveau combat eut lieu : la lutte fut sanglante et bien soutenue par la jeune armée française, qui disputa vaillamment le terrain pendant neuf heures.

La bataille se termina par l'abandon de la forêt, dans laquelle les Français espéraient établir leur position. Écrasés par le nombre et par l'artillerie, ils durent se replier sur la ville en disputant le terrain.

L'armée tout entière était compromise; la défense

était impossible dans une ville ouverte, au milieu d'une plaine; le général de la Motterouge dut prendre avec décision et rapidité ses dispositions pour la retraite. Il s'agissait de sauver l'armée, les bagages, les approvisionnements, les canons qui venaient d'arriver en gare, trop tard pour être mis en batterie, juste à temps pour tomber aux mains de l'ennemi.

On pouvait tenir encore sur divers points des abords de la ville, dans le faubourg Bannier, longue voie qui offrait çà et là des appuis à la défense pied à pied, et où quelques braves bataillons sacrifiés pouvaient arrêter l'ennemi.

Le général demanda aux régiments étrangers, à quelques compagnies d'élite, à des volontaires de se faire tuer là pour la France et l'armée.

Ces braves n'y manquèrent pas : ils tinrent bon et furent hachés.

Mais ils donnèrent le temps au général de diriger la retraite dans le meilleur ordre possible; de faire passer sur les ponts au bas de la ville l'armée tout entière, artillerie, fourgons, bagages, de rallier ses blessés, de mettre la grande Loire entre lui et l'ennemi.

Tels furent le premier combat d'Artenay et la retraite d'Orléans.

La ville eut à souffrir de ce combat qui se livrait à ses portes : la station du chemin de fer des Aubrais, située en avant d'Orléans, fut réduite en cendres; quelques maisons du faubourg furent aussi atteintes par les obus prussiens.

Le général de la Motterouge fut relevé de son commandement pour payer sa défaite.

Le général d'Aurelles de Paladines lui succéda.

Dans un journal qui restera un document pour

l'histoire, un écrivain illustre écrit ces paroles à la date du 14 octobre :

« Les Prussiens ne sont pas entrés à Orléans, mais ils y entreront quand ils voudront, ils ont fait la place nette. Le général la Motterouge est battu et privé de son commandement, pour avoir manqué de résolution, disent les uns, pour avoir manqué de munitions, disent les autres. Si on déshonore tous ceux qui en seront là, ce n'est pas fini. » (GEORGES SAND, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars.)

Le jeune dictateur, ministre de la guerre à Tours, se souvenait de Carthage, où l'on mettait en croix les généraux vaincus.

Les reporters sérieux de la presse anglaise, hommes du métier, juges plus compétents et plus désintéressés, affirment que l'armée de la Loire était alors hors d'état de tenir tête aux forces allemandes. Le général de la Motterouge, forcé de la mettre aux prises avec l'ennemi, la sauva par la précision, l'habileté, l'opportunité de sa retraite.

Après cette bataille, Orléans tomba au pouvoir des Prussiens ; le 11 octobre, ils s'y établirent pour en faire une nouvelle base d'opérations.

Ce revers si douloureux qu'il soit, après les défaites successivement éprouvées par nos armes, n'a cependant pas détruit le courage des populations, cruellement frappées par cette guerre follement entreprise et poursuivie avec tant de cruauté. La jeunesse se lève ! la France est préparée à tous les sacrifices ; l'opinion publique en Europe demandait qu'on mît un terme à ces scènes d'horreur et de carnage ; les ruines

fumantes des cités appelaient la vengeance céleste par les malédictions des victimes.

Les souffrances et la mort sont le cadeau que les rois destinent aux peuples : ils ne voient dans la guerre que ce qu'ils appellent la gloire ; mais qu'importe aux nations ces vains triomphes ? Loin de leur assurer la liberté, la paix et le progrès, après lesquels aspirent les générations du siècle, la gloire du conquérant entraîne fatalement une ère de tyrannie et de despotisme. En effet, comment le vainqueur peut-il établir sa domination sur des populations asservies, mais non soumises ?

C'est en entretenant la perpétuelle menace du fer, qui doit les frapper si elles essayent de revendiquer l'indépendance que la force leur a ravie.

Alors les peuples sont continuellement sous les armes, la paix est mal assurée, et la nation qui a méconnu le droit est obligée de sacrifier, elle aussi, la liberté et la vie de ses enfants, qui deviennent l'instrument de l'oppresseur : ils doivent renoncer aux bienfaits du travail, source de richesse et de moralité, pour consumer désormais leur inutile existence dans la tristesse des casernes.

Que deviennent la vie nationale et la liberté civile ? Tout est rapporté à la vie militaire, qui demeure la seule garantie de l'ordre, puisque la conquête a suscité des ennemis et appelé des revanches.

Aux calamités inhérentes à la guerre, la Prusse a ajouté des pratiques inhumaines en étendant les dévastations et les représailles à de malheureuses et inoffensives populations.

C'est ainsi que le village d'Ablis et ses environs furent incendiés quelques jours avant la prise d'Orléans,

parce que des cavaliers prussiens avaient été attaqués par des francs tireurs qui s'étaient abrités dans ce malheureux village.

Quand les temps seront devenus calmes, la civilisation et l'histoire jugeront ces horribles exécutions.

On retrouve dans ces atrocités les Huns, tels qu'ils s'étaient montrés à Bazeilles, qui ouvre l'inauguration de la guerre d'incendie.

Les opérations des armées prussiennes à l'ouest de Paris se continuaient simultanément avec celles du général von der Tann sur la Loire. La facilité avec laquelle elles exerçaient leurs réquisitions dans les environs de Rouen, sans être autrement inquiétées que par les francs tireurs, leur permit de menacer à la fois l'ouest et le nord. Le 9 octobre, un de leurs corps volants, composé de 600 hommes d'infanterie et de trois cents cavaliers, était annoncé à Saint-Quentin.

Mais dans cette ville qui compte une population de 35,000 habitants, plusieurs bataillons de garde nationale avaient pu s'organiser. Le préfet, M. Anatole de La Forge, homme énergique, aussitôt que l'ennemi fut signalé, appela ses concitoyens aux armes. On battit le rappel et bientôt les bataillons furent debout, prêts à repousser l'agresseur.

Le préfet, l'épée à la main, se rendit sur la place d'armes, harangua les défenseurs et les conduisit à leur poste de combat.

La nouvelle de l'approche des Prussiens, si douloureuse qu'elle fût, n'était pas inattendue. Quatre formidables barricades avaient été construites depuis quinze jours dans l'intérieur de la ville ; elles formaient une barrière contre laquelle l'ennemi devait se heurter avant d'en prendre possession.

Ces barricades n'étaient séparées que par une distance de deux cents mètres : une d'elles défendait l'entrée de la rue d'Isle, une autre l'approche du canal, et deux autres se dressaient au centre de la ville.

Et pour compléter ces défenses improvisées, la route de La Fère, au-dessus du faubourg d'Isle, était aussi défendue par quatre barricades, derrière lesquelles un très-petit nombre de braves pouvaient pendant quelque temps arrêter la marche de l'ennemi.

Le feu commença à l'entrée de la ville, près du grand canal, où s'éléva une barricade qui formait une très-forte position. La conduite du préfet fut digne d'éloges; il demeura au poste de combat aussi longtemps que dura le feu. Les Prussiens se retranchèrent au chemin de fer, près du canal, prirent avantage de l'angle des maisons et des ouvertures des balustrades du chemin de fer : ils ouvrirent, sans atteindre les nôtres, un feu très-vif, auquel il fut répondu avec non moins de vigueur. Ne pouvant s'avancer vers la barricade, dont le feu faisait de grands ravages dans les rangs prussiens, ils se retirèrent dans la direction de Marle, après un combat qui dura plusieurs heures.

Malheureusement, la garde nationale n'avait pas d'armes à tir rapide, il ne lui fut pas possible de poursuivre ses succès. L'ennemi emporta ses morts que l'on évalua à 50 hommes.

Du côté des Français, il y eut 3 hommes tués et 6 blessés. Parmi ceux qui tombèrent, on signale un ouvrier modeleur, père de 11 enfants, qui furent adoptés par le Conseil municipal.

Le lendemain de cette affaire, il y eut une panique parmi les paysans des villages voisins, qui annonçaient qu'un corps nombreux, venant de Laon,

Soissons et Reims, se formait pour marcher sur Saint-Quentin. Cependant, l'ennemi ne reparut pas ce jour-là.

La Prusse avait vaincu les armées impériales à Sedan ; son triomphe était complet, mais la haine du roi n'était plus pour l'empereur, devenu son hôte de Wilhelmshœhe, et qui fut, de sa part, l'objet des plus grands égards. Napoléon fut le premier coupable, c'est lui qui, abusé sur les ressources de la nation, a laissé tout mettre en œuvre pour surexciter les passions populaires, espérant par la victoire racheter ses fautes politiques. Enfin, lui seul est le grand responsable, et c'est toi, France, qui payes la responsabilité.

Ce sont nos richesses qu'il faut à cette nation devenue notre ennemie, et qui s'est agrandie à l'ombre de nos sympathies.

CHAPITRE XVII.

BLOCUS DE L'ARMÉE SOUS METZ. — CAPITULATION.

Après la bataille de Saint-Privat-la-Montagne, le 18 août, le maréchal Bazaine avait concentré sous Metz sa vaillante armée, aguerrie plutôt que fatiguée par les trois jours de combats acharnés où elle avait pu prendre la mesure de sa force.

Il était facile de comprendre, en ce moment, la faute que l'état-major avait commise après Forbach, lorsqu'elle abandonna tout le pays, de la frontière à la Moselle, laissant ainsi aux mains de l'ennemi, sans combattre, tout ce qu'il n'aurait pu gagner même par une victoire : le pays, les têtes de lignes sur Paris, les approvisionnements.

Le pays, il était envahi tout entier. Nancy, la capitale, était courue par quatre uhlans, rançonnée par quelques compagnies.

Les têtes de lignes des chemins de fer : le chemin direct de Verdun était encore inachevé, la ligne des Ardennes n'avait qu'une seule voie, celle de Châlons par Frouard et Toul était la plus importante. On en

avait laissé la garde à quelques francs tireurs ; pour mieux dire, on n'avait pas songé à la défendre.

Les approvisionnements : là était la faute la plus regrettable peut-être, par les suites qu'elle entraînerait fatalement, si le plan auquel semblait déjà s'arrêter le maréchal Bazaine était suivi.

Le maréchal avait laissé répandre dans l'armée qu'il se concentrait sous Metz, d'abord pour donner à la place le temps de se mettre en défense contre l'ennemi. Protection au moins inutile ; l'ennemi ne devait pas être de longtemps en mesure de réunir le matériel de siége qui lui aurait permis d'attaquer une forteresse de cet ordre, et cette forteresse pouvait, dans tous les cas, comme Sébastopol, opposer des travaux de défense supplémentaires au fur et à mesure des travaux d'attaque de l'ennemi.

Il avait, en outre, donné à entendre qu'il comptait, par cette tactique, immobiliser autour de lui des forces allemandes au moins doubles de nombre, si elles tentaient de le bloquer sous la ville, en raison de l'immense développement des lignes qu'il leur faudrait occuper pour l'investir dans ses positions. En soutenant ainsi un blocus qu'il pourrait toujours forcer, il gagnait le bénéfice du temps pour l'organisation de la défense du pays.

Avant tout, pour cette combinaison qui menait à se laisser entourer de tous côtés par des lignes d'investissement, dans le but de fatiguer quotidiennement l'ennemi, sur des points où pendant un temps donné il serait toujours le plus faible, au moyen d'attaques incessantes et imprévues, rayonnant du centre français contre la circonférence allemande, il fallait être assuré des munitions et des subsistances.

Sur quels approvisionnements pouvait compter alors le maréchal?

On les avait tous concentrés au plus près de la frontière dans des villes ouvertes, pour plus de facilité d'entrée et de sortie, et à portée de l'armée destinée à envahir l'Allemagne, selon le plan de campagne adopté au départ. Strasbourg et Metz regorgeaient de matériel de guerre, prêt à être dirigé en avant avec les armées actives. Leur armement particulier était incomplet : on n'avait pas admis la possibilité que ces places pussent être attaquées, aussi leurs approvisionnements de siége étaient tout au plus suffisants pour la garnison et les habitants.

Les approvisionnements de l'armée encombraient donc Lunéville, Sarreguemines même à deux pas de la frontière, sous la main de l'ennemi.

De Lunéville ouverte à Metz imprenable, on avait un chemin de fer à deux voies. L'administration française en disposa librement pendant plusieurs jours, après le 6 août, pendant la retraite de concentration. Pour sauver ces approvisionnements en les transportant dans la place forte, il fallait un coup d'œil d'administrateur intelligent et un ordre; ordre et coup d'œil manquèrent : on ne fit rien.

Les ressources de l'armée française, le pain du soldat restèrent partout où on les avait emmagasinés d'abord. Les Allemands n'eurent qu'à prendre, à mesure qu'ils marchaient. Ils laissaient leurs propres convois en arrière, à la frontière : l'administration française nourrissait l'ennemi.

Voilà ce que la panique de l'état major après Forbach fit abandonner en huit jours, et pour un seul échec subi, par une solide armée, dont les quatres cin-

quièmes n'avaient pas donné, à peine entamée, qui reculait ainsi devant des forces encore inférieures en nombre, dont les corps séparés ne pouvaient avant plusieurs jours avoir accompli leur concentration.

Telle était la situation matérielle : le maréchal avoue qu'il ne l'ignorait pas en arrivant sous Metz : il ne devait donc pas s'y arrêter. La retraite franchement décidée, rapide, lui était commandée d'ailleurs par toutes les chances comme par toutes les nécessités.

Il fallait, disent les gens du métier, la commencer dès le 12 au plus tard, au lieu de s'ébranler seulement le 14. Il inaugurait ainsi par l'action le premier jour de son commandement. Il devait, même en se concentrant, manœuvrer pour défendre les positions de la Moselle ; chercher, combattre les corps d'armée prussiens avant leur jonction. Battant ou battu dans ces rencontres, il défendait le pays ; l'armée du prince héréditaire n'aurait jamais osé se lancer si vivement et si loin de sa base d'opérations, à la poursuite de l'armée de Mac-Mahon, au risque d'une attaque de flanc. Ce maréchal aurait eu le temps qui lui a manqué pour réorganiser solidement son armée, pour rallier tous ses renforts.

Enfin, s'il fallait opérer une retraite devant la concentration des forces allemandes, on la pouvait toujours faire sur Châlons, en coupant derrière soi les ponts et les lignes de chemin de fer pour retarder l'ennemi. Après tout, au pis aller, si le prince royal lâchait cette proie, l'armée battue à Wœrth, et si toutes les forces allemandes se concentraient pour manœuvrer de concert contre l'armée de Lorraine, celle-ci serait toujours à temps de se retirer sous Metz et de donner à Mac-Mahon, à la France préservée de

l'envahissement, la possibilité de venir à son aide.

Voilà ce que le premier état-major n'avait pas compris après Forbach. Voilà ce qu'un éclair d'instinct militaire n'avait pas inspiré, au moment précis, au maréchal, lorsque après l'effacement de l'Empereur, il accepta de sa main, de la décision du conseil de l'armée et de la confiance de la France, le commandement en chef.

Après la bataille du 18 que restait-il à faire? Certes, pour un homme de guerre, rien n'était compromis avec cette armée de 150,000 hommes dans la main et Metz pour appui, contre 250,000 Allemands.

Un homme simplement doué d'instinct militaire, comme il y en avait plein les cadres dans tous les grades, se serait tiré d'affaire. Bon nombre de ceux-là, aimés du soldat qui les avait vus à l'œuvre, avaient leur franc-parler et raisonnaient en haut lieu de la situation.

Aussi, dernière chance, un esprit judicieux seulement et logique, aurait écouté, apprécié, se serait assimilé ce qu'il y avait de pratique dans les observations de tous. Pour cela, il aurait fallu se maintenir en relations habituelles avec les généraux, au lieu de se laisser circonvenir par quelques-uns; ne pas se céler dans son quartier général, comme en dehors de l'armée; se mettre à même d'entendre l'officier, le soldat, en inspectant les campements; se mêler à eux, s'occuper, surtout paraître s'occuper d'eux, de leurs besoins, de leur bien-être, quand on leur imposait la pénible patience, la démoralisante oisiveté d'un blocus.

Cet instinct-là même manqua au maréchal. Avait-il conscience de son insuffisance pour sa charge à ce

point de se tenir de parti pris à l'écart, laissant l'initiative des détails à ses lieutenants, comme pour éparpiller la responsabilité? L'allocution qu'il leur adressa pour leur laisser leurs coudées franches, donne lieu de le croire. Il y a des circonstances où tout l'amour-propre possible ne peut faire illusion à l'esprit. On lui reproche de s'être laissé trop influencer dans la pénombre de son quartier du Ban-Saint-Martin, par ceux dont les flatteries savaient le mieux se faire ouvrir les portes; d'avoir écouté de préférence les esprits étroits et timorés, ceux qui ne voient que le point difficile en tout projet, en toute chose; les temporisateurs, les chefs d'armes spéciales, absorbés trop souvent par les côtés d'une question au point de ne plus saisir l'ensemble.

Le maréchal, étranger à la science, dut se laisser imposer dans son intimité par ceux qui la possédaient. Il ne sentait pas en lui-même ce qui supplée à la science et vaut mieux, l'inspiration, la décision. Ces lieutenants furent insuffisants eux-mêmes et le servirent mal.

On l'accuse de ne s'être préoccupé dès lors que d'un seul but : tirer parti, pour une situation plus haute encore, du grand rôle qu'il avait entre les mains. Sa fortune passée le poussait-elle à ce fatalisme que l'occasion fait l'homme? Tant de fois au contraire, surtout depuis que le champ est ouvert à toutes les aspirations, et si récemment encore, on a vu l'homme manquer à l'occasion, le talent et le caractère fait faute aux ambitions.

Quelle était la situation des armées allemande et française depuis la bataille de Saint-Privat?

Abritée sous une place imprenable, dans des positions qu'il était impossible d'attaquer avec succès, au moins de longtemps, l'armée française allait pouvoir se refaire en toute sécurité. L'armée allemande, en pleine communication avec la frontière, était à même d'en recevoir ses approvisionnements et des renforts qui maintiendraient sa supériorité numérique. Mais tout en étendant la ligne d'investissement sur un périmètre immense, elle devait suffire à la création de travaux considérables de défense, pour se mettre à l'abri des attaques certaines de l'armée française. Elle devait en outre se rompre au service pénible d'une surveillance continuelle, de tous les instants ; se tenir toujours sur ses gardes, aux aguets, sous peine d'être surprise et accablée partiellement sur un point de sa ligne, avant de pouvoir rallier les secours arrivant des points les plus rapprochés, disposés pour se soutenir mutuellement.

Ainsi plus de repos, si le chef français, toujours et à chaque moment maître de son armée concentrée, se trouvait être un homme de guerre hardi, aventureux, infatigable.

Les chances étaient donc à peu près égales ; les avantages et les inconvénients actuels de la position se balançaient pour les deux belligérants.

Bien des armées s'étaient trouvées dans une situation plus précaire que ne l'était celle de l'armée française dans ce premier moment, depuis Annibal dans les Apennins jusqu'à Masséna à Gênes, et elles s'en étaient tirées sans désastre.

Au point de vue matériel, peu de différence entre les deux armées : au point de vue moral, l'armée assiégée valait l'armée assiégeante. Des quatre-vingt

mille hommes restés sur les champs des trois grandes batailles, plus des deux tiers étaient Allemands. L'armée prussienne avait eu l'avantage, puisqu'elle avait arrêté la marche sur Châlons, mais elle n'avait pour trophée que 7 canons et 6,000 prisonniers, pour la plupart, des bataillons coupés du mouvement de retraite de l'armée dans les villages où ils avaient été postés. Les Français avaient pu ramener de leur côté 600 prisonniers et deux pièces de canon.

Comme le soldat allemand, le soldat français se tenait pour vainqueur, et de plus, irrité par la retraite de la fin de la journée de Saint-Privat, il semblait plus ardent à la revanche, plus pressé de la prendre.

Pouvait-il prévoir qu'on allait volontairement annihiler cette ardeur dans une situation d'inertie et d'attente ; qu'on ne lui demanderait que la patience, pour lutter contre les intempéries de la saison, les maladies du bivouac, et plus tard contre la faim?

Dès le 21 août la garde prussienne, le 12e et le 6e corps furent détachés de l'armée allemande de Metz pour marcher dans la direction de Paris, sous le commandement du prince royal de Saxe.

L'armée qui restait autour de Metz, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, se composait alors de trois corps, le 1er, le 7e et le 8e, de la première armée allemande, et de quatre corps, les 2e, 3e, 9e et 10e de la seconde armée.

Avec trois divisions qui la rejoignirent le 25 août, trois régiments de cavalerie, six batteries, à peu près 20,000 hommes, en outre, les renforts qui vinrent plus tard combler en partie les vides ouverts dans les rangs par les trois batailles, l'armée d'investissement

pouvait monter sur cadres à 230,000 hommes. En réalité elle n'atteignit jamais ce chiffre, régulièrement décimée qu'elle était par les maladies et par des pertes beaucoup plus considérables que celles des Français, dans les rencontres journalières aux avant-postes.

Le nombre des soldats combattant ne put jamais être évalué à plus de 200,000 hommes : il fut très-inférieur pendant plusieurs périodes du blocus.

Outre la garnison de Metz, le maréchal Bazaine avait réuni sous les forts au moins 140,000 hommes. Malgré le nombre des malades et des blessés, dont la perte ne pouvait se réparer par suite de l'investissement, il lui restait encore en octobre 130,000 hommes à mettre en ligne, capables de marcher. Plus tard ce nombre diminua graduellement par suite des affaiblissements de la nourriture insuffisante, puis de la faim.

Mais à l'époque du 19 août, on était encore dans des conditions à justifier l'ancienne appréciation de la force militaire comparée, qui établissait en Europe comme une sorte d'axiome de stratégie, qu'une armée française, quel que fût l'adversaire, était certaine de vaincre : si elle était supérieure en forces ; si elle était en nombre égal ; si elle se trouvait dans une infériorité numérique de moitié.

Enfin, disait l'homme de guerre qui avait formulé ces principes, il était acquis que dans le cas d'une infériorité de nombre qui la mettrait en face d'un ennemi trois fois, quatre fois supérieur, elle pouvait être vaincue, mais elle avait toujours le devoir de combattre pour vaincre.

Oui, sans doute, quand elle était menée par Turenne, Condé ou Luxembourg.

Peut-être, quand elle avait pour la commander tant d'autres chefs habiles, depuis Villars, sous la monarchie, Hoche ou Moreau, sous la grande république, les maréchaux de Napoléon, sous l'empire, jusqu'à Bugeaud, le tacticien-laboureur d'Isly.

La 1re armée allemande cernait la rive gauche de la Moselle, la 2e, la rive droite. Derrière chacune, un corps d'armée était en réserve et comme mobilisé, prêt à être dirigé partout où il en serait besoin, pour renforcer les lignes attaquées.

Des ponts furent jetés sur la rivière au-dessus et au-dessous de la ville, pour faciliter la rapidité du passage. Des ouvrages furent établis peu à peu, faisant face à la forteresse. Sur toute la ligne d'investissement, des batteries, des tranchées-abris, des épaulements, des retranchements de toute nature, couvraient les abords des villages barricadés, occupés par les Allemands. Des avant-postes furent disposés face à la place, aussi près que possible, sous le feu des forts qui les atteignait par instants ainsi que leurs lignes les plus avancées ; les réserves seulement étaient à peu près hors de l'atteinte des pièces de gros calibre.

Sur cette ligne d'investissement de six milles (1) d'étendue, l'état-major prussien établit pour la facilité et la rapidité des communications un service télégraphique, qui mettait tous les postes en relation immédiate. Des observatoires furent construits sur les points les plus élevés. Tout fut prévu, combiné avec une habileté, une perfection d'administration et de tactique qui ne firent jamais défaut aux Allemands,

(1) Le mille allemand est de 7,500 mètres.

et furent leur principale force dans cette guerre.

Le général prussien n'avait donc plus qu'à attendre tranquillement dans ses lignes. A première vue la situation semblait très-supérieure à celle du général français, mis dans la nécessité d'attaquer, d'aborder de front des positions fortifiées et habilement défendues, pour en rompre enfin l'étreinte.

Et cependant, si le général de Moltke s'était laissé, par impossible, investir ainsi autour de Metz, s'il avait commandé une armée acculée dans cette position compromise, peut-on penser qu'il aurait suivi la tactique adoptée par le maréchal Bazaine et subi le même désastre?

Pourquoi ne pas prendre souci de cette ligne de défenses, ne pas la forcer dès le début? Pourquoi ne pas s'assurer la possession de plusieurs points, d'où les Français auraient pu la commander, forcer les Allemands à la reculer et à l'affaiblir graduellement par un développement plus étendu? Le maréchal ne pouvait-il, surtout pendant le premier mois, harceler, fatiguer l'ennemi par des attaques incessantes; lui disputer le pays sur l'une ou l'autre rive? S'établissant solidement dans les villages et se reliant par des postes à sa base d'opération, la forteresse et les forts, il aurait pu se ravitailler avec les fourrages, les récoltes et les engrangements, que l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'accaparer ou de détruire, qu'il ne songea à brûler que plus tard?

Il sembla d'abord que le maréchal allait suivre cette tactique si indiquée. L'armée se tenait prête, attendait, s'étonnait. Les jours passaient : l'impatience gagnait déjà.

Que faisait donc, retiré dans son quartier général

du Ban-Saint-Martin, cet Africain, ce Mexicain qui surpris par un escadron ennemi, le 18 août, avait un moment montré au soldat la vaillance personnelle qu'aime le soldat? — Il se recueille, disaient ses amis, ceux des généraux qui avaient confiance, qui abdiquaient leur personnalité dans la sienne, qui croyaient en son habileté; il se prépare, vous le verrez à l'œuvre!

En effet, du sombre et mystérieux renom qu'il avait rapporté d'outre-mer, était restée dans le public une vague idée de dureté mais aussi de talent militaire, et comme une figure de Marius. On avait parlé d'aspirations ambitieuses, de douteuses habiletés, d'abandons plus voulus qu'imposés, de sacrifices moins nécessaires qu'acceptés; toutes choses à demi voilées dans les effacements d'un lointain si fatal! A cette distance, bien des faits peu examinés, campagnes, administration, négociations, laissaient émerger au-dessus des accusations, plus répandues que nettement définies à cette époque, comme un reflet de décision et de talent. On avait besoin d'un homme après Forbach, l'engouement du pays s'entêta à l'avoir trouvé.

L'étonnement de l'armée par suite de l'indécision du 16 août, de l'inaction du 17, et des manœuvres abandonnées au hasard, vers la fin de la journée du 18, ne s'était pas répandu encore dans le pays. Les trois batailles en cinq jours, honneur de l'armée française, élevèrent un moment le maréchal, comme sur un pavois, à la grandeur de sauveur de la France : on compta sur lui.

Il semblait qu'on le vit à l'œuvre, chaque jour au combat, notre héroïque Bazaine; l'on envoyait en toute hâte à son aide, sans répit, sans délai, le maréchal

Mac-Mahon, comme sacrifié à cette faveur nouvelle.

Le maréchal Bazaine ne pouvait ignorer cette marche de son collègue à son secours. Mac-Mahon l'avait envoyé prévenir que vers le 30 août, avant peut-être, il serait à sa portée. Ces pressentiments que personne n'explique, que tous ressentent, couraient les camps sous Metz. On avait vu, disait-on, du côté de Briey des coureurs de l'armée de Châlons : il faut leur tendre la main. L'armée tout entière est en proie à la fièvre de l'attente.

Il semble que le maréchal se décide enfin : des ordres sont donnés le 25; on le sait, on se prépare.

Le 26, dès le point du jour, tous les corps s'ébranlent pour une concentration sur la rive droite de la Moselle.

Il faisait un temps affreux, la pluie tombait par torrents : pluie d'orage, encore chaude et supportable à cette fin d'août. Les soldats la subissent sans trop d'humeur : ils s'en prennent aux nuages, disposés qu'ils sont à crier : Vive le maréchal! Leurs colonnes viennent se serrer, s'accumuler à l'entrée du pont; un seul pont pour le passage d'une armée. La masse s'écoule péniblement, lentement, pendant huit heures par cette étroite issue, pour aller se développer sur l'autre rive. Quelques bataillons encore et le passage sera effectué — enfin! Il est trois heures!

Tout à coup un officier d'ordonnance du maréchal arrive. Il porte l'ordre de s'arrêter, de rétrograder, de repasser la rivière, de revenir sur ses pas occuper les positions quittées le matin.

Il fallut la nuit tout entière pour exécuter ce contre-ordre qui, bien plus que la pluie, avait éteint

dans le cœur et sur les lèvres la bonne humeur et la verve du soldat.

Le soldat français n'aime pas l'hésitation dans les ordres de son chef : il en avait déjà trop souffert, par les marches et les contre-marches dès le début de la campagne. Il se demandait quel pouvait être le but de cette concentration de l'armée sur la rive droite, à laquelle on semblait tenir si peu. L'état-major ne pouvait-il donc dès le matin, avant de donner l'ordre, attendre, juger ce que ferait la pluie; enfin prévoir à temps ce qu'on disait en ce moment, que la boue des terres détrempées rendrait la marche du soldat trop difficile, contre l'ennemi qui attendait l'attaque immobile dans ses lignes.

On perdit encore dans la même inertie les quatre jours qui suivirent. Cependant la marche de Mac-Mahon se pressentait, toujours plus rapprochée; on en pouvait voir tous les indices.

Il arrivait rapidement, pensait-on, sur l'armée du prince de Saxe, inférieure en nombre; il allait lui livrer bataille. Le prince avait reçu l'ordre d'attendre des renforts à l'ouest de Stenay. Le 27, deux corps d'armée, le 2e et le 3e, détachés de l'armée allemande se dirigeaient pour le rejoindre vers Stenay et Dun.

Le maréchal Bazaine, assez bien renseigné toujours, apprit à temps le mouvement de ces deux corps d'armée. Se décida-t-il enfin à prendre une résolution en conséquence? Après le départ de ces troupes, l'armée d'investissement, dont les travaux de défense étaient loin d'être achevés comme ils le furent plus tard, ne dépassait guère en nombre sur chaque rive de la Moselle l'armée investie. Si celle-ci se concen-

trait tout d'un coup sur l'une ou sur l'autre rive, les généraux allemands, qui n'auraient pu faire à temps le même mouvement, se trouveraient momentanément dans une notable infériorité contre une attaque abordant leurs lignes franchement et sur un large front. Quelques divisions pouvaient, dans ce cas, arrêter longtemps l'autre moitié de l'armée allemande au passage de ses ponts au-dessus et au-dessous de la ville.

S'ils arrivaient à passer la rivière sur l'un ou l'autre des deux ponts pour faire face aux Français dans les mêmes conditions que l'attaque, avec toutes leurs forces, l'investissement était rompu par suite de ce mouvement; leurs positions abandonnées pouvaient alors être envahies par l'armée française, même en cas d'insuccès sur le point de son attaque générale.

Le maréchal n'avait qu'à laisser aux deux corps, distraits de l'armée d'investissement, le temps de s'éloigner de deux étapes, de façon à ne plus craindre de les voir revenir au canon quand il attaquerait.

Alors, en supposant que le maréchal eût l'avantage dans une première bataille, il poursuivait cet avantage le lendemain; la nuit même, si son plan se réduisait à continuer sa route vers Châlons. Dans le cas où il aurait obtenu un succès, remporté une victoire, il aurait eu peut-être plus d'avantage à maintenir à portée de Metz son armée libre de ses mouvements, et à s'appuyer sur cette base, protégeant ses convois d'approvisionnement, contre l'armée allemande, contrainte d'abandonner l'une ou l'autre rive de la Moselle. Il pourrait alors manœuvrer de concert avec Mac-Mahon, de manière à tenir cette armée dans une situation compromise et précaire. Quels que fussent les succès des autres généraux allemands sur d'autres points, ils n'au-

raient pu continuer leur guerre offensive, leur marche en avant, tant que Bazaine n'aurait pas été ramené sous Metz et bloqué de nouveau. Obligés pour obtenir ce résultat d'opérer contre lui avec des masses très-supérieures, il ne leur serait plus resté de forces suffisantes pour assurer les postes intermédiaires qu'ils auraient eu à échelonner depuis la frontière, à travers le pays envahi, surtout dans le cas où ils auraient continué leur pointe sur Paris.

Lorsque après avoir concentré les renforts arrivant d'Allemagne, ils se seraient trouvés en mesure de reprendre leur premier plan de guerre offensif, la France aurait eu le temps elle-même de se reconnaître, de se rallier sous sa capitale.

De son côté, le maréchal Bazaine, maître pendant plusieurs jours au moins de l'une des deux rives de la Moselle, aurait été à même d'opérer des réquisitions à grande distance, et de les ramener en hâte par tous les moyens de transport du pays ; à défaut de chemins de fer, par la cavalerie, le train, les équipages de charrois. Il réunissait ainsi des approvisionnements assez considérables pour se mettre à l'abri de la faim, son plus redoutable ennemi, le seul redoutable dans un blocus sous Metz. Il pouvait le subir dans ces conditions ce blocus; en tirer parti pour organiser de plus en plus son armée, l'exercer, l'aguerrir en harcelant l'ennemi retenu ainsi à le garder, jusqu'au moment où un retour de la fortune de la France lui permettrait de reprendre l'offensive.

Une tactique ainsi suivie, aurait même atténué le désastre de Sedan, si elle ne l'avait prévenu. Elle aurait en effet retenu la majeure partie des forces allemandes immobilisées autour du maréchal, non plus

pendant des jours, mais des mois, mais l'année entière, s'il avait eu des vivres et des munitions pour l'année. Le jour où l'armée allemande aurait voulu dégarnir ses lignes pour aider à l'offensive, elle les aurait exposées à être forcées ; le jour où elle aurait abandonné le blocus pour une marche en avant, elle aurait été suivie, harcelée, incessamment attaquée par le maréchal, qui pouvait, dans ce cas, laisser en toute assurance la place de Metz à ses propres forces.

Le maréchal et son état-major avaient-ils voulu suivre les données de ce plan ? La grande sortie du 31 août porterait à le croire. Il semble en effet que l'objectif de cette opération de guerre du 31, fut de chasser les Allemands d'une des deux rives de la Moselle et de s'y établir solidement dans leur position, à leur place. La rive droite fut choisie, parce que le terrain plus libre, la protection et le concours des forts détachés, permettaient de donner à l'attaque un front plus étendu, plus en rapport avec la force de l'armée. En outre le pays, ayant moins souffert de ce côté, offrait des ressources bien plus considérables en blé et en fourrages.

Le 31 août, au point du jour, l'armée française commença son mouvement de concentration sur la rive droite de la Moselle ; l'aile droite appuyée au fort de Queuleu, l'aile gauche au fort Saint-Julien. Le prince Frédéric-Charles avait porté le gros de ses forces sur l'Orne, un affluent de la rive gauche de la Moselle, afin de tenir le pays entre l'armée de Metz et celle de Châlons et pour les empêcher de se donner la main.

L'investissement n'était donc plus maintenu que par le général Steinmetz, qui ne pouvait avoir en ce

moment plus de 70,000 hommes sur chacune des deux rives.

La principale ligne de défense de cette armée, s'appuyait au ruisseau qui, partant de Mercy-le-Haut, traverse Ars, Colombey, coupe les deux routes de Sarrebruck et de Sarrelouis, et se réunit à la hauteur de Metz avec un autre ruisseau venant de Noisseville. De là elle fléchissait vers Noisseville, Servigny, Failly, et s'arrêtait à la Moselle, près de Malroy.

Le premier corps prussien occupait le terrain entre Mercy-le-Haut et Servigny; la troisième division de réserve inclinait sa ligne jusque sur la Moselle; le général de Manteuffel commandait ces troupes.

Par quelle fatalité l'armée française manqua-t-elle encore ici, comme toujours, de ces moyens d'action qui décident, dont dépendent si souvent les hasards des batailles?

Deux heures de pluie le matin, deux heures de retard, juste ce qu'il fallait de différence de temps pour que Blücher vînt le soir ou se faire écraser ou rétablir la bataille; un chemin creux, non signalé par l'état-major, au bas du plateau de la Belle-Alliance, et qu'il fallut combler avec les corps des premiers escadrons des 12,000 cuirassiers et dragons de Milhaud et de Ney, telles furent les causes du désastre de Waterloo!

Le 26 août, on avait pu se rendre compte de l'insuffisance des moyens de passage sur la Moselle. Rien n'était plus facile que de jeter sur divers points de la rivière deux ou trois ponts supplémentaires pour faciliter l'opération, déjà compromise une première fois, que l'on méditait de reprendre. Beaucoup en avaient compris la nécessité : on en avait donné l'ordre. Un

second pont seulement avait été construit, voisin du premier, aboutissant à la même issue resserrée entre le coteau du versant et les berges de la rivière.

L'encombrement du 26 août, évité ainsi jusqu'à un certain point à l'entrée, se reproduisit après le passage à la sortie. Personne n'avait songé à tirer parti des ponts de pierre de Metz, ni du pont du chemin de fer, en amont de la ville, dont il était facile de réparer l'arche brisée que l'on avait fait sauter tout d'abord sans trop savoir pourquoi.

Si l'état-major s'était suffisamment préoccupé de tous les moyens de passage, pour opérer rapidement la concentration de l'armée d'une rive à l'autre, s'il l'avait opérée en effet dans ces conditions de rapidité, le maréchal aurait pu, dès les premières heures de la matinée, surprendre l'ennemi inférieur en nombre, ou du moins l'attaquer avec des forces écrasantes. On aurait masqué le pont d'Ars ou celui de Malroy, seuls moyens de passage qu'il eut à sa disposition, à une grande distance l'un de l'autre au-dessus et au-dessous de Metz. On aurait tenu ainsi, pendant huit ou dix heures au moins, une moitié de ses forces loin du champ de bataille où l'armée française aurait eu le temps d'achever sa victoire.

Mais pendant que les corps français de la rive droite étaient sur leurs emplacements de combat dès huit heures du matin, à trois heures de l'après-midi seulement, les corps venus de la rive gauche achevaient leur mouvement de concentration et entraient en ligne, à leur gauche et derrière eux. L'attaque avait commencé vers deux heures.

Ce retard fut une si grande faute, dit un officier général allemand, qu'on a peine à croire qu'elle ait

pu être commise par un vieux soldat plein de résolution.

Hélas ! le vieux soldat pouvait avoir eu de la résolution autrefois, pour enlever une redoute ; la résolution manquait au général pour une bataille.

Pendant la lenteur de ce passage d'une rive à l'autre, seule cause du retard dont s'étonne l'officier allemand, le maréchal tenait conseil avec ses commandants de corps, et les généraux en chef des armes spéciales, dans la ferme de Grimont, en avant du fort Saint-Julien. Cherchait-on encore à cette heure le plan, la tactique de la journée?

Il semble qu'il fût décidé enfin et telle est l'opinion d'un officier général français qui y était, non pas au conseil, et qui donne le récit de cette bataille (1), que l'on avait le projet d'opérer sur tout le terrain de la rive droite de la Moselle à la route de Metz à Boulay. L'objectif devait être alors d'occuper la forte position de Sainte-Barbe, qui commande le pays entre la Moselle et la Nied et les routes de Metz à Boulay, à Bouzonville et à Thionville.

Tout en marchant vers Sainte-Barbe, le maréchal Canrobert, dont le corps formait la gauche de l'armée, devait s'emparer du village et du pont de Malroy ; dans tous les cas, il devait surveiller cette position, et y arrêter le passage de l'ennemi : il y réussit.

Ce plan était bon, bien conçu : les positions à attaquer représentaient un huitième de la ligne d'investissement. L'armée avait sa droite soutenue par Queuleu, son flanc gauche couvert par la Moselle, ses

(1) Le général Deligny.

derrières appuyés sur les forts Saint-Julien et Belle-croix.

En marchant au point du jour résolûment, par la gauche et le centre, en barrant sur la droite, avec une division de la garde, les renforts arrivant à l'ennemi, on pouvait le battre. Il n'avait à opposer à l'armée française que 20,000 hommes pendant la première heure; il ne pouvait en réunir, quatre heures plus tard, au delà de 40,000.

Dès le matin, les troupes allemandes faisaient des appels répétés de leurs télégraphes, signaux sur signaux, pour appeler des renforts sur les points menacés, où leur infériorité les mettait dans un danger évident. Le retard de l'attaque française leur laissa le loisir de se reconnaître, doublement préjudiciable en ce qu'il donna le temps aux deux corps détachés le 27, et qui avaient reçu contre-ordre le 29, de rejoindre l'armée allemande et de prendre à l'action une part tardive mais fatale pour nous.

A quatre heures seulement la véritable bataille commença par une canonnade qui se termina au bout de deux heures, par la retraite ou la destruction des batteries prussiennes.

L'infanterie s'ébranla alors : les tirailleurs ennemis, éparpillés autour des premiers villages, ne tinrent pas. On avançait lentement. On attaquait mollement même, soit par suite des difficultés du terrain, soit comme le disent les Allemands, en raison de la longue portée de leur artillerie. L'infanterie française, hors de portée pour le tir de ses fusils, s'était couchée à plat ventre en attendant que les canons français eussent éteint le feu ennemi. Quand ce résultat fut obtenu enfin, vers six heures, on dit que le général Changarnier, connu

et aimé du soldat, et suivant la bataille sans commandement, en volontaire, impatienté de cette inaction, et voyant le jour baisser, fit sonner la charge et lança en avant la division Montaudon.

Enlevées par cet élan, les troupes occupèrent vivement le village de Nouilles, et emportèrent à la baïonnette Noisseville défendu par une barricade formidable : en même temps des régiments du 3e et du 4e corps s'emparaient du village de Servigny, où la fusillade continua de part et d'autre jusqu'à neuf heures du soir.

Si cette vaillante attaque avait eu lieu plus tôt, si le général Frossard, moins circonspect, plus hardi, avait en ce moment secondé le mouvement offensif, et tourné la gauche des Prussiens par Montoy et Retonfey, on aurait refoulé des masses nombreuses d'Allemands sur les versants de la Moselle, on aurait fait subir à l'ennemi une défaite, qui aurait pris rapidement les proportions d'un désastre.

Mais la nuit était venue : les troupes qui avaient appuyé le mouvement offensif, s'arrêtèrent par lassitude, faute de direction, peut-être ; les chefs, satisfaits du résultat obtenu, les soldats bivouaquant sur le terrain conquis.

A la gauche, le maréchal Canrobert avait poussé une division jusqu'au village de Failly, situé sur un des contre-forts du plateau de Sainte-Barbe ; elle s'y maintint pendant la nuit. Le maréchal Bazaine retourna à Saint-Julien, sans laisser d'ordres, sans se préoccuper de l'heure suivante, de l'inconnu, devant ces infatigables Allemands.

Vingt-quatre canons étaient restés en notre pouvoir sur les positions allemandes que nous occupions.

Un officier d'artillerie offrait de les emmener, il avait des attelages disponibles. — Nous aurons le temps demain, lui répondit-on.

Le général Changarnier eut-il la bonne inspiration, comme on le dit alors, de les faire enclouer ou mettre hors de service? Il n'était que temps. On n'y songea pas, dit le général allemand, quoique ce soit là toujours le devoir des troupes, et qu'on n'ait pas besoin pour le remplir aussitôt, d'ordres de l'état major.

Le général prussien de Manteuffel forçant la marche de ses deux corps arrivait. Les Allemands se rallient alors et se massent à portée de leurs positions perdues. Vers une heure du matin ils attaquent le village de Servigny, d'où ils chassent aisément quelques compagnies qui s'y étaient établies sans pousser plus loin. A deux heures, ils reprennent à la baïonnette, disent leurs récits, Noisseville et Montoy et rejettent les Français hors des postes qu'ils avaient emportés à la fin du jour.

Au matin, Français et Allemands se retrouvèrent face à face, dans les mêmes positions qu'ils occupaient de part et d'autre la veille à midi.

Le 1er septembre, le jour même de Sedan, dès la première heure, le feu recommença sur toute la ligne, soutenu de part et d'autre avec une grande vivacité. Les divisions françaises les plus avancées, abandonnées à elles-mêmes, sans ordres, sans direction, se maintinrent longtemps dans leurs positions; exposées à un feu terrible et d'autant plus meurtrier que, par leur immobilité même, elles servaient comme de cible fixe aux artilleurs ennemis.

On put voir alors un singulier spectacle, unique sans doute dans les fastes de la guerre moderne. Vers

dix heures, les troupes les plus avancées se retirèrent peu à peu, en bon ordre, lentement, comme à la parade. Elles se repliaient de ligne en ligne de bataille, les unes sur les autres, échelonnant leur mouvement, occupant successivement toutes les positions intermédiaires dans leur retraite, sans que les projectiles qui arrivaient sur elles pussent troubler la précision de leurs manœuvres.

Pourquoi ce mouvement de retraite, d'où provenait-il, qui l'avait ordonné? Général en chef, commandants de corps, semblaient n'y rien comprendre et s'interrogeaient des yeux.

« De fait, personne, paraît-il, n'ordonna la retraite; elle eut lieu, parce que les troupes comprirent qu'on ne faisait, ou qu'on ne voulait rien faire de bon et qu'on ne s'occupait pas d'elles; elles se retirèrent tranquillement, comme d'un commun accord. Tous les officiers de troupe, tous les généraux interrogés, répondirent invariablement : « Nous nous sommes » retirés, parce que nous avons vu tout le monde se » retirer. » (G[al] DELIGNY.)

Le maréchal ne put dissimuler son premier mouvement de mécontentement et d'inquiétude. Il fit porter tout aussitôt sur les flancs de la route de Bouzonville, derrière des tranchées établies en toute hâte, deux régiments de la garde; il massa la cavalerie et la réserve pour faire face au danger inconnu.

Il n'y avait d'autre danger que d'acculer à des obstacles, à des tranchées, les lignes de ces troupes en retraite; que de les arrêter, de laisser plus longtemps leur marche exposée au feu de l'artillerie ennemie, en accumulant des réserves à l'entrée du défilé, déjà trop étroit pour le passage de ces masses. C'est

là ce que préparait de plus assuré la manœuvre du maréchal.

Dangereuse et inutile : l'armée se retirait avec tant de calme et de sang-froid qu'une simple sonnerie de clairon aurait suffi pour arrêter ce mouvement de retraite. L'ennemi, fatigué de marches et de combats, s'arrêtait satisfait, sur ses positions si rapidement perdues et reconquises. Les troupes françaises, campées sur la rive droite de la Moselle, reprirent leurs bivouacs ; celles de la rive gauche s'écoulèrent lentement, péniblement, le long du fort Saint-Julien. A dix heures du soir seulement, elles purent enfin se reposer sous leurs tentes de l'autre côté du fleuve.

Après s'être occupée des morts et des blessés, relevés de part et d'autre, l'armée eut le loisir de se demander ce qu'on avait voulu lui faire obtenir dans ces deux journées de manœuvres, par cette opération de guerre où 100,000 hommes étaient engagés. Quel était le but, quelle était la pensée du général en chef, puisque le point désigné d'avance, le plateau de Sainte-Barbe, n'avait été ni occupé, ni même attaqué?

Après deux mois, malgré les faits douloureux, les préoccupations mortelles qui suivirent, l'armée n'avait pas encore oublié les étonnements de cette journée. Elle avait eu le temps, dans les ennuis du blocus, de chercher à s'expliquer cette tactique : cependant elle en était encore, dit le même général, à se demander :

« — Mais que voulait donc faire au 31 août le maréchal commandant en chef? »

Pour que l'armée fût prête dès le matin à tenter une attaque qui devait être une surprise, il aurait fallu commencer au milieu de la nuit, bien avant le jour au moins, les mouvements de concentration des

troupes de la rive gauche et les réunir à temps à celles de la rive droite. La leçon du 26 était restée inutile : l'état-major n'avait pas songé à assurer la rapidité du passage en établissant des ponts supplémentaires, ou du moins en prévenant, par des manœuvres intelligentes, l'encombrement sur ceux dont on disposait. Précaution bien simple et facile à prendre, après tout. Il ne s'agissait que de fractionner le passage de l'armée entre les différents ponts, de diriger chaque division vers celui qui aurait été désigné d'avance.

Lorsque l'armée est à peu près déployée, vers midi, l'attaque ne commence pas encore. Il semble qu'on veuille laisser aux signaux ennemis le loisir d'opérer aussi la concentration de tous les corps prussiens qui se trouvent à portée. La bataille est engagée assez mollement vers dix heures; à quatre heures seulement elle se dessine. Que d'heures perdues, sans compter les jours, quand il importait de gagner de vitesse, de prévenir le retour possible des deux corps allemands détachés le 26, en marche pour revenir sous Metz depuis le 29, et dont le bruit du canon allait activer le mouvement, presser l'arrivée sur le champ de bataille.

Ils arrivèrent en effet, assez à temps pour appuyer le retour offensif des Prussiens vers une heure du matin, les aider à reprendre leurs positions et faire perdre aux Français la plupart des postes conquis à la fin de la journée.

Il y avait là une série de fautes trop notoires, outre l'indécision et les tâtonnements, pour que tous, officiers et soldats, se pussent faire illusion plus longtemps sur leur chef. La réflexion les ramena au sou-

venir de celles qui avaient empêché de tirer parti des grandes batailles du 14, du 16 et du 18, ou qui en avaient compromis les résultats. La confiance dans le général en chef fut ébranlée : encore quelques jours et elle devait être perdue.

Le plan de campagne adopté depuis cette grande tentative, qui fut la dernière, ne pouvait avoir d'autre résultat.

A partir du 2 septembre, l'état-major concentra toute l'activité de l'armée sur l'achèvement des travaux de défense de la place et des campements.

La place à vrai dire n'en avait pas besoin : l'armée allemande était hors d'état, faute de matériel, de l'attaquer, de lutter contre l'artillerie des forts : elle se tenait hors de la longue portée de leurs canons.

La garnison se composait d'une division détachée du deuxième corps, commandée par le général de Laveaucoupet, du régiment du génie et de quelques dépôts. On y avait joint de petits détachements, faisant un ensemble de quatre à cinq mille hommes, qui avaient été destinés à compléter les 1er et 5e corps et n'avaient pu rejoindre.

Il fallait considérer aussi comme faisant partie de la garnison, les soldats du train et les pontonniers démontés, les corps francs qui avaient rallié les gardes mobiles que l'on s'inquiétait peu d'exercer et dont on employait les plus instruits dans les bureaux des administrations. Le général Coffinières de Nordeck, commandant supérieur de la place, devait s'occuper de former, d'organiser tous ces éléments, de les mettre en état de rendre des services à l'armée ou à la ville.

Restait la garde nationale sédentaire, qui se formait et s'exerçait avec zèle et persévérance.

Les armes spéciales, le génie et l'artillerie se disputaient, aux travaux de défense du côté de l'ennemi, l'application de leurs nouveaux systèmes d'épaulements et de tranchées-abris. On y employait, on y fatiguait les soldats.

Il y avait mieux à faire : Il fallait attaquer sans relâche l'ennemi qui se fortifiait contre nous, s'établissait à son aise, rendait ses postes inattaquables. Maître de la campagne, il choisissait ses positions, ses abris, s'établissait pour son blocus comme à Strasbourg, comme à Paris, comme devant toutes nos forteresses. Il n'avait aucune idée de nous attaquer lui-même, attendant tranquillement, patiemment, le lent mais irrésistible travail de la faim, son redoutable allié.

Il fallait songer à se défendre contre celui-là et sans retard. Il semble même qu'il y avait déjà beaucoup de temps perdu pour l'ordre et l'organisation des subsistances.

Aux premiers jours il y eut dans le service des approvisionnements, comme dans tous les autres, le désordre presque inévitable des tâtonnements d'un établissement tel que celui de l'armée sous Metz. Les employés furent assaillis tout aussitôt, débordés par un torrent d'exigences auxquelles ils n'étaient pas en mesure de résister. Il y eut abus, gaspillage; mais, après quelques jours, l'ordre reprit ses droits. L'administration fonctionna avec sûreté et intelligence; tous s'y prêtèrent, officiers et soldats, comme si tous comprenaient déjà les exigences de la situation, les dangers de l'avenir.

Les rationnements se firent avec exactitude, les distributions avec régularité, surtout avec une économie

qui allait chaque jour se manifestant davantage. On s'y résignait.

Pour mieux organiser la tâche, l'administration avait divisé en deux parties le total des bouches à nourrir. D'une part les habitants de la ville, les réfugiés des campagnes, la garnison de la place, les blessés, les malades ; de l'autre l'armée campée sur les deux rives de la Moselle. Chacun de ces groupes comprenait de 120 à 130,000 hommes.

Les provisions furent partagées également et assignées à l'un et à l'autre avec un ordre soigneusement établi, et de plus un contrôle incessant pour les ménager autant que possible.

La preuve en fut que la ville et l'armée luttèrent contre la faim pendant une période presque égale. La ville un peu plus longtemps ; les habitants ayant pu soustraire quelques provisions aux investigations de l'autorité militaire, la plupart ayant fait des déclarations un peu au-dessous de la réalité.

Mais que pouvaient l'ordre, l'économie, la patience contre la gêne des diminutions forcées du rationnement, les souffrances de la pénurie auxquelles il semble que l'administration tâtait le pouls, comme dans la torture ancienne, pour juger et mesurer tout ce qu'on pouvait endurer encore sans mourir. Que pouvaient tous ces atermoiements douloureux contre la faim qui viendrait bientôt ? Il eût fallu pour cette autre foule de Galilée, la multiplication des pains !

Il était à portée cependant, le miracle, au moins pendant les premiers temps de l'investissement. On pouvait faire récolte avec la baïonnette et les balles, les bras ne manquaient pas, pendant tout ce mois de septembre, encore solides, et les cœurs toujours vail-

lants. La campagne n'était pas encore brûlée, derrière les Allemands, dans ce riche pays Messin, qu'ils dévoraient, à deux cent cinquante mille, disait-on : il y avait encore du blé pour les hommes, du fourrage pour les chevaux.

Les chevaux? depuis le commencement de septembre on en vivait.

Ces nobles bêtes de guerre mouraient à la boucherie. Les chevaux de cavalerie les premiers, ensuite, mais bien plus tard, ceux des trains, de l'artillerie. On n'en était pas encore à cette nécessité. Tant qu'il y eut du fourrage, ils fournirent à 250,000 bouches une nourriture saine à laquelle on s'habitua sans trop de peine. Cette guerre a résolu le problème de l'hippophagie dont les économistes ne pensaient pas, au temps de leurs expériences, voir de si larges et douloureuses applications. Lors des premières pénuries de fourrage on nourrissait les chevaux avec de l'orge, du blé. On sacrifiait le pain à la viande. Les brasseurs firent encore assez longtemps de la bière avec leurs provisions d'orge. Cet emploi des céréales en magasin fut interdit aussitôt qu'on en fut averti.

Vint le moment où les chevaux moururent de faim, essayant de dévorer les arbres après l'écorce, le bois de leurs mangeoires, les crinières les uns des autres, en attendant le coup de grâce de l'abattoir.

Mais aux premiers jours de septembre, nous sommes loin encore de ces extrémités.

Avant tout, sans délai, on s'était occupé des ambulances. Elles avaient été remplies par les trois grandes batailles d'août. Quoique nos pertes eussent été bien inférieures à celles de l'ennemi dans ces boucheries,

nous avions dès cette époque, recueillis autour de la ville et dans la ville, 12 à 13,000 blessés et malades, dont le nombre ne pouvait manquer d'augmenter rapidement.

Le dévouement des citoyens, des administrations civiles vint en aide à l'intendance et l'aidèrent, dans une mesure considérable, à remplir sa tâche.

Deux mille blessés furent recueillis dans la ville. Les femmes de toutes les conditions s'offrirent pour aider les infirmiers, les hospitalières, les religieuses, et leurs soins ne firent jamais faute aux pauvres soldats et aux officiers. Sans doute, ils n'en perdront jamais le souvenir ni la reconnaissance. Il y a bien des noms que l'histoire de la ville gardera illustrés par le zèle et le dévouement. Toutes, riches et pauvres, les infirmières de Metz ont bien mérité, peut-on dire aussi, des blessés de la patrie.

Dans le but d'échapper à l'invasion du typhus et des épidémies qui menacent toujours les grandes agglomérations de malades, on établit soixante-seize ambulances séparées. Sur l'esplanade, des tentes construites d'après le système américain, reçurent dix-huit cents blessés. Les wagons de chemin de fer, des baraques élevées dans les situations les plus salubres, en abritaient un grand nombre. Des casernes, les écoles, une quantité d'hôtels particuliers furent transformés en hôpitaux. Cet éparpillement intelligent des malades, organisé dans l'intérêt de la salubrité générale, assurait aussi leur bien-être, contribuait à leur guérison.

Plus tard, l'inclémence du temps, les privations, les préoccupations augmentèrent le nombre des malades; l'épidémie variolique frappa une quantité de malheureux, comme par toute la France; mais le chiffre le

plus élevé, dit un témoin des misères du blocus, ne dépassa pas 30,000.

Les grandes fosses de la Chaubière s'ouvraient pour 4,000 morts, profondément enfouis et recouverts d'une couche de chaux. Un millier d'autres, peut-être, furent enterrés en divers endroits.

Dans la population civile, la disette et la mauvaise qualité des aliments firent de nombreuses victimes, surtout parmi les vieillards et les enfants. La petite vérole étendait ses ravages sur tous les âges, dans toutes les conditions.

Vers le 12 septembre arrivèrent à l'armée les premières rumeurs du désastre de Sedan. Elles étaient apportées par des prisonniers échangés aux avant-postes. Le maréchal Bazaine était plus renseigné de son côté : il crut devoir réunir à son quartier général les commandants de corps d'armée et les généraux de division, pour leur faire connaître ce qu'il avait appris du malheur de l'armée de Châlons.

Quelle impression avait-il ressentie lui-même à cette nouvelle? quelle influence avait-elle eu sur ses dispositions pour l'avenir, sur la conduite à tenir par le chef de la dernière armée française encore debout? Les généraux purent-ils en juger par les paroles qu'il prononça dans le conseil, avec un accent où l'indécision et le doute se devinaient, quoi qu'il en eût, sous une apparence de bonhomie.

« — Messieurs, dit-il, vous comprenez bien que je ne » veux pas m'exposer à subir le sort de Mac-Mahon ; » conséquemment, nous n'entreprendrons plus, dé- » sormais, de grandes sorties; chacun de vous se » chargera de faire de petites opérations de détail en

» avant de son front, afin de tenir la troupe en éveil,
» et de montrer à l'ennemi que nous ne sommes pas
» morts. Je ne puis être partout ; je m'en rapporte
» aux Commandants de Corps d'armée ; je les lais-
» serai juges de l'opportunité d'ordonner ces sortes
» d'opérations. Nous attendrons ainsi les ordres du
» Gouvernement. »

Le général en chef semblait, en parlant ainsi, observer et comme interroger chacun de ceux qui l'entouraient. Il sentait que ce programme n'était pas celui qu'imposait la situation. Le maréchal commandant la dernière armée de la France, se résignait donc à un rôle passif qui n'était pas le devoir, tout le devoir ! Il comprenait sans doute que tous ces subordonnés par la discipline, devenaient ses juges par la conscience.

Tel fut le premier indice donné à l'armée du plan qui allait la conduire à sa perte.

Chaque général, chargé de rendre compte aux officiers de cette communication du maréchal, dut y réfléchir alors, et la plupart purent en comprendre et en prévoir aussitôt les conséquences fatales.

Beaucoup purent soupçonner dès lors que l'effort, que l'action militaire allait s'éteindre et se perdre dans les aspirations des intérêts personnels du chef ; dans l'intrigue dont le plan était déjà conçu dès ce moment, peut-être, et dont le but était de tirer parti pour lui-même et avant tout, de sa position et de son importance.

Dans les crises de nos bouleversements intérieurs; de telles pensées ne viennent pas à l'esprit des militaires seulement ; nombre de citoyens ont alors, au hasard des aventures populaires, un moment de no-

toriété, assez éclatante pour leur donner à rêver qu'ils sont appelés à prendre en main les destinées du pays. Nous pouvons en compter assez dans le passé de notre interminable révolution, depuis Robespierre, Barras ou Siéyès, sans avoir besoin de citer les personnalités aussi ambitieuses, mais moins notables par le talent ou moins notoires par l'intrigue, que nous avons vues de nos jours. Mais dans les mouvements du monde moderne, tant de fortunes militaires ont surgi des champs de batailles victorieux, sans compter la plus haute de toutes, que n'importe quel général ambitieux et heureux peut, à un moment donné, se croire l'étoffe d'un Napoléon, d'un Espartero, ou tout au moins d'un Monck.

Les antécédents du maréchal Bazaine ne le désignaient pas pour être le Washington d'une république, rôle que l'on pouvait croire en ce moment occupé déjà dans la confiance du pays. D'ailleurs, une autre personnalité militaire, d'une dignité égale, mais à un titre plus éclatant et plus sympathique, malgré le désastre récent, aurait passé toujours avant le douteux vainqueur du Mexique.

Restait le rôle de restaurateur d'une régence, dont on serait inévitablement, pour l'avoir faite, le dominateur et le maître.

Pour cela, outre la volonté, il fallait encore le talent qui prépare de loin, qui organise dans leur ordre les moyens d'action pour en tirer parti au moment précis. — N'est pas Cromwell qui veut ! Même quand l'occasion paraît sûre, il faut encore le génie, qui heureusement, fait souvent faute à ces ambitions égoïstes.

Il fallait, si telles étaient tout d'abord les préoccupations du maréchal, se mettre de longue main en état de rendre possible l'exécution du plan vaguement en-

trevu. Le plus puissant, le plus sûr moyen, pour un homme de guerre, était de tenir son armée dans sa main, d'en être le maître; pour cela d'y être populaire. Il l'avait bien compris, au commencement du siècle, le maître des ambitieux modernes, lui qui savait si habilement tirer une mise en scène à se faire adorer de ses grognards, du souvenir d'une physionomie remarquée en Italie ou en Égypte.

Il fallait se mêler aux soldats, s'occuper de leur bien-être, voir et plaindre leur misère, en prendre sa part, en quelque sorte, au moins par la sympathie manifestée. Ainsi avait fait, en Crimée, le général Canrobert, que ces soins de cœur rendirent populaire et firent maréchal. Il fallait se montrer sous les armes et diriger des combats journaliers, des atteintes à l'ennemi qui l'auraient fatigué, tout en excitant le soldat et lui ôtant le loisir de se démoraliser par l'inertie et le retour sur ses misères. Distrait par l'activité le soldat aurait été moins malheureux. Des tentatives de sortie, des attaques incessantes sur les lignes ennemies auraient pu les faire fléchir, les auraient repoussées plus loin des campements, comme il arriva dans les rares actions dont nous aurons à parler encore. On eût gagné des approvisionnements, des vivres, en forçant le rayon d'investissement à s'élargir; on aurait eu ses coudées plus franches, on aurait respiré plus à l'aise : le soldat, tenu en haleine, aurait pris en gré le général qu'il aurait vu tous les jours à la bataille.

Dans les jours de gloire de Napoléon, puis à mesure que l'étoile pâlissait, au déclin de sa carrière, à tous les combats de sa mémorable campagne de France, il y avait toujours des instants, au début, au milieu de l'action, où l'on voyait comme frémir les lignes de bataille

et ce cri : — l'Empereur! courir dans les rangs émus. Alors le soldat voyait passer devant les fronts cette figure pâle, calme comme le destin, dont l'œil, — gli occhi grifani, — le pénétrait jusqu'au cœur. C'était là l'éclair dont le rayon illumina jusqu'à la fin le souvenir de ces vieux débris de nos grandes guerres, quand ils racontaient, dans leurs villages, les légendes qui grandirent pendant un demi-siècle ce nom de gloire et de désastre.

Ainsi faisait cet homme pour être le maître et l'idole de son armée.

Ces traditions n'avaient pas été gardées par les chefs de guerre de notre époque. Le maréchal Bazaine ne comprit pas à Metz ce moyen d'action et de puissance. Parti des derniers rangs, ce soldat qui avait trouvé le bâton de maréchal dans sa giberne, aurait dû, ce semble, avoir le cœur plus près du soldat. Au contraire, il paraissait avoir gardé devant Metz les habitudes contractées sous le soleil africain et dans les terres chaudes du Mexique. Retiré, comme celé, dans son quartier du Ban-Saint-Martin, les généraux même avaient quelque peine à pouvoir pénétrer jusqu'à lui. L'armée, quoiqu'il eût bravement payé de sa personne en soldat, au milieu d'une charge de uhlans à Gravelotte, l'armée ne le connaissait ni ne l'aimait. On disait qu'à Saint-Privat, quand le général de Ladmirault avec le 4e corps, après le mouvement par lequel, pivotant sur sa gauche, il avait refoulé les Allemands, se trouvait dans la nuit découvert par le 6e corps et débordé par la droite, et envoyait ordonnance sur ordonnance pour demander des instructions, une direction quelconque, ce qu'on attendait de lui enfin dans l'ensemble du plan du combat, le maréchal

àvait depuis longtemps quitté le champ de bataille : rentré chez lui, il dormait.

En somme, le maréchal avait peu cherché à se mettre en rapports avec le gouvernement de la défense nationale. Il ne pensait pas, sans doute, que cette dictature hasardeuse pût durer ou s'établir dans le pays envahi ; il ne comptait pas peut-être davantage sur la résistance de Paris. Il prévoyait l'anarchie prochaine divisant la France et la réduisant à la nécessité absolue de subir les propositions de paix telles quelles des Prussiens. Il voyait grandi, par le désastre même, le maréchal intelligent qui aurait su garder intactes la clef de la France et sa dernière armée. Il le voyait devenu le maître de la situation, l'homme nécessaire avec qui tous devraient compter, l'ennemi victorieux lui-même, comme les partis.

Pour cela, il ne fallait que gagner du temps, attendre; l'habileté consistait à voir venir. Le maréchal attendait.

Mais l'armée s'usait dans l'attente : elle souffrait, elle se désorganisait peu à peu, au point de vue moral surtout.

En voyant abattre à la boucherie jusqu'aux chevaux d'artillerie, l'armée comprenait qu'on ne songeait plus à tenter la grande guerre en rase campagne. Le général en chef n'avait donc plus confiance en elle, puisqu'il ne lui demandait plus rien. Ils se sentaient encore, cependant, ces braves soldats. On semblait n'attendre d'eux que la résignation et la patience : ils pouvaient mieux et se le disaient encore, à haute voix pour que l'écho de leurs aspirations pût arriver jusqu'aux chefs. Quelques rencontres d'avant-postes, quelques tenta-

tives particulières de sortie, pour le fourrage et pour les vivres, jusqu'au 20 septembre, leur avaient conservé toute l'élasticité de leur ardeur et de leur confiance.

Cependant, vers cette époque et pendant les jours qui suivirent, le maréchal, à qui les informations ne manquaient pas, ne pouvait garder plus longtemps ses illusions sur l'action du gouvernement et les dispositions du pays. La défense de Paris s'organisait sur un pied formidable : la France entière répondait à l'appel de la patrie et se levait pour défendre le sol sacré. Rien ne faisait présager le terme et l'issue de la lutte. Dans tous les cas, la France était vivace, puisqu'elle résistait; elle pouvait sinon vaincre, au moins longtemps prolonger sa résistance. La situation du maréchal et de son armée bloquée, sentant venir la faim, devenait précaire : il était temps d'aviser, d'agir.

Un personnage inconnu, sans antécédents, sans consistance, un rêveur d'aventures politiques, vint alors tendre au maréchal comme la bouée où se cramponne le noyé.

Il paraît, d'après le récit de M. Régnier, c'est le nom de ce personnage à l'intervention douteuse et mal définie encore, que reçu à Versailles, il y aurait obtenu un sauf-conduit pour venir à Metz. Il y serait arrivé à ce moment même, au milieu des premières inquiétudes du maréchal. Les illusions qu'il avait pu concevoir, par suite d'une visite à l'Impératrice en Angleterre, visite à laquelle il avait attaché une importance politique dont il se constituait l'agent, il les fit partager sans peine au maréchal, qui crut avoir rencontré la révélation d'un plan à suivre.

Les commandants de corps, réunis en conseil, examinèrent ce plan qui leur fut exposé, en pesèrent toutes les chances, en apprécièrent les résultats pour la paix et le rétablissement de l'ordre dans le pays, en admirent enfin la possibilité. Ils étaient dans une erreur complète sur la fin, sur les moyens.

Ils décidèrent d'envoyer en Angleterre un négociateur autrement autorisé, qui se mettrait au nom du maréchal, de l'armée qu'ils représentaient eux-mêmes, en rapport avec l'Impératrice, dont les affirmations de M. Régnier pouvaient faire présumer le concours.

On choisit pour cette mission le général Bourbaki, commandant en chef de la garde. On se privait par son départ d'un homme d'action, aimé et connu de l'armée; mais aussi on éloignait un homme de sang chaud, dont on pouvait redouter l'opposition plus tard, et qui le cas échéant était capable de ne ménager ni ses appréciations ni leur éclat.

Il partit mystérieusement le 24 septembre, il ne devait pas revenir.

Ce départ, les explications qu'on en donna, sous main, à qui voulut les entendre, produisirent un mauvais effet.

La garde fut en quelque sorte mise en suspicion, dans le reste de l'armée.

C'était la garde prétorienne de César, disait-on, qui voulait le ramener par l'émeute militaire et l'imposer au pays!

Il y avait là malentendu, injustice, qui ne dura pas d'ailleurs. — La garde, comme toute l'armée, ne pensait désormais qu'au salut de la France.

Voulut-on, à l'état-major du maréchal, faire diversion à ces idées, en organisant sur une plus grande

échelle que les escarmouches habituelles, une attaque contre les lignes allemandes, du côté de Peltre et du château de Mercy ?

Des officiers d'initiative avaient, à plusieurs reprises déjà, aidé les habitants des fermes situées entre nos postes et ceux des Prussiens, à rentrer leurs récoltes hors de la portée de l'ennemi. — Le commandant du fort de Queuleu demandait avec instance que l'on occupât le château de Mercy, position dominante, d'où les Français auraient pu tenir tout le pays sous leur action et rejeter l'ennemi à distance. De ce point comme base d'opérations, ils auraient pu pousser jusqu'à la gare de Courcelles, tête de ligne où les Prussiens avaient d'immenses magasins d'approvisionnements. Le mois qui venait de s'écouler, aurait dû, quels que fussent les plans du général en chef, être employé tout entier à de pareilles expéditions. Par sa torpeur, au Ban-Saint-Martin, le maréchal manquait à la fois au devoir et à l'ambition.

Le 27 septembre, le général de Courcy se lança sur Mercy, pendant que le 95e régiment et quelques autres troupes couraient à gauche enlever la ferme de Grange-aux-Bois et le château de Colombey. En même temps, le général Lapasset arrivait avec sa brigade par le chemin de fer, attaquait le village de Peltre, et prenait Mercy à revers.

Les Prussiens perdirent 6 ou 700 prisonniers, sur les différents points où ils furent surpris par ces attaques imprévues. Il faut l'affirmer hautement, là où nos soldats ont pu franchement aborder l'infanterie allemande, à Noisseville, à Peltre, celle-ci ne tint pas, quoi qu'on en ait dit. Ce ne sont pas tant des soldats qui ont manqué à la France, que des chefs à l'armée.

Ainsi cette brillante affaire, lestement enlevée par deux officiers d'entrain et d'énergie, n'eut pas de résultats. De Courcelles, des approvisionnements allemands, il ne fut plus question. Au lieu de tenir, de marcher en avant avec des renforts, on eut ordre d'abandonner les positions conquises et de faire retraite. A peine eut-on le temps de charger quelques voitures de gerbes et de fourrages.

On laissait là 400 milliers de foin à la Grange, au moins autant de gerbes de blé non battues, plus encore à Peltre, à Mercy, à Colombey. A peine étions-nous éloignés que les Prussiens s'emparaient de tout ce que nous avions laissé et le mettaient en sûreté. — Pour nous ôter l'idée de revenir à la charge, dans la matinée même, ils inauguraient de ce côté leur guerre des Huns et livraient aux flammes les châteaux de Mercy et de Colombey, la ferme de la Grange.

Le soir, ils donnaient une heure de grâce aux habitants de Peltre pour quitter le village. Ils y mettaient le feu méthodiquement, avec tactique appropriée, disposant des matières incendiaires dans les maisons faisant tête de rue sous le vent. Les paysans pour avoir appelé les Français, disaient les Prussiens, s'étaient mis sous le coup de la loi militaire allemande, — hors la loi de l'humanité.

De ce jour, où souffrit l'amour-propre de ces victorieux, commencent les incendies qui dévorèrent jusqu'à la fin du blocus ces riches campagnes, ruinèrent ces pauvres habitants qu'on allait faire rentrer, disaient les incendiaires allemands, dans la nationalité allemande, inaugurée ainsi par ces feux de joie et de misère.

Les jours suivants, on fit encore quelques pointes, en avant du 4e corps, du côté du ravin de Châtel, vers la plaine de Thionville. A chaque fois on bousculait l'ennemi surpris au premier abord, preuve de ce que l'on aurait pu faire dès le commencement du blocus, avec des attaques de ce genre mieux combinées et soutenues. On s'emparait de quelques bottes de paille, de quelques sacs de grain ; en représailles, quand les Français s'étaient repliés, les Prussiens brûlaient fermes, granges ou villages.

Ils avaient trouvé ce moyen de nous rendre circonspects, de nous décourager de ces attaques par la vue des désastres qui en étaient la suite.

Toujours dans le but de faire diversion, semblait-il, aux appréciations de la conduite de l'état-major, dont les tentatives de négociations n'étaient déjà plus un secret, on parla d'une marche vers le Nord. Il s'agissait de pousser jusqu'à Thionville qui regorgeait, disait-on, de vivres et de munitions.

Dans les premiers jours d'octobre, on enleva le château de Ladonchamps sur la rive gauche, dans la plaine de la basse Moselle. On s'y établit le lendemain, ainsi que dans la ferme de Sainte-Agathe, où l'on trouva une assez grande quantité de paille, d'avoine et de blé, et où les soldats purent faire une récolte dans des champs de pommes de terre et de betteraves.

Le 7, une autre attaque eut lieu, la dernière et la plus chèrement payée, du côté des Grandes et des Petites-Tapes, hameaux encore intacts, à 1,500 mètres de nos positions. Plusieurs divisions du 6e corps et les grenadiers de la garde furent engagés. L'affaire fut disputée : elle nous coûta 900 hommes hors de combat. L'ennemi en perdit davantage et laissa entre les

mains des Français 600 prisonniers. Mais le résultat de ce combat fut presque nul; la plaine était trop exposée aux feux des hauteurs dominantes pour que l'on pût, sous les obus, y récolter les masses de fourrages dont l'armée avait le plus pressant besoin alors, et auxquels les Prussiens se hâtèrent de mettre le feu.

Depuis longtemps déjà la disette se faisait sentir dans la ville et dans l'armée : arrivait à grands pas la faim, la pâle famine. Il restait encore des chevaux maigres et épuisés à abattre, pour quinze jours, si la faim les laissait vivre jusque-là. La ration de pain avait été successivement réduite à 500 grammes; on la régla à 300. — Le gouverneur de la place ayant obtenu à ce moment la séparation des approvisionnements, la ville se trouvait avoir un peu plus en magasin que l'armée; celle-ci dans quelques jours allait manquer de pain.

A l'état-major on savait n'avoir plus à compter sur le résultat du départ du général Bourbaki : on attendait avec angoisse maintenant, ce qui arriverait des négociations du général Boyer, envoyé depuis le 11 octobre à Versailles.

Dès le 9 octobre, le maréchal avait adressé aux commandants des corps d'armée un mémoire, où énumérant les moyens d'action et les ressources, il avouait qu'il ne restait plus de vivres que pour quelques jours. — Montrant en regard les forces et les ressources allemandes, il concluait à l'impossibilité de continuer une plus longue résistance et à la nécessité de traiter à des conditions honorables.

Les commandants en chef devaient communiquer ce mémoire à leurs généraux de division et demander leur avis. Malgré la misère pressante, le découragement-

ment n'avait pas encore atteint les cœurs. On fut d'avis de traiter, sans doute, mais on était encore disposé à tous les sacrifices, si les conditions de l'ennemi ne maintenaient pas l'honneur des armes.

Nous mettons sous les yeux du lecteur la délibération des généraux du 6ᵉ corps, pour qu'il puisse juger d'après une seule de toutes les autres.

« Le 6ᵉ corps d'armée était composé de quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie, commandées par MM. les généraux Tixier, Bisson, La Font de Villiers, Levassor-Sorval et du Barrail. Bien qu'ils n'eussent jamais été consultés jusqu'alors pour les opérations militaires qui avaient amené cette fâcheuse situation, dans l'intérêt de l'armée, les généraux de division au 6ᵉ corps consentirent à proposer la capitulation suivante :

« N'ayant plus de vivres, l'armée de Metz consen-
» tirait à capituler, à condition qu'elle rentrerait en
» France avec drapeaux, armes et bagages, pour se
» retirer dans une des villes du Midi, s'engageant à
» ne pas servir contre la Prusse pendant le reste de
» la campagne, et que la ville de Metz serait libre de
» continuer sa défense. Si ces conditions n'étaient
» pas acceptées par l'ennemi, nous étions résolus à
» poursuivre un passage, les armes à la main, et à
» nous faire tous tuer plutôt que de nous rendre. »

» Ce procès-verbal, signé par les cinq généraux commandant les divisions du 6ᵉ corps, fut remis au maréchal Canrobert, avec prière de le transmettre au maréchal Bazaine, commandant en chef. »

Le prince Frédéric-Charles n'avait pas sans doute alors d'instructions pour une négociation avec l'armée

française, puisque le général Boyer, premier aide de camp du maréchal, partait le 10 octobre pour Versailles, muni des pouvoirs nécessaires pour poser les bases d'un arrangement.

Il ne pouvait guère être de retour avant le 17, jour où serait distribuée, avait-on dit, la dernière ration de pain qui restait à l'armée.

Pendant son absence, les officiers de toutes armes, désormais au courant des choses, s'interrogeaient avec anxiété sur le résultat de cette négociation ; chaque jour de retard aggravait la position de l'armée ; elle allait se trouver à la fin dans l'impossibilité de s'opposer avec assez d'énergie à des conditions trop dures et de choisir l'alternative d'un dernier effort. Tout semblait douteux et mystérieux ; l'extrémité même que l'on avait attendue pour ces ouvertures était d'une imprudence inexplicable ; chacun disait ses soupçons, ses appréhensions ; chacun faisait son plan pour échapper aux dernières exigences de la nécessité.

Il était évident que rien désormais n'était praticable, que le général en chef lui-même, jusqu'au dernier moment supérieur hiérarchique obéi par la discipline inflexible, ne pouvait rien autoriser.

Il signait sa propre condamnation si à cette extrémité de l'agonie de son armée, qu'il avait vue venir jour par jour, il avait permis, autorisé une lutte jugée par lui-même impossible quand cette armée était pleine de force, d'ardeur et de bonne volonté.

C'eût été clore une série de défaillances, d'affaissements, de fautes, de projets insensés, par une folie.

Plusieurs n'en jugèrent pas ainsi.

« ...Je demandais, dit un des généraux du 6e corps, le général Bisson, qu'on formât une avant-garde com-

posée des bataillons de chasseurs à pied, au nombre de six, et des compagnies d'éclaireurs de tous les corps d'armée, ce qui faisait un total de 10,000 hommes. Si l'on voulait m'en confier le commandement, je me chargeais d'ouvrir un passage à l'armée, en m'emparant des hauteurs boisées qui vont presque jusqu'à Thionville en longeant la rive gauche de la Moselle; par ce moyen, nous tournions les batteries ennemies établies à Saulny, Norroy, Bellevue, Fèves et Semécourt.

» L'armée pouvait, passant au-dessous des bois, éviter l'artillerie placée sur la rive droite de la rivière, et protégée par mes troupes, n'aurait eu à se défendre qu'à l'arrière-garde. Culbutant devant nous les faibles lignes que les Prussiens avaient dans la vallée, nous pouvions, dans la journée, gagner Thionville, et de là nous diriger sur Mézières, en longeant la frontière, au pis aller nous jeter dans le Luxembourg. Malheureusement ma proposition resta sans effet, et Son Excellence ne daigna pas me répondre. »

Enfin le 19 octobre les commandants de corps reçurent du maréchal la communication suivante à transmettre à leurs généraux de divisions, et de ceux-ci aux généraux de brigade chargés de la développer aux colonels et aux officiers des régiments :

« Le général Boyer avait vu M. de Bismarck; celui-
» ci avait promis de solliciter du Roi la réunion du
» Conseil privé, composé de M. de Moltke, de lui,
» M. de Bismarck, et de deux autres personnages.

» Le lendemain, en effet, M. Boyer s'était rendu,
» sur invitation, au Conseil et y avait exposé le but
» de sa mission.

» M. de Moltke, prenant ensuite la parole, avait
» déclaré que, à son avis, l'armée de Metz se trouvant,
» militairement, dans la même situation que l'armée
» de Sedan, ne pouvait prétendre à un sort différent,
» et qu'elle aurait à se rendre prisonnière de guerre.

» M. Boyer s'était récrié, et avait déclaré que
» l'armée de Metz ne souscrirait à aucune condition
» humiliante et que, si on l'y contraignait, elle ne
» prendrait conseil que de son désespoir.

» M. de Bismarck avait ensuite exprimé l'avis que
» quelque analogie qu'il fût possible d'établir entre la
» situation des armées de Sedan et de Metz, au point
» de vue militaire, il existait pourtant une grande
» différence entre les situations, eu égard au temps
» écoulé depuis la capitulation de Sedan, et aux
» intérêts des armes prussiennes à servir aux deux
» époques.

» Il avait ajouté que l'armée de Metz pouvait être
» appelée à jouer un rôle politique, en aidant au ré-
» tablissement de la paix, résultat désiré, mais im-
» possible à obtenir dans l'état d'anarchie où se trou-
» vait la France. Enfin, il aurait donné à entendre
» que tout arrangement dépendait d'un accord entre
» l'armée de Metz et l'Impératrice régente.

» Les choses en étaient restées là à Versailles.

» M. Boyer avait recueilli des nouvelles sur sa route,
» et il rapportait qu'une armée prussienne était en
» marche sur Bourges, que la République rouge
» était proclamée dans les grandes villes du Midi,
» que le Gouvernement de la Défense Nationale n'y
» était pas reconnu, qu'à Paris il ne pouvait tenir
» devant les factieux, et que ses membres s'échap-
» paient, en montant dans les ballons, etc. »

En un mot, le maréchal, enlacé par la nécessité dans les fils d'une intrigue politique, où il s'était laissé prendre par l'espérance d'échapper à la situation impossible où le temps l'avait acculé, cherchait à entraîner l'armée après lui dans cette voie, pendant que le ministre prussien endormait son agonie par un leurre et se jouait de lui.

Les considérations pour lesquelles on disait qu'avait échoué la mission du général Bourbaki, pouvaient déjà faire craindre de voir surgir encore l'obstacle, justement du côté où dans le principe on l'attendait le moins.

Un certain nombre des officiers, réunis après l'allocution de leur général, en rappelant et en contrôlant leurs souvenirs, les rédigèrent en des termes dont ils garantissaient l'exactitude, au moins pour le sens et les développements. On verra combien d'assertions erronées, combien d'appréciations hasardées alors, et de faux bruits s'y mêlaient aux faits réels ; et comment on tirait parti des uns et des autres.

Telles furent donc les insinuations des généraux de brigade à leurs officiers :

« Messieurs, je suis chargé par le général de division, et de la part de M. le maréchal commandant en chef, de vous faire connaître des faits importants qui se sont produits depuis quelques jours. Les approvisionnements de la place de Metz diminuant de plus en plus, M. le maréchal Bazaine a cru devoir entrer en pourparlers avec l'ennemi. Il a désigné le général Boyer, son premier aide de camp, qui s'est rendu à Versailles au quartier général du roi Guillaume. L'empressement avec lequel l'envoyé du maréchal a été accueilli semble prouver que les Prussiens sont

très-désireux de terminer la guerre. Ainsi le général Boyer ayant parcouru en chemin de fer le trajet de Metz à Château-Thierry, le service des trains était interrompu, afin de rendre son voyage plus rapide; à Château-Thierry une voiture aux armes du roi de Prusse l'attendait pour le transporter à Versailles. A peine arrivé, le général est reçu par M. de Bismarck qui transmet au Roi sa demande d'audience; il est aussitôt introduit, et se trouve en présence d'un conseil de guerre, auquel assistent, sous la présidence du roi de Prusse, les principaux chefs de l'armée prussienne.

» Le général Boyer ayant exposé le but de sa mission, le général de Moltke prit la parole, et déclara que dans une question toute militaire, les négociations ne pouvaient être longues. L'armée de Metz devait subir le sort de l'armée de Sedan, et se rendre prisonnière de guerre. M. de Bismarck fit observer que la question politique devait primer la question militaire. Je serais disposé à admettre, continua-t-il, une convention qui permettrait à l'armée de Metz de se retirer sur un point désigné du territoire français, afin d'y protéger les délibérations nécessaires pour assurer la paix. Cette idée était suggérée à M. de Bismarck par les difficultés que faisait naître pour le gouvernement prussien lui-même l'absence de tout gouvernement en France.

» En effet, les renseignements recueillis par le général le long de la route, auprès des chefs de gare et auprès de diverses personnes, les journaux qu'il a pu rapporter, ne laissent malheureusement subsister aucun doute à cet égard : l'anarchie la plus complète règne actuellement en France; Paris investi, affamé,

sans communications extérieures, doit s'ouvrir aux Prussiens dans très-peu de jours ; la discorde civile y paralyse la défense ; les membres du comité de défense nationale ont été débordés. Gambetta et de Kératry sont partis en ballon, l'un est venu tomber à Amiens, l'autre à Bar-le-Duc. Le désordre est au comble dans le midi de la France. Le drapeau rouge flotte à Lyon, à Marseille, à Bordeaux. Une armée de volontaires bretons a été détruite du côté d'Orléans. La Normandie, parcourue par des bandes de brigands, a appelé les Prussiens pour rétablir l'ordre. Le Havre, Elbeuf, Rouen, ont actuellement des garnisons prussiennes, qui concourent avec la garde nationale à sauvegarder la sécurité publique. Un mouvement d'un caractère religieux a éclaté en Vendée; le Nord désire ardemment la paix. La Prusse réclame la Lorraine, l'Alsace, et plusieurs milliards d'indemnité de guerre ; l'Italie réclame la Savoie, Nice et la Corse.

» Cette anarchie, le gouvernement provisoire étant dispersé, les différentes villes ne s'accordant pas quant à la forme d'un gouvernement nouveau, les d'Orléans ne s'étant pas présentés, cette anarchie cause au gouvernement prussien, disposé à traiter de la paix, des difficultés imprévues. Il ne peut songer à établir des bases de négociations qu'en s'adressant au gouvernement de fait qui existait avant le 1er septembre, c'est-à-dire à la régence. On ignore encore si, dans les circonstances actuelles, la régente voudra prêter l'oreille à des propositions pacifiques. Mais en cas de refus, on ne pourrait s'adresser qu'à la Chambre des députés, issue du suffrage universel, et qui représente encore légalement la nation. Toutefois, pour que le Corps législatif puisse se réunir de nou-

veau et puisse délibérer, il faut qu'il soit protégé par une armée française. Tel est le rôle qu'aura sans doute à remplir l'armée de Metz. En attendant le retour du général Boyer, reparti pour Versailles avec de nouveaux pouvoirs, il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée sépare sa cause de celle de la ville de Metz. En attendant qu'elle puisse partir pour aller remplir une nouvelle mission patriotique, elle saura supporter courageusement encore quelques jours de privations. Si vous avez, messieurs, quelques explications nouvelles à demander, je m'empresserai de vous les donner; mais je dois vous dire qu'aucune discussion ne saurait être admise. »

« Après cette allocution, écoutée dans le plus profond silence, la séance a été levée. »

On ajoutait, en outre, que le général Boyer, avant de retourner à Versailles, devait passer en Angleterre auprès de l'Impératrice, afin de recueillir son adhésion à ce qui était déjà préparé et la prier d'entrer tout de suite, comme régente, en négociations pour la paix avec la Prusse.

Quelle était dans tous ces dires, ces aveux, ces réticences, ces affirmations, la part de la vérité? Qui est-ce que l'on trompait ici? L'armée, sans doute, le général, plus certainement encore : on se jouait de cette finesse de soldat pris au piége par plus fin que lui.

Aussi, comment était-il possible de croire que de pareils intérêts, entre deux grandes puissances, dans une telle situation, pussent être traités avec de telles

formes par de tels agents diplomatiques? Malgré ce qu'on dit de l'action des petits moyens dans les grandes choses humaines, il fallait être aveugle, halluciné! Si le maréchal a pensé un instant que la situation pouvait se dénouer pendant les quelques jours qui restaient à l'armée avant de mourir de faim, c'est qu'il était de ces esprits éperdus au moment suprême, qui se jettent les yeux fermés, à corps perdu, sans réfléchir, dans toute illusion qui leur vient à l'esprit au dernier instant du danger.

Ainsi en cinq ou six jours au plus, le général Boyer doit se rendre auprès de l'Impératrice, arrêter avec elle la rédaction d'un traité de paix; courir de là à Versailles, discuter la teneur définitive de ce traité avec le comte de Bismarck, y faire apposer la signature des contractants; arriver enfin à Metz, portant à la main le firman qui donnerait à l'armée, conduite par son chef tout-puissant, la liberté et le droit de courir la France en lui imposant, bon gré mal gré, un gouvernement tel quel, et les conditions de paix de l'ennemi!

L'armée épuisée, à bout de forces, où l'on avait déjà compté sous la tente des soldats morts de faim, ne comprenait, n'attendait qu'une chose, la liberté, — on verrait après. Elle comptait les heures, — en se serrant le ventre, disaient les soldats.

Dans la ville, les têtes, les cœurs se montaient. L'extrémité matérielle n'était pas arrivée encore au même degré que dans les camps.

Les journaux, malgré l'autorité militaire, commentaient les événements, enfiévraient l'attente, constataient le mécontentement déjà universel.

Le 24, le maréchal était informé en même temps,

par le général Boyer et par le comte de Bismarck, que tout espoir d'arrangement avec l'Impératrice régente devait être écarté. Elle avait refusé formellement de se prêter à la combinaison proposée.

Sa pensée était que les Napoléon avaient bien trop porté malheur à la France pour qu'elle voulût encore permettre d'attacher le nom de son fils à ce dernier désastre : un traité qui consacrerait définitivement l'humiliation et la ruine du pays, et dénationaliserait deux provinces françaises !

Un coup de foudre! et pourtant si facile à prévoir!

Le temps avait manqué de parole à la grandeur du maréchal. Sa stratégie politique le livrait pieds et poings liés au grand trompeur de l'époque.

Il fallait capituler sans retard.

Telle fut, en effet, à l'unanimité moins une voix, la décision du Conseil de guerre, réuni aussitôt.

On imagina, dans ce moment suprême, comme les nations antiques envoyaient leurs vieillards en suppliants aux vainqueurs, d'envoyer le général Changarnier, Priam de l'armée, au prince Frédéric-Charles, pour le toucher par le dévouement de cette vieille gloire au malheur de l'armée, et obtenir de meilleures conditions.

— Je ne veux pas m'exposer à subir le sort de Mac-Mahon! avait dit Bazaine dans les premiers jours de septembre.

C'était cependant le sort de Mac-Mahon, les conditions de Sedan qu'il fallait subir! Et, désastre plus déplorable mille fois, entraîner avec soi la chute de l'imprenable boulevard de la France, qui devait être compris forcément, *sine quâ non*, dans la capitulation.

Que pouvait le prince Frédéric-Charles?

— Le prince est si sévère! disait en revenant de sa mission inutile le général Changarnier.

— Je vous souhaite, monseigneur, avait-il dit, avec des larmes brûlant ses vieilles paupières, de ne jamais avoir à subir à la fin de votre carrière, cette douleur de supplier comme moi en vain, et dans un si cruel malheur !

Malgré tous les égards avec lesquels il fut accueilli, le prince ne voulut pas le reconnaître comme représentant des intérêts de l'armée, où il n'avait pas exercé de commandement réel.

On dut encore tenir pour hommage et déférence, cette fin de non-recevoir, qui épargnait les détails de cette misère à ce vieux soldat.

Le général de Cissey fut envoyé à son tour, dans l'espoir d'obtenir du prince les conditions les plus douces accordées par la guerre à des soldats qui ont bravement combattu et fait leur devoir ; à ceux-là, qui avaient subi de si dures et longues souffrances, dont le cœur du soldat vainqueur devait tenir compte au soldat vaincu.

Le prince obéissait à des instructions formelles, on le comprit bientôt. La Prusse voulait partout et toujours, dans cette cruelle guerre, nous faire épuiser jusqu'à la lie le calice amer. Le général Jarras, chef d'état-major général de l'armée, subissait de l'officier général prussien du même grade, avec lequel il se mettait en rapport le lendemain, les conditions les plus dures que puisse imposer la victoire.

Un nouveau conseil de guerre tenu à cet effet dut les accepter : elles étaient formulées ainsi :

Entre les soussignés, le chef d'état-major général

de l'armée française sous Metz, et le chef de l'état-major de l'armée prussienne devant Metz, tous deux munis des pleins pouvoirs de Son Excellence le maréchal Bazaine, commandant en chef, et du général en chef Son Altesse Royale le prince Frédéric-Charles de Prusse,

La convention suivante a été conclue :

Art. 1er. L'armée française, placée sous les ordres du maréchal Bazaine, est prisonnière de guerre.

Art. 2. La forteresse et la ville de Metz avec tous les forts, le matériel de guerre, les approvisionnements de toute espèce et tout ce qui est propriété de l'État, seront rendus à l'armée prussienne dans l'état où tout cela se trouve au moment de la signature de cette convention.

Samedi, 29 octobre, à midi, les forts de Saint-Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queuleu et Saint-Privat, ainsi que la porte Mazelle (route de Strasbourg) seront remis aux troupes prussiennes.

A dix heures du matin de ce même jour, des officiers d'artillerie et du génie, avec quelques sous-officiers, seront admis dans lesdits forts, pour occuper les magasins à poudre et pour éventer les mines.

Art. 3. Les armes ainsi que tout le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de l'armée, munitions, etc., seront laissés à Metz et dans les forts à des commissions militaires instituées par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immédiatement à des commissaires prussiens. Les troupes, sans armes, seront conduites, rangées d'après leurs régiments ou corps, et en ordre militaire, aux lieux qui

sont indiqués pour chaque corps. Les officiers rentreront alors, librement, dans l'intérieur du camp retranché ou à Metz, sous la condition de s'engager sur l'honneur à ne pas quitter la place, sans l'ordre du commandant prussien.

Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux emplacements de bivacs. Les soldats conserveront leurs sacs, leurs effets et les objets de campement (tentes, couvertures, marmites, etc.).

Art. 4. Tous les généraux et officiers, ainsi que les employés militaires ayant rang d'officiers, qui engageront leur parole d'honneur par écrit de ne pas porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits prisonniers de guerre; les officiers et employés qui accepteront cette condition conserveront leurs armes et les objets qui leur appartiennent personnellement.

Pour reconnaître le courage dont ont fait preuve pendant la durée de la campagne les troupes de l'armée et de la garnison, il est en outre permis aux officiers qui opteront pour la captivité d'emporter avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce qui leur appartient personnellement.

Art. 5. Les médecins militaires sans exception resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils seront traités d'après la convention de Genève; il en sera de même du personnel des hôpitaux.

Art. 6. Des questions de détail concernant principalement les intérêts de la ville sont traitées dans un appendice ci-annexé, qui aura la même valeur que le présent protocole.

Art. 7. Tout article qui pourra présenter des doutes

sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Fait au château de Frescaty, 27 octobre 1870.

Signé : L. JARRAS. — STIEHLE.

APPENDICE A LA CONVENTION MILITAIRE EN CE QUI CONCERNE LA VILLE ET LES HABITANTS.

Art. 1er. Les employés et les fonctionnaires civils attachés à l'armée ou à la place, qui se trouvent à Metz, pourront se retirer où ils voudront, en emportant avec eux tout ce qui leur appartient.

Art. 2. Personne, soit de la garde nationale, soit parmi les habitants de la ville ou réfugiés dans la ville, ne sera inquiété, à raison de ses opinions politiques ou religieuses, de la part qu'il aura prise à la défense ou des secours qu'il aura fournis à l'armée ou à la garnison.

Art. 3. Les malades et les blessés laissés dans la place recevront tous les soins que leur état comporte.

Art. 4. Les familles que les membres de la garnison laissent à Metz ne seront pas inquiétées, et pourront également se retirer librement avec tout ce qui leur appartient, comme les employés civils.

Les meubles et les effets que les membres de la garnison sont obligés de laisser à Metz ne seront ni pillés, ni confisqués, mais resteront leur propriété. Ils pourront les faire enlever dans un délai de six mois à partir du rétablissement de la paix ou de leur mise en liberté.

Art. 5. Le commandant de l'armée prussienne prend l'engagement d'empêcher que les habitants soient maltraités dans leurs personnes ou dans leurs biens.

On respectera également les biens de toute nature du département, des communes, des sociétés de commerce ou autres, des corporations civiles ou religieuses, des hospices et des établissements de charité. Il ne sera apporté aucun changement aux droits que les corporations ou sociétés, ainsi que les particuliers, ont à exercer les uns contre les autres, en vertu des lois françaises, au jour de la capitulation.

Art. 6. A cet effet, il est spécifié en particulier que toutes les administrations locales et les sociétés ou corporations mentionnées ci-dessus, conserveront les archives, livres et papiers, collections et documents quelconques qui sont en leur possession.

Les notaires, avoués et autres agents ministériels conserveront aussi leurs minutes ou dépôts.

Art. 7. Les archives, livres et papiers appartenant à l'État resteront, en général, dans la place et, au rétablissement de la paix, tous ceux de ces documents concernant les portions de territoire restituées à la France, feront aussi retour à la France.

Les comptes en cours de règlement nécessaires à la justification des comptables ou pouvant donner lieu à des litiges, à des revendications de la part de tiers, resteront entre les mains des fonctionnaires ou agents qui en ont actuellement la garde, par exception aux dispositions du paragraphe précédent.

Fait au château de Frescaty, le 27 octobre 1870.

Signé : Jarras. — Stiehle.

L'armée était profondément humiliée, blessée dans tous ses instincts, dans l'honneur du drapeau, ce palladium du régiment. — Cent drapeaux! Il y eut des larmes, des cris, des malédictions quand on donna l'ordre de les porter à l'arsenal, pour les brûler, disait l'autorité.

« Les zouaves surtout rongeaient leur frein sans vergogne; ils avaient, la veille, tous recueilli un morceau, une parcelle sacrée du drapeau!

» Quatre officiers des plus jeunes, des enfants de troupe, s'étaient présentés chez le colonel Giraud :

— » Nous voulons sauver le drapeau!

— » Mes enfants, ordre du maréchal de le verser à l'arsenal.

— » Non, déchirons-le, et partageons-nous-en les débris! »

« Le colonel du 84e, croyons-nous, s'était présenté chez le généralissime Bazaine, qui lui refusa une première fois sa porte, mais qui dut cependant le recevoir.

» Le colonel notifia sa résolution de ne pas rendre son drapeau.

— « Il importe pourtant, répondit Bazaine, de le verser à l'arsenal.

— Jamais! moi et mon porte-drapeau, nous nous ferons tuer sous ses plis! »

» L'artillerie de la garde porte le sien à l'arsenal, et exige qu'on le brûle séance tenante.

— « Tout à l'heure! dit-on.

— Tout de suite et devant nous!

— Non! un instant, tout à l'heure.

— Alors, nous le remportons, »

« Et les soldats l'emportent, le déchirent, brisent

la hampe, arrachent l'aigle, et jettent le tout dans la Moselle ! »

Puisqu'il fallait ainsi subir la dure loi du vainqueur, que n'avait-on tout brûlé d'avance, disaient-ils, tout brûlé dès les premiers moments où la chute inévitable parut une affaire de quelques jours encore de résistance à la faim. Pourquoi n'avait-on pas noyé les munitions, détruit les armes en un immense bûcher, comme avaient fait ces Huns vaincus autrefois sur la terre de Mérovée? Pourquoi n'avait-on pas fait sauter, démantelé les forts? L'armée se serait présentée au vainqueur dépouillée, nue, sans matériel, sans armes, sur les ruines amoncelées, comme les Mexicains à Puebla. Qu'aurait pu faire contre l'armée prisonnière, la fureur des froids vainqueurs, de plus que ne faisait en ce moment leur triomphe enorgueilli de tous ces trophées? — les tenir, 150,000, dans des forteresses, au *carcere duro?* Ce n'aurait pas été payer trop cher, après tout, l'honneur sauf et les aigles libres par le feu !

Et la ville ! une émotion terrible s'y répandait. Elle protestait tout entière par la voix de son maire, devant le général commandant. Elle réclamait sa liberté d'action. Le maréchal ne pouvait pas capituler pour la ville; elle avait toujours repoussé toute solidarité; elle avait protégé l'armée sans avoir besoin d'elle; elle ne voulait pas se laisser entraîner dans le désastre. Ainsi se traduisaient hautement ces généreuses indignations, en projets, en inspirations irréfléchies, impossibles.

Il y eut, parmi les militaires et les habitants, une sorte de conspiration d'honneur pour un dernier effort. Des généraux s'offrirent, des chefs de corps, qui

répondaient de leurs troupes. On prit des noms, on dressait les rôles, on se comptait, — 20,000 ! d'autres suivraient, quand il faudrait !

Par un dernier respect de la discipline, on devait attendre, pour agir, le moment où la capitulation signée, il n'y aurait plus d'armée, par conséquent plus de hiérarchie. Était général alors celui que suivraient les soldats! Tout cela se fit avec un calme relatif, une émotion indicible : partout l'ordre,—presque partout. Le général Coffinières n'eut pas grand effort à faire, à la tête de quelques troupes, pour le maintenir : même au milieu des accusations violentes, des reproches exaltés, des protestations ardentes qui accueillaient son passage.

Au-dessous des exaltés, la population profondément humiliée dans son orgueil séculaire : la forteresse inviolée ! La brèche qu'avait défendue le grand Guise, balafré à cet endroit même, en faisant un rempart de sa noble tête ! Et plus profondément encore, dans ces cœurs si français, le pressentiment de la nationalité perdue ! — Qui tient Metz ne le lâche pas !

La proclamation suivante, signée du maire et des membres du conseil municipal, fut affichée à Metz :

Chers concitoyens,

Le véritable courage consiste à supporter un malheur sans les agitations qui ne peuvent que l'aggraver.

Celui dont nous sommes tous frappés aujourd'hui nous atteint sans qu'aucun de nous puisse se reprocher d'avoir un seul jour failli à son devoir.

Ne donnons pas le désolant spectacle de troubles

intérieurs, et ne fournissons aucun prétexte à des violences ou à des malheurs nouveaux et plus complets encore.

La pensée que cette épreuve ne sera que passagère et que nous, Messins, n'avons assumé dans les faits accomplis aucune part de responsabilité devant le pays et devant l'histoire, doit être, en ce moment, notre consolation.

Nous confions la sécurité commune à la sagesse de la population.

F. Maréchal, maire; Boulangé, Bastien, Noblot, Bezançon, Gougeon, Bultingaire, Moisson, Simon Favier, Marly, Sturel, Geisler, Prost, Worms, Collignon, Rémond, Puyperoux, général Didion, Salmon, Bouchotte, Géhin, de Bouteiller, Blondin, Schneider.

Le 28, parut l'ordre du général, adressé aux troupes, en ces termes :

ORDRE GÉNÉRAL A L'ARMÉE DU RHIN.

Vaincus par la famine, nous sommes contraints de subir les lois de la guerre en nous constituant prisonniers. A diverses époques de notre histoire militaire, de braves troupes, commandées par Masséna, Kléber, Gouvion Saint-Cyr, ont éprouvé le même sort, qui n'entache en rien l'honneur militaire, quand, comme vous, on a aussi glorieusement accompli son devoir jusqu'à l'extrême limite humaine.

Tout ce qu'il était loyalement possible de faire pour éviter cette fin a été tenté et n'a pu aboutir.

Quant à renouveler un suprême effort pour briser les lignes fortifiées de l'ennemi, malgré votre vaillance et le sacrifice de milliers d'existences, qui peuvent encore être utiles à la patrie, il eût été infructueux, par suite de l'armement et des forces écrasantes qui gardent et appuient ces lignes : un désastre en eût été la conséquence.

Soyons dignes dans l'adversité ; respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous le méritons. Évitons surtout, pour la réputation de cette armée, les actes d'indiscipline comme la destruction d'armes et de matériel, puisque, d'après les usages militaires, places et armement devront faire retour à la France lorsque la paix sera signée.

En quittant le commandement je tiens à exprimer aux généraux, officiers et soldats, toute ma reconnaissance pour leur loyal concours, leur brillante valeur dans les combats, leur résignation dans les privations, et c'est le cœur brisé que je me sépare de vous.

Le maréchal de France, commandant en chef,

BAZAINE.

Comment l'histoire jugera-t-elle cette proclamation suprême?

Ce document où le malheureux général met en regard de son désastre, de son nom, les titres de gloire et les noms illustres de Masséna à Gênes, de Kléber à Mayence et à Héliopolis, de Gouvion Saint-Cyr à Dresde !

Kléber, à Mayence, ne commandait pas en chef; il signa la capitulation acceptée par son général, et par laquelle la garnison, les fameux Mayençais, rentraient en France libres, avec tous les honneurs militaires, leurs drapeaux, leurs armes et leurs bagages.

Plus tard, bloqué en Égypte, aux offres d'une capitulation moins honorable, il répondit par sa victoire d'Héliopolis.

Masséna, après le mémorable et glorieux siége de Gênes, mourant de faim aussi, exigea et obtint, outre les mêmes conditions d'honneur, que son armée fût rapatriée par les vaisseaux ennemis.

Gouvion Saint-Cyr, à Dresde, pendant les premiers revers de la France, accepta les mêmes conditions, sauvegardant tout l'honneur. — Elles furent, on le sait, violées par l'ennemi.

« Les Allemands, dit un correspondant anglais, sont étonnés eux-mêmes de ce résultat : une armée et une forteresse se rendant à une armée assiégeante seulement un peu plus nombreuse. » — Et la faim?... gentleman!

Le prince Frédéric-Charles adressa le 27 octobre l'ordre du jour suivant aux troupes sous ses ordres :

« Corny sous Metz.

» Soldats de la 1re et de la 2e armée,

» Vous avez livré des batailles, vous avez cerné l'ennemi, vaincu par vous dans Metz, durant 70 jours; jours bien longs, dont la plupart ont ajouté à l'hon-

neur et à la gloire de vos régiments, mais dont aucun n'a laissé une tache. Vous n'avez pas laissé la moindre issue à un vaillant ennemi jusqu'à ce qu'il mît bas les armes. C'est fait.

» Aujourd'hui donc cette armée, qui compte encore 173,000 hommes, la meilleure armée de la France, forte de cinq corps, y compris la garde impériale, a capitulé avec trois maréchaux de France, plus de 50 généraux et plus de 6,000 officiers, et même Metz, l'imprenable!

» Avec ce boulevard, d'immenses approvisionnements en canons, armes et matériel de guerre, sont tombés aux mains du vainqueur.

» Ces lauriers sanglants, vous les avez cueillis par votre vaillance dans la bataille de Noisseville et dans les combats autour de Metz, plus nombreux que les localités d'alentour qui leur ont donné leur nom.

» Je reconnais volontiers et avec gratitude votre bravoure, mais pas seulement cette bravoure. J'estime presque plus haut votre discipline, votre persévérance, votre fermeté patiente, au milieu des privations et des souffrances. C'est ce qui caractérise le bon soldat.

» Le grand et mémorable succès de ce jour a été préparé par les batailles que nous avons livrées avant d'investir Metz, et — disons-le avec reconnaissance — par le Roi lui-même, par les corps qui l'ont suivi dans sa marche en avant, et par tous ces chers camarades qui ont trouvé la mort sur le champ de bataille ou qui ont succombé aux suites de leurs blessures. Voilà ce qui a rendu possible la grande œuvre que vous voyez aujourd'hui accomplie avec la grâce de Dieu : à savoir, la puissance de la France brisée à jamais.

» La portée de l'événement de ce jour est incalculable.

» Soldats, vous qui, à cette fin, avez été réunis sous mes ordres devant Metz, vous allez bientôt vous rendre à de nouvelles destinations. Je dis adieu aux généraux, officiers et soldats de la 1re et de la 2e armée et à la division Kummer, et je vous souhaite de nouveaux succès.

» Le général de cavalerie,

» FRÉDÉRIC-CHARLES. »

Le 29, dès le point du jour, les régiments se dirigèrent successivement vers les forts de Metz, où ils déposèrent leurs armes.

Ils revinrent à leurs bivouacs se préparer au départ; munis de leurs sacs et de leurs pauvres effets, ils s'acheminèrent vers les lignes prussiennes rangées sous les armes pour les recevoir.

Ils vinrent accompagnés, conduits par tous leurs officiers, colonels en tête, chefs de bataillons devant leurs troupes, capitaines devant les compagnies, dans l'ordre de marche.

Après avoir reçu le salut du vainqueur, ces pauvres familles militaires attendaient l'ordre qui devait les séparer en les dirigeant vers les stations de leur captivité sur la terre ennemie, dans l'émotion profonde de la séparation après tant de misères supportées en commun, dans les larmes et les embrassements des adieux.

« A 4 heures du soir, les compagnies françaises qui montaient encore la garde aux différents postes de la ville, aux dépôts et aux arsenaux, ont été remplacées par les Prussiens, deux régiments d'infanterie,

un régiment de cavalerie ayant fait leur entrée dans la ville. Alors le gouverneur militaire allemand, le général von Zastrow, commandant du 7e corps, a pris possession du gouvernement de la ville et de la forteresse, où il me dit qu'il s'attendait à trouver le portrait d'un de ses ancêtres, jadis gouverneur militaire de Metz. La tragédie était terminée, mais il reste encore à en décrire le côté le plus douloureux.

» D'après la déclaration du général von Zastrow, qui occupait le bois de Vaux dans la matinée du 19 août, Bazaine eût pu éviter alors d'être enfermé dans Metz. Lorsqu'il était dans Metz, il eût pu, d'après des rapports venant de cette ville, faire une trouée et rejoindre Mac-Mahon, beaucoup plus facilement que Mac-Mahon n'eût pu le rejoindre, lui Bazaine. Après que l'armée eut mangé la plupart des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie, ceci nécessairement était plus difficile. Mais on affirme, néanmoins, que dans ses mouvements il a manqué de résolution, par suite de l'existence d'un « complot » avec la régence, d'après lequel son armée devait chercher à rester dans l'inaction jusqu'à la conclusion de la guerre dans la France occidentale, et puis être mise au service de la dynastie impériale, avec le consentement des Prussiens; Bazaine lui-même s'attendant, en ce cas, à être gouverneur du prince impérial et régent de fait. Presque tous les habitants de Metz croient ceci, et parmi eux plusieurs personnes influentes me l'ont avoué.

» Pendant toute la durée de l'investissement, Bazaine n'a été vu dans le camp que dans des occasions extraordinaires ; jamais dans les ambulances construites en partie dans les nombreux wagons et voitures sur la Place Royale, et presque jamais dans la ville.

Les autorités civiles devaient l'aller trouver à Saint-Martin. Il ne voulut pas paraître une seule fois à la mairie. C'est à peine s'il a jamais prononcé une parole pour encourager les troupes. Quelquefois Canrobert cherchait à leur donner un peu d'encouragement, exhortant à la patience, et alors les soldats criaient : « Vive Canrobert! A bas Bazaine! »

Telle était l'opinion des Allemands sur le maréchal Bazaine.

Comment était il jugé par les généraux ses contemporains, longtemps ses supérieurs ou ses collègues avant son élévation à la plus haute dignité militaire? Demandons à l'un des plus illustres.

« Bazaine était incapable de commander une si grande armée. Le grand nombre l'a complétement ébahi. Il ne savait point mettre en mouvement ses hommes, il ne savait point opérer avec ses forces. Il n'a point de jugement, point de clairvoyance. Et puis Bazaine est un égoïste, il songe à lui, à sa gloire (la belle gloire!) et non à l'honneur de son pays. Bazaine croyait tout le temps que la paix allait être proclamée, que Paris ne tiendrait jamais, que la guerre allait tomber à plat, et que sa réputation militaire resterait intacte. Ensuite Bazaine espérait que, la paix une fois conclue, il pourrait sortir de Metz avec 150,000 hommes, la fleur de l'armée française, et qu'il pourrait faire accroire à l'opinion publique qu'il était un héros, parce qu'il ne se serait point rendu et aurait tenu Metz envers et contre tous. Et puis voyez cette autre preuve de son incapacité! Après que Bazaine a été poussé dans Metz le 19 août, il aurait pu s'esquiver ou sortir crânement avec toute son armée pendant les derniers treize jours du mois d'août, pendant les trente jours

de septembre et la première quinzaine d'octobre. Cela est d'une certitude absolue. Tout militaire de bon sens vous dira la même chose. Jugez-en vous-même. Il a eu cinquante-huit jours, dans la plus forte des forteresses, pour faire sa sortie avec 150,000 hommes de nos soldats les plus braves et les plus expérimentés.

» Pourquoi Bazaine n'aurait-il point pu sortir avec de pareils soldats, avec une bonne artillerie, une bonne cavalerie, la meilleure infanterie du monde, et tout l'approvisionnement qu'une armée pouvait désirer? Je vous l'ai dit, Bazaine est un égoïste ; il voulait être un héros, et en pensant à la paix qui allait se faire, croyait-il, il se disait : Le monde dira que j'ai tenu à Metz, alors que la France livrait ses forteresses, les unes après les autres, entre les mains de ses ennemis.

» ... Après cela, dans les derniers dix jours de l'investissement de Metz, toute sortie, toute tentative d'échapper ou de faire une attaque, était devenue impossible... »

» Changarnier reprend : « Nous n'avions à Metz que 135,000 soldats. De ces soldats, 25,000 étaient blessés ou autrement incapables, 10,000 étaient malades, la cavalerie et l'artillerie sans utilité, puisque nous n'avions plus de chevaux...

» Quel malheur! (Et ici le général se montra fortement ému.) Regardez les sorties de Bazaine! Il n'a jamais fait un effort sérieux pour se dégager. Jamais! Chaque sortie n'était qu'un simulacre de sortie. C'était pour sauver les apparences et pour rien d'autre. Il y avait encore quatre officiers supérieurs qui avec Bazaine opinaient pour l'inaction. J'ai vu toutes les manœuvres militaires : ce n'étaient que des simulacres. Bazaine et

ses amis n'ont pas agi en soldats; ils n'avaient en vue que leur avenir personnel.

» Les sorties ont toujours été faites avec des forces restreintes, et évidemment sans idée arrêtée de les faire réussir, bien qu'elles fussent fièrement exécutées, comme l'histoire le dira à l'honneur des soldats français... »

Quel malheur! en effet, comme dit le vieux général. Devenir de soldat maréchal de France, et être choisi presque sur la désignation de la confiance du pays, pour relever sa fortune! Tenir dans sa main sa dernière et sa meilleure armée! Manœuvrer sous les yeux de la patrie, sous les palpitations de ses ardentes espérances, qui, de confiance, vous proclament déjà glorieux et grand! Avoir l'occasion, la fugitive déité qu'il faut saisir, pendant des journées devant soi, à sa portée, se livrant, et aboutir à se faire enfermer dans un blocus où l'on reste inerte comme un loup tombé dans une fosse! Se réduire à soutenir la guerre de la faim! Laisser les paysans de France faire sa tâche de soldat, et tomber à ce point de déchéance d'attendre de ces enfants en blouse et en sabots, la délivrance des zouaves et de la garde! Enfin, tendre les poings de 180,000 Français, appuyés sur la première forteresse de la France, aux menottes de 220,000 Allemands qui n'ont pu les vaincre à la bataille! Signer de son nom le plus grand désastre, le plus inouï, le plus incomparable qui ait jamais été inscrit dans les fastes militaires des nations, et s'imaginer que l'on a fait comme Masséna, ou Kléber, ou Gouvion, et.... oser le dire!.

Telle fut la capitulation qu'on appela, à tort, pensons-nous, la trahison du maréchal Bazaine. Le rêve

d'une ambition au-dessus de ses facultés. Une incapacité militaire que les circonstances avaient fait prendre de loin pour du talent : l'inertie de volonté, et le défaut de caractère.

Faut-il dire le dédain dont le frappent la plupart des généraux, des officiers, qui ont servi sous ses ordres. Un seulement :

« De nos jours, le général en chef, fatigué de mener son armée aux champs, se retire de la lutte, se repose pendant deux ou trois mois, temps nécessaire à la consommation des approvisionnements de vivres, puis à jour fixe, fait appointement avec l'ennemi ; il lui livre par contrat une grande place avec forts et châteaux, un grand arsenal de guerre, 150,000 hommes d'excellentes troupes ; il se débarrasse ainsi d'un lourd fardeau que le vulgaire appelle le devoir et l'honneur militaires, et, avec lui, de ce lest encombrant, fruit de l'épargne accumulée du pays. Et, quand rien ne le retient plus, il fait de courts adieux à ses amis et à ses familiers, leur dit : « au revoir, — dans un mois à Paris ! » — monte en voiture, allègre et dispos, se rend en visite à Frescaty et s'en va de là dîner en famille au château voisin. » (G[al] DELIGNY.)

Le commandant qui perd son navire par incapacité est responsable devant un conseil de guerre. Le général qui prend charge d'armée et mène cette armée à un désastre en doit compte au pays, à l'histoire.

Il en doit répondre à la justice du pays.

La France a autre chose à faire aujourd'hui, que d'écouter le plaidoyer que doit faire entendre le maréchal Bazaine. Elle agonise ! Mais elle revivra un jour,

transfixus non mortuus! Blessé à mort, non mort! dit une légende. Jusque-là, comme l'a dit une voix écoutée de la presse belge : « le maréchal a droit aux ménagements que l'on observe envers un accusé. Mais la justice, la vérité, la patrie veulent aussi qu'on fasse savoir tout ce qui s'est passé. »

Et maintenant adieu, noble ville lorraine, orgueil de la chère province qui donna, il y a quatre siècles et demi, la sainte du peuple, Jeanne d'Arc, à la France!

Adieu, boulevard du pays, qui arrêtas sous tes murs, devant les poitrines de tes fils, l'invasion du grand César hispano-germain, Charles-Quint, il y a trois siècles passés.

Moins heureuse aujourd'hui tu n'as pu nous sauver : les mains liées, tu n'as pas été libre de te sauver toi-même.

C'est toi qui payes à l'ennemi, — nos cœurs en saignent! la rançon du désastre de l'armée, du deuil de la patrie!

Mais tu n'as pas vu le pied de l'Allemand fouler tes forts éventrés, ta citadelle rasée; il ne t'a pas réduite à crier merci pour ton salut, ou vaillamment enlevée prise d'assaut! Non, tu n'as pas perdu encore, citadelle de la France, ton antique renom d'inviolée!

Les voûtes de ta cathédrale garderont longtemps, toujours, l'écho de l'adieu que t'a envoyé la France par la voix chrétienne et patriotique d'un des fils de Lacordaire, adieu d'une éloquence de prophète, émue, ardente, inspirée, à la hauteur de la désolation!

« Les peuples aussi ressuscitent quand ils ont été baignés dans la grâce du Christ. Et quand, malgré

leurs vices et leurs crimes, ils n'ont pas abjuré la foi, l'épée d'un barbare et la plume d'un ambitieux ne peuvent pas les assassiner pour toujours! On change leur nom, mais non pas leur sang. Quand l'expiation touche à son terme, ce sang se réveille et revient par la pente naturelle se mêler au courant de la vieille vie nationale.

» Vous n'êtes pas morts pour moi, mes frères, mes amis, mes compatriotes!... Non, vous n'êtes pas morts!

» Partout où j'irai, je vous le jure, je parlerai de vos patriotiques douleurs, de vos patriotiques aspirations, de vos patriotiques colères. Partout je vous appellerai des Français!

» Jusqu'au jour béni où je reviendrai dans cette cathédrale prêcher le sermon de la délivrance, et chanter avec vous un *Te Deum* comme ces voûtes n'en ont jamais entendu! » (Le Père Monsabré.)

Nous pensons devoir conserver, comme renseignement pour l'histoire de la capitulation de Metz, un article de l'*Indépendance des Basses-Pyrénées* qui fit sensation lorsqu'il parut. Les faits, les détails qu'il contient sont-ils toute la vérité, rien que la vérité? L'avenir en jugera, quand ce déplorable épisode du désastre national se dégagera enfin de l'inconnu des intrigues inavouées, de l'irritation du malheur imprévu.

« Les négociations qui ont précédé la capitulation de Metz ont cessé d'être un mystère. Une lettre de l'intendant Baudin soulève un coin du voile qui les couvrait encore, et la communication suivante, que nous avons

reçue de Madrid, en donne vraisemblablement le dernier mot.

Ce document offre d'autant plus d'intérêt, qu'il se borne à rapporter les faits connus de toute la société madrilène, où l'ex-impératrice a non-seulement sa mère et ses parents les plus proches, mais encore une légion d'amis fidèles et dévoués.

Voici cette communication :

Immédiatement après la capitulation de Sedan et la proclamation de la république, M. de Bismarck soumit à l'ex-empereur un projet de traité.

Les bases de ce projet étaient les suivantes : cession de Strasbourg et d'une partie de l'Alsace ; démantèlement de Metz ; abdication de Napoléon III et régence de l'impératrice.

Le traité devait être ratifié par le Sénat et le Corps législatif, qui auraient été convoqués par la régente à Amiens.

L'armée du Rhin devait sortir de Metz avec armes et bagages, sous la condition de ne pas servir contre l'Allemagne pendant trois mois, dans le cas improbable, où le Sénat et le Corps législatif n'auraient pas ratifié le traité de paix.

Bazaine et son armée devaient protéger la réunion des Chambres à Amiens, et rétablir l'ordre à Lyon, Marseille, Toulouse, etc.

Enfin, malgré l'armistice, l'armée allemande devait investir Paris pour réduire par la famine la population qui avait proclamé et organisé la république.

Ce projet de traité, approuvé par l'ex-empereur, fut communiqué au maréchal Bazaine. Celui-ci donna son adhésion, mais stipula pour lui-même des pouvoirs très-étendus et de telle nature, que la régence

ou plutôt la dictature lui eût appartenu en réalité bien plus qu'à l'impératrice.

L'adhésion conditionnelle de Bazaine fut portée à Versailles par le général Boyer. Les conditions posées par Bazaine furent acceptées à Versailles, et le général Boyer partit pour l'Angleterre dans le but d'obtenir la signature de l'impératrice-régente sur un traité tout préparé, et auquel cette formalité seule manquait encore pour être définitif.

Pendant trente-six heures, l'impératrice refusa la signature qu'on lui demandait. A une heure très-avancée de la nuit, fatiguée et sans force pour résister aux obsessions des personnes qui l'entouraient, elle finit par donner sa signature, et le général Boyer prit congé d'elle, ainsi que les personnages bonapartistes qui étaient venus exercer sur elle la pression à laquelle elle avait fini par céder.

Restée seule et livrée à elle-même, l'Impératrice se repentit d'avoir signé. Puis, apprenant dans la matinée que le général Boyer n'était pas encore parti, elle le fit venir, lui redemanda le traité, sous prétexte, dit-on, de faire rectifier une erreur dans la copie qu'elle en avait gardée, le déchira en mille morceaux et congédia le général.

Celui-ci retourna à Metz; la capitulation eut lieu deux jours après. On conçoit que, pendant toutes ces négociations, Bazaine s'était bien gardé de faire une tentative sérieuse pour rompre le blocus, et qu'il avait consommé tous ses vivres dans la crainte de diminuer, par les privations qu'il aurait dû imposer à l'armée, la popularité qu'il avait besoin de garder pour jouer le rôle de dictateur.

Tels sont les faits parfaitement connus à Madrid,

dans tous les cercles où l'Impératrice a de très-proches parents et des amis qui n'ont jamais cessé d'être en correspondance avec elle, et de recevoir d'elle-même les informations qui la concernent.

Son changement de résolution, après avoir signé le traité, a été motivé par la méfiance que lui inspiraient le caractère de Bazaine, son ambition bien connue, et le soin qu'il avait eu de stipuler pour lui-même des pouvoirs excessifs. Elle aurait dit : « qu'elle venait de » se déshonorer sans profit, car Bazaine ne tarderait » pas à la chasser de nouveau, avec son fils, pour gar- » der seul le pouvoir tout entier. »

CHAPITRE XVIII.

LE COMBAT DU BOURGET. — LA REDDITION DE STRASBOURG, DE TOUL. — LA CONSPIRATION DU 31 OCTOBRE. — CARACTÈRE DE TROCHU DEVENU IMPOPULAIRE. — LES SOCIALISTES SONT RÉPRIMÉS.

M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères et vice-président de la défense nationale, après l'insuccès des conférences de Ferrières, crut devoir adresser une circulaire explicative aux agents diplomatiques de la France à l'étranger. Ce remarquable document reproduit par les journaux du temps, doit se retrouver ici sinon dans sa substance intégrale, au moins dans l'esprit qui l'inspira. Il établit que dans une dépêche de lord Granville du 20 octobre, communiquée au cabinet de Berlin, le ministre du Foreign-Office faisait ressortir, avec une grande force de raisonnement, que l'intérêt européen exigeait la cessation de la guerre. L'humanité, la civilisation se soulevaient à la pensée de la condamnation d'une capitale, au sacrifice de tant de personnes innocentes, à la destruction des trésors de l'art, des sciences, de collections historiques

d'une inestimable valeur et impossibles à remplacer.

Dans ses conférences avec les membres du gouvernement du 30 octobre, M. Thiers n'admettait pas que l'idée du ravitaillement de Paris, proportionnel au nombre de personnes et au temps, pût être contesté. M. Jules Favre rectifie les déclarations du comte de Bismarck sur ce point et plusieurs autres; le chancelier de la Confédération du Nord insiste sur les inconvénients auquel un armistice exposerait l'armée assiégeante, sans tenir aucun compte de ceux bien plus grands qu'entraînerait le non-ravitaillement pour la ville assiégée. M. Jules Favre, après plusieurs considérations concernant l'honneur et le devoir prescrit pour la défense de la France, fait cette remarquable déclaration : « Nous avons maudit et condamné cette guerre; quand des désastres sans précédents ont renversé ces criminels instigateurs, pour mettre un terme à cette lutte impie, nous avons invoqué les lois de l'humanité, les droits des nations; nous avons voulu fonder la paix de l'Europe en souscrivant à des sacrifices raisonnables, mais la Prusse a repoussé nos propositions. Elle a porté dans un grand nombre de départements la dévastation et la mort; depuis deux mois elle a investi notre capitale qu'elle menace de bombardement et de famine. C'est pour couronner ce système méthodique de violence qu'elle nous invite à convoquer une assemblée nationale, en partie élue à la pointe de son épée, sous son joug et sommée de délibérer au bruit du canon. Le gouvernement ne considère pas cette combinaison comme praticable. Quel Français ne se révolte devant une pareille idée! Les chefs militaires que la trahison de Sedan a laissés sans ressources ont été forcés d'improviser une armée et son matériel, de

former la garde mobile, d'organiser la garde nationale. Il finissait en concluant que c'était à la Prusse seule que devait être attribuée la responsabilité d'une rupture, montrant qu'elle était déterminée à tout braver pour suivre le cours de la violence et de la politique de conquête. »

Cette pièce restera dans l'histoire des documents diplomatiques de haut style.

Le manifeste de Jules Favre, l'avantage obtenu par nos troupes dans une rencontre à Villejuif, avaient ranimé le courage et la confiance ; néanmoins le parti avancé, les fanatiques de 93, n'abandonnaient pas leurs projets subversifs. Ainsi le gouvernement avait à faire face à un double péril : celui extérieur, aux portes de Paris ; l'autre, non moins redoutable, les émeutiers, dont le *Réveil*, par l'organe de M. Delescluze, posait le programme qui devait plus tard recevoir une si sanglante sanction.

Le voici :

« Donc, demain, disait-il, sans plus de retard, des mesures radicales, énergiques, et entre autres :

» 1° Les élections pour les conseils municipaux des départements et l'Assemblée constituante ajournée à la paix ;

» 2° Les élections pour la commune de Paris, indiquées au plus prochain jour ;

» 3° Suppression de la préfecture de police ;

» 4° Suppression de la magistrature nommée par Bonaparte ;

» 5° Destitution de tous les fonctionnaires appartenant à l'empire ;

» 6° Déclaration publique qu'on ne traitera jamais

avec le roi de Prusse, tant que ses armées seront sur notre territoire ;

» 7° Mise sous le séquestre des biens de tous les ministres, ambassadeurs, sénateurs, députés, préfets, généraux, membres des commissions mixtes ;

» 8° Remplacement des gouverneurs de la Banque et du Crédit foncier. »

Et le journaliste ajoutait :

« Rien de moins ne satisfera le peuple. »

On ne pouvait, avec plus de sans-façon, signifier aux 35 millions de Français qui étaient en dehors de la commune de Paris, leur acte de déchéance.

L'ultimatum en venait à conclure : « Vous n'existez pas pour nous, votre patriotisme n'est qu'un suspect, voilà pourquoi on fera de vous tout ce qu'on jugera devoir être dans l'intérêt de la République et de la Révolution ; inutile de vous consulter, vous n'aurez qu'à vous soumettre. » Voilà les principes et les actes de ces beaux amis du peuple. Leur programme étale tous les biens, la réalité c'est un torrent de désolations et de misères.

Telles étaient les difficultés intérieures en face des périls de l'invasion, le cratère planait au-dessus de la ville, le volcan était en elle-même. M. de Moltke était le Jupiter tenant la première ; les clubs formaient les laves qui font tôt ou tard irruption. En attendant, le grand stratégiste après avoir enveloppé Paris d'un cercle de fer, comptait sur le temps pour recueillir le prix convoité.

Tout le mois d'octobre s'était écoulé dans l'attente d'une attaque de vive force, sinon du bombardement.

La foule qui encombrait les rues, formant sur le boulevard ces ruisseaux d'hommes que l'on voit grossir dans les grandes crises, de même que les fleuves sous la tempête, se disait chaque jour : « C'est pour demain, après-demain au plus tard. » L'abus que Napoléon III avait fait des anniversaires amenait des conjectures analogues pour expliquer les intentions et les projets de Guillaume. Tantôt on supposait le 14, anniversaire de la bataille d'Iéna ; puis on passait au 27, anniversaire de l'entrée de Napoléon à Berlin ; « enfin c'était immanquable pour former le bouquet de la fête de Guillaume, d'Augusta, de Fritz. » Le défaut d'initiative reproché au général Trochu marquait le déclin de la confiance qu'il inspirait au début.

Les Français n'ont pas la patience de l'inertie, il y a dans leurs désirs, dans leur jugement quelque chose de fiévreux ; les César, les Alexandre, les Condé, qui marchent en avant, conquièrent mieux leur approbation que les Fabius Cunctator qui font de la patience l'élément du succès.

Officier distingué du génie, le général Trochu en empruntait la méthode qu'il unissait au caractère obstiné du Breton.

Un écrivain français, M. Francisque Sarcey, a dit : qu'il était de la race de ceux qui enfoncent des clous dans la muraille en usant de leur front comme d'un marteau.

Pendant qu'il achevait le complément des fortifications, les Prussiens poussaient si bien leur circonvallation, qu'un officier allemand put daguerréotyper la situation en ces mots : Il sera aussi difficile à la garnison de sortir de Paris, qu'il le serait à notre armée d'y entrer.

Bientôt le plan de Trochu défraya la caricature et la chanson, sur l'air *On va lui percer le flan;* partout on entendait ce refrain :

Je sais le plan de Trochu
Plan, plan, plan, plan, plan !
Mon Dieu ! quel beau plan !
Je sais le plan de Trochu ;
Grâce à lui rien n'est perdu !

Quand sur du beau papier blanc,
Il eut écrit son affaire,
Il alla porter son plan
Chez maître Ducloux, notaire.

C'est là qu'est l' plan de Trochu
Plan, plan, plan, plan, plan !
Mon Dieu, quel beau plan !
C'est là qu'est l' plan de Trochu !
Grâce à lui rien n'est perdu !

Les reconnaissances faites par Ducrot et par Vinoy qui manquèrent constamment leur but, déteignaient sur les âmes parisiennes. Tel fut l'effet des attaques sans résultat de Thais au 2 octobre, de la Malmaison au 8, de Châtillon, Bagneux et Clamart au 13. C'est ainsi que ces déceptions agaçant l'orgueil parisien, fournirent un sujet à l'explosion du 1er novembre que fit éclater l'échec du Bourget.

Cet épisode qui liait aux causes que nous venons d'indiquer des conséquences graves pour l'avenir, exige qu'on s'y arrête.

Dans les départements, nos armes n'étaient pas plus heureuses qu'à Paris ; l'absence de nouvelles, dans ce cercle de silence, qui retranchait de l'uni-

vers le foyer d'où la lumière émanait jadis, laissait l'empire à toutes les absurdités et contradictions. Mais l'esprit français a tant de ressorts qu'il s'obstinait à espérer contre toute espérance. On attendait les armées de la province et elles ne venaient pas. En revanche, les nouvelles de la prise de Strasbourg et de Toul, transmises par les Prussiens, plaçaient un poids nouveau sur tant de tristesses.

Cependant, les souvenirs de 1792 revenaient sans cesse dans les discours officiels ; aussi à force de répéter et d'entendre les mêmes mots, on finit par croire non-seulement à la possibilité, mais à la certitude de la chose.

Ce fut alors que Gambetta s'offrit à tenter la route périlleuse des airs pour prêter l'appui de sa popularité à la délégation caduque de Tours. En descendant de son ballon, il semblait un messager du ciel; précurseur de la bonne nouvelle, c'est-à-dire du retour de la fortune sous le drapeau de la France.

L'effet fut électrique ; rien ne lui résista ; la France livra à profusion les hommes, l'argent, les vivres ; tout ce qu'elle avait. Les échos oratoires des pronostics favorables redressèrent un moment la foi ébranlée de Paris.

De beaux faits d'armes à Saint-Quentin, où M. Anatole de la Forge, le nouveau préfet, combattit en soldat; l'héroïque dévouement de Châteaudun, résolu de s'ensevelir sous les ruines, furent comme des rayons qui glissaient l'espérance par la porte dérobée des ambassades.

Il en était de même des succès de Bazaine à Metz. Le maréchal était réputé faire des sorties furieuses, infligeant aux Prussiens de grandes pertes ; il devait à

son gré, à l'heure propice, opérer sa fameuse trouée. On vivait de ces illusions, lorsque tombe tout à coup la nouvelle effrayante de la capitulation de Metz, qui renouvelait l'opprobre de Sedan. On n'y croyait pas, les premiers qui l'annoncèrent faillirent être mis en pièces; mais bientôt de toutes parts, on murmurait tout bas :

« Vous savez, le fait est malheureusement vrai. Bazaine a capitulé. »

Il n'y avait plus moyen de lutter, l'échec du Bourget avait contristé Paris ; la capitulation de Metz qui livrait à l'ennemi la forteresse vierge de la France, 180,000 hommes, un matériel immense, rendait disponible la nombreuse armée commandée par le prince Frédéric-Charles.

Devant ce désastre qui présageait l'avenir, celui du Bourget devenait à peine sensible. Un petit effet disparaît toujours devant un grand. Les hommes sont ainsi faits.

Cependant, le devoir de l'historien ne permet pas de le passer sous silence.

Voici comment un témoin oculaire, raconte cette escarmouche :

« Le 28 au soir une compagnie de francs tireurs s'étant glissée près du Bourget, petit village en avant de Saint-Denis, avait surpris le poste qui l'occupait, et après un combat de nuit, qui n'avait pas eu grande importance, s'en était emparé. La position était, à vrai dire, médiocre, et ne valait pas trop la peine d'être conquise ni défendue. Les Prussiens y revinrent au matin, avec des forces plus nombreuses; mais ils attaquèrent mollement, ils furent repoussés. On resta maître du village. Ce n'était qu'un succès d'amour-

propre, car le Bourget ne pouvait servir à rien, et mieux eût valu l'abandonner tout de suite après. Mais on eut le tort de faire sonner bien haut cet avantage à la population parisienne ; on lui annonça, dans une proclamation officielle, qu'on avait élargi le cercle de fer qui nous entourait, et forcé les Prussiens de reculer. Du moment qu'on parlait ainsi, il fallait se fortifier au Bourget, et en faire une tête de ligne sérieuse. Soit négligence du gouverneur, soit oubli du général, on n'envoya ni renforts ni artillerie. Nos soldats, qui avaient déjà passé toute une nuit et tout un jour à se battre, restèrent là, sous une pluie furieuse, les pieds dans la boue, accablés de fatigue et morts de froid. On assure même qu'un grand nombre, ayant trouvé les caves pleines, eurent le tort de s'y enivrer. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'au point du jour les Prussiens revinrent avec toute une division, et pourvus d'une excellente artillerie. Ils couvrirent de feux le Bourget, et tandis que nos soldats, aveuglés par une mitraille infernale, tiraient au hasard, un gros d'ennemis tourna la position. Il fallu se replier ; ceux qui s'obstinèrent à la résistance furent pris ; c'est là que M. Ernest Baroche se fit héroïquement tuer et racheta par une mort glorieuse l'impopularité du nom qu'il portait.

» Le Bourget fut perdu. La perte n'était pas grande, puisqu'on n'en pouvait rien faire, mais l'effet moral fut immense. Le Bourget repris, Metz rendu : c'était trop. »

C'est dans ces tristes conjonctures que les ambitieux, prêts à exploiter les passions et les crédulités populaires, viennent soulever les défiances de cette nombreuse population ouvrière qui couvre Belleville,

Ménilmontant, Clignancourt, qui renferme même une foule de braves travailleurs, qui, s'ils pouvaient voir la vérité des choses, seraient le boulevard de l'ordre; mais il sont trop souvent dupes des habiles, qui risquent tout pour saisir le pouvoir comme source de la fortune.

Il est un mot simple qui a servi puissamment les noirs desseins des chefs de la conspiration socialiste: c'est le nom commune, inscrit sur leur drapeau. Il ne faut pas perdre de vue que depuis 18 ans, Paris a été tenu dans un état d'asservissement, d'ilotisme, tel qu'il n'en existe dans un autre État de l'Europe. Sans parler de l'Angleterre, qui est le gouvernement des républiques municipales sous le couvert du système parlementaire représentif le plus parfait, il suffit de citer la Russie. La commune slave a des institutions et des priviléges à faire envie à la terre des vieux rois francs de droit divin, autrement libéraux et prodigues d'immunités que les empereurs de droit populaire. Sous Louis XIV, les déprédations d'un intendant non responsable n'étaient pas possibles comme elles se sont produites sous l'administration d'un préfet, qui a trouvé le moyen de dépenser 600 millions sans autorisation, sans le concours des administrés, pour se trouver dans l'impossibilité de rendre aucun compte.

Telles sont les monstruosités qui ont amené ce mouvement désordonné. Au fond du reste gît le principe de la représentation communale.

M. Ledru-Rollin, le 28 octobre, rue Haumaire, disait :

« C'est la grande Commune qui a sauvé de l'étranger le sol sacré de la patrie... Lyon l'a déjà instituée; resterez-vous en arrière de Lyon, vous, Parisiens, qui

avez toujours marché à la tête de la Révolution? Ne ferez-vous pas ce qu'a fait Lyon? Vous le ferez ; vous le ferez! Vous êtes décidés à user de votre droit; à vous donner une Commune! Vous nommerez la Commune de Paris!... » Et rappelant que le gouvernement, après avoir promis les élections, les avait ajournées : — « A ce décret, citoyens, ajoutait-il, il faut répondre par l'exercice de votre droit. Pour ce droit pratique, vous n'aurez recours qu'aux moyens les plus pacifiques, car aujourd'hui tout notre sang appartient à la France. Certes il se trouvera bien un maire républicain, qui, comprenant votre droit, ouvrira le scrutin et laissera faire les élections par sections. Les autres maires s'empresseront de suivre ce salutaire exemple... Si vous croyez que la Commune doive donner plus de force pour balayer l'insolent étranger qui nous menace, insistez, agissez, votez! Nous serons dignes de nos pères; nous ferons notre devoir en imitant ce grand peuple et cette grande Commune de Paris, qui, en 92, ont sauvé la France et préparé la République. »

Ces paroles, renchéries encore par MM. F. Pyat, Blanqui et autres, enrôlèrent bientôt les hommes d'action joignant l'exemple au précepte.

A leur tête se distinguait Flourens; il avait rallié au service de la Commune cinq bataillons de la garde nationale; il eut pour lieutenant Sapia qui, le premier, voulut faire marcher ses hommes contre le gouvernement; Mégy qui, ayant tiré un coup de pistolet sur un sergent de ville, avait été condamné à Blois; Vallès, écrivain égaré dans les exagérations du socialisme.

A la voix de ces hommes, une manifestation s'organise contre l'hôtel de ville; en même temps Blanqui

publiait le manifeste de la Commune dans ces termes :

« Nous nous sentons peu à peu rouler désespérément vers l'abîme. La joie sauvage des aristocrates insulte à notre deuil, et le Prussien est là, insensible, guettant dans l'ombre... Où sont les espoirs et les étreintes du premier jour? loin, bien loin de nous, ces heures uniques! il semble que des siècles aient déjà passé sur cette République d'un jour, qu'un jour peut-être va replonger dans le gouffre. — Siècles de cruelles souffrances, d'atroces siècles où des poitrines se sont brisées, où les cheveux ont blanchi. Et pourtant nous l'aimons bien notre République! Aussi malheur à qui l'aura perdue, arrachée de nos mains. Le gouvernement ironique de la défense nationale n'a été qu'une pâle continuation de Bonaparte. Il a tué l'espérance, il a refoulé l'élan. Il a gaspillé ces forces immenses, qui s'appelaient enthousiasme et expansion populaire. Ce qui règne aujourd'hui dans Paris, plus encore que Trochu le Pieux et Kératry le Chouan, c'est le doute, c'est le noir soupçon, Gambetta, Trochu noms historiques qui s'inscriront côte à côte avec Fouché et avec Marmont. »

Le 31 octobre, la bombe populaire bellevilloise tomba sur l'hôtel de ville ; de nombreux gardes nationaux s'y donnent rendez-vous, en criant : Vive la Commune!

L'alarme se répand, le rappel bat ; déjà l'avant-garde de l'armée insurrectionnelle, au nombre de 4,000, avait pris position : des bataillons fidèles au gouvernement s'empressent d'accourir à son secours ; Trochu, le général Tamisier, son chef d'état-major, parcourent les rangs aux cris de : Vive la République! A bas la commune!

Celle-ci voyait ses desseins frustrés; mais ce n'était qu'une retraite momentanée, tout va servir de prétexte pour attiser la défiance et répandre la haine.

M. Thiers avait entrepris une mission de patriotisme que l'habileté et l'autorité du caractère pouvaient seules rendre fructueuse pour l'avenir, si l'occasion favorable s'offrait; il fut représenté comme l'agent des orléanistes; c'était la folie dans l'injustice: il venait de ramener vers la France malheureuse des sympathies qui lui étaient bien nécessaires; l'histoire dira l'étendue de ce service.

Mais les partis et surtout ces forgerons de mensonge veulent-ils voir, veulent-ils juger? Balayons tous ces gens-là, répétaient les chefs de la faction bellevilloise et installons la commune.

La commune pour eux consistait à fournir à MM. Delescluze, Pyat, Blanqui, Flourens et C[ie], le prétexte et les facilités de s'emparer du pouvoir, dût la France périr sous l'étreinte de leurs doctrines ou être crucifiée par ses envahisseurs rencontrant devant eux la révolution.

Était-ce français d'agir ainsi dans un moment où Paris voyait se dresser devant lui des ennemis qu'il ne pouvait chasser? C'était le bombardement, la famine, ces fléaux, auxquels on venait ajouter la guerre civile.

Comment expliquer qu'un peuple soumis à tant d'épreuves n'abjure pas à jamais les systèmes qui recèlent de pareils malheurs, ne confondent dans un commun anathème ceux qui en sont les fauteurs? Toujours est-il que tous les raisonnements, les exhortations de MM. Étienne Arago, de Trochu, de Rochefort lui-même, restent sans effet sur cette foule.

Une députation est introduite à l'Hôtel de Ville dans

la salle des délibérations gouvernementales. On distingue MM. Maurice Joly, Chassaing et Lefrançais. Nous ne saurions mieux faire que de laisser la parole au brillant écrivain, M. Sarcey, qui a peint d'après nature cette scène si émouvante.

Les délégués demandent des explications sur la malheureuse affaire du Bourget; on leur en donne; on met la faute au compte du général Bellemare, qui avait agi sans ordre.

— C'est faux! c'est faux! s'écrie M. Maurice Joly.

Au milieu de l'orage que soulève cet incident, on remet un billet au général Trochu, qui devient fort pâle en le lisant.

— C'est la fin de la France, murmure-t-il.

Le papier n'est autre qu'un projet de décret que les émeutiers veulent imposer au gouvernement. « Les électeurs seront convoqués dans trois jours pour nommer la Commune de Paris ; la Commune se composera de quatre-vingts citoyens, parmi lesquels seront les membres du futur cabinet, responsables envers la Commune, de même que la Commune l'est envers le peuple français. Les pouvoirs de la Commune expireront lorsque le territoire sera évacué par les troupes ennemies et qu'une Assemblée constituante aura pu être régulièrement élue. »

Les membres du gouvernement se retirent pour en délibérer. Mais, sur la place, le tumulte augmente. Des coups de feu sont tirés sans qu'on sache bien d'où ils partent. A la faveur du trouble, nombre de gardes nationaux forcent les portes de l'hôtel de ville et se répandent dans les salles. La manifestation se tourne en révolution. Voilà MM. Delescluze et Félix Pyat dans la place. Ils dressent une première liste, où à la suite de

leurs noms ils mettent ceux de MM. Ledru-Rollin et Dorian. Les fenêtres s'ouvrent, et par les croisées des mains fébriles jettent les noms de nos nouveaux gouvernants. Les listes ne sont pas toutes les mêmes; car en cette heure de désordre, chacun faisait la sienne; mais quelques noms s'y retrouvent toujours, et notamment celui de M. Dorian que la foule voulut, un moment, nommer dictateur, et qui eut toutes les peines du monde à s'en défendre.

Et cependant la salle où se sont retirés les membres du gouvernement est envahie par l'émeute. On les injurie, on les menace. Quelques factieux même les couchent en joue. M. Jules Favre reste impassible, M. Jules Simon trace dédaigneusement quelques dessins sur la table, M. Trochu regarde d'un œil calme les fusils tournés contre sa poitrine.

— Sortez, général, lui dit quelqu'un; on va vous massacrer.

— Je suis soldat, monsieur, répond-il; je dois mourir à mon poste.

Tous attendent la mort; seul, M. Ernest Picard, le ministre des finances, s'est esquivé. Il ne perd point la tête. Il court à son ministère; transmet des ordres aux chefs des bataillons qu'il tient pour fidèles; prévient l'administration des télégraphes; envoie une estafette au général Ducrot, et voilà la générale qui se bat dans tous les quartiers de Paris.

Il est huit heures du soir; les bataillons dévoués s'assemblent précipitamment et accourent. Aux cris de *vive la Commune!* ils répondent par celui de *vive Trochu!* Ils pénètrent dans la place, et c'est miracle que dans la confusion de cette mêlée et dans les ténèbres de la nuit, il n'y ait eu personne d'écrasé ni de tué.

Tandis que ce mouvement s'opérait, on raconte qu'un bataillon de mobiles du Finistère, entrant dans l'hôtel de ville par un souterrain, dont l'issue n'était connue que des familiers, délivra le général Trochu, qui disparut, grâce à une porte dérobée, comme par une trappe de féerie. Deux ou trois autres des membres du gouvernement auraient profité du mouvement pour s'échapper aussi. Il est vrai que Jules Favre et Jules Simon étaient restés aux mains des factieux, ainsi que le ministre Dorian. Mais la partie était désormais perdue pour l'émeute. Les émeutiers cernés dans l'hôtel de ville par des forces supérieures n'avaient plus qu'à se rendre. Le gouverneur Trochu passe devant le front de la garde nationale, massée devant la rue de Rivoli; il est accueilli par de chaudes acclamations; il rentre chez lui; autant en font les citoyens soldats, qui s'écoulent de tous les côtés. Il ne reste au bivouac que trois bataillons de mobiles, qui gardent la place. La révolution est décidément avortée.

M. J. Favre avait fait preuve d'une grande fermeté, en refusant constamment de donner sa démission, parce que, tenant son mandat de la population entière, il ne se retirerait que devant un gouvernement régulièrement élu. Les factieux qui entouraient Flourens demandaient que les membres du gouvernement fussent arrêtés et envoyés à Vincennes. Quelques-uns proférèrent même des menaces.

Vers minuit et demi, sept bataillons de garde mobile étaient concentrés derrière l'Hôtel de Ville, dans lequel les bataillons de Belleville étaient barricadés.

Quelques coups de feu furent tirés sans qu'on pût savoir d'où ils partaient.

L'incident perturbateur, du reste, n'a eu de suite fâcheuse pour personne. Les mobiles n'ont pas même eu à faire usage de la baïonnette, leur seule présence suffit pour dissiper l'émeute.

Les mobiles une fois maîtres de l'hôtel de ville, ont enfermé les factieux dans les caves, les ont fait sortir désarmés et les ont relâchés.

A trois heures du matin tout était rentré dans l'ordre.

Le lendemain, Paris, en s'éveillant, apprit qu'il l'avait échappé belle cette nuit-là. Une affiche signée Dorian et Étienne Arago l'avertissait qu'il avait à nommer, par vote régulier, un conseil municipal; et une autre affiche, apposée quelques heures après, lui enjoignait de ne tenir aucun compte de la première, et que le gouvernement, resté maître de la situation, était fermement résolu à ne pas s'embarrasser d'une Commune. Étienne Arago quitta bientôt après la mairie de Paris, pour occuper d'autres fonctions moins absorbantes. Dorian demeura à son poste où il était indispensable.

M. Trochu, si heureusement délivré, adresse à la population le rapport suivant :

« A l'armistice aujourd'hui proposé, se rattachent d'autres avantages dont Paris peut facilement se rendre compte, sans qu'il faille les énumérer ici. Et voilà qu'on le reproche comme une faiblesse, peut-être comme une trahison au gouvernement de la défense nationale.

» Une infime minorité qui ne peut prétendre à représenter les sentiments de la population parisienne, a profité de l'émotion publique pour essayer de se

substituer violemment au gouvernement. Il a la conscience d'avoir sauvegardé des intérêts qu'aucun gouvernement n'eut jamais à concilier : les intérêts d'une ville de deux millions d'âmes assiégée, et les intérêts d'une liberté sans limites. Vous vous êtes associés à sa tâche, et l'appui que vous lui avez donné sera sa force à l'avenir contre les ennemis du dedans aussi bien que contre les ennemis du dehors.

» Paris, 1er novembre 1870.

» *Le président du gouvernement, etc.*,

» Général TROCHU. »

En d'autres temps, la réaction eût éclaté furieuse, après cette victoire de la bourgeoisie. On sait ce qu'elle fit après les journées de 48. On se contenta d'arrêter quelques-uns des fauteurs de l'émeute, et l'on ne tarda pas à relâcher, les uns après les autres, les plus compromis, les meneurs de l'affaire. Les journaux de leur parti recommencèrent à crier à la trahison, et on les laissa dire. Félix Pyat imprima dans le sien, qu'il avait été, lui, bon citoyen et homme d'ordre, bousculé dans l'hôtel de ville par les *émeutiers* de la garde nationale, et ce fut un éclat de rire universel; on était trop content que cette aventure se fût terminée sans une goutte de sang répandue. On respirait plus à l'aise; on sentait une sorte de soulagement inexprimable à voir tout danger de guerre civile écarté pour le moment, pour n'avoir plus affaire qu'aux Prussiens.

Le gouvernement même jugea à propos de demander un bill d'indemnité. Étrange retour des choses d'ici-bas! tous les hommes qui le composaient avaient-ils assez déblatéré contre le fameux plébiscite, où l'em-

pereur avait mis le peuple français dans la nécessité de voter pour ou contre l'ordre des choses existant, par *oui* et par *non!* Ils eurent, eux aussi, recours à ce mode de suffrage qu'ils avaient tant critiqué, et la ville de Paris confirma leurs pouvoirs, le 6 novembre, par 340,000 *oui*, chiffre rond, contre 54,000 *non*.

CHAPITRE XIX.

GRANDE SORTIE DU 30 NOVEMBRE 1870.

Après avoir déjoué les tentatives factieuses, le gouvernement s'occupa d'une nouvelle organisation de la garde nationale; cette mesure devait nécessairement précéder la grande sortie au succès de laquelle s'attachait l'espoir de la délivrance.

On pourra juger par le décret des forces que l'on réunissait pour l'attaque.

« Art. 1er. Chaque bataillon de la garde nationale sera composé, suivant son effectif, de huit à dix compagnies.

» Art. 2. Les quatre premières compagnies, dites compagnies de guerre, auront chacune un effectif de 100 hommes, cadre compris, dans les bataillons dont l'effectif est de 1,200 hommes et au-dessus, et de 125 hommes cadre compris, dans les bataillons ayant plus de 1,200 hommes. Ces compagnies seront fournies par les hommes valides des catégories ci-dessous, et suivant l'ordre des catégories, et en ne prenant dans l'une d'elles que lorsque la ca-

tégorie précédente aura été épuisée : 1° volontaires de tout âge; 2° célibataires ou veufs sans enfants, de 25 à 35 ans; 3° célibataires ou veufs sans enfants, de 35 à 45 ans; 4° hommes mariés ou pères de famille, de 20 à 35 ans; 5° hommes mariés ou pères de famille de 35 à 45 ans.

» Art. 3. Les autres compagnies, destinées au service de la défense, ayant autant que possible un effectif uniforme, comprendront le reste du bataillon. Elles constitueront le dépôt et fourniront les hommes nécessaires pour combler les vides faits dans les compagnies de guerre. »

Le 28 novembre au soir, la population s'empressait de lire les proclamations suivantes placardées sur les murs de Paris; elles deviennent des pièces historiques.

« Citoyens de Paris,

» Soldats de la garde nationale et de l'armée.

» La politique d'envahissement et de conquête entend achever son œuvre. Elle introduit en Europe et prétend fonder en France le droit de la force. L'Europe peut subir cet outrage en silence, mais la France veut combattre, et nos frères nous appellent au dehors pour la lutte suprême.

» Après tant de sang versé, le sang va couler de nouveau. Que la responsabilité en retombe sur ceux dont la détestable ambition foule aux pieds les lois de la civilisation moderne et de la justice. Mettant notre confiance en Dieu, marchons en avant pour la patrie.

» *Le gouverneur de Paris,*

» Général Trochu. »

« Soldats de la 2e armée de Paris !

» Le moment est venu de rompre le cercle de fer qui nous enserre depuis trop longtemps et menace de nous étouffer dans une lente et douloureuse agonie ! A vous est dévolu l'honneur de tenter cette grande entreprise : vous vous en montrerez dignes, j'en ai la certitude.

» Sans doute, nos débuts seront difficiles ; nous aurons à surmonter de sérieux obstacles : il faut les envisager avec calme et résolution, sans exagération comme sans faiblesse.

» La vérité, la voici : dès nos premiers pas, touchant nos avant-postes, nous trouverons d'implacables ennemis, rendus audacieux et confiants par de trop nombreux succès. Il y aura donc là à faire un vigoureux effort, mais il n'est pas au-dessus de vos forces : pour préparer votre action, la prévoyance de celui qui nous commande en chef a accumulé plus de 400 bouches à feu, dont deux tiers au moins de plus gros calibre ; aucun obstacle matériel ne saurait y résister, et, pour vous élancer dans cette trouée, vous serez plus de 150,000, tous bien armés, bien équipés, abondamment pourvus de munitions, et, j'en ai l'espoir, tous animés d'une ardeur irrésistible.

» Vainqueurs dans cette première période de la lutte, votre succès est assuré, car l'ennemi a envoyé sur les bords de la Loire ses plus nombreux et ses meilleurs soldats ; les efforts héroïques et heureux de nos frères les y retiennent.

» Courage donc et confiance ! songez que, dans cette lutte suprême, nous combattrons pour notre

honneur, pour notre liberté, pour le salut de notre chère et malheureuse patrie, et, si ce mobile n'est pas suffisant pour enflammer vos cœurs, pensez à vos champs dévastés, à vos familles ruinées, à vos sœurs, à vos femmes, à vos mères désolées !

» Puisse cette pensée vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'animent, et vous inspirer le mépris du danger.

» Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation tout entière : je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux ; vous pourrez me voir tomber, mais vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, mais vengez-moi.

» En avant donc ! en avant, et que Dieu nous protége !

» Paris, le 28 novembre 1870.

» Le général en chef de la 2e armée de Paris,

» A. Ducrot. »

« Le Gouvernement de la défense nationale à la population de Paris.

» Citoyens,

» L'effort que réclamaient l'honneur et le salut de la France est engagé.

» Vous l'attendiez avec une patriotique impatience, que vos chefs militaires avaient peine à modérer. Décidés comme vous à débusquer l'ennemi des lignes où il se retranche et à courir au-devant de vos frères des départements, ils avaient le devoir de préparer de puissants moyens d'attaque. Ils les ont réunis ;

maintenant, ils combattent ; nos cœurs sont avec eux. Tous, nous sommes prêts à les suivre, et, comme eux, à verser notre sang pour la délivrance de la patrie.

» A cette heure suprême où ils exposent noblement leur vie, nous leur devons le concours de notre constance et de notre vertu civique. Quelle que soit la violence des émotions qui nous agitent, ayons le courage de demeurer calmes. Quiconque fomenterait le moindre trouble dans la cité trahirait la cause de ses défenseurs et servirait celle de la Prusse. De même que l'armée ne peut vaincre que par la discipline, nous ne pouvons résister que par l'union et l'ordre.

» Nous comptons sur le succès, nous ne nous laisserons abattre par aucun revers.

» Cherchons surtout notre force dans l'inébranlable résolution d'étouffer, comme un germe de mort honteuse, tout ferment de discorde civile.

» Vive la France ! Vive la République !

» *Les membres du gouvernement,*

» Jules Favre, vice-président du gouvernement ; Emmanuel Arago, Jules Ferry, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon.

» *Les ministres :*

» Général Leflô, Dorian, J. Magnin.

» *Les secrétaires du gouvernement :*

» André Lavertujon, F. Hérold, A. Dréo, Durier.

» Paris, le 28 novembre 1870. »

L'émotion produite par la lecture de ces proclama-

tions fut grande; elle n'eût d'égale que l'anxiété du résultat. Chacun se disait : le dénoûment est proche, quel sera-t-il?

Les bruits se propagent d'une diversion de secours du dehors, on sent que sur ce coup de dé d'un combat décisif, c'est le sort de Paris qui se joue.

Un ballon, *le Jacquard*, part de la gare d'Orléans, il était onze heures du soir. A une heure des détonations éclatent, un coup n'attend pas l'autre, ce sont les forts qui ouvrent la partie.

Le 29, les opérations commencent dans la presqu'île de Gennevillers; des fusées, des mortiers répandent le trouble et la mort dans les positions d'Argenteuil et de Besons, occupées par les Allemands; les Français s'établissent dans l'île Marante et au Port-à-l'Anglais.

Le 30, les colonnes conduites par le général Vinoy sur la Gare aux Bœufs et sur l'Hay, s'ébranlent; le contre-amiral Pothuau qui en commandait une, parvient à enlever la position de l'ennemi; ces troupes se composaient des compagnies des 106e et 116e bataillons de la garde nationale et des fusiliers marins; le colonel Valentin, à la tête d'une brigade de la division Mauduit, attaque de son côté de l'Hay, il avait sous ses ordres les 109e, 110e de ligne, les 2e et 4e bataillons garde nationale mobile du Finistère.

Ces deux vaillants chefs arrêtent là leurs troupes, en cela exécuteurs des ordres du général Vinoy, en vue du plan qui devait relier ce mouvement à d'autres opérations.

Tout à coup intervient l'artillerie allemande établie sur les hauteurs de Bruyères; elle retourne la fortune du combat, en écrasant de ses feux l'Hay et

les vaillants soldats qui en avaient pris possession.

Néanmoins, les canonnières, sous le commandement du capitaine Thomassé, en amont du Port-à-l'Anglais, des feux partant du moulin Sacquet, du fort Charenton, gênaient l'ennemi et lui infligeaient de grandes pertes.

Comme il a été dit, ce plan des opérations était complexe; il arrive trop souvent dans la fortune de la guerre qu'un incident imprévu vient faire avorter la combinaison le plus savamment conçue; telle fut en cette occasion la crue subite de la Marne. L'inquiétude naît, l'alarme se répand, le gouvernement fait afficher l'avis suivant :

« Le Gouvernement invite le public à se mettre en garde contre les bruits qui pourraient circuler.

Les opérations militaires entreprises par le gouverneur de Paris sont complexes, elles comportent de feintes attaques et de feintes retraites. Il est donc impossible de rien préjuger en annonçant la prise ou l'évacuation de tel ou tel poste. Les indications de cette nature pourraient parvenir à l'ennemi et lui dévoiler nos desseins.

Les mouvements préparatoires ont été accomplis par nos troupes avec un courage et un entrain qui remplissent leurs chefs d'espoir et de confiance.

En présence d'événements imminents, chaque citoyen doit comprendre que le devoir est la réserve et le calme... »

Comme on a pu le lire, le gouverneur déclare que ses opérations sont complexes... C'est perplexes qu'il a voulu dire! A cette époque, le général Trochu et ses admirateurs criaient à qui voulait l'entendre, que le

général en chef avait un plan dans la boîte aux surprises.

Enfin, le mercredi 30 novembre, l'armée, plus heureuse que la veille, put traverser la Marne et engager le feu avec l'armée saxonne, qui gardait les tranchées de Champigny et le plateau de Chennevières.

Les mouvements et les péripéties de la bataille ne peuvent être mieux décrites que par la série des communications officielles portées à Paris d'heure en heure.

Voici, dans toute sa simplicité, le texte de ces communications.

Champigny, 2 heures.

Le gouverneur de Paris est à la tête des troupes depuis avant-hier.

L'armée du général Ducrot passe la Marne depuis ce matin, sur des ponts de bateaux, dont l'établissement avait été retardé par une crue subite et imprévue de la rivière.

L'action s'engage sur un vaste périmètre, soutenue par les forts et les batteries de position qui, depuis hier, écrasent l'ennemi de leur feu.

Brie-sur-Marne, 4 heures.

La droite a gardé les positions qu'elle avait brillamment conquises. La gauche, après avoir un peu fléchi, a tenu ferme et l'ennemi, dont les pertes sont considérables, a été obligé de se replier en arrière des crêtes.

La situation est bonne. L'artillerie, aux ordres du général Fréhault, a magnifiquement combattu.

Si l'on avait dit, il y a un mois, qu'une armée se formerait à Paris, capable de passer une rivière difficile en face de l'ennemi, de pousser devant elle l'armée prussienne retranchée sur des hauteurs, personne n'en aurait rien cru.

Le général Ducrot a été admirable.

La division Susbielle, qui, en dehors et sur la droite de l'action générale, avait enlevé avec beaucoup d'entrain la position de Montmély, n'a pu y tenir devant des forces supérieures et s'est repliée sur Créteil; mais sa diversion a été fort utile.

Le gouverneur passe la nuit sur le lieu de l'action qui continuera demain.

Rosny, 7 h. du soir.

La fin de la journée a été bonne.

Une division du général d'Exéa ayant passé la Marne, l'offensive a été reprise, et nous couchons sur les positions.

L'ennemi nous a laissé deux canons et a abandonné sur place ses blessés et ses morts.

Saint-Denis, 8 h. du soir.

Ce matin, la brigade Lavoignet, à laquelle étaient adjoints les mobiles de Hérault et de Saône-et-Loire, soutenue par la division de cavalerie Bertin de Vaux, s'est avancée dans la plaine d'Aubervilliers, a occupé Drancy et a continué son opération jusqu'à Groslay.

L'ennemi s'est concentré, avec une nombreuse artillerie, dans ses retranchements, en arrière de la Morée et n'est pas sorti de ses positions.

Dans l'après-midi, avec une vive canonnade des forts

et de la batterie flottante n° 4, la brigade Henrion, sous un feu très-nourri d'artillerie, s'est emparée du village retranché d'Épinay.

Les 135e, deux compagnies de matelots fusiliers et les 1er, 2e et 10e bataillons de mobiles de la Seine ont enlevé le village avec un entrain remarquable.

Le commandant Saillard, du 1er mobiles de la Seine, qui commandait une des colonnes d'attaque, a reçu trois blessures graves.

Soixante-douze prisonniers, dont un aide de camp, des munitions et deux pièces nouveau modèle, sont restés entre les mains de nos soldats.

Aux blessés ci-dessus mentionnés, il faut joindre les généraux Renault et Ladreit de la Charrière.

Cette nuit, une fausse alerte a été donnée au Gouvernement et l'a mis à même de juger avec quel entrain seraient reçus les Prussiens si, profitant de notre mouvement vers le sud-est, ils s'avisaient de nous attaquer au nord-ouest.

Vers dix heures du soir, le général Schmitz a été informé par une dépêche officielle que l'ennemi passait en force le pont de Bezons, menaçant la plaine de Gennevilliers et Courbevoie. Il a pris aussitôt toutes ses dispositions de défense.

Le ministre de la guerre s'est rendu de sa personne au pont de Neuilly. Malheureusement, vers onze heures et demie, une nouvelle dépêche a fait savoir que le mouvement remarqué ne se continuait pas.

On doit le regretter; car s'ils avaient essayé cette entreprise, les Prussiens auraient été convenablement accueillis; ils auraient trouvé chacun prêt à faire son devoir.

En somme, sur tous les points, inspirés par le saint

amour de la patrie, nos soldats se conduisent bravement.

Ils relèvent l'honneur de notre drapeau. Ils nous vengent. Encore un peu, et ils nous sauveront.

La justice de l'histoire commande de rappeler les éloges donnés en cette occasion au général Ducrot : il fut le héros de cette journée. Deux de ses régiments, le 55e et le 42e, firent du côté de Champigny d'intrépides efforts ; c'est grâce à eux que vers le milieu du jour, la trouée de salut était ouverte.

Le général, allant ventre à terre vers les réserves composées de gardes nationales, leur crie :

« — Messieurs, une grande victoire vient d'être remportée. Certains de vos bataillons vont appuyer les troupes de ligne, et demain nous serons à Orléans ; que ceux qui rentrent dans leurs foyers racontent à leurs concitoyens comment les troupes françaises ont fait leur devoir dans la journée du 30 novembre. »

Là se présente un point qui n'est pas suffisamment éclairé, c'est que le général Trochu aurait refusé au général Ducrot le concours des réserves que demandait celui-ci. On les attendait cependant.

Le bruit de leur arrivée s'était déjà répandu, les gardes nationaux s'écriaient avec assurance : « Marchons, 80 mille, 300 mille, et, s'il le faut, avec les vieux, 600 mille ! »

Toujours est-il que le 1er décembre, les Allemands reprennent l'offensive, les premiers assaillants sont fauchés par l'enthousiasme français ; la fureur est au comble, mais ils versent et accumulent à chaque instant de nouvelles forces ; les 30,000 hommes de Ducrot sont débordés.

Le 2 décembre, ordre est donné de repasser la Marne; le 4, la retraite accomplie émotionnait Paris par la vue de ces bataillons décimés; le 35e et le 42e régiments, le 110e, posté à Chevilly, le 57e, au village d'Épinay, avaient payé à la mort un tribu désolant.

Voici la proclamation que le général Ducrot publia :

Vincennes, 4 décembre 1870.

Soldats,

Après deux journées de glorieux combats, je vous ai fait repasser la Marne, parce que j'étais convaincu que de nouveaux efforts, dans une direction où l'ennemi avait eu le temps de concentrer toutes ses forces et de préparer tous ses moyens d'action, seraient stériles.

En nous obstinant dans cette voie, je sacrifiais inutilement des milliers de braves, et loin de servir l'œuvre de la délivrance, je la compromettais sérieusement ; je pouvais même vous conduire à un désastre irréparable.

Mais, vous l'avez compris, la lutte n'est suspendue que pour un instant; nous allons la reprendre avec résolution; soyez donc prêts, complétez en toute hâte vos munitions, vos vivres, et surtout élevez vos cœurs à la hauteur des sacrifices qu'exige la sainte cause pour laquelle nous ne devons pas hésiter à donner notre vie.

CHAPITRE XX.

L'ÉTAT MORAL DE PARIS. — NOUVELLES SORTIES EN DÉCEMBRE. — ATTAQUE DU BOURGET.

A cette grande sortie d'autres tentatives secondaires avaient correspondu sur la ligne de l'est de Paris. La division Susbielle qui s'était établie un moment sur le plateau de Montmesly, avait dû le céder à des forces supérieures.

A Drancy, il n'y avait eu qu'une insignifiante escarmouche.

C'est dans cette situation que la nouvelle de la dénonciation du traité de 1856 par la Russie, vint atteindre Paris. Avec l'illusion à laquelle le Français est trop enclin, on se mit à croire que l'Angleterre sortirait de sa torpeur. Chacun déjà voyait un branle-bas général. On comptait sans la prudence pleine de mesure de la politique anglaise, qui a tant de portes pour échapper aux difficultés qu'elle préfère tourner par la diplomatie, plutôt que de les aborder de front, au hasard des batailles.

Au milieu de ces rêveries dont la nation se paye

trop souvent, la lettre suivante arrive au général Trochu par le soin de l'état-major prussien :

« Versailles, le 5 décembre 1870.

» Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est occupée par les troupes allemandes. Si toutefois Votre Excellence jugeait à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerai pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

» Agréez, mon général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur.

» *Le chef d'état-major,*

» Comte de Moltke. »

A cette communication, M. Trochu, qui n'a pas seulement la bravoure bretonne, mais encore l'esprit français, avait répondu :

« Paris, 6 décembre 1870.

» Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes. J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que Votre Excellence m'indique.

» Agréez, etc.

» *Le gouverneur de Paris,*

» Général Trochu. »

Tout en admettant un fonds de vérité dans cette nouvelle, l'opinion en atténuait la gravité. Aurelles de Paladine qui inspirait une juste confiance, restait l'espoir de l'heure. On sait l'idolâtrie française pour les hommes qu'elle adopte. Seulement c'est dans ce pays plus que tout autre, que l'acclamé de la veille est le proscrit du lendemain.

Voici que des messagers ailés, deux pigeons partis avec le ballon *le Daguerre*, apportent les dépêches suivantes :

A gouverneur de Paris.

« Rouen occupé par Prussiens qui marchent sur Cherbourg. Population rurale les acclame. Orléans repris par ces diables. Bourges et Tours menacés. Armée de la Loire complétement défaite. Résistance n'offre plus aucune chance de salut. — (*Signé*) A. LAVERTUJON. »

C'était un tour des Allemands qui avaient pris les pigeons, mais tout n'était pas faux.

La ville d'Orléans avait été reprise, et l'armée d'Aurelles de Paladine, qui la défendait, coupée en deux. — « Coupée en deux! ripostaient les incorrigibles Parisiens; cela fait deux armées. Bonne affaire! »

Mille rumeurs analogues circulaient, mais voici une autre occasion de courir sus aux Prussiens.

Le Bourget était occupé par les Prussiens, et ils doivent de là, dit-on, bombarder et brûler Saint-Denis.

Le 20 décembre, Trochu se hâta de publier l'avis suivant :

« Le gouverneur est parti ce soir pour se mettre à

la tête de l'armée, des opérations de guerre importantes devant commencer demain, 21 décembre, au point du jour. Tous les mouvements de troupes se sont exécutés avec la plus grande régularité, et à l'heure qu'il est, il y a plus de cent bataillons de garde nationale mobilisée en dehors de Paris.

De puissantes diversions vinrent seconder l'attaque vers la droite. Le général Vinoy occupa Neuilly-sur-Marne, Ville-Évrard, où le général Blaise périt. Vers le Mont-Valérien, le général Noël s'élançait sur Montretout, Buzenval et Longboyau, Faure, capitaine du génie, parvint à s'établir à Chiard.

Les marins escaladèrent le Bourget, la hache à la main. — Leur impétuosité balaya tout, mais l'artillerie vient une fois de plus annuler ces Bayards, en les foudroyant.

Le compte rendu officiel de cette journée permet d'en suivre les moindres phases. Le voici :

L'attaque, annoncée la veille et commencée dès le matin sur un grand développement, n'a été interrompue que par la nuit. Sur notre droite, les généraux de Malroy et Blaise, sous les ordres du général Vinoy, ont occupé heureusement Neuilly-sur-Marne, Ville-Évrard et la Maison-Blanche. Le feu de l'ennemi a été éteint sur tous les points où il avait établi des batteries pour arrêter notre action, à la suite d'un combat d'artillerie très-vif. Le général Favé, commandant l'artillerie de la 3e armée, a été blessé. Le plateau d'Avron et le fort de Nogent ont appuyé l'opération.

Dès le matin, les troupes de l'amiral de la Roncière ont attaqué le Bourget. Elles étaient composées de marins, de troupes de ligne et de gardes mobiles de la Seine. La première colonne, qui avait pénétré dans

le village, n'a pu s'y maintenir. Elle s'est retirée après avoir fait une centaine de prisonniers qui ont été dirigés sur Paris.

Le général Ducrot fait alors avancer une partie de son artillerie, qui engage une action très-violente contre les batteries de Pont-Iblon et de Blanc-Mesnil. Il occupe ce soir la ferme de Groslay et Drancy.

Du côté du Mont-Valérien, comme nous l'avons dit, le général Noël, vers 7 heures du matin, faisait une forte démonstration à gauche sur Montretout, au centre sur Buzenval et Longboyau, en même temps que, sur sa droite, le chef de bataillon Faure, commandant du génie du Mont-Valérien, s'emparait de l'île du Chiard. Au moment où cet officier supérieur y pénétrait à la tête d'une compagnie de francs tireurs de Paris, il fut blessé très-grièvement. Le capitaine Haas, qui commandait cette compagnie, fut tué.

La garde nationale mobilisée fut engagée avec les troupes. Tous ont montré une grande ardeur. Le chiffre de nos blessés n'est pas très-considérable, eu égard au vaste périmètre sur lequel se sont développées les opérations. Cependant, les marins et la garnison de Saint-Denis ont fait des pertes assez sérieuses dans l'attaque du Bourget, qui d'ailleurs avait été fort contrariée par une brume intense très-gênante pour l'action de notre artillerie. Le gouverneur passe la nuit avec les troupes sur le lieu de l'action.

Voici le rapport de l'amiral de la Roncière sur cette attaque du Bourget, le 21 décembre :

Le vice-amiral, commandant en chef, au gouverneur de Paris, au fort d'Aubervilliers.

Conformément à vos ordres, nous avons attaqué le

Bourget ce matin. Le bataillon des marins et le 138e, sous l'énergique direction du capitaine de frégate Lamothe-Tenet, ont enlevé la partie nord du village, en même temps qu'une attaque, menée vigoureusement par le général Laroigne dans la partie sud, se voyait arrêtée, malgré ses efforts, par de fortes barricades et des murs crénelés qui l'empêchaient de dépasser les premières maisons dont on s'était emparé.

Pendant près de trois heures, les troupes se sont maintenues dans le nord du Bourget, jusqu'au delà de l'église, luttant pour conquérir les maisons une à une sous les feux tirés des caves et des fenêtres et sous une grêle de projectiles. Elles ont dû se retirer : leur retraite s'est faite avec calme. Simultanément, une diversion importante était effectuée par les 10e, 12e, 13e et 14e bataillons des gardes mobiles de la Seine et une partie du 62e bataillon de la garde nationale mobilisée de Saint-Denis sous le commandement supérieur du colonel Dauthemont. Enfin, au même moment, le 68e bataillon de la garde nationale mobilisée de Saint-Denis se présentait devant Épinay, tandis que les deux batteries flottantes nos 1 et 4 canonnaient le village, ainsi qu'Orgemont et le Cygne d'Enghien, qui ripostaient vigoureusement. Nos pertes sont sérieuses, surtout parmi le 134e et le 138e. Bien que notre but n'ait pas été atteint, je ne saurais assez louer la vaillante énergie dont nos troupes ont fait preuve. Cent prisonniers prussiens ont été ramenés du Bourget.

DE LA RONCIÈRE.

La nuit qui suivit la lutte fut très-tranquille et très-froide. Quelques coups de canon à peine ont été tirés

du côté d'Avron. Du Mont-Valérien au Bourget, sans en excepter Saint-Ouen et Saint-Denis : les artilleurs des forts et des redoutes n'ont songé, à l'exemple des Prussiens, qu'à se préserver contre la bise et à prendre du repos. On remarquait seulement les signaux échangés par nos guetteurs de l'Arc-de-Triomphe et de Montmartre. De ce dernier point au Moulin-à-Vent de la Galette, une longue gerbe de lumière électrique, projetée tantôt sur Orgemont, tantôt sur Argenteuil, irradiait le ciel noir et révélait à notre état-major les mouvements des troupes de renfort de l'ennemi, courant sans doute de Saint-Germain et de Bezons à Gonesse, à Blanc-Mesnil et aux autres positions menacées par notre première attaque.

Rien ne pouvait ébranler le courage et la confiance. On se consola de cet échec à l'écho des élégies des journaux allemands; ils déploraient leurs pertes et la continuation de la lutte.

Enfin venait le raisonnement si naturel mais si peu fondé, en guerre, du nombre des hommes à opposer à la puissance de la tactique : « Nous sommes 4 à 5 millions contre 500,000 ennemis : chacune de leurs victoires les rapproche de la défaite ! »

Telles étaient les chimères avec lesquelles on se dissimulait l'inévitable destin.

Cependant l'hiver exagérait ses rigueurs. Le thermomètre descendait, à Paris, à 12 degrés centigrades. La Seine charriait des blocs d'énormes glaçons, la terre durcie était rebelle aux pioches pour ouvrir les tranchées.

Les soldats souffraient du supplice de la gelée qui les engourdissait à leurs postes. Tels que les Huns les Allemands oints de graisse, enveloppés de peaux de

moutons, étaient mieux défendus contre la bise et la paralysie.

Le découragement commençait à laisser éclater ses premiers symptômes.

Mais là il est une justice à rendre au citoyen de Paris : ce n'était pas les énergumènes de Belleville qui brûlaient d'aborder l'ennemi, c'était cette bourgeoisie de tous les rangs que le patriotisme poussait au combat. La culture de l'esprit jette dans l'âme cette foi et cette constance que le malheur loin d'abattre ne fait qu'accroître.

Paris n'était donc plus qu'une ombre de lui-même. C'est ainsi que finit cette lugubre année. On ne pouvait croire que des maux plus grands encore étaient réservés à celle qui allait suivre. Ceux qu'on appelait les *Borusses*, contre les procédés spoliateurs desquels notre voix n'a cessé de s'élever, devaient être éclipsés par d'autres, ceux-là mêmes qui faisaient retentir l'anathème contre les dévastateurs de nos villages.

Mais ces Spartiates de paroles, maîtres plus tard de Paris, par la plus étrange et la plus fatale des révolutions, ont perfectionné la réquisition prussienne qui s'autorisait du droit de la guerre. Ils en ont fait le vol organisé, ils y ont joint le pillage et le meurtre, confondant dans la même ruine la fortune publique et la propriété particulière.

Ils n'ont pas borné leurs insultes et leurs dévastations sur ce qui est du domaine terrestre, ils s'en sont pris à celui qui règne sur les temps et dispose des peuples ; ils ont commencé par la rage prêtrophobe ; ils ont poussé le délire jusqu'à abolir Dieu.

Le règne de ces impies s'évanouira dans l'exécra-

tion du monde ; les assassinats qu'ils commettent ne sont qu'un prélude de leur propre suicide.

Revenant au siége, nous le rencontrons dans sa plus terrible phase. Voici un rapport militaire sous la date du 27 décembre qui annonce comme une réalité ce que l'on ne croyait être qu'un épouvantail :

« L'ennemi a démasqué ce matin des batteries de siége contre les forts de l'Est, de Noisy à Nogent, et contre la partie nord du plateau d'Avron. Ces batteries se composent de pièces à longue portée.

» En ce moment, onze heures, le feu est très-vif contre les points indiqués, et comme cette canonnade pourrait être le prélude d'un bombardement général de nos forts, toutes les dispositions sont prises dans le but de repousser les attaques et de protéger les défenseurs.

» Cette nuit on a entendu du Mont-Valérien deux fortes détonations, qui peuvent donner à penser que l'ennemi a fait sauter le pont du chemin de fer de Rouen. Le fait sera vérifié dans la journée. — Dès le matin, l'ennemi a fait sauter la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roi.

» Cet ensemble de faits tendrait à prouver que l'ennemi, fatigué d'une résistance de plus de cent jours, se dispose à employer contre nous les moyens d'attaque à longue distance qu'il a depuis longtemps rassemblés. »

CHAPITRE XXI.

APERÇU RÉTROSPECTIF. — ASPECT DES ENVIRONS DE PARIS AVANT LE BOMBARDEMENT. — L'AUDACE DE L'ALLEMAGNE CROÎT AVEC SES PRÉTENTIONS.

La fatale journée de Sedan présageait pour la France de nouvelles catastrophes qui s'étaient succédé, en effet, avec une rapidité propre à laisser peu d'espérance. L'aspect des campagnes qui environnent cette petite forteresse présentait un tableau de désolation et de carnage qui accuse les auteurs de cette guerre sanglante; la captivité de l'Empereur offrait une belle occasion de paix.

L'excitation allemande pousse en avant et ne reconnaît plus de frein ; la lutte continue, le vainqueur veut entrer triomphalement à Paris. La France a perdu sa dernière armée régulière que la capitulation a rendue prisonnière en livrant au roi Guillaume un matériel qui était tout l'espoir de la France.

Il s'était avancé sans obstacle au cœur d'un pays qu'aucune armée ne couvrait plus. Quelques jours avaient suffi pour porter les envahisseurs sous les

murs de la capitale, qui n'a que ses murailles à opposer à la marche de la Prusse. C'est aux Tuileries que le successeur du grand Frédéric prétend dicter la paix et imposer à la France l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine.

Mais Paris a frémi de stupeur en apprenant le désastre qui permettait à l'ennemi de s'établir jusque sous ses murs : livré à ses seules ressources, sans armes, sans canons, sans défenseurs, tout espoir paraissait perdu et le triomphe de la Prusse assuré. Cependant on avait réuni les épaves de nos forces militaires ; les forts qui protégent la cité avaient été armés des pièces de l'artillerie de marine; les remparts sont en état, et bientôt prêts à repousser l'agresseur. Cette ville, sans défenseurs, a une population immense dans laquelle elle trouvera une garde citoyenne disposée à tous les sacrifices. En quelques jours cent mille jeunes mobiles arrivent de la province; à cette nouvelle armée se joignent bientôt les quelques braves qui avaient pu échapper au désastre et qui accourent par groupes à la défense du pays. Le corps du général Vinoy, arrivé trop tard sur le champ de bataille de Sedan, était parvenu à opérer une heureuse retraite sur Paris, où il forma le noyau de la nouvelle armée régulière qui s'éleva promptement au chiffre de 70,000 combattants. Avec la jeune garde nationale mobile qui fournit 100,000 défenseurs, il y eut en peu de temps 170,000 hommes à opposer à la marche des armées prussiennes. La garde nationale sédentaire organisa ses bataillons et bientôt 400,000 hommes purent être affectés au service des remparts et au maintien de l'ordre.

Le roi de Prusse établit son quartier général à

Ferrières, dans le château du baron de Rothschild; dans les deux camps on s'apprête donc à continuer la lutte. L'humanité aura de nouveaux et sanglants combats à déplorer; les pertes seront d'autant plus douloureuses que sur les champs de bataille on se disputera la victoire en accumulant des ruines immenses au sein même de la capitale.

Aux approches de l'armée prussienne les environs de Paris furent abandonnés par les habitants naguère heureux et paisibles que le fléau de la guerre allait réduire à la misère. Le voisinage de cette magnifique cité fut transformé, comme on l'avait annoncé, en un véritable désert, où nos ennemis ne trouvèrent qu'une triste solitude. Le bois de Boulogne n'est plus, les charmantes villas sont détruites, et s'il reste encore quelques vestiges des forêts si fréquentées jadis par une bruyante jeunesse, c'est que la nature en a empêché la destruction. Le temps devint pluvieux, il fallut renoncer au projet d'incendier ces asiles d'un aspect si riant.

Que sont devenues ces contrées prospères de l'industrie ! ces manufactures ! ces grands entrepôts de commerce qui alimentaient une population si nombreuse ? Tout a disparu sous la terrifiante invasion !

Les Parisiens aimaient le chalet que le bas prix des terrains leur faisait placer en dehors des fortifications. Là ils étaient affranchis des taxes de l'octroi, le dimanche ils s'y reposaient, à l'aise, du travail de la semaine. Mais le décret qu'imposent les exigences de la guerre a balayé ces charmants asiles, détruit les arbres et les fruits, brûlé les haies qui bordaient les maisons et les champs. Les fermes ont été

démolies, les fermiers ruinés ; et d'heureux qu'ils étaient, ils sont aujourd'hui errants et fugitifs.

Nous pouvons donc compter parmi les plus touchantes misères de ce déplorable conflit, la destruction de tant de biens acquis par les efforts soutenus du travail et dont l'anéantissement confond dans une ruine commune les familles de la population suburbaine.

En un jour de malheur on vit s'effondrer l'œuvre de tant d'années de prospérité, et disparaître tout ce que le goût et l'art avaient réuni dans les attrayantes campagnes des bords de la Seine. Qui pourrait mesurer l'étendue de ces ruines !

A ces pertes incalculables et individuelles, il convient d'ajouter celles qui seront supportées par la nation, pour l'accomplissement de cette œuvre de destruction qui commençait l'établissement de la défense. Sans doute, il y aurait déjà dans leur chiffre de quoi nous étonner. Mais pour bien juger des funestes événements qui ont précédé le siége de Paris, il faut entendre les sanglots des femmes et des enfants chassés du foyer par la crainte de l'ennemi qui s'avance, il faut considérer la douleur de tous ces fugitifs dont le cœur est brisé par leur ruine consommée, et plus encore par la vue des blessés, sans compter le deuil des familles et de la patrie.

Voilà les premiers effets d'un siége qui n'aurait pas dû avoir lieu. Paris semblait une ville trop grande, trop riche, composée de classes ayant des intérêts trop divers pour être exposée à la ruine et à l'incendie. En effet, cette capitale, par son crédit et ses relations commerciales, a ses destinées liées à la fortune de tous les peuples de l'Europe : elle est une patrie commune

à toutes les nations, qui seraient frappées d'un coup terrible, si le vandalisme pouvait parvenir à porter le fer et le feu au sein de cette cité splendide. C'est un attentat à la civilisation, c'est violer le palladium des intérêts de l'univers hospitalier. Qui de nous n'a pas frémi à la pensée que Paris pouvait avoir à supporter les horreurs d'un bombardement? Sa réalisation alarme, frappe les intérêts commerciaux et financiers des neutres : la mort plane sur des hommes parlant tous les langages, appartenant à toutes les races. Eh bien! ces enfants des deux hémisphères ont supporté la menace incessante de périr foudroyés ; aussi avons-nous vu partout naître de chaleureuses sympathies pour notre malheureuse France à mesure que le danger grandissait, et qu'on menaçait d'anéantir instantanément des fortunes immenses, des établissements admirables de tout genre, des musées, des bibliothèques qui servaient à la Prusse aussi bien qu'à la France, à l'Europe comme au reste de la terre.

Néanmoins, si terribles que fussent les angoisses de tous les peuples, si légitimes qu'aient pu être les craintes de la population de Paris, exposée à une prise de vive force, après un bombardement, rien ne put ébranler le courage des défenseurs.

De tous côtés on s'attendait à de lâches défaillances. La presse anglaise annonçait la chute prochaine de Paris, dont les habitants ne sauraient renoncer pendant quinze jours aux charmes de leurs habitudes de luxe et de plaisir. Mais la grande cité retrouva le mâle courage et la vertu stoïque qu'on ne lui supposait plus; elle a supporté les privations avec une énergie que l'ennemi lui-même est forcé d'admirer.

L'armée prussienne, après son étonnante victoire

de Sedan, crut la France vaincue et prête à se soumettre à toutes les exigences du vainqueur.

Si la Prusse avait fait la guerre à l'Empereur, comme l'avait assuré le roi, elle eût offert la paix au nouveau gouvernement de la France. La force qui s'est attestée par de tels succès, doit faire de la clémence le plus rayonnant fleuron du diadème de sa gloire. Mais la victoire de Sedan ne suffit plus.

A Berlin il y eut de frénétiques explosions de joie provoquées par chaque succès; l'opinion publique faisait cause commune avec l'ambition du monarque. Les diverses capitulations ajoutaient aux immenses trophées que la capitulation de Sedan avait livrés à l'ennemi.

« A Paris ! » avait été le cri de l'armée envahissante : les soldats de Guillaume veulent arborer le pavillon allemand sur les palais de Tuileries.

Une résistance sérieuse n'est plus jugée possible, « la France n'a plus d'armée, il n'y aura pas d'opposition. »

Mais si ces calculs de l'orgueil germanique devaient être longtemps déçus par les remparts de Paris et leurs défenseurs, ceux-ci ne pouvaient rien contre la visite des bombes prussiennes; ils se montrèrent intrépides : la faim seule devait les vaincre.

CHAPITRE XXII.

BOMBARDEMENT DE PARIS. — DERNIÈRE PÉRIODE DU SIÉGE DE PARIS.

Voici l'avant-dernier acte de cette tragédie, le bombardement. Il va conduire vite au dénoûment, c'est-à-dire à la capitulation.

Le 27 décembre au matin, la scène épouvantable s'ouvre par les feux sur les forts de l'Est, Rosny, Noisy, Nogent. Ils étaient les sentinelles incommodes gardant la route d'Allemagne d'où venaient à l'ennemi ses provisions. Bicêtre, Montrouge, Vanves et Issy deviennent aussi le point de mire d'une grêle désagréable, celle des projectiles.

La préférence des canonniers allemands se porte sur ce dernier fort qui protégeait le Point-du-Jour. Rien ne saurait suppléer aux détails fournis par le *Journal officiel* :

On lit dans le *Journal officiel* :

« Nous donnons les résultats officiellement connus du bombardement de Paris à partir du 5 janvier, jour

où le bombardement a commencé à atteindre la population civile, jusqu'à la tombée de la nuit du 13 au 14.

» Ces résultats sont ceux qui ont été constatés par MM. les commissaires de police et qui ont été déclarés par eux à la préfecture. Il est malheureusement possible qu'ils ne soient pas entièrement complets.

» Nous faisons précéder les détails d'un résumé qui en présente l'ensemble :

» *Du* 5 *au* 6 *janvier.* — Pendant la nuit du 5 au 6, les batteries de l'ennemi, dirigées jusque-là sur les forts, ont bombardé les quartiers de Montrouge, de l'Observatoire, du Luxembourg, du Val-de-Grâce, du Panthéon. Le boulevard Saint-Michel, la rue Saint-Jacques, la rue Gay-Lussac, le cimetière de Montrouge, le Champ-d'Asile, la rue d'Enfer, la chaussée du Maine ont reçu beaucoup d'obus, et il en est également tombé un grand nombre entre les ponts d'Auteuil et de Grenelle, sur la route de Versailles, à la villa Caprice, rue Boileau, rue Hérold, rue de la Municipalité. Plusieurs maisons se sont effondrées, et des dégâts plus ou moins sérieux ont été constatés dans vingt-six propriétés.

» Il y a eu cette nuit-là 10 victimes, dont 5 morts.

» *Du* 6 *au* 7. — Le bombardement a continué pendant la nuit du 6 au 7 sur l'intérieur de Paris. Les quartiers qui ont particulièrement souffert sont ceux du Val-de-Grâce, de Notre-Dame-des-Champs, de Plaisance, de Javel, de Grenelle et d'Auteuil. Il y a eu cette nuit-là encore d'importants dégâts dans beaucoup de propriétés particulières, et dix habitants ont été atteints, dont quatre mortellement.

» *Du* 7 *au* 8. — A partir de sept heures du soir,

les projectiles ont recommencé à tomber dans l'intérieur de Paris. Les batteries de Châtillon dirigeaient leur feu sur le Panthéon, et celles de Meudon sur le quartier de Grenelle. Aux abords des Invalides et de l'École militaire, il est tombé une centaine d'obus, et un grand nombre d'autres près de l'Observatoire, dans le jardin du Luxembourg, rue de Fleurus, rue de Madame, boulevard Saint-Michel, rue du Bac; puis, d'un autre côté, à Grenelle et à Auteuil. De sept à neuf heures et demie du soir, on a compté 120 coups de canon par heure. Beaucoup de propriétés ont été endommagées, et il y a eu dans la nuit quinze victimes, dont deux morts.

» *Du* 8 *au* 9. — Dans la nuit du 8 au 9 et la matinée du 9 janvier, les projectiles sont tombés en très-grand nombre sur la rive gauche. Les guetteurs de nuit ont compté point à point, 900 coups de canon partis des batteries ennemies, de neuf heures du soir à cinq heures du matin, dont les projectiles ont atteint principalement les 5e arrondissement (Panthéon), 6e (Odéon), 7e (Invalides), 14e (Observatoire), 15e (Vaugirard). Des dégâts ont été constatés dans 60 immeubles particuliers.

» Parmi les édifices publics atteints, on citera le Val-de-Grâce, la Sorbonne, la bibliothèque Sainte-Geneviève, les églises Saint-Étienne-du-Mont, Sainte-Geneviève, Saint-Sulpice et de Vaugirard, la prison de la Santé, la caserne du Vieux-Colombier, le dépôt de la Compagnie des omnibus; enfin des projectiles sont arrivés dans le Jardin du Luxembourg, et jusqu'à la rue Clément, à 550 mètres du Pont-Neuf.

» Il y a eu dans la nuit 59 victimes : 22 morts et 37 blessés.

» *Du* 9 *au* 10. —Le bombardement a redoublé d'intensité pendant la nuit du 9 au 10. On a compté plus de 300 obus qui sont venus tomber dans les quartiers Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, du Val-de-Grâce, Notre-Dame-des-Champs, de l'École-Militaire, de la Maison-Blanche, de Montparnasse et de Plaisance. En deux heures, il en est tombé 50 aux abords du Panthéon, et ils ont causé sur plusieurs points des dommages importants. Un incendie qui a éclaté dans un chantier de bois du quartier de la Gare a pu être circonscrit promptement. Diverses maisons de refuge et des ambulances ont été atteintes, notamment l'hôpital de la Pitié, la maison de Sainte-Pélagie, la maison des frères de la doctrine chrétienne. Le nombre des victimes s'est élevé cette nuit à 48 : 12 morts et 36 blessés.

» *Du* 10 *au* 11. — Pendant la nuit du 10 au 11, le bombardement de la rive gauche a été très-intense. Les obus ont principalement atteint les quartiers des Invalides, du Panthéon, de Saint-Sulpice, de la Sorbonne, du Jardin-des-Plantes. Ceux de Vaugirard et de Grenelle en ont été littéralement criblés, ainsi que le constate le rapport des guetteurs de nuit (poste des Invalides), qui ont compté, de neuf heures du soir à trois heures du matin, 237 coups tirés par les batteries prussiennes, 89 obus ayant éclaté sur Vaugirard, et 28 sur Grenelle et le faubourg Saint-Germain, jusqu'au haut du quartier Mouffetard. Les objectifs semblaient être le palais du Luxembourg, le Panthéon et le Val-de-Grâce, en raison du grand nombre de projectiles tombés dans le jardin (23 obus) et dans les rues avoisinantes de Fleurus, de Madame, d'Enfer, de l'École de Médecine, du Val-de-Grâce, des Feuillantines.

» Les édifices atteints sont : l'École polytechnique, l'École pratique de médecine, le couvent du Sacré-Cœur, l'hospice de la Salpêtrière, le bâtiment principal de l'Assistance publique, l'usine Cail, la maison du docteur Blanche. Enfin, 8 incendies se sont déclarés, et 50 propriétés particulières ont été plus ou moins sérieusement dégradées.

» *Du* 11 *au* 12. — Le bombardement a continué pendant la nuit du 11 au 12; 250 coups de canon ont été tirés par les batteries prussiennes, et 125 obus ont éclaté sur divers points de la rive gauche, notamment dans les quartiers du Val-de-Grâce, Notre-Dame-des-Champs, École militaire, Montparnasse, Plaisance : rues Mouffetard, Monge, Port-Royal, Notre-Dame-des-Champs, boulevard des Invalides, rue Nationale, avenue d'Italie, Chaussée-du-Maine.

» Les édifices atteints sont : l'École normale, l'église Saint-Nicolas, l'Institution des jeunes aveugles (cinq victimes), les hospices de l'Enfant-Jésus et de la Maternité (cinq élèves sages-femmes blessées), la boulangerie des hospices. Trois incendies, éteints grâce à la promptitude des secours, se sont déclarés, et l'on a compté 43 immeubles dégradés.

» *Du* 12 *au* 13. — Malgré un épais brouillard qui n'a pas permis de constater tous les effets du bombardement, on a compté 250 obus qui ont éclaté sur Paris, et dont les quartiers du Jardin-des-Plantes, Notre-Dame-des-Champs et Croullebarbe ont principalement subi les effets.

» Beaucoup d'obus sont tombés dans le Jardin-des Plantes, ainsi que sur la Boulangerie centrale située rue Scipion; divers établissements publics ont été atteints; l'institution des Jeunes-Aveugles, l'hôpital de

Lourcine, l'ambulance de Sainte-Périne, celle des Dames-Augustines, la Compagnie des petites voitures ; cinquante-huit maisons particulières ont été fortement endommagées, notamment rue de Lourcine et boulevard Arago. Enfin on compte 13 victimes, 2 tués et 11 blessés.

» En récapitulant le nombre des victimes, on trouve les résultats ci-après :

Du 5 au 6,	5 tués	5 blessés	10 victimes.
Du 6 au 7,	4 —	6 —	10 —
Du 7 au 8,	2 —	13 —	15 —
Du 8 au 9,	22 —	37 —	59 —
Du 9 au 10,	12 —	35 —	48 —
Du 10 au 11,	3 —	10 —	13 —
Du 11 au 12,	1 —	20 —	21 —
Du 12 au 13,	2 —	11 —	13 —
Total. . .	51 tués	138 blessés	189 victimes.

» Sur les 51 victimes tuées, il y a 18 enfants, 12 femmes, 21 hommes.

» Sur les 138 victimes blessées, il y a 21 enfants, 45 femmes, 72 hommes.

» Total : 39 enfants, 57 femmes, 93 hommes. »

Le numéro du *Journal des Débats* du 10 janvier contient les détails suivants sur les effets du bombardement de Paris :

« Les batteries prussiennes, jusqu'ici, s'étaient montrées prodigues envers le 14e et le 5e arrondissement. Hier et aujourd'hui, leur ligne de tir s'est élargie,

sans toutefois, fort heureusement, avancer beaucoup plus que les jours précédents ; ainsi les obus n'ont pas discontinué pendant la soirée d'hier, la nuit et pendant la matinée, de visiter presque en même temps, les 4e, 5e, 6e, 7e, 14e, 15e et 16e arrondissements.

» Mais nous constatons avec une légitime satisfaction que, si l'on considère la quantité extraordinaire de projectiles lancés sur les quartiers de la rive gauche, les obus ont fait plus de bruit que de besogne. En effet, les accidents n'ont pas été aussi nombreux qu'on pouvait le redouter et que l'on craignait d'avoir à l'apprendre. Néanmoins, beaucoup d'habitants des arrondissements indiqués plus haut ont cru prudent les uns de fuir vers la rive droite, les autres de passer la nuit dans les sous-sols.

» Sur un boulevard de la rive gauche, un obus, en tombant sur le pavé, a éclaté, et les éclats ont brisé les devantures d'un magasin de nouveauté et d'un café. D'autres éclats ont détérioré un balcon situé au cinquième étage. Un entablement sur le côté droit de l'église de la Sorbonne, rue Gerson, a été labouré profondément. Le projectile a détaché des pierres de taille énormes, dont l'une mesure un mètre de long sur soixante centimètres de large environ. Un peu plus loin, un second obus, en éclatant sur le trottoir, s'est attaqué au soubassement.

» Dans la cour de la gymnastique du lycée Louis-le-Grand, où a lieu ordinairement la distribution des prix, deux bombes ont fait successivement explosion.

» Les parents des élèves ont été prévenus aussitôt, jusqu'à nouvel ordre, que les classes seraient suspendues.

» Les maîtres et les professeurs qui habitent au lycée se réfugiaient dans les sous-sols.

» Rue Saint-Jacques, on aperçoit les traces d'un obus qui a complétement descellé les deux battants d'une épaisse et solide porte cochère.

» Rue des Ursulines, une femme qui tient une petite boutique de mercerie rue Saint-Jacques, a été atteinte par un éclat d'obus qui l'a très-grièvement blessée à la jambe. A peu de distance, plusieurs personnes auraient été grièvement blessées.

» Ce matin, un enfant qui passait rue des Feuillantines, au moment où une bombe venait d'éclater, a reçu sur différentes parties du corps des éclats qui l'ont assez grièvement blessé.

» A gauche de l'hôpital militaire, deux grosses pierres de taille ont été détachées du couronnement d'une ancienne croisée ogivale. Un projectile serait si malheureusement tombé, qu'en éclatant dans l'intérieur d'une salle, il aurait blessé grièvement un malade.

» Vers onze heures, une compagnie du 21e bataillon de la garde nationale sédentaire était réunie près du boulevard Saint-Michel et se disposait à se rendre à l'exercice, lorsqu'un sifflement avant-coureur de l'arrivée d'un projectile se fait entendre. Les soldats n'ont que le temps de se garer et de se baisser; la bombe éclate en frappant un pignon au quatrième étage.

» L'établissement des sœurs carmélites a encore reçu des projectiles. L'un d'eux a perforé le mur de clôture, cependant très-épais. Un autre est venu éclater au milieu du grand jardin. Un autre incident s'est produit dans cette même rue; un obus s'est abattu en

biais sur la loge d'une maison où déjà samedi il en était tombé deux; boiseries, portes, fenêtres, tout a été brisé là. Malgré ces dégâts, personne n'a été atteint; et cependant on aperçoit à tous les étages, à droite et à gauche, les traces des éclats du projectile.

» Sur le boulevard Saint-Michel, en l'espace de quelques minutes, un obus brisait l'entablement d'une maison au quatrième étage, un autre démolissait un balcon en pierre, un troisième s'abattait sur une façade à la hauteur d'un second étage, faisant crouler une partie du mur, et en descendant, effondrait un balcon de l'école égyptienne dans une longueur de trois mètres environ. A quelques pas de là, la devanture d'un marchand de comestibles bien connu dans ce quartier a été brisée par les éclats d'un projectile tombé sur le trottoir. Trois autres maisons ont été éclaboussées à plusieurs étages par les éclats du même obus.

» Rue Racine, une bombe est venue éclater dans une pharmacie et a occasionné la mort d'un pauvre enfant de treize ans. Un peu plus loin, la toiture d'une maison a été fortement endommagée par un autre projectile, qui est allé ricocher en face sur la boutique d'un fabricant de presses, dans la cave duquel il s'est introduit. L'explosion a causé des dégâts assez graves.

» Rue de Vaugirard, un obus en s'abattant a brisé les devantures d'un café et d'un papetier. Un autre projectile tombé au 5e étage dans cette maison a déterminé un commencement d'incendie qui a été promptement éteint.

» Rue Servandoni, une bombe a atteint une che-

minée, démoli une partie de la toiture d'une maison et, suivant un mur, est venu éclater dans une cour.

» Un projectile est tombé sur le côté droit de la chapelle de la Vierge, à l'église Saint-Sulpice. Il a éclaté extérieurement. A l'intérieur de la chapelle, on aperçoit un morceau de mur brisé représentant à peu près la largeur circulaire du culot de l'obus dont le passage a été arrêté par une charpente qui se trouve en ce moment mise à jour par le choc. Les débris de la voûte se sont projetés en éclaboussures sur la peinture murale qui se trouve au-dessus de l'autel de la chapelle.

» Le culot de l'obus est resté fixé sur la charpente dont nous venons de parler.

» Un second projectile est tombé sur la toiture de l'église, mais sans la percer.

» Cette nuit, rue du Four-Saint-Germain, à l'intérieur d'une maison, un obus a perforé un mur au deuxième étage et a éclaté en dehors. Les éclats ont brisé tous les carreaux, à droite et à gauche.

» Près du marché Saint-Germain, un projectile pénètre par le haut de la boutique d'un emballeur, traverse le plancher et éclate dans la cave. L'explosion a produit ce singulier résultat : toute la devanture du haut en bas est descellée et se trouve rejetée en arrière sur le pavé.

» Rue d'Assas, une bombe est également entrée dans une boutique, a brisé le plancher et éclaté dans le sous-sol.

» Deux obus sont tombés sur la prison militaire de la rue du Cherche-Midi.

» C'est l'institution Saint-Nicolas, située rue de

Vaugirard et qui est dirigée par les Frères, qui a été le plus péniblement éprouvée.

» Cette nuit, un obus a traversé la toiture, a pénétré dans un dortoir où reposaient douze élèves et a éclaté. Quand on est accouru, on a trouvé cinq cadavres. Les sept autres jeunes enfants étaient blessés plus ou moins grièvement.

» Quelques maisons de la rue du Regard ont été atteintes. Un obus a pénétré par la toiture d'une maison qui sert d'ambulance municipale, et a éclaté au milieu d'un salon.

» Un peu plus loin, une bombe tombe dans une cour, brise une quantité de branches énormes d'un arbre très-élevé, suit fort heureusement cet arbre dans sa longueur et vient éclater sur le sol. Près de là, c'est un entablement qui a été brisé au quatrième étage et un pignon qui a été abattu par un autre projectile.

» Il en est tombé beaucoup rue de Rennes. Sur l'une des maisons de cette rue, on aperçoit un balcon au cinquième étage qui a été brisé, et l'obus en suivant le mur a démoli un balcon à l'étage inférieur.

» Entre Saint-Séverin et les bâtiments de l'Hôtel-Dieu, on a entendu éclater des projectiles.

» Vingt-deux obus sont tombés sur l'hôpital de la Pitié ; un d'eux a pénétré dans une grande salle où plusieurs femmes étaient couchées et a éclaté. Un éclat est venu casser le bras d'une des malades.

» Le docteur Broca a dû procéder à l'amputation du bras de cette infortunée.

» Trois autres malades ont été tuées et quatre blessées.

» Le toit de l'hôpital a été entamé en deux endroits.

Le mur qui fait face au Jardin-des-Plantes a été également percé. Un escalier en pierre a été entièrement ruiné.

» Quelques projectiles sont tombés sur les baraquements établis pour les ambulances militaires dans le Jardin-des-Plantes.

» Les blessés et les employés ont dû se réfugier dans les bâtiments du côté du quai.

» La serre des orchidées est complétement détruite ; perte 600,000 fr.

» Le collége Rollin et le lycée Napoléon ont été atteints assez sensiblement, ce dernier dans son ambulance. Plusieurs personnes ont été blessées. On a jugé prudent de transporter dans les caves les malades de l'ambulance.

» Entre l'Odéon et l'École de médecine, cinq maisons ont été atteintes d'une manière grave. Un magasin de papeterie a été effondré par le projectile qui a brisé en deux endroits une forte colonne de fonte soutenant la charpente de la devanture. Au haut d'un hôtel garni, deux personnes ont été grièvement blessées : un Américain a eu le pied emporté, au moment où il se déchaussait pour se mettre au lit ; il a été transporté à l'ambulance américaine.

» L'Odéon a aussi reçu un obus sur la toiture de sa façade. Son drapeau d'ambulance a été traversé par un des projectiles. Une maison de la rue de l'Odéon a eu une cheminée et plusieurs pièces des hauts étages démolies.

» Un obus est tombé rue des Écoles, dans un chantier de construction. Il a réduit une pierre de taille en petits morceaux.

» Au dépôt des Petites-Voitures, à Grenelle, un

obus est tombé dans une écurie et y a tué seize chevaux.

» Un obus, ayant traversé la toiture de l'imprimerie Lahure, a été amorti dans sa chute par des rames de papier.

» Rue Gay-Lussac, 13, un obus qui venait de traverser les maisons voisines est venu éclater sur le palier du troisième étage entre le concierge et un locataire qui ont été miraculeusement préservés. Toutes les vitres de la maison, la vaisselle, les meubles ont été brisés sur le passage du projectile. »

Le 21 janvier, le bombardement portait ses rigueurs sur les forts et la ville de Saint-Denis. O barbarie ! c'est la vieille basilique qui devient la cible. Le 22, la nécropole des rois et des grands capitaines que leur avait associés la gloire, reçoit 120 obus qui viennent profaner l'asile de ces cendres illustres. L'incendie s'allume dans la ville sur divers points. Paris n'en recevait pas moins incessamment ces visiteurs de destruction et de mort. Ils s'acharnent aux établissements religieux, philanthropiques, scientifiques qui se trouvent en grand nombre dans la partie sud. La croix de Génève, cet étendard de l'apostolat charitable béni par les blessés, ne couvre plus ceux qui l'abritent ; plusieurs ambulances, de même que l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, sont impitoyablement frappés.

On ne saurait imaginer l'aspect de désolation qu'offrait le vaste périmètre où avait sévi le bombardement.

Dans les parties, objet des feux convergents des batteries de Sèvres et de Meudon, ce n'étaient que

maisons détruites, murailles crevassées, un chaos de ruines. Un officier a pu dire avec vérité qu'il semblait qu'un violent tremblement de terre, comme on en voit sur la côte du Mexique et du Pérou, avait opéré ce bouleversement.

Le cimetière d'Auteuil offrait aux regards les monuments de la mort jonchant le sol.

Rien n'est capricieux comme l'obus, il varie ses effets comme la foudre; les gigantesques canons Krupp ont figuré dans cette macabre qui lancent des boulets de 94 kilogrammes.

Qu'on veuille se figurer les ravages que peuvent produire 1,500 canons de tout calibre (de 12 à 96).

Les mortiers non moins destructeurs étaient de la partie; on avait accumulé devant Paris pour approvisionner ces bouches affamées de la destruction, 750,000 charges, soit 500 coups par pièce.

La division du service correspondait à cet immense armement, 125 compagnies de siége comprenant chacune 200 hommes, c'étaient 25,000 artilleurs pour ces saluts à faire pleuvoir dans Paris.

Dans la nuit du 8 au 9 janvier 50 obus ont éclaté près du Panthéon. Les Invalides, cet hospice de la bravoure, ne fut pas respecté. Le Muséum du Jardin des Plantes fut détruit, avec sa précieuse collection et la serre des orchidées reconnue pour être la plus complète du monde.

O ombre des Buffon, Jussieu, Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, savants qui aviez légué à l'univers vos travaux immortels, vos mânes ont dû frémir! votre glorieuse mémoire ne sert qu'à mieux témoigner d'une barbarie égale à celle qui fit maudire les incendiaires de la bibliothèque d'Alexandrie.

Tel est le sommaire général de cette affreuse exécution sur la plus belle ville du monde, sur la métropole des arts et de la civilisation.

Néanmoins, elle ne put ébranler le courage de Paris et déterminer la soumission de ses habitants ; il fallut la famine ; elle amena la capitulation.

Nous ne pouvons passer sous silence l'énergique protestation du gouvernement de la défense nationale, concernant le bombardement de Paris :

« PROTESTATION CONTRE LE BOMBARDEMENT DE PARIS.

» *Le Ministre des affaires étrangères aux Représentants de la France à l'étranger.*

» Monsieur,

» L'armée prussienne bombarde Paris ; la capitale du monde civilisé est livrée à une violence injustifiable. Le Gouvernement a cru devoir la caractériser dans la protestation ci-jointe que je vous prie de vouloir bien transmettre en copie au ministre des affaires étrangères du Gouvernement près duquel vous êtes accrédité.

» Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

» JULES FAVRE. »

Paris, ce 9 janvier 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Gouvernement de la défense nationale.

Nous dénonçons aux cabinets européens, à l'opinion publique du monde, le traitement que l'armée prus-

sienne ne craint pas d'infliger à la ville de Paris.

Voici quatre mois bientôt qu'elle investit cette grande capitale et tient captifs ses deux millions quatre cent mille habitants.

Elle s'était flattée de les réduire en quelques jours. Elle comptait sur la sédition et la défaillance.

Ces auxiliaires faisant défaut, elle a appelé la famine à son aide.

Ayant surpris l'assiégé privé d'armée de secours et même de gardes nationales organisées, elle a pu l'entourer à son aise de travaux formidables, hérissés de batteries qui lancent la mort à huit kilomètres.

Retranchée derrière ce rempart, l'armée prussienne a repoussé les offensives de la garnison.

Puis elle a commencé à bombarder quelques-uns des forts.

Paris est resté ferme.

Alors, sans avertissement préalable, l'armée prussienne a dirigé contre la ville les projectiles énormes dont ses redoutables engins lui permettent de l'accabler à deux lieues de distance.

Depuis quatre jours cette violence est en cours d'exécution.

La nuit dernière, plus de deux mille bombes ont accablé les quartiers de Montrouge, de Grenelle, d'Auteuil, de Passy, de Saint-Jacques et de Saint-Germain.

Il semble qu'elles aient été dirigées à plaisir sur les hôpitaux, les ambulances, les prisons, les écoles et les églises.

Des enfants et des femmes ont été broyés dans leurs lits.

Au Val-de-Grâce, un malade a été tué sur le coup, plusieurs autres ont été blessés.

Ces victimes inoffensives sont nombreuses, et nul moyen ne leur a été donné de se garantir contre cette aggravation inattendue.

Les lois de la morale la condamnent hautement. Elles qualifient justement de crime la mort donnée hors des nécessités cruelles de la guerre.

Or, ces nécessités n'ont jamais excusé le bombardement des édifices privés, le massacre des citoyens paisibles, la destruction des retraites hospitalières.

La souffrance et la faiblesse ont toujours trouvé grâce devant la force, et, quand elles ne l'ont pas désarmée, elles l'ont déshonorée.

Les règles militaires sont conformes à ces grands principes d'humanité.

« Il est d'usage, dit l'auteur le plus accrédité en
» pareille matière, que l'assiégeant annonce, lorsque
» cela lui est possible, son intention de bombarder
» la place, afin que les non-combattants, et spécialement les femmes et les enfants, puissent s'éloigner
» et pourvoir à leur sûreté. Il peut cependant être
» nécessaire de surprendre l'ennemi, afin d'enlever
» rapidement la position, et, dans ce cas, la non-dénonciation du bombardement ne constituera pas une
» violation des lois de la guerre. »

Le commentateur de ce texte ajoute :

« Cet usage se rattache aux lois de la guerre, qui
» est une lutte entre deux États et non entre des particuliers. User d'autant de ménagements que possible envers ces derniers, tel est le caractère distinctif de la guerre civilisée. Aussi pour protéger
» les grands centres de population contre les dangers
» de la guerre, on les déclare le plus souvent villes
» ouvertes. Même s'il s'agit de places fortes, l'huma-

» nité exige que les habitants soient prévenus du mo-
» ment de l'ouverture du feu, toutes les fois que les
» opérations militaires le permettent. »

Ici le doute n'est pas possible. Le bombardement infligé à Paris n'est pas le préliminaire d'une action militaire. Il est une dévastation froidement méditée, systématiquement accomplie, et n'ayant d'autre but que de jeter l'épouvante dans la population civile au moyen de l'incendie et du meurtre.

C'est à la Prusse qu'était réservée cette inqualifiable entreprise sur la capitale qui lui a tant de fois ouvert ses murs hospitaliers.

Le Gouvernement de la défense nationale proteste hautement en face du monde civilisé contre cet acte d'inutile barbarie, et s'associe de cœur aux sentiments de la population indignée qui, loin de se laisser abattre par cette violence, y puise une nouvelle force pour combattre et repousser la honte de l'invasion étrangère.

Signé : Général TROCHU, Jules FAVRE, Emmanuel ARAGO, Jules FERRY, Ernest PICARD, GARNIER-PAGÈS, Jules SIMON, Eugène PELLETAN.

Paris, ce 9 janvier 1871.

Les membres de la délégation du Gouvernement de la Défense nationale établis à Bordeaux déclarent adhérer à la protestation solennelle contre le bombardement de Paris qui a été signée par leurs collègues.

Ad. CRÉMIEUX, L. GAMBETTA, FOURICHON, GLAIS-BIZOIN.

Bordeaux, le 13 janvier 1871.

Nous avons à dire les derniers efforts offensifs de la population de Paris.

Dans la soirée du 13 janvier 1871, au fort du bombardement, les Français préparent une sortie dont le point de repère était le Bourget. Les forts dirigent leurs projectiles de manière à favoriser ce mouvement.

L'alarme est bientôt donnée sur toute la ligne allemande; leurs batteries de grosses pièces font la riposte. Un régiment de la garde prussienne marche en avant. A trois reprises différentes, les Français essayèrent d'enlever la position; n'ayant pu réussir, ils opèrent leur retraite en bon ordre.

Avant d'en faire le récit, il est essentiel de reproduire la note qui a été envoyée, le 14, au quartier général prussien par les membres du corps diplomatique présents à Paris :

A Son Excellence M. le comte de Bismarck-Schœnhausen, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, etc., etc., à Versailles.

Monsieur le comte,

Depuis plusieurs jours, des obus en grand nombre, partant des localités occupées par les troupes assiégeantes, ont pénétré jusque dans l'intérieur de la ville de Paris. Des femmes, des enfants, des malades ont été frappés. Parmi les victimes, plusieurs appartiennent aux États neutres. La vie et la propriété des personnes de toute nationalité établies à Paris se trouvent continuellement mises en péril.

Ces faits sont survenus sans que les soussignés, dont la plupart n'ont en ce moment d'autre mission à

Paris que de veiller à la sécurité et aux intérêts de leurs nationaux, aient été, par une dénonciation préalable, mis en mesure de prémunir ceux-ci contre les dangers dont ils sont menacés, et auxquels des motifs de force majeure, notamment des difficultés imposées à leur départ par les belligérants, les ont empêchés de se soustraire.

En présence d'événements d'un caractère aussi grave, les membres du corps diplomatique présents à Paris, auxquels se sont joints, en l'absence de leurs ambassades et légations respectives, les membres soussignés du corps consulaire, ont jugé nécessaire, dans le sentiment de leur responsabilité envers leurs gouvernements, et pénétrés des devoirs qui leur incombent envers leurs nationaux, de se consulter sur les résolutions à prendre.

Ces délibérations ont amené les soussignés à la résolution unanime de demander que, conformément aux principes et aux usages reconnus du droit des gens, des mesures soient prises pour permettre à leurs nationaux de se mettre à l'abri, eux et leurs propriétés.

En exprimant avec confiance l'espoir que Votre Excellence voudra bien intervenir auprès des autorités militaires dans le sens de leur demande, les soussignés saisissent cette occasion pour vous prier d'accepter, monsieur le comte, les assurances de leur très-haute considération.

Paris, le 13 janvier 1871.

Signé : Kern, ministre de la Confédération suisse ;
Baron Adelswaerd, ministre de Suède et Norvége ;

Comte de Moltke Vitfeld, ministre de Danemark;
Baron Beyens, ministre de Belgique;
Baron de Zuylen de Nyvelt, ministre des Pays-Bas;
Washburne, ministre des États-Unis;
Ballivian y Rosas, ministre de la Bolivie;
Duc d'Acquaviva, chargé d'affaires de Saint-Marin et Monaco;
Henrique Luiz Ratton, chargé d'affaires de S. M. l'empereur du Brésil;
Jullio Thirrion, chargé d'affaires par intérim de la république dominicaine;
Klusny, attaché militaire et chargé des affaires de Turquie;
Lopez de Absebermenci, chargé d'affaires de Honduras et du Salvador;
C. Bonifas, chargé d'affaires du Pérou;
Baron G. de Rothschild, consul général d'Autriche-Hongrie;
Baron Th. de Foelkersam, consul général de Russie;
Josém. Calvoy, consul d'Espagne;
L. Ceruti, consul général d'Italie;
Joaquin Provenca Vieira, consul général du Portugal;
Georges a Vuces, vice-consul général de Grèce.

M. de Bismarck essaya de repousser la protestation improbative, en excipant des droits de la guerre. Mais l'opinion de l'Europe était encore plus prononcée que sa diplomatie tenue à modérer dans la forme l'expression de son sentiment.

Ces sympathiques protestations coïncident avec les derniers et vaillants efforts des assiégés.

Dans les nuits du 14 au 15 et du 15 au 16 ont lieu de nouvelles sorties simultanément vers Clamart et Meudon ; des gardes nationaux et mobiles, ainsi que des troupes de ligne attaquèrent les Prussiens, mais sans résultat (1). Le 16, le bombardement prit une intensité nouvelle. Les batteries établies sur les hau-

(1) Voici un des rapports du général Ducrot au gouverneur de Paris sur le début de l'action :

« Quartier général aux Lilas, 14 janvier.

» Monsieur le gouverneur,

» Hier soir, vers dix heures, une reconnaissance prussienne s'est avancée pour inquiéter les travaux qui sont actuellement en voie d'exécution près de la suiferie, sur la route de Flandre.

» Prévenu par les sentinelles de l'approche de l'ennemi, l'officier du génie qui dirigeait les travailleurs leur fit abandonner momentanément leur ouvrage, pour les conduire dans les tranchées creusées en arrière. L'ennemi profita de ce moment pour diriger une vive fusillade sur ces hommes, presque à découvert ; heureusement aucun d'eux ne fut atteint.

» Les troupes de ligne et de la garde nationale, qui garnissaient à droite et à gauche les tranchées, ripostèrent immédiatement, et le feu devint bientôt d'une extrême vivacité.

» Les Prussiens, qui pensaient nous surprendre, durent se replier, protégés, d'une part, par des pièces de campagne amenées derrière le chemin de fer de Soissons et les pièces de siége situées du côté de Dugny, et dont les obus étaient dirigés contre nos tranchées, la barricade de la rue de Flandre et la suiferie, d'autre part, par un feu de mousqueterie très-violent, provenant des troupes qui occupaient le Bourget.

» Malgré la vivacité du feu, le tir de l'ennemi a été peu efficace, nous avons eu quatre blessés et un officier légèrement contusionné.

» Cette première attaque ne dura guère qu'une demi-heure ; mais, à deux reprises différentes, entre onze heures et onze heures et demie, l'ennemi, craignant probablement une attaque de notre

teurs de Meudon, Sèvres, Saint-Cloud, Montretout, Châtillon, L'Hay, et la plus redoutable de toutes, celle du pavillon de Breteuil, entretinrent un feu soutenu. Le BOULANGER, comme le peuple de Paris appelait Guillaume, versait une pluie de feu sur les toits de Paris. Le feu de Vanves était très-faible et celui d'Issy était à peu près réduit au silence; mais du côté de la porte d'Auteuil et de Montrouge il fut très-bien nourri. Les canons des remparts étaient admirablement servis par les marins. Rien ne pouvait dépasser la précision avec laquelle quelques-uns d'entre eux dirigèrent leur feu sur une batterie prussienne à Saint-Cloud. Mais celles que les Prussiens avaient montées sur la crête de Châtillon jetaient leurs projectiles dans Vaugirard et dans cette portion du quartier de Montrouge, qui est appelée Plaisance. Les rues d'Alesia, de Vanves, le cimetière de Montparnasse et même le faubourg Saint-Germain formaient le périmètre de cette désolation.

Le jour sombre et brumeux était chargé de nuages.

côté, recommença la fusillade, mais chaque fois seulement pendant quelques minutes.

» A minuit, tout était terminé.

» Le feu d'Aubervilliers et celui de la batterie de la Croix-de-Flandre sur le Bourget ont puissamment contribué à arrêter la marche de l'ennemi; plusieurs maisons fortement crénelées et occupées par les Prussiens ont été détruites.

» Les troupes qui occupaient les tranchées ont fait preuve d'une grande solidité; je cite, entre autres, un bataillon du 118e de ligne, une compagnie du 42e, et le 213e bataillon mobilisé de la Seine.

» Signé : DUCROT.

» Pour copie conforme :

» Le ministre de l'intérieur par intérim,

» JULES FAVRE. »

Les collines noires de Meudon et de Châtillon, en cette saison de l'année, formaient le fond d'un tableau rappelant les peintures de Rembrandt. Il s'en échappait des brillants jets de flammes, préludes du boulet prussien.

Il n'y a pas de plus terrible témoignage de la fureur humaine que celui de ces décharges de la mort. Mais le philanthrope se sent pris d'horreur en voyant la précision, la méthode systématique de la direction du feu prussien. Rien ne peut donner une idée de l'intrépide courage avec lequel les canonniers français et les marins se tenaient inébranlables à leurs pièces. Il y avait dans le tir ennemi une régularité tranquille sans précipitation, de nature à fasciner ceux qu'elle n'effrayait pas. Si quelqu'un avait pu s'illusionner sur les desseins guerriers du roi Guillaume, il n'aurait pas eu de doutes en voyant, par quelle éducation et quelle puissante discipline, on avait infusé aux Allemands la science de la guerre. Pour dépouiller toute équivoque à cet égard, il suffisait d'être témoin des effets produits par ces centaines de pièces d'artillerie servies par des hommes qui semblaient y être attachés comme un mari à une femme bien-aimée.

La dernière, la suprême sortie eut lieu le 19 janvier. Le correspondant du *Daily News,* M. Labouchère, en a dit les préliminaires dans un article auquel les analystes de ce siége auront recours. La journée du 18 fut employée aux préparatifs. Ce furent des troupes de ligne ayant l'air fatiguées et déguenillées, puis des bataillons de marche de la garde nationale, tous frais et nouvellement équipés ; chacun partait de bonne humeur, chantant et riant; ces troupes passèrent le pont de Neuilly et campèrent la nuit dans la

presqu'île de Gennevillers. M. Labouchère évalue les forces mises en mouvement à 150,000 hommes; d'après d'autres estimateurs, il n'y avait que 100,000 hommes avec une nombreuse artillerie. Versailles semblait être le but.

Garche et Montretout devaient être attaqués par une moitié de l'armée, sous Vinoy; l'autre moitié, sous Ducrot, devait s'avancer par Rueil et Malmaison, prendre les hauteurs de la Jonchère, pour se réunir alors à Garche aux troupes de Vinoy. Le général Trochu, du Mont-Valérien, dirigeait le combat. A 7 heures du matin, les troupes furent lancées contre la redoute de Montretout, où 200 hommes d'un régiment prussien polonais firent une résistance si opiniâtre, que la redoute ne fut prise qu'à 9 heures et demie. Le général Belmare, de son côté, marchait sur Garche; mais il fut bientôt arrêté par le feu prussien. Les jeunes troupes sous ses ordres ne purent y tenir. Ducrot franchissait Rueil et Malmaison, après avoir combattu toute la journée près de la Jonchère; mais il ne put prendre la Celle Saint-Cloud et marcher sur Garche en tournant la Bergerie.

Une circonstance funeste ne permit à ce général de n'être en ligne qu'à midi au lieu d'y entrer le matin, par suite des barricades nombreuses, semées sur la route qu'il devait parcourir.

Tel est l'ensemble de cette mise en action.

Trochu pouvait-il compter sur les succès de son plan? Cédait-il à l'opinion? Était-ce la part du soldat à l'honneur? Quand le tacticien ou le stratégiste faisait le compte de ses ressources et moyens avec les forces et les difficultés qu'il avait à surmonter, pouvait-il, un seul instant, se faire illusion sur la possibilité de forcer

de Moltke à lever le siége? Un succès même temporaire, eût-il amené cette délivrance? Il suffisait de voir les positions qu'occupait l'ennemi et les travaux formidables qu'il avait opposés à l'enceinte fortifiée de M. Thiers.

Jamais les mots : « Il est trop tard », n'ont trouvé une plus juste application.

Encore si cette attaque se fût combinée avec les liesses du couronnement, au moment où les généraux, les colonels, les soldats entouraient la table du festin, lorsque la foule des princes renouvelait dans la galerie des Glaces ce que l'on peut appeler le grand lever du nouvel empereur. Si tout à coup le canon de Sèvres eût répercuté l'alarme dans le parc et le château du Roi, peut-être les « *mane thecel phares* » de l'Écriture eussent pu troubler les conquérants pris en flagrant délit, non par les Mèdes aux portes, mais par les légitimes revendicateurs de leurs droits et de leur ville.

Mais au moment où vint l'attaque de Trochu par ses légions affamées, on ne pouvait qu'honorer la défaite par le courage.

Tous les efforts de l'armée, de la garde nationale, des mobiles étaient venus se briser contre le cercle de fer que Moltke avait su rendre infranchissable.

On se trouvait dans cette situation que J. Favre a caractérisée en quelques mots : « Paris a négocié, parce qu'il n'avait plus de vivres. »

Tout avait manqué : Chanzy, Faidherbe, Bourbaki, dont la grande ville s'obstinait à attendre le secours, n'avaient pu l'apporter. C'est que, si les uns et les autres avaient des hommes, même braves, ils ne possédaient pas ce que l'on peut appeller des soldats

pour lutter contre un ennemi qui avait la discipline et l'organisation. Trochu avait vu toutes ses sorties se terminer par des retraites sanglantes.

La famine ne laissait plus d'autre issue que la capitulation. La France n'avait d'autre alternative entre la politique de guerre à outrance de Gambetta et la paix, que de souscrire à celle-ci. Alors, sous un gouvernement provisoire, à la tête duquel devait être nécessairement placé son plus grand homme d'État, M. Thiers, devait venir la réorganisation de la société française. Le premier devoir c'était d'écarter les prétentions de parti pour l'œuvre de la réparation nationale. C'est ce qui n'a pas été fait. Des idées peu réfléchies et opportunes chez les uns, violentes et criminelles chez les autres, sont venues tout d'abord entraver la politique modératrice, honnête de M. Thiers. La révolution la plus radicale qui fut jamais, est venue surprendre la France par effraction avec vol, meurtres, en accumulant des profanations et des ruines, telles que le monde n'en avait plus vues. C'était aussi le défi jeté à l'Europe, aux rois, aux gouvernements, à la société. Il fallait les hystériques meurtriers de Belleville, ces monomanes incurables, tels que les Pyat, les Blanqui, les Ranvier, une écume des plus désordonnés systèmes, pour croire à leurs succès. Eussent-ils vaincu, les Versaillais, comme ils appelaient les soldats de la France et du régime légal, restaient l'Europe, et au premier rang de la scène, le redoutable M. de Bismarck et l'opiniâtre Guillaume. Ce que le gouvernement français régulier eût été impuissant à faire, il était clair que le principe européen de conservation sociale l'eût fait;solidarisant les gouvernements, il les eût ligués et précipités contre ces barbares qui

apportaient des périls et des désastres, auprès desquels pâlit le souvenir des Genseric, des Attila, des Alaric.

La France a souvent étonné le monde par l'audacieux bonheur avec lequel elle a pu ramener la fortune, au sein des plus accablants revers. Ce fut le privilége de la vieille monarchie, et cette gloire reste étoile brillante au front de la dynastie des Bourbons sauveurs. Tout y est contraste avec la race d'aventure des Bonaparte, trois fois néfastes.

Mais au mois de janvier 1871, 5 mois après l'ouverture des hostilités, la fortune semblait avoir frappé du même arrêt l'empire de Napoléon III et la république du 4 septembre. Encore faut-il faire la part du courage qu'a dû déployer un peuple, qui avait à soutenir une pareille lutte contre une puissance formidable.

Pour prévenir l'arrêt du destin, il eût fallu l'action réunie d'un gouvernement régulier et d'un de ces maîtres de la politique et de la guerre, afin de faire face au Richelieu-Bismarck et au Turenne-Moltke!

Au moins la valeur et la constance des Français resteront l'admiration de l'histoire. Ils n'en ont pas moins montré que leurs pères en 1793.

Mais les Kellermann, les Dumouriez, les officiers de la royauté, restaient et ont su former et conduire des soldats, car il n'y avait pas eu un Sedan pour drainer, chefs, instructeurs, matériel de guerre. La chute de la France en 1871 est due à la différence de conditions, au défaut de commandement, de ressources qui furent le legs de Napoléon III à la troisième république française.

Nous n'avons pu assez avertir notre pays et le supplier de ne pas croire à l'efficacité des levées en masse.

Dans les publications précédentes que l'Europe a accueillies, nous avons cité le témoignage des grands généraux. Nous allons le compléter par celui du maître de la guerre, Napoléon. Il a dit : « Ce ne sont ni les volontaires, ni les recrues qui ont sauvé la république, mais bien 180,000 hommes de vieilles troupes de la monarchie.

» Des recrues, une partie déserta, l'autre succomba : le peu qui en survécut se forma. Ce n'est pas moi qui irai à la guerre avec une armée de recrues. »

Voilà ce que n'avait pas oublié M. Thiers, lorsqu'il s'opposait à la guerre en juillet, ou qu'il essaya d'en arrêter les ravages à Versailles. M. Gambetta avait, lui, toutes les illusions d'un harangueur des foules.

CHAPITRE XXIII.

CRUAUTÉS, EXACTIONS DES ARMÉES PRUSSIENNES.

Beaucoup de récits lamentables des procédés prussiens couraient le pays et enflammaient les esprits. L'histoire doit réfléchir ces émotions, ces bruits. Ils servent d'ailleurs à expliquer une phase importante de la guerre qui résume l'esprit public, saisi d'indignation, à l'alternative du pacte proposé par Gambetta, *avec la victoire* ou la mort.

Le moment n'est pas venu de faire la part exacte entre la vérité et l'exagération. Mais une pièce d'un haut caractère émanant de M. de Chaudordy, que nous devons citer, établit assez gros le passif prussien, sans admettre ce qui ne serait pas suffisamment justifié.

Citons une lettre insérée dans la *Volkszeitung*, journal prussien.

« Nancy, 20 octobre, en France.

» Mon très-honoré parrain,

» Nancy est une ville fort belle et fort riche, mais

elle renferme aussi des gens méchants qui se réunissent par bandes pour nous faire la guerre, une de ces bandes ayant blessé un soldat bavarois, nous sommes arrivés à la cerner et la faire prisonnière. Il y avait 200 hommes.

» *Chacun d'eux a dû creuser sa propre fosse*, et l'un a été tué après l'autre, de manière que le suivant a dû toujours enterrer et couvrir celui qui avait été tué avant lui, et puis être fusillé à son tour. Ce fut horrible à entendre et à voir, etc., etc. »

Ce fait s'est renouvelé plusieurs fois pendant cette malheureuse guerre. Ainsi la Prusse, en incendiant les villes et les villages, en brûlant et massacrant les vieillards, les femmes et les enfants, a violé les lois et usages du monde civilisé. La guerre doit être, entre peuples chrétiens surtout, un duel loyal; il faut restreindre ses maux aux acteurs engagés dane la limite des champs de bataille. Autrement elle devient l'extermination par la force, qui, tombant en défaillance, à son tour, devra subir la féroce réciprocité du talion. Ainsi l'homme descend au-dessous de la brute.

Cette manière de faire la guerre, qui a provoqué les protestations des journaux étrangers les plus favorables aux Prussiens, ramène l'esprit à une triste comparaison. Il est triste, après tant de siècles et la diffusion de tant de lumières, de retrouver, sans modification, les Huns d'autrefois dans leurs successeurs.

Nous voudrions pouvoir décharger des hommes portant l'épée, quoique nos ennemis, de la grave imputation d'atteintes de toute sortes à la propriété privée, non moins qu'à la fortune publique. Malheureusement l'esprit civilisé d'officiers que distingue une

haute éducation n'a pu triompher de l'instinct du Hun et de ses convoitises.

Blucher de farouche mémoire n'est plus, mais ses successeurs répétant ses exemples n'éprouvaient aucun scrupule à commettre d'indignes déprédations. La guerre qui doit respecter le citoyen paisible n'est pas celle dont ils ont donné le spectacle au monde indigné.

Voici une lettre laissée par un Prussien dans le village d'Arques, près de Dieppe, datée du 9 décembre :

« Ma chère petite mère,

» Cette après-midi nous sommes arrivés devant Dieppe, mais nous ne sommes pas encore entrés dans la ville. Nous nous trouvons beaucoup mieux ici en Normandie qu'en Picardie, surtout à cause du poisson délicieux que nous *prenons*.

» Jusqu'à présent nos habitudes n'ont pas trop souffert, la seule chose qu'il y ait de changé, c'est qu'en rentrant chez nous, *nous ne saurons plus faire la différence du tien et du mien.*

» *Nous sommes tous devenus de véritables voleurs ;* c'est-à-dire qu'on nous ordonne de prendre tout ce dont nous pouvons nous servir, ou qui nous fait plaisir. Les caves surtout sont fouillées et nous avons bu plus de vin de Champagne en Normandie que dans toute la Champagne.

» En outre nous emmenons tous les chevaux que nous pouvons prendre avec nous, et nous emportons tous les articles de toilette, des miroirs, des brosses, des souliers, des bas, du linge et surtout des bonnets de nuit. Les officiers en ceci gardent la préséance qui

leur est due, et volent de magnifiques chevaux et leur harnachement, des tableaux de grande valeur dans les châteaux. Pas plus tard qu'hier, notre adjudant, le prince de Waldeck, m'a dit : « Mayer, faites-moi le plaisir de voler tout ce que vous pourrez m'apporter, nous prouverons du moins à Moltke, qu'il ne nous a pas fait faire cette guerre pour rien. » Comme c'était un ordre, je ne pouvais naturellement que répondre : « A votre service, mon adjudant, etc. »

» EUGÈNE. »

Envoyée par Mayer, ordonnance d'état-major, 8e régiment de cuirassiers, 8e corps d'armée, 1re division, 1re armée, à Mme Mayer, Stolberg, près Aix-la-Chapelle.

« On a saisi des fourgons pleins de pendules, entières ou en morceaux, des flambeaux, des objets d'art, des colliers, des effets de femmes et d'enfants, des pièces de laine et de linge. Dans les gares au passage, on voit les Allemands tirer des pièces d'or, des montres, des bijoux, fruits de leurs vols, de leurs rapines; à Ville-d'Avray, Jouy, Montmorency, etc., etc., tables, pendules, pianos, linge, effets, ont été emballés et vendus à des juifs ou transportés en Allemagne par le soin et pour le compte des officiers.

Les glaces, qui étaient trop difficiles à emporter, ont été brisées à coups de crosse, pas une seule n'est restée entière dans les diverses localités. On peut citer notamment la maison de Corot (le peintre). »

Les porcelaines de Sèvres, les tableaux et objets d'art ont été emballés, transportés à Versailles, et s'étalent sans doute dans les demeures des envahisseurs, par le droit de la guerre. Ceci rappelle la ré-

ponse du pirate à Alexandre : On t'appelle conquérant parce que tu pilles avec une flotte ; on m'appelle pirate parce que je pille avec une simple barque.

Les Prussiens ont également envoyé à Berlin les orangers centenaires qui se trouvaient à Saint-Cloud.

Mais que sont quelques exemples disséminés, empruntés aux in-folio de rapports, de plaintes qui ont surgi, devant l'ensemble des faits. Une émouvante circulaire du comte de Chaudordy, servira de fanal à l'histoire et aux générations futures pour justifier leur commun anathème. La voici :

Le délégué du Ministre des affaires étrangères aux Agents de la France à l'étranger.

Tours, le 29 novembre 1870.

Monsieur, depuis deux mois environ, l'Europe épouvantée ne peut comprendre la prolongation d'une guerre sans exemple, et qui est devenue aussi inutile que désastreuse. Les ruines qui en sont la conséquence s'étendent sur le monde entier, et l'on se demande à la fois quelle peut être la cause d'une telle lutte et quel en est le but.

Le 18 septembre dernier, M. Jules Favre, vice-président du Gouvernement de la défense nationale et ministre des affaires étrangères, se rendit à Ferrières pour demander la paix au roi de Prusse. On sait la hauteur avec laquelle on s'en est expliqué avec lui. Les puissances neutres ayant fait comprendre depuis qu'un armistice militaire était le seul terrain sur lequel il fallait se placer pour arriver ensuite à une pacification, le comte de Bismarck s'y montra d'abord favora-

ble, et des pourparlers s'ouvrirent à Versailles. M. Thiers consentit à y aller pour négocier sur cette base. Vous avez appris quel refus déguisé la Prusse lui a opposé.

On doit reconnaître cependant que les deux plénipotentiaires français ne pouvaient être mieux choisis pour inspirer confiance au quartier général prussien, et mener à bonne fin la triste et délicate mission dont ils avaient si noblement pris la responsabilité. La sincérité de leur amour pour la paix n'était point douteuse, et M. de Bismarck savait bien que leur parole avait pour garant le pays tout entier. L'un et l'autre pourtant ont été écartés, et le cours funeste de la guerre n'a pu être suspendu.

Que veut donc la Prusse? Le souverain auquel il avait été annoncé qu'on faisait exclusivement la guerre est tombé et son gouvernement avec lui. L'armée qu'il conduisait n'existe plus. Il ne reste aujourd'hui que des citoyens en armes, ceux-là mêmes que le roi Guillaume déclarait ne vouloir point attaquer, et un gouvernement où siégent des hommes qui tiennent à honneur de s'être opposés de toutes les forces à l'entreprise qui devait couvrir de ruines le sol de notre patrie.

Que faut-il croire? Serait-il vrai que nos ennemis veulent réellement nous détruire? La Prusse n'a plus maintenant devant elle que la France. C'est donc à la France même, à la nation armée pour défendre son existence que la Prusse a déclaré cette nouvelle guerre d'extermination qu'elle poursuit comme un défi jeté au monde contre la justice, le droit et la civilisation.

C'est au nom de ces trois grands principes modernes outrageusement violés contre nous que nous en appe-

lons à la conscience de l'humanité, avec la confiance que, malgré tant de malheurs, notre devoir imprescriptible est de sauvegarder la morale internationale.

Est-il juste, en effet, quand le but d'une guerre est atteint, que Dieu vous a donné des succès inespérés, que vous avez détruit les armées de votre ennemi, que cet ennemi lui-même est renversé, de continuer la guerre pour le seul résultat d'anéantir ou forcer à se rendre par le feu ou la faim une grande capitale toute pleine de richesses des arts, des sciences et de l'industrie?

Y a-t-il un droit quelconque qui permette à un peuple d'en détruire un autre et de vouloir l'effacer? Prétendre à ce but, ce n'est plus qu'un acte sauvage qui nous reporte à l'époque des invasions barbares.

La civilisation n'est-elle pas méconnue complétement, lorsque, en se couvrant des nécessités de la guerre, on incendie, on ravage, on pille la propriété privée, avec les circonstances les plus cruelles?

Il faut que ces actes soient connus.

Nous savons les conséquences de la victoire et les nécessités qu'entraînent d'aussi vastes opérations stratégiques. Nous n'insisterons point sur ces réquisitions démesurées en nature et en argent, non plus que sur cette espèce de marchandage militaire qui consiste à imposer les contribuables au delà de toutes leurs ressources. Nous laissons à l'Europe de juger à quel point ces excès furent coupables. Mais on ne s'est pas contenté d'écraser ainsi les villes et les villages, on a fait main basse sur la propriété privée des citoyens.

Après avoir vu leur domicile envahi, après avoir subi les plus dures exigences, les familles ont dû livrer leur argenterie et leurs bijoux. Tout ce qui était

précieux a été saisi par l'ennemi et entassé dans ses sacs et ses chariots. Des effets d'habillement enlevés dans les maisons ou dérobés chez les marchands, des objets de toute sorte, des pendules, des montres ont été trouvés sur les prisonniers tombés entre nos mains. On s'est fait livrer et l'on a pris au besoin aux particuliers jusqu'à de l'argent. Tel propriétaire, arrêté dans son château, a été condamné à payer une rançon personnelle de 80,000 francs. Tel autre s'est vu dérober les châles, les fourrures, les dentelles, les robes de soie de sa femme. Partout les caves ont été vidées, les vins empaquetés chargés sur des voitures et emportés. Ailleurs, et pour punir une ville de l'acte d'un citoyen coupable uniquement de s'être levé contre les envahisseurs, des officiers supérieurs ont ordonné le pillage et l'incendie, abusant pour cette exécution sauvage de l'implacable discipline imposée à leurs troupes. Toute maison où un franc tireur a été abrité ou nourri est incendiée. Voilà pour la propriété.

La vie humaine n'a pas été respectée davantage. Alors que la nation entière est appelée aux armes, on a fusillé impitoyablement non-seulement des paysans soulevés contre l'étranger, mais des soldats pourvus de commissions et revêtus d'uniformes légalisés. On a condamné à mort ceux qui tentaient de franchir les lignes prussiennes même pour leurs affaires privées. L'intimidation est devenue un moyen de guerre ; on a voulu frapper de terreur les populations et paralyser en elles tout élan patriotique. Et c'est ce calcul qui a conduit les états-majors prussiens à un procédé unique dans l'histoire : le bombardement des villes ouvertes.

Le fait de lancer sur une ville des projectiles explo-

sibles et incendiaires n'est considéré comme légitime que dans des circonstances extrêmes et strictement déterminées. Mais, dans ces cas même, il était d'un usage constant d'avertir les habitants, et jamais l'idée n'était entrée jusqu'à présent dans aucun esprit que cet épouvantable moyen de guerre pût être employé d'une façon préventive. Incendier les maisons, massacrer de loin les vieillards et les femmes, attaquer, pour ainsi dire, les défenseurs dans l'existence même de leurs familles, les atteindre dans les sentiments les plus profonds de l'humanité, pour qu'ils viennent ensuite s'abaisser devant le vainqueur et solliciter les humiliations de l'occupation ennemie, c'est un raffinement de violence calculée qui touche à la torture. On a été plus loin cependant, et, se prévalant par un sophisme sans nom de ces cruautés même, on s'en est fait une arme. On a osé prétendre que toute ville qui se défend est une place de guerre, et que, puisqu'on la bombarde, on a ensuite le droit de la traiter en forteresse prise d'assaut. On y met le feu après avoir inondé de pétrole les portes et les boiseries des maisons.

Si on lui épargne le pillage, c'est une faveur qu'elle doit payer en se laissant rançonner à merci; et même, lorsqu'une ville ouverte ne se défend pas, on a pratiqué le système du bombardement sans explication préalable, et avoué que c'était le moyen de la traiter comme si elle s'était défendue et qu'elle eût été prise d'assaut.

Il ne restait plus pour compléter ce code barbare que de rétablir la pratique des otages. La Prusse l'a fait. Elle a appliqué partout un système de responsabilités indirectes qui, parmi tant de faits iniques, res-

tera comme le trait le plus caractérisé de sa conduite à notre égard. Pour garantir la sûreté de ses transports et la tranquillité de ses campements, elle a imaginé de punir toute atteinte portée à ses soldats ou à ses convois, par l'emprisonnement, l'exil, ou même la mort d'un des notables du pays. L'honorabilité de ces hommes est devenue ainsi un danger pour eux. Ils ont eu à répondre, sur leur fortune et sur leur vie, d'actes qu'ils ne pouvaient ni prévenir, ni réprimer, et qui, d'ailleurs, n'étaient que l'exercice légitime du droit de défense. Elle a emmené quarante otages parmi les habitants notables de Dijon, Gray et Vesoul, sous prétexte que nous ne mettons pas en liberté quarante capitaines de navires faits prisonniers selon les lois de la guerre.

Mais ces mesures, de quelques brutalités qu'elles fussent accompagnées dans l'application, laissaient au moins intacte la dignité de ceux qui avaient à les subir. Il devait être donné à la Prusse de joindre l'outrage à l'oppression. On a exigé de malheureux paysans, entraînés par force, retenus sous menace de mort, de travailler à fortifier les ouvrages ennemis et à agir contre les défenseurs de leur propre pays. On a vu des magistrats, dont l'âge aurait inspiré le respect aux cœurs les plus endurcis, exposés sur les machines des chemins de fer à toutes les rigueurs de la mauvaise saison et aux insultes des soldats. Les sanctuaires, les églises ont été profanés et matériellement souillés. Les prêtres ont été frappés ; les femmes maltraitées, heureuses encore lorsqu'elles n'ont pas eu à subir de plus cruels traitements.

Il semble qu'à cette limite, il ne reste plus dans ce qu'on appelait jusqu'ici du beau nom de droit des gens

aucun article qui n'ait été violé outrageusement par la Prusse. Les actes ont-ils à ce point démenti les paroles?

Tels sont les faits. La responsabilité en pèse tout entière sur le gouvernement prussien. Rien ne les a provoqués, et aucun d'eux ne porte la marque de ces violences désordonnées auxquelles cèdent parfois les armées en campagne. Il faut qu'on le sache bien, ils sont le résultat d'un système réfléchi dont les états-majors ont poursuivi l'application avec une rigueur scientifique. Ces arrestations arbitraires ont été décrétées au quartier général, ces cruautés résolues comme un moyen d'intimidation, ces réquisitions étudiées d'avance, ces incendies allumés froidement avec des ingrédients chimiques soigneusement apportés, ces bombardements contre des habitants inoffensifs ordonnés. Tout a donc été voulu et prémédité. C'est le caractère propre aux horreurs qui font de cette guerre la honte de notre siècle.

La Prusse a non-seulement méconnu les lois les plus sacrées de l'humanité, elle a manqué à ses engagements solennels. Elle s'honorait de mener un peuple en armes à une guerre nationale. Elle prenait le monde civilisé à témoin de son bon droit. Elle conduit maintenant à une guerre d'extermination ses troupes transformées en hordes de pillards; elle n'a profité de la civilisation moderne que pour perfectionner l'art de la destruction. Et comme conséquence de cette campagne, elle annonce à l'Europe l'anéantissement de Paris, de ses monuments, de ses trésors, et la vaste curée à laquelle depuis trois mois elle a convié l'Allemagne.

Voilà, Monsieur, ce que je désire que vous sachiez.

Nous ne parlons ici qu'à la suite d'enquêtes irrécusables; s'il faut produire des exemples, ils ne nous manqueront pas, et vous en pourrez juger d'après les documents joints à cette circulaire. Vous entretiendrez de ces faits les membres du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Ces appréciations ne sont pas destinées à eux seuls, et vous pourrez les présenter librement à tous. Il est utile qu'au moment où s'accomplissent de pareils actes, chacun puisse prendre la responsabilité de sa conduite, aussi bien les gouvernements qui doivent agir, que les peuples qui doivent signaler ces faits à l'indignation de leurs gouvernements.

Recevez, etc.

Pour le ministre des affaires étrangères :

Le Délégué,

CHAUDORDY.

CHAPITRE XXIV.

PORTRAIT DE M. GAMBETTA. — LES CONDITIONS D'UN GÉNÉRAL EN CHEF.

M. Gambetta a joué un trop grand rôle pour ne pas le caractériser en quelques mots.

De taille moyenne, type de la race latine, il en a le caractère comme l'expression. Sa parole est facile, rapide et colorée. Il a évidemment plus d'imagination que de logique. L'impression ardente qui entraîne l'orateur, n'a pas pour frein le sens exact qui seul fait le véritable homme d'État. Qu'est-ce qui le constitue? C'est cette domination, cet empire sur soi-même, provenant de cette faculté si précieuse et si rare, définie par Pascal dans ces mots : « Il faut savoir mesurer le rayon et s'arrêter au point déterminé par la circonférence. » Tel est M. Thiers, tel n'est pas M. Gambetta.

Sans nul doute, la rapide phase de pouvoir où a été porté celui-ci, avant qu'elle ne l'emportât lui-même, trouvera de nombreux portraitistes. Il y a de quoi exercer les biographes aussi bien que le pinceau des

Callot et des Gavarni. Nous ne prétendons pas empiéter sur leur privilége.

Une conversation peu connue servira mieux à mettre dans son vrai jour, la pensée que poursuivait M. Gambetta et le but qu'il attachait à sa dictature.

» La guerre! disait-il à un Anglais introduit auprès de lui, n'importe les sacrifices, n'importe les conséquences! Si Paris tombe demain, il aura fait son devoir noblement envers la France.

« Je n'admets pas qu'il puisse capituler. Je pense que le peuple l'incendiera plutôt comme un second Moscou, avant de permettre que l'ennemi ne prenne possession de la ville. »

Son interlocuteur lui ayant dit : Mais si cela arrive, que ferez-vous?

« Dans ce cas, répondit M. Gambetta, nous devons continuer la guerre dans les départements. Sans compter l'armée de Paris, nous avons un demi-million d'hommes actuellement sur le terrain, 250,000 en état de rejoindre. Enfin reste la levée de 1871, les hommes mariés. La première donnera 300,000 recrues, la seconde ressource 2 millions d'hommes valides. Pensez-vous que l'entière population de toute la Confédération germanique soit disposée à soutenir une guerre de cette espèce pour l'acquisition de deux provinces? — Quant à nous, nous pouvons et nous devons la faire. Ce serait un déshonneur de l'abandonner. Avec de la persévérance, en continuant la lutte, nous finirons par chasser l'envahisseur. Chaque vingt-quatre heures, sont un gain pour nous et nous rapprochent plus du but, mais le délai de chaque heure accroît les difficultés de nos ennemis. »

Voilà l'homme d'imagination, avec un enthousiasme

patriotique à illustrer 100 proclamations. Mais est-ce suffisant pour gagner des batailles?

Hélas! l'événement a prononcé.

Ce souvenir exige une remarque.

M. Gambetta arrivait aux affaires novice, prenant les phrases pour la puissance des combinaisons. Toutes ces armées improvisées, composées de matériaux hétérogènes, se sont brisées (c'était inévitable) au choc des armées organisées par la discipline et le génie de la guerre.

La fatalité succédant à une autre fatalité, laissait la fortune de la France se jouer aux caprices de l'inspiration heureuse ou malheureuse d'un seul homme.

La nation engagée dans ce duel terrible était tenue hors de sa propre destinée, réduite, comme une toupie sous la main du propulseur, à décrire le cercle que lui décrivait la volonté dictatoriale.

Peut-être M. Gambetta livré à lui-même, ne relevant que de sa propre intelligence, aurait pu distinguer le choix à faire entre ce que prescrivait la raison et ce que la passion offrait de mirage. Mais autour de lui se groupait une cour non de bon ton, ni de savoir, ni de grandes vues, mais de présomption, d'utopies et de préjugés révolutionnaires.

D'âpres convoitises d'argent et d'honneurs poussent ces parvenus à la puissance vers une oppression sans égale, qu'ils dissimulent sous la rubrique des grands mots révolutionnaires : — le salut, la liberté des peuples. — Telle était l'avide camarilla révolutionnaire, qui harcelait, pressait Gambetta, lui arrachait un décret, une faveur, une place, un grade supérieur, au mépris de tous les titres hiérarchiques de la capacité et des services.

En proie à ces assaillants, à ces Jérôme Paturot de l'envie et de la faim démagogiques, égaré par leurs mauvais conseils, cédant à leurs déplorables inspirations, le Gambetta dont il s'agit laisse procéder à des arrestations, suspendre des journaux plus patriotiques et plus braves que les feuilles rouges ; il laisse les dénonciations s'élever, grandir, s'accumuler contre les hommes mêmes qui ont été ses plus intimes amis et auxquels il avait lui-même confié des postes importants ; Kératry est insulté par un personnage qui prend un faux titre et ment effrontément à la vérité ; Gambetta semble approuver.

Detroyat est insulté par un journal qui puise ses inspirations à la délégation. L'amiral Fourichon, depuis trois mois le collègue de Gambetta, qui a partagé avec lui toutes les anxiétés et tous les travaux de cette effroyable lutte, l'amiral est calomnié par une autre feuille qu'on sait payée, — (et elle ne le nie point), — par le trésor public.

Le général Loverdo donne sa démission forcée; il se fait une Saint-Barthélemy de généraux sous la faux des défiances dictatoriales : tour à tour elle abat la Motterouge, Kératry, Morandy, Cambriels, Sol, Aurelles de Paladine.

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. »

Il n'entre pas dans notre cadre de suivre ces péripéties biographiques. Seulement l'immixtion de l'incompétence civile, soupçonneuse parce qu'elle est ignorante dans les questions militaires, a toujours eu pour cortége des défaites. Soit que ces procédés révolutionnaires soient mis en œuvre par un Gambetta contre

les Prussiens, soit que des loups de la commune, aussi jaloux qu'incapables, prétendent contrôler, diriger, stratégiser, ceux qui les suivent sont sûrs de la défaite et de la ruine.

C'est M. Gambetta qui a inauguré ce système, emprunté aux plus mauvais souvenirs du général Rossignol, de la première république. Nous allons citer quelques exemples au sein de cette désorganisation.

Tout ce qui manquait à Paris pour tenir tête aux Prussiens, la province le possédait ; elle n'avait pas à surmonter les privations et les mélancolies d'un siége, elle n'avait pas la préoccupation d'un ravitaillement, elle pouvait accroître le nombre des combattants. Pour trouver des armes et des munitions, tous les débouchés lui étaient ouverts ; elle avait des soldats et des chefs pour commander les soldats.

Que lui fallait-il donc pour se mettre à la hauteur de Paris et remplir sa mission comme Paris avait rempli la sienne?

Il lui fallait un homme qui eut l'expérience calme, la rapide conception des nécessités militaires, l'intelligence et le cœur libres de toute pensée étrangère au gain des batailles. Gardons-nous d'accroître les responsabilités qui pèsent sur certaines têtes ; mais il doit être permis de dire que si un esprit vraiment militaire, exempt de caprices et de tâtonnements, avait présidé à la formation de l'armée de la Loire, Paris n'aurait pas attendu en vain le secours qui lui était promis.

Cette influence salutaire et communicative d'un homme de guerre, cet ascendant qui s'impose, qui condense, qui discipline, qui entraîne les combattants, novices pour la plupart, ils ne les ont pas trouvés dans le ministre qui s'est cru capable de les conduire.

Ils ont eu d'Aurelles, Martin des Pallères, Jauréguiberry, Chanzy, Bourbaki ; ils ont eu dans leurs rangs les bataillons héroïques de Charette et de Cathelineau, les gardes mobiles de la Bretagne, du Périgord, du Poitou et ceux de la Gironde, conduits par le brave Carayon-Latour ; il ne s'est pas trouvé un homme qui sût coordonner tous ces éléments de victoire.

Paris ne s'est pas vu arracher ses chefs à la veille du combat ; personne n'a voulu faire revivre dans ses murs les pratiques surannées d'une époque et d'un régime déjà loin de nous.

Une force surtout a manqué à l'armée de secours, c'est cette unité de sentiments et de tendances, qui distinguait l'armée assiégée.

Bien peu de personnes se rendent compte de la différence qu'apporte à une cause politique et militaire, la compétence d'un chef. C'est ainsi qu'on a pu dire qu'un homme de plus ou de moins, et le cours des événements était changé.

Nous ne saurions mieux mettre cette vérité en relief que par un aperçu théorique et historique de ce que doit être un directeur des opérations si compliquées de la guerre.

Le talent dans un général, au dire de Napoléon, n'est rien sans la vigueur et la force de caractère, encore est-il peu d'hommes capables de diriger une force de 150,000 hommes ; cette remarque trouve son à-propos au sujet des opérations de cette belle armée de la Loire que la République avait pu former. Les divers généraux qui ont eu le commandement en chef et particulièrement d'Aurelles, avaient la tactique que donne l'expérience du métier ; soit impuissance ou empêchement, ils ont failli dans les combinaisons stratégi-

ques. Ce n'est pas tout que la manœuvre, il faut la disposition qui sait créer la supériorité du nombre ou en atténuer les effets menaçants.

Sans doute faute d'informations, à Baune-la-Rollande, d'Aurelles attaquait l'ennemi là où il était le plus fort, au lieu de se porter sur le point où il était plus à découvert par le vide qu'il offrait entre Chartres et Toury.

L'attaque engagée de ce côté et réussissant, le chemin de Paris devenait libre.

Combien le résultat pouvait être autre si au lieu de se briser contre le prince Frédéric-Charles, les troupes françaises eussent été dirigées entre von der Tann et le grand-duc de Mecklembourg, avec une force à laquelle, le 28 et le 29, les Allemands étaient incapables de faire tête ; pour cela il eût fallu l'action simultanée sur toutes les lignes au lieu de la faire partielle. L'indécision, la mollesse dans le mouvement du 28, non-seulement ont entraîné la défaite, mais encore ont facilité à l'ennemi les moyens de former et d'assurer ses plans.

C'est l'hésitation du 1er décembre qui a permis au prince Frédéric-Charles de réunir son armée, plus faible et disséminée, pour frapper son coup sur les Français, supérieurs en nombre au début et bien concentrés.

Ainsi les bonnes chances sont devenues les mauvaises et les mauvaises ont été tournées à notre désavantage par la conception et l'exécution habile du prince allemand.

Là, comme à Sédan, se trouvent d'un côté toutes les prudences, la prévoyance, la rapidité d'exécution. Avec quelle habileté l'une des ailes françaises fut tenue en échec par une force probablement deux fois moindre,

pendant que la masse allemande se portait sur le centre d'Aurelles ! Ce qui explique les résultats obtenus contre nous, c'est l'emploi des quatre jours laissés à notre adversaire, durant lesquels il parvient à se concentrer sous les yeux même du général français, avec une armée numériquement très-inférieure, de façon à la rendre irrésistible au point où il avait prémédité la principale attaque.

Ceci se passait au moment où Ducrot essayait de percer les lignes qui investissaient Paris. Nous avons raconté dans le cours de cette histoire au chapitre qui a trait au siége de Paris, par quelle circonstance le succès du général Ducrot avait abouti à une retraite.

Si le général Trochu restait sourd aux appels de son fougueux lieutenant et du peuple, c'est qu'il n'espérait pas que l'armée de secours pût venir lui donner la main pour seconder l'attaque de la garnison de Paris. Sans prétendre juger les motifs et le plan du général Trochu, nous devons dire cependant, que s'il devait aborder le terrain du combat, jamais plus favorable occasion ne s'était offerte encore et ne pouvait se renouveler.

Ce plan pouvait être inspiré par la prudence, mais c'était le génie de l'initiative et de l'audace qui dans des circonstances aussi graves pouvait seul changer la fortune contraire.

D'ailleurs, dans des questions de ce genre, on ne peut que conjecturer. Les plus beaux plans sombrent sous une surprise de la fortune. Là il y a bien des aspects. Le général Trochu, comme ses frères d'armes, se débattait contre la fatalité d'une cause principale aggravée par les circonstances. Elle remontait

à l'empire et devait prolonger ses funestes conséquences sous le régime républicain, sans compter les fautes à la charge de celui-ci et de la dictature de Tours.

Rien n'étant rigoureux comme l'enseignement des faits dans l'ordre administratif et militaire, ils vont montrer ce que coûtent la présomption et ses erreurs.

CHAPITRE XXV.

LA GRANDE DICTATURE ET LES PETITES DICTATURES ; GAMBETTA ET SES PRÉFETS.

Bien différente de la race anglo-saxonne, qui ne compte que sur les garanties de la loi (de là le culte de son *self-government*,) la race française a trop la funeste idolâtrie qui lui fait abandonner les principes, sans lesquels rien ne vaut pour la glorification personnelle. On a dit avec justesse que la fatale journée de Sedan eût dû guérir la France du besoin de se jeter dans les bras d'un homme.

Cependant, à peine échappée au despotisme impérial, elle acceptait la tyrannie révolutionnaire. Celle-ci n'a pas été moins funeste que l'autre, si elle ne l'a dépassée. Qui a produit ces malheurs?

L'altération des principes fait une confusion des idées, sous le couvert de mots sonores qui ne dissimulent que le vide. Il y a pis encore. C'est l'abîme auquel est fatalement conduite la nation assez folle pour se laisser aller à ces utopistes de malheur, à ces mécréants de toutes les variétés diaboliques.

Dix-huit ans de l'empire ont suffi pour énerver la France. Quelques mois des essais et procédés révolutionnaires ont fait tomber sur elle plus de malheurs et de désolations qu'il ne s'en est trouvé réunis dans le cours des quatorze siècles de la carrière monarchique.

Un des auteurs de cette histoire, en face de la puissance de M. Gambetta, a vivement attaqué sa dictature et en a prédit les conséquences (1).

Avec M. Gambetta, prenant à Tours la direction suprême du gouvernement, commence la dictature. C'était le 5 novembre 1870. Elle renferme une bien courte, mais désastreuse période, jusqu'au 28 janvier 1871. L'arbitraire devient la loi et les radicaux, si longtemps revendicateurs de toutes les libertés, n'admettent plus aucune liberté.

Alors succède une avalanche d'illégalités. M. Gambetta décrète, dispose des hommes, des ressources, fait et défait la loi à son gré. Il serait trop long de faire le catalogue de toutes les violations particulières. C'est une goutte d'eau dans l'océan de la démagogie submergeant tout.

Le prétexte pour les actes les plus inqualifiables, était toujours l'intérêt de la défense nationale.

Un tableau rapide doit reproduire quelques-uns de ces actes, les plus exorbitants.

Le parti de M. Gambetta avait toujours réclamé sous l'empire, la représentation populaire la plus large élue par la volonté souveraine du peuple. Les électeurs avaient été convoqués au 25 septembre pour la nomination des conseils municipaux. Ils sont contremandés

(1) Voir, entre autres publications, Office de publicité, Lebègue, à Bruxelles, *L'Ère du sang* et *les Deux abîmes*.

et les commissions administratives, sous l'arbitraire des préfets, commencent le chaos.

Il en est de même pour la convocation d'une Assemblée nationale. C'était le premier devoir d'une république et des républicains. On fait mine d'y procéder, mais on revient bientôt sur le décret rendu, on se fait soi-même dictateur constituant, on ne prend pas l'ordre du peuple, on prétend non-seulement l'éclairer comme Me Laurier le prescrivait aux préfets, mieux que cela, on lui dicte des ordres auxquels il n'a qu'à se soumettre.

C'est que pour ce parti implacable dans sa propagande ou plutôt dans ses proscriptions arbitraires, la forme républicaine est l'arche sainte ; le peuple n'y peut toucher sans être frappé de mort.

D'autres partis, sinon plus avancés dans leurs principes, au moins plus impatients dans les déductions à en tirer et à réaliser, commettaient toutes sortes d'attentats.

C'est ainsi qu'à Lyon, alvéole de l'idée de la commune, qui depuis a fait ses prouesses à Paris, le conseil municipal arbore le drapeau rouge. Il inaugure son pouvoir usurpé par la séquestration des propriétés mobilières et immobilières des congrégations religieuses de la ville, en leur intimant et en leur signifiant la défense de donner désormais l'instruction aux enfants.

Ce n'est pas tout, on arrête les fonctionnaires, même de la république. Le citoyen Cluseret, qui devait arriver au commandement en chef de la capitale, s'y signala à la tête des mouvements populaires. Il n'y avait pour les personnes aucune sécurité. Le meurtre du commandant Arnaud, connu pour ses sentiments répu-

blicains, vint apprendre à la France que les doctrines anarchiques multipliaient les bourreaux et faisaient pulluler la race des mégères.

Mille sociétés formant ces joûtes de la désorganisation et du désordre, agitaient à l'envi toutes les questions, les résolvaient avec l'étroitesse envieuse de l'ignorance et de la jalousie d'en bas.

La Rotonde décidait que la machine administrative gouvernementale de l'État « était abolie ; » que « tous les tribunaux criminels et civils étaient remplacés par la justice du peuple ; » que « le payement de l'impôt et des hypothèques était suspendu » et « l'impôt remplacé par les contributions des communes fédérées, prélevées sur les classes riches, proportionnellement au *salut de la France;* » que « l'État étant déchu, ne pouvait plus intervenir dans le payement des dettes privées ; » que « toutes les organisations municipales existantes étaient cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des comités de *salut de la France*, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple. »

C'était le programme de la commune dont Lyon était le précurseur. Ces Masaniello du désordre qui ne détrôneront pas Montesquieu, présentent dans leurs réformes sociales un mélange de contradictions, d'absurdités, d'arrogantes prétentions et de mensonges.

C'est ainsi que, plus tard, la commune de Paris, où l'on retrouve l'illustre Cluseret, ce héros de toutes les agitations populaires, prétend proclamer la liberté des communes, mais à la condition pour les autres, de courber leur front devant la volonté de celle de Paris. Cette prétention d'universalisation fédérative n'est qu'un masque sur la pensée folle d'universaliser

la propriété. Le but c'est de s'approprier ce qui ne vous appartient pas. Ces plagiaires violents du socialisme ne montrent rien de scientifique dans leurs actes, excepté l'art d'organiser le pillage.

Toutes les erreurs se tiennent : comme dans la famille des monstres, chacun en produit un autre plus hideux que celui qui l'a engendré.

La violation des lois divines et humaines est un spectacle trop inhérent à toutes les révolutions. Mais la violation des lois qu'elles avaient faites avait ses limites.

Sous Robespierre et le Comité de salut public, ces temps abominables, la tyrannie avait ses restrictions, et Maximilien Robespierre et sa troupe abolissant le Dieu des chrétiens, reconnaissaient l'Être suprême des déistes. Il était réservé aux communistes de Paris, avec leur révolution communaliste, de môntrer qu'eux et leur doctrine versent sur le monde le torrent dévastateur de toutes les misères humaines.

Un écrivain de renom, le philosophe Volney, de l'école voltairienne, a écrit un ouvrage intitulé : *Les Ruines*, que les siècles ont apportées aux empires.

Le ravage de mille ans ne saurait cependant entrer en balance avec ce qu'il a été donné à la Commune d'accomplir de ruines dans son règne éphémère (1).

Elle aura légué à l'avenir des maux et des plaies qui exigent la cautérisation des siècles et la main des plus habiles et des plus sages.

Un recueil d'une grande autorité, la *Revue des Deux-Mondes,* sous la signature d'un écrivain de talent,

(1) Un aperçu sommaire en sera esquissé dans le chapitre intitulé : la Commune.

M. Paul Leroy-Beaulieu, a fait une étude très-intéressante intitulée : la Province pendant le siége. Il y a beaucoup à prendre, nous y emprunterons quelques-uns des faits les plus saillants :

Le gouvernement de Lyon s'inspirant des théories communistes, institue : 1° un impôt sur tous les capitaux, mobiliers et immobiliers; 2° fait des levées militaires qu'aucun arrêté de l'autorité centrale n'autorisait; 3° pourchasse les prêtres et surtout les jésuites; 4° sous prétexte que les frères de la doctrine chrétienne avaient cessé d'être membres de l'enseignement communal, en vertu d'un arrêté du conseil municipal de Lyon qui fermait leurs écoles, le préfet du Rhône les incorpora dans l'armée, au mépris de toutes les lois existantes et des décrets de Paris et de Tours. Peu de temps après, on arrêta le général commandant les troupes de Lyon, et on le retint près de quinze jours en prison.

Voici le tour de Marseille qui avait des analogies avec Lyon.

M. Esquiros occupe la scène comme préfet : lui qui avait écrit de si belles études sur l'Angleterre et ses institutions, ne s'en est guère souvenu au pouvoir. Toutes les violences de doctrines il les a portées dans l'application. Un jour, sous l'aiguillon d'on ne sait quelle lubie sauvage, il fait arrêter à son débarquement à Marseille, le vicomte de la Guéronnière, ambassadeur de France, venant de Constantinople, frère de celui qui écrit ces lignes.

A la sauvagerie de cet acte, correspondait un autre plus honteux encore, le vol d'un portefeuille contenant les valeurs personnelles du représentant de la France.

Les prêtres, les jésuites, les journaux, tout devient la proie des pratiques terroristes de M. le commis-

saire de la république. Les honnêtes gens deviennent les suspects et l'objet des rigueurs. Les arrestations sont à l'ordre du jour et purement arbitraires. Ce n'est pas tout encore. M. Esquiros veut constituer la *Ligue du Midi,* c'est-à-dire la prédominance de l'anarchie. Il convoque un parlement où se trouvent quarante-huit prétendus délégués des départements voisins.

Pendant que les Prussiens envahissaient et s'avançaient en vainqueurs, ces grands patriotes avaient à leur opposer des résolutions qui ne devaient pas les entraver.

C'était au moment où l'armée était désorganisée par des défaites et des capitulations, qu'ils éditaient les belles maximes qui suivent : « Les autorités militaires ne pouvaient qu'entraver la défense ; l'armée n'existait plus ; les véritables forces militaires n'étaient plus que les forces populaires ; enfin, comme conclusion, *il fallait empêcher la hiérarchie militaire d'entraver l'action du peuple.* »

Pour constituer cette ligue d'organisation, qu'on peut appeler à plus juste titre la désorganisation, on décida l'appel suivant à tous les citoyens de France :

« Que dans les réunions publiques les plus dévoués et les plus courageux préparent le peuple à appuyer les efforts de la *Ligue du Midi;* que de ces réunions partent des délégués pour stimuler le patriotisme des populations et leur faire comprendre le péril ; que les autorités civiles, militaires et administratives aient le patriotisme d'abdiquer toutes leurs prérogatives, causes de conflits regrettables ; qu'elles sachent bien que nous ne voulons pas nous soustraire à l'action du pouvoir central, mais au contraire l'aider par nos libres efforts, l'alléger par notre initiative. Les autres

régions imiteront l'exemple que donne le Midi. Il y va du salut de la France et de la République. »

C'est ainsi que M. Esquiros employait ses loisirs, c'est ainsi qu'il organisait la défense de la France, et qu'il préparait des forces disciplinées pour lutter contre les vétérans et la stratégie de M. de Moltke?

M. Duportal, préfet de Toulouse, M. Bertholon, préfet de Saint-Étienne, s'étaient lancés pleins de fougue dans la voie d'arbitraire et de désorganisation que le préfet de Marseille avait frayée.

C'était surtout les généraux, l'armée, contre lesquels M. Esquiros et la Ligue du Midi décochaient leurs traits les plus empoisonnés. Aussi combien de nos généraux furent brutalement révoqués par le gouvernement de Tours ou de Bordeaux! Combien incarcérés par les préfets! ou encore arrêtés, couverts de boue, poursuivis à coups de pierre par la populace!

Plût au ciel qu'il n'y eût pas de plus grands excès et que le sang d'innocents et utiles officiers n'eût pas été répandu sous prétexte de civisme!

Les membres des comités révolutionnaires de Marseille et de Lyon se rendent à Grenoble, et là par leurs violences, leurs menaces, ils fomentent l'agitation et obligent le général Monnet à donner sa démission. Ils font jeter en prison le colonel Cassagne, commandant de place.

Ce ne fut pas la dernière fois que la population et les autorités de Grenoble déployèrent leur énergie et leur courage à molester nos généraux. A Auxerre, le général de Kersalaün, accusé de modérantisme, fut enlevé la nuit de son domicile par une poignée d'amis du peuple et conduit à la préfecture.

Il n'était pas jusqu'à la paisible Savoie qui ne force

le commandant du département à donner sa démission; mais l'affaire qui fit le plus de bruit à cette époque, fut celle du général Mazure. Le gouvernement siégeant à Tours était divisé sur une question importante.

M. Challemel-Latour, préfet du Rhône, avait réuni dans sa main tous les pouvoirs civils et militaires. M. l'amiral Fourichon, alors ministre de la guerre, envoyait dépêche sur dépêche au général de division Mazure, lui enjoignant « de maintenir intacts les attributions et les droits de l'autorité militaire, » et de refuser les ordres qui pourraient lui être donnés par l'autorité civile.

C'est dans les journées du 29 au 30 septembre que se produisit cette complication. Le général Mazure, après avoir eu avec le préfet du Rhône des explications qui paraissaient satisfaisantes, assistait aux préparatifs de défense de la ville de Lyon.

Le 1er octobre, en revenant de visiter les forts, il trouva chez lui une lettre préfectorale lui demandant sa démission. Il pria le préfet de vouloir bien attendre le retour d'un officier d'état-major dépêché à Tours, afin de connaître les instructions définitives du ministre de la guerre et du gouvernement; mais le préfet n'attendit pas et il fit une proclamation au peuple, par laquelle il lui expliquait « qu'il avait ordonné à la » garde nationale de s'assurer d'un chef rebelle à la » république. » Le soir même, vers sept heures, trois bataillons de la Croix-Rousse, de la Guillotière et de Vaise, étaient convoqués et dirigés sur une caserne où l'on prétendait que le général s'était retiré.

La milice populaire fut accueillie par la troupe au cri de : Vive la république! et les soldats livrèrent leur

chef qui, après avoir été traîné hors de la caserne, fut mis dans un fiacre. La voiture se mit en marche vers onze heures du soir, escortée par la garde nationale et une foule qui grossissant à chaque pas, multipliait les imprécations et les cris : A bas le traître, le Prussien, le lâche, à l'eau, au Rhône, qu'on le fusille, à l'abattoir! Malgré ces sauvages provocations, la voiture échappa et atteignit la préfecture.

La présence du préfet au balcon fut invoquée à grands cris et à plusieurs reprises par la foule, mais celui-ci eut le bon esprit de ne pas se rendre à cette invitation. Il envoya un de ses employés déclarer que « l'ex-général » Mazure était prisonnier, qu'une enquête allait s'ouvrir et que prompte et bonne justice serait faite.

On eut un moment l'idée de faire juger par le conseil municipal le prétendu rebelle, qui fut incarcéré dans la prison Saint-Joseph, où il resta près de quinze jours dans cette position, malgré les ordres réitérés des ministres pour qu'il fût relâché.

Il fallut l'arrivée de M. Gambetta à Tours pour le faire mettre en liberté et en état d'aller prendre un commandement dans l'armée de la Loire.

La démagogie entendait exclure de toute autorité militaire les légitimistes ou orléanistes notoires.

M. de Cathelineau ayant obtenu l'autorisation de former un corps de volontaires, plusieurs journaux démocratiques réclamèrent avec force contre cette permission. Excitées par des provocations insensées, les populations devenaient d'une susceptibilité inouïe, personne n'échappait à la calomnie.

Tel était l'état de la France dans cette première période que l'on pourrait croire être le point culmi-

nant de la désorganisation politique et sociale; mais malheureusement on n'était encore qu'au début.

Lorsque M. Gambetta arriva à Tours porteur du décret qui remettait indéfiniment les élections, il paraissait disposé à rétablir l'ordre et l'unité, qui importent essentiellement à l'administration. Nous ne doutons pas qu'il ait eu le désir de ramener tous les préfets au devoir, mais il n'en avait pas la puissance.

La France se trouvait divisée, par une sorte de féodalité nouvelle, en un grand nombre de territoires qui n'avaient plus que des liens nominaux.

Les grands feudataires, les préfets du Midi, bravaient impunément l'autorité du suzerain; les petits suivaient l'exemple des grands. Chaque détenteur d'une parcelle de l'autorité s'érigeait en dictateur.

Le héros de ces préfets remuants fut toujours celui de Marseille.

Aidé de son conseil départemental, inspiré par les clubs du *Musée* et de l'*Alhambra,* il prit un arrêté pour dissoudre la congrégation des jésuites, et en séquestrer les biens, et mieux encore, pour bannir de France, sous trois jours, tous les membres de cette corporation. La populace s'étant portée un jour devant le bureau de la *Gazette du Midi,* journal conservateur, pour en briser les presses, M. Esquiros le supprima. Cet arrêté fit jurisprudence, et dans bien des départements, il trouva des imitateurs; des journaux furent officiellement supprimés à la suite des manifestations hostiles faites contre eux. C'est ainsi que M. César Bartholon agit pour le *Défenseur* à Saint-Étienne ; il le suspendit « jusqu'à ce que la *justice de la République* eût pu statuer sur les délits qui lui étaient attribués. »

Dans le département du Nord, M. Testelin suppri-

mait le *Mémorial de Lille* pendant un mois ; le *Journal de Macon* subissait les menaces de M. Frédéric Morin, qui le réduisait au silence.

Dans l'ouest de semblables faits se passaient presque sous les yeux du gouvernement, malgré le décret de la délégation de Tours qui remettait au jury le jugement des délits de presse. M. Gambetta qui venait de rendre à la liberté le général Mazure, annula l'impôt mis par le conseil municipal sur les biens, meubles et immeubles ; cassa solennellement l'arrêté de M. Esquiros sur la *Gazette du Midi*, et l'arrêté du même préfet relatif à l'expulsion de France des membres de la congrégation de Jésus.

M. Esquiros refusa de s'incliner devant ces décrets. Il maintint ses décisions et offrit sa démission, qui fut acceptée ; seulement lorsque M. Marc-Dufraisse, envoyé pour le remplacer, arriva pour s'installer à Marseille, cela ne lui fut pas possible. M. Esquiros y conserva tous les pouvoirs.

L'arbitraire ne se bornait pas seulement au Midi et aux grandes villes. M. Frédéric Morin, préfet de Saône-et-Loire, pour engager les fonctionnaires publics à souscrire à l'emprunt du département leur disait : « Ceux qui, après avoir vécu de longues années » des deniers de la nation, ne feraient rien pour elle » à l'heure de la crise, prouveraient qu'elle avait eu » tort d'accepter leurs services, et l'inviteraient indi- » rectement à s'en passer dorénavant. » A Moulins, le préfet révoquait en masse tous les agents voyers et tous les juges de paix ; le préfet d'Agen cassait par un seul arrêté tous les gardes champêtres ; celui de la Haute-Loire trouvait un moyen original de jeter la terreur parmi les maires de son département ; quand

il était mécontent de l'un d'eux, il lui demandait sa démission ou le destituait et le faisait incorporer dans un bataillon de mobilisés. M. Frédéric Thomas, préfet du Tarn, dissolvait de sa propre autorité le conseil général de son département, sous prétexte que « la plupart des membres avaient été élus sous la pression et l'influence de la candidature officielle. » Plusieurs suivirent son exemple, mais se gardèrent bien de faire d'autres élections, ils administrèrent seuls les fonds des départements ou nommèrent des commissions de leur choix. Tels étaient les procédés des préfets du 4 septembre, qui, radicaux la veille, étaient improvisés dictateurs et violaient leurs principes : liberté individuelle, liberté de presse, liberté d'élections, contrôle des deniers publics (1).

Le pays était alors dans la situation la plus dangereuse qu'il eut encore traversée depuis la guerre. La ville de Metz venait de capituler. M. Gambetta fit une effrayante proclamation qui donna lieu dans le Midi à de tristes excès. A Lyon, lorsqu'un journal

(1) M. de Laprade, membre de l'Académie française, dans une lettre adressée à M. de Cumont, le courageux directeur de l'*Union de l'Ouest*, protestait contre l'arbitraire qui venait de frapper ce journal si libéral. Nous extrayons quelques lignes de cette très-remarquable lettre :

« Depuis quatre mois, l'arbitraire le plus abject régit presque tous nos départements ; mais des proconsuls de l'empire aux pachas de la république, l'arbitraire me semble, à moi qui suis peu suspect de bonapartisme, être descendu de plusieurs crans dans l'incapacité, l'indignité et la violence. Il est de notre devoir de résister, au nom même du danger de la patrie. Suivez énergiquement votre intention de poursuivre devant les tribunaux comme diffamateur et calomniateur, le préfet qui a osé vous injurier. Ces injures atteignent avec vous la plus saine portion de la presse et toute cette classe de Français qui fait le mieux son devoir devant l'en-

annonça la capitulation de Metz, la populace se dirigea sur ses bureaux et voulut briser ses presses, menaçant de jeter le rédacteur dans le Rhône. A Saint-Étienne, on arbora le drapeau rouge.

A Toulouse, le général Courtois d'Urbal fut arrêté par le peuple qui l'entraîna au Capitole, le menaçant à chaque pas de le tuer. Il fut sauvé par l'intervention de quelques modérés qui l'emmenèrent à la préfecture, où il fut sommé de donner sa démission après avoir été constitué prisonnier. A Nîmes, la foule envahit la préfecture, demandant que l'administration fût entièrement épurée. Le général Barral à Grenoble est jeté en prison, accusé de trahison. A Perpignan, le colonel commandant la place, victime d'une agression populaire, est haché de coups de sabre. M. de Bordas est assailli chez lui par une foule furieuse qui met son corps en lambeaux.

Le général de Noue fut contraint par l'émeute de donner sa démission; le gouvernement refusa de l'accepter, mais dut lui donner l'ordre de se rendre à Carcassonne. A Marseille surtout eurent lieu des scènes où le tragique était quelquefois mélangé de comique.

M. Marc-Dufraisse, que le gouvernement de Tours avait envoyé pour succéder à M. Esquiros, n'ayant pu parvenir à prendre possession de ses pouvoirs, fut

nemi. Lorsqu'on dressera le bilan de la défense nationale, on verra lesquels ont donné le plus de leur sang à la patrie, ou de ces hommes ou de ceux que l'on désigne encore officiellement sous ce mot imbécile de réactionnaires, prétexte éternel des persécutions et de l'injustice.

» Les familles et les amis de ceux qui meurent aujourd'hui pour la France, sans hurler : Vive la république! peuvent être sûrs qu'on les récompensera par l'insulte, peut-être par la terreur. Mais nous ne nous laisserons pas terroriser. »

remplacé par M. Gent. On croyait que ce choix devait satisfaire les Marseillais ; mais il n'en était rien, et l'ancien proscrit de Noukahiva parut encore trop modéré pour la démocratie.

Lorsqu'il arriva à la préfecture, où les salons étaient remplis de gens fort peu sympathiques pour le recevoir, il y eut une scène atroce de confusion : M. Gent reçut un coup de revolver. Il se rétablit assez vite et c'est en l'imitant qu'il essaya de faire oublier son prédécesseur.

Il n'était jusqu'aux femmes qui s'en mêlaient et qui à Lannemezan assaillirent le général Cambriels à coups de pierres aux cris : « A mort le traître ! »

CHAPITRE XXVI.

LES OPÉRATIONS MILITAIRES DE LA PROVINCE. — LES PREMIERS COMBATS SUR LA LOIRE.

C'est le moment de tourner le regard sur les mouvements stratégiques, sur les troupes qui marchent pour faire lever le siége de la capitale.

Comme on l'a vu, le nœud et l'intérêt principal de la guerre se trouvaient à Paris et à Metz; ailleurs les opérations contre nos forteresses étaient d'une importance secondaire. Les investissements de Schlestadt, Neuf-Brisach, Belfort, devaient compléter la conquête de l'Alsace, qui était le but de M. de Bismarck.

La chute de Toul et de Strasbourg, en rendant une force considérable disponible, avait permis la formation d'une nouvelle armée commandée par von Werder, ayant pour objectif l'attaque de Lyon et la soumission du sud-est de la France.

Néanmoins, des forces considérables avaient été rassemblées sur la Loire, ayant pour quartier général Bourges, place où se trouve une des fabriques de canons les plus importantes de France.

C'est un point stratégique à la rencontre de divers chemins, et où se trouve la jonction conduisant à Tours, Blois, Orléans, Nevers.

Tous commandent les passages sur la Loire.

Le commandement de l'armée de la Loire avait été remis à d'Aurelles de Paladines, général qui a montré tout d'abord de rares aptitudes, une grande résolution, un talent réel.

Mais à côté et au-dessus de lui était le *Deus ex machina;* bon ou mauvais ange, l'avenir devait en décider, celui qui s'était abattu un jour sur Tours, à l'aide d'un ballon, comme s'il venait du ciel. Gambetta s'improvisant général en chef et ministre de la guerre, crut qu'il suffisait d'avoir des armées, des hommes rassemblés pêle-mêle, du nombre, pour gagner des batailles et relever la France des désastres au milieu desquels elle râlait.

Il organisa trois armées : celle du Nord, sous Bourbaki, quartier général Lille ; la seconde, celle de Bretagne, sous le comte de Kératry, un ancien aide de camp du maréchal Bazaine.

L'armée du Centre, quartier général Vendôme.

Le 27 octobre, la soumission de Metz, un coup de foudre pour la France tombait au milieu des calamités douloureuses qui en présageaient tant d'autres.

Les Allemands allaient amener sur le terrain de nouvelles et insurmontables forces.

La capitulation de la puissante forteresse de l'Est rendait disponible l'armée d'investissement de 225,000 hommes.

Voici comment elle se répartit :

Le 2[e] corps va renforcer l'armée assiégeante de Paris ; le 3[e] se partage entre la garnison qui reste à Metz

et des détachements pour réduire Longwy et Thionville. Manteuffel se dirige vers Lille avec le 1er, tandis que Frédéric-Charles avec toute une armée marche sur Orléans, avec l'intention de remplir le vide qui existe entre von der Tann, à l'aile droite du prince, et à sa gauche von Werder occupant Dijon. Son dessein ultérieur était de pousser en avant pour soumettre le Sud.

Le 9 octobre, jour où Verdun capitulait, von der Tann, réduit à ses propres forces par le rappel de la 22e division autour de Paris et l'envoi de la cavalerie du prince Albert vers Chartres, se tenait inactif sur la Loire. 20,000 cavaliers du prince Albert étaient cantonnés à Chartres pour tenir en échec l'armée de Bretagne. Un détachement à Châteaudun couvrait le flanc droit de von der Tann. Des colonnes mobiles allant, revenant, formaient un demi-cercle à l'ouest de Paris, de Compiègne au nord, par Montdidier, Breteuil, Beauvais, Évreux, Chartres et Châteaudun, et de Châteaudun à Orléans, au sud.

Au commencement de novembre, l'armée française de la Loire, divisée en 4 corps, se composait de 120,000 hommes, y compris les zouaves pontificaux, une de ses plus solides troupes et avec la légion étrangère, les deux meilleures bases de cette armée. Un corps avait été laissé à Mer, sur la rive gauche de la Loire, pour couvrir Tours : le 6 novembre, les trois corps qui restaient se portèrent à La Ferté. Ils traversent le fleuve à Beaugency pour se réunir au corps qui occupait Mer, de manière à former une ligne générale s'étendant de la Loire sur la droite, à Marchenoir, derrière la forêt de ce nom, sur la gauche. Les communications de von der Tann avec Paris, se trouvant menacées par cette disposition, ce général envoie un

corps de 6,000 hommes pour déloger de la forêt de Marchenoïr les Français, qui repoussent l'ennemi, en lui faisant essuyer une grande perte. Le 9, ils attaquent à leur tour von der Tann qui avait pris une position couvrant sa ligne de retraite vers Paris.

Après une défense obstinée, prolongée tout le jour avec des fortunes diverses, les Bavarois sont forcés de se retirer sur Toury où ils trouvent un secours de 20,000 Allemands, dépêchés en hâte de Chartres au premier avis de l'attaque. Le 11, cette force était élevée à 60,000, par l'arrivée du 13e corps sous le grand-duc de Mecklembourg, qui prit le commandement en chef.

Deux canons, une grande quantité de provisions et de munitions, environ 1,000 prisonniers, quelques-uns des derniers malades ou blessés à Orléans furent pris par les Français.

Ce fut la victoire de Bacon, dans laquelle la fermeté des troupes françaises, non moins que la justesse de tir de leur artillerie, étonnèrent les Allemands. Ils battent en retraite sur Arthenay, sauvés seulement d'un désastre complet par une marche précipitée de nuit, les Français, exaltés par leur succès, comptant l'achever le lendemain dès l'aube, ne les retrouvèrent plus.

Le général avait ainsi disposé ses forces : sa droite suivait la rive de la Loire de Beaugency à Meung vers Orléans, tandis que son centre et sa gauche partant de Marchenoir balayaient tout ce qui leur faisait obstacle, alors il atteignit les Allemands à Bacon, Coulmiers, Gémigny et Saint-Péravy-la-Colombe. Son plan consistait à tourner la position de von der Tann, à l'enfermer dans Orléans en lui barrant sa retraite par l'occupation de Chevilly où étaient établies des forces à cet

fet. Un corps de cavalerie, sous le général des Paillères, qui avait traversé la Loire à Saint-Benoît au-dessus de Châteauneuf, s'avançait sur la gauche des Allemands en remontant à Cercottes, de manière à former un obstacle à gêner et inquiéter l'arrière-garde de l'ennemi. Von der Tann averti du péril, avait abandonné précipitamment Orléans prenant la route entre cette ville et Saint-Péravy. Le général des Paillères tomba sur l'arrière-garde des Allemands en retraite, il leur fit un grand nombre de prisonniers, s'empara de plusieurs canons et de munitions considérables. La perte des Allemands fut estimée dans le premier moment à 10,000 morts; des constatations postérieures réduisent ce nombre à 4,000. — La réoccupation d'Orléans par les Français fut le résultat immédiat de leur succès.

Mais la bataille de Coulmiers-Bacon appelle des détails complémentaires. Il y a disette de documents sur les opérations si compliquées, si ardues qui forment ce que l'on appelle les campagnes de la Loire et de la Sarthe.

La bataille désignée indifféremment sous le nom de ces deux communes à l'honneur des armes françaises, mérite qu'on utilise tous les renseignements qui permettent de la retracer.

A Coulmiers, une grande ferme, appelée la Renaudière, servait de point d'appui principal à l'ennemi, qui s'y était retranché; et il a fallu plusieurs charges à la baïonnette pour l'enlever.

« Sur la commune de Bacon, c'est le château de la Touanne qui a été le centre et l'objectif de la bataille. C'est un vaste et beau château, possédé séculairement par une des familles les plus considérables de l'Or-

léanais, et dont le propriétaire actuel, le marquis Roger de la Touanne, a servi avec distinction dans la marine et commande un bataillon de garde mobile.

Les Prussiens s'étaient fortement établis dans les bâtiments et les bois qui l'entourent, de sorte qu'il a fallu de grands efforts pour les déloger. Le château a considérablement souffert.

Dans le cours de l'action, le bataillon de la garde mobile de Loir-et-Cher, surpris par la mitraille, commençait à se replier, lorsque le général Barille se jeta en avant, l'épée à la main, et leur cria : « Je vais vous montrer comment on marche à l'ennemi ! » et communiquant son élan aux soldats, les rallia, et fit une trouée à travers les régiments bavarois.

La garde mobile de la Sarthe s'est brillamment conduite. Un de ses jeunes capitaines, M. de Juigné, gendre de M. de Talhouët, a été blessé au plus fort de l'action. Comme il marchait le bras tendu pour montrer lui-même à sa troupe le chemin à suivre, une balle vint le frapper en labourant les chairs depuis l'avant-bras jusqu'à l'épaule. »

L'*Union bretonne* a donné la lettre suivante, écrite par un mobile :

« Bacon (Loiret), 10 novembre.

» Grande victoire ! Je t'écrivais, hier, que nous allions au combat. Notre corps d'armée a culbuté les Prussiens d'une manière admirable.

» Dans une seule journée nous leur avons repris ce qu'ils nous avaient pris depuis un mois.

» Hier, mercredi, à dix heures du matin, nous arrivons à Bacon. Le canon gronde. Nous étions là à

deux kilomètres de l'ennemi. Les obus et les boulets fendaient l'air. Mais déjà nos troupes les refoulaient de toutes parts. Ils étaient 50,000.

» A la Renaudière notre corps et le 16e les bousculaient encore. A Coulmiers, la même chose. Enfin à quatre heures, nos troupes entrent à Orléans. Les Bavarois se rendent. Nous partons à 10 heures pour la Renaudière, les poursuivant sur Paris. Nous traversons toute la ligne de bataille. Çà et là les cadavres de quelques Prussiens. Mais, à la Renaudière, ça doit être horrible. Et encore figure-toi que la moitié de notre artillerie seulement a donné.

» Notre capitaine, qui devait partir, a voulu rester quand il a entendu le canon.

» Voilà deux nuits que nous couchons dehors. Nos vêtements sont en loques. Le général qui est venu se chauffer, hier soir, à notre feu de bivouac, n'a pu s'empêcher de rire du désordre de notre toilette.

D'autre part une lettre datée d'Orléans, le 10, dit ce qui suit :

« Enfin, nous voici délivrés, depuis hier soir, de la lourde occupation que nous subissions depuis un mois.

» La journée d'hier a été terrible. Depuis huit heures du matin jusqu'à la brune, le canon n'a cessé de gronder et d'ébranler nos vitres. De midi à trois heures, les coups se succédaient de 12 à 15 à la minute. On se battait surtout du côté d'Ormes, au delà de Saint-Jean-de-Ruelle.

» Les Bavarois avaient cent pièces de canon en ligne; nous en avions encore davantage; enfin, l'ar-

mée de la Loire a montré qu'elle existait; hier, à 6 heures du soir, les hommes du peuple faisaient prisonniers tous les traînards de l'armée prussienne.

» A 8 heures et demie, Cathelineau faisait son entrée en ville, à la tête de ses Vendéens, et ce matin, à 9 heures, il assistait, à la tête de ses troupes, à une messe d'actions de grâces, qu'il avait demandée, à la cathédrale; Sainte-Croix était pleine d'une foule émue jusqu'aux larmes.

» La ville est calme et digne; presque toutes les troupes sont au dehors, prêtes à une nouvelle action, attendue pour aujourd'hui, si la pluie qui tombe à torrents n'y met pas obstacle.

» Il était temps que l'occupation finît; nous étions menacés de la famine. »

Le général d'Aurelles de Paladine publia un ordre du jour auquel la France fit écho. Rien ne saurait mieux décrire la bataille que ce document historique. Nous le reproduisons en entier.

« Monsieur le Ministre,

» J'ai l'honneur de vous adresser le rapport sur la bataille de Coulmiers, livrée dans la journée du 9 novembre.

» Dès la fin du mois dernier, il avait été décidé, à la fin d'un conseil de guerre tenu à Tours, qu'on tenterait une opération combinée pour occuper Orléans, qu'on devait attaquer du côté de l'ouest, par les troupes directement placées sous mes ordres, et, du côté de l'est, par les troupes du général des Paillères, le tout agissant sur la rive droite de la Loire.

» Diverses circonstances survenues au moment même de l'exécution du mouvement de centralisation, ne permirent pas de donner immédiatement suite à ce projet.

» Le 5 novembre au soir, il fut décidé, d'après les instructions reçues du ministre de la guerre, que l'on reprendrait cette opération et le général des Paillères, établi à Argent et à Aubigny-Ville, reçut l'ordre de partir le lendemain 6 pour se diriger par Gien et la forêt d'Orléans sur cette dernière ville, en lui laissant toute liberté de mouvement, de manière à arriver le 10 au soir ou le 11 au matin, suivant les événements.

» Le reste de mes troupes, qui était établi sur la droite et en arrière de la forêt de Marchenoir, depuis Mer jusqu'à Viévy-le-Rayé, ne devait se porter en avant que le 8, afin de donner au général des Paillères le temps de faire son mouvement.

» Dans la matinée du 8, l'armée vint occuper les positions suivantes : les généraux Martineau et Petevin s'établirent entre Messas et le château du Coudray; le général de Chanzy entre le Coudray et Ouzouer-le-Marché; le général Reyan, avec la cavalerie, à Prenouvellon et Séronville; le quartier général à Poisly.

» L'ordre de marche pour la journée du lendemain portait qu'une partie des troupes du général Martineau irait prendre position entre le Bardau, à droite, et le château de la Touane, à gauche; que le général Petevin s'emparerait successivement de Bacon, de la Renardière et du Grand-Lus, pour donner ensuite la main à la droite du général de Chanzy, en vue d'attaquer le village de Coulmiers, où, d'après nos renseignements, l'ennemi s'était fortement retranché.

» Ma réserve d'artillerie et le général Daviès, avec

ses bataillons de réserve, devaient soutenir ce mouvement.

» Le général de Chanzy devait exécuter par Chassanville, Epieds et Gémigny un mouvement tournant, appuyé sur la gauche par la cavalerie du général Reyan, lequel avait pour instructions de chercher à déborder autant que possible l'ennemi par sa droite. Les francs tireurs de Paris, sous les ordres du lieutenant-colonel Lepowski, avaient l'ordre d'appuyer sur la gauche le mouvement de la cavalerie.

» Le 9, dès huit heures du matin, toutes les troupes se mirent en mouvement après avoir mangé la soupe.

» La portion des troupes du général Martineau, désignées pour agir sur la droite, effectua son mouvement sans rencontrer l'ennemi.

» Une moitié des forces commandées par le général Petevin, soutenue elle-même par la réserve d'artillerie, enleva le village de Bacon et se dirigea ensuite sur le village de la Rivière et le château de la Renardière, où l'ennemi était fortement établi dans toutes les maisons du village et dans le Parc.

» Cette position vivement attaquée par 3 bataillons, le 6e bataillon de chasseurs de marche, un bataillon du 16e de ligne et un du 33e de marche, fut enlevée, malgré tous les efforts de l'ennemi pour s'y maintenir. Dans cette attaque, dirigée par le général Petevin lui-même, et qui ne pouvait être soutenue que très-difficilement par l'artillerie, parce que nos tirailleurs occupaient une partie du village, nos troupes déployèrent une vigueur remarquable.

» La seconde moitié des troupes du général Petevin se portait en avant, tandis que la position de la

Renardière était enlevée, occupait le château de Grand-Lus, sans trouver de résistance, et faisait appuyer sa gauche vers le village de Coulmiers.

» Sur la gauche les troupes du général Barry marchaient par Champory et Villarceau, qui était le centre de la ligne ennemie et qui était très-fortement occupée.

» Arrêtées dans leur marche par l'artillerie prussienne, elles ne purent arriver que vers deux heures et demie à Coulmiers, devant lequel se trouvaient déjà les tirailleurs du général Petevin.

» Ces tirailleurs, auxquels se joignirent les tirailleurs du général Barry, se jetèrent au pas de course, aux cris de : Vive la France! dans les jardins et les bois qui sont au sud de Coulmiers, y pénétrèrent malgré la résistance furieuse de l'ennemi, mais ne purent se rendre maîtres du village.

» L'ennemi, qui s'y était retranché, et qui avait accumulé sur ce point une grande partie de ses forces et de son artillerie, faisait les plus grands efforts pour s'y maintenir, afin de protéger la retraite des troupes de sa gauche, qui se trouvaient d'autant plus compromises que notre mouvement en avant s'accentuait davantage.

» Pour faire cesser cette résistance, le général en chef appela le général Daviès et la réserve d'artillerie. Cette dernière s'établit en batterie à la hauteur du Grand-Lus, et, après un feu des plus violents de plus d'une demi-heure, finit par réduire au silence les batteries de l'ennemi.

» En ce moment, les tirailleurs, soutenus par quelques bataillons du général Barry, conduits par le général en personne, reprirent leur marche en avant

et pénétrèrent dans le village, d'où ils chassèrent l'ennemi, vers 4 heures du soir.

» Dans cette attaque, les troupes du général Barry, 7e bataillon de chasseurs de marche, 31e régiment d'infanterie de marche et le 22e régiment de mobiles (Dordogne) montrèrent beaucoup de vigueur et d'entrain.

» A gauche du général Barry, une partie des troupes du contre-amiral Jauréguiberry, éclairées sur leur gauche par les francs tireurs du commandant Liénard, traversèrent Chassonville et Epieds, et arrivèrent devant Cheminiers, où elles furent assaillies par une grêle d'obus.

» Elles déployèrent leurs tirailleurs, mirent leurs batteries en position et continuèrent leur marche en ouvrant un feu de mousqueterie.

» La lutte que soutinrent ces troupes fut d'autant plus sérieuse qu'elles furent longtemps exposées, non-seulement aux feux partant de Saint-Sigismond et de Gémigny qui étaient devant elles, mais encore à ceux de Coulmiers et de Rosiers, qui n'attiraient pas encore l'attention du général Barry. Il était à peu près deux heures et demie. A ce moment, le général Reyau fit prévenir le général Chanzy que la cavalerie avait éprouvé une résistance sérieuse, que son artillerie avait fait de grandes pertes en hommes et en chevaux, qu'elle n'avait plus de munitions, et qu'il était dans l'obligation de se retirer.

» Pour éviter un mouvement tournant que l'ennemi aurait pu tenter par suite de cette retraite, le général de Chanzy qui, dans cette journée, a montré du coup d'œil et de la résolution, porta sa réserve en avant dans la direction de Saint-Sigismond en la faisant

soutenir par le reste de son artillerie de réserve.

» Le contre-amiral Jauréguiberry était parvenu à faire occuper le village de Champ par un bataillon du 31e, mais à peine arrivé, attaqué par de l'artillerie et des colonnes d'infanterie qui entraient en ligne, ce bataillon dut abandonner ce village. L'énergique volonté de l'amiral parvint cependant à nous maintenir dans nos positions jusqu'à quatre heures et demie, où l'arrivée d'une batterie de 12 réussit à maîtriser l'artillerie ennemie.

» Pendant ce laps de temps, le 37e de marche et le 33e de mobiles ont été grandement éprouvés.

» A cinq heures, toutes les troupes de l'amiral Jauréguiberry se portèrent à la fois en avant et s'emparèrent, au pas de charge, des villages de Champ et d'Ormeteau.

» Après la prise de ces villages, dont le dernier avait été soigneusement crénelé et admirablement disposé pour la défense, l'ennemi en pleine retraite, fut poursuivi, tant qu'il fit clair, par le feu de notre artillerie.

» En résumé, dans la journée du 9, nous avons enlevé toutes les positions de l'ennemi, qui, d'après l'aveu de prisonniers bavarois, doit avoir subi des pertes considérables.

» Nous avons eu à lutter contre le premier corps d'armée bavarois assisté de cavalerie et d'artillerie prussiennes.

» Cette journée eut pour résultat d'obliger l'ennemi à évacuer non-seulement toutes les positions retranchées qu'il occupait derrière la Loire et dans les environs d'Orléans, mais encore d'abandonner en toute hâte cette ville, pour battre en retraite sur Artenay

par Saint-Péravy et Patay, en laissant entre nos mains plus de 2,000 prisonniers, sans compter les blessés.

» La pluie et la neige qui étaient tombées toute la nuit et dans la journée du lendemain, et qui avaient détrempé les terres, rendirent impossible une poursuite qui eût pu nous donner de plus grands résultats.

» Malgré ces difficultés, une reconnaissance poussée jusqu'à Saint-Péravy s'empara de deux pièces d'artillerie, d'un convoi de munitions et d'une centaine de prisonniers, dont cinq officiers.

» Le général des Paillères, dont la marche sur Orléans avait été calculée sur une plus longue résistance de l'ennemi, marcha pendant quatorze heures, dans la journée du 9, sous la direction du canon, et malgré tous ses efforts, ses têtes de colonnes ne purent arriver à la nuit que jusqu'à Chevilly.

» Nos troupes d'infanterie de ligne et nos mobiles, qui voyaient le feu pour la première fois, ont été admirables d'entrain, d'aplomb et de solidité.

» L'artillerie mérite de grands éloges ; car, malgré des pertes sensibles, elle a dirigé son feu et manœuvré, sous une grêle de projectiles, avec une précision et une intrépidité remarquables.

» Nos pertes dans cette journée ont été d'environ 1,500 tués ou blessés.

» Le colonel de Foulonge, du 31e de marche, a été tué.

» Le général de division Renayre, commandant la cavalerie du 16e corps, a été blessé par un éclat d'obus.

» Je ne saurais trop vous dire, M. le ministre, combien j'ai eu à me louer de la vigueur que l'armée tout entière a montrée dans cette journée.

» Il serait trop long de citer tous les actes de courage et de dévouement qui me sont signalés.

» Le général en chef de l'armée de la Loire,

» Signé : D'AURELLES. »

Le correspondant du *Times*, attaché au quartier général prussien, donne les détails suivants sur les opérations de l'armée de la Loire :

« Aujourd'hui on attendait avec confiance une grande bataille et les troupes étaient de bonne heure en mouvement. Un épais brouillard cachait le paysage et il était plus facile de sentir que de voir notre chemin. Notre destination avait été tenue profondément secrète jusqu'au moment du départ, mais je me sentais néanmoins suffisamment sûr de notre but probable pour effectuer séparément mon départ. Mais s'il est difficile de trouver son chemin à travers le brouillard lorsque l'on sait où l'on veut aller, la difficulté s'accroît naturellement lorsqu'on éprouve un doute considérable sur ce point. En effet la difficulté augmenta à un tel degré qu'après avoir erré pendant deux heures sur le plateau entre Nogent et Dreux, nous fûmes heureux d'entrevoir à travers la brume les maisons d'un village où nous pourrions obtenir des informations. Les habitants nous disent que les derniers Allemands étaient partis deux heures auparavant et que les Français étaient dans le voisinage immédiat.

A ce moment le son perçant des clairons nous éveilla au sentiment d'un danger imminent, et notre cocher qui était Français pâlit en songeant au sort qui l'attendait probablement. « Ce ne sont pas là des

clairons allemands, » s'écria-t-il, et il nous proposa d'évacuer immédiatement le village dans une direction opposée. Il y avait réellement quelque chose de très-désagréable dans ce que nous ressentions. Nous écoutions en retenant l'haleine et pouvions entendre le roulement des caissons d'artillerie, qui semblait se rapprocher de nous, et nos appréhensions ne furent pas dissipées par la soudaine apparition d'un cavalier isolé, que nous entrevîmes comme le brouillard se levait, à environ 300 mètres de distance, et qu'il n'y avait absolument pas moyen de prendre pour un Allemand. Combien nous souhaitâmes alors que le brouillard s'épaissît avant que le cavalier aperçût notre voiture, stationnée sur un terrain assez exposé à l'entrée du village, et avec quel empressement nous nous réfugiâmes sur une route conduisant dans une direction opposée! Au même moment le cavalier s'arrêta, fit volte-face avec le même empressement que nous l'avions fait et disparut à notre inexprimable soulagement.

Nous nous éloignâmes avec toute la rapidité possible, et en peu d'instants nous nous trouvâmes au milieu d'une colonne allemande qui se dirigeait vers l'ouest. Nous racontâmes notre aventureuse excursion. Ils rirent et se moquèrent de nous, disant que nous n'étions pas loin de la grand'route de Chartres, que Chartres était occupée par les Allemands, et que l'idée que des troupes françaises se trouvassent entre nous et la ville était absurde. Néanmoins le mystère des clairons et de l'éclaireur reste inexpliqué, et j'imagine que, abritées pas l'épais brouillard, il y a eu à diverses reprises aujourd'hui des troupes françaises plus près de nous, que nous ne le supposions.

Nous les rencontrâmes en effet, lorsque notre avant-garde approcha de Châteauneuf, et fûmes reçus par plusieurs coups de feu à l'entrée de la ville et de la grande forêt qui se trouve immédiatement derrière elle.

La 22e division sous le général Wittich, avait déjà bombardé la ville, pendant la soirée de la veille. Comme nous entrions dans Châteauneuf je remarquai de nombreuses traces de bombes et de boulets sur les murs des maisons.

La ville avait été évacuée avant notre arrivée, après une légère résistance, mais le brouillard était tellement épais qu'il était impossible de rien voir. Il y eut pourtant un moment d'émoi, lorsque la ligne de marche fit subitement halte, et que les troupes se formèrent dans les champs des deux côtés de la route.

Notre arrêt ne fut que momentané, et nous trouvâmes la ville calme et déserte en apparence; toutes les boutiques étaient fermées, et à peine voyait-on un être humain dans les rues.

Les habitants s'étaient évidemment attendus à se trouver au centre des opérations; mais ils commençaient à sortir timidement de leurs maisons, et à enlever les volets de leurs boutiques, ils répondirent avec civilité à nos questions relativement au logement, etc.

La division Wittich prit position comme avant-garde dans un village à cinq milles de distance environ, sur la route conduisant vers l'ouest.

C'est tout ce que nous savons pour le moment, par rapport à notre direction probable pour demain. Si nous continuons à marcher encore pendant cinq ours à l'ouest, nous arriverons au Mans; mais quant

à savoir si la capture de cet important point stratégique entre ou non dans les plans de notre général, c'est une affaire de pure conjecture.

Ce qui est positif, c'est que le prince Albert est à Chartres, et nous croyons que le prince Frédéric-Charles se porte rapidement sur Orléans, qu'il reprendra probablement sous peu de jours.

Jusqu'à présent tout l'intérêt semble concentré dans les opérations de l'armée auprès de laquelle je me trouve. Nous étendant, comme nous le faisons en ce moment, de Dreux à Châteauneuf, il est impossible de savoir sur quel point de notre ligne, il y a la meilleure chance pour une escarmouche. Hier me rendant à la hâte de Nogent à Dreux, où l'on échangeait des coups de feu, j'entendis tout à coup une canonnade dans la direction de Châteauneuf, ce qui me décida à m'écarter de ma route et à gravir une éminence d'où je pourrai décider quelle direction prendre; mais la nuit me surprit avant que je pusse regagner la route de Dreux, où, ainsi que je l'appris plus tard, une vive escarmouche vers la tombée de la nuit eut pour résultat la prise de la ville par quelques régiments de la 17e division, avec perte d'une centaine d'hommes tués et blessés.

Aujourd'hui encore, la division Wittich a eu une escarmouche près du village de Saint-Jean, mais le brouillard était trop épais pour que l'artillerie prît part à l'affaire, qui se termina au bout d'une couple d'heures avec de très-faibles pertes pour les Allemands. Je suis interrompu en ce moment, par un lieutenant qui est logé dans la même maison que moi et qui me dit qu'il y a trois heures il se dirigeait de Dreux vers cette ville, lorsque les deux régiments avec lesquels

il se trouvait furent assaillis à l'improviste par un feu violent, et une vive escarmouche s'engagea avec un détachement français d'environ 1,500 hommes; le combat dura une heure et demie et eut pour résultat la capture du commandant français et de 120 hommes de sa troupe; les Allemands perdirent environ 100 hommes tués et blessés.

Il n'y a donc plus à douter que le cavalier que j'ai vu ce matin était réellement un éclaireur français, et que, tandis que nous traversions la même partie du pays, nous avions failli tomber aux mains de l'ennemi.

Nous approchons maintenant de la partie de la France qui n'a pas encore été visitée par des troupes allemandes; l'intérêt de notre route s'accroîtra en conséquence, et plus particulièrement si, comme le fait paraît probable, nous sommes constamment harcelés par les francs tireurs et les troupes de guérillas.

Il se peut que l'armée de la Loire, se sentant incapable de lutter en bataille rangée avec nous, adopte la tactique de la guerre de partisans, et essaye de nous fatiguer par des surprises et des attaques de nuit incessantes; il se peut aussi qu'elle se soit retirée sur quelque position qui offre de plus grands avantages stratégiques que celles qu'elle vient d'abandonner.

Sa tactique actuelle est peut-être la meilleure qu'elle puisse poursuivre en présence des circonstances, et il n'y a pas de raison pour qu'elle ne puisse pas nous faire voltiger d'un bout à l'autre de la France si tel est son bon plaisir. En attendant, comme nous arrivons dans une partie du pays moins épuisée par les troupes, les souffrances de la campagne s'amoindrissent.

Dans des villes comparativement grandes, comme

Châteauneuf, les provisions sont abondantes, les logements somptueux, et les troupes marchent gaiement à travers ce riche pays, préférant la distraction du mouvement à la monotonie de la vie stationnaire. En ce qui les concerne, il ne semble y avoir aucune raison pour que la guerre finisse. Si, en réalité, les chefs français croient que leur meilleure politique est d'essayer de les fatiguer par une guerre de guérillas, il est une question qu'ils feraient bien d'examiner, celle de savoir qui sera fatigué le premier. »

Von der Tann opéra sa retraite en toute hâte sur Toury, c'est là qu'il fut rejoint par le général Wittich; le prince Albert, le grand-duc de Mecklembourg unissaient leurs forces pour arrêter l'armée de la Loire; la nouvelle de ce premier succès de nos armes, vint ranimer l'espérance et la foi. Là se présentaient deux tactiques: la plus conforme au génie français, était de marcher en avant pour combiner l'attaque contre les assiégeants de Paris, avec une sortie de Trochu, lançant une nombreuse sortie des forces qu'il avait sous la main.

La capitale pouvait être délivrée par l'armée d'Aurelles, si des mouvements analogues eussent été faits par Fieret, Kératry et Farre, le général qui avait remplacé Bourbaki dans le commandement de l'armée du Nord. Qui a retenu le général Aurelles? Est-ce hésitation, ou, comme on l'a dit, l'ordre de son supérieur, le ministre de la guerre Gambetta? est-ce la pensée qu'il était plus prudent d'user l'ennemi comme on croyait pouvoir le faire alors, en l'affaiblissant en détail, au lieu d'engager le sort de la France dans des batailles rangées, pour lesquelles elle avait des hommes plutôt que des soldats exercés?

Les troupes sous le commandement de Mecklembourg ne pouvant pas arrêter un pareil flux d'hommes, un grand général sans nul doute, quelque incomplets que fussent les matériaux d'une force rassemblée à la hâte, n'eût pas manqué de faire une tentative suprême, la seule d'où l'on pouvait attendre le salut.

Il y a des moments où l'avenir dépend de l'à-propos à saisir. Aux rapides l'empire, c'est-à-dire la victoire. Sans doute la poursuite si nécessaire de ce succès ne dépendit pas du général. On dit alors que l'état-major de Versailles éprouva une grande inquiétude; que le grand stratégiste, auquel incombait la tâche de diriger les opérations, de pourvoir à toutes les éventualités, Moltke, avait déjà résolu la levée du siége. Au premier bruit de la marche en avant de l'armée d'Aurelles de Paladines, les Allemands abandonnaient Paris, se rabattaient sur les lignes des chemins de l'Allemagne. Ces bruits relevaient les courages.

Mais les armées de l'Est, du Nord et de l'Ouest, la première observant l'Alsace et couvrant Besançon et Lyon, la seconde tenant la ligne de la Somme, la troisième en avant de la Sarthe avec ses avant-postes près de Nogent et de Chartres, quoique formant une masse considérable, n'étaient pas dressées et pourvues de manière à tenir le terrain. Seule la quatrième armée, celle de la Loire, était composée en grande partie de bonnes troupes, de régiments algériens et de vétérans : elle avait réellement une organisation propre à inspirer la confiance : 100,000 hommes alors, 300 canons, de bons officiers. L'esprit des soldats, leur nombre, les avantages topographiques, l'ardeur et le dévouement des populations, tout autorisait et entretenait l'espoir du succès.

CHAPITRE XXVII.

CAMPAGNE DE LA LOIRE. — POSITION DES ARMÉES.

Une vue de la carte montrera la belle position stratégique occupée par les Français, maîtres du terrain de Marchenoir à Orléans par Montargis ; ils formaient un arc de Nogent-le-Rotrou, Chartres, Toury jusqu'à la gauche du prince Frédéric-Charles. Occupant les principales routes sur Paris, ils pouvaient se concentrer au moyen de courtes lignes et plus rapidement que l'ennemi qu'ils avaient en face. La concentration de leurs forces les pouvait mettre dans la proportion de deux contre un ; car alors le prince Frédéric-Charles n'avait pas plus de 55,000 à 60,000 hommes détachés du siége et von der Tann et le grand-duc en avaient 45,000 seulement : ils compensaient leur infériorité par la discipline et la pratique de soldats aguerris.

Le 17 et le 18 novembre des engagements partiels avaient eu lieu : principalement près de Chartres. Le 9e corps du prince Frédéric-Charles était arrivé le 19 près d'Étampes et se trouvait conséquemment en communication avec le corps de von der Tann formant la gauche de l'armée du duc de Mecklembourg.

BATAILLE DE BAUNE-LA-ROLLANDE.

La brigade Wedell prit son quartier près de Baune-la-Rollande le 23, appuyée par la cavalerie hessoise.

Le 24, les corps commandés par les généraux Valentini et Lehmann, et possédant une nombreuse artillerie, se portèrent par Montargis à Ladon et Corbeilles.

Les Français sortirent des bois et attaquèrent vivement l'aile gauche ; ils occupèrent Ladon et Maizières, et marchèrent sur Baune, Bois-Communs et Saint-Loup.

Pendant ce temps la brigade de Valentini, secondée par toute l'artillerie, manœuvra habilement et arriva à propos au secours de la division Lehmann, qui commençait à plier.

Devant ces forces supérieures, les Français abandonnèrent Ladon après un combat acharné.

Les divisions réunies de Lehmann et de Valentini se concentrèrent à Maizières.

A la jonction des divers chemins qui conduisent de Ladon à Baune, d'Aurey à Bellegarde, le combat recommença, le canon grondait avec une telle violence qu'il s'entendait d'Orléans.

L'ennemi repoussé de Bellegarde tenta, un moment, d'arrêter les Français dans le parc du château de Ladon ; mais les mobiles s'étaient dès la veille emparé de cette position et accueillirent les Prussiens par un feu meurtrier qui les obligea à se retirer.

Le combat reprit avec intensité à Baune-la-Rollande, l'ennemi fut vivement attaqué par le 74e de ligne qui s'empara de la ville. Les pièces de canon

prussiennes étaient tellement embourbées qu'il fut impossible de les faire manœuvrer. Ces combats engagés dès le matin avaient duré jusqu'au soir; les troupes françaises se retirèrent alors dans la direction d'Orléans. Les Prussiens ne firent que traverser Baune, il était évident qu'une grande bataille devait se livrer à quelques lieues de là.

Le 28 novembre, le général d'Aurelles attaqua avec deux corps qu'on estimait à 60,000 hommes un corps allemand d'environ 30,000 qui, dans le voisinage de Baune-la-Rolande, couvrait les chemins conduisant à Fontainebleau et à Melun.

La bataille fut sanglante, disputée des deux côtés avec un égal courage; l'inexpérience d'un des corps français vint affaiblir le plan d'attaque. Suivant le témoignage de l'état-major allemand, la position commençait à être critique, quand deux divisions dépêchées de Pithiviers firent tourner la chance contre les Français.

Ceux-ci se retirèrent avec des pertes sensibles; beaucoup de jeunes soldats qui voyaient le feu pour la première fois, furent saisis d'une terreur panique et se débandèrent par centaines; mais les Allemands sur l'autre point pliaient devant des troupes plus fermes, plus solides, et laissaient derrière elles un canon et beaucoup de prisonniers.

Les stratégistes critiquent d'Aurelles d'être resté inactif pendant deux jours, retard que la rapidité de l'ennemi a rendu fatal. La question de victoire et de défaite repose essentiellement sur l'exactitude des calculs et la proportion à établir entre le temps, les lieux, les mouvements et le nombre des forces à porter à l'action en temps opportun.

C'est l'histoire de toutes nos batailles perdues, de Waterloo, de Sedan, où la perte des trois jours d'avance sur le Prince royal, pendant la marche de l'armée française allant au secours de Bazaine, produisit le désastre qui a brisé la France.

COMBAT DE BRETONCELLES.

La division Wittich étant établie à la Loupe, se mit en mouvement dès l'aube vers Nogent-le-Rotrou et prit une forte position à Bretoncelles. Des escarmouches préludèrent au combat, les batteries françaises répondirent vigoureusement aux décharges de l'artillerie allemande établie dans un bois.

Des deux côtés la lutte était soutenue avec une égale vigueur; mais bientôt l'artillerie allemande, abritée, et dirigeant habilement son feu, délogea les Français. Alors on vit des colonnes ennemies gravir la colline, couronner les hauteurs pour prendre les Français en flanc. Le combat s'engagea sur tous les points; les francs tireurs disséminés, profitant des inégalités de terrain, dirigeaient un feu meurtrier sur les Allemands, forcés de reculer.

Les Français avancent, chaque arbre devient contre eux un rempart devant lequel court la mort. Mais l'ardeur du combat les rend plus acharnés, au fur et à mesure que les pertes sont plus grandes.

Nos soldats font individuellement des prodiges de valeur; au fond de la vallée se trouve le chemin de fer de Paris au Mans longeant le village de Bretoncelles là où le terrain s'élargit. Les Français obligés d'abandonner leur position dans le vallon se retranchent

dans les jardins du bourg. Les Allemands s'avancent en poussant des cris sauvages ; un feu terrible les décime ; la gare du chemin de fer prend feu, des marins opposent une résistance désespérée, mais voici une batterie allemande qui vient exercer ses ravages dans leurs rangs. Ces braves étaient partout l'honneur de l'armée, 800 d'entre eux étaient arrivés de Cherbourg le matin à 6 heures ; à 10 heures ils entraient en ligne.

Que ne pouvait-on accomplir avec de tels soldats !

Était-ce assez de sang ? Un cri d'horreur retentissait partout ; et ce n'était pas seulement en France. Le gémissement s'exhalait des mères et des sœurs des vainqueurs, l'écho du Rhin nous l'apportait. Les prisonniers de Wœrth, de Metz et de Sedan ne souffraient pas seuls, le deuil enveloppait les deux pays, partout les veuves et les orphelins.

Le prince Frédéric-Charles avait été impressionné par l'affaire de Beaune-la-Rolande ; il avait trop le coup d'œil de la guerre pour ne pas apercevoir l'avantage laissé aux Français par la position désavantageuse de l'armée allemande. Aussitôt il donne l'ordre de concentrer toutes ses forces éparses, ayant soin lui-même de garder l'intervalle qui se trouvait entre von der Tann et le grand-duc de Mecklembourg.

L'opération s'accomplit comme il l'avait prescrit.

Les 29 et 30 novembre, les colonnes allemandes se rapprochent les unes des autres. Les troupes de Chartres offraient sur leur flanc des facilités d'attaque qui pouvaient compromettre le plan pour le succès duquel elles étaient en mouvement. Mais dans les circonstances critiques, il n'y a que l'inspiration spontanée reliée au calcul stratégique pour faire ces miracles qui

illustrent la carrière des grands généraux. C'est ainsi que Condé à Rocroy, Napoléon à Wagram, Wellington à Waterloo, le prince royal de Prusse à Sadowa, inscrivirent leurs noms surmontés du laurier de la victoire au souvenir de la postérité.

1er DÉCEMBRE. — COMBAT DE PATAY.

Cette campagne de la Loire n'est qu'une suite de marches, de contre-marches où les batailles se succèdent sans trêve ni relâche. Vers la mi-novembre, l'avant-garde du duc de Mecklembourg atteint Châteauneuf, non sans avoir essuyé les coups de feu français.

Plusieurs maisons sont incendiées ; les Allemands occupaient l'espace entre cette ville et Ardennes, lorsqu'ils sont assaillis subitement par les Français qui leur enlèvent Ardennes.

A trois kilomètres sur la droite, se trouve le village de Saint-Maxime, environné de bois touffus. Là, une action s'engage entre des corps détachés des deux armées.

Les Allemands restèrent maîtres du terrain. Ils avaient affaire à des mobiles et à des francs tireurs joints à quelques artilleurs qui ne purent résister à un ennemi supérieur en nombre ; à Digny, il y eut un petit combat qui laissa aux mains des Allemands quelques prisonniers.

A Torcy, la perte fut plus considérable ; elle fut de 300 soldats dont 9 officiers. Ces escarmouches étaient principalement soutenues par l'armée de l'Ouest, car celle de la Loire s'était dirigée sur Orléans, tandis

que Chartres se trouvait en possession du prince Albert.

Toutes ces actions séparées n'ont jamais eu l'importance d'une véritable bataille.

On peut en dire autant de l'entrée à Nogent-le-Rotrou, vers lequel les Allemands s'étaient avancés par plusieurs colonnes parallèles, avant que les Français eussent le temps de se réunir en forces suffisantes pour une sérieuse résistance.

Sept mille d'entre eux étaient dispersés à Rémalard, Bretonville, Margon et Thiron.

A Margon, les Allemands attaquèrent le village en poussant des cris qui rappellent l'usage des anciennes hordes d'Attila. La plupart des mobiles se trouvaient au café lorsque l'alarme fut donnée : la panique fut immédiate.

Le 23 novembre, quelques Allemands, au lieu de s'arrêter à La Ferté, poussaient jusqu'au château de Bauvoir ; glorieux témoin de l'époque féodale, il devait voir défiler sous ses vieilles murailles les douleurs et les hontes du présent.

Depuis 1813, époque où mourut son dernier seigneur, il était resté inhabité; les vastes salles entourées de grands panneaux de chêne massif, les portraits des grandes dames en toilette de cour, des officiers, des chevaliers de Malte, des évêques ; les vieux lambris, les portes roulant sur leurs gonds rouillés, les tapisseries des Gobelins que le temps avait ternies, tout gardait à ce château l'ombre fantastique des souvenirs d'un autre temps. Mais déjà l'impitoyable maraudeur avait fait ses razzias, principalement dans les caves, avec cet esprit communiste qui semble être inhérent au soldat en campagne.

La lutte suit son cours, les Français postés à Arthenay, à cinq lieues au nord d'Orléans, à Patay et à Neuville, voulaient, par Fontainebleau et Melun, donner la main à des forces parisiennes à l'est entre la Seine et la Marne.

L'action du 1er, en face de Patay, au rapport du général Chanzy, avait été une défaite des Prussiens. Grâce surtout au 1er corps, sous les ordres de l'amiral Jauréguiberry, l'ennemi avait été chassé du village à la pointe de la baïonnette; de grands éloges étaient donnés à la direction de l'artillerie; le général Chanzy fut nommé officier de la Légion d'honneur.

Hélas! lueur d'une espérance qui devait bientôt s'éteindre! quelques jours après le prince Frédéric-Charles allait porter un coup funeste.

La bataille continue le 2 décembre près de Bauvillers et de Château-Courie; les Bavarois s'avancèrent jusqu'à Loignies et Lumeau. Le 3, un léger engagement avait lieu près de Langy vers la forêt d'Orléans; le 4, une grande bataille s'engageait en face d'Orléans; l'armée bavaroise y joua le principal rôle et entra dans la ville à minuit.

COMBAT DE BAZOCHES-LA-HAUTE. — 2 DÉCEMBRE.

Les Français ont attaqué les Bavarois au village d'Orgères à trois heures, le combat a duré jusqu'à la nuit sans résultat décisif, que des pertes assez considérables pour les Allemands et un grand nombre d'officiers tués. A Logny, où se trouve un beau château, l'artillerie française répondait vigoureusement à celle des Allemands.

Ce château devient le point central du combat; un grand nombre d'Allemands y périrent, mais les murailles qui les abritaient leur permirent de faire de grands vides dans les rangs français; ceux-ci avaient l'avantage, gagnaient du terrain, lorsque la cavalerie du prince Albert apparut sur la gauche, un feu terrible est dirigé sur elle et jonche le terrain de morts et de blessés. Mais les Allemands fortifiés par ce secours prennent le village. De nouvelles troupes françaises arrivent, l'artillerie lance ses décharges.

Le village de Logny est incendié; sur l'extrême gauche, le combat continue avec une nouvelle vigueur; dans le voisinage d'Artenay et sur le grand chemin conduisant à Orléans, toute la 22e division Wittich, avec moitié de la 15e division Treskow, viennent en aide au corps bavarois; la journée continue avec des fortunes diverses.

Le grand-duc de Mecklembourg et le duc de Mecklenbourg sont renforcés par des troupes sous le commandement du prince Frédéric-Charles; l'armée allemande engagée sur ce point montait à environ 30,000 hommes, l'aile droite, sous le commandement de von der Tann, présentait un effectif égal.

Vers Logny le combat se maintenait avec un égal acharnement, mais les Allemands occupaient le château, dont il ne fut pas possible de les déloger; le prince Albert fut dépêché vers l'aile droite avec sa cavalerie pour tourner la position.

Deux brigades attaquent les Français qui occupaient la colline à la droite du château; ceux-ci se précipitent avec un nouvel élan qui déroute l'ennemi. Le sort de la journée est encore incertain, mais les Allemands lancent leur réserve et la jeune armée est rompue sur quel-

ques points. Il lui faut abandonner ses positions avec des pertes sensibles.

Ce combat fut un des plus sanglants et des plus opiniâtres de la campagne. Les Allemands avaient attaqué avec vigueur. Les Français maintenaient leurs positions avec une fermeté digne des vétérans de la guerre ; mais la valeur ne peut triompher de la tactique. La perte de cette bataille découvrait Orléans ; Tours et Bourges restaient ouverts à l'ennemi.

La retraite fut héroïque. Quatre jours d'héroïques combats l'illustrèrent ; elle fit honneur au général d'Aurelles, dont les officiers allemands disaient qu'avec des hommes de cette trempe les Français n'auraient eu ni Sedan ni Metz.

D'un autre côté von der Tann et ses Bavarois marchaient sur Baugency avec l'intention de couper la retraite française.

COMBATS DE CERCOTTES, ARTHENAY, CHEVILLY, ETC.

La bataille de Beaugency ferme la série de nos malheurs : l'abandon d'Orléans sera le dernier acte de cette campagne avant les combats sur la Sarthe.

Le prince Frédéric-Charles se dirige vers Orléans par cette chaussée impériale que bordent de beaux peupliers formant l'avenue majestueuse que tout voyageur a admirée. Il aborde le village de Cercottes le 4 décembre. Les Français avaient placé sur une colline, à gauche, une batterie qui commandait le passage. Dans des taillis des francs tireurs se disposaient à inquiéter la marche de l'ennemi. Les Allemands atta-

quent la position : nonobstant la résistance qu'ils rencontrent, la supériorité du nombre leur fait ouvrir un passage et ils débusquent les Français. Dire ce que ce flux et reflux d'hommes portait de ravages et de misères, on le sait : les envahis, pillés par les uns et les autres, les pauvres paysans confondaient dans leur commune exécration le Prussien et ce fatal Napoléon, jadis leur idole.

Cependant les Français signalaient leur retraite par des coups désespérés : sur toute la route des soldats détachés, des francs tireurs continuaient la fusillade; chaque coin de bois recélait des patriotes épiant l'ennemi pour rendre sa marche sanglante.

A Brou, Arthenay, Neuville-aux-Bois, après des escarmouches et de petits engagements dans la directino de Gien, les Prussiens s'étaient retirés devant la force et la bonne tenue de leurs adversaires.

Le général d'Aurelles s'était montré dans ses dispositions un bon tacticien, il avait amélioré la discipline et relevé l'esprit de l'armée.

Les forces françaises étaient concentrées entre Tours, Blois et Orléans; les Prussiens leur faisaient face sur deux longues lignes concentriques : l'une s'étendant de Châteaudun, Orgères, Jaury, Toury, Pithiviers ; l'autre en arrière, de Chartres à Fontainebleau, en communication par Montereau et Troyes avec les troupes prussiennes dans l'Est.

Les Allemands à leur extrême droite se concentraient sur Châteaudun, quand leur gauche se retirait de Montargis.

Le 30 novembre le mouvement général s'opère, conformément aux instructions du ministre de la guerre. Le général d'Aurelles, commandant cette armée, dont

Chanzy, Bourbaki, Paillères et autres généraux dirigent les divers corps : une courte proclamation, sous la date du 1[er] décembre, annonce que Paris a brisé les lignes prussiennes et que Ducrot, à la tête d'une armée, était en marche pour opérer la jonction. Il terminait par ce cri de tout Français : en avant! N'importe le danger, n'importe le péril, Dieu protégera la France.

Le 1[er] décembre, d'Aurelles commença à avancer avec son aile gauche, et deux de ses corps avaient eu, comme il a été dit dans le précédent chapitre, l'avantage sur von der Tann et le grand-duc de Mecklembourg aux combats de Patay, de Loigny et d'Arthenay.

Le 16[e] corps de l'armée de la Loire avait obtenu un succès le 1[er] décembre à Villepion.

Les Français avaient perdu la bonne occasion que la rapide poursuite de leur projet et de leur mouvement pouvait seule rendre profitable.

Le 3 décembre une nouvelle défaite est infligée aux Français, près de Chevilly, par le prince Frédéric-Charles, à 4 lieues d'Orléans, et à Chilleurs-aux-Bois, à 5 lieues nord-est de la même ville, sur la route de Pithiviers.

Frédéric-Charles, après avoir réuni une force considérable, se ruait à son tour sur l'ennemi qui lui offrait une ligne d'autant plus facile à percer qu'elle s'étendait davantage. Il commence par diriger un de ses corps à Beaumont, pour retenir et paralyser l'aile droite des Français. Pendant qu'un des corps qui lui était opposé ne pouvait tenir le terrain, le prince jette le reste de ses forces sur le centre et l'aile gauche des Français occupant un front trop étendu. C'est ainsi qu'au début il compense l'infériorité du nombre de manière à avoir

sur les points engagés et sur le théâtre de l'action des forces équivalentes à celles qu'on pouvait lui opposer.

Le centre de l'armée française fut enfoncé à Chevilly. La déroute commence, on se dirige dans un grand désarroi sur le camp formé près d'Orléans.

Le 3 décembre le combat se renouvelle devant Orléans : le résultat fut tel que d'Aurelles jugea à propos d'évacuer Orléans, en se portant sur la rive gauche de la Loire.

Sur ces entrefaites, la délégation de Tours envoie l'ordre de cette évacuation, sous la signature Crémieux, Glais-Bizoin, Fourichon.

A midi, le 4, le général d'Aurelles écrivait d'Orléans : « Je change mes dispositions, je dirige sur Orléans le 16e et le 17e corps; j'appelle le 18e et le 20e. J'organise la résistance. Je suis à Orléans à la place. »

Gambetta s'était dirigé sur Orléans par un train spécial, il trouve à la Chapelle le chemin coupé par un parti de cavaliers prussiens qui l'avaient couvert de madriers et de pièces de bois pour entraver la marche des convois. A cette heure, on entendait la canonnade dans le lointain.

A Blois, Gambetta reçut la dépêche suivante du général de l'armée de la Loire : « J'avais espéré, jusqu'au dernier moment, me dispenser d'évacuer la ville d'Orléans : tous mes efforts ont été impuissants, cette nuit la ville sera évacuée. »

Gambetta revient à Tours où l'atteint la dépêche suivante du général Martin de Pallières :

« L'ennemi a proposé notre évacuation sous peine de bombardement de la ville d'Orléans. Comme nous devons la quitter cette nuit, j'ai accepté au nom du

général en chef. Les batteries de la marine ont été enclouées, la poudre et le matériel détruits. »

La vue du chemin de fer coupé montrait l'état des choses, c'est-à-dire qu'Orléans et les camps étaient tournés, la communication était interceptée entre eux et les corps qui avaient pour point d'appui Blois et Vendôme.

Cette retraite, hélas! avait tout l'air d'une déroute. Le 5 et le 6 décembre Vierzon voyait arriver dans un grand désordre 8 ou 10,000 hommes de toutes armes. Pendant 36 heures cette débandade continue. Le 7 décembre, le général d'Aurelles qui logeait à l'hôtel des Messageries y reçut, avec un grand calme, la nouvelle de sa révocation. En présence du maire il se borna à rejetter la responsabilité sur M. de Freycinet, directeur au ministère de la guerre, l'*infatigable Carnot*, c'est ainsi qu'il l'appelle ironiquement, aux plans multiples inexécutables, très-opposé aux concentrations de troupes, instamment et inutilement réclamées par lui, général d'Aurelles.

Et il prédit qu'il usera ainsi tous les généraux.

Lorsque plus tard Gambetta offrit au chef de l'armée de la Loire un grand commandement, il le refusa, ne voulant, dit-il, accepter un poste que d'un gouvernement élu par la nation.

Nous n'étions pas au terme de nos disgrâces.

La droite et la gauche se retirent, l'une en traversant la Loire à Jargeau, l'autre sur la rive nord par Marchenoir et Beaugency. On fait mine un moment de défendre le camp, mais le 4 décembre, le centre de l'armée française avait passé la Loire, abandonnant sa position et Orléans.

L'armée de la Loire était brisée, elle avait perdu

15,000 hommes et 80 canons, comprenant ceux pris dans le camp.

L'effort pour secourir Paris fut plus qu'un insuccès : un complet désastre.

Le 11, le corps bavarois de von der Tann venait occuper Orléans. Cette armée qui pendant trente jours n'avait cessé de marcher et de combattre, en quittant l'Allemagne comptait 30,000 hommes. Il en restait seulement 5,000 suivant le correspondant du *Times*, journal dont les informations pendant cette campagne ont fourni de si précieux renseignements.

D'ailleurs l'inconsistance de la direction, les changements fréquents des chefs par M. Gambetta, le manque d'autorité, d'unité, de savoir, l'insuffisance stratégique de l'éloquent avocat, laissaient peu de chance au succès d'une campagne entreprise avec des recrues, au milieu de grandes difficultés.

La décadence de la nation française sous le régime corrompu et corrupteur du second empire, l'éducation supérieure des officiers allemands, l'infériorité de l'armée française, dont les officiers, depuis l'empire étaient plutôt choisis pour leur dévouement dynastique que pour leurs connaissances et leurs mérites dans leur profession; en outre une artillerie inférieure, des généraux de cour, pour la plupart incapables. Voilà certes trop de raisons pour expliquer les revers, sans avoir recours aux causes morales dont nous devons dire quelques mots.

Quand, il y a 60 ans, les Prussiens recevaient de la main de Napoléon Ier, les coups qu'ils retournent aujourd'hui contre les Français qui payent les fautes du neveu, souverain tombé ;

Lorsque la Prusse était oppressée par l'infortune,

elle avait pour cri de ralliement : « Notre roi et la patrie. »

En France, devant l'invasion de 1870, il n'y avait qu'un souverain de hasard. En 1871, il ne se rencontrait qu'une commission improvisée et sans mandat. Le principal moteur, Gambetta, n'avait pour lui ni le passé, ni les titres qui impressionnent l'imagination du peuple et allument le patriotisme.

Des phrases jetées au vent, des hyperboles hasardées peuvent bien attirer les applaudissements d'une secte, mais restent sans effet sur une nation. En France surtout, le patriotisme, la loyauté, la sympathie ne se trouvent dans toute leur force active qu'en voyant les symboles qui consacrent des noms et établissent entre le peuple et le gouvernement cette attraction des souvenirs, source féconde de la confiance et du dévouement.

C'est ainsi qu'on explique comment une dynastie nationalement consacrée par une communauté de gloire et de souffrance, devient au jour de l'épreuve un point d'unité et un lien qu'aucune abstraction ne saurait remplacer.

Napoléon, l'homme de Sedan, élevé au trône par un coup de main, ne pouvait survivre à la mauvaise fortune.

Faute d'avoir voulu rester sous le *palladium* du gouvernement constitutionnel, il a semé les vents, il a recueilli les tempêtes.

Les colères volcaniques qui retombent sur lui, sont l'expiation de sa faute.

C'est ainsi que la race des aigles, rentrée en France par la brèche faite par elle à la Constitution qu'elle avait juré de respecter, en est sortie par la brèche de

la responsabilité du despotisme qu'elle a revendiqué pour y trouver sa propre condamnation.

Grand enseignement, mais dont le souvenir passe trop vite!

Il est un mot qu'on a souvent répété : « L'homme s'agite et Dieu le mène. » Dieu mène en effet les empires à des destinées mystérieuses, mais sur une route qu'il appartient à l'homme de tracer dans la vérité, la gloire et la liberté ou de semer d'erreurs et de ruines.

Puissent tant de leçons servir à orienter la malheureuse nation française, égarée par tant de charlatanisme, accablée par tant de désastres!

Le lecteur pardonnera ces réflexions, qui se dégagent naturellement de tous les esprits, dans la perplexité que fait éprouver la position si critique de la France.

Déjà au fort de la lutte, nous avions exprimé nos doutes et nos craintes sur les dangereuses illusions de M. Gambetta. Il était évident que la forme absolue de la République, à laquelle on semblait subordonner la France, ne trouvait pas d'écho dans le cœur de la grande majorité.

Il n'était pas moins évident que les préoccupations et les intolérances des prétendus républicains s'imputaient en diminutions de la confiance et des forces unies que réclamait la lutte.

Le parti qui s'était arrogé exclusivement le droit de faire face à la plus grande lutte que retrace l'histoire, devait après beaucoup de bruit et d'irréparables malheurs arriver à une complète faillite.

CHAPITRE XXVIII.

CONTINUATION DE LA CAMPAGNE. — BATAILLE DE BEAUGENCY. 7 ET 8 DÉCEMBRE.

Chanzy, avec un des grands tronçons de l'armée de la Loire, battue à Orléans, continuait la lutte. Le 8 décembre, les 16e et 17e corps français, composés de troupes de nouvelle formation sous ses ordres, veulent enlever les positions du grand-duc; elles sont entamées sur plusieurs points, mais leur énergique défense ne permet pas aux Français d'atteindre leur but. Le 7, un renfort envoyé par le prince Frédéric ne permet plus aux Français de repousser l'ennemi. Ces deux journées nous coûtèrent 1,260 prisonniers, 6 pièces d'artillerie, 1 mitrailleuse. Le 8, Cravant, Baumont et Baugency étaient occupés par les Allemands.

Cette ville souffrit beaucoup. Un brave capitaine de gardes mobiles, ancien notaire, M. Godin, s'y signala. Sa maison fut saccagée : son patriotisme attira sur ses pénates la vengeance de l'envahisseur.

Le 9, Bonvallet, Villarceaux et Cernay subissent le

même sort; le 10 les Français, dans leur retraite sur Blois, soutiennent de nouveaux combats à Monlivaux et à Chambord. Ce fut là que le général Morandy, surpris, laissait à l'ennemi, par suite d'une panique, le passage libre sur Blois, Chaumont et même Amboise. De la sorte, les Allemands pouvaient prendre en flanc la seconde armée qui confrontait Frédéric-Charles et Mecklembourg. L'occupation de Blois, conséquence prochaine de la panique de Chambord, découvrait Tours, désormais à la merci du vainqueur.

Dans le parc de Chambord, où le vainqueur de Fontenoy et le prince de Wagram tinrent les villégiatures de la gloire, périrent un grand nombre de Limousins, parmi lesquels nous citerons le jeune comte de Marcellus, récemment marié, le fils aîné du marquis de Nieul, MM. Arsène Henry, la Porte, Bardinet, jeune avocat; leur brave commandant Pinelli combattit et mourut en héros. Que de sacrifices en pure perte, hélas! devaient montrer aux membres de la défense nationale le sort réservé aux armes de la république dans l'agonie de tant de braves. Paris étreint par les serres prussiennes voyait l'immense force qu'il contenait frappée d'impuissance : les armées de la province, au lieu d'avancer pour lui donner la main, perdaient chaque jour du terrain.

OCCUPATION DE BLOIS.

Voici d'après un témoin oculaire le récit des faits dont cette ville a été le théâtre :

« Après avoir été trois fois menacée, après avoir

été tête de ligne trois fois, Blois est aux mains de l'ennemi; c'est un épisode émouvant à joindre à cet immense drame dont notre pays était depuis quatre mois le théâtre.

» Le 9 décembre au soir, la funeste surprise de Chambord mettait Blois à découvert sur la rive gauche de la Loire : les récits des militaires échappés à ce désastre remplissaient la ville de terreur; on s'attendait à une occupation imminente.

» Entre six et dix heures du soir la ville se couvre de troupes, des pièces de canon stationnent au haut de l'escalier qui termine la rue Denis Papin, ainsi qu'à l'évêché; au premier signal elles doivent être mises en position. A la vue des préparatifs d'une lutte dont la ville doit être la victime, des citoyens se réunissent pour aller trouver le préfet et le conjurer de ne pas exposer à la légère la vie et les intérêts de 20,000 habitants, que l'on se batte hors de la ville, et les gardes nationaux sont prêts à se défendre avec courage quand ils sauront que leur résistance ne met pas en danger leurs femmes et leurs enfants. Le préfet répond que les chefs militaires aviseront pour le mieux et que le pont ne sera coupé qu'à la dernière extrémité.

» Le lendemain, à six heures et demie du matin, un ébranlement semblable à celui que causerait un tremblement de terre avertit les habitants que le sacrifice de leur pont est consommé. C'était aussi le sacrifice de la ville, car cet acte annonçait une lutte acharnée. Il s'agissait d'empêcher l'ennemi de prendre à revers l'armée de Chanzy qui, depuis plusieurs jours, sur la rive droite résistait héroïquement et avec succès.

» Vers midi, la fusillade que l'on entendait la veille

dans la direction de Beaugency, se rapproche, mais elle vient de la rive gauche; bientôt on peut distinguer la fumée des obus, et, vers trois heures, les cavaliers prussiens sont signalés sur le quai de la Chaîne. Des francs tireurs, des militaires et des gardes nationaux embusqués derrière les parapets, tirent sur ces éclaireurs et en descendent plusieurs. La position était singulière; on engageait la lutte sans avoir les moyens de la soutenir, les militaires répandus dans la ville n'étant plus qu'en fort petit nombre.

» Alors un avis de la municipalité avertit les habitants que la résistance étant jugée impossible, les gardes nationaux doivent porter leurs armes à la gare, afin de les soustraire à l'ennemi. Une heure après, un train partait de Tours, emportant les fusils et le reste du matériel de la gare; mais à peine avait-il fait quelques centaines de mètres, essuyant une grêle de balles envoyées du val par l'ennemi, que le commandant arrive pour reprendre les armes.

» Sur l'injonction du ministre de la guerre, la résistance à outrance était décidée; le sacrifice de la ville est nécessaire au salut de la France : des forces suffisantes doivent être envoyées.

» Cependant le bruit du canon s'était mêlé à celui de la fusillade; un boulet tue deux mobiles à la Patte-d'Oie, un autre tombe sur la maison d'un prêtre, un autre pénètre dans la cuisine d'une maison, place Saint-Louis, sans que la domestique, fort effrayée, soit atteinte.

» Un courageux citoyen bien connu de la démocratie, M. Amédée Contant, est frappé mortellement quand, après avoir inutilement essayé de parlementer, il répondait à l'ennemi avec son fusil de chasse; des

femmes, dit-on, sont atteintes; un vieillard meurt de saisissement sans être blessé.

» Mais les usages de la guerre défendaient un bombardement préalable : des négociations s'engagent, les conditions de l'ennemi étaient quatre millions de contributions et le passage ou le bombardement dans une demi-heure. Malgré toutes ses horreurs, la lutte est acceptée.

» Femmes, enfants, vieillards, se suivent vers la forêt, d'autres se retirent dans les caves ou se hâtent d'y cacher leurs objets les plus précieux. La nuit se passe ainsi, sans que la menace de l'ennemi soit exécutée, quoiqu'il eût refusé d'écouter les paroles de paix apportées par le vénérable évêque, qui voulait éviter aux siens l'incendie et la mort. Le matin, dimanche, de nouvelles négociations sont entamées sans plus de résultats : l'ennemi déclare toutefois ne vouloir pas tirer le premier, les Français comme à Fontenoy, répondent qu'on attendra ses coups.

» L'ennemi, dont l'humeur n'est pas chevaleresque d'ordinaire, n'avait évidemment pas de munitions ; dès qu'elles seraient arrivées, on pouvait présumer avec grande probabilité qu'il commencerait le feu. Aussi la nuit s'écoula sans sommeil pour l'habitant qu'une telle épée de Damoclès suspendue à son chevet empêchait de dormir.

» Le lendemain matin, on remarque qu'une partie des troupes ennemies s'est retirée et la confiance renaît dans les cœurs. Mais, vers midi, les troupes quittent la ville, d'autres arrivent par la porte de Paris, annonçant que l'armée de la Loire se retire devant des forces supérieures. Dès lors, la ville étant découverte, on devait attendre l'arrivée prochaine de l'ennemi.

» Un grand nombre d'hommes valides restés dans Blois pour la défendre, s'enfuient pour éviter la captivité et les travaux imposés par l'ennemi, suivant la rumeur publique, aux hommes en état de porter les armes.

» On regrette alors la résistance avec ses dangers, en face de la honte de l'occupation étrangère. Durant ces jours d'alarmes, l'exemple de Châteaudun animait les cœurs généreux, cette ville héroïque avait écrit de son sang une belle page dans l'histoire du pays, Blois croyait en avoir le *verso*. »

BATAILLE DE VENDÔME.

Pour en finir avec l'armée du général Chanzy, dont l'existence était le plus grand obstacle aux progrès de l'invasion et menaçait les assiégeants de Paris, l'état-major prussien veut frapper un grand coup. Trois corps d'armée avaient été concentrés pour ce grave résultat. Les Français avaient opposé une résistance dont on peut mesurer l'énergie par ce fait statistique : l'artillerie française avait lancé 16,000 projectiles du 7 au 15 décembre.

L'étendue des pertes de l'ennemi se caractérise dans ce fait recueilli de la bouche des prisonniers, qu'une compagnie du duc de Mecklembourg, forte de 200 hommes, le 2 décembre, n'en comptait plus que 46, le 15, jour où il lui fallait se rendre.

Chanzy, jeune, 47 ans, militaire aguerri en Afrique, possédait à un égal degré la confiance de ses officiers et de ses soldats. On ne l'a jamais vu manquer de présence d'esprit dans les positions les plus difficiles.

Dans la bataille du 2, il avait retenu des recrues nombreuses qui, frappées de panique, s'enfuyaient en désordre, il les avait ramenées au combat.

L'amiral Jauréguiberry et le capitaine de vaisseau Juarez, commandant le 16e et le 17e corps, le secondaient admirablement.

Jauréguiberry était doué de l'esprit militaire, justifiant ce que lord Napier a dit des services qu'on peut attendre des hommes de mer dans les opérations continentales. L'amiral continue à en donner la preuve.

Telle était la situation lorsqu'un conseil de guerre, auquel présidait Gambetta, dans la nuit du 16 au 17 décembre, décida d'évacuer Vendôme et de se diriger sur le Mans. Le 10e corps prussien passa le Loir, deux heures après, et occupa Vendôme dépourvu de moyens de résistance.

Le *Moniteur prussien* a résumé les opérations que nous venons de décrire (2e armée, prince Frédéric-Charles, jusqu'au 20 décembre). Il importe à l'impartialité historique d'en détacher quelques citations. Nous les donnons à la fin du chapitre.

Elles permettent de suivre les mouvements sur le terrain, grâce aux désignations de temps et de topographie. Elle seront pour cette partie de la campagne ce que sera pour celle sur la Sarthe, le chapitre sous ce titre : A vol d'oiseau.

Le 4 janvier, le prince Frédéric-Charles partait d'Orléans pour Beaugency. A peine arrivé à Vendôme, il est averti par le canon que les Allemands sont aux prises sur divers points avec les Français.

Deux divisions françaises revenaient sur Vendôme attaquer la brigade qui l'occupait.

Mais l'arrivée subite du prince trompe leur calcul. Le 3e corps marche à la rencontre des Français. Lorsque l'avant-garde eut dépassé Vendôme, elle fut reçue par une vive fusillade qui partait d'une ferme et du village un peu en arrière. Après diverses attaques, les Allemands s'emparent de la ferme et du village : les Français se dirigent vers la forêt de Vendôme où ils continuent leur résistance. Mais il leur faut s'éloigner encore sous les vives et opiniâtres attaques de leurs poursuivants. Une autre pointe fut poussée vers Villiers ; la 9e brigade d'infanterie allemande formant l'avant-garde de la 5e division s'y trouvait. Les Français attaquèrent ayant derrière eux quelques retranchements garnis d'artillerie qui les appuyait par son feu. Toutes les attaques des Français se brisèrent contre la résistance ferme et inébranlable des Allemands. Mais ceux-ci durent payer cet avantage de pertes très-sérieuses. L'artillerie française fut réduite au silence ; nos troupes n'avaient plus qu'à se replier.

Mais ce combat près de Vendôme ne fut que le commencement d'une série d'actions commencées le 6 janvier jusqu'au 12. Elles préludaient à la bataille décisive du Mans.

Le 8 janvier le quartier général allemand se portait de Vendôme, par Epuisay, à Saint-Calais, ce petit village avait été occupé le 7 par l'avant-garde du 9e corps.

Le préfet de la Sarthe informait le gouvernement de la défense nationale de la réapparition des Prussiens à Saint-Calais. C'est un exemple, parmi tous les faits analogues, de ce qui servait de cortége à ces occupations. Ces souvenirs appartiennent à l'histoire.

« **Hier, la malheureuse ville de Saint-Calais a en-**

core reçu la visite des Prussiens. Quelques coups de fusil ont été échangés entre leur avant-garde et un détachement de cavaliers et des francs tireurs qui avaient été envoyés en reconnaissance et n'étaient pas de force à opposer une réelle résistance; deux bombes ont été envoyées sur la ville; personne heureusement n'a été blessé.

» Les Prussiens sont ensuite entrés au nombre de 400 environ; le conseiller municipal faisant fonction de maire a été demandé par eux et retenu provisoirement prisonnier; le commandant prussien a exigé une somme de 20,000 francs, et s'est enfin contenté de 15,000 francs, qui ont dû lui être remis en outre des réquisitions en nature. En même temps la ville était pendant une heure entière livrée au pillage des soldats. C'est à quatre heures et demie seulement que Saint-Calais, déjà si cruellement éprouvé, a été délivré de la présence d'un ennemi qui transforme la guerre en brigandage. »

Les journaux français gardaient le texte de la protestation adressée par le général Chanzy au commandant des troupes allemandes à Vendôme :

Au commandant prussien à Vendôme.

« J'apprends que des violences inqualifiables ont été exercées par des troupes sous vos ordres sur la population inoffensive de Saint-Calais, malgré ses bons traitements pour vos malades et vos blessés. Vos officiers ont exigé de l'argent et autorisé le pillage. C'est un abus de la force qui pèsera sur vos consciences et que le patriotisme de nos populations saura supporter.

» Mais ce que je ne puis admettre, c'est que vous ajoutiez à cela l'injure, alors que vous savez qu'elle est gratuite. Vous avez prétendu que nous étions les vaincus ; cela est faux : nous vous avons battus et tenus en échec depuis le 4 de ce mois.

» Vous avez osé traiter de lâches des gens qui ne peuvent vous répondre, prétendant qu'ils subissaient la volonté du gouvernement de la défense nationale, les obligeant à résister alors qu'ils voulaient la paix et que vous la leur offriez. Je proteste avec le droit que me donnent de vous parler ainsi la résistance de la France entière et celle que l'armée vous oppose et que vous n'avez pu vaincre jusqu'ici.

» Cette communication a pour but d'affirmer de nouveau ce que cette résistance vous a déjà appris. Nous lutterons avec la conscience du droit et la volonté de triompher, quels que soient les sacrifices qui nous restent à faire. Nous lutterons à outrance, sans trêve ni merci, parce qu'il s'agit aujourd'hui de combattre non pas des ennemis loyaux, mais des hordes de dévastateurs qui ne veulent que la ruine et la honte d'une nation qui prétend conserver son honneur, son indépendance et son rang.

» A la générosité avec laquelle nous traitons vos prisonniers et vos blessés, vous répondez par l'insolence, l'incendie, le pillage. Je proteste avec indignation au nom de l'humanité et du droit des gens que vous foulez aux pieds.

» Le présent ordre sera lu aux troupes à trois appels consécutifs.

» Au quartier général, au Mans, le 26 décembre 1870.

» CHANZY. »

Le 9 les Allemands continuent leur marche et arrivent à Bouloir, où leur parvient le rapport d'un engagement avec les Français près du château d'Ardenay, à 11 kilomètres.

Entre Ardenay et la petite ville d'Yvre, les Français, que rien ne décourage, ayant l'auberge de Saint-Hubert pour pivot engagent le combat contre le centre de l'armée allemande.

Les journées du 11 et du 12, la lutte se maintint avec une telle vigueur de la part des Français, que le grand-duc de Mecklembourg dut faire un énergique effort, il réussit.

Voici l'article du *Moniteur prussien* :

« Immédiatement après l'occupation d'Orléans, la 2e armée se mit à la poursuite de l'ennemi. Celui-ci, d'après les avis reçus, avait de forts détachements à Jargeau, à Sully et à Gien, de l'autre côté de la Loire. Le 3e corps se porta dans cette direction. D'autres nouvelles qu'on avait de l'ennemi, disaient qu'autour de Beaugency il s'était reformé en grandes masses. Le 9e corps fut dirigé d'Orléans sur Beaugency, en suivant la rive gauche de la Loire, afin de soutenir le mouvement en avant qui avait lieu sur la rive droite, en menaçant de l'autre côté du fleuve la ligne de retraite des Français. La 6e division de cavalerie fut envoyée au Sud, sur Vierzon, avec l'ordre de suivre les mouvements de retraite de l'ennemi et de ne pas le perdre de vue. On avait des motifs de supposer que les forces françaises se retireraient dans la direction de Tours, afin de couvrir le gouvernement qui siégeait en cette ville. Le 10e corps demeura près d'Orléans, pour être employé suivant le besoin. La 17e et la 22e

division, avec le corps bavarois, sous les ordres du grand-duc de Mecklembourg-Schwérin, continuèrent à former l'aile droite sur la rive nord de la Loire.

Dans sa marche vers le Sud-Est, le 3e corps ne rencontra nulle part de forces ennemies importantes ; de même, la 6e division de cavalerie, envoyée du côté de Vierzon, eut de nombreuses escarmouches avec la population du pays, mais ne se trouva pas une seule fois en face de détachements de l'armée ennemie. Pendant ce temps, l'attaque faite, le 7 décembre, par les Français contre les troupes du grand-duc de Mecklembourg-Schwérin, avait démontré que l'ennemi se tenait avec ses principales forces aux environs de Beaugency, et que son intention était de s'opposer à la marche en avant des troupes allemandes du côté du Sud-Ouest. Le grand-duc eut à combattre, le 7, des troupes commandées par le général Camon, et le 8, les 16e, 17e et 21e corps français (ce dernier de formation toute nouvelle), sous les ordres du général Chanzy.

L'attaque, répétée le 8 décembre par l'ennemi, fut des plus vives et repoussée avec non moins de vigueur. Le 9, le prince Frédéric-Charles fit avancer le 10e corps (resté près d'Orléans) pour appuyer le grand-duc ; mais l'artillerie de ce corps donna seule ; l'ennemi avait été refoulé d'une manière décisive.

Comme les deux divisions du grand-duc et les troupes bavaroises avaient beaucoup souffert dans ces rudes combats de deux jours, — et en prévision que l'ennemi renouvelât son attaque avec des forces supérieures, le commandant en chef (prince Frédéric-Charles) porta en avant le 10e corps, avec ordre de se lier au 9e, pour l'appuyer en cas de combat. Le 10 dé-

cembre, en effet, les deux corps eurent à opérer de concert, l'ennemi fut repoussé, souffrit des pertes considérables et battit en retraite sur Blois dans la direction du sud-ouest.

Afin de pouvoir le poursuivre avec toutes les forces disponibles, le 3e corps fut rappelé à Gien et concentré autour de Beaugency, au sud d'Orléans ; le 10e corps reçut l'ordre de marcher sur Blois, et le 9e continua à se tenir sur la rive gauche de la Loire. Le lundi 12 décembre, le prince Frédéric-Charles avait, pour quelques jours, transporté d'Orléans son quartier général plus au sud, mais, par ordre, la préfecture d'Orléans resta réservée pour Son Altesse Royale et ne fut pas occupée. Le 12, le quartier général était transféré à Beaugency ; le 13, à Suèvres ; là, le commandant en chef reçut la nouvelle que la ville de Blois avait été occupée sans résistance par le 10e corps et que le général de Voigts-Rhetz venait d'y entrer en personne. Une quantité considérable de provisions était tombée entre nos mains.

Le quartier général resta jusqu'au 16 décembre à Suèvres. On avait appris qu'une partie de l'armée française, après le combat du 12, s'était retirée vers l'Ouest dans le pays de Vendôme ; le 15, un peu au nord de cette ville, à Morée, le grand-duc de Mecklembourg-Schwérin rencontra de forts détachements de l'armée ennemie et leur livra un combat heureux sous tous les rapports. D'un autre côté, le général de Voigts-Rhetz, sorti de Blois avec le 10e corps, à la poursuite de l'ennemi, atteignit l'arrière-garde française ; le combat, soutenu principalement par l'artillerie, eut pour nous le résultat le plus favorable.

Jusque-là il y avait toujours apparence que l'inten-

tion de l'ennemi était de pousser dans la direction du Nord-Ouest afin de secourir Paris, et la tâche de la 2e armée consistait à employer toutes ses forces pour faire échouer ce plan. En conséquence, le prince Frédéric-Charles dirigea, le 17 décembre, sur Vendôme, outre le 10e corps, le 9e, jusque-là sur la rive gauche de la Loire, et le 3e, qui avait été porté de Gien à Beaugency. Mais l'ennemi évita le combat. Comme on sait, dans la nuit du 16 au 17, un conseil de guerre, sous la présidence de Gambetta, fut tenu à Vendôme; on y prit la résolution d'évacuer cette ville et de se retirer dans l'Ouest sur le Mans. Ce mouvement en arrière s'exécuta dans la journée du 17; l'ennemi battit en retraite, après avoir essayé de faire sauter les ponts sur la Loire; ce qui n'empêcha pas, deux heures plus tard, le 10e corps de pouvoir passer sur ces ponts.

L'occupation de Vendôme eut lieu presque sans combat; seulement quelques grenades furent jetées sur les masses ennemies qui se retiraient; l'infanterie brunswickoise et le 10e bataillon de chasseurs prirent 8 canons avec les artilleurs qui servaient ces pièces. Le 16e corps et les troupes du grand-duc de Mecklembourg-Schwérin furent chargés de suivre l'ennemi dans sa marche vers l'Ouest, et au besoin de le maintenir dans ses positions.

Au moment où la 2e armée avait ainsi rempli sa tâche, en fermant à l'ennemi la route de Paris du Sud, et en le rejetant vers l'Ouest, un avis reçu du général von der Tann (qui occupait Orléans avec le corps bavarois depuis le 12 décembre) informa le commandant en chef que devant Gien, où l'on avait laissé, pour garder la place, un bataillon bavarois,

de grandes masses de troupes ennemies étaient en vue; aussitôt des détachements de la 2ᵉ armée furent dirigés, le 17 et le 18 décembre, en amont de la Loire, pour recommencer de ce côté (Sud-Est) ce qui avait été accompli déjà en aval d'Orléans (Sud-Ouest), c'est-à-dire pour couvrir à nouveau les lignes d'investissement de Paris du côté Sud. Il importait maintenant d'observer les mouvements de l'ennemi dans la direction de Gien.

Le 18, le prince Frédéric-Charles transporta son quartier général à Meung (en amont), et, le 19, il rentrait à Orléans.

Lorsque nos troupes occupèrent Vendôme, on y trouva encore affichée une publication de Gambetta, datée du 15 décembre. C'était un ordre aux préfets et aux maires de faire appréhender rigoureusement tous les soldats qui, sous un prétexte quelconque, traînaient sur les derrières de l'armée, et de les ramener à leurs corps. Quelle situation, quelle discipline, quelle décomposition trahit cette pièce ! »

Un membre de la Croix-Rouge qui a secouru les blessés français après les combats sur la Loire, a donné les détails qui suivent, bien navrants, sur les scènes auxquelles il a assisté :

« A Villorceau, la première maison que j'atteignis était un pensionnat de jeunes filles. Je ne crois pas que les horreurs de la guerre décrites par Erkmann-Chatrian aient jamais égalé le spectacle qu'offrait cette maison. Toutes les chambres (et il y en avait beaucoup), depuis la cave jusqu'au grenier, étaient encombrées de morts et de blessés mourant de faim,

tellement entassés qu'il était impossible de se mouvoir parmi eux. Quelques-uns se trouvaient là depuis mardi soir, d'autres depuis mercredi. C'était un samedi, et pas un aliment, pas une goutte d'eau n'avait humecté leurs lèvres.

» Plusieurs avaient d'horribles blessures, mais vivaient encore. Parmi eux se trouvaient plusieurs officiers, dont l'un était tendrement soigné par un sergent de son régiment qui l'avait recouvert de sa propre redingote. Tous les carreaux de vitre de la maison étaient brisés, il n'y avait pas un meuble, et pendant ces jours et ces nuits d'un froid glacial, ces malheureux étaient restés sur la terre nue, sans que leurs blessures eussent été pansées. La puanteur était effroyable. Chaque maison était dans le même état.

» Dans plusieurs chambres se trouvaient douze ou quatorze malheureux, quelques-uns déjà à l'état de cadavres Dans une autre chambre un pauvre garçon gisait tout seul, la cuisse fracassée. Le froid, la faim, depuis trois jours, en avaient fait l'être le plus pitoyable que j'aie jamais vu. Le soir même, un chirurgien des uhlans offrit de panser quelques-unes des plus terribles blessures, afin que les hommes pussent être transportés, mais il n'avait sur lui qu'une paire de ciseaux et quelques épingles!

» Heureusement, les ressources fournies par la Société anglaise ne nous ont pas fait défaut, et la plupart des pauvres blessés ont pu être transportés la nuit même au couvent des Ursulines de Beaugency. Plusieurs d'entre eux étaient trop près de la mort, hélas! et un excellent curé français, lui-même un martyre de la phthisie, passa la nuit en prières près

d'eux et leur administra les derniers sacrements de l'Église. »

LA RETRAITE DE L'ARMÉE DE LA LOIRE.

La retraite à laquelle vient d'être forcée l'armée de la Loire ne peut en rien être comparée à ces tristes déroutes, à ces débandades démoralisées.

Le 2 décembre, les efforts combinés des Français vinrent échouer contre les masses énormes que les Prussiens, selon leur tactique habituelle, avaient concentrées avec autant de rapidité que de secret par des marches de nuit. L'effort de notre gauche pour marcher vers Toury fut héroïque; mais, loin d'avancer, elle dut céder du terrain. Le 17e corps, ayant à sa tête le courageux général de Sonis, vint à son secours. C'est là que les volontaires de l'Ouest, anciens zouaves pontificaux, se conduisirent avec une intrépidité qui est constatée par tous ceux qui les ont vus. Entraînés par le colonel de Charette, ils assaillirent les Prussiens à la baïonnette au milieu d'un bois. Là s'engagea, pour la première fois peut-être dans cette guerre, un terrible combat à l'arme blanche, lutte héroïque qui se termina par la mort de plus de 400 volontaires, mais qui avaient vendu chèrement leur vie. M. de Charette resta sur le champ de bataille : les uns le disaient tué, d'autres prisonnier.

Presque au même moment, le général de Sonis, pour enlever les mobiles qui faiblissaient, s'élançait en avant de leur front et était frappé par un obus à la jointure de la cuisse; sa blessure le mettait hors de combat; il tomba de cheval, et ses soldats, écrasés

par une pluie de mitraille et de boulets, étaient forcés de l'abandonner à l'ennemi.

Dès lors, la journée était perdue pour nous ; notre armée devait abandonner les positions conquises la veille et se retirer prudemment en arrière.

La droite cependant avait continué à marcher, chassant devant elle les Allemands jusqu'au delà de Pithiviers. Mais notre ligne était rompue, et cette marche en avant de l'aile droite devenait presque dangereuse pour elle.

Le samedi 3 décembre, les 15e, 16e et 17e corps, tout en combattant vigoureusement, durent commencer leur retraite sur Orléans. Ce fut encore deux jours de lutte acharnée où l'artillerie joua le plus grand rôle. Le temps était des plus favorables à cette arme, qui assurait la supériorité des Prussiens sur nous.

Les routes, durcies par la gelée, facilitaient le transport rapide des pièces qui faisaient trembler les maisons et le sol. Dans la matinée du dimanche, la retraite de l'aile gauche et du centre sur Orléans était complète ; mais elle s'opérait en ordre parfait.

Le voyageur qui eut parcouru la grande route de Beaugency à Orléans, n'y eut rencontré que quelques centaines de soldats séparés de leurs corps. C'étaient de ces traînards qui tournent toujours le dos au côté d'où vient le bruit du canon. Sur cette même route s'opérait la retraite de la 1re division du 16e corps. C'est la seule fraction de notre armée de la Loire qui battit en retraite sans savoir encore si Orléans serait ou non défendu.

Elle rejoignit la grande route, près de Saint-Ay, après avoir passé au sud d'Orléans. Un ordre parfait s'était remis dans leurs rangs, et ils défilaient corps

par corps, compagnie par compagnie, sous le commandement immédiat de leurs officiers respectifs.

Hormis cette seule division, tous les autres corps s'étaient repliés sur Orléans, d'après les ordres du ministère, on devait le défendre jusqu'au bout.

Mais, par mesure de précaution, on évacua dès lors les immenses quantités de marchandises de toutes sortes, de denrées et de bestiaux qui avaient été accumulées à Orléans, soit pour la nourriture de notre armée, soit pour le ravitaillement de Paris.

Grâce aux ordres intelligents et à l'activité d'un jeune officier d'intendance, tous les transports du 16e corps prirent la route de terre. Cet immense convoi comprenant plus de 500 voitures, marchait dans l'ordre réglé d'avance, pendant que de l'autre côté de la route défilait la première division de ce même 16e corps.

Pas la moindre confusion, pas le moindre désordre dans cette énorme agglomération d'hommes et de voitures.

Durant cette même journée, le chemin de fer évacuait sur Tours toutes les richesses d'approvisionnements que le gouvernement avait fait entasser dans la gare d'Orléans. Ici encore on cite un employé qui a montré pour ce travail colossal une initiative et une intelligence hors ligne. A quatre heures du soir, cette évacuation était terminée, ainsi que celle de tout le matériel de la compagnie et d'un très-grand nombre de blessés. Le dernier train parti d'Orléans, en emportant une ambulance protégée par la Croix-Rouge, reçut plusieurs balles, dont l'une perça la plaque de tôle placée devant le mécanicien. Quelques minutes après, le train qui ramenait Gambetta à Tours

était également assailli par des balles et trouvait la voie coupée devant lui.

Notre droite, trop engagée, avait pu, le même jour, accomplir sa retraite pas à pas, en se faisant respecter par l'ennemi. Elle campait le soir, concentrée en bon ordre, dans une solide position. Ce reste de notre armée, après avoir quitté Orléans, se massait également au Sud, sans avoir presque rien perdu de ses forces.

Les combats livrés autour d'Orléans ont eu pour résultat de démontrer qu'au milieu de la plus mauvaise organisation la bravoure française ne s'est jamais trouvée en défaut.

ENTRÉE DES ALLEMANDS A ORLÉANS.

Il est de ces spectacles qui après avoir ému ceux qui en ont été les témoins reflètent leur impression dans l'histoire ; telle est l'entrée d'une armée triomphante dans une ville réduite à boire cette coupe d'amertume. La fierté orgueilleuse avec laquelle les envahisseurs défilaient dans les rues avec leurs drapeaux et musique en tête était un frappant contraste avec la consternation des habitants.

On apercevait de tous côtés des familles attristées, des femmes en deuil, les larmes dans les yeux, attachées aux bras de leurs maris, les filles cachant leur beauté sous les voiles noirs et laissant tomber vers la terre des regards consternés.

Encore n'était-ce pas tout : des convois, des civières portant des blessés, des chevaux morts au milieu des rues, des soldats qui n'avaient pu être relevés du lit

de glace où ils avaient passé la nuit, tel était le tableau lugubre qui se déroulait aux regards.

Dans un endroit on remarquait un cheval et un chien à côté l'un de l'autre, sans doute frappés par le même boulet; les murailles portaient les traces de la grêle de fer qui les avait criblés ; ailleurs c'étaient les barricades où Français et Allemands avaient échangé les derniers coups. Grande fut l'impression des vainqueurs lorsque, arrivant au centre de la ville sur la place du Martroi, ils aperçurent la statue de Jeanne d'Arc représentée sur son cheval de bronze et brandissant son épée. Bientôt ce flot de soldats eut envahi toute la ville, après avoir défilé devant le grand-duc de Mecklembourg, qui se tenait sur le balcon du magnifique hôtel de ville d'Orléans. On ferait un long recueil des nombreuses anecdotes qu'échange chaque soldat sur les prouesses et les incidents auxquels il a été mêlé. Quand de nombreux prisonniers grossissent le butin d'une victoire, leur contact donne lieu à mille variétés de récits et de commentaires qui forment la légende contemporaine des bivouacs.

Dans cette malheureuse retraite on évalua à 16,000 les prisonniers qui se trouvaient à Orléans. Le temps était terrible. La Loire charriait des masses de glaçons. Le prince Frédéric-Charles n'avait pas obtenu ses succès sans subir des pertes considérables qu'on estimait au moins à 6,000 hommes.

Toutes nos défaites s'expliquent par le fait suivant : Dans l'opinion de ceux qui ont fait la guerre, l'armée de la Loire n'était pas en état d'entreprendre des opérations offensives; des 200,000 hommes qui la formaient, il y en avait à peine 20,000 qui fussent réellement soldats, fractions échappées à Metz et à

Sedan, ils portaient un esprit de démoralisation funeste.

M. Gambetta, peu expérimenté, imaginait qu'il suffisait de pousser des masses d'hommes pour gagner des batailles, tel n'était pas l'avis d'Aurelles. Le ministre de la guerre avait aussi exagéré l'importance des succès; c'est ainsi que la bataille de Baune-la-Rollande, où les Français firent des pertes sensibles et battirent en retraite, fut représentée comme avantageuse, tandis qu'elle fut sans effet.

L'occupation d'Orléans par les Allemands donna lieu aux réquisitions ordinaires des vivres et des objets nécessaires à leur armée.

Gambetta se trouvait dans cette ville, il échappa à la cavalerie de Stolberg pour aller reporter ses indomptables espérances aux généraux et aux armées qui allaient livrer de nouveaux combats.

CHAPITRE XXIX.

LA CAMPAGNE D'ORLÉANS ET DE LA SARTHE A VOL D'OISEAU.

Dans un récit qui doit comprendre tant d'opérations, de marches, contre-marches, escarmouches, combats, nous devons détacher les faits principaux dans leurs plus saillantes lignes. Une campagne si importante, qu'a terminée la prise du Mans, exige un préliminaire qui permettra au lecteur de suivre le mouvement et d'en discerner le résultat. Telle est la tâche que l'historien vient remplir.

On n'aura pas oublié qu'au moment de la prise d'Orléans l'armée de la Loire se divisa en deux parties. L'une sous Bourbaki, avec son quartier général à Bourges, allait marcher à l'est pour intercepter les communications allemandes que le général Werder était chargé de défendre. Ailleurs nous raconterons la funeste campagne de l'ancien général de la garde impériale.

Nous revenons à la seconde moitié de l'armée brisée à Orléans dont Chanzy était le chef. On sait que Gambetta plaçait son principal espoir sur cette nombreuse réunion d'hommes, improvisation d'un large

effectif où manquait la solidité. C'est pourquoi le dictateur de Tours, qui d'ailleurs tenait en défiance politique les officiers de l'Empire, opéra des changements considérables.

Cette armée était prise dans tous les états; on l'avait recrutée dans le château comme dans la chaumière, dans le magasin comme dans l'atelier. Les mobiles en formaient le fonds. Ceux-ci brûlaient d'un ardent patriotisme, ce qui détermina Gambetta à les verser dans les cadres. Pouvait-on faire mieux? Question difficile à résoudre; non, probablement, dès qu'on continuait la guerre. Le mieux eût été de laisser la nation liquider après Sedan la folie de l'empire. Le gouvernement de la défense nationale n'eut pas cette sagesse.

Chanzy qui avait alors toute la confiance de Gambetta, désireux de seconder l'entrain méridional du ministre de la guerre, envoya quelques divisions aux environs de Vendôme, menaçant les avant-postes prussiens. En même temps il écrivait au commandant prussien : « Vous êtes des dévastateurs, vous m'avez battu une fois, et vous avez menti à l'Europe en soutenant que vous m'aviez battu toujours. Mon armée est prête aujourd'hui, nous règlerons ce contest. » Le commandant prussien répondit qu'il avait prescrit à ses soldats de rester fermes à leurs postes et de garder inébranlablement la ligne du Loir. C'était le temps où le prince Frédéric retirait ses troupes d'Orléans pour une autre destination.

Les Hanovriens gardaient les positions avancées sur le Loir; ils occupaient Blois, Vendôme et le pays entre ces deux villes. — Les Bavarois, réduits à un cinquième de leur force première, restaient au repos,

en arrière d'Orléans. Le 9e corps, Schleswig-Holstein et Hessois gardant la cité, avait des détachements à son front et sur la rive gauche de la Loire. Le 3e corps, composé de Brandebourgeois, s'étendait vers Gien, sachant qu'où le prince allait ils iraient eux-mêmes. Le devoir de chaque brigade et division était de se concentrer. Le général Stiehle, chef d'état-major, était occupé dans son bureau à tirer ses plans, à combiner les mouvements, à calculer les distances avec le calme du mathématicien sûr de sa science. Le colonel Wright était chargé de diriger la marche des troupes, le major comte Hasler, de l'école de Moltke, comme son maître et son modèle, se portait partout.

Le plan général était d'avancer par divers chemins, sur la ligne du Loir, de chasser les divisions françaises, inquiétantes pour la garnison de Vendôme, de marcher à la rencontre de l'armée de Chanzy, de l'attaquer partout où elle pourrait prendre position, de témoigner au monde la supériorité des armes allemandes par la prise du Mans, enfin mettre en sécurité contre toute attaque, l'armée assiégeante de Paris.

Le 3e corps, composé des 5e et 6e divisions, devait franchir le Loir, dans le voisinage de Vendôme : la 18e division du 9e corps devait passer à Morée et balayer la route. Le 10e corps (19e et 20e divisions) devait descendre la rivière jusqu'à la Châtre et être toujours prête à tourner la droite française, arrivant devant le Mans simultanément avec le reste des forces qui s'y dirigeaient.

Le duc de Mecklembourg devait s'établir au-dessous de la Châtre pour repousser l'armée de Chanzy. Le duc Guillaume de Mecklembourg, remis de sa blessure de Laon, devait former la gauche des forces du prince

Frédéric-Charles avec la 6e division de cavalerie. La 2e devait, en se répandant partout, tenir libres les communications entre la gauche du grand-duc et le 9e corps de l'aile droite du prince. La droite du grand-duc devait être soutenue par la 4e division de cavalerie, et la 5e division de la même arme avait à tenir en échec les forces françaises nouvelles qui pourraient survenir.

Durant la marche des Français sur le Mans, le duc Guillaume vint tomber à Villeporcher sur un de nos corps qui l'arrêta. Mais le 7 janvier, le général Hartmann était dépêché, avec des renforts du 10e corps, dans la direction de Saint-Amand. Il suivit les Français jusqu'à Château-Renault, où il stationne quelques jours ; mais finalement il pousse en avant et occupe Tours le 19 janvier 1871.

Le 8, un détachement avait été formé, sous le général Schmidt, à Montoire, consistant dans la brigade de la 6e division de cavalerie, huit escadrons, un bataillon d'infanterie, six canons. L'autre brigade de la 8e division de cavalerie était avec le général Hartmann, et joignit le 10e corps le 9 janvier.

Ces détails seront comme un itinéraire rememoratif pour suivre le mouvement des divisions : c'est la clef des opérations stratégiques.

Le 2 janvier le quartier général du prince Frédéric-Charles était à Orléans. Le grand-duc était à Chartres : les 5e et 6e divisions étaient distribuées entre Meung et Mer-sur-la-Loire ; la 18e division était à Châteauneuf, en amont de la rivière, de l'autre côté d'Orléans ; la 19e était à Blois, la 20e à Vendôme, couvrant à la fois avec leurs détachements la ligne de la Loire et le

passage du Loir à Vendôme, ainsi que le chemin entre les deux villes. Du côté du grand-duc, les 17e et 20e divisions avaient leur quartier-général à Chartres et leurs avant-postes en front de la ville faisant face aux Français.

Là les dates donnent l'ordre des progrès : rien n'y saurait suppléer.

3 janvier. — Aucun changement dans l'armée du prince. La 22e division s'est portée à Courville par la route et le chemin de fer, s'avançant sur Chartres.

4 janvier. — Le prince a transporté son quartier général à Beaugency. Le grand-duc restant à Chartres, les 5e et 6e divisions (3e corps) se sont concentrées dans et autour de la forêt de Marchenoir. La 18e division (9e corps) était dirigée sur Orléans : la 10e restait à Blois, la 20e à Vendôme, échangeant des escarmouches avec les avant-postes du général Chanzy. Les 17e et 22e divisions et la 4e division de cavalerie s'étaient concentrées entre Chartres et Courville. La 2e division de cavalerie devait veiller à ce qu'aucun ennemi ne se glissât entre les deux portions de l'armée : la 5e division de cavalerie couvrait la droite de toutes ces forces.

5 janvier. — Le prince se dirige sur Oucques, un peu en avant de Marchenoir ; les 3e, 5e et 6e divisions (3e corps) établissent leur quartier général dans cette petite localité et étendent leurs avant-postes. La 18e division avait pris position un peu en arrière, à la droite des forces que commandait personnellement le prince. La 20e division restait à Vendôme, escarmouchant avec les Français ; la 19e remontait de Blois à Saint-Amand. Le grand-duc portait ses troupes au sud, à Illiers. Entre lui et la 18e division, à Ouzoner

la 2e de cavalerie faisait sentinelle : la 4e et la 5e, qui étaient venues en renfort, couvraient la droite de toute cette armée mobile.

Le 6 janvier, bataille devant Vendôme. Le 10e corps, 19e et 20e divisions, quittent Vendôme déjà si bien gardée, pour aller à Montoire où elles sont attaquées sur leur flanc gauche, par les Français qui serraient un détachement de Hartmann. Là eurent lieu divers petits combats sur la ligne d'Azay-Villiers, Mazangé. La marche de la 5e division de Oucques à Mazangé fut inquiétée par les Français, la 18e division atteignait Morée, sur le Loir, au nord de Vendôme. Le même jour, le grand-duc transportait son quartier général et la 17e division à Bron, le 22 à la Loupe et à la Fourche ; la 4e division de cavalerie était à Combres, la 2e gardait toujours les points entre l'armée de Mecklembourg et la droite du prince. Le flanc droit avait pour garde la 5e division de cavalerie.

Le 7 janvier un épais brouillard ralentit la marche.

Le 10e corps fut harcelé vivement par les Français, qui après cela rentrèrent dans Tours, ce qui permit à l'ennemi de continuer sa marche.

Les 5e, 6e et 18e divisions poussent vigoureusement en avant, mais non sans échanger des fusillades et être fréquemment assaillies à l'arrière-garde par des colonnes françaises. A la fin du jour, les diverses divisions ayant pris les postes qui leur étaient assignés, le prince retourna à Vendôme.

Mecklembourg transporta son quartier général à Beaumont-les-Autels : la 17e division, le 22, s'étendit au sud de Nogent-le-Rotrou. La division de cavalerie traversait le chemin de fer de Combres.

Le 8 janvier, le dégel succédait au rude froid de la

nuit. Les chemins praticables pour l'infanterie devenaient des marais sous le piétinement des chevaux. Le prince transporte son quartier général à Saint-Calais. Pour la surveillance à exercer à la gauche de l'armée, le général Hartmann se porta de Saint-Amand à la Fourcherie, près Longpré, sur la Brenne, un petit tributaire de la Loire, prenant sa source près de Saint-Amand et se jetant dans la grande rivière, à Vouvray, vignoble estimé, non loin de Tours.

La Châtre est éloigné de Saint-Calais et les embuscades étaient à redouter. Le général Schmidt fut chargé d'y prendre garde.

Le grand-duc de Mecklembourg atteignit ce jour La Ferté-Bernard avec le 13ᵉ corps tout entier : la 4ᵉ division de cavalerie descendait la droite de l'Huisne, de Remalard à Bellème. Les 2ᵉ et 5ᵉ divisions de cavalerie avec la 18ᵉ division protégaient la droite.

Le 9 janvier, un froid intense. Les chemins étaient durs comme du granit. Les routes n'étaient qu'un verglas. La neige commençait à tomber. L'action de la cavalerie était paralysée. Les chevaux et les hommes tombaient, mais le prince voulait qu'on marchât, nonobstant le veto du temps, et l'on marchait non sans de nombreuses chutes des cavaliers.

Le 9 janvier, le quartier général était transporté à Bouloire. Les 5ᵉ et 6ᵉ divisions étaient à Ardenais.

Le prince Frédéric-Charles disait : Allons prendre le Mans. La 18ᵉ division suivait pour appuyer et retrouver le chef à Bouloire. La 19ᵉ était autour de Valençay, la 20ᵉ à Grand-Luçay sur le chemin de Tours au Mans qui était l'objectif. Le général Hartmann tenait ses détachements à Châteaurenaud, prêt à se saisir de Tours qui déjà avait été le témoin de la lutte sans que

la ville fut devenue la possession des Allemands.

Le détachement du général Schmidt avait campé la nuit à l'est de Montreuil sur la ligne entre Bouloire et La Châtre, le grand-duc, s'était transporté sur le Loir, près de Conairré, où la 17e division essayait de déloger les Français.

La 22e division occupait Sceaux sur le principal chemin, à environ huit kilomètres en avant de La Ferté, de l'autre côté du chemin de fer et de la rivière de l'Huy. La 4e division s'était avancée jusque près de Côme qu'elle occupa le jour suivant. Les 2e et 5e divisions de cavalerie étaient toujours occupées à garder les communications avec la 18e division et abriter l'aile droite contre une surprise.

Le 10 janvier, à l'attaque du prince, le général Chanzy se borne d'abord à se maintenir, sans le plus léger effort pour prendre l'offensive; plus tard, il fait une vive attaque sur un point qui lui semble faible.

Nous décrirons à son lieu et place les situations occupées par les deux armées.

Nous continuons ce relevé précis de la marche et des positions de l'armée allemande, d'un si grand secours pour comprendre les batailles qui vont suivre.

Quand le jour commença à poindre, le 10 janvier, le 3e corps était à Ardenay, le long du ruisseau de Narès, la 18e division était derrière, à Bouloire.

Le détachement du général Schmidt était à l'est de Montreuil; le 10e corps avait une division, la 20e, à Grand-Luçay, l'autre, la 19e, était derrière le général Schmidt autour de Vençay.

Le général Hartmann tenait son détachement à Châteaurenaud et envoyait la brigade de la 6e division de cavalerie fortifier le 10e corps.

Désormais, le général Hartmann va se trouver sur un autre terrain; laissant le Mans, il va occuper Tours le 19.

Le 13ᵉ corps, sous le grand-duc de Mecklembourg, avait sa 17ᵉ division à Conerré, sa 22ᵉ à Sceaux.

La 4ᵉ, cavalerie, était au nord de Côme; les 2ᵉ et 5ᵉ gardaient les communications avec la 18ᵉ division, tout en couvrant le flanc droit de l'armée.

La 17ᵉ division ne put gagner de terrain devant la résistance qu'elle rencontra au sud de Conerré, la 22ᵉ atteignit Gontran-Château et la 4ᵉ de cavalerie entra dans Côme. La 10ᵉ division était tenue en réserve sous la main du prince à Bouloire.

Le 3ᵉ corps fut chargé de confronter les Français devant le Mans et d'ouvrir un passage sur la gauche vers l'Huisne où était la principale position française. Ce jour-là, la 5ᵉ division Brandebourg attaqua à peu près seule; elle essuya de grandes pertes; en attendant qu'il eût reçu des renforts, le général von Alvensleben fit marcher 3 brigades, par les bois, en leur donnant pour rendez-vous Changey, un point important dans le plan du prince Frédéric-Charles.

La 9ᵉ brigade marchant au sud pour gagner un chemin qui va directement à Changey, entre la grande route et celle par laquelle le 10ᵉ corps s'avançait, se trouva tout à coup en présence des Français postés dans les bois près de Challe, un village sur la rivière du Naré; le combat s'engage, le général Servini, entendant la fusillade, accourt avec la 10ᵉ brigade, profite de la confusion pour tourner les Français en attaquant Pavigny; le résultat fut la prise de deux mitrailleuses et de prisonniers. Il se dirige tout à coup vers Changey, le son des cloches en branle pour sonner l'alarme

se mêlait en ce moment au roulement des canons et aux décharges des fusils; les Français, au milieu de ce lugubre carillon, mêlaient les chants patriotiques, tandis que les Bretons se précipitaient à la mort en faisant entendre les vieux chants armoricains qu'au temps des Rohans, des Penthièvres, des Montfort, des Duguesclin, des Clisson, ils entonnèrent à tant de victoires. Que les temps étaient changés!

On combat avec un acharnement égal, les Allemands parvinrent à emporter le hameau de Guécelars, à une petite distance de Changey; mais là, les chassepots et la vaillance française font courir la mort dans les rangs prussiens. Cette lutte sera décrite plus loin, c'est la bataille de Changey.

Voici maintenant le commencement de ce que l'on appelle la bataille du Mans ; le 11 et le 12, elle continue, nous réservons les détails de cette grande action pour les chapitres suivants.

CHAPITRE XXX.

LES BATAILLES DU MANS.

Un aperçu sommaire des forces qui vont entrer en ligne doit précéder le récit de l'action.

Chanzy avait trois corps d'armée, dont l'effectif numérique devait être de 40 à 50,000 hommes. Mais on sait que le chiffre figurant sur le papier ne correspond pas toujours à celui de la présence au corps.

Ces trois corps étaient ainsi commandés :

Le 16e, par Jaurreguibéry.

Le 17e, par Colon.

Le 21e, par Jaurès.

Chanzy, toutes ses dispositions prises, se portait sur les points divers pour donner les ordres et relier l'action.

Les Allemands avaient sur le terrain 120,000 hommes, y compris les réserves.

Le Mans, où a été livrée la bataille suprême de cette longue lutte de l'armée de la Loire contre l'ennemi envahisseur, est situé au-dessus du confluent des deux rivières de la Sarthe et de l'Huisne. La première court

du nord au sud parallèlement au chemin de fer qui, de Cherbourg à Caen, va par Alençon et le Mans à Tours; la seconde suit au nord-est un cours parallèle à l'autre ligne du *railway* de Paris, par Chartres, Nogent-le-Rotrou et le Mans, jusqu'à Angers. La ville, où Chanzy transporta son quartier général, sur les deux rives de la Sarthe et de l'Huisne, est encerclée par les collines qui peuvent défendre la place du côté de l'est et du sud. Outre les avantages que présentait cette situation, par l'ordre du général en chef, depuis plusieurs semaines, il avait été fait des travaux considérables de terre, lesquels, au dire des hommes compétents, assuraient à la défensive une grande force et sa sécurité.

Établi de la sorte, Chanzy pouvait ou accepter la bataille, retranché derrière ses fortes positions ou l'engager sur un terrain ouvert. Il lui restait encore la faculté de se retirer au delà, dans la Bretagne par exemple.

D'Aurelles de Paladines s'était trouvé dans la même alternative lorsque, par suite des défaites de Baune-la-Rollande, Pourpry, les Ormes, il avait eu à se décider entre l'évacuation d'Orléans ou le combat à soutenir derrière ses murailles, comme au temps de Jeanne d'Arc.

Cependant, dans la situation qu'offrait le Mans il y avait à tenir compte du plan de manœuvre d'après lequel opérait l'ennemi. Le grand-duc de Mecklembourg était déjà à confronter Chanzy sur les deux rives de l'Huisne, tandis que l'extrême droite de ses troupes allait en avant de Bellême et de Mortagne sur Alençon.

Dans ce mouvement savamment combiné, le prince

Frédéric-Charles, de son côté, semblait se diriger de Château-du-Loir à La Suze.

Par suite de ces directions de l'ennemi, Chanzy courait risque de voir sa retraite coupée, soit au nord par Alençon et Caen pour la Normandie, soit au sud, le long de la Sarthe pour Angers.

Il ne restait plus d'ouvert pour lui qu'une échappatoire par Laval et Rennes, pour la Bretagne.

Ainsi se continue la similitude de situation entre le général d'Aurelles et Chanzy. C'était la même prévision d'une imminente attaque, entraînant la retraite et le refuge derrière des fortifications élevées à la hâte. Mais dans cette guerre, comme si le même sort funeste se fût attaché aux généraux, soit impérialistes, soit républicains, tous ont méconnu les traditions stratégiques, d'accord avec le caractère du peuple français. C'est par l'offensive qu'il a presque toujours obtenu ses succès; au contraire ses chefs semblent avoir eu pour but principal de se ménager des retraites en amenant la bataille auprès des places qui ne pouvaient offrir une protection suffisante.

Il est un mystère qui n'est pas éclairci, relativement au défaut d'ensemble et de coopération des diverses armées dont l'objectif devait être Paris. C'est vers ce point que devaient converger Chanzy du sud-ouest, placé entre le Mans et Vendôme, Bourbaki au sud-est, à Bourges et à Nevers, et Faidherbe dans le nord, à Arras et à Cambrai. En opposition, le but de Frédéric-Charles, de Mecklembourg et de Manteuffel devait être de fermer les avenues de la capitale à ces masses divergentes.

Au moment où tous annonçaient le mouvement en

avant dont Chanzy devait prendre la tête, celui-ci recule de poste en poste sur des lignes de retraite, tandis que Bourbaki, en quête de nouvelles aventures, s'éloigne dans l'est pour s'y perdre et que Faidherbe au nord, semble rester inactif sous les lauriers de sa victoire de Bapaume.

En même temps, une proclamation du gouvernement à Paris exhorte le peuple assiégé « à se montrer lui-même digne de ses frères de l'armée de la Loire qui ont chassé l'ennemi et de ceux de l'armée du Nord qui marchent sur Paris. »

Ainsi, au milieu de la panique produite par les premières bombes éclatant dans leurs murailles, on essayait de persuader aux Parisiens que l'armée de la Loire était victorieuse et qu'ils étaient sur le point d'être délivrés par l'armée du Nord.

Ce Paris entraîné depuis à la plus folle et à la plus coupable révolte qui fut jamais, durant les 160 jours de son long siége a élevé la bravoure et la fermeté à un degré que l'âme humaine n'a peut-être jamais atteint. Sans en être ébranlé, il a supporté à la fois tous les maux d'une cruelle famine, d'une effrayante mortalité. Jamais peut-être une ville et un peuple n'ont déployé tant de qualités pour aboutir à tant d'inutiles sacrifices.

La province, plus à même de connaître la vérité de la situation, livrait ses plus courageux enfants, non pour une victoire qu'on savait impossible, mais pour l'honneur qu'on voulait sauvegarder aux dépens de tout, même de la vie.

Le tort de M. Gambetta et de ses collègues, on ne saurait le dire trop haut, pour prévenir le retour de si malfaisantes pratiques, c'est d'avoir continué sur de

faux actifs de force une guerre engagée par l'Empereur sous un faux prétexte.

Si le dictateur de Tours, qui faute de la science du métier tournait dans une agitation perpétuelle, troublait les généraux, contremandait les ordres, altérait les plans, avait fait connaître la pure vérité à la nation et à l'armée, elles eussent mis l'épée au fourreau. En effet, si Paris eût pu se douter que le secours des provinces était une illusion, il eût favorisé les négociations de M. Thiers à Versailles.

Tout au moins, on aurait pu éviter les suprêmes rigueurs d'un siége qui devait finir par une capitulation. Si les provinces avaient compris comme nous l'avions constaté à Sedan, en poussant le cri d'alarme, combien le courage et l'enthousiasme sont insuffisants devant la discipline et la science, peut-être ne se fussent-elles pas prêtées à des campagnes, dont le dénoûment, après le désastre d'Orléans, devait être la double catastrophe du Mans et de Delle-Héricourt.

A dix heures du matin, le 10 janvier, les Prussiens commencent l'attaque par un violent feu d'artillerie dirigé contre l'aile gauche de l'armée française. Un brillant soleil faisait resplendir le terrain couvert de neige. Tout était en animation dans la ville du Mans. Le chemin de fer était sillonné par des locomotives et des convois transportant des soldats pleins d'ardeur et des munitions sur les points les plus rapprochés des combats.

Sur la ligne de Paris, des postes étaient placés à diverses distances et de fréquents et forts détachements d'infanterie étaient échelonnés.

L'ennemi n'était plus qu'à environ 1,200 mètres et les

boulets de canon venaient en sifflant éclater dans les hauts peupliers qui bordaient le chemin et le jonchaient de leurs branches.

Dans une vaste plaine, étaient massés de nombreux bataillons de mobiles bretons, avec 6 batteries de campagne. A l'est du Mans s'étend une suite de hautes collines boisées. A l'extrême droite de la ligne française est le village de Brettes, avec une large forêt s'étendant au sud et à l'est. Là était posté le 16e corps. Un violent combat s'y engage. Il s'agissait pour les Allemands de s'emparer du bois près du village de Brettes, dont la possession était de la plus grande importance. Un corps considérable de troupes françaises s'avance au pas de charge pour attaquer les Allemands qui tenaient la forêt. Il n'y eut pas moins de 20,000 hommes engagés là. Ce mouvement fut vigoureusement mené sous la protection du feu puissant de l'artillerie française, qui, graduellement, prenait le dessus, quoiqu'elle n'ait pu parvenir à éteindre le feu des canons prussiens.

Cette attaque si bien engagée de la part des Français fut maintenue par eux, sans que tous les efforts de l'ennemi pussent les ébranler.

Ils approchent, serrent de plus près la ligne prussienne. Vainement elle résiste et se reforme, le général Jauréguiberry réussit, après une lutte obstinée, à les déloger de leur position.

Le village de Changey, à 5 kilomètres environ du Mans, formait le centre de la ligne de bataille des Français; il était occupé par le 17e corps. Les Allemands commencent à y diriger un feu vif et incommode d'une batterie qu'ils avaient établie dans la vallée au-dessous.

Les décharges se succèdent des deux côtés sans interruption; les boulets lançant une pluie de fer, l'infanterie ne peut s'aborder. C'était un duel d'artillerie.

A 4 heures 10 minutes, une forte masse d'ennemis s'approche en colonnes avec une nombreuse artillerie, en face du château des Arches. Le général Chanzy fait diriger aussitôt contre elle le feu de ses batteries. Ce sont des pièces de campagne manœuvrées sur une large ligne par les artilleurs de la marine. Les canons prussiens répondent, mais sans pouvoir faire taire notre feu.

Les colonnes de l'ennemi se rapprochent toujours, l'infanterie française reçoit l'ordre de faire un mouvement en arrière jusqu'aux crêtes de la colline. Par ce mouvement se trouvent démasquées, sur le chemin au-dessous, 50 mitrailleuses qui éclatent tout à coup, lançant sur l'ennemi une véritable pluie de mitraille et de balles.

La nuit vint mettre fin à la bataille après 5 heures. Le centre français, où se trouvait Chanzy, avait eu l'avantage. A l'extrême gauche de la position française, à Champagne, les Allemands s'étaient avancés à travers une profonde et étroite vallée, que limitaient les forêts et la rivière de l'Huisne.

Sur un champ de bataille qui s'étendait environ à 14 kilomètres, du sud-ouest au nord-est, les Français, quand le combat cessa sur ce point, étaient en possession des positions qu'ils avaient prises, tandis que les Prussiens s'abritaient dans les bois et dans les vallons.

Ce fut une belle journée, glorieuse pour nos armes. Les pertes des Français furent comparativement

légères, celles des Prussiens furent considérables; elles sont estimées par des témoins impartiaux, les correspondants anglais, à 4,000 hommes.

La journée était donc restée aux Français ainsi que le Mans, mais le combat devait recommencer. Ce rayon de victoire n'était qu'une faveur passagère de la fortune.

Peut-on se représenter la situation d'une ville autour de laquelle plus de 200,000 hommes sont aux prises?

Pendant ces deux jours de combats, dont on voit la fumée; dont on entend, se rapprochant et s'éloignant par instants, les feux de mousqueterie, de mitrailleuses et le tonnerre de l'artillerie, comment dire l'anxiété, les angoisses, les espérances de toute la population, à mesure que les rapports arrivent de tous côtés, effrayés, rassurants, indécis, toujours contradictoires?

Parmi tous les récits, le plus saisissant est celui qui donne ainsi, heure par heure, le bulletin haletant de ces alternatives de terreur et d'espérance :

« Aujourd'hui, nos troupes marchent pour reprendre les positions évacuées hier. »

Ce bulletin laconique, peu fait pour satisfaire l'attente anxieuse du public et calmer l'inquiétude croissante qui le gagne, est affiché.

Trois heures trente. — Les convois du 21ᵉ corps se replient sur le Mans.

Des détachements de différents corps arrivent. Ils sont formés de vingt-cinq à trente hommes et se multiplient à mesure que la soirée approche.

Nous parlons à plusieurs de ces hommes, dont plusieurs sont noirs de fumée et paraissent très-fatigués.

Ils racontent qu'ils se sont battus une partie de la nuit et toute la journée, que notre infanterie a bien tenu, mais qu'elle a dû faiblir sous les attaques vigoureuses de l'artillerie ennemie, que depuis deux heures des renforts en artillerie, qui nous sont arrivés, ont arrêté les Prussiens et les tiennent en échec.

La canonnade devient plus vive, mais paraît s'éloigner.

4 *heures.* — On dit que les troupes qui ont combattu avec une grande énergie, ont dû se retirer devant des forces de beaucoup supérieures, qui sont venues renforcer l'ennemi.

Nous ne répétons que *sous la plus expresse réserve* ces faits, qui nous sont signalés seulement par des habitants de Parigné et de Pontlieue que la proximité du combat a forcés à chercher un refuge dans la ville.

4 *heures* 3/4.—Les convois continuent à se replier, mais on assure qu'ils ont ordre de prendre la route de Laval.

De petits détachements de cavaliers arrivent par différentes routes et demandent aussi la route de Laval.

La panique s'accroît; une certaine agitation règne dans la ville.

La place de la préfecture est couverte de monde. C'est que de ce point élevé on entend mieux le canon.

5 *heures* 1/4. — Un courrier, venant bride abattue du côté de Pontlieue, nous dit que, depuis quatre heures, l'avantage nous est revenu, que l'ennemi recule et que son artillerie cesse en partie le feu.

Cette bonne nouvelle nous est bientôt confirmée par des paysans qui arrivent en grand nombre.

6 *heures.* — La canonnade s'est ralentie sensiblement depuis une demi-heure. On n'entend plus que des coups lointains et isolés.

7 *heures.* — La canonnade a complétement cessé.

Des voitures de convois reprennent la route de Changé.

On voit beaucoup moins de soldats revenant à la débandade.

8 *heures.* — La neige tombe abondante.

Beaucoup de gardes nationaux en uniforme sortent de chez eux et vont se réunir pour se mettre à la disposition de l'autorité militaire.

Des patrouilles s'organisent.

La ville est calme, on sent que la confiance règne et que la panique qui un instant s'était emparée de la population est entièrement évanouie.

Neuf heures et demie. — Nous venons de Pontlieue; nous nous sommes avancés autant que l'encombrement de la route nous l'a permis.

Nous constatons que bon nombre de fuyards regagnent les lieux de campement.

Il est certain que nous n'avons à redouter pour cette nuit aucune surprise.

11 janvier.

Cinq heures et demie du matin.— Le Mans est aussi tranquille que si l'ennemi n'était pas à ses portes.

Des gardes nationaux reviennent de patrouille.

Il ne paraît pas y avoir eu de mouvements de troupes pendant la nuit.

Fort peu de voitures de convois.

On nous assure que malgré que la lutte ait été hier vive et longue, nous avons eu fort peu de blessés;

nous ne voyons, en effet, dans les rues, sur les places et sur la route que fort peu de voitures d'ambulances.

Neuf heures et demie. — On nous assure que la canonnade recommence et qu'on l'entend distinctement de Pontlieue, qui est un faubourg du Mans.

Dix heures. — La canonnade est vive, mais ne paraît pas aussi rapprochée qu'hier soir.

On en conclut que l'ennemi a certainement reculé pendant la nuit.

On dit que nous avons occupé cette nuit d'importantes positions.

Nous sommes en mesure de démentir les bruits prématurés d'occupation d'Yvré-l'Évêque par les Prussiens.

On espère que le général Chanzy, qu'une indisposition avait forcé de garder le lit, va pouvoir monter à cheval et se rendre sur le théâtre des événements.

Onze heures. — Ce matin, au bruit sourd du canon, se mêle plus distinctement le déchirement strident des mitrailleuses ; l'action doit être violente.

On dit que nous avons en ligne une artillerie très-nombreuse, supérieure à celle de l'ennemi.

On est ici plein de confiance, et chacun est convaincu que les Prussiens, repoussés, ne pourront, en dépit de leurs efforts désespérés, entrer dans notre ville.

On n'amène que très-peu de blessés.

Cinq heures et demie du soir. — La préfecture se refusant obstinément, soit à se renseigner elle-même, soit à renseigner le public sur la marche des opérations si importantes qui se passent autour de notre ville, et en présence de l'anxiété générale, nous nous

sommes rendus nous-mêmes sur le champ de bataille.

Sur la route du Mans au champ de bataille nous sommes heureux de ne rencontrer presque aucun fuyard, et fort peu de blessés.

Plus nous approchons d'Yvré-l'Évêque, plus la canonnade devient vive.

Ce n'est pas seulement un engagement, mais certainement une bataille.

A quelque distance, au-dessus du passage à niveau, les balles sifflent nombreuses à nos oreilles.

Le point culminant où se trouve la ferme d'Yvré, et qui se nomme le coteau du Luart, nous paraissant très-propre à suivre les opérations, nous nous dirigeons de ce côté.

On nous dit en chemin qu'une batterie y ayant été établie, elle sert de point de mire aux obus prussiens dont nous entendons en effet les détonations multipliées et formidables.

Grâce à quelques accidents de terrain, nous arrivons jusqu'au sommet, que nous trouvons occupé par les artilleurs des mobiles de Brest.

De ce point, nous dominons presque tout le théâtre des opérations.

Le bruit du canon, des mitrailleuses et de la mousqueterie est tel à ce moment, que nous avons peine à entendre les observations que nous échangeons avec les officiers du corps précité.

Nous nous avançons sur la plate-forme qui est devant cette ferme, mais les sifflements répétés des balles prussiennes, auxquelles cette position sert de point de mire, nous obligent de nous réfugier derrière un mur à hauteur d'appui.

De là, nous pouvons, sans trop de danger, suivre

l'action qui se déroule dans la plaine et les bois de sapin qui sont autour de nous, à droite et à gauche, de l'autre côté de la ligne du chemin de fer.

L'attaque a commencé ce matin, de huit à neuf heures, au-dessus de Champagné.

Pendant la matinée, le feu a été peu nourri; mais à partir de midi, l'attaque a pris, des deux côtés, une intensité qui n'a pas cessé depuis.

Refoulés de leurs positions, les Prussiens ont tenté, selon leur tactique habituelle, un mouvement tournant de Champagné vers les bois dominant Changé, et plus tard dans la direction de La Loge, qu'ils ne nous ont pas paru près d'atteindre.

Pendant ce mouvement, nos troupes, loin de perdre du terrain, ont suivi l'ennemi pied à pied, lui faisant subir des pertes considérables.

A chaque décharge, nous avons eu le triste spectacle de voir des nombreux soldats tomber frappés, et leurs vêtements sombres font sur la neige de la plaine de nombreuses taches qui auraient presque permis de les compter.

Nous apercevons les positions de plusieurs de nos batteries qui nous semblent parfaitement choisies.

A quatre heures, nous quittons notre position, non sans prendre les précautions que le sifflement continu des balles nous commande lui-même.

A ce moment, l'action paraît redoubler d'intensité. Nos canons tonnent avec plus de vigueur que jamais, nos mitrailleuses crachent leur pluie de plomb et les décharges de mousqueterie semblent un roulement de tambours.

Nous rencontrons des convois de munitions qui annoncent la continuation de la lutte.

Les ambulances commencent à fonctionner.

Sans qu'il nous soit possible de préjuger l'issue de cette gigantesque bataille, nous croyons pouvoir assurer que jusqu'à cette heure, nous sommes dans les conditions les plus favorables. »

On sait que la suite n'a pas répondu à ces espérances.

Chanzy avait massé ses troupes sur l'extrême droite du duc de Mecklembourg dont le quartier général était à Conerré. Le chef allemand eut l'idée qu'on avait l'intention de le tourner de manière à s'ouvrir un chemin sur Paris. Mais la division de cavalerie du prince Albert, dont une portion, sous le général Rauch, s'était mise en mouvement de Bonnétable dans la direction de Savigny, avait atteint cette dernière place, au moment où la 22[e] division, sous le général Wittich recevait l'ordre de traverser la rivière à deux kilomètres et demi de Conerré.

Les Français occupant Montfort-le-Rotrou et la chaîne de bois qui l'entoure étaient exposés au péril d'avoir leur gauche tournée. Ils pouvaient ainsi être forcés d'évacuer la forte position de Montfort, difficile à assaillir.

Le prince Frédéric-Charles comme on l'a vu, s'était avancé de Vendôme au Mans par Bouloire, où il avait eu un heureux engagement contre les Français entre Arthenay et Saint-Mars-la-Bruyère.

Le beau château de Montfort, situé sur une cime abrupte qui couronne une vallée, avait eu à subir le feu des batteries allemandes le 10 janvier. La nature du pays, les bois épais, les collines dont il est semé, les ravins qui gênent les mouvements de la cavalerie,

offraient de grands avantages aux tirailleurs français qui, sous leur couvert, pouvaient inquiéter les Allemands.

Malheureusement, l'artillerie de ceux-ci commence son œuvre ; devant ce feu si vif, si furieusement nourri, comme si c'était, a dit un témoin oculaire, « un bouquet de mort », il n'y a plus de coin ni de couvert à l'abri de leur atteinte.

Dans le petit village de Dunaud, témoin de la première escarmouche du jour, une compagnie de Mechlembourgeois avait mis en déroute des mobiles. L'action se poursuivait sur des points divers quand l'ordre fut donné à la 22e division allemande de s'avancer et d'attaquer vivement.

Le sol était couvert de neige. En ce moment, les boulets français, à une distance de 2,700 mètres, tombaient sur une batterie allemande. Bientôt après, les positions occupées le matin par les Français étaient successivement enlevées par les Allemands. Entre trois et quatre heures, le dernier coup était tiré et les Français opéraient leur retraite. Elle commença avec le désordre qu'amène la précipitation.

Des fusils, des sacs, des accoutrements divers parsemaient la route. Des biscuits et des vivres empilés restaient abandonnés sur le terrain.

Bientôt nos soldats, revenus de l'émotion du premier moment, se ralliaient de l'autre côté de la rivière.

Dans cet engagement, l'artillerie française intervint peu, le poids de la journée retomba sur l'infanterie.

Les Allemands prétendirent avoir fait 1,000 prisonniers. Toujours est-il que la perte de ligne de la Sarthe découvrait la Bretagne.

Les journées du 9, du 10 et du 11 avaient été une suite de combats. La résistance des Français montra un courage digne d'une meilleure fortune. Ils avaient disputé chaque point, chaque hauteur. La tactique du prince Frédéric-Charles pouvait seule triompher de leur opiniâtreté. Il les poursuivit dans leur retraite. Le duc de Mecklembourg harcelle la gauche française qui suivait la ligne parallèle au chemin de fer de Chartres, tandis que le 10e corps, venant dans la direction du sud-est par la Chatre, par Igné, a pour but d'opérer contre la droite de l'armée de Chanzy.

Le général Alvensleben avait ordonné à trois brigades de se trouver à Changé, qui était choisi pour leur rendez-vous.

Là se montre l'organisation dans laquelle la responsabilité individuelle se détermine et se réalise dans l'armée prussienne. Le prince donne ses ordres au commandant de corps, celui-ci les précise aux généraux de division, ces derniers indiquent les chemins par lesquels chaque brigade doit marcher. Survient-il quelque difficulté inattendue, le commandant de brigade doit y pourvoir de son mieux. Aussitôt il détache des officiers de cavalerie à son général de division qui ne lui envoie des ordres, que dans le cas où la manœuvre doit être changée. La responsabilité s'étend ainsi jusqu'au dernier homme. Ceci sert à expliquer le succès militaire des Prussiens.

Tout homme soit prince, feld-maréchal, commandant de corps ou simple soldat, apprend, pendant la paix, exactement ce qu'il aura à accomplir durant la guerre.

Ainsi chacun connaît sa tâche et sait ce que l'on attend de lui. Les soldats s'en fient à leurs officiers

comme ces derniers à leurs soldats. De là naît la seule vraie discipline, la confiance amène le respect.

La prise du Mans et la perte de la ligne de la Sarthe privaient Chanzy des facilités qu'il possédait pour organiser ses troupes au nord-ouest de la Loire.

Les Allemands trouvaient au Mans une masse de provisions, un matériel de guerre et des wagons de chemin de fer considérables.

Nous avons dit l'importance de cette position.

Avant de suivre l'armée dans sa retraite, il est juste de retracer le souvenir d'un dévouement héroïque, accompli par les volontaires de Charette.

La panique avait saisi plusieurs bataillons de mobiles, ils fuyaient et répandaient l'alarme laissant tout le parc d'artillerie de Chanzy abandonné à la merci de l'ennemi. Les généraux Collin et Goujerard voyant l'imminence de cette perte, accourent vers des zouaves : C'est à vous, disent-ils, de défendre l'honneur de la France. Ceux-ci s'élancent aussitôt; des mobiles à leur passage crient : « Voilà les calotins. » Les zouaves répliquent, en traversant les rangs de leurs insulteurs : « Canailles, nous allons montrer comment les Français savent mourir. » Ils tinrent parole. De 440 qui engagèrent l'action, 85 seulement revinrent. Leur intrépide défense en sauvant l'artillerie arrêta peut-être la déroute complète de l'armée.

Ainsi s'évanouissaient les dernières illusions qui reposaient sur l'espoir d'une victoire qui eût permis à Chanzy de venir secourir Paris.

Le prince Frédéric-Charles reprenait, par la défaite de son adversaire, la liberté de ses mouvements vers

l'est. Encore un coup à frapper sur Bourbaki et Paris subissait l'inexorable arrêt du destin.

A la suite des batailles du Mans, le général Chanzy envoyait les dépêches suivantes au ministère de la guerre :

« Nous avons eu une bataille au Mans ; l'ennemi nous a attaqué sur toute notre ligne.

» L'amiral Jauréguiberry avait fermement maintenu sa position sur la rive gauche de l'Huisne. Le général Colombe, pendant 6 heures, a vaillamment disputé le plateau d'Anvours. Le général Goyand a déployé la plus grande énergie.

» Les troupes de Bretagne ont matériellement contribué à la conservation de cette importante position au-dessous de Changé. Le général Jouffroy, nonobstant la fatigue de sa division et les efforts de l'ennemi, s'est maintenu sur son terrain. La division Roptaine n'a pas permis à l'ennemi de couper le chemin à Parigné. Nous dormons cette nuit dans toutes nos premières positions, à l'exception de celle de la Tuillerie ; mais les dispositions ont été faites pour la reprendre. »

Nouvelle dépêche du Mans, datée du 12, 8 heures 45 du matin :

« Nos positions étaient bonnes la nuit dernière, excepté à la Tuillerie, où les mobiles de Bretagne se sont débandés, laissant à découvert des positions que nous occupions sur la rive droite de l'Huisne.

» Le vice-amiral Jauréguiberry et les autres généraux pensent une retraite nécessaire dans ces circonstances ; je m'y résous avec peine. »

Autre dépêche :

« Le Mans, 12 janvier, 5 h. du soir.

» J'ai commencé le mouvement de retraite, de manière à occuper une nouvelle ligne pour reformer l'armée et recommencer les opérations. »

De son côté, le roi Guillaume adressait la dépêche suivante à la Reine :

« 12 janvier.

» Le 10 et le 11, des engagements victorieux ont eu lieu en dehors du Mans ; beaucoup de prisonniers, de mitrailleuses et de canons ont été pris. »

Le 12 janvier, le Roi télégraphiait :

« L'armée française de l'ouest a été complétement défaite près du Mans par la 2e armée allemande, sous le prince Frédéric-Charles et le grand-duc de Mecklembourg.

» La ville du Mans a été occupée par nous, et d'abondants magasins ont été pris. »

Le 13, le Roi télégraphiait encore :

« Le 9e et le 13e corps s'avancent victorieusement dans la direction du sud. Des approvisionnements considérables ont été pris à Saint-Corneille. »

RETRAITE DU MANS. — 13 JANVIER 1871.

La retraite des Français, évacuant la ville du Mans, a été fort pénible ; elle s'est opérée au milieu d'un

grand désordre. Après ces trois jours de combat à leurs portes, les habitants se flattaient de l'espoir que le général Chanzy était encore maître des positions qu'il défendait, quand dans la matinée du 13 janvier ils apprirent que le quartier général du commandant en chef était sur la route de Laval.

Bientôt les rues de la ville furent encombrées de ce défilé lamentable dont tant de cités françaises ont été témoins depuis le début de cette malheureuse campagne.

Les canons, les équipages du train, les fourgons de munitions, présentaient un affreux pêle-mêle, tandis que les habitants désespérés fondaient en larmes, ou faisaient entendre des cris et des imprécations de désespoir.

Vers deux heures, pendant que ce départ précipité s'effectuait, les obus tombèrent sur la ville, et y firent des dévastations jusqu'à la nuit.

Des régiments prussiens étaient arrivés par trois directions différentes. Ils furent accueillis par quelques coups de fusil qui s'éteignirent bientôt devant la panique générale.

C'est seulement le lendemain au matin que les divisions allemandes entrèrent, musique en tête, dans la ville abandonnée par l'armée.

Les réquisitions commencèrent. Toutes les maisons furent remplies d'Allemands, furieux de la résistance, et qui montrèrent une grande rudesse.

Plusieurs boutiques furent pillées.

Les soldats enlevaient les couvertures, les habits, le linge, etc.

Un grand nombre de citoyens paisibles furent arrêtés.

Le grand-duc de Mecklembourg, qui commandait l'armée victorieuse, réclama une contribution en numéraire de quinze millions, exigence exorbitante, insensée, que la ville ne pouvait payer.

Conlie offrait sinon un refuge, du moins un point indiqué pour la retraite ; sa position topographique, et le terrain accidenté, étaient favorables à la défense. Derrière ce village est une colline sur laquelle passe une route où on avait élevé des remparts avec des embrasures où l'on pouvait établir de l'artillerie.

On sait que c'est sur cet emplacement que M. de Kératry avait établi le camp retranché où se forma et s'organisa l'armée des Bretons, une race d'hommes à porter de rudes coups, si ces vaillants *gars* avaient eu pour les conduire un Bertrand Duguesclin et la pratique indispensable de la discipline et des manœuvres.

C'est à 15 kilomètres du Mans que se trouve ce camp qui fut un instant la pépinière de la défense nationale.

Le général Chanzy, nous l'avons vu dans son rapport, avait attribué en grande partie la défaite à une panique des mobiles bretons.

Voici un fragment de la lettre qui lui fut adressée à ce sujet par M. Fresneau : elle est le tableau saisissant des souffrances de cette guerre :

« Vous savez que votre voix a été méconnue, mais savez-vous par quels soins attentifs, par quelle paternelle vigilance les administrateurs et les chefs du camp de Conlie, ont inculqué aux mobilisés bretons ce sentiment merveilleux, qu'on appelle la discipline militaire et qui ne vit que de respect et de confiance?

» Savez-vous que couchés ou plutôt ensevelis dans la boue et la neige, sans autre vêtement qu'une blouse de serge brûlée, sans une chemise de rechange, les mobilisés bretons recevaient deux petites bottes de paille pour huit hommes, et que cette paille, promptement réduite en fumier, servait, sans être renouvelée, pendant plusieurs semaines?

» Savez-vous que ces tortures se sont prolongées plus d'un mois, dans ce camp de 60 à 80 mille hommes, et que le quart des compagnies nombreuses qui les ont subies, a péri ou gît sur un grabat : si bien que les épidémies terribles qui déciment aujourd'hui nos familles, ne sont pas d'origine plus mystérieuse que la défaillance qui nous a arraché notre victoire du Mans, et qu'on pourrait suivre, pour ainsi dire, à l'œil ces deux fléaux sortant du camp de Conlie?

» Savez-vous que, lorsque par malheur un bataillon changeait de campement, il restait quelquefois vingt-quatre heures et plus sans manger? La ville de Rennes entière l'a vu; non que les vivres manquassent, ils abondaient au contraire, nous saurons un jour à quel prix; mais parce que, en pleine sécurité, loin de l'ennemi, l'intendance, les mains remplies d'or, ne trouvait pas moyen d'approvisionner nos troupes?

» Savez-vous que même au prix de tant de sacrifices et de souffrances, nos mobilisés arrachés à leurs familles et à leurs travaux, n'avaient pas même la consolation d'apprendre à défendre leur vie, pour le jour où on la leur demanderait; qu'il n'a pas été fait d'exercice au camp de Conlie; que les armes, même mauvaises, faisaient défaut, et que dans ce camp d'instruction, si bien appelé par le cri public, camp de destruction, il n'a pas été brûlé de poudre que celle

qui a salué impérialement, sur le théâtre même de leurs exploits, les organisateurs d'une si belle œuvre?

» Mon général, il est impossible que des hommes capables de souffrir cruellement, et de souffrir comme ils l'ont fait, sans un murmure, sans une plainte, ne soient pas de la race dont on fait les braves. Mais il n'était pas moins impossible que dans l'atmosphère de désordre et d'impéritie où on les retenait, leur courage fût autre chose que de la résignation, et qu'ils n'en vinssent pas à se considérer, moins comme des soldats que comme des victimes... La différence entre les Bretons de Paris et les Bretons du Mans est là et n'est que là. Le malheur des seconds n'ôte rien à la valeur des premiers.

» Deux éducations si différentes, devaient conduire à des résultats opposés, et vous trouverez avant peu, les enfants du même pays, sortis des mêmes villages, égaux à eux-mêmes et entre eux, maintenant que les voilà, grâce à vous, à la même école.

» Veuillez agréer, mon général, l'hommage de ma respectueuse considération.

» Kermadix, près Auray, 13 janvier 1871.

Armand Fresneau,
Ancien représentant d'Ille-et-Vilaine.

A quelque distance du Mans, se trouve la Chapelle-sous-Fray où un vif engagement eut lieu. Le pays est très-accidenté, très-boisé. Les Français se dirigeant sur le département de la Mayenne, attaqués par le général Schmidt, avaient fait néanmoins une vigoureuse résistance. Ils ne pouvaient qu'honorer la retraite, car l'offensive n'était plus en leur pouvoir.

Les Allemands occupèrent Beaumont, après un court combat dans les rues ; ils y trouvèrent 40 wagons de munitions et firent 1,000 prisonniers. Cette ville est située sur la Sarthe, au nord du Mans et à moitié chemin entre cette ville et Alençon.

C'était évidemment la ligne entre Laval et Sablé-sur-Sarthe qu'avait en vue Chanzy. Le pays lui offrait des positions favorables à la défense, grâce à de profondes rivières.

De Beaumont, les Allemands continuent leur marche en avant et occupent Alençon, après un léger engagement. Le général Schmidt qui commande l'avant-garde des colonnes prussiennes poursuivant le corps principal de Chanzy à l'ouest, sur Laval, atteint Vaizes, à environ 24 kilomètres de cette ville et 40 du Mans. Là un nouveau combat eut lieu ; le 21ᵉ corps combattit vaillamment jusqu'à la nuit, maintenant son terrain, tandis que le 16ᵉ soutenait une lutte désespérée. Son commandant, l'amiral Jaurreguibéry, avait eu son cheval tué sous lui ; à son côté fut frappé son chef d'état-major. Mais le centre, formé par le 17ᵉ corps, perdit du terrain, ce qui obligea Chanzy à battre en retraite. Les Allemands voulurent profiter de l'occasion pour frapper un coup décisif par une poursuite inexorable. Chanzy comptait trouver 50,000 hommes de renfort du camp de Cherbourg, mais ils ne purent le rejoindre ; le chemin de fer du Mans à Cherbourg avait été coupé par les Allemands, et en outre une marche par les autres voies offrait trop de difficultés et aurait exigé trop de temps.

Ainsi, la dernière armée, sur laquelle on pouvait fonder le meilleur espoir, était dispersée par un coup

décisif. Dès lors, s'évanouissait la dernière chance de délivrance qui restât pour Paris.

L'arrêt d'un inexorable destin ne laissait plus d'espérance.

CHAPITRE XXXI.

A TRAVERS LES VOSGES — LA BOURGOGNE — LA PICARDIE — LA NORMANDIE.

Comme les sauterelles d'Égypte, les Prussiens, les Allemands envahissaient la France : sept départements lors de la bataille de Sedan, quarante au moment douloureux où nous sommes arrivés.

Notre riche pays, si plantureux, doré de teintes rouges et chaudes par le soleil d'automne, achevant de mûrir ses dernières récoltes dans les champs, sur les coteaux, ils y mordaient à belles dents. Ils rançonnaient, déménageaient les villes, dévoraient les campagnes : droit de la guerre, qu'ils appelaient justes représailles au premier prétexte venu, — un paysan ou un franc tireur tirant embusqué, risquant son coup de fusil de derrière une haie ou un paillis de chaume.

Partout les communes payaient, par l'exaction ou l'incendie, la responsabilité des faits de guerre de leurs banlieues. Les notables pris comme otages, garantissaient de leurs corps la sécurité des wagons por-

tant les détachements ennemis sur nos chemins de fer, pour accélérer leur marche envahissante.

La France ne s'abandonnait pas : outre les grandes armées comme celles de la Loire, du Nord, de l'Est, partout devant l'ennemi se levait la résistance, organisée comme elle pouvait, éparpillée où elle se trouvait.

Plus tard, au 20 novembre, on pouvait observer ainsi les concentrations des troupes allemandes à travers la France :

Dans le centre, le général de Tann, entre Orgères et à Auneau, avec 15,000 hommes; le général Wittich, entre Auneau et Étampes, avec 15,000 hommes aussi. Le duc de Meklembourg est aux environs d'Étampes avec 35,000 hommes. Son aile gauche s'étend jusqu'à Milly où se trouve l'avant-garde du prince Frédéric-Charles.

Le prince, qui commande 70,000 hommes, occupe le pays entre Milly, Nogent-sur-Seine, Troyes et Sens; ses éclaireurs courent jusqu'à Pithiviers. C'est une force de 135,000 hommes, opérant avec une rapidité formidable de mouvements contre l'armée de la Loire.

Une masse de 250,000 à 300,000 Allemands, est concentrée autour de Paris. Le général Manteuffel marche sur le Nord et la Normandie avec 50,000 hommes. 65,000 Allemands, l'armée du général Werder, opèrent dans la direction de Lyon; 50 ou 60,000, sur la frontière et dans les Vosges, bloquent et bombardent nos forteresses.

Sur les flancs, en avant et en arrière de ces armées, une foule de détachements, infanterie, cavalerie; leurs éclaireurs, les infatigables uhlans, couraient

le pays, tour à tour attaquant, attaqués. Des engagements partiels avaient lieu chaque jour sur tous les points où ils rencontraient un noyau de résistance. Mille combats où l'héroïsme local des gardes mobiles ou mobilisés, des francs tireurs, luttait à l'improviste contre la tactique habile et la solidité militaire des Allemands ; avec des fortunes diverses, aujourd'hui victorieux, demain en retraite ; éparpillés par les retours offensifs de l'ennemi, pour se retrouver et se reformer à quelques kilomètres de la défaite à venger.

A la longue l'ennemi avançait toujours : les résistances partielles ne pouvaient arrêter longtemps cet effort de l'invasion lente, sûre, irrésistible, qui montait toujours comme une inondation.

Dans les villes ouvertes menacées par l'approche des Allemands, la première ardeur faisait bientôt place à la résignation. L'exemple de l'héroïque ville de Châteaudun brûlée, saccagée pour sa résistance à l'ennemi, faisait frissonner. Ne pouvant se défendre seules, elles laissaient passer à travers leurs places et leurs rues, avec une torpeur humiliée, le torrent des bandes noires prussiennes. Elles en arrivaient à redouter le secours peu assuré et compromettant des volontaires; des corps de mobiles, mal organisés, mal instruits et peu solides devant l'ennemi, qui faisait payer leur résistance, aux villes par l'exaction sans limites, aux villages par le pillage, l'incendie et les exécutions sommaires au coin des champs.

On fut à même d'en juger lors de la seconde occupation de Dreux, quand le duc de Mecklembourg, dont on croyait l'armée en marche pour soutenir le général de Tann après Coulmiers, par une manœuvre hardie et imprévue vint se jeter sur cette ville.

Dreux fut occupé presque sans coup férir ; les mobiles cantonnés aux environs durent se replier. On se croyait si peu à la veille d'être attaqué que l'artillerie avait été dirigée sur un autre point. Cependant, ils ne cédèrent qu'après une série d'engagements où la plupart des bataillons soutinrent bravement le feu qu'ils voyaient pour la première fois. Les bataillons de l'Orne, quoique mal reliés entre eux dans leurs positions de bataille, tinrent bon cependant jusqu'au moment, dit un témoin, où la retraite par la forêt de Senonches sembla compromettre leur droite qui restait à découvert exposée aux attaques tournantes de l'ennemi.

On eut le regret de constater que la vigueur et la fermeté sont loin d'être les mêmes dans tous les bataillons ; à quoi cela tient-il ? Au défaut d'instruction militaire ou à l'insuffisance du commandement. Le succès d'une journée ne dépend souvent que d'un quart d'heure d'énergie, comme une défaite n'est parfois occasionnée que par la panique d'un seul bataillon. Il est bien certain que si à Dreux, les mobiles avaient soutenu l'infanterie de marine, l'ennemi aurait peut-être, comme la première fois, battu en retraite.

Nos jeunes recrues se replient rarement sur un point déterminé d'avance ; elles quittent le champ de bataille à l'aventure, tandis qu'elles devraient toujours tenter de se replier sur la première position défendue, soit en y arrivant par un des côtés, soit en la tournant ; elles éviteraient ainsi des courses pénibles, viendraient renforcer leurs camarades, et auraient de plus la chance de reprendre une revanche. Mais pour combattre avec cet ordre, il faut une discipline qui n'est pas toujours très-assurée dans de jeunes troupes ; il faut, en outre, qu'elles soient commandées par des

officiers de sang-froid, d'énergie, et dont l'autorité soit respectée.

Aucune de ces règles n'a été observée dans la défense de la frontière est de notre département ; aussi des points qui nous semblaient devoir arrêter la marche de l'ennemi ont-ils été occupés après une lutte de quelques heures. Mais là encore l'ennemi n'a triomphé que par son artillerie ; il n'aurait eu que de l'infanterie à opposer, que les nôtres en seraient venus à bout. Quoi qu'il en soit, l'ennemi occupe Bellême. A l'heure où nous écrivons, il est peut-être dans les environs du Mans.

Cette ville, importante comme point de bifurcation de plusieurs grandes lignes de chemins de fer, sera sans doute énergiquement défendue. Pourvu qu'elle le soit avec quelque esprit de direction et qu'elle ne se laisse pas surprendre.

Les Prussiens font la guerre avec une habileté qui déconcerte. Il semble que la stratégie ait été de leur part une étude journalière, tant il y a de méthode dans leur marche et leur attaque. La surprise est un des moyens qu'ils emploient le plus habituellement et, nous ajouterons, avec un succès presque toujours certain. Ils s'ingénient à tromper leurs adversaires ; rarement ils apparaissent en forces par le point où ils sont attendus.

Si leurs reconnaissances se font à droite, ils attaquent à gauche et profitent immédiatement de l'embarras que cause un changement de front subit, surtout de la part de troupes qui ne sont pas brisées aux manœuvres. On ne saurait donc trop multiplier les éclaireurs, et recourir aux signaux qu'ils savent si ingénieusement organiser dans leurs corps. Cela de-

vrait nous être plus facile qu'à eux, puisque nous faisons la guerre sur notre propre territoire ; malheureusement nous ne trouvons pas dans les habitants des campagnes les auxiliaires naturels sur lesquels nos troupes auraient cependant le droit de compter.

Terrifiés par les détonations du canon et les lueurs de l'incendie, nos paysans sont ou paralysés, ou odieusement entraînés à donner à l'ennemi des renseignements que le patriotisme et l'amour du pays devraient leur faire réserver pour les nôtres seulement. »

ENGAGEMENTS DE RAON, SAINT-DIÉ, DIJON.

Après la reddition de Strasbourg, le général von Werder manœuvrait dans l'Est à la tête du 14e corps d'armée, comprenant à peu près 50,000 hommes, plus une division de réserve destinée à tenir en observation Schlestadt et Neuf-Brisach.

Le 5 octobre, les colonnes mobiles allemandes qui parcouraient la vallée de la Meurthe pour chercher les corps français, se réunirent, sans les avoir rencontrés, au point de croisement des routes de Raon et d'Étival. Vers 9 heures et demie du matin on entendit une fusillade assez vive dans la direction de Raon.

C'était le premier engagement de la campagne de l'Est, à Raon, près du château de Beauregard entre 600 francs tireurs et l'avant-garde allemande. Les Français trop inférieurs en nombre durent se replier en laissant une cinquantaine des leurs tués ou blessés.

Les Français occupaient Saint-Dié, au nombre de

3,000 hommes, avait-on dit. Dans la matinée du 6, le général Degenfeld résolut de les attaquer. Les Allemands marchèrent sur deux colonnes : l'une suivit la rive droite de la rivière sur la chaussée : elle éclairait les routes de Rambervilliers et de Bruyères, couvrait le flanc de l'attaque de ce côté, et devait contourner Saint-Dié au sud, pendant que l'autre attaquerait de front.

Un brouillard intense faisait que l'armée allemande marchait au hasard. Quand il se dissipa enfin vers neuf heures, on se reconnut amis et ennemis face à face à portée : la bataille commença aussitôt.

Les Badois avaient, disent-ils, à peu près 4,000 hommes en ligne et deux batteries, tandis que les Français sous les ordres du général Petevin, en avaient au moins 14,000, évaluation du chauvinisme allemand, avec une dizaine de canons. Malgré cette supériorité de force, disent-ils, les Français durent battre en retraite, la journée perdue, en abandonnant 7 ou 800 tués ou blessés sur le champ de bataille.

Les jours suivants eurent lieu une série de petits engagements, soutenus de part et d'autre avec des chances diverses. Enfin le général Petevin fut remplacé dans son commandement par le général Cambriels, qui nous donnera lui-même le récit de ce qu'il a fait de rien, pour l'organisation d'une véritable armée, pour le salut de la province envahie; jusqu'au moment où refoulé par des forces supérieures au delà de l'Oignon, après un combat meurtrier vaillamment soutenu, chassé du village d'Auxon-Dessus, sa dernière position de défense, il dut se réfugier à Besançon.

Le 24 octobre, le général von Werder continua sa

marche sur la Chapelle-sur-Gray, repoussant les escarmouches françaises à Epertenne et à Saint-Servin.

Dijon n'était pas occupé alors par les Français : ils n'y rentrèrent que dans la nuit du 29 au 30, pour le défendre contre les Allemands arrivant en forces sous le commandement du général de Bayer.

Cinq de leurs bataillons et six batteries s'emparèrent, après un combat opiniâtre, des hauteurs de Saint-Apollinaire, et lancèrent sur la ville des grenades qui allumèrent l'incendie sur quelques points.

Les Français, toujours trop inférieurs en forces, durent pendant la nuit évacuer Dijon pour ne pas l'exposer au désastre d'une prise de vive force. Le commandant, colonel Fauconnet, avait été tué au combat de Saint-Apollinaire. La municipalité capitula.

Maître de Dijon, ville importante, point de jonction de plusieurs lignes de chemins de fer, et de Vesoul qu'il fit occuper par une partie de ses troupes, le général allemand maintenait ses communications entre la ligne du Rhin et de la Moselle et ralliait sa réserve, libre de ses mouvements depuis la capitulation de Neuf-Brisach.

Les francs-tireurs en nuées dans le pays, s'étaient égaillés, comme on disait en Vendée, dans les montagnes du Jura et de la Côte-d'Or; toujours prêts à occuper les points abandonnés par les Allemands, toujours à leur suite, toujours sur leurs flancs, à les harceler sans trêve ni repos.

Plus tard, pendant que les Allemands tentaient leur reconnaissance sur Auxonne, les francs tireurs rentrèrent à Dijon pour l'abandonner encore le 14 novembre, à l'approche de l'armée de Werder. Les pauvres villes payaient en réquisitions accablantes les

frais de ces retours offensifs sans résultats réels.

Le général von Werder prit alors ses quartiers dans l'ancienne capitale de Bourgogne, étendant des colonnes avancées, par Genlis, du côté de Nuits et de Saint-Jean-de-Losne, où les francs tireurs les harcelaient de surprises et d'attaques d'avant-postes presque journalières.

RETRAITE SUR BESANÇON.

Un général blessé à la bataille de Sedan d'un éclat d'obus à la tête, prisonnier de guerre après la capitulation, mais sans avoir pris d'engagement de parole avec l'ennemi, était parvenu comme bon nombre d'autres officiers à s'échapper du côté de Mézières.

Il était accouru à Paris, pour mettre sans retard ses services à la disposition du gouvernement de la défense.

Trois jours après cette vaillante démarche du blessé, le ministre de la guerre l'appelait au commandement supérieur de Belfort, le grand boulevard de la France de ce côté de la frontière qu'on appelle la trouée de Belfort : il fallait un homme de cœur pour tenir fermée cette porte de la France.

La tête enveloppée encore des linges qui maintenaient bandée sa noble blessure, le soldat partit aussitôt pour le poste ainsi accepté. La France gardera la mémoire de ces vaillants qui eurent toujours prêt à couler pour le pays le reste du sang de leurs veines.

Celui-ci était le général Cambriels.

A Tours il fut accueilli comme le sont les braves qui ne désespèrent pas : il en faut de tels pour soutenir et relever le cœur des faibles.

Il n'en était pas besoin à son poste où il trouva prêts, dit-il, tous les concours et tous les dévouements.

Rien de trop pour sa tâche : les Allemands venaient d'entamer sur deux points la ligne du massif des Vosges. Le général s'y jeta à leur rencontre avec dix ou douze mille hommes réunis après le combat de la Burgonce. Évidemment il n'était pas en forces. Arriva le moment où l'ennemi débouchant sur son front et sur sa gauche, menaçait sa ligne de retraite par la vallée de la Moselle.

Le ministre de la guerre renseigné par les rapports qu'il faisait recueillir, avertissait Cambriels que l'ennemi manœuvrait contre sa troupe avec une armée de 35,000 hommes et une nombreuse artillerie. Le général pouvait-il attendre son effort avec des bandes d'hommes en blouse pour la plupart, en sabots, sans cadres d'officiers supérieurs, sans approvisionnement de vivres, presque sans munitions. C'eût été les mener à un désastre certain.

Rester plus longtemps, un jour de plus peut-être, dans des positions ainsi menacées, c'était compromettre l'avenir ; un avenir prochain sans doute, où cette troupe mal aggrégée pourrait devenir le noyau d'une armée solide, en mesure de tenir tête à l'ennemi et d'apporter sa part non plus au deuil mais à la victoire du pays.

Pendant ce temps où l'opinion publique aigrie cherchait dans la trahison supposée, en haut et en bas, la raison de désastres réputés impossibles, chaque général avait à se tenir en garde contre les suppositions malveillantes. Surtout quand il s'agissait de manœuvrer devant un ennemi très-supérieur sur tous les points, de se décider en face de la nécessité présente et sans

attendre les ordres ou les instructions du ministre, trop éloigné des opérations de chaque jour, de chaque heure dont il fallait rapidement et hardiment assumer la responsabilité.

Il y eut dans cette guerre des moments où pour le général, comme au temps de Dumouriez et de Custines, de l'ennemi sur son front ou du soupçon derrière lui, le soupçon était le plus redoutable.

Le général Cambriels dans sa situation dangereuse réunit un conseil de guerre. D'après l'avis unanime de ses officiers, il commenca à opérer sa retraite, sur Besançon, une forte place de guerre, à l'abri de laquelle il pouvait concentrer tous les éléments de résistance épars dans le pays, les organiser, les instruire, les rompre à la discipline, en former enfin une armée; une armée de l'Est qui pût être bientôt en état de marcher sans crainte et de tenir la campagne sans danger.

Malgré un temps effroyable pour sa retraite, dit le général, il parvint à rallier sans perte ses bandes sous la place, à les abriter, à les habiller et à les chausser : il assura les réserves de vivres et de munitions. Pour aguerrir cette troupe ainsi constituée il la menait à l'ennemi : il le repoussait, lui infligeait des pertes sensibles et obtenait de ses braves enfants de faire face aux solides Allemands, de les aborder à la baïonnette.

Mais il y a une limite à la résistance physique de l'organisation humaine : le courage ni le cœur n'y peuvent rien. Toute cette fatigue avait épuisé ce qui en restait au général; ce ne fut pas la volonté qui lui manqua, sous son crâne fracassé, mais bien la force. Il fallut rendre les armes, abdiquer les espérances de

son dévouement, remettre son commandement au ministre et lui demander un successeur.

Par quelle aberration fatale, que l'on vit se reproduire à différentes fois pour plusieurs autres généraux, ce vaillant serviteur fut-il mis en suspicion par l'opinion inconsidérée de quelques organes de la presse?

Et cela malgré l'explication donnée spontanément par le jeune ministre, qui ne prenait pas ordinairement tant de souci, de la nécessité qui avait forcé le général Cambriels à demander d'être relevé de son commandement.

Se faisant malheureusement l'écho de rumeurs inexpliquées, le journal *le Siècle* publiait un article sous ce titre : *La trahison du général Cambriels !* Oubliant trop que l'honneur du soldat est en France un patrimoine du pays qu'il ne faut pas jeter par-dessus bord, au hasard du premier bruit qui court, venu on ne sait d'où.

Le général en quittant son commandement laissait à son successeur deux divisions complétement organisées, formant une armée de 20,000 hommes ; une réserve de 3,000, et une colonne mobile de 5,000 hommes. Nous avons dit ce qu'il avait trouvé en arrivant dans l'Est.

Et un article d'accusations odieuses lui parvenait, répété par tous les journaux, à Montpellier, au moment même où il livrait sa tête brisée aux opérations les plus douloureuses pour retrouver la guérison compromise par les fatigues de la campagne.

En quittant Montpellier, à Lannemezan, sa voiture fut assaillie, menacée par la population, parmi laquelle avaient pénétré les accusations portées contre lui.

C'en était trop : aussi écrivait-il au ministre de la guerre :

« Si je comprends la défiance et le soupçon dans les temps douloureux où nous vivons, je ne comprends pas et je repousse énergiquement l'accusation odieuse qui livre sans jugement un homme d'honneur à la colère d'hommes égarés...

» Je vous prie, Monsieur le Ministre, de convoquer un conseil de guerre ou une cour martiale pour juger de ma conduite...

» Si j'ai été incapable qu'on me destitue!

» Si j'ai été traître qu'on me fusille!

» Citoyen, je demande justice au nom de la conscience et de la liberté!

» Soldat, je défends mon honneur! »

Quelque chose manquerait à la suprême grandeur du sacrifice pour la patrie en deuil, si, aux époques de tourmentes, on ne lui donnait que sa vie.

Voici ce que l'on racontait de l'invasion dans les contrées de la région lyonnaise, du 15 au 20 novembre.

Dijon a été occupé de nouveau par des troupes allemandes au nombre d'une dizaine de mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, non des Badois cette fois, mais des Prussiens.

Dôle a été menacé un instant par un corps que des rapports estimaient à trois mille, d'autres à dix mille hommes. Il est rassuré en ce moment : le chemin de fer est libre, le service se fait entre Mouchard et Dôle, des trains de voyageurs ont pu circuler entre ces deux points de la voie.

Le gros des forces allemandes de ce côté n'a pas dépassé le bourg de Moissey, à treize kilomètres au sud de cette dernière ville. C'est là que se sont repliés

les détachements d'infanterie et de cavalerie qui ont essayé de surprendre Dôle ; qui ont dû y renoncer, battre en retraite, devant l'attitude énergique de la garde nationale.

De Moissey les Allemands se sont portés sur Auxonne, à dix kilomètres à l'ouest.

Sur Auxonne encore se dirigent, depuis le 16, les détachements prussiens qui avaient occupé Saint-Jean-de-Losne le 15. Ils l'avaient attaquée la vaillante petite ville, énergiquement défendue par sa garde nationale et quelques francs tireurs. Elle avait eu même l'honneur militaire de recevoir quelques obus, d'une batterie établie par les Prussiens pour atteindre le cimetière, où quelques-uns des défenseurs de la ville entretenaient un feu meurtrier. Plusieurs maisons furent brûlées. Pauvre petite ville ouverte, qui voulut, elle aussi, avec deux cents défenseurs, payer sa dette à la patrie. Les Allemands avaient brûlé, tout près de là, le village de Champdôtre ; comme toujours, en représailles du coup de fusil de quelque franc tireur.

Le lendemain on entendait le canon dans la direction d'Auxonne, petite place forte qui semblait être le but réel de leur concentration dans le pays. On disait que, selon leur habitude, les Allemands avaient déjà fait dans la campagne la presse des paysans, des terrassiers qu'ils comptaient employer de force aux travaux d'attaque de la forteresse.

Le château d'Auxonne, flanqué de cinq grosses tours et d'un redan, date des Valois, Orléans et Angoulême, Louis XII et François Ier. La ville est défendue par des remparts de construction moderne, armés de soixante pièces de gros calibre. A Auxonne est établie une école d'artillerie, dont l'approvisionne-

ment en poudre et en projectiles est considérable, un parc qui attire l'ennemi sans doute, et qui peut expliquer ses mouvements de troupes de ce côté. S'il compte attaquer la place ainsi défendue, il lui faudra un matériel de siége considérable.

Un corps de 12 à 1,500 hommes a coupé la voie du chemin de fer et les fils télégraphiques, à la station de Saint-Vit, sur la ligne de Dôle à Besançon.

L'aile gauche du prince Frédéric-Charles est entrée à Tonnerre.

Sur un autre point, les villages des environs de Mézières et de Charleville sont envahis par des détachements prussiens. Une armée se concentre de ce côté dit-on, pour assiéger Mézières.

Cependant un corps d'observation devant cette place, permettrait au gros de leur armée de la tourner sans être inquiété et de se diriger vers Lille.

Malgré les francs tireurs, les éclaireurs allemands, hardis et infatigables, les uhlans courent le pays. On en a vu cinq traverser le faubourg de Flandre à Charleville. Les habitants n'espèrent pas pouvoir se défendre ; ils laissent la tâche à Mézières. Celle-ci compte bien résister à outrance comme à la première invasion. Pendant que le général et le préfet font désarmer d'avance la garde nationale de Charleville, pour sauver au moins les armes à l'abri des remparts de Mézières, la garnison et la garde nationale de la forteresse acceptent la tâche de recevoir bravement l'ennemi et préparent la défense.

BOURBAKI A LILLE.

A Lille, le gouvernement avait envoyé le général Bourbaki. Échappé au blocus de Metz, en qualité d'agent autorisé de négociations restées mystérieuses et qui n'avaient pas abouti, il était venu sans retard se mettre à la disposition de la défense nationale. Le général Bourbaki, un des plus jeunes officiers de son grade, était aimé, apprécié dans l'armée. Actif, intelligent et d'une bravoure reconnue de tous, on espérait beaucoup de son concours. Il avait le commandement de toute la région du Nord, avec mission d'y former une armée et de marcher, en manœuvrant de concert avec l'armée de la Loire, sur les flancs des armées allemandes pour arriver à dégager l'armée de Paris. Le général fut-il mis en suspicion? Dût-il être sacrifié à des susceptibilités de nuances avancées, inquiètes des relations d'intimité qui lui avaient, disait on, ménagé le commandement de la garde impériale? (1) On apprit un jour, avec surprise et regret, au moment où il allait pouvoir tenir la campagne, que la France n'avait plus besoin des services de ce brave; qu'il était relevé de son commandement, formule employée en ce moment pour exprimer les disgrâces militaires.

Eut-il, en effet, à se justifier à Tours et parvint-il à détruire de mauvaises impressions vaguement conçues? Le dictateur lui avait-il retiré son commandement du Nord, seulement parce qu'il le croyait le plus

(1) Mme Lebreton, l'amie dévouée de l'Impératrice, était la sœur du général.

capable d'exécuter avec décision et rapidité un nouveau plan, médité déjà, pour lequel il fallait un vaillant et habile homme de guerre, et surtout doué de l'influence qui enlève et entraîne le soldat? Sa proclamation d'adieu à l'armée du Nord disait :

« Par déclaration ministérielle qui m'est notifiée aujourd'hui, je suis appelé au commandement du 18e corps d'armée à Nevers. J'ai ordre de remettre le service par intérim à M. le général Farre.

» ... J'éprouve le besoin de dire à tous combien mes regrets sont grands, de remercier chacun du concours qu'il m'a prêté...

» Depuis que j'ai été investi du commandement supérieur de la région du Nord, j'ai pu, grâce au zèle des divers services, des divers corps, armer les places de cette région, les mettre en état de défense.

» J'étais fier de ces résultats, fier du dévouement et de la confiance qui m'ont facilité l'accomplissement d'une tâche laborieuse. J'adresse aux officiers de tous grades, aux sous-officiers et soldats de tous les corps de la région du Nord, mes félicitations pour l'excellent esprit dont ils sont animés. En leur faisant mes adieux, je leur promets de ne pas les oublier.

» De loin comme de près, je suivrai avec le plus vif intérêt les efforts qu'ils tenteront pour résister courageusement à l'ennemi, et j'applaudirai de tout cœur aux succès que je leur souhaite.

» Sur tous les points de notre chère patrie, les cœurs doivent battre à l'unisson, la même pensée doit nous animer tous : lutter pour chasser l'étranger. »

Le général Farre prenait donc le commandement, pendant que Bourbaki allait reformer et raccorder les tronçons de l'armée de la Loire, séparés après la re-

traite d'Orléans, qu'on désignait sous le nom d'armée de Bourges ou de Nevers. De la campagne où le ministre, au lieu de la diriger sur Paris, allait la lancer par une étrange stratégie, elle allait bientôt prendre le nom d'armée de l'Est qui doit lui rester.

Pendant que le prince Frédéric-Charles, opérant contre l'armée de la Loire, avait son quartier général à Pithiviers, le duc de Mecklembourg, ralliant le général von der Tann, marchait vers le nord-est pour faire face à l'armée de Bretagne, que M. de Kératry formait lentement au camp de Conlie, et aux volontaires du général de Charette.

On disait que cette armée était déjà redoutable ; le duc avait pris position pour l'observer le long de l'Eure ; la 17e division sous le général Treskow formant son aile droite, le corps von der Tann son aile gauche, et la 22e division son centre. Une nombreuse cavalerie courait sur ses ailes.

A gauche, le prince Albert reliait cette armée à celle du prince Fréderic-Charles ; à droite deux autres divisions, Rheinhaben et Schmidt, poussaient jusqu'à Évreux.

Le 17 eut lieu le combat à la suite duquel le général Treskow entra à Dreux. Le 18 il occupa Chateauneuf pour servir d'appui au centre qui occupait Chartres.

Le 19 le duc fit un changement de front vers le sud-ouest. Deux petites rencontres vers Digny furent deux succès pour les Allemands. A la Loupe, le 21, ils battirent encore les Français. Le 22, continuant sa marche le duc arriva à Nogent-le-Rotrou qu'il envahit sans résistance. De là, semblait-il, la plaine était libre

devant lui à grande distance, presque jusqu'au Mans.

Dans l'est le général Michel avait succédé au général Cambriels; un collègue inattendu allait être envoyé à son aide.

GARIBALDI DANS LES VOSGES ET LE JURA.

Le célèbre soldat de l'unité italienne le général Garibaldi, venait d'offrir son épée à la France. Peu sympathique à notre pays, notre ennemi avait-on pu dire bien des fois, en lisant des lettres, des proclamations où il ne s'en cachait guère, de jeunes et ardents amis avaient ému son vieux cœur. En même temps d'habiles metteurs en scène, pour d'autres ambitions, comptaient se servir de son épée. Ils l'avaient entraîné à vouer sa dernière ardeur à la défense d'une cause qui pouvait devenir aussi la cause de la République universelle. Comme le proclamaient par toutes les trompettes de la renommée les fidèles de Caprera et les habiles de tous pays, Garibaldi offrait à la France son nom célèbre, — un drapeau, ses amis dévoués, — une force.

Il y avait là un danger d'autant plus grave que le gouvernement ne pouvait guère, dans la situation douteuse où il s'était mis, décliner l'offre du vieux condottière légendaire de l'Italie, populaire en France au moins dans tout le parti d'action qu'entraînent les idées révolutionnaires.

D'un autre côté, une partie considérable de la population française avec laquelle il faut bien compter, quoiqu'on veuille, les catholiques, allaient être profondément froissés. Ils ne pouvaient voir sans une irritation

ardente admis à combattre pour la France catholique, l'éternel, le mortel ennemi non pas seulement du pouvoir temporel, mais de l'Église. Les termes étranges, odieux, de ses allocutions au congrès socialiste de Genève, étaient restés dans toutes les mémoires catholiques, souvenirs d'inexpiables blasphèmes.

Le premier, l'un des plus sûrs éléments de la défense levée en masse, était, derrière les murs de Paris, les marins et les mobiles bretons ; dans le centre et dans l'ouest, les volontaires et les mobiles de Poitou, d'Anjou de Bretagne et du Maine, les petits-fils de la grande guerre de géants pour Dieu et le Roi. Tous, et à leur tête et dans leurs rangs ce qui survivait encore du sang, des noms de leurs grands chefs, Cathelineau, Stofflet, Charette, Autichamp, Armée de la Loire, Armée de Bretagne, tous combattaient et mouraient aujourd'hui pour la défense du sol sacré ; et, sans y regarder, sous les trois couleurs de ce quinzième siècle de la vie de la France. Mais combattre côte à côte avec la chemise rouge ! Zouaves de Charette, volontaires de Cathelineau s'émurent.

Le gouvernement de Tours put les entendre par la voix de leurs chefs dire hautement : — Pour Dieu ! ne nous mettez pas à portée de nos ennemis de Mentana!

Il y avait là embarras à la fois et danger pour le gouvernement de la défense nationale. Aussi semblait-il subir plutôt qu'accepter ce concours du chef de la révolution cosmopolite qui pouvait devenir un élément de désordre. Mais il n'eut pas le temps de réfléchir, d'attermoyer.

Le général Garibaldi débarquait à Marseille : ses amis firent un triomphe au vieux soldat qui après

tout, apportait son épée au pays. A Tours le triomphe fut plus terne et l'accueil plus embarrassé, surtout devant les aspirations de quelques enthousiastes insensés, qui voulaient à toute force faire de Garibaldi le général en chef de la défense nationale.

On lui trouva le poste de général en chef des volontaires étrangers et nationaux de l'Est, pour la guerre de partisans dans les Vosges et le Jura.

Le titre était honorable et pouvait devenir glorieux, le général accepta. Les volontaires de l'Ouest n'eurent pas à rencontrer devant leurs yeux la provocation de la chemise rouge ; la défense de la patrie absorba toute autre pensée ; la couleur ennemie, c'était alors le sombre deuil de l'uniforme noir prussien aligné partout à l'horizon.

Le gouvernement s'était tiré à la fois de l'embarras et du danger.

Le général Garibaldi put-il rendre de véritables services? L'histoire des volontaires pendant l'invasion, dira dans quelle mesure le prestige de ce nom et le concours des auxiliaires italiens servirent le pays dans l'Est.

Mais tout d'abord, et jusqu'à la fin de la guerre dans cette région, il y eut des causes premières en dehors de l'action militaire, qui ne pouvaient manquer de paralyser, dans une mesure considérable, l'effet de l'un et de l'autre.

Le moyen le plus simple de faire comprendre ces causes, est de mettre sous les yeux quelques lignes d'une lettre, écrite au début de la campagne par un officier supérieur important de l'état-major garibaldien :

Autun, 16 novembre.

« ..... Dans la rue, à chaque pas, la chemise rouge coudoie la chemise noire, et il n'est pas jusqu'aux marchands qui n'aient un air mystique trempé dans l'eau bénite. Aussi nous sommes à l'index ici... Un fait d'insubordination, — ce qui est inévitable dans les corps francs et les armées de volontaires, — vite on le transforme en véritable crime.....

» Le croiriez-vous? l'autorité elle-même nous entrave. L'autorité, se faisant d'une façon inconsciente, je l'espère, l'écho des calomniateurs, nous regarde d'un mauvais œil, et il s'en faut peu que nos concitoyens ne considèrent notre armée comme une bande. Allez, croyez-moi, les monarchistes de toutes couleurs n'ont pas fait taire leurs ambitions malsaines, et ils nous haïssent.....

» Oui, nous le disons hautement, nous sommes les soldats de la Révolution, et j'ajouterai non-seulement de la révolution française, mais de *la Révolution cosmopolite*. Italiens, Espagnols, Polonais, Hongrois, en venant se ranger sous la bannière de la France, ont compris qu'ils *défendaient la république universelle*. La lutte est maintenant bien définie ; elle est entre le principe du droit divin, de la monarchie, de la force, et le principe de la souveraineté populaire, de la civilisation et de la liberté. La patrie disparaît devant la république !

» Nous sommes des citoyens du monde, et quoi qu'on fasse, nous nous battrons jusqu'à la mort pour arriver à réaliser le sublime idéal des États-Unis d'Europe, c'est-à-dire de la fraternité des peuples libres. Les

réactionnaires monarchistes le savent; aussi l'armée prussienne est doublée de leur armée; nous avons devant la poitrine des baïonnettes étrangères, dans le dos la trahison! Et pourquoi ne chasse-t-on pas tous ces anciens fonctionnaires? Pourquoi ne casse-t-on pas impitoyablement tous ces vieux généraux de l'empire, plus ou moins emplumés, décorés, galonnés?.....

» Qu'il prenne garde, ce gouvernement qui s'est chargé de débarrasser des hordes étrangères notre territoire souillé, de n'être pas à la hauteur de sa mission! Quand on est à une époque comme la nôtre, dans les circonstances terribles où nous sommes, il ne suffit pas d'être honnête, il faut être énergique, ne pas perdre la tête, ne pas se noyer dans un verre d'eau. Que les Crémieux, les Glais-Bizoin, les Fourichon se souviennent des agissements de 92 et de 93! Il nous faut aujourd'hui des Danton, des Robespierre, des conventionnels! Allons, messieurs, faites place à la révolution; elle seule peut nous sauver. Dans les grandes crises, il faut de grands moyens.

» ..... Quand on marche à l'ennemi, c'est beaucoup de se sentir appuyé par des fonctionnaires républicains, de savoir que l'armée n'est plus entre les mains de généraux prêts à se vendre. Qu'importe les formalités de la hiérarchie! Prenez des généraux dans les rangs des soldats même, si cela est nécessaire, dans la jeunesse surtout. Infusons un peu de sang jeune dans les veines de la république, et la république se sauvera, sauvera l'Europe avec elle du joug des tyrans. Allons! un effort. Et vive la république *universelle!* »

Entre la foi, les aspirations, les habitudes, la physionomie du pays où opéraient les volontaires de Garibaldi, et les haines, les accusations, les préoccupa-

tions de propagande cosmopolite que cette lettre avoue, la corde était trop tendue.

Il ne s'agissait pas à l'heure présente de la fraternité des peuples et de la République universelle, mais bien de la défense d'un peuple envahi, d'une nationalité menacée.

On n'avait pas affaire en ce moment de cette phraséologie surannée de l'antithèse du droit divin et de la souveraineté populaire, vieille arme usée, mise au rebut des machines de guerre de la révolution comme un fusil à mèche enfoui dans un arsenal et qui fait dire : — On a pu se servir de cela ! Il n'était pas besoin de nous crier dans ces villes, dans ces campagnes si françaises : « La Patrie disparaît devant la République ! »

Il nous fallait vos épées, vos fusils, vos poitrines devant l'ennemi, tout ce que vous veniez offrir à la Patrie, devant laquelle disparaît la République !

Ils ne manquèrent pas d'ailleurs à ce qu'on était en droit d'attendre de la vaillance italienne. Mais leur campagne ne fut ni plus habile, ni plus heureuse que les autres. Mal organisés contre l'organisation modèle de l'ennemi, ils furent surpris plus souvent qu'ils ne surprirent eux-mêmes. Une de leurs dernières fautes, l'abandon de la ligne de Dôle pour faire une marche sur Dijon évacué par l'ennemi et tomber ainsi dans un piége tendu par la stratégie prussienne, compromit la grande armée de l'Est au moment de la bataille de trois jours sous Belfort. Plus de fumée que de feu : mais ils furent braves et la France est l'obligée de leur bravoure cosmopolite.

On leur fit d'ailleurs largement, dans ce pays, comme au xve et au xvie siècles à leurs pères les grands condottieri italiens, Carmagnola, Jean des bandes noires,

les honneurs de l'hospitalité, de l'équipement et de la solde. Comme l'écrivit une plume irritée, « on a équipé de neuf, armé de chassepots, vêtu, nourri, désaltéré, hébergé, voituré ces bandes polyglottes, pendant que nos mobiles de la Haute-Savoie, de l'Ardèche et de la Lozère n'ont ni linge, ni fusils, ni pain; pendant que les débris de nos capitulations et de nos défaites mendient dans les gares et dans les fermes. »

(A. DE PONTMARTIN.)

SURPRISE DE CHATILLON.

Le fils du général, le colonel Ricciotti, le plus jeune officier supérieur de l'armée garibaldienne fut le premier engagé.

Le 17 novembre, à Saulieu, il fut informé que 800 Allemands, appartenant au 7e corps d'armée, étaient cantonnés à Châtillon, à trente kilomètres environ de Montbard, à quatre-vingt kilomètres de Dijon sur la route de Troyes. Ricciotti avait sous ses ordres 560 hommes, volontaires du Doubs, du Havre, de l'Isère, de la Haute-Savoie, chasseurs des Alpes, de Dôle, francs tireurs des Vosges.

Il ordonna une marche forcée sur Montbard où il parvint dans la nuit; arriva le lendemain à deux heures de l'après-midi à Coulmier-le-Sac, où il fit reposer ses hommes; partit à une heure du matin et, quatre heures plus tard, s'arrêtait à deux cents mètres de Châtillon.

Là il partage sa troupe en deux corps qui doivent attaquer, l'un au sud, l'autre à l'ouest par la route de

Tonnerre. Les chasseurs de la Haute-Savoie, au nombre de quatre-vingt, doivent cerner l'Hôtel de la Côte d'Or, où logent les officiers allemands.

Les avant-postes sont enlevés en un clin d'œil. Un peu avant six heures, au signal du colonel, au cri de guerre : — Garibaldi ! les deux troupes pénètrent dans la ville et fouillent les maisons où un grand nombre d'Allemands sont faits prisonniers dans leurs lits. D'autres se jettent dans les rues à peine armés et habillés, ils sont pris ou tués avant de pouvoir organiser une résistance. Les chasseurs de la Haute-Savoie avaient surpris à l'hôtel les officiers endormis. Plusieurs se firent tuer en essayant une défense désespérée : les autres furent pris pour la plupart. Sur différents points la défense put s'organiser enfin. Une bonne partie des Allemands, après une demi-heure de combat, fit une retraite précipitée par la route de Chaumont. Le reste se barricada dans l'hôtel de ville, position assez forte où l'on pouvait tenir avec avantage.

Dès le début de la surprise Ricciotti avait vu partir en hâte des estafettes allemandes, courant du côté de Loignes et de Chaumont. On apprit qu'il y avait à Loignes 4,000 Prussiens ; 1,500 autres plus à proximité encore sur la route de Chaumont. Ils devaient être en marche : il ne restait plus assez de temps pour attaquer et prendre l'hôtel de ville avant l'arrivée de ces forces trop supérieures. En effet, les Allemands de Châtillon furent bientôt en vue, à peine à six kilomètres de distance. Avec 500 hommes contre 800, surpris, il est vrai, au saut du lit, Ricciotti avait tenu la ville pendant une heure et demie. Il s'agissait maintenant d'en sortir sans perte. Le colonel ordonna la

retraite qui se fit rapidement, en bon ordre. Les volontaires ramenaient 167 prisonniers, parmi lesquels 11 officiers, 62 chevaux, 4 voitures chargées de selles et de harnais, des armes, des munitions, les papiers de l'état-major.

L'ennemi dut perdre une centaine d'hommes tués ou blessés, outre deux colonels, dont l'un était le préfet allemand de la ville, et deux majors.

Les francs tireurs perdirent seulement trois hommes tués et douze blessés. Les Allemands s'étaient donc enfin laissé surprendre une fois à leur tour et payaient aussi leur négligence.

Ils s'en prirent à la ville, faisant main basse sur tout ce qu'ils rencontraient d'habitants dans les rues, tirant sur les fenêtres de quelques maisons, menaçant de la mettre à sac sitôt la nuit venue.

COMBAT DE LANTENAY. — TENTATIVE SUR DIJON.

Ce fut la première affaire. Le 26 et le 27 novembre, les garibaldiens en soutenaient une plus importante en faisant une tentative sur Dijon.

Dès le 25, les avant-postes allemands postés à Plombières et à Courcelle, sur les hauteurs, purent comprendre qu'ils avaient devant eux des forces plus considérables et mieux organisées que les bandes de francs tireurs auxquelles ils avaient journellement affaire. Pendant la journée ils tentèrent des escarmouches du côté de Villars et de Lantenay, pour s'assurer si derrière les éclaireurs français il y avait en effet un autre danger. Le général Degenfeld fut chargé de

faire une reconnaissance en forces avec deux bataillons du 3e régiment, un bataillon du 4e, deux escadrons de dragons et une batterie. A quatre heures du matin, le 26, cette troupe se mit en marche. Les éclaireurs allemands envoyés du côté de Pasques et de Lantenay rapportaient que de ce côté s'avançaient les garibaldiens en nombre considérable.

En effet, après avoir eu la nouvelle d'un échec partiel du général Bosak, attaqué dans la matinée précédente, l'armée avait marché sur Lantenay, petit village où elle passa la nuit autour des feux de campement. Dès le matin, les troupes s'ébranlaient et opéraient leur concentration, appuyées sur un bois. Du haut du plateau de Lantenay, dit un témoin oculaire de l'action, on voyait les Allemands rangés en bataille sur les terrains en rampe, derrière le village de Prénois. Au milieu du feu de leurs batteries, on put bientôt apercevoir leurs colonnes d'attaque grandir à l'horizon.

On avertit le vieux général qui déjeunait en ce moment; il monta immédiatement à cheval pour disposer sa bataille. L'artillerie fut placée en batterie sur les pentes à gauche, les francs tireurs furent postés dans le bois à droite. Les garibaldiens de la légion Tanara formaient la gauche, des francs tireurs la droite, les Gênois étaient au centre, la garde mobile en réserve. L'artillerie commença la bataille; l'état-major se tenait très-avancé, entre les lignes des tirailleurs et le gros de l'armée qui marchait en avant.

A deux heures, le général observait la colonne allemande au moyen d'une lunette de campagne. Tout à coup : — Ils sont en retraite, dit-il.

En effet, quand les Allemands virent se déployer

l'ordonnance de la petite armée française, forte de neuf bataillons, disent-ils, avec un escadron de cavalerie et huit bataillons de gardes mobiles, établis sur des positions avantageuses et appuyés par deux batteries de six pièces chacune, ils tentèrent par un mouvement de retraite simulée vers Darvis et Talent, d'attirer les Français hors de ces positions pour les attaquer le lendemain avec toutes leurs forces réunies.

Ils essuyèrent pendant cette retraite le feu très-nourri des batteries françaises. La cavalerie fit vaillamment plusieurs charges qui lui coûtèrent de braves gens. Une batterie allemande, établie près de Darvis, arrêta un peu la vivacité du mouvement de l'armée française. L'action finit vers trois heures.

Les Allemands faisaient leur retraite, volontaire d'ailleurs, avec le sang-froid et la tactique d'une armée bien disciplinée, que purent admirer les chefs italiens ; ils défendaient le terrain lentement, de ligne en ligne, avec ordre, se couvrant à chaque point favorable.

Les Franco-Italiens marchaient toujours : lorsqu'il arrivèrent au haut du plateau, sur la route de Dijon, où ils se concentrèrent, l'ennemi était à peu près hors de vue vers Talent.

D'après le rapport du général Degenfeld, le général von Werder prit ses dispositions pour livrer bataille le lendemain.

Mais Garibaldi ne savait pas avoir eu affaire à une simple reconnaissance, couvrant une armée entière très-supérieure en forces. Entraîné par sa vieille et toujours aventureuse hardiesse, il demanda aux Italiens, qui tenaient la tête de son mouvement, s'ils se

contenteraient d'avoir fait replier l'ennemi, ou s'ils voulaient entrer à Dijon le soir même? — A Dijon, lui fut-il répondu. On marcha en avant.

La nuit était venue, nuit noire: on marchait toujours, l'avant-garde devait approcher des postes ennemis. L'armée arrivait à un tournant de la route, où se rangea sur le bas-côté la voiture du général, qui dans l'action avait eu un cheval abattu sous lui.

L'ordre était donné : — Ne tirez pas. A la bayonnette! Nous coucherons à Dijon cette nuit!

Le général espérait, disent les Allemands, renouveler la surprise du bataillon de landwehr prussienne à Châtillon. Mais cette nuit-là ils étaient sur leurs gardes.

Trois fois les garibaldiens abordèrent en colonnes, trois fois on les laissa approcher à cinquante pas ; alors un feu intense en couchait des rangées par terre, dit le récit allemand — pas autant qu'ils le disent cependant. Heureusement pour nous, dans la nuit, la ligne de tir passait au-dessus des têtes.

« La seule chose qui me surprend, dit un de ceux qui étaient là au milieu du feu, c'est que les deux tiers d'entre nous n'aient pas été tués. La voiture du général était à côté de la grand'route entourée des officiers de son état-major, et pourtant, par le plus miraculeux des hasards, personne ne fut tué ni même atteint. — Il commence à faire chaud! dit un officier à côté de moi. A peine avait-il prononcé le dernier mot, qu'une seconde puis une troisième avalanche de plomb arriva. Cette fois nous nous penchâmes tous sur le cou de nos chevaux. »

Quoi d'étonnant à ce que les jeunes gardes mobiles qui assistaient pour la première fois à pareille fête,

quand une pareille avalanche passa en sifflant sur leurs têtes, fussent tellement frappés de terreur, qu'un certain nombre se jetèrent à plat ventre ou dans les fossés de la route.

Pendant le jour, à la lumière du soleil, ils avaient mieux tenu ; ils voyaient le péril : les enfants ont peur dans les ténèbres. Plusieurs en tombant se blessèrent de leurs armes.

En se relevant, malgré l'ordre : — à la baïonnette ! ils épaulèrent leurs fusils et tirèrent. Fatal mouvement ! leurs balles atteignirent les colonnes qui les précédaient, les Italiens, les francs tireurs qui soutenaient en tête avec sang-froid le feu des Allemands. Ces braves durent se croire coupés et pris à revers. Pendant qu'ils hésitent, qu'ils se replient, les mobiles qui voient des hommes venir en masses de leur côté, prennent peur tournent le dos et s'enfuient : ni prières, ni menaces, rien n'y fait, rien ne peut les arrêter.

La retraite devint bientôt générale : le coup était manqué. On n'était pas si près d'entrer à Dijon que l'avait pensé le général. Il aurait mieux valu garder ses solides positions de l'après-midi pour y attendre la bataille du lendemain.

Garibaldi et son état-major furent laissés, par le flot courant à travers champs, presque seuls sur la route, avec les Italiens et les escadrons du 7e chasseurs d'Afrique qui protégeaient la retraite.

« Si à ce moment l'ennemi avait envoyé 500 cavaliers à notre poursuite, la moitié de notre armée aurait été prise ou taillée en pièces. Heureusement les Allemands parurent ne pas avoir idée de l'avantage qu'ils avaient remporté. »

« Entre neuf et dix heures du soir, nous atteignîmes Lantenay un quart d'heure environ avant le général. Je me rendis immédiatement au château, et m'y trouvais lorsque le général entra avec son état-major. Garibaldi était parfaitement calme, mais semblait très-fatigué. Son premier soin lorsqu'il me rencontra fut de me demander si j'avais retrouvé le cheval que je lui avais prêté, lorsque le sien était tombé au commencement de la journée. Peu après l'arrivée du général, chacun entra, les officiers d'état-major se jetant tels qu'ils étaient sur les canapés de l'antichambre ou les matelas étendus sur le sol. Tout le monde était couvert de boue des pieds à la tête. Beaucoup avaient roulé à diverses reprises avec leurs chevaux sur le sol détrempé dans la journée — car nos pauvres coursiers étaient morts de fatigue. Les plus élégants des officiers d'état-major avaient leurs uniformes lacérés et couverts de boue, depuis le sommet de leur képi jusqu'à la pointe de leurs bottes. »

Le lendemain 27, les Allemands étaient en bataille dès huit heures du matin, disposant leurs deux ailes pour opérer leur mouvement tournant habituel contre l'armée française. Les éclaireurs vinrent dire qu'il n'y avait plus devant eux d'armée, qu'elle avait abandonné ses positions pendant la nuit.

Ils commencèrent la poursuite, mais trop tard. Le détachement du colonel Renz put atteindre l'arrière-garde avec laquelle il échangea quelques coups de fusil en occupant après elle le bourg de Pasques. Les garibaldiens essayèrent d'opérer un retour offensif, pour arrêter un instant la marche de l'ennemi, près du bois de Lantenay, qu'ils abandonnèrent bientôt ainsi que le bourg.

Le 29, la brigade Keller occupait Sombernon, pendant que les troupes battues continuaient leur retraite par Arnay-le-Duc sur Autun.

L'armée avait perdu près de 400 hommes tués ou blessés ; elle avait laissé 200 prisonniers aux mains de l'ennemi, mais elle ramenait tous ses canons et ses bagages. Il y a lieu de s'étonner que le général von Werder, avec des forces très-supérieures, une artillerie formidable en comparaison des deux batteries de six pièces de l'armée garibaldienne, ait laissé le temps de se rallier à cette armée plutôt éparpillée que battue, il est vrai, mais dont le noyau plus résistant pût sans obstacle, presque sans entendre parler de l'ennemi, reformer et rallier le reste. L'habileté fit donc aussi quelquefois faute, dans cette campagne, aux habiles chefs allemands.

Les Prussiens finirent par une tentative hésitante sur Autun, où ils envoyèrent quelques volées de mitraille et quelques boulets.

La ville et l'armée garibaldienne étaient surprises, cette fois, enlevées, si l'ennemi avait osé.

Ricciotti Garibaldi arrivait à Autun le matin même, après avoir échangé la veille des coups de fusil avec l'ennemi à Arnay-le-Duc. On ne signalait les Allemands d'aucun point dans la campagne à portée de la ville, lorsque le général qui observait le pays du haut de la colline, à côté des ruines de la pyramide de Couard, et cherchait l'ennemi au bout de ses longues-vues, regardant par hasard droit devant lui à l'œil nu, put voir les Allemands tranquillement occupés à placer deux pièces de canon en batterie, en face du couvent de Saint-Martin, à deux tiers de lieue au nord-est. Avant qu'il eût pu descendre la colline et

courir à la sous-préfecture, le canon tonnait déjà.

Si, au lieu de choisir le côté nord-est, les Allemands avaient attaqué du côté du nord, entre le faubourg Saint-Jean-le-Grand et la station du chemin de fer, ils entraient tout droit, sans obstacle, sans rencontrer un poste ni une sentinelle ; ils prenaient d'un coup de filet l'état-major et l'armée.

Garibaldi avait pourtant donné à son chef d'état-major l'ordre de faire battre le pays par des éclaireurs, de poster des grand'gardes, de prévoir et de prévenir toute surprise : rien ne fut exécuté. En pareil cas, le général est responsable de l'exécution de ses ordres, il porte la peine d'un désastre, comme il a l'honneur de la victoire : l'irritation fut grande.

La faute était doublement grave. Les principaux officiers italiens, entre autres le colonel Canzia, le général Menotti Garibaldi lui-même, donnèrent leur démission. Ils ne voulaient plus servir, disaient-ils hautement, avec des hommes incapables de remplir les devoirs de leur charge, et qui pouvaient compromettre par leur ineptie ou leur négligence la responsabilité des chefs et le salut de tous.

Il faut bien le dire, et l'officier qui nous apprend ces détails intimes est tout confus de se voir entraîné à en convenir, la discorde était dans le camp d'Agramant. Ou plutôt il y avait deux camps dans l'état-major, celui des Frapolistes, les fidèles du colonel Frapoli, arrivé à tenir pendant quelques jours le poste de chef d'état-major général, et les Bordonistes, partisans du colonel Bordone, qui, malgré les efforts des Frapolistes, prit bientôt à l'état-major la place de leur chef.

Le général Garibaldi avait fort à faire pour mainte-

nir l'équilibre entre ces rivalités. Il penchait cependant du côté de Bordone, dont les officiers démissionnaires plus sympathiques à Frapoli sans doute, mettaient l'aptitude en suspicion.

Une circonstance toute fortuite mit en quelque sorte le feu aux poudres et priva l'armée des services d'un vieux camarade du général, d'un fidèle du temps de ses grandes guerres.

L'incident est curieux; c'est comme une étude d'intérieur de l'état-major garibaldien.

« Le capitaine Pantaleo, ami du colonel Frapoli et l'un des officiers les plus anciens de Garibaldi, écrivit une lettre, adressée au colonel Frapoli à Tours, dans laquelle il parlait en termes rien moins que flatteurs du colonel Bordone. Quand la lettre arriva à Tours, le colonel Frapoli était absent, et le maître de poste ne sachant pas son adresse, mais se figurant qu'il était avec Garibaldi, renvoya la lettre à Autun. La lettre tombe entre les mains du chef de l'état-major, qui l'ouvre, la lit et la porte au général. Le capitaine Pantaleo est appelé.

— Connaissez-vous cette lettre? dit le général.

— Oui, général, répond le capitaine Pantaleo.

— Rétractez-vous le contenu?

— Non, général.

La conversation continue, puis le capitaine Pantaleo quitte la chambre du général. Peu de temps après, il reçoit un ordre de congé du chef de l'état-major. Il le porte à Garibaldi et demande ce qu'il doit faire.

— Il faut l'exécuter, fut la réponse.

Ainsi le colonel Bordone triomphe et l'un des officiers les plus anciens et les plus braves de Garibaldi est sacrifié. J'espère que l'affaire de la démission du

colonel Canzio et des autres officiers s'arrangera d'une façon satisfaisante, mais en attendant on dit que Garibaldi a fait une remarque très-piquante à ce sujet. Lorsqu'il fut informé des démissions il répondit tranquillement :

— Très-bien ! Mais il faut qu'ils rendent leur argent d'équipement.

Ceci causerait plus que de la gêne à beaucoup d'entre eux. »

COMBAT DE NUITS.

Au commencement de décembre, le général von der Goltz cernait la forteresse de Langres. Un corps de 6,000 Français, arrivé pour la dégager, occupait de fortes positions près de Longeau. Le général allemand les attaqua le 16 et parvint à les déloger, après un rude combat de trois heures. Ils durent battre en retraite devant cette attaque de forces très-supérieures, avec une perte d'environ 200 hommes, dont 60 prisonniers, abandonnant en outre à l'ennemi deux canons et deux voitures de munitions.

Le 18 se livra la bataille de Nuits.

Les Français avançaient leur première ligne de défense depuis Beaune jusque dans les environs de Nuits, derrière le ruisseau de la Voge. De ces positions ils dirigeaient déjà aux alentours des reconnaissances, qui pouvaient faire prévoir des attaques sérieuses et prochaines aux Allemands du 14e corps d'armée, concentrés autour de Dijon. Ces troupes françaises étaient sous les ordres du général Cremer.

Le général en chef allemand avait intérêt à forcer sans retard cette ligne des Français. Il était important de ne pas attendre qu'elle pût être soutenue par une nouvelle armée qui se reformait à Lyon, disait-on, depuis la retraite du général Michel, le successeur du général Cambriels dans le commandement de l'armée de l'Est.

Le général allemand de Glümer, commandant la division badoise, forte de deux brigades d'infanterie, d'une brigade de cavalerie et soutenue, comme tous les corps allemands, par de fortes batteries d'artillerie, fut chargé du mouvement d'attaque.

Il prit aussitôt ses dispositions. Sous son commandement direct, 8 bataillons, 6 escadrons, 5 batteries marchèrent de Dijon par Épernay, Boncourt dans la direction de Nuits, en traversant la plaine et les premiers contre-forts de la Côte-d'Or pour aborder l'aile droite française.

Dans la montagne, la marche du corps principal était côtoyée par un détachement de deux bataillons, trois escadrons de cavalerie et une batterie, sous les ordres du général Degenfeld, qui arriva le 17 au village d'Arcy et le 18 dans les environs de Villars-Fontaine. Un autre détachement, le long des hauteurs, par Chambœuf, arrivait sur Boncourt. Au ruisseau raviné de Meuzin, ces deux colonnes devaient, si elles prenaient part à l'action, marcher par les hauteurs à l'ouest de Nuits. Pour maintenir les communications entre ces attaques allemandes, quelques bataillons et escadrons de cavalerie s'avançaient par la grande route, sur Nuits, en passant par Gevrey et Vougeot.

Le 18 décembre, les Français reçurent à coups de fusil, arrêtèrent la cavalerie de l'avant-garde alle-

mande. Près de Ferray et du parc de Saulon-la-Rue était postée en grand'garde, une compagnie des éclaireurs du Rhône. Elle fit face à l'ennemi, mais attaquée aussitôt par une compagnie du premier régiment des grenadiers badois, elle se replia sur Boncourt.

Les Allemands lancèrent alors en avant deux compagnies d'infanterie et de la cavalerie pour éclairer le pays très-coupé au sud de Dijon. Bientôt les Français qui occupaient Boncourt, furent surpris par une attaque de l'avant-garde allemande, sortant à l'improviste du bois au nord de ce village, derrière lequel elle avait masqué son approche. Après un engagement assez vif, ils durent abandonner leur position. Mais le combat fut mieux soutenu dans les vignes, parmi les bouquets de bois au nord-ouest de Boncourt, où les Français disputaient le terrain en se repliant dans la direction de la ferme de la Berchère, défendue par un bataillon du 32e régiment de marche. L'artillerie allemande de l'avant-garde pressait leur retraite de ses volées.

Arrivé à Agencourt, l'ennemi put observer l'armée française déployée en avant de Nuits. Elle occupait des positions défendues par de l'artillerie, sur toute la ligne du chemin de fer, depuis le pont sur le ruisseau de Meuzin jusqu'à Fontaine-de-Vosne. A l'instant même cette artillerie ouvrait un feu très-vif sur les troupes allemandes.

Elles pouvaient voir de leur position entre Berchères et Agencourt, de fortes colonnes françaises arrivant au canon, sur la chaussée de Vougeot à Nuits; d'autres venaient en hâte de Beaune; vers deux heures deux trains sur la ligne du chemin de fer

dégorgeaient de leurs wagons accumulés des masses de soldats accourant prendre position. Cependant l'artillerie qui couronnait les hauteurs à l'ouest de Nuits, leur donnait le temps d'arriver et de se former, en arrêtant par un feu terrible l'ennemi au delà du terrain découvert qu'elle dominait et couvrait de ses projectiles.

Les Allemands appuyant leur batterie d'avant-garde par deux autres établies à l'ouest de Boncourt, se décidèrent à l'attaque des lignes françaises. Ils avaient à parcourir pour les atteindre un terrain à peu près découvert, 1,500 mètres sans abri, sous le feu. Ils y subirent des pertes considérables, mais les chefs allemands ne comptent pas les hommes que leur coûte la victoire, quand ils ont l'avantage du nombre.

Ils marchaient bravement, lentement, froidement, avançaient comme par un effort mécanique et atteignaient enfin la ligne française. Un bataillon de leurs grenadiers, à leur extrême gauche, força la gare, pendant que deux compagnies à droite rompaient la ligne de défense du côté de Fontaine-de-Vosne.

Les Français tenaient vaillamment, se laissant aborder corps à corps. On se battit longtemps, à la baïonnette, avec une fureur opiniâtre des deux côtés. La plus forte masse devait à la longue faire fléchir la ligne la plus faible. Là furent blessés le prince Guillaume de Bade et le colonel Renz.

Les Français battirent en retraite vers quatre heures sur Nuits, poursuivis par les volées de l'artillerie allemande.

Les canons badois, disent les rapports des Prussiens eux-mêmes, firent éprouver alors des pertes sensibles aux colonnes en retraite. Mais les batteries

françaises, 16 à 18 pièces, établies en étagère et servies par d'habiles pointeurs, avaient d'abord éclairci cruellement les colonnes d'attaque et rudement atteint l'artillerie allemande sur ses hauteurs.

Les généraux allemands n'ont pas oublié la leçon donnée par Condé à Sénef :

— Rien de fait, tant qu'il reste quelque chose à faire !

Ces hommes sont de métal : là est leur force, à la longue, contre les pauvres jeunes fils de la France, qui ont des cœurs de chair et de sang dans la poitrine et les larmes de leur mère encore humides sur les joues. Ces Allemands, en marche depuis le point du jour, sous le feu depuis le matin, il leur fallait, sans repos, achever leur avantage, occuper Nuits avant la fin de la journée. Il était cinq heures.

Tous les bataillons de la division badoise fournissent des détachements pour l'assaut. Ils attaquent. Une de leurs batteries foudroyait la ville à huit cents pas ; mais la ville mordait aussi et la forçait à se retirer à l'abri et à distance, laissant, à la place qu'elle avait si hardiment occupée, la moitié de ses hommes et de ses chevaux. D'autres batteries, celles de l'aile droite allemande, répondaient aux batteries françaises, et tenaient la ville sous leurs feux convergents.

L'armée française n'avait rien à gagner en faisant écraser la petite ville qui lui servait d'appui ; le jour tombait ; le général Cremer se décida à la retraite. Elle se fit en bon ordre, protégée par l'artillerie, dont le tonnerre se prolongea longtemps encore, s'éloignant lentement de distance en distance et s'éteignant dans la nuit.

Quinze jeunes bataillons, avec dix-huit pièces d'ar-

tillerie, soutinrent ainsi une journée de rude combat contre des forces supérieures et aguerries. Malgré la retraite et l'abandon de Nuits, comme effet moral, cet aplomb au feu valait presque une victoire. Le gouvernement de la défense nationale en jugea ainsi. Les Français avaient perdu 2,000 hommes hors de combat et 700 prisonniers, dont 16 officiers. Les Allemands en avaient laissé un bien plus grand nombre, couvrant les points où ils avaient trouvé la vaillante résistance à leurs attaques obstinées, jonchant la plaine découverte où ils avaient si longtemps subi le feu incessant de nos batteries.

Mais ils nous avaient délogé des lignes d'où nous commencions à les inquiéter et à les menacer dans leur position de Dijon et ils occupaient Nuits. Ils y relevèrent, achevant de mourir à son poste de combat, le brave colonel français Celles, blessé mortellement.

COMBATS SOUS AMIENS. — BATAILLE DE VILLERS-BRETONNEUX.

Nous avons à suivre, vers cette fin de novembre, les premières opérations de notre armée du Nord dont la concentration, nous l'avons dit, s'est faite à Lille sous le commandement du général Bourbaki, auquel a succédé le général Farre, un ancien capitaine de frégate, nommé général de division pour occuper ce poste.

Le 7e corps prussien, après la capitulation de Metz, avait forcé Thionville à capituler après un terrible bombardement de trois jours.

Une division du 1er corps allait assiéger Mézières.

La Fère, où 2,000 hommes et 70 canons tombèrent aux mains des Allemands, fut occupée par une autre division du même corps.

Le 8e corps, sous les ordres du général de Manteuffel, se dirigea sur Amiens, à la recherche de l'armée française du Nord.

Où se trouvait-elle en ce moment? On disait qu'elle se concentrait entre Lille et Amiens, au nombre de 100,000 hommes, ce qui ne voulait pas dire 100,000 soldats, pas plus que les gardes mobilisés que M. Estancelin massait en Normandie au nombre de 40,000. Du reste, ces chiffres étaient bien au-dessus de la réalité.

Les premières rencontres eurent lieu le 23 novembre entre les avant-postes, près du Quesnel, puis dans voisinage d'Amiens.

Enfin plus près d'Amiens, les trois jours de combats des 25, 26 et 27 novembre, à quelques kilomètres en avant de la ville, surtout à Villers-Bretonneux, une des positions importantes, dont la bataille a pris le nom.

Les Prussiens devaient être au nombre de 30,000 hommes. Le colonel de Bessol, qui commandait les Français, avait une armée à peu près d'égale force. Il accepta le combat et se crut victorieux jusqu'au moment où une nouvelle armée de 35,000 hommes arriva au canon et recommença la bataille.

On peut dire qu'il y eut trois jours de combats à la suite l'un de l'autre.

Le plus important fut celui de Gentelles, près de Villers-Bretonneux, où les Français soutinrent l'effort de l'ennemi jusque vers trois heures et demie de l'après-midi, et le repoussèrent au delà du bourg. Là attendait son tour de donner l'énorme réserve allemande : des troupes fraîches, toutes prêtes, fournies

de munitions et nourries, contre les Français exténués par la faim, accablés de la fatigue de plusieurs heures de combat, et dont les munitions comme les forces étaient presque épuisées. Ils durent battre en retraite sur Amiens. Si quelques bataillons nous avaient formé une réserve à Villers, nous gardions la journée à nous jusqu'à la dernière heure.

A Boves, l'engagement avait commencé vers midi, par l'artillerie : une batterie de 4, soutenue vers trois heures par une batterie de 12, établies entre la route de Villers et la gare de Longuau. Servies toutes les deux par les artilleurs de la marine, elles tirèrent jusqu'à la nuit, après avoir éteint vers quatre heures et demie les feux de l'artillerie prussienne.

Mais les Français durent battre en retraite par suite d'une attaque de flanc de l'infanterie allemande, devant laquelle se prirent de panique deux bataillons de mobiles du Nord, dont la déroute compromit l'armée de ce côté. Des francs tireurs furent accusés d'être sortis de la ville et rentrés avec le même nombre de cartouches dans leurs gibernes.

Dury fut défendu avec plus de ténacité et de bonheur. Enfin, toute l'armée française, forte encore de 15 à 20,000 hommes, reçut l'ordre à 8 heures de camper sur les positions qu'elle occupait. La garde nationale était rentrée dans la ville, disposée à donner encore le lendemain dès le matin.

Mais, quelques heures plus tard, l'état-major apprenait par ses espions que l'armée prussienne, qui se concentrait pour l'attaque du lendemain, dépassait déjà le nombre de 50,000 hommes. Le général de Manteuffel allait être en mesure d'envelopper en même temps Amiens et l'armée française et de prendre

l'une et l'autre comme à Metz d'un seul coup de filet.

La position était grave, compromise, l'heure pressante. Un conseil de guerre réuni en hâte décida, à l'unanimité moins une voix, la retraite sur Doullens; l'ordre fut donné aussitôt.

La garde nationale déjà réunie au point du jour, se préparait à aller prendre ses positions de combat. Cette troupe, des pères de famille retenus par mille liens, une fois montée à la volonté de la résistance, à l'héroïsme du dévouement, se résigne mal à redescendre de ces hauteurs jusqu'à la calme raison, à revenir au train ordinaire de la vie habituelle, en province surtout. Elle regrettait maintenant le danger, le sacrifice courageusement accepté par un effort qui retombait inutile. Il y eut des cris, des regrets, des fusils brisés, des cartouches répandues dans les rues.

La forteresse, vieille fortification du temps passé, armée de canons vieillis comme elle, — *sine ictu,* — sans portée, on lui demanda de faire mine de résister deux ou trois jours, pour l'honneur, pour couvrir un peu la retraite de l'armée.

Elle se fit en bon ordre. L'armée allemande ne poursuivit pas, n'inquiéta pas cette retraite dont elle osa dire que c'était une déroute. S'il en eût été ainsi, elle avait là assez de bonne cavalerie, et qui avait puissamment agi la veille, pour la lancer après des débris et ramasser par les chemins des milliers de prisonniers. Si cette manœuvre élémentaire ne fut pas ordonnée par le général, c'est qu'il n'y avait pas lieu, c'est que la déroute supposée était en réalité une retraite sûrement conduite.

Au reste, ils racontent autrement la bataille, plus

nettement peut-être, au moins pour ce qui tient à leur tactique ce jour-là.

Le 8e corps prussien formant l'aile gauche, marcha directement sur Amiens, en refoulant les Français. Plusieurs fois, disent-ils, les Allemands abordèrent à la baïonnette, le 9e régiment de hussards tailla en pièces un bataillon d'infanterie de marine.

Le 1er corps sur l'aile droite, devait s'emparer des hauteurs de Gentelles et de Villers-Bretonneux. Il fut attaqué de flanc dans sa marche par un corps français, qui couvrait devant Corbie la ligne du chemin de fer d'Arras et de Lille.

Les Français se battirent bravement et opposèrent une énergique résistance à l'offensive allemande, malgré l'infériorité de leur artillerie, une vingtaine de canons seulement, malgré le manque absolu de cavalerie.

Nos chevaux étaient morts de misère, abandonnés dans les marais de la Meuse à Sedan, ou dévorés par la dent de la faim, aux blocus de Metz et de Paris. La boucherie n'en avait plus laissé pour la guerre.

Les Allemands gagnaient donc du terrain, mais lentement, au prix de cruels sacrifices. Il paraît que le 44e régiment prussien aurait emporté à la baïonnette un retranchement solidement fortifié à Villers-Bretonneux, dernier effort qui aurait décidé de la journée, en même temps que la 3e division de cavalerie appuyait le premier corps par une charge vigoureuse soutenue par des bataillons de chasseurs et de l'artillerie. Telle fut, même d'après les rapports allemands, cette bataille si disputée, la bataille de trois jours sous Amiens, ni gagnée ni perdue ; à la fin de laquelle le gros de l'armée française sut par une retraite faite

à propos, se refuser au combat forcé du lendemain à forces inégales, contre une seconde armée allemande, accourue au canon.

Les pertes des Français s'élevèrent à 3,000 hommes dont 800 prisonniers et 9 canons ; celles des Allemands à 1,500 hommes dont 79 officiers.

Quelques détachements plutôt d'observation que de poursuite, furent envoyés par les Allemands dans la direction d'Arras et d'Abbeville.

SURPRISE D'ÉTREPAGNY.

En même temps ils formaient une armée destinée à menacer Rouen et la Normandie.

Les postes ennemis répandus dans le pays, autour de Beauvais, de Gournay, de Gisors, se concentrent pour rallier l'armée du général Manteuffel.

Pendant ce mouvement un corps français rencontre les Allemands à Etrépagny.

Ce corps en marche pour tenter une attaque sur Gisors, était divisé en trois colonnes. L'aile gauche commandée par le colonel Mocquart se composait des tirailleurs Mocquart, une solide troupe formée dès le début à Paris et qui opérait en Vexin et en Normandie ; en outre des francs tireurs d'Alençon, du Nord, de Rouen, d'Elboeuf et de l'artillerie des francs tireurs du Nord.

Le centre, sous le général Briand, commandant en chef, avait 8 pièces d'artillerie. Il était formé des mobiles de Caen, des bataillons de l'Oise, du Havre, des Landes et des Pyrénées orientales. Il était en

outre complété par quelques compagnies du 94e et du 41e de ligne.

La droite était composée des mêmes éléments, les meilleurs pour la guerre de partisans ; mobiles des Landes, francs tireurs du Havre, marins de Dieppe, compagnie de marche de Dieppe, francs tireurs des Andelys, sous le commandement du lieutenant-colonel de Cannecaude.

Ces trois colonnes, par un mouvement combiné devaient cerner les Allemands dans Gisors. Il était nuit noire, il faisait un froid excessif. Les braves volontaires et mobiles munis de leurs munitions et de vivres de campagne, marchaient avec entrain, en silence, règle absolue de la guerre de surprises.

La colonne de gauche qui avait à exécuter un mouvement tournant, arriva vers une heure et demie du matin à Saint-Denis-le-Ferment.

On frappe à la porte du maire pour se renseigner sur les positions de l'ennemi, sur la route à suivre.

Le cri : qui vive ! interrompt les pourparlers : il y a des hommes à quelques pas ; Français ! répondent-ils. En même temps, une décharge passe au-dessus de la tête des tireurs Mocquard. Ceux-ci ripostèrent aussitôt et abattirent une dizaine d'allemands, tués ou blessés. C'était un poste avancé qui prit la fuite, s'échappant dans la nuit. La colonne continuant sa route, arrivait à quatre heures et demie à Trye-Château, où elle attendit les signaux des autres corps.

Mais le centre arrivant à Etrépagny trouva la ville occupée par une troupe de Saxons, infanterie, lanciers et hussards, qui furent supris, attaqués aussitôt. Ils étaient tous pris, sans l'hésitation qui retarda le mouvement de quelques mobiles. Les Allemands eu-

rent le temps de se mettre en défense sur plusieurs points. Barricadés à la hâte dans les maisons, ils tiraient par les fenêtres. On se battit avec acharnement pendant une heure et demie, dans la nuit noire, dont l'ombre rendait les manœuvres de l'attaque et de la défense également difficiles, servant et nuisant à la fois à l'une et à l'autre.

Les Saxons avaient deux pièces de canon : l'une fut prise en face de l'hôtel Saint-Pierre ; les chevaux d'attelage avaient été tués. L'autre put échapper. Les cavaliers saxons faisaient des charges à fond dans les rues, à mesure qu'ils se ralliaient ; les volontaires français s'effaçaient pour les laisser passer, puis tiraient de leurs abris dans la masse d'hommes et de chevaux. Enfin, les Saxons s'échappèrent dans toutes les directions hors de la ville et en désordre.

Cette affaire, dit le général Briand dans son rapport, nous a coûté un capitaine grièvement blessé, 5 morts et 15 blessés. L'ennemi a perdu 4 officiers tués, 3 officiers prisonniers, dont un officier supérieur grièvement blessé, 50 ou 60 soldats tués, une centaine de prisonniers, un canon, trois caisses remplies de munitions et plus de 250 fusils. Nous avons pris quelques chevaux ; un grand nombre d'autres sont morts et encombrent les rues d'Etrépagny.

Ainsi la surprise préméditée de Gisors manquait par suite de la surprise d'Etrépagny, inopinément rencontrée en chemin.

LILLE. — OCCUPATION D'AMIENS.

Lille, la ville des travailleurs, devenait la ville des

soldats. Là s'était concentré le premier noyau de l'armée du Nord, sous l'organisation du général Bourbaki, là se réunissaient pour remplir ou renforcer les cadres, tous les éléments divers des levées pour la défense.

Les rues étaient encombrées dès l'aube de marins, de soldats de ligne, de gardes mobiles et mobilisés qui s'abritaient avant l'heure du départ dans les casernes, les édifices publics, les maisons ouvertes à tous.

Au commencement de décembre, le défilé durait déjà depuis cinq jours. On passait de grandes revues de ces braves jeunes gens qui partaient pleins de confiance. Un camp d'instruction, à Elfaut, sur les hauteurs de Saint-Omer, était le point de ralliement de toûte la jeunesse valide de l'Artois. Les populations de la France septentrionale se levaient à leur tour comme le centre, le midi et l'ouest, pour la défense du pays.

Le général Faidherbe venait d'être nommé au commandement en chef de l'armée de l'Est.

Général du génie, deux fois gouverneur du Sénégal où il avait servi avec bonheur et habileté, pendant de longues années, les intérêts de la colonie, ce chef était élevé au grade de général de division et appelé à l'honneur de défendre de ce côté la France envahie, en manœuvrant pour rejoindre l'armée de la Loire et débloquer Paris.

Sa proclamation courait déjà le pays.

Il y félicitait l'armée de ses vaillants combats des 24, 26 et 27 novembre sous Amiens, et remerciait le général Farre de l'habile retraite qui l'avait conservée entière au pays. Il annonce à cette armée qu'il va la

ramener à l'ennemi, doublée au moins par les renforts appelés et organisés de tous côtés.

Il demande à ces pauvres soldats la discipline, la tempérance, le mépris de la mort.

Il tiendra la main à la discipline et à la tempérance.

« ...Quant au mépris de la mort, je vous le demande au nom de votre salut! si vous ne voulez pas vous exposer à mourir glorieusement sur le champ de bataille, vous mourrez de misère, vous et vos familles, sous le joug impitoyable de l'étranger! »

A cette époque, les premiers jours de décembre, Amiens était toujours occupée par les Allemands. Le 3, une partie des troupes arrivant du siége de la Fère, y avait rejoint l'armée du général Manteuffel.

La ville regorgeait de soldats allemands : elle était devenue le centre de leurs opérations. Sur tous les murs les proclamations allemandes recouvrent les proclamations françaises. Les administrateurs, les chefs allemands réglementent, ordonnent, régissent; et cela nettement, vivement, en gens de guerre, en vainqueurs qui n'y vont pas de main-morte.

La mise hors la loi des espions, des donneurs de renseignements à l'ennemi, des francs tireurs; la quotité de ce que l'habitant doit de nourriture, de gîte et de superfluités au soldat allemand, rien n'est oublié.

Pour punir la ville des combats livrés autour d'elle, outre les contributions de guerre, le général von Gœben lui ordonne de démolir elle-même les travaux de défense, sous peine d'une nouvelle amende.

Les denrées ont renchéri, les pauvres souffrent, le

froid est rude, le charbon est rare, le bois introuvable, les maisons sont fermées ; personne dans les rues, on dirait une ville morte.

Elle attend la délivrance, comme Orléans pris et repris. Elle était humiliée surtout. Pourquoi ne s'être pas mieux défendue ? La garde nationale a failli, l'armée aussi, qui ne devait pas faire une retraite si résignée et abandonner la ville. On espérait, comme on espère dans toutes les villes occupées par l'ennemi, en le bravant à demi-voix. On se racontait des victoires imaginaires des Français, Versailles surpris, l'armée de la Loire en marche sur Paris. En revanche, les Allemands bien élevés, les officiers, répandaient mystérieusement de fausses nouvelles de la capitulation de Paris, de la défaite de l'armée.

Morne et abattue, la cité, à ce point d'oublier de secourir et de soigner les soldats blessés à ses portes ; de les abandonner à la charité anglaise qui en recueillait en une fois plus de 700 par les chemins. Dans les villages, ces pauvres blessés avaient été recueillis par les paysans ruinés, eux aussi blessés de la guerre. A Villers-Bretonneux, ils abandonnèrent de grand cœur et tout de suite aux blessés du champ de bataille tout ce qu'ils possédaient encore, leurs vivres, leur linge, leurs lits, leurs maisons.

Les Anglais arrivaient de Boulogne, avec des chariots remplis de secours en nature et de toute sorte, envoyés par la Société internationale de Londres ; se hâtant de payer ainsi l'hospitalité annuelle de l'été de ces côtes de France, dont leurs femmes et leurs filles aiment les flots bienfaisants.

A Amiens s'élève un musée grandiose, œuvre récente du noble orgueil de la cité, où des tables de

marbre gardent les noms de ses enfants illustres, des hommes qui l'ont honorée. A leur suite elle devrait, reconnaissante, inscrire aussi en lettres d'or les noms des Anglais dont les cœurs se sont émus de cette misère; les noms, gardés ainsi à jamais de l'oubli de la cité, de ceux qui ont apporté si chrétiennement, si cordialement les secours, les soins, la science médicale à ses enfants blessés, si rapidement et si à-propos, au lendemain de la bataille.

OCCUPATION DE ROUEN.

Le 1er décembre, l'armée allemande, laissant une réserve à Amiens pour couvrir de là ses derrières et observer l'ennemi, se mit en marche dans la direction de Rouen. Le 8e corps, formant l'aile droite, s'avança par Poix, Forges et Buchy. Le 1er corps, qui venait de rallier ses détachements restés aux siéges de La Fère et de Mézières, formant l'aile gauche, se dirigea par Ailly, Breteuil et Gournay.

Rouen est une grande ville ouverte, dominée de tous côtés à portée de l'artillerie moderne par des hauteurs qui forment autour d'elle comme une enceinte. Qui tient ces hauteurs la tient : elle est emprisonnée, non défendue. Au bas de ces collines, comme au fond d'un entonnoir, se serrent les groupes de ses maisons pressées, d'où surgissent par centaines les hautes cheminées des usines, les flèches élégantes de sa cathédrale et de ses vieilles églises gothiques. Autrefois cette capitale de Normandie avait été une forteresse, habituée à soutenir vaillamment de longs siéges.

Aujourd'hui on pouvait sans doute la défendre contre une pointe des uhlans, contre un coup de main d'un détachement ennemi perdu en avant, non lui faire courir la chance d'un siége en règle, de l'attaque d'une armée.

Le 3 décembre, à midi, les plus vaillants avaient décidé de défendre la ville. Une armée couvrait les hauteurs, disait-on ; en outre, on avait appelé à l'aide tous les corps de francs tireurs détachés, tenant la campagne.

A deux heures les autorités, le préfet, décidaient de ne pas tenter une résistance impossible contre les forces trop supérieures, dont la marche était signalée. A cinq heures, une fraction du conseil municipal revenait à l'idée de la résistance à l'ennemi.

Les Allemands approchaient de Buchy, un village à la bifurcation de la grande route et du chemin de fer d'Amiens à Rouen ; position militaire importante, en effet, pour la défense avancée de la ville si elle avait été en mesure de se défendre. Les chefs avaient donné l'ordre de l'occuper, d'y élever des retranchements : Mais comme il arrive trop souvent dans notre pays, personne ne s'était donné jusqu'à cette heure la peine de voir par ses yeux dans quelle mesure l'ordre était exécuté.

« Aussi quand le capitaine Mouchez, de la marine, est allé reconnaître samedi soir les positions occupées par les Français, il est revenu à Rouen au désespoir. Il a donné des ordres pour le départ de la batterie flottante et des canonnières, pour l'enclouement des canons, mesures qui ont causé tant de consternation à Rouen le lendemain. »

C'était un brave et intelligent officier, ce capitaine

de vaisseau, qui sauvait des mains de l'ennemi une proie, autant dire assurée.

On s'étonne que le capitaine n'ait pu décider le général à battre en retraite et à abandonner sans combat cette position de Buchy, qu'il jugeait indéfendable.

Il y retourna cependant : il y rejoignit le général Briand ; disposé à affronter les balles et les obus pour l'honneur, comme les hommes d'armes rompaient une lance au xve siècle.

Des mobiles, des gardes nationaux mobilisés de diverses régions, ceux-là trop souvent sans discipline et sans tenue, gênants comme des volontaires de 92, un corps de francs tireurs, un régiment de marche et un petit détachement de cavalerie, formaient l'armée française à Buchy. 30,000 hommes, disent des rapports allemands dont l'exagération est manifeste.

Le général Briand, dans la nuit du 3, avait dirigé tout ce qu'il avait de troupes encore disponibles sur Buchy, Isneauville et Serqueux, seuls points où l'on pouvait tenter de couvrir la ville. En somme, la petite armée pouvait tenir la campagne contre des corps allemands détachés, soutenir vaillamment une guerre de guérillas. Elle manquait trop des éléments de solidité qu'il fallait avoir pour livrer bataille à une armée allemande de 50 à 60,000 hommes, soutenue par une formidable artillerie, comme celle qui marchait, qui arrivait, de Saint-Paëns sur Buchy.

Des attaques d'avant-postes, une série d'escarmouches commencèrent dès le matin du 4. Il n'y eut point autant dire de combat.

Les Prussiens dirigèrent quelques obus contre les retranchements. Une première décharge démonta un des trois canons avec lesquels les Français ouvraient

le feu contre une batterie de 30 à 40 pièces. Les corps les plus solides battirent en retraite, les autres, les gardes mobilisés surtout, s'enfuirent à toute vitesse jusqu'à Rouen, où ils apportèrent avec leur panique le spectacle navrant de leur désordre.

La veille, le commandant Estancelin avait promis à ses gardes nationaux sédentaires que la générale serait battue dès 4 heures du matin et que lui-même, au son du tocsin, il les mènerait à l'ennemi. Tous lui avaient répondu par des acclamations : la garde nationale était prête et de grand cœur.

Le même jour, les détachements appelés des divers points où ils tenaient la campagne, arrivaient en toute hâte. Chaque troupe, à son arrivée, recevait ses instructions, dit un témoin irrité, un des partisans exaltés de la défense à tout prix :

« — Ne bougez pas, si vous entendez sonner le tocsin et battre la générale à quatre heures du matin, comme l'ordre en a été donné. Cet appel ne s'adresse qu'aux gardes nationaux sédentaires et mobilisés concentrés dans la ville. Quant à vous, à sept heures, soyez tous réunis sur la place de l'hôtel de ville. »

A sept heures tous se trouvaient en armes au rendez-vous fixé. Un conseiller municipal vint alors : à leur inexplicable étonnement il leur proposa d'opérer aussitôt leur retraite : le conseil municipal allait capituler.

Les francs tireurs s'indignèrent.

Ni signal, ni tocsin à 4 heures pour la garde nationale! Ni instructions, ni dispositions prises pour eux-mêmes!

Ils chargeaient leurs armes; ils auraient volontiers fait feu sur le conseil, écharpé les conseillers.

Qu'était-il donc arrivé depuis la veille? Que devenaient les troupes, le général Briand?

Les troupes, l'armée de défense?

Elles revenaient des positions couvrant la ville, de Buchy, d'Isneauville, de Serqueux.

Elles revenaient repliées en assez bon ordre, surtout si on le comparait à la déroute des mobilisés dont les bandes ahuries les avaient précédées.

Elles battaient en retraite, ramenant leurs blessés; une marche hâtée sans doute, non une fuite.

Les mobiles du Havre, les rangs bien éclaircis, les artilleurs, avec leurs pièces sauvées, les restes des 41e et 92e de ligne, les francs tireurs Mocquart, vaillants bien connus de la ville; enfin, protégeant la retraite, les chasseurs du 1er régiment sur leurs petits chevaux épuisés, l'œil encore ardent.

« — Et le général Briand?

» — Il est au désespoir, dit en passant un soldat, toute l'armée le plaint!

» — On s'en va donc alors?

» — On fuit!...

» La retraite continue en effet sur le pont de pierre. »

Écoutons M. Desseaux, préfet de la Loire inférieure, qui a vu, qui a été mêlé aux événements par le devoir et par la responsabilité :

« La journée du 4 décembre avait été malheureuse pour nos troupes, rappelées à la hâte de divers points sur lesquels elles avaient été disséminées. Le comité militaire de défense se réunit dans la soirée et décida que la résistance continuerait le lendemain.

» Le général Briand se rendit à l'hôtel de ville et communiqua la résolution du comité au maire et

au conseil municipal, qui y donnèrent leur adhésion.

» Cependant, vers trois heures du matin, le lundi, je fus prévenu par un officier de l'état-major de M. Estancelin qu'une hésitation se produisait à l'occasion d'un télégramme qui annonçait la marche des Prussiens sur Elbeuf, ce qui faisait craindre, qu'en cas d'échec, notre retraite ne fût coupée. Je me rendis chez le général où se trouvaient, outre M. Estancelin, plusieurs officiers supérieurs, le maire de Rouen, le secrétaire général de la préfecture, membres du comité de défense, etc.

» Vérification faite de la dépêche, il fut reconnu qu'elle s'appliquait à Elbeuf-sur-Andelles et non à Elbeuf-sur-Seine, qu'ainsi la situation telle qu'elle avait été appréciée la veille n'était pas modifiée. Il fut en conséquence décidé de nouveau que la défense aurait lieu et que tous les ordres donnés la veille seraient exécutés.

» Il était quatre heures du matin lorsque je me retirai. Une heure à peine s'était écoulée lorsque je fus prévenu par un adjoint que tout était changé, que le général avait fait prévenir le maire qu'ordre avait été donné d'opérer la retraite de toutes les troupes sur le Havre, par la rive gauche de la Seine; je me rendis immédiatement, d'abord chez le maire qui me confirma cette assertion, puis chez le général que je rencontrai au moment où il montait à cheval pour surveiller l'exécution de la mesure qu'il avait prescrite.

» Pour ceux qui connaissent la loyauté et la bravoure du général Briand, il est certain que cette résolution subite avait été déterminée par des renseignements nouveaux sur les forces de l'ennemi, et sur l'impossibilité de tenter une défense efficace.

» Il ne me restait plus qu'à donner à la préfecture les dernières instructions que cette situation exigeait. De là je me rendis à l'hôtel de ville; le maire et le conseil municipal étaient réunis; une vive irritation se manifesta dans les rangs des gardes nationaux qui avaient répondu à l'appel, lorsqu'au lieu d'un ordre de départ ils reçurent l'invitation de déposer leurs armes pour les soustraire à l'ennemi. Des coups de fusil furent tirés contre les murs de l'hôtel de ville.

» Deux conseillers municipaux qui se rendaient à la séance furent maltraités. J'arrêtai, d'accord avec le maire, les termes d'une proclamation destinée à calmer l'effervescence populaire en constatant, conformément à la vérité, que l'ordre de la retraite avait été donné par l'autorité militaire. Je me retirai laissant au conseil municipal à prendre les mesures que nécessitaient les circonstances.

» Pour ce qui me concerne, je suis resté jusqu'à cinq heures du matin, le lundi 5 décembre, dans la conviction que les résolutions arrêtées la veille et maintenues encore une heure auparavant seraient exécutées.

» Ce n'est qu'après que l'ordre de la retraite avait été donné et avait déjà reçu en partie son exécution, que j'ai été prévenu de la détermination qui livrait à l'ennemi la ville de Rouen.

» Il était neuf heures; tous les officiers supérieurs étaient partis; ma présence n'était plus utile; je fis à la hâte quelques préparatifs de départ. A dix heures, je traversai la place Saint-Ouen en constatant que toute apparence de tumulte avait disparu. J'ai parcouru avec nos troupes la route de Rouen au Havre par Honfleur.

» Vous connaissez, monsieur le sous-préfet, les considérations indépendantes de ma volonté qui m'ont retenu pendant quelques jours ici, mais avec la ferme résolution de venir m'associer au péril de votre courageuse cité, et avec l'espérance de rencontrer mes deux fils dans les rangs de ceux qui combattent sous ses murs pour le salut de la France et de la République. »

L'armée avait perdu dans la série d'engagements qu'elle venait de soutenir, 11 officiers et 400 prisonniers ; on ne savait pas encore le nombre des tués ou blessés restés sur le champ de bataille.

Les Allemands du général Gœben s'étaient arrêtés le 4 sur les positions conquises. Le 5, les généraux donnèrent l'ordre de marcher en avant. Les Prussiens marchaient comme toujours, précédés de solides avant-gardes, pour éclairer le pays où ils pensaient pouvoir rencontrer quelque rétour offensif des corps français.

Le 8e corps devait marcher par les hauteurs ; le 1er corps avait sur sa route à franchir des défilés difficiles, qui devaient le retarder. Le général Gœben put bientôt s'apercevoir que les Français étaient en pleine retraite. Il les poursuivit sans relâche, vivement, doublant l'étape malgré la fatigue de ses soldats, soutenus d'ailleurs par l'ardeur du succès, et arriva le même jour en vue de Rouen.

C'était alors une idée absurde de tenter de défendre la ville, quand déjà les Prussiens couronnaient les hauteurs qui la dominent. Dans de pareils dangers, au moment même où ils sont devenus insurmontables, il y a toujours les zélés de la dernière heure pour amener, par leurs ardeurs après coup, les irréparables et

inutiles désastres qu'ils auraient pu aider à prévenir peut-être, s'ils les avaient déployées à temps. Ces gens qu'on ne voit nulle part, quand il faut se joindre obscurément, avec tous, à la tâche commune du dévouement, et qui se mettent bruyamment en avant quand il est trop tard. A l'heure où les vrais braves se résignent devant la nécessité, on ne voit, on n'entend plus que les clameurs de ceux-là.

A Metz, un célèbre franc tireur chaque jour aux avant-postes, pendant tout le temps du siége, disait dédaigneusement lors de la capitulation à ces vaillants en retard : — C'était hier, c'était il y a un mois, messieurs!

Le général Briand, avec ce qui lui restait de bonnes troupes, se hâtait de faire sa retraite vers le Hâvre, qui se mettait en défense. Tous les corps disciplinés, d'après ses instructions et ses ordres formels, suivirent cette route; les derniers, les francs tireurs marins, par Pont-l'Évêque et Honfleur. Le Hâvre pouvait être défendu par sa position, par ses forts, par des navires de guerre, par une armée manœuvrant dans son rayon; il fut défendu à temps et sauvé.

La mise à sac de Rouen aurait-elle bien avancé les affaires de la défense nationale? L'armée allemande allait se masser dans une heure avec son artillerie sur toutes les hauteurs, tenant à la merci de ses feux la vieille capitale normande.

Assise sans défense au fond de sa vallée, au bord du fleuve où elle a depuis longtemps jeté la ceinture de guerre qui la faisait reine de la province, aux époques où régnait la force, pour prendre la noble livrée du travail qui la faisait reine encore hier, quand régnait l'industrie,

que pouvait-elle seule contre l'ennemi qui la tenait sous sa serre? Ce n'est pas le long de ses quais, dans ses carrefours, qu'il faut défendre Rouen.

Du moment où le corps français qui manœuvrait pour couvrir la ville, battu, en retraite, abandonnait la seule ligne de défense, il n'y avait plus de défense possible.

L'émotion, l'irritation d'une partie de la garde nationale, d'une masse d'ouvriers, poussant des cris, des menaces de mort, tirant des coups de fusil sur les fenêtres et sur les murs de l'hôtel de ville, forçant les portes et fouillant les salles pour y trouver les conseillers municipaux, accusés d'avoir vendu la patrie, rien n'y pouvait en ce moment suprême. C'était hier, à Buchy, qu'il fallait mettre ces ardeurs de violence en ligne devant l'ennemi, à côté des francs-tireurs et des mobiles, qui s'y battaient un contre cinq.

On ne l'avait pas fait, à qui la faute?

Aujourd'hui il était injuste, insensé d'accuser de trahison, de poursuivre de clameurs de haro, de démonstrations meurtrières, les magistrats forcés par le devoir de leur charge à subir la dure nécessité de capituler pour sauver la ville des dernières extrémités.

Réduits à l'impuissance complète devant l'ennemi aux portes, ils déclarèrent et constatèrent cette position par la proclamation suivante :

Le préfet, l'administration et le conseil municipal à leurs concitoyens.

Hier, nous faisions appel, pour la défense de la ville, à votre dévouement patriotique. L'autorité militaire promettait une énergique défense.

Ce matin, à quatre heures, le général Briand nous confirmait cette déclaration, et la garde nationale, au son de la générale, s'assemblait sous les armes.

A cinq heures, le général Briand prévenait le maire qu'il jugeait toute défense impossible en face de forces trop imposantes, et qu'il donnait l'ordre de battre en retraite. Un des adjoints, accompagné de plusieurs officiers de notre garde nationale, est allé lui demander ce matin encore ses dernières résolutions. Le général a persisté dans sa décision; il a quitté la ville avec toutes les troupes placées sous ses ordres.

M. le préfet, venu à l'hôtel de ville, confirma la situation et s'associa à la déclaration du conseil.

Dans cette cruelle extrémité, il importait de vous faire connaître la partie de responsabilité qui incombe à chacun.

D'autres et pénibles devoirs vont naître : nous nous efforcerons de n'y pas faillir.

Rouen, le 5 décembre 1870.

Le préfet : Desseaux; le maire : Nétien; les adjoints : Thubeuf, Lefort, Nion, Delamare, Barrabé et Lemasson.

Les membres du conseil, etc., etc.

Quelques heures après, lorsque l'ennemi envahissait la salle de nos délibérations, le maire ne pouvait plus que lui répondre : « Vous êtes ici par la force : les troupes françaises nous ont quittés ce matin; nous sommes ainsi contraints de subir vos ordres. »

Le même jour, en effet, le général de Gœben, campé sur les hauteurs, fit occuper Rouen par une colonne de 15,000 hommes, pour veiller au désarmement de

la garde nationale. Le lendemain, 6, le premier corps, commandé par le général Manteuffel, arriva et fit son entrée dans la ville. On y établit une forte garnison, un gouverneur prussien, la loi martiale, la répression et la réquisition prussiennes, comme à Amiens, comme partout; le faucon à deux têtes prussien, administration civile, administration militaire, pour plumer la poule non sans la faire crier.

Après l'occupation de Rouen, les Allemands firent rayonner leurs colonnes dans toute la Normandie. Celles qui suivirent l'armée du général Briand dans sa retraite sur le Havre, constatèrent que la ville était en état de repousser sans peine un coup de main. Il aurait fallu un matériel et des approvisionnements considérables pour entreprendre un siége que les habitants paraissaient disposés à soutenir avec fermeté, à en juger par leurs préparatifs et leurs ouvrages de défense avancés.

Les Allemands occupèrent Dieppe le 9 décembre. D'après les rapports officiels français, le 13 une colonne allemande, venant de Saint-Romain, Goderville et Fécamp, se dirigeait vers Saint-Valery, par Merville, Nermainville et Cany, et occupait la ville. D'autres colonnes viennent de Bolbec et s'établissent à Yeblecon, à Fauville et à Yvetot.

Le 15, une sorte de concentration de toutes ces colonnes allemandes semble s'opérer vers Dieppe. D'après d'autres renseignements, il y aurait une armée de 20,000 Prussiens dans les environs de Veules. Pendant la nuit du 14 et la matinée du 15, on aurait entendu le canon dans la direction de Doudeville. Tout le pays, sans défense, est en proie à l'ennemi :

pays conquis, villes gagnées, comme au temps de la guerre de cent ans.

La résistance des guérillas s'accentuait de temps en temps ; le 25 décembre il y eut un véritable combat livré près de Bolbec.

La compagnie parisienne des francs tireurs Mocquart, les vengeurs et les francs tireurs du Havre et ceux d'Elbeuf s'étaient réunis pour surprendre l'ennemi.

La colonne de gauche, formée de la compagnie Mocquart et des vengeurs du Havre, quitta Beauzeville à cinq heures et demie du matin et marcha dans la direction de Moinlot. A sept heures elle accueillait par une vive fusillade des éclaireurs prussiens, dont plusieurs furent atteints en se repliant sur le gros de leur colonne. Celle-ci marchait alors, appuyée par plusieurs escadrons de cavalerie, sur le bourg de Moinlot où les Français tinrent ferme.

Mais les troupes disséminées des Allemands se réunissaient de moment en moment, arrivant au bruit du combat. Bientôt une force de plus 3,000 hommes assaillait la petite guérilla française, qui n'en comptait guère que 800. Elle battit en retraite, gagnant les hauteurs de la Jolie au-dessus de Bolbec, et maintenant toujours, à mesure qu'elle opérait son mouvement avec ordre, un feu nourri sur l'ennemi dont elle arrêtait l'élan. A la Jolie elle se ralliait à son centre et à sa réserve, sous la protection de deux canons qu'elle avait là en batterie. L'attaque de la colonne allemande au bas des hauteurs était soutenue par un feu d'artillerie auquel répondirent les deux pièces, avec assez de bonheur pour démonter un canon ennemi.

A onze heures et demie, les Prussiens cessèrent le

feu et se retirèrent sur Bolbec, qui paya leur mauvaise humeur, comme le reste du canton, en subissant quelques avanies et quelques exactions de plus.

Pendant cette pointe du gros de l'armée allemande en Normandie, le nouveau commandant en chef de l'armée du Nord ne paraissait pas disposé à s'endormir sur sa proclamation. Il concentrait rapidement ses ressources. De Lille, quartier général de l'organisation de la défense, de l'Artois, de la Picardie, il avait rappelé et réuni tous les corps séparés ; il manœuvrait déjà vers Amiens. Des détachements, des colonnes d'observation tenaient la campagne, cherchant l'ennemi et se renseignant sur ses positions.

SURPRISE DE HAM.

Après la reddition de La Fère, une section allemande de constructeurs de chemins de fer en campagne, avait été envoyée par le général de Manteuffel pour rétablir les points coupés de la ligne jusqu'à Amiens. L'ingénieur qui en avait la conduite dirigeait avec rapidité ce travail important. Trois ponts que les Français avaient fait sauter près de La Fère avaient été reconstruits en dix jours : les travaux avançaient dans la direction d'Amiens.

Quand les travailleurs allemands arrivèrent sur la ligne, à Ham, la citadelle et la ville, poste militaire important, étaient occupées par une garnison composée de deux bataillons d'infanterie, d'un escadron de uhlans et de deux batteries d'artillerie. Toutes ces troupes partirent alors pour rejoindre le gros de

l'armée, laissant la position à garder à 120 hommes, rejoints plus tard par 50 hommes d'infanterie de La Fère.

Cette petite troupe occupait la citadelle ; les officiers et les employés ingénieurs demeuraient dans la ville.

Avec leur confiance de conquérants, les soldats de la citadelle prenaient le repas du soir chez les habitants. Pour cela ils descendaient en armes à l'heure fixée, se relevant par moitié, à tour de rôle.

Le 9 décembre, vers six heures, quelques officiers, sortant du café, se retiraient, achevant leur conversation dans la rue en pleine sécurité. D'autres étaient déjà rentrés dans leurs logements, ainsi que les ingénieurs-architectes de la voie. A ce moment-là même, un détachement français, sans avoir été signalé, sans bruit, arrivait à portée de la place.

Le commandant, général Lecointe, avait d'avance assigné le point d'attaque de chacune des compagnies qui prirent leur direction en silence.

Au signal convenu, le capitaine Philippot, à la tête de ses hommes, culbuta le poste avancé de la gare. En un clin d'œil le sous-officier commandant fut tué, le reste des soldats pris.

Au même instant les autres compagnies pénétraient dans la ville. Le café du Commerce, où les officiers se réunissaient d'habitude, est entouré, les officiers qui s'y trouvent sont faits prisonniers. Les autres surpris en même temps dans les maisons où ils se sont logés doivent se rendre sans défense. Un grand nombre, officiers et soldats, s'enfuient dans la direction de la citadelle, pressés vivement la baïonnette dans les reins à travers les rues, les allées d'arbres du boulevard ; il semblait qu'on allait entrer avec eux dans la cita-

delle. A mesure qu'ils se reconnaissent, ils essayent de se rallier, leur vive fusillade ralentit un instant la poursuite des assaillants; mais ils trouvent les portes déjà fermées : les mobiles sortaient de terre autour d'eux, disent les Allemands, il fallut enfin se rendre.

Tout ce qui est resté dans la ville est pris. Deux officiers et quelques soldats parviennent à s'échapper, grâce à la nuit, portant à La Fère la nouvelle de cette surprise.

A minuit, la citadelle répond à une sommation par des coups de fusil qui tuent et blessent les deux parlementaires.

A une heure, elle capitule.

A la suite d'une entrevue entre le capitaine français Martin et l'officier prussien commandant le fort, la capitulation est signée.

« Art. 1er. Les soldats prussiens de la division des chemins de fer et le régiment n° 81, qui occupent actuellement la forteresse de Ham, rendent cette forteresse en se constituant prisonniers de guerre.

» Art. 2. Tous les officiers, les employés de la 3e division du chemin de fer ayant rang d'officier et le sergent-major premier de cette division, obtiennent de garder leur sabre avec la permission de le conserver pendant leur captivité. En outre, ces messieurs garderont leurs bagages. Les employés du chemin de fer réserveront aussi trois voitures avec six chevaux. Les soldats et les employés inférieurs conserveront leurs manteaux et leur sac.

» Art. 3. Les soldats déposeront leurs armes dans une chambre de la forteresse et quitteront la citadelle

à six heures du matin. Celle-ci sera aussitôt occupée par les Français.

» Art. 4. Pour fixer le traité il y aura armistice jusqu'à six heures du matin.

» Art. 5. Le général en chef Faidherbe prendra soin que les officiers, les employés et les soldats soient échangés à la première occasion contre des prisonniers français..... »

L'effet moral produit par ce hardi coup de main fut considérable. On pouvait donc surprendre ces prudents Allemands, si habiles et si rompus aux pratiques de la guerre. Surpris, ils pouvaient donc capituler à leur tour.

L'importance stratégique du fait de guerre était réelle. L'occupation de Ham par les Français coupait leur ligne directe sur Amiens et Rouen. Si l'on pouvait s'y maintenir, la route était fermée aux communications entre le général de Manteuffel et le gouverneur de Reims.

La surprise avait été si complète, l'affaire si rapidement enlevée, que du côté des Français il y eut seulement onze hommes hors de combat, dont trois morts. Les Prussiens perdirent un officier tué, deux blessés, douze soldats morts et une quinzaine d'autres blessés. Les autres, deux officiers et un ingénieur furent faits prisonniers dans la ville ou se rendirent par capitulation dans la forteresse, avec vingt chevaux, les armes, les munitions et bagages.

Deux jours après une compagnie du 82e régiment prussien, à la Fère, faisait une reconnaissance dans la direction de Ham, par le chemin de fer. A Mennissis, point d'embranchement des lignes de la Fère, Amiens

et Saint-Quentin, les Français attendaient en forces la reconnaissance ennemie, dont le train dut faire volte-face après un engagement de quelques minutes.

Les Allemands devaient donc prendre encore souci de cette armée du Nord, qu'ils se représentaient désorganisée, en tronçons éparpillés de fuyards, dans tout le Pas-de-Calais.

Ham et les environs, disaient leurs rapports, étaient occupés par 4,000 hommes d'infanterie et d'artillerie. De la Fère ils pouvaient observer les signaux français du côté de Tergnier, point où se rencontrent les lignes de Reims à Amiens et de Paris à Bruxelles. Ils en conclurent que des détachements de l'armée du Nord pourraient faire une pointe jusqu'à Noyon. La Fère et Amiens peuvent être menacées si les Français appuyés sur Péronne, reviennent en forces à Saint-Quentin, que les généraux allemands ont laissé sans garnison; maintenant surtout qu'ils tiennent le point stratégique de Ham, dont la garnison, trop faible d'ailleurs, venait ainsi de se laisser surprendre.

Le général de Manteuffel, ralliant la plus grande partie des corps de son armée éparpillés à courir et à rançonner la Normandie, était déjà en marche pour couvrir Amiens. Il manœuvrait contre cette nouvelle armée du Nord ressuscitée, que son général semblait faire sortir de terre, après chaque bataille, pour reprendre encore l'offensive.

Une concentration allemande se faisait à Dieppe, le 18 décembre; une véritable armée s'y réunissait, dont le défilé, sur la grande route, occupait au moins 10 kilomètres; la ville en fut envahie, pleine à regorger.

Ils y firent une dernière razzia, d'argent, d'habits, de chaussures, de tout ce qui se trouva sous la main. Pendant toute l'après-midi ils se donnèrent la récréation d'enclouer les canons des batteries de la plage, de jeter à la mer les boulets du fort de la jetée. Ils tirèrent quelques coups de fusil sur un bâtiment de guerre anglais, qui ne s'en émut pas davantage et entra à toute vapeur dans le port, pour le cas où ses nationaux auraient besoin de protection. Le vendredi matin toute cette nuée évacua la ville, se dirigeant par la vallée d'Arques sur le nord, où elle était appelée en toute hâte. Deux jours auparavant 6,000 Prussiens passaient par Tôles, 4,000 à Bacqueville, tous en marche vers le nord.

Le 16 décembre, les forces allemandes avaient évacué la ville d'Amiens, en laissant toutefois une garnison dans la citadelle. Elles se dirigèrent vers Clermont et Paris, semblait-il. D'autre part, des détachements français étaient signalés du côté de Montdidier et de Roye. Les Allemands remerciaient en partant les habitants d'Amiens de leur « tenue bienveillante », ainsi appelaient-ils la torpeur de l'occupation; ils leur promettaient un prochain retour.

On signalait en même temps, venant de Soissons vers Chauny, une forte colonne allemande, dix mille hommes au moins. La concentration de toutes les forces conquérantes se faisait, en effet, dans le voisinage, pour couvrir leurs positions sur la Somme et tenir tête au général Faidherbe, dont le retour offensif commençait à se démasquer.

Leurs reconnaissances, leurs uhlans couraient le pays, éclairant le gros de leur armée. Français et

Allemands ne pouvaient tarder à se rencontrer. Les escarmouches se multipliaient sur tous les points ; à Bray, entre des mobilisés et des uhlans ; à Marle, où 1,200 Prussiens s'arrêtaient à jeter des bombes et continuaient leur route sur Vervins.

On signale un corps de 25,000 Allemands à Montdidier. Le 20, une colonne de 3,000 hommes avec de l'artillerie, venue du côté d'Amiens, est vivement repoussée par deux bataillons de la division Paulze-d'Ivoy. 20,000 Prussiens marchent de Chauny vers La Fère, 6,000 sur Noyon.

Le gros de l'armée française, trois divisions d'infanterie sous les ordres des généraux Lecointe, Paulze-d'Ivoy, de l'amiral Moulac, manœuvrent dans la direction d'Amiens. Mobilisés du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme ; les mobiles de ces départements, ceux du Gard venus à Lille ; des régiments de marche, formés de détachements épars de l'armée régulière ; de la cavalerie, une artillerie considérable, bien munie, bien attelée, tous ces éléments réunis arrivaient à promettre une vaillante armée. Le général Robin qui tient, dit-on, du capitaine de reîtres anciens et du soldat d'aventure, officier de marine en France, chef de partisans en Amérique, maintient sous la rude main de la discipline les gardes nationaux mobilisés, de nature autrement réfractaires à l'ordre que les landwehr allemandes. Il les organise vivement, rapidement, durement, mais il les conduit à l'ennemi, marchant en tête. On les verra tout à l'heure à l'œuvre, chef et troupes, au combat de Béhagnies.

« Je compte sur mes chers compatriotes les mobilisés du Nord, disait Faidherbe dans un ordre général daté d'Albert, leur division complète notre réserve,

protége notre aile droite et défend à notre gauche le passage de la Somme.

» J'ai pu juger de la discipline et du bon esprit des mobilisés, lors de la revue que j'ai passée à Lille. Nous allons voir maintenant leur solidité au feu. »

Le général en chef, à la tête d'une colonne, poussait une reconnaissance du côté de Longueau. Il s'était avancé avec son chef d'état-major jusque sur les hauteurs de Saint-Acheul, pour observer de là le pays autour d'Amiens et la ville.

Une rencontre était imminente ; le général Manteuffel, dont le quartier général était établi depuis quelques jours au nord d'Amiens, renseigné sur les positions de l'armée française, marche en avant. Le 23 décembre les deux armées étaient en présence.

BATAILLE DE PONT-NOYELLES.

Le général Faidherbe avait établi ses positions sur la ligne de hauteurs s'étendant depuis Daours à gauche, jusqu'à Contey à droite, Pont-Noyelles au centre.

Cette ligne, protégée en avant par le cours de la rivière la Hallue, un des affluents de la Somme, avait été habilement choisie. Il y pouvait tenir sans désavantage contre des forces supérieures. La bataille s'engagea dans la matinée, par une violente canonnade, où l'artillerie française ne fut pas inférieure à l'artillerie allemande et répondit vigoureusement à son feu.

La masse ennemie se porta sur le centre, à Pont-Noyelles, et fit de longs et opiniâtres efforts pour l'en-

foncer et gravir les hauteurs. Les Français les soutinrent longtemps avec une solide vaillance. Renforcés par les réserves disposées en arrière de la ligne, ils parvinrent enfin, après une lutte acharnée, à repousser l'ennemi qui se replia en subissant des pertes considérables.

Pendant cette lutte de front au centre, la brigade du colonel Derroja, habilement dirigée, opérait au moment précis un mouvement tournant pour déborder l'aile gauche prussienne et l'attaquait vigoureusement à la baïonnette.

Les Prussiens avaient essayé de la même tactique contre notre aile gauche; leur droite tentait de nous tourner, mais son mouvement fut contenu avec fermeté.

Ils purent occuper les villages que nous ne défendions pas, entre Beaumont et Pont-Noyelles, Quérieux entre autres qui fut brûlé, mais ne parvinrent pas à forcer nos positions.

Les charges à la baïonnette, notre grande force, contre laquelle les Allemands ne tiennent guère, quoi qu'ils en disent, et qui les abordèrent souvent pendant ce combat acharné de sept heures, leur firent éprouver des pertes sensibles.

Le 2e bataillon d'infanterie de marine, commandant de la Broue, une des meilleures troupes des trois batailles d'Amiens, fut remarqué entre tous. Les chasseurs à pied, les régiments d'infanterie de marche, tinrent comme tiennent les vieilles troupes françaises bien commandées; la plus grande partie des bataillons de mobiles furent à la hauteur de l'exemple et firent bonne mine au feu.

Pour l'honneur du combat les troupes voulurent se

reposer et bivouaquer sur leurs positions, malgré un froid de 10 degrés, comme pour prendre mieux possession de la victoire et être plus tôt prêtes à la bataille du lendemain.

Le général pensait être attaqué de nouveau, le 24, par les solides forces allemandes que nous avions soutenues, repoussées, mais non poursuivies. Il les attendit jusqu'à deux heures de l'après-midi.

Voyant alors que les Prussiens ne se disposaient pas à l'attaque, craignant l'inconnu de leurs mouvements et de leur concentration, il ne jugea pas prudent de quitter ses positions pour livrer bataille lui-même et prendre l'initiative d'une seconde journée, contre des forces auxquelles des renforts arrivaient d'heure en heure. Il se décida à faire un mouvement de retraite et à s'appuyer de nouveau sur les forteresses du Nord, comptant bien, en manœuvrant sous leur protection, attirer après lui l'armée d'invasion et l'éloigner ainsi des têtes de lignes ferrées qui lui apportaient ravitaillements et renforts.

Cette retraite, si habilement et si prudemment motivée, du général Faidherbe, donna lieu aux Allemands de s'attribuer le succès de la bataille de Pont-Noyelles et fit craindre aux Français qu'elle n'eût été perdue en effet. La nouvelle et solide offensive du général, quelques jours après, donne la juste mesure qu'il fallait établir entre le triomphe d'un côté et l'appréhension de l'autre. La retraite d'une ligne de défense sur une autre plus sûre, après un combat victorieux, lorsqu'on a devant soi un ennemi très-supérieur en forces, dont les renforts arrivent en rayonnant de tout le pays envahi, ne fait pas de la victoire une défaite.

L'armée française n'était pas en mesure de pour-

suivre sa victoire, mais l'avantage qui consiste à soutenir invinciblement l'effort de l'ennemi et à le repousser des positions qu'il attaque lui restait. Comme le disait le général français, l'armée se mettait en marche pour occuper autour d'Albert, par ce froid de dix degrés, des cantonnements plus abrités que les villages à moitié brûlés pendant la bataille de Pont-Noyelles.

Son rapport officiel est d'un intérêt bien supérieur à tout récit, nous le citons :

« L'armée avait pris depuis deux jours ses cantonnements à Corbie et dans les villages espacés le long de la rive gauche d'un petit ruisseau, appelé la Hallue, qui se jette dans la Somme à Daours. Elle avait choisi pour champ de bataille les hauteurs qui en bordent la rive gauche, laissant le soin de traverser le vallon à l'ennemi qui, venant d'Amiens, devait l'aborder en débouchant par la rive droite.

» Le général Faidherbe avait prescrit aux troupes de n'opposer qu'une légère résistance dans les villages, avec quelques tirailleurs, et de se porter de suite sur les positions dominantes en arrière. Cet ordre fut exécuté ponctuellement, et, vers onze heures, les deux armées étaient en présence, séparées par une vallée étroite, mais marécageuse, et se canonnaient par-dessus les maisons en déployant de chaque côté de 70 à 80 bouches à feu. Les tirailleurs ennemis, ayant pénétré dans les villages, échangeaient aussi des coups de fusil avec les nôtres.

» Vers trois heures et demie, le feu de l'artillerie se trouvant ralenti de part et d'autre, ordre fut donné à notre infanterie de courir sus à l'ennemi, pour le

repousser des villages dans les positions en arrière. Cet ordre fut exécuté avec beaucoup de vigueur et d'entrain. A l'extrême gauche, la division Moulac enleva Daours et Vecquemont, la division du Bessol prit Pont-Noyelles et Querrieux. La division Robin, des mobilisés du Nord, entra dans le village de Béhancourt. Enfin la division Derroja à la droite se chargea des villages de Bavelincourt et Préhencourt, poursuivant l'ennemi bien au delà.

» A cinq heures, le succès était complet partout; mais la nuit était venue, on ne distinguait plus les amis des ennemis, et les Prussiens profitèrent de cette circonstance et de l'indécision qui en résulta pour rentrer sans lutte à Daours, à Querrieux et à Béhancourt. Nos troupes, ayant repris toutes leurs positions de la veille, y passèrent la nuit et y restèrent encore le lendemain jusqu'à deux heures de l'après-midi, pour voir si l'ennemi essayerait de recommencer la lutte, ce qu'il ne fit pas. Quelques coups de fusil furent seulement échangés de loin. Après avoir ainsi constaté sa victoire, l'armée alla prendre ses cantonnements entre Corbie et Albert.

» Nos jeunes troupes ont beaucoup souffert de la rigueur de la saison et des privations inévitables dans de telles circonstances. Le pain qu'on leur a distribué sur le champ de bataille était gelé, et par suite non mangeable. Les pertes peuvent être évaluées par aperçu à deux cents tués, et à mille ou douze cents blessés, la plupart légèrement.

» Nous ne connaissons pas celles de l'ennemi, que notre artillerie, parfaitement servie, et le feu très-vif de nos tirailleurs ont dû fortement éprouver. Des prisonniers et des blessés sont restés entre nos mains.

Quelques jours de repos dans de bons cantonnements vont être accordés à l'armée du Nord.

» Le général de division, commandant l'armée du Nord,

» Faidherbe. »

Quoique la bataille de Pont-Noyelles n'eût été ni un échec pour les Français ni une victoire pour les Allemands, cependant la position stratégique de l'armée française était assez sérieusement menacée par des forces supérieures, pour que le général crût devoir manœuvrer de manière à se maintenir sous la protection des forteresses du Nord.

Un corps allemand, venant de Lorraine, menaçait le flanc de l'armée et la forçait à accentuer sa retraite : on disait ce corps commandé par le prince de Saxe. Sans doute le même prince royal de Saxe qui avait décidé la journée de Sedan. En ce cas, les Allemands pensaient donc avoir encore à compter avec cette armée du Nord, une première fois détruite à leur dire à Villers-Bretonneux, battue hier à Pont-Noyelles.

Le quartier général de Faidherbe était le 28 à Vitry, entre Arras et Douai. Des éclaireurs prussiens avaient paru aux environs de Cambrai.

Les places fortes du Nord étaient pleines d'enthousiasme et disposées à se bien défendre. Lille, Valenciennes, Douai, Cambrai forment un quadrilatère, où un général tacticien pouvait se défendre. Il y pouvait manœuvrer longtemps, avec des chances diverses, heureuses peut-être, devant des forces même très-supérieures, avant de subir la nécessité désespérée de se renfermer dans cette solide ville de Lille, qui tant de fois a soutenu invaincue les efforts d'armées

assiégeantes. Ce réseau des forteresses du Nord était encore intact, et devenait de ce côté la plus solide base d'opération qui restât au pays.

La supériorité des moyens d'action de l'armée allemande semblait s'affirmer. Elle couvrait le pays de ses corps envoyés dans toutes les directions : c'était de ceux-là qu'on pouvait dire qu'ils sortaient de dessous terre. Le 25 décembre le général de Manteuffel, à la suite des Français, occupait Albert. Un corps détaché allait cerner Péronne. Près de Longpré, le lieutenant-colonel de Pestel battait trois bataillons français. Chaque jour une rencontre : dans tout le pays le tonnerre incessant de l'invasion, l'effort de la défense, la ruine, l'effroi, la panique des populations, l'horreur de la guerre!

Tout à coup on apprend que l'armée du Nord quitte son abri d'Arras et reprend l'offensive : Faidherbe est en marche sur Amiens. Il s'avance résolûment, refoulant devant lui les postes de cavalerie, les reconnaissances allemandes, les détachements épars dans le pays pour masquer, dit-on, un mouvement de retraite de Manteuffel sur Amiens ; mouvement dont on ne comprend pas la cause, à moins que ce général n'ait été rappelé pour opérer sous Paris. Les éclaireurs de l'armée ont déjà réoccupé Albert. Les communications entre Lille, Cambrai, Arras, Abbeville sont rétablies. On dit que Péronne est dégagée, que l'armée est en marche vers Amiens, qu'on voit ses mouvements du côté d'Achiet, d'Albert, de Corbie.

LES BATAILLES DE BAPAUME.

Le général Faidherbe combat de la plume et de l'épée. On lit sa proclamation aux soldats :

« En vous cantonnant près de nos places fortes, je vous ai donné la possibilité de vous réconforter et de vous reposer pendant deux ou trois jours, ce que vous n'auriez pu faire près de la place d'Amiens, occupée par l'armée prussienne. L'ennemi a profité de cela pour dire qu'il nous avait battus et poursuivis. C'est à vous de le punir de ces vanteries, quand il se présentera ou quand nous irons le chercher.

» Vous êtes débarrassés d'un certain nombre de lâches et de traînards qui ont abandonné leurs bataillons pour retourner chez eux, ou pour aller livrer leur fusil au premier uhlan qu'ils ont rencontré. Vous n'en êtes que plus forts. »

La marche continue en avant : l'armée est pleine de confiance en elle-même, en son chef. Les soldats aiment les généraux qui ont des chevaux tués sous eux en les menant aborder l'ennemi. On est au 1er janvier 1871. Cette année sera-t-elle plus heureuse pour la France que sa déplorable sœur tombée hier dans l'éternité du passé, non de l'oubli ! L'armée du Nord va-t-elle donner l'étrenne d'une victoire au pays? L'ennemi est là, on le voit. Le général le montre de la main.

« Demain nous allons nous trouver en présence de l'ennemi qui occupe le pays accidenté d'Adinfe, Hamescamps, Ayettes, Boiry. Les villages de cette contrée doivent être dépourvus de tout. Nos troupes qui auront à y combattre, devront avoir avec elles trois jours

de vivres. Les distributions seront faites cet après-midi. Les hommes seront prévenus par leurs chefs de corps, qu'ils vont être trois jours sans rien trouver à manger que ce qu'ils porteront sur eux. »

Ainsi trois jours de combat en vue : le soldat se préparait, il ceignait ses reins comme au temps de Gédéon.

Le cœur ne devait pas faillir, ni le pain.

On avait commencé, tâté l'ennemi déjà : le 30 décembre la division Lecointe balayait les environs d'Arras.

Le 31, le général en chef se portait en avant, laissant sa gauche appuyée sur la Scarpe, vers Raux et sa droite à la hauteur de Beaumetz-les-Loges. Le front de l'armée occupait une ligne légèrement convexe en avant d'Arras.

Un peu plus tard il accentuait davantage son mouvement en avant, jusque vers Achiet-le-Grand, pour faire manœuvrer l'armée en prévision d'une attaque des Prussiens. Ceux-ci paraissaient avoir Bapaume pour centre d'opération. On les reconnaissait en avant de la ville, vers Ervillers, Behagnies et Sussignies.

Le 2 janvier, dit le général dans son rapport, la 2e brigade de la 1re division du 23e corps enleva vivement les villages d'Achiet-le-Grand et de Riencourt.

La 1re division, malgré des prodiges de valeur, ajoute-t-il, échoua dans l'attaque du village de Béhagnies. Mais les Prussiens se voyant tournés par l'occupation du village d'Achiet-le-Grand, évacuèrent Béhagnies pendant la nuit.

Les troupes engagées n'avaient pas été secondées à temps par les mobiles et les mobilisés du général

Robin, qui leur reprocha la lenteur de leur mouvement et un peu d'hésitation au feu (1).

L'armée, dès le matin du 2 janvier, avait marché en trois colonnes dans la direction de Bapaume. Vers dix heures, il y eut pendant la marche une escarmouche entre des uhlans, occupant les sommets des crêtes de la route de Bucquoi, et des tirailleurs de la brigade française Fœrster.

A dix heures et demie, la division Moulac, 1re du 23e corps, heurta l'ennemi ; le canon grondait sur sa gauche, elle déploya vivement son infanterie, mit son artillerie en batterie et répondit au feu de l'ennemi. Mais elle avait affaire à des forces composées surtout de cavalerie, dont les charges répétées forcèrent à plier même l'infanterie de marine et lui firent un assez grand nombre de prisonniers. Ce fut en ce moment que les mobiles et les mobilisés de Robin, trop en retard, auraient dû marcher en toute hâte à l'aide et appuyer le mouvement.

La division Derroja, qui marchait sur Bucquoi, y entrait sans peine.

Au centre, la division du Bessol avait plus rude besogne. A une heure et demie, l'ennemi se montrait dans le bois d'Achiet-le-Grand. Mais se voyant en danger d'être tourné par quelques bataillons de la brigade Fœrster, il recula sur Achiet, suivi par le mouvement en avant de toute la division par la route et à

(1) Le rapport du général, le reporter du *Daily News*, dont le récit est sur plusieurs points accepté par les Allemands, l'Ordre d'Arras, nous servent principalement de guides pour la suite des opérations de ces deux journées, où la victoire fut si disputée que Français et Prussiens se l'attribuèrent également.

travers le taillis qui débouche en face du village.

Une vive fusillade, partie des premières maisons, accueillit l'arrivée des Français lorsqu'ils se développèrent hors du bois. Ils disposèrent aussitôt en batterie deux pièces de 12 sur les hauteurs à gauche de la route d'Ablainzeville, une batterie de 4 sur la droite et la canonnade commença. Notre artillerie, supérieure à celle de l'ennemi ce jour-là, l'eut bientôt fait taire ; en même temps, les tirailleurs gravissaient la chaussée du chemin de fer et se précipitaient en nombre dans le village. L'ennemi ne put tenir contre cette double attaque. On le poursuivit en lui faisant quelques prisonniers jusqu'au delà de Biefvillers. Deux bataillons de la Somme et de la Marne, déployés entre Achiet-le-Petit et Achiet-le Grand, avaient appuyé le mouvement de la 1re division.

La brigade de Gislain arrivait au feu quand l'affaire était terminée de ce côté.

A la fin de la journée, les Français occupaient Achiet-le-Grand, Bihucourt, Achiet-le-Petit et Bucquoi. Le 23e corps, qui avait plié, occupait les villages à gauche de Bihucourt. Le 22e avait repoussé sur Bapaume les Allemands qu'il avait en tête : l'avantage et l'échec étaient compensés de part et d'autre.

Le lendemain, 3 janvier, dès cinq heures du matin, encore en pleine nuit, toutes les troupes étaient sous les armes. Une heure plus tard, la division du Bessol envoyait une reconnaissance dans la direction d'Ervillers, évacué par l'ennemi. Les Allemands avaient aussi, pendant la nuit, évacué Béhagnies, vivement défendu par eux la veille, mais où leur position pouvait être tournée.

A huit heures, les lignes de l'infanterie prussienne

se déployaient dans la plaine d'Ervillers, en avant de Bapaume. Elle marchait en bataille contre la division du Bessol, établie entre Bihucourt et Sapignies. Elle appuyait sa marche de volées d'artillerie qui atteignirent et coupèrent quelques escadrons de cavalerie française. Bientôt, les tirailleurs des deux côtés s'abordèrent : la fusillade était vivement engagée quand arriva en ligne la division Derroja.

Elle prit place à droite et presque aussitôt commença un changement de front, la droite en avant. Le mouvement était très-prononcé déjà lorsque la division du Bessol se porta à son tour sur Biefvillers. Le 1er bataillon du 43e régiment s'élança au pas de course, entretenant une fusillade meurtrière tout en courant, et débusqua vivement l'ennemi qui laissa ses positions jonchées de morts et de blessés.

En même temps, le général Derroja occupait Grévillers pendant que le lieutenant colonel Aymès, hâtant la marche de sa troupe, dessinait un mouvement tournant sur Bapaume combiné avec un mouvement d'ensemble du général Robin.

Il était onze heures ; la victoire semblait se décider pour nous : l'ennemi avait perdu, refoulé par les Français, à peu près six kilomètres de terrain.

On apprit alors que les mobilisés du général Robin étaient en pleine retraite.

Ce corps, se croyant au moment d'être tourné, avait fléchi. Une partie s'était même désorganisée et faisait précipitamment un mouvement en arrière qui, pour plusieurs bataillons, devint une fuite.

Ces troupes n'étaient pas sûres, on savait ne pouvoir toujours et à tout événement compter sur elles. L'ordre du jour du major-général Farre, menaçant

tous les hommes débandés, fuyant par les champs et les villages, d'être embarqués à Dunkerque et dirigés sur un des camps de la Bretagne, n'y pouvait rien. Des gardes nationaux mobilisés, des volontaires mêmes, ne sont pas des soldats, quoi qu'on fasse, une fois le premier enthousiasme tombé, quand ils ont le sac au dos, l'onglée aux mains et les pieds à peu près nus dans les marais de la Somme. A l'ennemi, les mobilisés du Nord ne valaient ni plus ni moins que toutes les levées en masse.

A ce moment la division se trouvait déployée sous le feu des batteries prussiennes qui, la prenant en flanc, enlevaient des files. L'ordre étant donné de modifier cette position dangereuse, les officiers commencèrent à manœuvrer en conséquence. Mais les mouvements exécutés sous un feu violent de l'ennemi, ne peuvent être obtenus que de troupes solides, rompues à la manœuvre, non de ces pauvres gens, dont beaucoup étaient disposés à croire que le mouvement de flanc était une retraite et ne voulaient pas rester en arrière des autres.

Sur plusieurs points, ordres, menaces, prières du général et des officiers rien n'y fit. Les solides, et il y en a toujours un noyau dans ces masses, restèrent en ligne et tinrent fermes à l'abri des compagnies de fusiliers de la marine. Ceux-ci gagnaient du terrain sur Bapaume, pour rallier le mouvement en avant du 22e corps.

A onze heures, l'armée prussienne continuait sur toute la ligne son mouvement de retraite.

Vers midi elle fit halte, et tenta aussitôt un mouvement offensif. Formée en trois colonnes serrées, elle marchait à nous, solide et menaçante, sur la crête du

ravin, en face de Bapaume. Un feu de mousqueterie soutenu, parti de nos lignes, arrêta bientôt le mouvement en avant. Il était temps : notre artillerie, descendue dans le ravin, gravissait péniblement les pentes couronnées sur plusieurs points par l'ennemi ; elle pouvait être compromise. Devant l'effort des colonnes allemandes, deux bataillons du 43e régiment et du 20e chasseurs défendaient à outrance les abords du village de Biefvillers, situé sur la hauteur au centre, dominant la position, et dont la perte aurait en ce moment entraîné peut-être celle de notre artillerie.

La bataille était là, meurtrière, acharnée. On sentait que sur ce plateau devait se gagner ou se perdre la fortune de la journée. Repoussées vivement une première fois, les colonnes d'attaque allemandes revinrent opiniâtrément à la charge, appuyées par le feu de leurs batteries.

Pendant ce temps, vers midi et demi, la division Derroja débordait le village d'Avesne-lez-Bapaume et gagnait toujours du terrain, pas à pas, sur la droite de notre ligne de bataille.

La division du Bessol à son tour abordait les crêtes de Biefvillers. Elle lançait ses tirailleurs sur les colonnes de l'ennemi, qui, forcé de reculer sur la ville, s'arrêtait de position en position, disposant rapidement ses batteries sur tous les points fixés d'avance par les officiers, de façon à se couvrir et à arrêter notre mouvement par le feu incessant que nous avions à affronter à sa suite. Sur ce terrain de bataille, montueux et raviné, nos bataillons avaient à gravir sous le feu les pentes ardues défendues par l'ennemi, à les redescendre après lui pour en gravir d'autres et en déloger encore les Allemands. Mais quand ils vont

de l'avant, les Français ne comptent ni ne mesurent.

Vers quatre heures, les tirailleurs français pénétraient dans les rues de la ville. Le 23e corps, marchant toujours, occupait Favreuil et atteignait Bapaume, où entraient à la fois, quelques instants plus tard, le colonel Fœrster de la 1re brigade de la 2e division, par la gauche, à la tête d'un bataillon de chasseurs, et le lieutenant-colonel Aymès, par la droite, à la tête de sa brigade.

Ils se maintinrent dans ces positions jusqu'à la nuit noire; le général les fit rappeler alors : il était 7 heures quand la bataille cessa enfin. L'armée française bivouaqua sur ses positions de la fin de la journée, à Biefvillers, Grevillers, Ligny-Tilloy, Favreuil; le 22e corps à Avesne, tout près de Bapaume, d'où le général Faidherbe envoya ses dépêches le soir même.

« A six heures du soir, dit le général, nous avions chassé les Prussiens de tout le champ de bataille couvert de leurs morts. Une quantité de leurs blessés restaient entre nos mains dans les villages où l'on avait combattu : nous avons fait un grand nombre de prisonniers. Quelques pelotons emportés par leur ardeur se sont engagés dans les faubourgs de la ville de Bapaume, où les Prussiens s'étaient retranchés dans quelques maisons. Comme il n'entrait pas dans mes vues d'occuper cette ville, au risque de la détruire, ces pelotons furent rappelés à la nuit. Les pertes des Prussiens pendant ces deux journées sont très-considérables; les nôtres sont sérieuses.

» L'armée du Nord a pris ses cantonnements entre Adifet et Noyelles, les villages étant complétement ruinés. »

Le lendemain, la ville de Bapaume était évacuée par l'ennemi, qui ne jugea pas à propos de s'y retrancher, ni de livrer une troisième bataille aux Français.

Le général Robin, dans son ordre du jour à la 2e division du 23e corps, faisait la part des braves et des lâches, disait-il. C'était la deuxième brigade qui, reculant sous le feu en écharpe d'une batterie ennemie, avait compromis le succès de la journée. La première brigade avait bien tenu, surtout les voltigeurs ; il félicite ses batteries de la Seine-Inférieure et du Finistère.

« Malheureusement, les nouveaux régiments ont trop faibli ; le mouvement en arrière s'est changé en fuite pour les lâches, quelques gens de cœur se sont laissés entraîner dans une débandade inouïe.

» Je ne veux pas laisser déshonorer les mobilisés du Nord par ceux qui ont eu peur. Les chefs de corps vont m'envoyer de suite la liste des officiers qui ont fui ; elle sera envoyée à trois heures au quartier général, ceux qui ont abandonné leurs armes passeront en cour martiale...

» ... J'ai pu rallier une partie du 3e corps de marche vers trois heures, le 4e et le 6e, avec le 1er régiment, mes voltigeurs et la batterie du Finistère ; j'ai pris position à Beugnâtre, enlevé à l'ennemi, que j'ai canonné vivement dans sa retraite.

» L'honneur de la journée est au régiment de Lille et aux voltigeurs volontaires de la 1re brigade... »

En regard de la faiblesse de nos pauvres mobilisés du Nord, nous signalerons la fermeté du 20e chasseurs et d'un bataillon de mobiles sur le champ de bataille.

Un escadron de uhlans et un escadron de cuirassiers, les apercevant de loin dans la plaine, se lancèrent sur eux à toute bride. Les chasseurs, à la vue de ce tourbillon d'hommes et de chevaux qui leur arrivait ainsi à fond de train, serrèrent les coudes et attendirent tranquillement, laissant approcher la charge jusqu'à deux cents mètres de leur front. A cette distance, ils l'accueillirent par un feu de peloton si sûrement dirigé que l'escadron de tête, décimé, rompu avant d'aborder, arrêta l'élan du second, qui dut tourner bride sous les balles.

Trente chevaux morts et plusieurs cavaliers jonchent la terre sur le front du carré, cinq cuirassiers et un officier prisonniers, témoignaient du sang-froid des chasseurs. Les hardis uhlans ne revinrent pas à la charge.

Les Français avaient la victoire puisque l'ennemi s'effaçait. On le perd de vue au lendemain de Bapaume, il est en retraite.—En déroute, disait-on déjà dans tout le Nord. En réalité, il manœuvrait pour préparer un coup plus sûr, plus décisif.

L'armée française pouvait bien marcher en avant, tenir sur le champ de bataille, y gagner l'avantage d'une journée. Elle pouvait même donner au pays l'honneur d'une victoire, mais non en profiter pour le défendre avec un succès définitif : la partie était trop inégale. Faidherbe avait deux fois marché en avant avec une fermeté, avec des résultats que nos armées n'avaient pas encore obtenus ailleurs. Mais il n'était pas en mesure de continuer ses mouvements offensifs, de tirer parti d'un avantage rudement conquis au prix de sacrifices qui l'épuisaient, devant un ennemi trop supérieur, occupant fortement toute la contrée, dont

les renforts semblaient être inépuisables, dont la force et la rapidité de concentration et de mouvement étaient sans limites comme sans obstacles.

Les nécessités impérieuses de cette situation expliquent le mouvement en arrière, ordonné par le général Faidherbe après la bataille de Bapaume, quand on pensait le voir suivre l'armée allemande dans sa première évolution de retraite derrière la Somme. Il obéissait à l'obligation de rétablir, de reformer ses cadres, entamés moins par le feu de l'ennemi que par la désorganisation et la fuite. Il voulait en outre donner quelques jours de repos à des troupes neuves, moins rompues à la fatigue d'une pareille guerre d'hiver, que les Prussiens aguerris et faits au froid, mieux défendus par de chauds vêtements contre la saison rigoureuse. Il se mettait à l'abri du quadrilatère de forteresses de notre frontière franco-belge.

Entre la ligne ferrée de Laon, Amiens et la frontière de ce côté, se trouve en effet à sa portée le quadrilatère formé par les places de Cambrai, Arras, Douai, Valenciennes. La forteresse de Péronne au sud de Valenciennes, au nord celle de Lille, servent de points d'appui et comme de contre-forts à cet ensemble de défense.

Péronne, ville de 4 à 5,000 habitants, au confluent de la Somme et de la Cologne est une forteresse de première classe. Un château de la fin du quinzième siècle, peut-être la tour où Charles le Téméraire tint Louis XI prisonnier par la perfidie du cardinal de la Balue, forme aujourd'hui un des bastions de l'enceinte. Quelques parties des anciens remparts tiennent tou-

jours debout et des tours du moyen âge servent encore de défense.

Les chemins qui y mènent de Bapaume, de Ham, de Cambrai, deviennent en approchant boueux et difficiles, au milieu des marécages qu'ils traversent.

Cambrai, la ville épiscopale de notre immortel Fénelon, point de jonction de la ligne de Péronne à Valenciennes et de celle de Saint-Quentin à Douai, est une ville de 22,000 âmes, chef-lieu d'arrondissement du département du Nord. Elle est située sur trois bras de l'Escaut, qui y fait sa jonction avec le canal de Saint-Quentin.

Les fortifications sont anciennes, munies de tours solides; cinq portes fortifiées, appelées portes de Saint-Robert, de Salles, de Contempré, de Paris et de Valenciennes, donnent accès dans la ville que domine une solide forteresse : celle d'où l'on eut tant de peine à faire déguerpir l'ambitieux et aventureux bâtard de Montluc, le maréchal de Balagny, prince de Cambrai par la grâce d'un coup de main hardi, et qui traitait comme de puissance à puissance avec les souverains.

Arras, ville de 25,000 habitants, est le chef-lieu du département du Pas-de-Calais. Deux fois déjà sous ses remparts, rebondissant contre l'effort allemand comme une balle repoussée par le mur qu'elle a frappé, notre armée du Nord était venue se refaire des atteintes et de l'ébranlement du choc de deux batailles.

Élevée à deux cents pieds du lit de la Scarpe, qui lui sert de défense, elle est le point de jonction de six routes rayonnant autour d'elle, et en même temps une station importante de la ligne d'Amiens à Douai. En ce moment la place avait pour garnison la 3e division

sion de siége, un dépôt d'artillerie et plusieurs brigades de gendarmerie.

Cette forteresse a ses souvenirs historiques.

Aux pieds du monument élevé autrefois au grand Condé, le génie de la France, tournant les pages du livre où étaient inscrits les noms des victoires du prince pour la France, déchirait et foulait aux pieds le feuillet où on lisait : Retraite de devant Arras! contre la France; quand l'illustre rebelle, comme son arrière-grand-oncle le connétable, servait sous le drapeau espagnol. La ville n'avait pas été assiégée seulement par Condé, ni toujours aussi heureuse; souvent prise et reprise, au temps de ces grandes guerres, tour à tour par les Français et par les Espagnols. On lisait au linteau d'une des portes la vieille inscription, écrite par l'empereur Maximilien, aïeul de Charles-Quint :

— Quand les Français prendront Arras, les souris mangeront les chats!

Lorsque Louis XIII la tint, il fit effacer le p, et on lisait : — Quand les Français rendront!

Douai, une de ces riches et remuantes communes de la Flandre, à la fin du moyen âge, est encore aujourd'hui une ville industrielle de 24 mille habitants, dans le département du Nord, sur la Scarpe, au point de jonction des lignes ferrées qui mènent à Lille, à Valenciennes et à Paris. Plusieurs grandes routes viennent aussi y aboutir ou y passer. Une triple rangée de murailles, soutenues de bastions et de tours, la défendent. Vauban a mis sur ses fortifications sa touche de maître, son estampille peut-on dire. Vauban ferait autrement à cette heure, pour défendre ses forteresses contre les canons à portée indéfinie : 12 kilomètres aujourd'hui, 30 demain peut-être.

Un arsenal, une direction de première classe d'artillerie, une école d'artillerie, un arsenal de construction et une fonderie de canons, font de Douai une ville favorisée. L'arsenal est immense; la fonderie est de force à fabriquer de 400 à 800 canons par an.

Louis XIV, Marlborough, Villars, lui firent battre la chamade, comme on disait autrefois.

Valenciennes est assise sur l'Escaut, qui s'y sépare en deux bras et y reçoit la Yonnette. Le fleuve, navigable jusque-là, y porte de grands bâtiments : la ville a une importance commerciale par cette voie et par plusieurs grandes routes, qui viennent y rejoindre la ligne ferrée du Nord.

C'est la mère des prix de Rome, architectes, peintres, sculpteurs, et qui aime les succès, l'illustration de ses fils (1).

La forteresse, six portes, onze bastions, dont le principal sert de citadelle, est importante et a vu bien des armées sous ses murs. La grande inondation qui peut en quelques heures l'entourer comme d'une mer à perte de vue, ne tiendrait plus à distance suffisante et hors de portée les terribles canons Krupp des Allemands. En temps de paix, la forteresse est marchande de charbon. Elle domine et exploite un bassin houiller de 60,000 hectares, dont les entrailles dégorgent par année 60 millions de quintaux de houille.

Une distance de quatre milles sépare chacune de nos quatre places l'une de l'autre. Au nord, à quatre milles encore de Douai, dans la direction de la frontière belge, s'élève notre grande ville industrielle du Nord.

Lille, sur la Deule, contient renfermés dans ses

(1) Lemaire, Guillaume, Carpeaux, Crauck, etc. — J'en passe et des meilleurs.

murs ou libres dans sa banlieue 155,000 habitants. Dix lignes de chemins de fer viennent là se rejoindre. Forteresse de premier rang, elle est le siége du commandement du 2e corps d'armée, de la 3e division militaire, de la 4e direction des forteresses.

Les anciennes fortifications que le maréchal de Boufflers défendait sous Louis XIV, en y gagnant une dignité de duc et pair et l'illustration de son nom, ont été démolies, exce té la citadelle, un des chefs-d'œuvre de Vauban, séparée de la ville par des promenades, par le canal de la Deule moyenne et par une large esplanade.

Le périmètre des travaux de défense a été éloigné, en 1858, de façon à mettre le centre de la ville hors de la portée du canon d'alors.

Travaux à refaire à la première invention de portée nouvelle, dès maintenant inutiles, à détruire. Les villes grandes ou petites que l'ennemi peut bombarder, brûler, renverser au ras du sol et forcer à capituler par le feu ou la faim, sans même prendre la peine d'envoyer un boulet à leurs ouvrages de défense, ne doivent plus désormais rester les forteresses du pays qu'elles ne peuvent défendre. — Changez les! comme dit le poëte. Ayez des villes pour la paix, d'autres pour la guerre, des forteresses qui ne soient que des machines de défense et non plus des groupes de douleurs et de martyres. Si Strasbourg, Metz et Paris n'avaient eu que des cœurs de pierre et de fer, au lieu des cœurs de chair et de sang des femmes et des enfants, nos braves soldats y tiendraient encore.

Quelle était après le 4 janvier la position des deux armées allemande et française?

On ne devait pas tarder à comprendre ce qui avait produit, après la bataille de Bapaume, cette disparution des Prussiens, dont on avait dit alors dans le pays que non-seulement ils étaient en pleine retraite, mais qu'ils s'étaient enfuis, évanouis.

Le général Manteuffel, ramenant de Rouen la plus grande partie des forces qui envahissaient la Normandie, avait reçu l'ordre de marcher sans retard, avec une partie de ces forces, vers les départements de l'Est. Le commandement en chef de l'armée allemande du Nord revenait au général de Gœben.

Il est certain que dans le premier moment, ce général prussien avait donné l'ordre de se retirer, pour attendre des renforts, derrière la Somme. Il avait pu compter ses pertes et apprécier la solidité d'une bonne partie de l'armée du Nord. En attendant, les deux armées ennemies avaient repris leurs premières positions sur les routes d'Arras et de Douai. Le mouvement des Français, retournant à leurs anciens cantonnements, fit soupçonner aux Prussiens que leurs ennemis avaient eux-mêmes éprouvé des pertes sérieuses, plus fortes peut-être que les leurs. Ils arrêtèrent en conséquence le premier mouvement de retraite qui les menait derrière la Somme. Faidherbe ne put donc retirer d'avantages stratégiques réels de cette bataille, où avec 30,000 hommes de jeunes troupes, inexpérimentées pour la plupart, et 60 pièces de canon, il avait soutenu l'effort des meilleures troupes allemandes, en nombre inférieur, il est vrai, mais appuyées par 84 canons de leur formidable artillerie.

On reproche au général de n'avoir pas en ce moment manœuvré pour sauver Péronne assiégée.

Dès le 28 décembre, un corps prussien, indépen-

dant de l'armée à laquelle Faidherbe livrait bataille le 1er janvier, était devant la ville. Il établissait des batteries à Cléry et à Mont-Saint-Quentin. En même temps arrivait de la Fère l'artillerie de gros calibre, dont le froid intense, qui changeait les routes en chaussées de granit, permettait le transport rapide. Ces pièces à longue portée furent établies à une telle distance, que le canon de la place ne pouvait les atteindre. Péronne avait répondu heureusement aux premières batteries et démonté plusieurs canons : elle paraissait en mesure de bien tenir. Mais les Allemands pouvaient être compromis : ils avaient sous la main leur moyen suprême d'en finir au plus vite. La ville fut écrasée sans relâche, brûlée sous les bombes. Dès la première semaine la force, la résignation des habitants étaient abattues. Le commandement militaire, qui doit en pareil cas fermer les yeux, s'éteindre le cœur, s'isoler du désastre, se laissa-t-il trop tôt fléchir?

Il paraît que trois jours avant la capitulation, un franc tireur, déguisé en paysan, avait pu se dérober à travers les lignes prussiennes et avait apporté au sous-préfet de Cambrai une dépêche cachée dans sa pipe. Par cette voie le sous-préfet de Péronne annonçait que la ville, à moitié détruite, affolée par le bombardement qui l'écrasait sans relâche, demandait à capituler, et que les autorités militaires et civiles seraient forcées d'obéir à ce vœu d'angoisse ardente, si le secours n'arrivait en toute hâte.

Le sous-préfet de Cambrai aurait adjuré dans sa réponse le sous-préfet et le commandant de tenir encore trois jours au plus : Faidherbe accourait. Le franc tireur s'oublia-t-il à dormir en chemin, tomba-

t-il aux mains de l'ennemi? Le commandant, le sous-préfet, ne recevant pas de réponse, ne purent résister plus longtemps à la pression de la population, énervée par le spectacle des femmes et enfants éperdus de terreur.

« Y a-t-il, écrivait un homme de courage et de sang froid, des angoisses plus terribles que celles dont vit celui qui se trouve enfermé dans une place forte, investie et labourée par les obus convergeant en pluie de fer et de plomb sur les habitations, broyant tout, brûlant tout? J'ai vu les places de Thionville, Montmédy, Mézières après la capitulation : je reculais d'horreur à la vue de ces ruines noires, fumantes, répandant une odeur de chair brûlée! »

Le retour offensif du général Faidherbe ne tarda pas cependant à se dessiner. Dès le 9 janvier, on écrivait de Lille : L'armée du Nord a repris hier sa marche en avant.

Dès le 8, en effet, le général écrivait de Boisleux : « Les avant-postes de l'armée touchent à ceux de l'armée prussienne. Dans une ferme de Mouchy-aux-Bois, 30 tirailleurs volontaires du Nord, commandés par le capitaine Delaporte, et cinq dragons, sous la conduite du maréchal des logis Plouvier, ont surpris et enlevé 43 uhlans. »

Tous les jours avaient lieu des rencontres entre les avant-postes.

Le 14 janvier, disait une dépêche du général Faidherbe, l'avant-garde de l'armée du Nord est entrée à Albert, évacué à son approche par les Prussiens. Les trains ont repris leur service jusqu'à Busigny, dont la gare est défendue par une forte colonne, qui étend ses

détachements jusqu'à cette ville tout en couvrant Cambrai.

Un autre rapport, quelques jours après, indiquait peut-être en voulant le dissimuler, un changement important dans la marche de l'armée, dans la stratégie de son chef.

« Le général en chef de l'armée du Nord, informé que les généraux prussiens, après avoir frappé l'arrondissement de Saint-Quentin de lourdes réquisitions, exigèrent encore de la ville le payement d'une somme de 550,000 francs, a résolu de mettre un terme à ces exactions. Il a fait marcher sur cette ville une colonne volante, sous les ordres du colonel Isnard, qui a battu un détachement ennemi le 15 au Catelet et à Sellicourt, et est entré à Saint-Quentin après un léger engagement. L'ennemi a fui dans le plus grand désordre, laissant en nos mains 130 prisonniers et des approvisionnements considérables. »

L'armée du Nord était, disait-on alors, à Fins, sur la route de Cambrai à Péronne, à 17 kilomètres à gauche de Bapaume.

En arrivant à Albert le samedi, le général trouva les routes et les abords de la ville couverts par de fortes barricades, à peine défendues cependant. Il fut informé aussitôt, que le corps du général de Gœben faisait un mouvement tournant pour venir l'attaquer par derrière. Devant cette manœuvre, il fit un mouvement de conversion et prit la route de Cambrai à Péronne. Le lundi, il était en effet à Fins. Cette marche avait été obtenue de l'armée dans les conditions les plus pénibles.

Le dégel était arrivé, nos pauvres soldats cheminant à travers champs, perdaient leurs chaussures dans la

boue glacée des terres détrempées. Les pièces de 12, embourbées à chaque instant, ne pouvaient suivre les colonnes et ne rejoignirent pour la plupart que le lendemain.

Ils arrivèrent transis, mourant de faim et de froid, exténués, le 17, pour faire face à l'ennemi le lendemain. Il y eut quelques engagements d'avant-postes auxquels les Prussiens d'abord inférieurs en forces ne s'obstinèrent pas. Mais le général de Gœben tentait d'accentuer son mouvement sur la droite. Les uhlans avaient paru vers Bapaume. Dans cette ville, à Arras même, il semblait qu'on attendit à toute heure l'arrivée de l'ennemi. De cette dernière ville on dirigeait déjà la plus grande partie du matériel de la ligne sur Lille, pour le mettre à l'abri.

Les éclaireurs français, des détachements de mobiles, avaient eu ordre de ramasser et de mettre à l'abri les armes abandonnées, recueillies dans les champs, dans les hameaux, pendant les marches qui avaient suivi les combats du 2 et du 3 janvier. Tant de ces pauvres jeunes gens étaient tombés par les chemins, de lassitude et de souffrance! Les vides étaient considérables dans les rangs de leurs bataillons.

Ils étaient remplacés dans l'armée par des soldats d'Afrique et des marins de Cherbourg, récemment arrivés; hommes aguerris à la fatigue, et sur lesquels le général pouvait compter.

Au reste, la présence de l'armée à Saint-Quentin faisait comprendre que le coup de main du colonel Isnard sur cette place, était le commencement d'exécution du projet du général, d'opérer sur la ligne de communication des Allemands au Nord. Peut-être

même voulait-il, pour en finir, tenter un coup dans la direction de Paris en se dérobant à l'armée de Gœben : par suite des dernières reconnaissances, il avait lieu de croire cette armée concentrée sur la ligne de la Basse-Somme. Si tel était le plan de Faidherbe, le général allemand sut le déjouer à temps.

On a dit encore que le dernier mouvement offensif du général Faidherbe, était l'exécution d'un plan stratégique très-déterminé, qui aurait pu avoir des résultats considérables s'il avait réussi. Il paraît que sa marche, dessinée du côté d'Albert, de Corbie et d'Amiens, était une feinte à la manière des Allemands, qui tout d'abord marchaient presque toujours, ou semblaient marcher vers le point opposé à celui qui était leur but.

Au moment où le colonel Isnard réussissait son coup de main sur Saint-Quentin, le général faisant brusquement un coude, le rejoignait avec toutes ses forces et se disposait à marcher sur Laon.

Évidemment, dit-on encore, la marche de Bourbaki sur Belfort, Épinal et Nancy avait pour conséquence une marche de Faidherbe sur Laon, Soissons, puis Reims; un pareil mouvement, réussissant des deux côtés, pouvait profondément changer la face des choses.

Il est certain que l'ennemi prit le change, car le corps prussien envoyé à la rencontre de Faidherbe, le chercha vainement à Albert, à Amiens, partout ailleurs qu'à Saint-Quentin, où il arriva le 19 seulement, pour prendre sa part de la deuxième journée de combats et aider Gœben à venir à bout de notre petite armée.

Petite, car avec moins de 40,000 hommes, elle dut

tenir tête à une force égale d'abord, sur laquelle elle avait l'avantage à la première journée; mais l'armée allemande se trouva presque doublée peu à peu, grâce aux renforts arrivant par tous les moyens de transport, sur toutes les lignes. Vers la fin du second jour, le nombre des Allemands s'élevait certainement à 100,000 hommes.

Le mouvement de Faidherbe et sa bataille lui furent commandés, dit-on encore, par une combinaison pour la défense de Paris. Il s'agissait d'attirer loin de la ville assiégée une partie considérable de l'armée de siége, et de concourir par cette manœuvre à une sortie qui serait tentée au moment précis par l'armée de défense. — Pour ce but, avait-on dit, s'il faut vous faire battre, faites-vous battre. Mais que Paris dégagé d'autant, puisse faire un suprême effort!

Il paraît que le calcul se trouva juste, au moins en ce que plus de 40,000 hommes accoururent en effet, se mettre en ligne contre Faidherbe dans la journée du 19. Le lendemain même, ils étaient dirigés de nouveau sur Paris pour aider à repousser la sortie projetée et prévue, voiturés ainsi en quelques heures d'une bataille à l'autre à 40 lieues de distance.

Quoi qu'il en soit, quoi qu'on puisse dire de ces plans, la fortune de la France ne les seconda pas.

BATAILLE DE SAINT-QUENTIN.

Le rapport du général au Ministre de la guerre sur la bataille de Saint-Quentin s'exprime ainsi :

« Comprenant la nécessité de marcher en avant pour favoriser la sortie de l'armée de Paris, je me

portai, à partir du 16, vers le Sud-Est, pour tourner l'armée qui m'était opposée et menacer la ligne de La Fère, Chauny, Noyon, Compiègne. J'étais sûr d'attirer sur nous des forces écrasantes; mais il est des circonstances où il faut savoir se dévouer.

» C'est devant Saint-Quentin que je me heurtai contre la masse de troupes prussiennes venant de Reims, de Laon, de La Fère, de Ham, de Péronne, de Paris, d'Amiens et de la Normandie.

» Comme je vous l'ai dit dans mon télégramme du 20 janvier, l'armée du Nord, qui a fait preuve de la plus grande bravoure, maintint complétement ses positions jusqu'au soir; mais alors l'arrivée continuelle des troupes fraîches de l'ennemi et l'épuisement des nôtres, rendaient nécessaire l'ordre de se mettre en retraite sur Cambrai. »

Le général battu n'accusait personne; ni ses troupes, elles avaient fait au delà du possible; ni le ministre, quoique son plan hasardeux de faire une pointe sur Belfort, quand il fallait rallier toutes nos ressources sur Paris, eut désorganisé la campagne.

Si au lieu de lancer Bourbaki et ses 130,000 hommes dans l'Est, à l'aide de Belfort qui se défendait bien sans aide, le ministre avait, dès le principe, adopté le plan si indiqué de diriger en même temps sur Paris l'effort combiné des trois armées du Nord, de l'Est et de la Loire, la chance pouvait revenir enfin de notre côté. Dans ces conditions la lutte était encore possible; mais les stratégistes de la défense nationale, comme ceux de l'Empire et malgré la leçon des faits, continuaient à faire subir à la France la tactique de l'éparpillement en grand de ses forces, trop concentrées pour la guerre de guérillas, pas assez pour la grande guerre.

Revenons en suivant les récits du lendemain à l'armée du Nord et à ses deux dernières journées. Les hommes de guerre pourront étudier et juger l'habileté des opérations du général, discuter le tacticien : personne ne lui refusera le courage et l'opiniâtreté à la tâche, l'esprit de ressources et de prompte décision.

Il revenait ainsi à la charge à une grande bataille, le 18 janvier, pour la troisième fois depuis le 23 décembre. Dès le 29 janvier, dix jours plus tard, nous le verrons de nouveau prêt pour la bataille prochaine.

Le 18, au matin, l'armée quittait ses cantonnements se dirigeant sur Orvillers et Mézières-sur Oise. A Roupy, la 2e brigade du 22e corps rencontra les avant-postes prussiens. Elle s'arrêta, tout en repoussant quelques attaques, pour donner au reste de l'armée et à ses convois le temps de la rejoindre.

A ce même moment, la brigade Fœrster fut attaquée à Vaux, où elle arrivait, par un corps ennemi appuyé d'une batterie de 12 ; à l'improviste, surprise ainsi, faute de cavalerie pour éclairer sa marche.

La brigade tint ferme, depuis dix heures et demie jusqu'à trois heures de l'après-midi. Le 43e de ligne soutint le choc, seul d'abord, appuyé plus tard par le 20e chasseurs à pied. Ce brave régiment arrêtait ainsi l'ennemi sans fléchir et laissait sur le terrain disputé une centaine de soldats et cinq officiers.

Les mobiles du Gard plièrent devant les charges de la cavalerie allemande ; mais ceux de Seine-et-Marne vinrent les appuyer et repoussèrent les escadrons avec un sang-froid digne de vieilles troupes.

Malgré la surprise, malgré l'impétuosité de l'attaque, la 1re brigade continua sa marche en avant et put

gagner Mézières-sur-Oise et Sery-sur-Mézières. La division du Bessol ne fut donc pas arrêtée dans son mouvement par l'attaque allemande.

Les rapports prussiens affirment de leur côté qu'une colonne partie de Beauvais, à la rencontre des Français, les attaqua dans leurs positions près de Vermand et les força de reculer.

Le 23e corps courut au canon, croyant que la bataille s'engageait. Il atteignit Vaux, quand la première brigade avait déjà gagné Serancourt. Les colonnes envoyées ainsi, à l'aide de la division engagée, eurent à souffrir et perdirent quelques bagages dans ce mouvement.

La bataille, la grande bataille, s'engageait le lendemain, 19.

Le 23e corps était posté à portée de Saint-Quentin, la 1re division autour de la Neuville et de Gauchy, la 2e division à Grugis et à Castres. L'ennemi attaqua d'abord Castres, qui fut défendu vigoureusement par la brigade de Gislain, malgré le désavantage du terrain, contre les colonnes allemandes occupant les hauteurs dominant ce village.

Peu après, Grugis fut également attaqué. Mais le canon se faisant entendre du côté de Savy, le 23e corps s'y porta rapidement, appuyant sa gauche au canal.

La division Derroja, qui n'était pas encore attaquée, se porta sur les hauteurs du moulin de Tout-Vent et sur les crêtes de Raulieu, la droite appuyée également au canal. Mais insensiblement, et tandis que la division du Bessol gravissait les escarpements en arrière, les colonnes du général Derroja appuyaient sur la gauche et arrivaient à la hauteur de la Neuville et de Mesnil-Saint-Laurent.

La ligne de bataille s'étendait ainsi de Halmont, Savy, Grugis, le moulin de Tout-Vent, Raulieu, la Neuville, jusqu'à Mesnil-Saint-Laurent.

Malheureusement le 23e corps était séparé du 22e par le canal Crozat et les marais, de sorte qu'il était impossible de mettre les deux corps en communication sans faire un long détour par Saint-Quentin : ils ne pouvaient donc faire de mouvements d'ensemble avec assez de rapidité, ni se soutenir efficacement.

Vers dix heures, l'ordre fut envoyé au général Gislain d'abandonner le village de Castres pour se porter sur les hauteurs. Au même moment le général Derroja avait à soutenir, sur toute la ligne, une attaque appuyée par de violentes décharges d'artillerie.

Une nuée de tirailleurs prussiens, descendant des crêtes d'Itancourt, se précipitèrent sur les lignes avec une telle audace, que les Français durent les prendre à distance pour des nôtres et les laissèrent avancer à près de deux cent mètres, pour être certains de ne pas commettre de méprise.

Dès qu'on eut reconnu l'ennemi, un feu nourri l'arrêta sur place, puis le força à reculer plus vite encore qu'il n'était venu. Les pertes des Prussiens durent être énormes à ce moment de la bataille : le sol était littéralement couvert de leurs morts.

Les Allemands firent alors descendre leurs bataillons en masse compactes. Pour arrêter l'avalanche, le général du Bessol fit avancer une batterie de 4, bientôt démontée, mais remplacée aussitôt par une autre de 12 qui força celles des ennemies à ralentir leur feu. Mais une nouvelle batterie, arrivant au secours des Prussiens, nous obligea à changer de position et pendant que le général du Bessol dirigeait le

mouvement, il reçut une blessure grave; un éclat d'obus l'atteignit à la hanche et le mit hors de combat.

La division Derroja, de son côté, avait fait occuper par ses tirailleurs des crêtes fort élevées, d'où ils arrêtaient l'approche de l'ennemi. Une batterie de 8, établie à la maison de Raulieu, conserva pendant tout le combat une supériorité marquée sur l'artillerie allemande.

Vers deux heures, la ligne prussienne reculait devant le 22e corps; mais le 23e perdait du terrain. Sans pont ni passage établis sur le canal, bordé de marais trop larges et trop profonds, le 22e ne pouvait lui venir en aide en ce moment décisif. Malgré quelques renforts accourant du côté de Saint Quentin, malgré les efforts du général pour soutenir et enlever les troupes, elles cédèrent, plièrent peu à peu devant la marche de l'ennemi. Sur quelques points la retraite devint une fuite : des bataillons se débandèrent, entre deux et trois heures de l'après-midi.

A partir de ce moment le 22e corps, sous les ordres des généraux Derroja et Paulze-d'Ivoy, soutint seul le combat. Il s'était trop engagé pour que sa ligne, qui formait un arc de cercle de moment en moment plus développé de front et amoindri de profondeur, ne courût pas le danger d'être enfoncé sur un point quelconque de son étendue; pour le soutenir nos réserves étaient insuffisantes.

Déjà les Prussiens tentaient cette manœuvre : ils venaient de concentrer des forces supérieures en trois ou quatre colonnes qui appuyèrent à la fois leur masse sur autant de points de notre ligne. Vers trois heures et demie, des bataillons de mobiles commencèrent à fléchir sous cet effort. On parvint à les rallier derrière

l'ambulance Cauchy, protégés par les zouaves du nord, et on les y maintint pour aider à couvrir la retraite s'il y avait lieu.

En face de la division Derroja, une forte colonne prussienne tentait d'exécuter un mouvement tournant sur la gauche. Une batterie de 8, sous les ordres de M. de Montebello, l'arrêta par son tir rapide et précis en lui faisant subir des pertes considérables.

A quatre heures, après la plus vigoureuse résistance dans toutes ses positions, le général Paulze-d'Ivoy, se rendant compte de l'impossibilité de tenir plus longtemps sans risquer d'éprouver un désastre, devant un ennemi dont le nombre s'augmentait à chaque minute de tous les renforts arrivant au canon, donna l'ordre de la retraite. Elle se fit d'abord avec le plus grand ordre, sous la protection de plusieurs corps d'élite, les bataillons massés et l'artillerie à la place réglementaire, suivis de près par les colonnes allemandes. Vint le moment où leurs batteries, arrivées sur les crêtes dominant le terrain où se retiraient les troupes françaises, tirèrent sur elles à toute volée. Nos colonnes accélérèrent le pas pour se mettre hors de portée, mais l'effet du tir était si meurtrier qu'il fallut bientôt prendre le pas de course pour essayer d'y échapper. Une fuite, hélas! aurait-on pu dire, si l'armée ne s'était reformée un peu plus loin, à Saint-Quentin et sur les routes au delà, non sans des pertes sensibles.

Les colonnes ébranlées, décimées traversaient Saint-Quentin, sans essayer de le défendre, dit le général : la tâche eût été impossible et la ville eût couru le danger d'être détruite; les obus y tombaient déjà allumant l'incendie.

La nuit ralentit la poursuite des Allemands qui occupèrent la ville.

A quelques kilomètres de là, dans la direction de Cambrai, se ralliaient les débris de l'armée française, les éléments les plus solides. Combien de tués sur le champ de bataille? Combien de blessés, dont il fallut abandonner la plupart à l'ennemi, aux soins des ambulances cosmopolites? On ne savait! Le nombre des absents était énorme. Des bataillons entiers des jeunes troupes, manquaient à l'appel des chefs de corps. Pauvres jeunes gens dont beaucoup combattaient ce jour-là pieds nus, les chaussures perdues dans les boues. Des chaussures de carton, si l'on ose y croire, fournies, a-t-on dit, par l'exploitation, — étrangère, espérons-le, des derniers deniers de la patrie mourante.

« Le corps du général Lecointe, dit le général en chef, dans son rapport, sera dirigé sur la route du Cateau ; celui du général Paulze-d'Ivoy sur la route du Catelet ; avec la cavalerie je pris une route intermédiaire qui passe à Monbrechain.

» Deux têtes de colonne des Prussiens entrèrent alors à Saint-Quentin, l'une par la route de la Fère, l'autre par la route de Paris. »

L'ennemi ramassa les blessés, les traînards qui ne vont jamais au champ de bataille, et cette armée semait assez de ceux-là par les chemins, « tous les malheureux qui, harassés de fatigue et de faim, après quatre jours de marches forcées et deux jours de combats, ne pouvaient plus fournir une retraite de onze lieues dans la boue, par une nuit froide et obscure ; enfin quelques-uns de ces braves soldats qui se dévouent dans les arrière-gardes pour protéger une retraite. »

» Ils ne nous ont pas fait de prisonniers sur le champ de bataille, et nous avons ramené intactes nos douze batteries divisionnaires et nos trois batteries de réserve, dit fièrement le général. »

M. Gambetta accouru à Lille et assez froidement accueilli, prononçait, au milieu de la consternation publique, deux discours très-applaudis par les rares exaltés. Le phraséologie dictatoriale ne trouvait plus guère d'écho. La dictateur s'était engagé à sauver la France sans la France légale; les événements lui donnaient de trop cruels démentis. Quand M. Gambetta reprenait, en face des épuisements trop réels, son incessante variation d'éloquence sur ce thème :

— « La République et la France ne font qu'un; leurs destinées sont inséparables; guerre indéfinie et à outrance! » Il ne galvanisait guère les débris mutilés, pâles, exténués, en haillons, les restes épars des batailles des trois dernières semaines, qui arrivaient traînant leur misère, découragés, dans les rues de Lille. Pauvres affamés, la parole ne changeait pas les pierres en pain!

Il put s'en apercevoir et peser à sa vraie mesure le triomphe préparé à son arrivée par quelques amis. Aussi reprit-il sans retard la route de Bordeaux. Il avait eu le temps cependant d'accueillir le général et, pour la première fois, la dictature remerciait un chef malheureux, comme à Rome on remerciait les généraux battus qui ne désespéraient pas de la République.

Il ne désespérait pas, en effet, le général en chef, au grand étonnement des Allemands, irrités de le voir à chaque fois, dans ses proclamations comme sur le champ de bataille, disputer la victoire, atténuer la défaite et revenir à la charge.

Il prenait ses mesures, s'efforçait de reconstituer ses corps ; les cherchant, les réunissant par tous les chemins de la retraite, les ranimant, les relevant par l'éloge et l'encouragement de ses ordres du jour.

Soldats,

C'est un devoir impérieux pour votre général de vous rendre justice devant vos concitoyens. Vous pouvez être fiers de vous-mêmes, car vous avez bien mérité de la patrie.

Ce que vous avez souffert, ceux qui ne l'ont pas vu ne pourraient se l'imaginer ; et il n'y a personne à accuser de ces souffrances, les circonstances seules les ont causées.

En moins d'un mois, vous avez livré trois batailles à un ennemi dont l'Europe entière a peur ; vous lui avez tenu tête, vous l'avez vu reculer maintes fois devant vous, vous avez prouvé qu'il n'est pas invincible, et que la défaite de la France n'est qu'une surprise amenée par l'ineptie d'un gouvernement absolu.

Les Prussiens ont trouvé dans de jeunes soldats, à peine habillés, et dans des gardes nationaux des adversaires capables de les vaincre. Qu'ils ramassent nos traînards et qu'ils s'en vantent dans leurs bulletins, peu importe ! Ces fameux preneurs de canons n'ont pas encore touché à une de vos batteries. Honneur à vous !

Quelques jours de repos, et ceux qui ont juré la ruine de la France vous retrouveront debout devant eux !

FAIDHERBE.

Les généraux prussiens le connaissent maintenant.

Ils veulent avant le retour offensif qu'il prépare, s'emparer d'une des places du quadrilatère où il se réfugie comme un sanglier dans son fort. Est-ce Cambrai? Est-ce Douai?

Déjà ils ont fait sommer Cambrai, qui a fièrement répondu, écrit-on, le 22 ; leurs éclaireurs ont paru à Iwuy; ils ont des batteries installées à Rumilly, à quelques kilomètres.

Est-ce au tour d'Arras de repousser leur attaque? On dit que les habitants d'Amiens et des environs sont réquisitionnés pour transporter à Saint Quentin toute l'artillerie et le matériel qui se trouvent encore dans la citadelle d'Amiens.

« Douai a toujours la même physionomie agitée, écrit-on à l'*Étoile belge*. Trois à quatre mille soldats vont et viennent de par la ville, la plupart portant des aliments et des munitions, et faisant tous les préparatifs d'un départ... Le ciel est gris ; il gèle et la neige tombe brin à brin, comme de la charpie, sur les pavés glissants...

Quelle tristesse sur tous les visages et comme on devine chez ces malheureux les pensées amères qui les assaillent! Des compagnies de mobiles, hâves, exténués, faisant des efforts surhumains pour masquer leurs souffrances, se dirigent vers la route de Cambrai, envoyés en reconnaissance. Sur la place on leur fait de maigres distributions de vivres. Çà et là, à travers la brume tombante, l'on distingue des traînards et des éclopés. En voyant défiler ces héroïques débris de l'armée du Nord qui, la mort dans l'âme, à peine vêtus, mal nourris, déplorablement chaussés, accablés sous des privations sans nombre, essayent, quand même, de se rallier et de lutter contre toute

espérance de succès, l'on se sent pris d'admiration et de pitié.

La population de la ville vit dans des transes continuelles, dans des alternatives d'espoir et de découragement, comme toute la province, tout le pays.

Les Allemands, somme toute, après des marches et des contre-marches, se rapprochent chaque jour davantage de Douai. Il y a de sérieuses raisons de croire qu'ils ne feront pas le bombardement de Cambrai. »

Landrecies a été plus maltraité : investi un instant, il a reçu assez de bombes pour endommager un grand nombre de maisons et en détruire trois au ras de sol.

Ils disparaissent, ils reviennent tout à coup, inquiétant par ces alternatives d'angoisses et de calme relatif, la population des campagnes. On les a vus après la pointe sur Cambrai, à Douai, à Aubigny, Oisy-le-Verger, Marquion, Auby, vers Montigny, au Cateau. Les environs d'Arras sont plus libres. Ce qui retarde sans doute leurs opérations, c'est le mauvais état des routes, rompues par le dégel et les pluies. Dieu veuille garder le pays d'un retour du froid !

Les nouvelles qui arrivent de l'Ouest indiquent un mouvement de concentration des Allemands dans la direction de Laval et de la Bretagne.

Au nord-ouest un mouvement analogue paraît se préparer ; les troupes allemandes de la rive gauche de la Seine marchent par Rouen pour de là rallier l'armée du général de Gœben.

Ils avaient à plusieurs reprises tâté le Havre, une riche proie, mais difficile à atteindre.

Le prendre par un blocus, il avait la mer et la flotte pour se ravitailler ; par un coup de main, il se tenait

trop sur ses gardes ; par un siége en règle et un bombardement, l'armée allemande n'avait ni le matériel ni le loisir. La ville était bien défendue d'ailleurs.

Lorsqu'on avait démoli les anciennes fortifications et la citadelle de Richelieu, impuissantes défenses contre les engins de la guerre moderne, le génie avait construit deux solides forteresses sur les hauteurs d Ingouville. L'une défend la rade, l'autre la ville du côté de terre. Sur le fleuve, ouvert à nos vaisseaux cuirassés, de nombreuses chaloupes canonnières, embossées de manière à croiser leurs feux avec ceux des forts, attendaient l'ennemi. La garnison, 60.000 hommes, une armée entière l'appelait, casernée dans les forts et dans la ville, elle attendait la bataille.

Quoique renseignés sur ces moyens redoutables de défense, les Allemands n'abandonnaient pas cependant toute idée d'offensive de ce côté. Ils manœuvraient contre une colonne mobile, occupant le pays en avant du Hâvre, sur la rive droite, et contre un autre corps français sur la rive gauche. Ils avaient établi à Jumiéges un pont de bateaux pour concentrer leurs forces à volonté sur l'une ou sur l'autre rive.

Ces deux corps leur donnaient quelque inquiétude. Ils semblaient en mesure de marcher l'un et l'autre en avant, concertant leur mouvement sur les deux rives et appuyés par les canonnières, jusqu'à Rouen, au moment précis où il se trouverait dégarni des troupes allemandes, que leurs chefs faisaient rayonner de là dans toute la Normandie. Une partie considérable de ces forces, avec le général Manteuffel, avait déjà fait un mouvement vers le Nord.

Si les deux corps français du Hâvre tentaient par leur jonction un coup de main rapide sur Rouen, ils

pouvaient en chasser ce qui restait d'Allemands. Le succès d'une pareille tentative aurait eu des conséquences importantes : Le Hâvre, Rouen, la Normandie délivrées ; Manteuffel tenu en échec entre une armée de Normandie, grossie par la victoire, et l'armée du Nord, que Faidherbe maintenait si résistante.

Les Allemands prirent sans tarder leurs mesures contre la possibilité de ce plan de campagne. Ils attaquèrent sur la rive gauche, à la Maison-Brûlée, le corps appelé l'armée du général Roy. Ils le repoussèrent d'abord, puis, feignant un mouvement de retraite, ils l'attirèrent après eux. Le général Manteuffel ramenait alors d'Amiens cinq régiments. Joints à la garnison de Rouen, ils passaient le 8 janvier la Seine au pont de bateaux de Jumiéges. Pour donner le change aux colonnes mobiles de l'armée du Hâvre, sur la rive droite, un de leurs corps faisant mine de bombarder Gainneville, attirait leur attention de ce côté. Avant que le corps de Roy pût avoir la moindre nouvelle de leur mouvement et de leur passage, il se trouvait attaqué par une force de plus de 12,000 hommes à Bourgtheroulde, Bourg-Achard, Rougemoutier et Corneville. Les Allemands le repoussèrent successivement de toutes ces positions, ils occupaient avant quatre heures de l'après-midi toute la ligne de Montfort à Routot.

Le 9, une dépêche du colonel de Gouyon, un des chefs de l'armée française repliée sur le Risle, faisait craindre pour Pont-Audemer, menacé par 10 ou 12,000 Prussiens. De Pont-Audemer à Honfleur, une étape : l'occupation de ce port leur donnait la mer, le ravitaillement assuré, peut-être le Havre si la flotte française ne venait à l'aide.

En attendant, très-supérieurs en forces par suite de la rapidité de leur passage d'une rive à l'autre, ils peuvent user à des combats inégaux et répétés les deux petites armées, qui n'ont pas comme eux la facilité de s'appuyer mutuellement et de se concentrer.

Yvetot était un autre point de l'occupation allemande. Une colonne de 3 à 400 fantassins, 150 chevaux et deux pièces de canon s'y était établie à demeure. Ils rayonnent de là tantôt vers le Nord, tantôt vers le Sud, depuis le commencement de l'envahissement de la Normandie, pour réquisitionner par tout le pays; aujourd'hui à Caudebec, demain à Doudeville, partout où ils savent qu'on ne les attend pas. A Bolbec, le 12, on résiste à un parti de leurs coureurs; à Saint-Romain, le 13, les vengeurs, les Mocquarts et les francs tireurs, en battent un autre.

Une concentration de tous leurs postes sur ces côtes de Normandie en ce moment, du Hâvre à Barentin, ne réunirait pas un effectif de plus de 4 à 5,000 hommes. Un peu de décision et d'unité dans la défense locale, dont les forces sont bien plus considérables, peut enlever leurs corps disséminés les uns après les autres, si l'armée du Nord et de l'Est attire longtemps le gros de leur armée de Rouen après elles.

Les Normands pouvaient y compter. Le général de Manteuffel poursuivait en toute hâte l'armée de Bourbaki vers Belfort, à travers les provinces de l'Est, où commence la campagne que nous suivrons tout à l'heure.

Dans le Nord, Faidherbe préparait activement, nous l'avons dit, un quatrième retour offensif. L'armée se reconstitue avec rapidité, les groupes égarés, dissémi-

nés, les soldats perdus, après la bataille de Saint-Quentin, sont ralliés et dirigés sur le camp de Saint-Omer, où l'on remplit les vides des cadres, où l'on exerce les recrues. Un ancien officier devenu rédacteur du *Temps*, M. Jeannerod, général pour la circonstance et organisateur intelligent et sûr, dit-on, commande le camp.

En courant, les Prussiens cernent et envahissent Abbeville, et réquisitionnent tout ce qu'ils trouvent à leur convenance, en outre d'une rançon de 300,000 fr.

Ils ne menacent plus Arras, où on les attend avec une angoisse résignée cependant à la défense. Les habitants savent qu'ils seront bombardés ; ils espèrent avoir plus d'énergie que Péronne contre la destruction et l'incendie. Les rues sont désertes, les maisons déjà fermées. On se prépare. Sur les places se rassemblent les mobilisés du Pas-de-Calais, qui ont reçu l'ordre de partir pour Valenciennes. On a renouvelé, comme on a pu, leur équipement. Ils sont tristes et épuisés. La saison est trop rude pour ces pâles jeunes gens mal nourris, mal couverts, que menace la phthisie. Quelle guerre ! quelle guerre ! aura-t-elle, comme la campagne de 1814, son Béranger pour en fixer le douloureux souvenir au cœur de la France?

Les Allemands sont devant Cambrai, le 21. A neuf heures, leur parlementaire, conduit les yeux bandés à l'hôtel de ville, où sont réunis le général commandant la place, le sous-préfet, M. Isouard, le maire, M. Bertrand, leur porte la sommation :

Monsieur le Commandant,

L'officier qui vient vous transmettre cette lettre,

est chargé de ma part de la présenter devant vous en parlementaire.

Je me permets de vous proposer de rendre la place au soussigné, pour épargner à la ville de Cambrai les suites fâcheuses d'un bombardement.

Lieutenant-général : VON GOEBEN.

Le Conseil remet la réponse :

Général,

La ville a des vivres, des canons et des munitions : elle se défendra jusqu'à la dernière extrémité.

Le général commandant supérieur,
SCATELLI.

Comme à Arras, les habitants se défendront pour la patrie, non pour leurs foyers, — *pro aris et focis*, — avec une fermeté résignée. Ils se défendraient avec l'entrain ardent du Français au combat, s'ils n'avaient que leurs poitrines exposées à l'ennemi : mais le siége à la manière allemande! les femmes et les enfants sous les bombes !

On dit que les Prussiens se retirent; mais on les reverra. Le 25 à Marcoing, bourg de 2,000 habitants, à huit kilomètres, ils ont imposé une rançon de 10,000 francs et se sont emparés d'un troupeau de 1,500 bœufs, qu'on n'a pu mettre à temps en sûreté.

En Bourgogne, aux environs de Dijon, la stratégie allemande tendait au général Garibaldi un piége où se laissaient attirer ses meilleurs bataillons, non sans faire honneur à leur vaillance.

Un corps allemand venant de Montbard contournant les sommets et suivant les bois pour ne pas s'engager dans les gorges du val Suzon, s'avançait à marche forcée. Les avant-postes garibaldiens le signalaient en se repliant, après avoir échangé quelques coups de fusil avec les éclaireurs.

Vers midi et demi, l'armée allemande était observée de la hauteur de Talant, où se trouvaient postées des batteries françaises, soutenues par deux compagnies de mobilisés.

L'artillerie ennemie établie en arrière du village de Daix, lança quelques boulets; les batteries du plateau de Talant, habilement dirigées, démontèrent une partie des canons allemands.

Alors, l'action s'engagea de plus près; les garibaldiens s'élancèrent plusieurs fois à la baïonnette, dit le *Progrès de Saône-et Loire*, qui raconte ce combat, forçant les colonnes allemandes ouvertes sur plusieurs points à reculer devant leurs charges répétées. Les compagnies de mobilisés bourguignons ne le cédaient pas à leurs alliés, hardis autant qu'eux, abordant franchement l'ennemi comme de vieilles troupes.

Après un combat meurtrier, les Prussiens se replient sur toute leur ligne, dirigeant le mouvement en arrière au delà de Daix vers Plombières. Le plateau de Chaumont, vivement défendu, était enlevé de haute lutte; une batterie établie aussitôt sur ce point, atteignait de ses volées les Allemands en pleine retraite. Italiens et Français payaient chèrement cette rencontre, 700 hommes hors de combat étaient relevés sur le champ de bataille.

Mais Dôle avait été laissé à découvert : le jour même de la rencontre à Val-Suzon et à Daix, l'alarme se ré-

pandait dans la ville; on avait vu la cavalerie allemande sur la route de Gray, se dirigeant sur Dôle. Pas une compagnie, pas un soldat pour la défense; par une imprudence fatale, on ne s'était pas défié de la présence de l'ennemi, que rien ne signalait même à Gray. Une colonne se présentait aux portes de Dôle, à quatre heures. A la tombée de la nuit, elle lançait quelques bombes sur les faubourgs et occupait la ville et la gare du chemin de fer où elle s'emparait du matériel et d'un convoi considérable.

Ce point de la ligne de Dijon à Besançon, seule voie de ravitaillement pour l'armée de Bourbaki, l'armée de Garibaldi venait de le laisser à découvert. Les Prussiens qui l'avaient attirée loin de là dans ce but, venaient de l'occuper en toute hâte. Le lendemain ils y étaient établis en forces suffisantes pour isoler de ce côté l'armée de l'Est marchant vers Villersexel et Héricourt et lui couper la ligne de communication avec la Bourgogne.

SIÉGE DE BELFORT.

Belfort tenait toujours depuis le 3 novembre, jour où elle avait été investie après une suite de rencontres entre les corps allemands et les corps français qui avaient défendu ses approches. Elle avait pour commandant le colonel Denfert-Rochereau, un brave et ferme soldat. Pour garnison 2 régiments de ligne, 4 bataillons de gardes mobiles du Rhône, 2 de Saône-et-Loire, 2 de la Haute-Saône, 1 des Vosges, 1 de la Loire, enfin l'artillerie des mobiles de la Haute-Garonne.

Le général de Treskow avait commencé le siége avec la 1re division de la landwehr prussienne.

Clef de la France, cette forteresse de première classe ferme la porte de l'Alsace du côté du sud. Elle est assise au bord de la rivière la Savoureuse et défendue par quelques groupes de montagnes plus rapprochées, la Miotte, le Mont de la Justice, les Barres, les Hautes-Perches, où sont élevés les forts importants qui défendent son camp retranché du Vallon. La plaine ouverte qu'elle commande, la trouée de Belfort, a près de 45 kilomètres du point culminant des Vosges, au nord, jusqu'aux contre-forts du Jura, au sud. Elle ouvre un passage large, facile, praticable en toute saison pour une armée française qui menacerait l'Alsace, et par la Forêt-Noire, l'Allemagne du Sud. Qui sait ce que garde l'avenir? Dans ce moment, la vaillante ville, sous sa forteresse élevée à deux cents pieds au-dessus de la Savoureuse, défendait comme elle pouvait et de son mieux la France envahie : elle tenait opiniâtrément depuis près de trois mois, pour l'honneur du pays et pour sa propre nationalité, menacée par la conquête.

Le quartier général prussien établi à la Chapelle-sous-Chaux jusqu'au 23 novembre, fut transféré alors à Fontaine. Le château fort de Montbéliard avait été occupé le 9 par les Allemands; le 24 leurs avant-postes attaquaient le Mont-Salbert, pendant que la garnison faisait une sortie vers Valdoie, Chevremont et Montbéliard.

Arrêtés par les difficultés du terrain, les Allemands durent maintenir dans un périmètre très-développé leurs travaux de siége. Le 23 seulement ils purent resserrer leur ligne, et le cercle d'investissement fermé

au nord de la forteresse, s'étendit de Bavilliers, Chevremont, Pérouse, jusque vers Cravanche.

Ce pays de montagnes offrait des obstacles énormes au transport du matériel de siége. Quand il fut arrivé enfin, les projectiles des 70 pièces de la place atteignaient les travaux d'établissement des batteries prussiennes: elles ouvrirent cependant leur feu le 3 décembre. Les obus tombaient jusque dans les faubourgs et au pied du château. Les Français répondirent vivement et démontèrent plusieurs pièces des batteries allemandes.

Le 8 et le 9 décembre, le bombardement redoubla d'intensité : une partie du faubourg de France fut détruite; un grand nombre d'habitants furent atteints. En même temps le feu de la ville atteignait les assiégeants dans les villages de Bavilliers, d'Essert et de Cravanche.

La brave garnison faisait de fréquentes sorties pour enclouer les canons et détruire les ouvrages des tranchées et des batteries de siége. Le 11 décembre, elle fit subir quelques pertes à l'ennemi en l'attaquant au nord et à l'est de la forteresse, mais elle laissa 40 prisonniers entre les mains des Allemands.

Des villages d'Essert et de Bavilliers, à 3,000 pas de la place, d'où leurs batteries atteignaient déjà le fort des Barres, la redoute de l'Espérance et l'enceinte, les Allemands s'étaient rapprochés. Le 16 décembre, après un combat où les Français perdirent 90 prisonniers et où les Allemands eurent 80 hommes hors de combat, dont deux officiers, les derniers occupèrent les bois de Bosmont et le village d'Andehans.

La garnison et les habitants, soutenus par l'énergie du colonel-commandant, d'ailleurs suffisamment ap-

provisionnés et pour longtemps de vivres et de munitions, prenaient leur parti du siége avec fermeté, attendant le secours, si la France pouvait venir en aide, sinon, comptant tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Le général von Werder venait, avec le corps sous son commandement, presser les opérations du siége. De tout le pays, les Allemands se concentraient autour de la ville; de Mulhouse, d'Altkirch, qui venait d'être rançonné pour le coup de feu d'un franc tireur, qui avait démonté un uhlan.

On disait que des francs tireurs et des mobiles avaient surpris une colonne entre Fesche et Etapes et lui avaient enlevé 40 voitures de réquisitions.

Les travaux du siége avançaient péniblement par la rude saison, dans ce terrain rocheux, durci encore par la gelée.

En dehors des batteries les tranchées se réduisaient, dit un Allemand, à de simples fossés de tirailleurs. « Le feu est très-vif des deux côtés; les artilleurs français sont de très-bons tireurs, ajoute-t-il, les fantassins sont moins solides. » Nos jeunes gardes mobiles, sans doute, qui cependant à l'attaque du bourg et de la redoute de Danjoutin, tinrent pendant plus de dix heures contre des forces plusieurs fois renouvelées.

Le bataillon de Saône-et-Loire se défendit, de maison en maison, contre trois bataillons allemands, avec un acharnement à se faire envelopper et écraser plutôt que de reculer.

Depuis l'occupation de ces positions avancées, l'artillerie allemande, dont les batteries s'étaient rapprochées, activait le bombardement de la ville.

Le 25, jour de Noël, il y eut un répit ; le feu cessa. Les habitants en firent honneur au sentiment religieux de la Noël allemande qui leur donnait ce jour de trêve de Dieu.

Il faisait un froid de 16 degrés; les Allemands en souffraient outre mesure dans leurs positions, dans les villages qu'ils occupaient. Si la ville était battue par les canons de 24, les pièces d'artillerie de marine, d'une portée de 4,000 mètres, venaient des remparts de Belfort les atteindre aussi dans leurs campements. Les habitants des bourgs et des villages dans le rayon du feu de la place avaient fui : dans la ville, ceux qui avaient pu s'y réfugier à temps; les autres au loin, jusqu'à la frontière.

Deux députés suisses étaient venus, comme à Strasbourg, demander le passage hors de la place pour les femmes et les enfants; le général de Treskow les avait poliment mais péremptoirement éconduits.

Cependant, tout en perdant beaucoup de monde, les Prussiens faisaient des progrès. Une troisième ligne de tranchées-abris était ouverte. Malgré un échec éprouvé à l'attaque du fort des Barres, leur feu rapproché devient plus meurtrier, mais le secours arrive : on le pressent dans le pays, dans la ville même, aux mouvements insolites des corps allemands.

Tous les villages jusqu'à Montbéliard et au delà, sont mis en état de défense, barricadés. Les routes et les ponts sont rompus ; on craint donc l'arrivée, l'attaque d'une armée française.

En effet, des avant-postes se rencontrent : on entend plus fréquemment le bruit de la mousqueterie ; les francs tireurs, devenus plus hardis, harcèlent de tous côtés les positions allemandes ; ils sortent de

tous les bois, de toutes les gorges, ils semblent sortir de terre.

Le 10, les Prussiens établis à Croix font une reconnaissance sur Abbevilliers, où s'est engagé un combat assez vif entre eux et les mobiles qui occupent Blamont et les villages environnants. On dit que des troupes françaises arrivent à Blamont et à Clerval : tout fait croire à une tentative pour faire lever le siége de Belfort. Les Allemands auront donc perdu vainement leurs hommes et leur peine. La peine ne leur a pas été épargnée : « Ils s'expriment avec les plus grands éloges sur la manière dont la défense est conduite. Ils ne comparent ce siége à aucun autre de la campagne de 1870, par la difficulté qu'ils ont eue à établir les travaux d'approche, et la précision du tir des assiégés, précision telle que les Prussiens n'ont pour ainsi dire aucun moment de repos. »

Les généraux prussiens ne pouvaient entièrement cacher leurs mouvements aux assiégés : il était facile de se rendre compte de leur inquiétude. Ils abandonnaient les postes les plus éloignés pour se concentrer sous la ville; ils venaient d'évacuer Montbéliard, en y laissant une garnison insignifiante dans le vieux château. Aux rencontres incessantes des avant-postes, on pouvait juger que deux armées étaient en présence, que la bataille était imminente.

Le général von Werder ne comptait pas laisser attaquer les Allemands dans leurs lignes; il voulut faire tête à Bourbaki. En conséquence il dut prendre ce qu'il pouvait de l'armée de Belfort sans abandonner le siége, et le joindre à ce qu'il avait concentré de la division badoise près de Vesoul, à ce qu'il avait rallié de la Bourgogne. Renseigné sur la marche de Bour-

baki, il vint lui barrer la route en se dirigeant par trois colonnes sur Villersexel, mais il ne put tenir longtemps dans des positions défavorables, il battit en retraite poussé par une force considérable, quatre corps de l'armée de l'Est pesant de près sur son mouvement. Après deux heures de repos à peine, il atteignit Belverne, le 11, à huit heures du soir. Le 12, il continua sa marche et s'arrêta sur ses positions d'Héricourt le même jour, à huit heures.

Retranché là, il protégeait l'armée de siége de Belfort. Bourbaki se massait à quatre kilomètres à peine, avec son armée de secours de cent mille hommes. Manteuffel accourait à marche forcée, les longues marches allemandes, mais von Werder ne pouvait compter sur lui avant le 19 ou le 20.

Il avait donc à peine 30,000 hommes à mettre en ligne, en ce moment, derrière le cours de la Lisaine, un ruisseau, appuyé à gauche sur la frontière suisse, le centre à Héricourt et la droite aux environs de Chénebier. Sa ligne était trop faible pour son étendue, mais elle était soutenue par des ouvrages trois fois étagés sur le versant à pic, hérissés des canons de siége de 24 amenés de Belfort, commandant le ravin du ruisseau et la plaine au delà, foudroyant les versants opposés et les crêtes d'où devait descendre pour l'attaquer l'armée française.

Si Bourbaki arrivait à forcer la ligne allemande, Belfort était débloqué, sauvé.

Le 15 janvier, habitants, garnison, la noble ville tout entière du haut de la citadelle, des forts, des remparts, put entendre la bataille livrée pour elle ; en voir la fumée lointaine, en suivre les mouvements, de

l'oreille, aux éclats du canon. L'armée de l'Est attaquait avec la *furia francese* du premier effort, l'élan qui enlève notre race au début d'une action; lancée en trois colonnes, de la direction de Montbéliard sur la gauche allemande, du centre sur Héricourt, de la droite sur Chènebier qui fut enlevé.

Pendant tout le jour l'artillerie allemande, dans la position inexpugnable où l'avait établie le général Werder, étagée sur les versants taillés à pic derrière la Lisaine, arrêta les bataillons français, descendant comme une avalanche à travers la neige, des crêtes opposées, de l'autre côté de la gorge profonde qui séparait les deux armées.

La nuit vint. Tous couchèrent sur le champ de bataille même, dans la neige ensanglantée, dévorant le pain gelé dans leurs sacs, dormant sous le feu, attendant l'aube pour recommencer la boucherie du lendemain : une autre bataille sans repos. Elle dura encore le 16 jusqu'à la tombée du jour, suivie d'une nuit pareille, pour recommencer le 17.

Le troisième jour de cette lutte acharnée, le général obstiné ramenait encore ses colonnes à l'assaut des batteries allemandes, qui les fauchaient sans relâche. Il avait là encore des hommes de cœur, un noyau de solides soldats, 25,000 peut-être ; en outre les mobiles, les recrues, ralliant à chaque heure l'armée engagée, arrivant de tous côtés, de toutes les routes où ils étaient attardés; tous marchaient au feu. Mais à la fin les forces manquèrent, puis les munitions, les vivres, par suite de la perte de la ligne de Dôle coupée par les Allemands.

Combien de fois pendant cette dernière journée, aux appels des sonneries, recommencèrent les charges des

masses épuisées par la lutte d'extermination. Ramenées sous le feu des inaccessibles canons de 24, elles diminuaient à chaque retour offensif; trente mille d'abord, vingt mille ensuite, enfin dix mille; puis les bras tombèrent.

Manteuffel arrivait en toute hâte avec ses détachements les plus rapides, précédant son armée d'une marche.

Il fallait battre en retraite. Des murs de Belfort les habitants pouvaient voir la fumée du combat s'éloigner peu à peu, se mêler aux nuages à l'horizon : ils purent entendre les derniers éclats de l'artillerie, s'éteignant comme les grondements lointains d'un orage emporté par le vent.

C'était la délivrance espérée qui s'éloignait.

Commandant, garnison, habitants se résignèrent. La constance n'était pas épuisée pour le bombardement à subir encore, ni la force pour l'assaut à soutenir.

Le 26 janvier, après la conclusion de l'armistice avec la France, dont l'ennemi avait exclu la ville croyant la tenir déjà sous sa serre, elle put repousser encore l'assaut livré à ses forts des Hautes et des Basses-Perches. Le 9 février les Allemands parvinrent à s'y établir; mais la vaillante ville se gardait toujours.

Enfin le général allemand, maître de la plupart des ouvrages avancés, prêt à livrer l'assaut, tenant la ville sous les soixante pièces dont il venait d'armer contre elle ces mêmes forts des Perches, tombés entre ses mains, envoya un parlementaire sommer une dernière fois le commandant. Cet officier put rencontrer un autre parlementaire envoyé au même instant par le colonel Denfert, pour dire à l'assiégeant que la France

n'ayant plus besoin que la ville mourût pour elle, donnait l'ordre au commandant d'ouvrir les portes, non à la force, à la paix. La prolongation de l'armistice avait été mise au prix de la reddition de Belfort. Le colonel Denfert acceptait alors les conditions que l'ennemi offrait à sa noble défense, tous les honneurs de la guerre.

Quelle était la situation de la France le 17 janvier, après cette bataille de trois jours sur la Lisaine? Nous pouvons nous en rendre compte d'un coup d'œil.

Dans l'Est, après les combats incessants qui arrêtent sa retraite le 18 et le 19, Bourbaki perd la tête du désespoir d'un désastre qu'il avait prévu dès le départ, et où le poussèrent, sans repos, sans trêve, les obsessions du pouvoir dictatorial qui lui avait fait accepter le commandement funeste.

Son armée, désorganisée moins par les pertes devant l'ennemi que par la misère, par la faim et le froid, semble se perdre et s'éparpiller dans les montagnes. On en retrouve des débris que le général Clinchant travaille à concentrer dans la direction de Pontarlier, pour diriger sa retraite vers le sud, par la route de Champagnole à Lons-le-Saulnier, derrière la voie de communication entre le Doubs et le Jura.

Mais Manteuffel occupe le chemin de fer de Besançon à Lyon; le 2e corps prussien prend position à Champagnole, à Passavant; d'autres corps allemands barrent la route de Saint-Hippolyte à Besançon. Une partie des forces de von Werder s'avance le long de la frontière suisse, par Marteau vers Pontarlier.

L'armée française enveloppée de trois côtés, inca-

pable de tenir en ligne, démoralisée, affamée, à demi gelée, en lambeaux, les pieds dans la neige pendant les marches forcées de cette retraite plus lamentable que celle de Russie, traînait ses 80,000 malheureux, éteints d'épuisement et de phthisie, à l'abri de la frontière hospitalière où la Suisse émue la réchauffait de sa pitié empressée.

Donc plus d'armée de l'Est.

Que reste-t-il de l'armée de la Loire? Après la bataille du Mans, la déroute, la concentration de Laval et la retraite vers la Bretagne? Pourra-t-elle se reformer devant les forces qui convergent autour de ses débris? Pourra-t-elle reprendre l'offensive? Au moins défendre la Bretagne, Lorient, Brest, nos arsenaux, les restes de la fortune de la France menacés de ce côté par les Allemands? De Tours ils marchent déjà vers Saumur, Angers, Nantes.

Paris meurt de faim : il prépare sa sortie suprême : peut-on espérer, dans les conditions d'extrémité où l'on est réduit, qu'elle sera plus heureuse que les autres?

Dans le Nord, Faidherbe veut reprendre l'offensive. Mais il doit avouer n'avoir pu rassembler et mettre en ligne que 25 à 30,000 hommes au plus, à la bataille de Saint-Quentin.

A ses appels réitérés, aux décrets du gouvernement, répondent cette fois le découragement et l'inertie. On est à bout d'hommes, de forces, de courage, de confiance surtout.

C'est ce moment-là même que prend M. Gambetta pour déclarer « qu'il faut lutter encore, jusqu'à épuisement! »

Il le dit hautement dans ses proclamations, avec

une éloquence factice, sans écho désormais dans ce pays qui, pendant cinq mois, sur la foi des paroles enfiévrées, s'est laissé épuiser sans fruit, de sang, d'argent, d'héroïsme.

« Pour lui, ose-t-il écrire à la France, plus douloureuse que la chute de Paris, est la signature de l'armistice, conclu avec une coupable légèreté, à l'insu de la délégation de Bordeaux et sans l'avoir consultée. »

Et la France, l'avait-on consultée jusqu'à cette heure, pour lui faire porter le poids de la dictature de cette délégation, qui venait lui imposer encore le sacrifice de son dernier homme et de son dernier sou?

Elle ne voulait pas renoncer encore, cette mortelle dictature, devant la tâche impossible et la preuve incessante donnée de son incapacité, au projet insensé d'user la formidable machine de guerre prussienne avec ce qui restait de chair jeune et vivante à la France. Un décret venait d'appeler sous le drapeau toute la conscription de 1871, sans exception, sans tirage au sort.

Ils allaient prendre la place de leurs aînés tombés; ils allaient passer 300,000 enfants, la vingtième année de la France, tout entière appelée, devant la grande ombre en deuil de la patrie, vieille de 14 siècles de grandeurs et de souffrances; nos enfants, la blouse gauloise au dos, les sabots aux pieds, comme l'ancien bataillon de 92. O misère! où est aujourd'hui l'enthousiasme, l'élan que vous leur deviez, vous qui avez osé prendre violemment la tâche de sauver le pays? Où sont vos Hoche et vos Marceau? où est le silencieux organisateur de la victoire pour assurer la poudre et le pain?

Ils allaient passer devant la France tous nos enfants,

calmes, obéissants, les larmes des adieux des mères sur la joue, et dans le cœur un vague et triste écho du cri de la résignation antique : *Morituri te salutant!* Nous mourons pour toi : salut patrie !

CHAPITRE XXXII.

NOS FORTERESSES SOUS LES BOMBES.

Il nous faut jeter un rapide coup d'œil en arrière, et enregistrer pour l'histoire le souvenir des nobles sacrifices, des vaillantes résistances de nos forteresses d'importance secondaire. A part Strasbourg, Metz et Belfort, elles pouvaient peu de chose pour le salut de la France. Ces grandes places de guerre elles-mêmes, l'ennemi les aurait tournées, ou fait observer par des corps, que son immense supériorité numérique lui aurait permis de détacher des armées d'envahissement, s'il n'avait tenu à prendre possession des capitales des provinces qu'il voulait à tout prix arracher à la France.

Mais la plupart de ces forteresses, Bitche, Phalsbourg, Toul, Thionville, Longwy, Mézières, Montmédy, Verdun, gardent des passages, des routes, des lignes de chemins de fer. Elles interceptent ou retardent la marche des convois allemands, de leurs renforts, de leur matériel de siége. De là pour eux, à mesure que leurs armées avancent dans l'intérieur du pays,

la nécessité d'annihiler ou d'occuper ces points de la défense nationale, qui pouvaient être un danger en arrière dans le cas d'un échec ou d'une retraite.

Ces villes aux frontières de la France, celles qui existèrent avant elles aux frontières de la Gaule, depuis dix-huit siècles, ont toujours défendu le pays. Aux époques les plus reculées de notre histoire, quand les Gaulois marchaient avec leurs Brennus à la conquête du soleil en Italie, en Grèce, en Asie, les Germains venaient déjà incessamment, on s'en souvient, le chercher au delà du grand fleuve, sur le sol plus ouvert et plus doux de la Gaule.

Les villes qui précédèrent nos forteresses étaient là déjà sur leurs crêtes, à la défense de la terre des Celtes, contre les invasions germaines, bien avant César, le conquérant latin qui aidait les Gaulois, soumis par son génie, à repousser l'éternel agresseur pullulant dans les forêts d'outre-Rhin.

Aujourd'hui, à cette dernière invasion, l'ennemi inaugurait contre elles le nouveau système de siége qu'il a inventé, le bombardement à outrance de la ville habitée, presque sans approches, sans attaques de la ville fortifiée. Cette stratégie doit rapidement venir à bout de toutes les résistances : les terribles engins de guerre atteindront sûrement l'héroïsme des hommes à travers le cœur des femmes et des enfants. Les Allemands peuvent calculer l'heure précise où tous les abris pour ces têtes chères étant ruinés, abattus au ras du sol, les commandants des places cèderont à la torture morale, non à la force qu'ils auraient voulu braver jusqu'à la mort.

Ils trouvèrent partout les habitants, sans espoir de secours, disposés à lutter généreusement de fermeté

et de résignation pour la grande patrie, avant de subir la loi de la conquête sans entrailles.

Après Metz, Toul, Phalsbourg dans la Meurthe, Verdun, Montmédy dans la Meuse.

Toul fut la première place exposée. Elle arrêtait trop hardiment la marche des convois ennemis, les communications de l'Allemagne avec l'armée qui étendait déjà ses avant-gardes jusqu'au centre de la France, qui allait assiéger Paris. Dès les premiers jours de septembre, les dépêches, les télégrammes répètent ces sinistres nouvelles : — L'ennemi a bombardé Toul le 6. — Le 13, le bombardement de Toul a recommencé.

La place a pour toute garnison un petit nombre de gardes mobiles armés, les agents forestiers, les pompiers, des gendarmes, des volontaires; n'importe, elle résistera, elle fera des sorties pendant six semaines. Cette forteresse de troisième ordre, qui ne pourrait résister que quelques jours, avaient affirmé les gens du métier, elle tenait encore au commencement d'octobre. — Elle avait même peu souffert : — un faubourg incendié. Les maisons de la ville ont été peu atteintes, la garnison a perdu peu de monde.

Aussitôt que les batteries allemandes se démasquent sur la côte de Saint-Michel, dominant la ville, elles sont démontées par l'artillerie de la garde mobile, dirigée et pointée par quelques volontaires de Nancy. En attendant, grâce à cette brave forteresse, les communications des Allemands avec l'Alsace sont compromises, entravées. Ils ont bien pu rétablir la ligne de Wissembourg à Toul, mais au delà elle est interceptée. Il faudra bien capituler enfin, mais on aura prouvé à

la France que dans la petite forteresse lorraine battent toujours des cœurs français, qu'on y garde la mémoire et l'exemple d'un noble fils de la cité, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr.

Après Toul, Verdun. Elle aussi a des gens de guerre pour fils : le Bayard du siècle dernier, Chevert, un noble enfant du peuple, devenu lieutenant général des armées. — Chaque grade fut le prix d'une action d'éclat, — dit l'épitaphe, écrite par Diderot sous le modeste médaillon qui garde ses traits et sa mémoire.

Lors de l'invasion du siècle dernier, Verdun a déjà vu les Prussiens sous ses murs. Les souvenirs y portent toujours le deuil des touchantes victimes de 1793.

Il semble que l'on voit encore passer, sous ses voiles blancs, ce groupe inconscient de jeunes vierges, marquées pour l'échafaud, venant aux portes de la cité, comme au temps des blanches théories grecques, offrir au vainqueur les fleurs et les supplications.

Aujourd'hui, elle résistera encore, la vaillante ville. Elle n'a plus ni fleurs humiliées, ni dragées à jeter sous le char du Germain : elle attend son attaque.

On s'étonne qu'elle ait pu tenir, sous le feu de l'artillerie à longue portée, assise, comme elle est, dans sa vallée dominée de tous côtés.

Sur la rive droite de la Meuse, elle commande la route de Paris, passant à travers l'Argonne, elle tient le défilé des grandes Islettes.

A ce moment, Verdun était le dernier point occupé encore par les Français entre la Moselle et Paris. Dès le 25 septembre, les Allemands coupaient déjà ses communications avec l'intérieur : le 13 octobre, ils commençaient le siége, après avoir enlevé les villages et les hauteurs à portée, pour y établir leurs batteries.

Leurs travaux furent longtemps contrariés, plusieurs fois détruits, les canons encloués, par de vigoureuses sorties, incessamment renouvelées jusqu'à la fin d'octobre. Un commandant plein d'assez de résolution et de fermeté pour en communiquer au besoin à la garnison et aux habitants, le général Marmier, des officiers et soldats de toutes armes, venus de Châlons au commencement du blocus de Metz pour rejoindre leurs corps et qui avaient trouvé les routes fermées ; enfin une partie de l'escorte, accompagnant l'empereur à son départ de Borny, formaient la garnison de la place.

Elle avait des munitions et des vivres ; tout ce qui avait été préparé pour ravitailler l'armée de Metz à cette première étape, quand on pensait la voir franchir les lignes ennemies, pour marcher par Verdun sur Châlons.

Mais il fallait nourrir, après l'investissement rapide et complet par les Allemands, 15,000 habitants et 4 à 5,000 soldats. La diminution des approvisionnements commençait à se faire sentir dès les premiers jours de novembre. Après la capitulation de Metz, les Allemands renforcèrent l'armée de siége, et firent venir plusieurs pièces de gros calibre. La faim menaçait : le bombardement ruinait. Les maisons, les monuments, les quartiers élevés de la ville, la cathédrale, étaient atteints. Les fortifications, les ouvrages avancés, plus épargnés, tenaient bon. Comme toujours, le général allemand était plus certain de venir à bout, dans un temps donné, de la patience et de la fermeté de pauvres gens affamés sous les bombes, que de la résistance de bonnes troupes, disposées à se défendre à outrance sur la brèche.

Le 8 novembre, la place dut enfin se soumettre : par

la capitulation, 5 généraux, 160 officiers, 4,000 soldats se rendirent prisonniers de guerre. Le matériel, 140 canons, 23,000 fusils, devait rester dans la place et à la paix faire retour à la France.

Thionville depuis la fin d'août était tenue en échec par les Prussiens. Après la capitulation de Metz elle fut cernée le 13 novembre, bombardée le 22, et capitula écrasée le 25, livrant à l'ennemi 4,000 prisonniers.

Sur une autre route suivie par les Allemands pour pénétrer au cœur de la France, après la Fère et Vervins, ils rencontraient Soissons, une place forte ancienne de première classe, une ville de 12,000 habitants. Elle avait résisté lors des premières invasions du commencement du siècle. Elle ne pouvait faire moins aujourd'hui.

Point central d'où rayonnait la direction de plusieurs routes et lignes ferrées, si elle tombait aux mains des Allemands, elle leur ouvrait le chemin se dirigeant de Reims à Paris par Villers-Cotterets, Crépy-en-Valois et Nanteuil.

La rapidité et l'intensité du bombardement de la ville fut en raison de son importance comme forteresse. Elle se défendit opiniâtrément, luttant d'artillerie à artillerie, mais ne put résister longtemps. Quatre jours de cette pluie de fer et de feu en vinrent à bout. La proie était assurée désormais et pour toujours à cette stratégie qui supprimera pour l'avenir les forteresses habitées. La France perdit là encore 4,000 soldats, 100 officiers, 128 canons. Armes désormais inutiles, soldats, à peine exposés, rongeant leur frein en comptant combien la place, qu'ils auraient voulu dé-

fendre jusqu'à la dernière cartouche, avait de femmes et d'enfants, d'angoisses des faibles et des bouches inutiles à sacrifier à la défense de la patrie.

Le 6 septembre, le commandant de Mézières télégraphiait la marche de l'ennemi sur Soissons. Le commandant de la place de Laon n'avait eu encore aucun indice de son approche.

Le général Vinoy, arrivé de Paris à Mézières la veille de la bataille de Sedan, avec son corps d'armée, dont une division seulement avait été à peine engagée, dirigeait rapidement sa retraite vers Laon, ralliant dans sa marche précipitée les débris épars échappés au désastre : en toute hâte, sans sonnerie de clairons, sans bruit de tambours qui auraient trahi sa marche. Il s'était reposé à peine à l'abri de la place et continuait sa route, ramenant à l'aide de Paris une armée sauvée par cette rapidité.

L'ennemi marchait lui-même sur Paris en trois corps; l'un partait de Meaux, le 12; à la même date, on en signalait un autre à La Ferté.

Un autre, arrivé à Sissonne, envoie sommer Laon, qui ferme ses portes.

La ville n'était pas en état de défense. Un bataillon de mobiles s'y formait et s'exerçait dans la place en attendant sa destination de campagne. Le ministre de la guerre avait, disait-on, envoyé au commandant, le général Thérémin d'Hame, l'ordre de ne pas défendre la ville ni la citadelle.

Le jeudi, vers cinq heures, dit le récit du *Nouvelliste de Vervins*, quatre Prussiens, dont un lieutenant-colonel, se détachant d'un corps allemand arrêté dans la direction du village d'Eppes, se présentèrent aux portes de la ville.

« L'officier supérieur fut conduit les yeux bandés à la citadelle, où se trouvait le général Thérémin d'Hame, commandant le département, accompagné du préfet.

Le général refusa de se rendre.

De là l'officier parlementaire fut conduit à l'hôtel de ville, où il fut reçu par M. Vinchon, maire de la ville.

Il est bon de faire observer ici qui si la citadelle de Laon est reconnue place de guerre, il n'en est pas de même de la ville, qui est déclarée et considérée comme ville ouverte.

De ce côté, il n'était pas possible de songer à la résistance. Un arrangement eut lieu, et bientôt l'officier prussien sortit de la mairie les yeux débandés.

Le général persistait dans l'intention de résister à l'ennemi, lorsqu'un télégramme émané du ministre de la guerre arriva dans la nuit du jeudi au vendredi, vers deux heures du matin. Ce télégramme portait que *la citadelle n'étant pas en état de défense, devait se rendre.*

Ensuite de cette dépêche, le vendredi 9 septembre, huit heures du matin, deux officiers de la garde mobile, qu'on nous dit être MM. de Chézelles et de Berthoud, furent envoyés au camp prussien, porteurs de la décision qui remettait la ville et la place de Laon.

Vers midi, un corps d'infanterie prussienne, de mille hommes environ, précédé et suivi de cavaliers, escortant un groupe d'officiers supérieurs, entra dans la ville musique en tête. Une partie se rendit immédiatement à la citadelle, occupée jusque-là par les mobiles. Ceux-ci déposèrent leurs armes et furent déclarés prisonniers sur parole.

Au moment où les mobiles commençaient à défiler, une explosion épouvantable se fit entendre. C'était la poudrière qui sautait!

Des toitures ont été enlevées; les vitres d'un grand nombre de maisons de Laon et même de Vaux ont été brisées.

Vers trois heures, un premier corps de l'armée ennemie d'au moins vingt mille hommes de cavalerie : hussards blancs, dragons, lanciers (uhlans), etc., arrivait sous les murs de Laon. Une partie occupe la ville, le reste est campé dans les faubourgs, sur la route de Reims, le long de la voie du chemin de fer, etc. »

On disait que les gardes mobiles à portée furent avertis au dernier moment de se sauver au plus vite : cet avertissement, s'il fut donné, serait arrivé trop tard, puisqu'une quantité de ces jeunes gens furent tués ou blessés par l'explosion, en bien plus grand nombre que les soldats allemands. Quelques officiers de ces derniers furent atteints plus ou moins grièvement, entre autres, le général commandant le détachement, le duc de Meklembourg-Schwérin.

Parmi les officiers français tués ou blessés, on citait le général lui-même, MM. de Chauny et de Chézelles.

On ne sut d'abord à qui attribuer un tel désastre. A Paris on apprécia diversement, dans les ardeurs de la défense et l'irréflexion du premier moment, cet attentat au droit des gens : on en fit honneur à un égarement de patriotisme désespéré qui aurait entraîné le général Thérémin d'Hame, blessé à mort lui-même et qui fut mis en état d'arrestation par les Prussiens,

ainsi que le préfet, M. Ferrand. Les gens plus calmes admettaient qu'un commandant pût faire sauter sa forteresse, prise d'assaut, son bâtiment envahi par l'abordage, mais non après une capitulation acceptée.

Un garde d'artillerie nommé Henriot, paraissait depuis plusieurs jours en proie à un désespoir ardent, irrité, dont l'expression était pleine de menaces. Seul il avait la clef de la poudrière : au moment du sinistre il avait disparu, on n'en avait plus trouvé trace. On dut croire que dans un dernier accès de fièvre d'exaltation, il se fit sauter, entraînant avec lui amis et ennemis dans le désastre.

De tels actes ne sont plus dans nos mœurs; mais aussi de tels dévouements de patriotisme ne sont plus dans nos caractères. Après l'irréflexion du premier mouvement, on blâmait l'acte, on plaignait les victimes, on amnistiait le pauvre soldat halluciné : l'émotion fut profonde.

Montmédy domine : elle voit l'ennemi qui l'attaque, elle le tient sous son œil comme le faucon dans la nue, et peut juger de haut comment se défendre et lui faire sentir sa serre. Quand les Allemands s'attaquèrent à sa petite forteresse, calme et fière d'attitude sur sa hauteur, ils durent compter tout d'abord avec elle et se tenir sur leurs gardes pour établir leurs travaux de siége, qui furent souvent atteints, détruits par le canon de la place; leurs batteries effondrées durent être à plusieurs reprises rétablies à grand'peine.

Les défenseurs, en petit nombre, bien armés, bien approvisionnés, ne craignaient pas la faim. Là aussi l'intendance avait prévu que peut-être les armées de Bazaine et de Mac-Mahon pourraient faire leur jonc-

tion dans le voisinage. Elle avait préparé les ravitaillements, accumulé les vivres tant que la ligne des Ardennes avait été libre : il y avait de quoi nourrir des armées, dans la petite place de deux mille habitants.

Les Allemands durent rester, comme des chasseurs à l'affût, pendant des semaines, des mois devant les murs de la forteresse. Presque sans interruption le bombardement continuait son œuvre de destruction dans une enceinte à peine aussi étendue que la place de la Concorde, abattant, détruisant tous les abris, les maisons, les ouvrages de défense : on se résignait. La ville était, autant dire, ensevelie sous ses décombres, le commandant tenait toujours. Vint le moment où les poudrières, que l'on ne suffisait plus à garantir, furent exposées. Un seul obus ennemi, frappant juste, pouvait faire sauter avec la ville tout ce qui restait de vivant, habitants, femmes, enfants, soldats.

Devant ce danger imminent il fallut capituler, quand Longwy tenait encore.

Mais Phalsbourg et Montmédy avaient servi, pendant plus de quatre mois, de point d'appui à la résistance dans les départements de la Meurthe et de la Meuse. Les volontaires s'y maintinrent jusqu'au moment où, ces forteresses tombées, il leur fallut aller rejoindre les francs tireurs des Vosges et du Jura dans les montagnes, la défense du pays ne s'éteignit là qu'après l'armistice.

Qui ne connaît Phalsbourg, depuis que les livres d'Erckmann-Chatrian ont entouré d'une auréole populaire le nom de ce nid d'aigles, qui commande un des principaux défilés des Vosges?

A entendre leurs récits calmes et désenchantés, les populations sont peu affolées de gloire militaire. Mais

si la vaillante place ne se fait pas d'illusion, si elle raisonne froidement son dévouement, elle accepte bravement sa part de la défense du pays, sa tâche de place de guerre. Raison calme dans le courage résigné. Un de ses fils, Lobau, qui gagna son nom de guerre illustre en assurant froidement la victoire de Wagram, résume ce caractère. Plus tard, il éteignait tranquillement l'émeute à Paris, en mettant des pompes en batteries contre ces groupes de curieux qui la couvrent et lui donnent l'aspect et la force du nombre.

Phalsbourg avait donné l'exemple lors de l'invasion de 1814, ainsi fit-il encore en 1870.

Les Allemands épuiseront encore contre la place leurs bombes et leurs obus, écraseront les maisons, les habitants, les soldats de la garnison, mais non les courages.

Elle put tenir sous la pluie de fer pendant dix-sept semaines. Tout le nord de la France, Paris lui-même, à cette heure et pour longtemps, savent ce que veut dire ce mot terrible : bombardement! On peut se rendre compte de ce que représentent d'angoisses mortelles dix-sept semaines de vie sous la menace d'une mort horrible, incessamment suspendue, éclatant sur les têtes. Chacun sait maintenant, dans le pays, ce que valent, ce que coûtent les heures de résistance d'une place de guerre.

Les bombes ne vinrent point à bout de Phalsbourg : la place dut céder sous la pression de la faim, le 12 décembre. Toutes les maisons avaient été atteintes; 57 étaient entièrement détruites, quand les Allemands firent leur entrée le 14 : il semblait qu'ils dussent avoir à chercher et à dégager les habitants perdus sous les ruines. Pour honorer la résistance de la gar-

nison, le roi de Prusse laissa leurs épées aux officiers. La défense était plus honorée encore, par la fière déclaration de son commandant :

« Les journaux français ont répété, d'après les journaux étrangers, que Phalsbourg avait capitulé, Phalsbourg n'a pas capitulé.

» Après avoir repoussé deux attaques de vive force, subi quatre bombardements, et lorsque nous avons vu que les vivres allaient manquer absolument, nous avons noyé nos poudres, brisé les 11,000 fusils qui se trouvaient entre les mains de nos soldats, et, à l'arsenal, encloué nos 65 canons et scié les affûts.

» Le jour où le pain a manqué, nous avons ouvert nos portes, en avertissant les Prussiens que nous avions détruit tout notre matériel de guerre et que nous ne demandions rien.

» Ce n'est certes pas là une capitulation.

» Le colonel commandant la place de Phalsbourg,

» TAILLANT. »

Les Allemands trouvèrent en effet 65 canons encloués sur les débris des affûts, les poudres noyées, les fusils brisés.

A côté se tenaient calmes, dignes, en silence, le colonel Taillant en tête, 53 officiers et 1,838 soldats de ligne, turcos, gardes mobiles, ce qui restait de la garnison, devant le salut militaire des Allemands.

Nous regrettons d'avoir à dire que la garnison de Schelestadt ne donna pas le même exemple de calme et de discipline.

Schelestadt, place de guerre de deuxième classe, est une ville de 11,000 habitants entourée de bois, de prairies, dominée par quelques hauteurs, sur la rive gauche de l'Ill. Elle commande la voie ferrée passant à peu de distance à l'ouest, qui relie Lyon à Strasbourg par Besançon et Belfort. L'ouverture récente de la ligne à travers les Vosges vers Lunéville et Nancy, venait de donner une nouvelle importance à cette place. Elle est à proximité de la vallée par laquelle passent les deux routes conduisant, par Sainte-Marie-aux-Mines et par Villers et Calas à Saint-Dié, et dans la vallée de la Meurthe.

Ville et forteresse sont situées dans la plaine, entre la rivière et quelques courants d'eau, qui, détrempant le terrain marécageux, protégent le front de la place.

Les ouvrages de défense, entourant toute la ville, forment un tracé régulier, bastionné, avec des ravelins et des fossés remplis d'eau.

Le 9 octobre, le général Schemling, commandant la 4e division de réserve prussienne, vint cerner Schelestadt. Le gouverneur, comte de Reinach, accueillit ainsi la sommation : — Mes canons vous répondront.

Le général allemand fit transporter devant la place une partie du matériel de siége qui venait d'écraser Strasbourg.

Dans les siéges qu'elle avait soutenus autrefois, la ville n'avait jamais été attaquée du côté où les Allemands établirent leur première batterie de six pièces : sur le terrain marécageux, coupé de ruisseaux, qui pouvait être inondé. Ils purent ouvrir leur première parallèle sans perte sensible, dans la nuit du 22 au 23 octobre.

Dès le lendemain, le feu de six batteries, 32 pièces, couvrait la ville. Elle répondit : mais le tir allemand se trouva si supérieur, que dès la première journée, 24 canons français sur 30 furent démontés. On aurait tenu encore sans doute, malgré ce feu d'une sûreté si redoutable, mais des désordres graves se manifestèrent tout à coup dans la garnison. Un certain nombre de soldats se mutinèrent et se joignirent aux désœuvrés de la populace ; des scènes de pillage eurent lieu, qui firent craindre pour le maintien de l'ordre dans la ville : le pillage et l'insubordination prirent bientôt un caractère de révolte.

Les révoltés menaçaient de faire sauter les poudrières. Contre l'ennemi intérieur devait en ce moment se tourner l'effort du patriotisme qui avait à faire face à l'ennemi étranger. Douloureux symptôme de cette plaie mortelle de la désorganisation sociale qui travaille la France !

Il fallut capituler pour sauver la place de désastres plus effrayants encore, plus redoutables que l'entrée de l'ennemi, l'incendie des poudrières.

Ce malheur coûtait au pays, outre 100 officiers et 2,000 soldats, 120 pièces de canons, une quantité de matériel et d'approvisionnements.

Neuf-Brisach, une forteresse plutôt qu'une ville, fut attaquée en même temps que Schelestadt, le 9 octobre, par un détachement de la division du général de Schmeling, qui vint lui-même diriger les opérations du siége aussitôt après cette capitulation.

Neuf-Brisach était plus fort, défendu par une garnison plus nombreuse, mieux abrité dans les casemates ; une vraie place de guerre, et comme telle, for-

tifiée, munie, armée, parée seulement pour la guerre. Un fort, appelé le fort Mortier, à un peu plus de 2,000 mètres sur la rive du Rhin, couvre le front de la place de ce côté.

Les Allemands commencèrent les travaux d'approche dans le sol qui entoure la forteresse, un terrain plat, rocheux, résistant au pic et sans abri contre le feu de la place.

Mais les Allemands sont patients : leur travail de taupes fut bientôt avancé.

Ils établirent leurs batteries près de Wolfgangen et de Riesheim, à bonne distance pour le tir à longue portée qu'ils ouvrirent contre la forteresse, le 2 novembre. En même temps le fort Mortier était battu à outrance par trois batteries badoises, des hauteurs de la rive droite du Rhin.

Vers le 8 novembre le feu du fort Mortier sembla faiblir, s'éteindre. Le commandant, capitaine Castelli, craignant un assaut auquel n'auraient pu résister cet ouvrage et sa petite garnison, se résigna alors à capituler. Des sept pièces qui défendaient le fort, six gisaient hors de service parmi les débris de leurs affûts brisés. Le fort lui-même n'était plus qu'une ruine.

Le fort Mortier tombé, Neuf-Brisach ne pouvait plus tenir longtemps sous le feu redoublé des batteries de Wolfgangen et de Riesheim, sous les mortiers pris à Schelestadt et amenés en batterie. Quoique forteresse avant tout, au cœur de ses ouvrages, derrière ses remparts, Neuf-Brisach cachait à peu près 3,500 habitants ; leurs maisons étaient détruites, leurs rues étroites, obstruées, ensevelies sous les débris, et le feu de l'ennemi redoublait de violence à chaque heure.

Le 10 novembre, le drapeau blanc de la capitulation flottait sur l'église, et 5,000 prisonniers, officiers et soldats, allaient rejoindre leurs frères en Allemagne. L'ennemi, dans la ville gagnée, prenait 100 canons, des chevaux, des approvisionnements qu'il distribuait, charitable cette fois, aux pauvres habitants ruinés, mourant de faim.

Il semblait que les deux villes jumelles, Mézières et Charleville, devaient être attaquées par l'armée allemande au lendemain de Sedan. Le général Vinoy arrivé jusque-là, au moment de la bataille, avait immédiatement fait sa retraite. Pour avoir passé outre, les Allemands durent croire à des difficultés assez sérieuses pour les arrêter trop longtemps à un siége sans importance réelle, surtout en ce moment où Paris était le but de leur stratégie.

Les deux villes sont séparées par la rivière seulement et liées l'une à l'autre : Charleville, cité industrielle de 10,000 habitants d'un côté, et de l'autre Mézières, la forteresse autrefois défendue victorieusement par Bayard, avec 2,000 hommes et pendant six semaines, contre une armée de 35,000 hommes et Charles-Quint, qui dut lever le siége. En 1814 elle avait tenu quarante jours.

Sa bonne renommée de forteresse lui servit-elle de ceinture et sa vieille gloire de rempart? Les Allemands l'avaient tournée, comptant bien y revenir plus tard.

L'heure était venue, le 25 décembre l'investissement des deux villes était complet.

La garde nationale de Charleville avait déclaré depuis longtemps qu'elle ne pouvait rien de plus pour la défense que de s'opposer, le cas échéant, aux in-

cursions des uhlans, des cavaliers ennemis; à ceux qui pourraient en petit nombre, comme à Nancy, faire une pointe, et se risquer dans la ville pour y imposer des réquisitions. On ne pouvait guère demander autre chose à cette force sédentaire, dans la situation où se trouvait Charleville. On avait même songé, en cas d'attaque sérieuse de l'ennemi de ce côté, à lui faire mettre ses armes à l'abri dans la forteresse de Mézières.

Cette dernière était-elle alors en état suffisant de défense pour elle-même? La garnison, composée de soldats de toutes armes, de gardes mobilisés, de francs tireurs, de volontaires, montait à peu près à 3,500 hommes; assez nombreuse pour remplir le devoir militaire de la place de guerre, insuffisante pour défendre et protéger efficacement les villes sœurs.

Les forces allemandes étaient considérables. Leurs généraux, ignorant la valeur réelle des moyens de défense, se mettaient en mesure de les emporter, sans s'exposer à y revenir à deux fois. Ce n'était après tout qu'une affaire de concentration des troupes qu'ils avaient à portée, fourmillant dans le pays. On comprend que le fier refus du général Mazel au parlementaire qui vint le sommer après Sedan, la vaillante attitude de la forteresse et son aspect extérieur, avaient fait redouter d'abord aux Allemands une résistance longue et opiniâtre. Les travaux considérables de défense, exécutés depuis cette époque, en prévision d'un siége, avaient dû ensuite imposer à l'ennemi et le tenir à distance.

Ils ne se décidaient à faire le siége, quatre mois plus tard, que lorsqu'ils eurent enfin réuni des moyens

d'action, troupes et matériel, qu'ils devaient croire irrésistibles.

Le général Woyna fit les approches avec une force qui, se concentrant rapidement, monta bientôt, dit un des chefs de la défense, à 25 ou 30,000 hommes. Appréciation exagérée, disent des témoins du siége, mécontents de la manière dont la résistance fut dirigée. Il ne fallait pas une armée si nombreuse, — le même chiffre que celle de Charles-Quint, pour réduire les deux places dans les conditions où elles se trouvaient et sous l'action de la formidable artillerie allemande. Il n'en fallait pas moins, sans doute, pour être en rapport avec ce matériel, pour mettre en batterie 98 pièces de canon, dont 76 de siége, pour garder des lignes d'investissement prolongées sur un développement de près de 15 kilomètres.

La garnison n'était pas en mesure de s'opposer aux travaux d'établissement des batteries à longue portée des assiégeants, par des sorties rayonnant à des distances trop éloignées de la place, où ses détachements auraient couru le risque d'être coupés.

Une fois les batteries établies, la ville n'avait plus qu'à se résigner à subir le bombardement, comme toutes les autres forteresses de la défense du pays.

Le commandant ne pouvait, d'après les lois militaires, capituler devant une menace et soustraire ainsi la ville au désastre : il fallait attendre les bombes et la destruction, comme autrefois la brèche et l'assaut. Désormais la mesure de la défense des places de guerre est la fermeté du courage des habitants à braver, pour eux et pour des têtes plus chères, les bombes et les obus.

La nuit du 31 décembre au 1er janvier acheva d'écra-

ser la force de résistance, en amoncelant les ruines. Les membres du conseil de défense décidaient à l'unanimité, le 31, à huit heures du soir, qu'il n'y avait pas lieu de capituler encore ; — au point du jour, trois drapeaux blancs annonçaient à l'ennemi qu'il avait pointé juste au cœur de la cité.

Aux deux extrémités du département de la Moselle, les deux forteresses de Bitche et de Longwy, à plus de 120 kilomètres l'une de l'autre, sommées de se rendre les premières, dès le mois d'août, résistèrent jusqu'à la fin et ne cédèrent qu'après l'armistice. Elles maintenaient encore, après six mois de guerre désastreuse, le drapeau de la France flottant en vue de la frontière allemande.

Lors de l'invasion de 1792, Longwy était la première place rencontrée par l'armée prussienne venant de Luxembourg et d'Arlon. En 1870 elle se trouvait à l'écart, à l'extrême frontière française, enclavée dans un angle entre la Belgique et le duché de Luxembourg, comme protégée par l'ombre de leur neutralité. Elle fut oubliée là, laissée de côté. A peine eut-elle à répondre par son dédain aux sommations de quelques uhlans en course.

Elle se tenait prête cependant. Sous le commandement de M. d'Adelsward, ancien officier d'état-major, la garde nationale s'était organisée. La garnison était résolue; les abords de la place étaient dégagés.

Longtemps la place servit de base d'opérations, d'abri, de refuge à tous les chasseurs du pays, excellents tireurs, formés en compagnies de volontaires, qui couraient la campagne et fouillaient les bois, à la recherche des éclaireurs et des détachements enne-

mis dans tout le pays, vers Montmédy et Thionville.

Pendant plus de trois mois de petits détachements de la garnison, joints à ces volontaires, firent ainsi la guerre de partisans, interceptant les convois de l'ennemi, signalés ou observés au loin, ramenant des prisonniers.

Cette guerre d'escarmouches continuait toujours, même après la capitulation de Thionville et de Montmédy. Dans la nuit du 27 décembre, le commandant de Longwy faisait encore une reconnaissance jusqu'à Tellancourt, au point le plus élevé du département, sur la route de Montmédy, pour observer la marche des Allemands.

La petite forteresse pressentait le danger. Ils étaient signalés, en effet, ce jour-là même : ils venaient de Montmédy, écrasé, traînant leur artillerie de gros calibre. Sans hâte, sûrs de leur irrésistible action, certains qu'ils prendront la ville sans stipuler l'alternative des anciennes places fortes, secourue ou non secourue. La France ne peut venir à l'aide. Qu'importe ! la vaillante forteresse attend l'ennemi qu'elle brave et harcèle depuis tant de mois.

Traîner une artillerie de gros calibre, quatre-vingts pièces, par ces chemins, la tâche était rude, difficile et longue pour les Allemands. Ils arrivèrent le 10 janvier seulement à portée des rochers escarpés, dominant le cours du Chiers, sur la croupe desquels s'élève la tour carrée de Longwy, comme un observatoire d'où la vue peut s'étendre en Belgique, jusqu'à l'église d'Arlon, jusqu'aux collines derrière lesquelles se cache la forteresse de Luxembourg. De trois côtés, le rocher où elle est bâtie se dresse à pic ; de l'autre, il s'abaisse en chaussée, reliant la forteresse à la pente du pla-

teau. Vauban l'a rendue imprenable pour le temps des anciennes guerres.

Avec sa mine raide et austère de forteresse, elle domine une campagne charmante. « Rien de plus saisissant, dit l'historien de la résistance de la Moselle, M. A. Mézières, que le contraste d'une architecture si menaçante et d'une nature si aimable. Sur les flancs des collines descendent des jardins, suspendus d'étage en étage, comme des bouquets de verdure, ramassés dans les plis de montagnes; de tous côtés s'ouvrent des vallées fraîches dont le gazon s'enfonce sous les voûtes des grands bois. »

Les Prussiens arrivèrent enfin à établir leurs batteries sur les hauteurs des bois du Chat, et à les abriter contre les atteintes du feu de la place.

Dès lors tout était dit : Longwy écrasé, devait céder comme toutes les autres forteresses de la frontière sous le feu, sous les bombes, devant le cri d'angoisse de la population, éperdue parmi les ruines de ses abris effondrés.

« Hier Longwy a capitulé. La nouvelle en a bientôt été répandue à trois lieues à la ronde...

» L'église est en ruine ou à peu près; le tiers de la tour est enlevé; les deux autres tiers tomberont avant peu.

» L'hôtel de ville, qui est à côté, est à peu près dans le même état.

» La maison du commandant est percée à jour; les pavillons qui en dépendent sont plus abîmés que le reste.

» Les casernes qui se trouvent du côté de Longwy-Bas sont totalement incendiées et percées de boulets.

» Parmi les maisons de la ville, on remarque sur-

tout toutes celles qui, à partir de la maison Chevalier, forment en remontant l'angle de la place et longent celle-ci ; toutes sont incendiées, et les murs de plusieurs ne présentent plus que des ruines ; il y a peu de maisons dont la toiture ne soit pas en partie effondrée par les projectiles.

» Les Prussiens sont entrés dans la ville à dix heures. Dès midi, les prisonniers de guerre (armée et mobiles) étaient expédiés dans la direction de Thionville, Metz. La garde nationale n'a pas été faite prisonnière. »

Reste Bitche. Cette forteresse, à la limite de la Bavière rhénane, au point même où se terminent les Vosges françaises, garde la route qui va de Wissembourg à Sarreguemines et à Forbach, en longeant notre frontière.

Là, au début de la campagne, était posté le corps du général de Failly, reliant Mac-Mahon à Frossard. Découvert à droite et à gauche, sans avoir pu à propos venir à l'aide ni à Reichshoffen ni à Forbach, il avait dû, sans combattre, suivre la déroute ; faire une retraite pénible, bientôt désorganisée comme après une bataille perdue. Il ne lui avait été possible, ni de tenir, ni de s'arrêter, ni de se reformer avant le camp de Châlons, où cette armée arriva enfin démoralisée, rompue par les marches forcées, ses bagages perdus.

Bitche avait pu recueillir et garder ce qu'elle abandonnait ; ses bagages, ses rations, ses approvisionnements, ses munitions. Il y avait là de quoi nourrir et défendre la forteresse pendant plus d'un an.

Les Allemands savaient ne pouvoir compter là sur leur alliée, la faim. Restait le feu. Bitche paraissait

par sa situation, par ses défenses, pour longtemps à l'abri.

En effet, la place se laissa incendier à plusieurs reprises sous les bombardements répétés, ruiner entièrement sans faiblir. Abrités dans les casemates, les habitants comptaient ce qui restait encore de maisons debout, trois seulement, sans penser à demander au commandant de capituler.

Quand elle n'offrit plus de cibles à leurs pointeurs, les Allemands peu disposés à tenter l'assaut de cette aire imprenable, se contentèrent de la tenir bloquée par quelques bataillons. Ils emmenèrent ailleurs leur matériel de siége. Alors par une sorte d'accord tacite des deux côtés, on s'observe, on se tient sur la défensive. L'artillerie allemande a cessé de mordre; la place se repose sous les armes; elle cèdera si la France doit céder elle-même, mais pas avant elle.

Et cela pendant de longs mois, pendant toute la durée de la guerre et au delà.

La France attendrie doit garder à la place d'honneur de ses souvenirs le nom de cette vaillante petite forteresse, qui voulut rester française jusqu'après la dernière angoisse de la patrie.

Devant la nécessité inexorable, repoussée si longtemps et avec tant de constance par la place qui allait cesser de porter à son front la bannière de France, le dur et froid vainqueur put-il ressentir quelque admiration et quelque pitié? on le croirait peut-être, en lisant le texte de la capitulation qui honorait et respectait tant de courage et tant de noble misère.

« La garnison de Bitche sortira immédiatement de cette place avec les honneurs de la guerre. Elle em-

portera avec elle ses armes, bagages, matériels et les archives se rapportant à la forteresse même. La garnison sera transportée en chemin de fer à Lunéville et de cette ville au delà des districts occupés par l'armée allemande. »

Le 15 mars cet ordre du colonel Tessier, commandant la place de Bitche, était porté à la connaissance de la garnison.

« Officiers, sous-officiers et soldats de la garnison, vous êtes appelés à vous réunir aujourd'hui à une heure de l'après-midi, au camp retranché, pour recevoir des délégués de Bitche, un drapeau qui vous est offert par les habitants de la ville, et que leurs filles ont voulu broder de leurs mains.

» Ce drapeau, glorieux témoignage de votre courage et de votre patience pendant les sept mois de siége ou de blocus de la place, sera présenté au chef de l'État, auquel je demanderai qu'il soit déposé au musée d'artillerie, jusqu'au jour où il pourra être rapporté ici par une armée française, valeureuse et triomphante.

» C'est un gage que la France voudra restituer un jour à une population si malheureuse, si dévouée et si éminemment française de cœur et d'âme, sur laquelle le joug de l'étranger va s'appesantir.

» Conservons tous le souvenir de cette cérémonie touchante, pour le faire passer au besoin comme une tradition vivante et ineffaçable dans le cœur de nos enfants.

» N'oublions jamais que nous allons laisser ici des Français, des frères malheureux, dont le cœur reste plein d'espérance et de foi dans l'avenir.

» Après la réception du drapeau, la garnison défilera devant MM. les délégués de la ville.

« Une compagnie du 54e de marche, reconduira le drapeau chez le commandant de la place, où il restera déposé en attendant les dispositions à prendre pour le départ de la garnison.

» Bitche, le 15 mars 1871.

» Le lieutenant-colonel commandant la place,

» TESSIER. »

Toute la garnison était sous les armes à une heure. M. Lamberton, chef de la municipalité, arriva avec le drapeau, suivi de la garde nationale, des mobilisés de la ville, et le remit entre les mains du colonel Tessier.

« — Je vous offre ce drapeau, dit M. Lamberton, travail de nos enfants. En vous serrant les mains au nom de toute notre population si française par le cœur, je ne vous dis pas adieu, mais au revoir. »

En prononçant ces paroles, M. Lamberton sanglotait.

Le colonel Tessier remercia au nom de la garnison; puis le défilé commença aux cris : Vive la République! Vive Bitche!

Toute la population était là et pleurait.

Sur le drapeau était brodée cette simple inscription :

« La ville de Bitche à ses défenseurs, 5 août 1870 — 12 mars 1871.

O Patria!... inclyta bello
Mœnia!...

Ainsi tombaient tes vaillantes forteresses, ô Patrie!

CHAPITRE XXXIII.

MARCHE DE BOURBAKI DANS L'EST.

Quand Chanzy épuisait son activité et ses efforts à reformer son armée si éprouvée, quand Faidherbe, encore à Albert, était en peine du parti à suivre et du but auquel il devait porter le concours de son savoir militaire, la dernière espérance de salut reposait sur Bourbaki. Celui-ci sur la Loire, à Nevers et à Bourges, à la tête d'une force improvisée, dont on exagérait le nombre en le portant à 200,000 hommes, était lancé dans une périlleuse aventure. Il avait quelques bonnes troupes, dont le nerf se trouvait dans les hommes de la garde impériale échappés de Metz et autres soldats réguliers. Lui-même était plus apprécié de l'armée que tous les généraux français engagés contre l'ennemi.

Pendant plusieurs semaines, Bourbaki put tenir en échec l'armée allemande occupant la ligne de la Loire, sous le commandement du prince Frédéric-Charles. Devant les dispositions et la contenance de son adversaire, le prince Frédéric-Charles, tout entreprenant qu'il était, hésitait entre une attaque sur Bourbaki ou

une retraite de sa position qui faisait front à celle de l'ancien colonel des zouaves. Le devoir du prince était de couvrir Paris de son côté, tandis que le grand-duc de Mecklembourg, avec son armée à Chartres, attendait chaque jour une attaque de Chanzy.

La grande supériorité numérique des Français devait, d'après les probabilités, déborder les Allemands à Orléans et à Chartres et rouvrir le chemin de Paris. Le courage et la fermeté avec lesquels Chanzy manœuvrait là, de Vendôme au Mans, quoique réduit à la défensive, laissait entrevoir ce que l'on pouvait attendre de lui, lorsque secondé par Bourbaki, l'un et l'autre feraient prendre à leur armée cette offensive, qui convient si bien aux soldats français.

On a peine à s'expliquer l'inaction de Bourbaki, qu'on ne saurait en rendre responsable, alors que Chanzy, après la chute d'Orléans, faisait des prodiges de résistance en Blaisois. Il est hors de doute que les deux généraux et leurs forces, en se joignant, suffisaient pour paralyser tous les mouvements allemands. Retirer cette armée de Bourges avant qu'il fût démontré, soit que Chanzy pût faire lever le siége de Paris sans l'aide de Bourbaki, soit qu'il fût impuissant à atteindre ce résultat, même avec le secours de son frère d'armes, sera tenu par les stratégistes et les tacticiens comme un acte de folie.

Le parti qui va séparer Bourbaki du centre des opérations ayant Paris pour objectif, l'expédition aventureuse qui va le porter et le faire échouer aux frontières de la Suisse, appartiennent, s'il faut en croire ce qui a transpiré depuis, à la responsabilité du ministre de la guerre, M. Gambetta. Voilà où conduit l'incompétence, soit en politique, soit en guerre,

des hommes qui veulent se mêler de tout gouverner, alors qu'ils sont étrangers aux premières notions des questions qu'ils veulent résoudre.

L'art de la politique et de la guerre exigent de hautes facultés combinées avec de grandes et spéciales études. On l'a trop oublié, on en a été châtié, et c'est la France qui en souffre.

Lorsque Bourbaki entreprit cet inexplicable voyage militaire semé de tant de risques, le but rêvé était celui-ci :

1e Faire lever le siége de Belfort;

2° Tomber sur les communications allemandes à Nancy, Châlons et Troyes;

3° Arriver au Rhin et porter la guerre dans le pays ennemi.

Comme tous les plans sur le papier, celui-ci était spécieux, mais extrêmement difficile à exécuter; en outre, il livrait à leur faiblesse respective des corps d'armée qui réunis seulement pouvaient frapper un coup décisif.

Le général se dirige droit à l'est : on signale bientôt sa présence à Besançon, d'où il se rend à Belfort. Il avait pour adversaire von Werder qui le confrontait de Vesoul à Villersexel, et de là se portait à l'est par une route parallèle, pour venir se placer derrière Belfort, et couvrir les opérations du siége que commmandait Treskow contre cette place. Les moyens d'accès à Belfort du côté de la France sont d'abord une route et un chemin de fer direct de Vesoul par Lure et Champagny; puis la ligne de Besançon le long du Doubs passant par Montbéliard et Héricourt. Il y a en outre un chemin d'Ile-sur-le-Doubs à Harsé, avec un

double embranchement de Montbéliard au sud-est, sur Héricourt et Belfort au nord-est.

De Montbéliard il y a une autre route qui suit la Lisaine, un cours d'eau descendant des montagnes tributaire du Doubs, par Héricourt à Lure, Sagay et Lagey, où il rencontre le chemin direct de Lure et Champagné à Belfort.

Il est nécessaire de bien suivre sur la carte cette topographie des lieux pour apprécier les obstacles qui se trouvaient entre Bourbaki et son but. Tous ces villages, le long du cours de la Lisaine, représentent la position des Allemands autour de Belfort, principalement du côté ouest. Entre ces villages et la forteresse il y a une moyenne distance de 8 à 9 kilomètres, mais l'espace est rempli de collines accidentées qui commandent toutes les approches.

On voit d'après la disposition des plans que si von Werder, facilité dans sa résistance, pouvait être joint par Manteuffel, le péril était grand pour les Français. Si Nancy et Strasbourg envoyaient des secours à von Werder, Bourbaki courait le risque d'être attaqué de front et en arrière : dans ce cas, il lui resterait comme dernière ressource la possibilité de battre en retraite sur Besançon et Lyon. On ne pouvait prévoir qu'un dénoûment ayant quelque analogie avec celui de Sedan, allait annuler notre dernière armée par sa retraite forcée en Suisse.

Lorsque Mac-Mahon fut dirigé de Châlons vers Metz, pour en faire lever le siége et dégager l'immense armée de Bazaine, 190,000 hommes au moins, il faut en convenir, l'importance du but expliquait et justifiait la stratégie. Sans doute, comme dans toutes les entreprises de la guerre, il y avait la part de la fortune,

l'alternative fatale, — heur ou malheur! Mac-Mahon engageait son sort et celui de son armée dans ce mouvement. Bourbaki, le jour même où il faisait sa première étape vers l'Est, entraînait Chanzy. N'est-ce pas là le témoignage irrécusable que la folie des conseils politiques et militaires de l'Empire passait dans la tête des hommes de la République? Ainsi s'expliquent les revers prodigieux que la nation, éblouie par un nom, trompée par des théories creuses, est allée recueillir sur le double écueil du bonapartisme et du radicalisme.

Dès les premiers jours de janvier 1871, des forces considérables avaient été concentrées dans les provinces de l'Est et dans les Vosges pour se joindre à celles qui venaient de Bourges. Le général Bourbaki, dont le talent militaire et le courage étaient connus de la France entière, reçut donc le commandement en chef de cette armée.

Il devait se diriger vers le Sud-Est pour réunir ses troupes à celles du général Bressolles, commandant l'armée de Lyon.

Le corps d'armée sous les ordres de Garibaldi devait opérer de concert.

Si le 14e corps d'armée allemande, sous les ordres du général Werder, était forcé à la retraite, Belfort se trouvait débloqué; les communications avec le reste de l'armée allemande devenaient impossibles.

Le général Werder comprit tout le péril de sa situation; d'un côté, l'habileté avec laquelle il concentra ses forces, et de l'autre, les fautes de l'intendance française devaient seconder sa résistance.

Le général Werder abandonna précipitamment Dijon,

et malgré un temps épouvantable et avec les plus grandes difficultés, il échelonna ses troupes le long du chemin de fer de Vesoul à Montbéliard dans une excellente position.

Il pouvait engager la bataille, avec des chances de succès, et empêcher le dégagement de Belfort. Garibaldi s'avança vers Dijon avec quatre brigades de cavalerie, de l'artillerie et quelques corps étrangers; voulut-il par une marche rapide, surprendre Werder et empêcher la concentration de ses troupes? il perdit du temps et ce fut une première faute irréparable.

Le succès des batailles dépend presque toujours de la rapidité avec laquelle les mouvements sont exécutés. La bataille de Waterloo est un exemple mémorable du résultat désastreux produit par la perte de quelques heures.

Le manque de bonne cavalerie contribua beaucoup à laisser les commandants français dans l'incertitude sur les mouvements de l'armée allemande.

Quoi qu'il en soit, le général de Werder prit habilement ses précautions et se trouva hors d'atteinte de toute surprise. Ce fut le 8 janvier que les troupes de Bourbaki rencontrèrent le corps du général Werder près de Walerois.

BATAILLE DE VILLERSEXEL.

L'armée de Bourbaki se trouvait le 7 janvier dans la position suivante : le général en chef à Montbazon, avec le quartier général du 2e corps; le 18e corps à Gy, sur la gauche; le 24e à Aviley, devant former,

avec le 15e corps en marche, la droite et l'extrême droite de l'armée. Le 8, on reçut l'ordre de se porter en avant en obliquant un peu à droite sur Belfort. Le centre se porta sur Rougimont et devait occuper le lendemain, 9, le petit bourg de Villersexel. Les Prussiens voulant nous empêcher l'accès de Villersexel, il fallut pendant la journée du 10 livrer une série de combats dans la vallée de l'Ognon, des deux côtés du point défendu.

« Ce fut le 20e corps qui engagea la lutte. Après avoir traversé le village de Pont-sur-l'Ognon, nous vîmes les hauteurs qui dominaient la rive droite de l'Ognon occupées par des batteries prussiennes. Nous nous mîmes alors en bataille sur la rive gauche, dans une bonne position, à une centaine de mètres en arrière du faîte de la colline, de sorte que nos hommes étaient invisibles et que la ligne de mire de nos canons venait raser la crête. Comme toujours l'artillerie commença l'affaire. Les Prussiens ne nous étaient pas supérieurs en nombre et la lutte s'engagea tout d'abord dans des proportions à peu près égales. Cependant, un commencement de désordre se mit dans nos rangs par suite du tir à longue portée des ennemis, dont les obus venaient frapper nos réserves, imprudemment restées en arrière des pièces. La faute ayant été réparée, les artilleurs furent seuls exposés, et soutinrent avec fermeté la position au milieu des projectiles ennemis.

Une batterie de 4 venait d'être démontée, une autre plus puissante allait la remplacer quand tout à coup les Prussiens cessent leur feu.

En même temps des coups sourds résonnent à gauche, c'est le 18e corps qui prend les ennemis en

écharpe et les rejette sur notre droite. De ce côté, ils essayent de nous rendre la pareille.

Vers quatre heures une batterie se met en position pour nous prendre en flanc; elle est soutenue par une nuée de tirailleurs. Heureusement nous étions en nombre pour leur répondre. Des batteries que l'on avait fait filer par derrière sur la droite se démasquèrent tout à coup et firent bientôt cesser le feu ennemi qui, sans elles, aurait été fort gênant.

Il était alors près de cinq heures, on n'y voyait plus clair pour tirer le canon; l'infanterie se mit en marche. En un instant, dans toute la vallée, sur une longueur de 3 ou 4 kilomètres d'étendue, on entendit une vive fusillade. Du sommet de la colline, le spectacle de ces éclairs rapides était saisissant.

Les Prussiens battaient visiblement en retraite: cependant Villersexel demanda un grand effort. Il fallait faire le siége de chaque maison, la nuit était déjà noire et la lutte finie que quelques maisons étaient encore à l'ennemi; il les abandonnèrent pendant la nuit après y avoir mis le feu. Le général Clinchant a couché à Villersexel, le général Bourbaki avait son grand quartier général sur la rive gauche, à l'endroit même où les obus tombaient sur nos réserves.

Le soir, on alluma sur la neige un feu de bivouac. Bourbaki vint s'y chauffer au milieu des troupes de toutes armes. Tous étaient dans la joie et racontaient les émotions et les succès de la journée; la figure du général en chef était seule impassible.

Il devait y avoir en ligne du côté de l'ennemi environ quinze batteries, ce qui supposait environ 30,000 hommes, et un nombre égal en réserve.

De notre côté, nous avions quatre corps d'armée, dont deux furent engagés.

La brigade commandée par le général von der Goltz soutint longtemps l'attaque des Français, mais après avoir subi de grandes pertes, elle fut obligée de se retirer. Les pertes des Prussiens dans cette première rencontre s'élevèrent à environ 500 tués ou blessés.

Le lendemain, le corps du général von der Goltz rejoignit à Lure une division badoise. Les Prussiens furent obligés d'abandonner à Villersexel la plus grande partie de leurs blessés, ne pouvant les transporter; le froid était si intense que malgré les soins que les Français leur donnèrent la plupart périrent.

La retraite des Prussiens s'effectua sans que le général Bourbaki put les poursuivre d'abord : et le 12 ils arrivèrent dans le voisinage de Belfort et prirent position à peu de distance.

BATAILLE D'HÉRICOURT.

La bataille de Villersexel s'était livrée le 9 janvier. Bourbaki en mesure enfin de poursuivre son avantage, confiant dans la supériorité du nombre, attaqua la forte position du général Werder.

Il paraît que les deux ailes de l'armée de l'Est, sous les ordres de Cremer et de Bressolles, retardées dans leur mouvement par la fatigue de leurs soldats affamés, par le froid et les neiges, ne purent arriver à temps au moment convenu sur les flancs des positions ennemies, pour coopérer à l'attaque de front que devait

tenter Bourbaki. Werder put profiter du retard de ce mouvement tournant pour concentrer toutes ses forces contre ce dernier.

« Les lignes prussiennes étaient établies sur les flancs et le sommet d'un ravin profond très-escarpé, à pic en beaucoup d'endroits; elles formaient plusieurs étages de retranchements armés de centaines de pièces d'artillerie, dont plusieurs canons du plus gros calibre, distraits du siége de Belfort et braqués à une distance assez grande pour n'avoir rien à craindre de nos petites pièces d'une portée beaucoup plus faible, qu'ils visaient sans péril et démontaient à chaque coup. Les autres batteries ennemies ainsi protégées contre le feu des nôtres, n'avaient que la peine de foudroyer sûrement nos colonnes d'infanterie qui devaient descendre à découvert des pentes neigeuses, jusqu'au fond du ravin opposé, à travers les rochers ou la glace, puis escalader les retranchements prussiens au milieu d'un feu d'enfer. »

Le centre de l'armée allemande était à Héricourt, l'aile droite sous le commandement du général von Degenfeld. La gauche confrontait à Montbéliard sous le général von Glumer; la ligne au sud, qui s'étendait de Montbéliard à Delles, était occupée par le général von Debschutz.

L'armée française consistait en quatre corps d'armée, chacun dans le principe de 30,000 hommes; mais il fallait en déduire les pertes de toutes sortes; néanmoins cette armée pouvait être évaluée à 100,000 hommes.

Le général Cremer commandait un corps; les autres corps d'armée avaient pour complément une nouvelle force formée à Lyon, base des opérations françaises.

Un de ces corps n'arriva que le mardi soir, le second jour de la bataille.

L'armée allemande, sous le général von Werder, aurait, d'après les bulletins, consisté en 40,000 hommes, auxquels il convenait d'ajouter 4,000 de cavalerie; l'attaque commença le 15 janvier au matin par l'artillerie qui entretint un feu violent jusqu'à la nuit.

Le duel des chassepots et des fusils à aiguille ne s'engagea que plus tard, deux heures après. Il ne discontinua pas de tout le jour ; vers quatre heures les détonations mêlées de toute nature formaient des roulements affreux, desquels se détachait le crépitement sinistre des mitrailleuses. Quand la nuit mit fin au combat chacun avait gardé ses positions; il faisait un froid de 17 degrés.

L'histoire doit rendre justice à ces braves et pauvres mobiles, soudainement engagés dans cette lutte mortelle.

« Ils étaient à peine vêtus contre le froid, mal chaussés, n'ayant mangé depuis vingt-quatre heures que quelques bribes de biscuit, et plusieurs d'entre eux n'ayant pour armes que de vieux mousquets à piston qui, en face des fusils à aiguille, ne valaient guère mieux que des arcs de sauvages ou des manches à balai. Voilà ce qu'ont osé faire nos gardes nationaux, nos conscrits arrachés d'hier au foyer domestique et qu'accusent ensuite de *lâcheté* des tribuns imbéciles, qui s'imaginent que la victoire s'organise avec des déclamations emphatiques en opposant à des armées aguerries et savamment dirigées, des troupeaux d'hommes inorganisés, des levées en masses, dépourvues de tous les moyens de subsistance sérieuse et

armées seulement de leur courage naturel ou de mauvais fusils, de *piquets*, de *bâtons*, de *pierres*, de *faulx*, etc.

» A entendre les tribuns de club qui rêvent encore à ces rapides moyens de défense qu'ils se gardent bien de pratiquer en personne, tout en les recommandant aux autres, il suffirait de l'héroïsme patriotique pour arrêter à coups de baïonnette une locomotive lancée à toute vapeur. Telle est, en effet, la supériorité de la puissance mécanique de destruction que les Prussiens opposent à la bravoure française, supériorité du même genre que celle de l'artillerie de Cortez contre les flèches des Mexicains.

» En face des batteries d'Héricourt, disait un aumônier qui n'a échappé à cet ouragan de fer et de plomb qu'en s'abritant à chaque pas derrière des rochers ou des replis de terrain, la grêle des boulets, des obus et de la mitraille était si serrée qu'en une demi-heure le sol où se mouvaient nos colonnes fut labouré comme à coups de pioche. Quant au fracas des détonations, répétées par les échos de la vallée, il formait un roulement continu semblable à celui d'un train de chemin de fer. Malgré cette effroyable artillerie, nos colonnes d'assaut franchirent à plusieurs reprises les premières lignes ennemies ; mais décimés et épuisés de fatigue, nos braves fantassins ne purent jamais emporter le dernier retranchement du plateau où la supériorité du nombre et des armes surmontait tous les efforts de leur courage aussi sûrement qu'une force mécanique de cent chevaux surpasse une force de dix chevaux. »

Le 16 janvier, le général Bourbaki, a reçu des renforts, il recommence son attaque ; c'est sur l'aile

droite de l'ennemi qu'il dirige ses efforts ; il joue le tout pour le tout. S'il eût pu repousser les Allemands, une fois leurs lignes rompues, Belfort était délivré, un immense matériel tombait en nos mains, von Werder se trouvait dans l'obligation de traverser le Rhin avec son armée en déroute pour faire face aux Français dont le dessein semblait être de reporter la guerre sur le terrain allemand en commençant par le grand-duché de Bade.

Les Allemands, à cette attaque furieuse, opposent une fermeté inébranlable : mais par suite de la position avantageuse qu'ils occupent, ils peuvent nous infliger de bien cruelles pertes. Comme dans la précédente journée, chaque armée a gardé ses positions.

Le troisième jour, la bataille recommence. Bourbaki fait des efforts héroïques ; il veut entraîner ses soldats exténués de faim et de fatigue à une dernière et suprême attaque, mais le moyen de tenir sur un terrain où des milliers de projectiles annulent l'intrépidité des plus héroïques courages ! Il fallut commencer la retraite, poursuivis par cette redoutable artillerie qui ne discontinua pas son feu foudroyant jusqu'à Blamont.

Là, le général qui commandait les troupes lancées à la poursuite des Français, revint sur ses pas. Les Français continuèrent leur retraite sur Besançon, au milieu d'un froid terrible, mais non sans avoir à soutenir des attaques soudaines d'une cavalerie infatigable (1).

(1) Le *Courrier de Lyon* insérait une correspondance qui racontait ainsi les dernières scènes du désastre :

« C'est pendant l'exécution de cette difficile manœuvre, en face

A qui revient la responsabilité de l'expédition et du désastre?

Nous n'anticipons pas sur l'histoire. Le moment

de l'ennemi victorieux et renforcé, avec des troupes déjà en partie débandées, que Bourbaki reçut le coup de grâce, le coup de pied de Gambetta. Pendant que le brave soldat se battait en désespéré, il lui reprochait télégraphiquement de ne pas exterminer assez vite les Prussiens avec des soldats sans pain, sans chaussures et mal armés, de préparer ainsi de nouveaux désastres, peut-être quelque trahison de Metz ou de Sedan !

» Au même instant, Bourbaki apprenait que Garibaldi, chargé de veiller à la sûreté de sa base d'opération, les chemins de fer de Belfort à Lyon, venait de laisser couper bêtement ces deux voies de communication par le gros de l'armée de Manteuffel, qui était entré à Dôle sans coup férir le 21 janvier, pendant qu'une de ses brigades amusait le vieux chef des corps francs comme un enfant par une vaine fantasia autour de Dijon. C'en était trop pour notre infortuné général de l'armée de l'Est, qui, moins ferme que Paladines contre les coups du sort et de la sottise, essaya de s'ôter la vie, que les boulets avaient respectée.

» On sait ce que devint alors la retraite des pauvres vaincus d'Héricourt, pris entre deux feux et privés de toute communication par la bévue stupide d'un condottiere étranger, aidé d'un chef d'état-major apothicaire, improvisé général en vertu de l'omnipotence militaire d'un avocat.

» Il ne fallait rien moins que la collaboration de ces trois fortes têtes républicaines pour consommer cette bêtise stratégique, la plus accomplie qui ait été commise depuis le début de la guerre.

» Il suffit, en effet, de jeter les yeux sur une carte de nos chemins de fer pour comprendre tout de suite, sans avoir inventé la poudre, que le succès des opérations engagées devant Belfort dépendait essentiellement de la conservation des deux voies ferrées qui reliaient directement notre armée de l'Est avec Lyon, sa base d'approvisionnement, et que Dijon, écarté de 60 ou de 80 kilomètres à l'ouest de ces lignes avec lesquelles il ne communiquait que par des embranchements détournés, n'avait aucune importance militaire, du moment où les routes principales étaient coupées.

» Il ne semble pas moins évident que Dôle, placé précisément

n'est pas venu d'ailleurs de prononcer un jugement : le procès n'a pas été suffisamment informé.

Le plan qui éloignait Bourbaki du centre des opéra-

entre ces deux chemins de fer parallèles, à cheval sur le tronçon transversal qui les relie ensemble d'Auxonne à Mouchard, chacun à quinze ou vingt kilomètres de Dôle, et parallèlement à proximité de Gex, où se rattache la section de Besançon à Dijon, était le centre du réseau à garder à tout prix, comme aussi le principal objectif de la marche de Manteuffel, d'Avallon et Dijon au Doubs.

» Eh bien ! dès la veille de la fausse attaque à Dijon, le 20 janvier, le télégraphe annonçait que le 19 les Prussiens avaient occupé Gray et par conséquent séparé le quartier général de Garibaldi du chemin de fer de Belfort.

» Le lendemain, 21 janvier, un autre télégramme annonçait en même temps la démonstration simulée sur Dijon et la surprise de Dôle, point capital de toute la manœuvre tournante de Manteuffel, qui y avait envoyé à marche forcée une avant-garde de cinq mille hommes, dont les feux de pelotons écrasants avaient troublé le dîner de cent pauvres diables de mobiles, de zouaves, de hussards et de conscrits de la ligne, laissés là en dépôt pour toute garnison !

» Au premier bruit de cette fusillade inattendue, disait un de ces soldats sauvés de la bagarre, nous avons cru avoir affaire à une simple escouade de uhlans, et nous avons essayé de nous défendre ; mais à peine dans la rue, nous avons reçu des volées de cent coups de fusil contre un des nôtres.

» La nuit suivante, Mouchard et d'autres points des deux voies ferrées de la Franche-Comté étaient également coupés par des corps ennemis accourus en masse. Près de 40,000 hommes étaient concentrés dans le triangle de Dôle, Gray et Salins. Nos cent vingt mille soldats de l'armée de l'Est, affamés, désorganisés et poursuivis par Werder victorieux, se trouvaient bloqués dans les vallées neigeuses du Jura, exactement comme les troupes de Bazaine autour de Metz.

» Et pendant que cette catastrophe se consommait à vingt lieues de Dijon, par la stupidité de Garibaldi et de son bras droit, ces glorieux capitaines de la *République universelle* continuaient le 20, le 21, le 22 et le 23 à triompher devant cette ville de la fantasia avec laquelle Manteuffel s'amusait à jeter de la poudre aux yeux de sa dupe.

tions et lui faisait tenter ce coup désespéré a été attribué à M. Gambetta. Nous ne savons : mais cette illusion, si elle a entraîné, enivré le jeune ministre, est de la nature de celles qui l'ont toujours aveuglé : croire que des troupes mal équipées, mal approvisionnées, non disciplinées, auraient raison, de par la République, de ce qui fait la supériorité sur le champ de bataille.

L'administration républicaine fut aussi détestable que la direction militaire.

Le service de l'intendance était si mal organisé que, non-seulement sur le terrain, mais encore dans les villes, quand les soldats arrivaient épuisés, aucune mesure n'avait été prise pour les approvisionner et les abriter.

Leurs vêtements en désordre, leurs chaussures sans semelles, les signes de la souffrance et de la faim sur les visages livides, navraient ceux qui en étaient témoins.

Dans les campagnes, les francs tireurs affamés étaient devenus le fléau du paysan. Au surplus, il n'y avait plus qu'un cri, n'en déplaise aux belliqueux démagogues, pour dire qu'il fallait terminer cette lutte.

Le parti de la paix, c'était tout le monde, du nord

» Le 23 au soir, après l'accomplissement de ce chef-d'œuvre stratégique, qui coûtait à la France sa plus belle armée, le grandiose Garibaldi adressait à ses soldats et à lui-même cette congratulation :

« Eh bien ! vous les avez *revus les talons* des terribles soldats de Guillaume, jeunes fils de la liberté... Vous avez écrit une page glorieuse pour les annales de la république... Vous avez vaincu les troupes les plus aguerries du monde... Et cependant vous n'avez pas assez exactement rempli les règles de la tactique des tirailleurs ! » .....

au midi, de l'est à l'ouest : plus accentué dans les pays qui avaient subi les horreurs de la guerre.

Le désastre avait envahi le tiers de la France en moins de six mois ; des armées entières avaient été enveloppées fatalement comme des bancs de poissons dans des coups de filet. Tout le courage des levées en masse n'avait abouti qu'à accumuler des monceaux de cadavres sous le feu des batteries vomissant la mort sans qu'on pût voir et atteindre la main qui la donnait.

Chaque jour avait vu croître le nécrologe, avait ajouté à l'épuisement des ressources.

La paix était donc dans les nécessités de la situation; la paix sous un gouvernement constitutionnel et libéral, fermant l'arène au charlatanisme des ambitieux de bas étage, de ces prétendus amis du peuple qui savent si bien le dévorer, pouvait seule permettre à la France de retrouver sa grandeur, sa prospérité et son rôle.

Il fallait sortir de l'ornière du despotisme et du chauvinisme guerrier de l'empire, et surtout rompre avec les empiriques de révolutions, non moins dangereux que les prétoriens.

La France avait été grande même dans ses souffrances : il lui restait à attendre de l'ascendant de l'esprit et de la raison une influence, une force qui est au-dessus de celles des armées et des flottes.

Pour atteindre ce but, il lui suffisait d'abjurer les extravagances de l'empire et les folies de la révolution.

En garde contre les unes et les autres, elle n'avait, pensaient beaucoup d'esprits éminents, qu'à se réfugier dans la double tradition monarchique et constitutionnelle, en dehors de laquelle elle ne peut qu'être précipitée et engloutie de catastrophes en catastrophes.

CHAPITRE XXXIV.

L'ARMISTICE. — LES ÉLECTIONS DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS. — L'ENTRÉE DES ALLEMANDS DANS PARIS.

Il faut apporter à l'histoire la vérité, non les impressions passagères et les préjugés de l'esprit de parti. La révolution du 4 septembre avait été le coup de main, non de l'opinion nationale, mais de quelques agitateurs. Ils avaient commencé par réprouver la guerre, et ils la poursuivent à outrance. Novices inexpérimentés les uns, théoriciens insensés, les autres; tous attachaient au mot république une puissance cabalistique qui semblait devoir arrêter celle du canon et des armées de la Prusse. Certes, on ne peut croire que des hommes tels que Picard, J. Favre, pussent prendre le change à ce point. Ils savaient bien que le fruit de la République, vert encore, ne pouvait tomber de lui-même. Sous une pression dont ils ne surent se défendre, ils secouèrent l'arbre avec une violence qui répugnait à leur inclination. Le fruit ne s'en est pas seulement détaché, dépourvu de tout suc vivifiant, mais encore c'est la séve des branches

qui a été tarie par la chute du tronc déraciné, qui a écrasé tout ce qui était sous son ombre.

Le 28 janvier 1871, Jules Favre et le comte de Bismarck signaient les articles de la capitulation (1).

(1) Versailles, 30 janvier.

Voici un résumé des principaux points de la capitulation des forts de Paris.

L'armistice commencera dans Paris immédiatement et, dans les départements, dans trois jours. Il finira le 19 février, à midi.

Une ligne de démarcation est fixée pour les armées. Elle coupe le Calvados et l'Orne et laisse en possession des Allemands les départements de la Sarthe, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Yonne, et tout ce qui se trouve au nord-est de ces départements, sauf le Pas-de-Calais et le Nord.

On se réserve une décision sur le commencement de l'armistice dans la Côte-d'Or, le Doubs, le Jura et près de Belfort.

Jusqu'à cette décision, les opérations de guerre, y compris le siége de Belfort, continueront dans ces parages.

Les forces maritimes sont comprises dans l'armistice avec le méridien de Dunkerque comme ligne de démarcation.

Les prisonniers et les prises faites entre la conclusion de l'armistice et la date d'avertissement, seront rendus.

Des élections auront lieu pour une assemblée qui décidera de la guerre ou des conditions de paix.

Cette assemblée se réunira à Bordeaux.

Tous les forts de Paris seront immédiatement rendus, l'enceinte de la ville sera désarmée.

Les troupes de ligne, les marins et les gardes mobiles seront prisonniers de guerre, à l'exception de 12 mille hommes destinés à assurer la sécurité intérieure.

Pendant l'armistice, les prisonniers de guerre resteront en dedans de l'enceinte de la ville.

Ils déposeront leurs armes; les gardes nationaux et les gendarmes garderont leurs armes pour veiller à la sécurité.

Tous les corps des francs tireurs doivent être dissous.

Les Allemands faciliteront autant que possible aux commissaires français l'approvisionnement de Paris.

Le même jour, les ministres de Paris rédigeaient le décret pour la convocation des électeurs. Il n'y avait pas de restrictions, les comices étaient librement ouverts : les Bourbons comme les Bonaparte, les hauts et petits fonctionnaires de l'empire écroulé, qui pouvaient être impliqués dans la responsabilité des désastres, avaient le champ libre. La délégation de pouvoirs faite à M. Gambetta cessait de droit et lui était retirée en fait.

A cette nouvelle, celui-ci jette le gant à Versailles qu'occupait la Prusse, et à Paris, le siége du gouvernement de la défense nationale. Il se plaint, il accuse, il veut entraver. La France semble à la veille de la guerre civile.

Les adhérents de M. Gambetta veulent nommer un comité de salut public où seraient réunis MM. Louis Blanc, Victor Hugo, Gambetta, Rochefort, et autres chefs radicaux.

On pouvait rêver la terreur, mais essayer de la mettre en œuvre était périlleux, impossible. Déjà, le chancelier avait protesté contre le décret de Gambetta, en disant que des élections faites sous un système d'arbitraire oppressif ne pouvaient conférer les droits que l'armistice reconnaîtrait à des députés librement élus.

Pour sortir de Paris, il faut une permission des autorités françaises portant le visa allemand.

Les communes de Paris payeront une contribution de 200 millions de francs dans les quinze jours.

Les valeurs publiques ne peuvent être éloignées pendant la durée de l'armistice.

Tous les prisonniers de guerre allemands seront immédiatement échangés contre le même nombre de prisonniers français, ainsi que tous les capitaines de navires et autres prisonniers civils.

M. Gambetta répliquait que la Prusse avait voulu une assemblée dans laquelle les complices et les flatteurs de la dynastie tombée et les alliés du comte de Bismarck pourraient entrer : il ajoutait que le décret d'exclusion avait frustré son espoir.

C'était de la folie qui pouvait briser aux mains de la France son dernier rameau de salut. Tout comme si la terreur était la panacée souveraine pour guérir les maux de la France.

M. Gambetta voulait organiser la victoire avec l'absolutisme. Robespierre et Saint-Just n'avaient pas eu d'adversaires de la taille de Moltke.

Le dictateur de Tours et de Bordeaux avait un moment paru posséder ce qui fait illusion aux masses, le langage figuré, l'éloquence pleine d'éclairs, toute chargée des foudres populaires, une grande activité, le calcul dans l'audace, mais, au fond, sous la pompeuse emphase du démocrate, se dissimulait le despote incapable. Il finissait comme tous ces revendicateurs bruyants des droits du peuple ; à peine arrivés au pouvoir, ils étouffent toute liberté.

Ambitieux, regardant les principes comme une échelle que l'on peut tourner et renverser, après avoir atteint le but, il s'attachait à la république comme moyen d'élévation personnelle. Que lui importait le pays auquel il prétendait l'imposer bon gré mal gré? Mais la guerre seule, dont il s'était fait le champion incarné, pouvait fixer dans sa main ce pouvoir : il fallait le résigner devant une organisation régulière et normale dont la paix serait le couronnement.

Parmi ceux qui absolvent les dictatures, les esprits qui voudront faire la balance des souvenirs, des avertissements de l'Europe, des révélations que

laissait entrevoir l'imminence des sacrifices en pure perte, n'absoudront pas M. Gambetta. Le patriotisme d'exagération, d'images trompeuses, qui consiste à plonger son pays dans de folles convulsions, à lui faire courir le risque de sa ruine, d'une défaite irrémédiable, ce patriotisme-là est un fléau, et le motif qui l'inspire, même lorsqu'il a l'excuse de l'incapacité, devient un grand crime ; il provoque le châtiment de l'histoire.

Il faut arracher le masque des sophismes, des faux sentiments qui ne sont qu'un feu de l'ambition. Il faut montrer au peuple où il est conduit par le machiavélisme de pareils guides. L'*intégrité du territoire*, *l'honneur, la gloire,* sont autant de mots vides de sens quand le pays est entraîné à sa destruction par ceux qui ont reçu la mission de le sauver. Bien méritée est la condamnation quand on s'est arrogé soi-même une mission à laquelle on faillit !

Quand le décret du 6 septembre pour l'élection générale du 16 octobre fut rapporté, restaient encore les conseils généraux d'arrondissement et les conseils municipaux, véritable émanation du suffrage du peuple. Il était possible d'en faire sortir une assistance nationale, par un mode facile de délégation. Tout fut écarté ; bien plus, les commissions du bon plaisir anarchique vinrent prendre la place des corps élus, proscrits par les commissaires de M. Gambetta. Ils avaient, de par leur république, étreint toute légalité, établi le despotisme de quelques hommes, et préparé le prologue de la tragédie que Paris devait plus tard pousser à un degré d'horreur, que l'imagination la plus sombre ne soupçonnait pas possible. Oh ! la paix valait mieux, même sous des conditions dures : elles

eussent été moins accablantes que le règne de ces hommes, élevés sous l'enseigne du patriotisme, auquel ils devaient infliger tant de disgrâces.

Enfin des délégués, MM. J. Simon, Emmanuel Arago, J. Pelletan, furent dépêchés à Bordeaux. Devant l'expression de la majorité du gouvernement, M. Gambetta, non sans peine, dut se décider à se retirer. Sa politique, désastreuse pour la France, engageait une partie terrible, dont l'enjeu pouvait profiter au césarisme qu'il prétendait exclure. Le bonapartisme, en effet, n'avait pas de meilleur auxiliaire que la violence du parti rouge, et les défiances, l'exécration qu'il devait inspirer à la France.

Le 7 février, veille des élections, M. Gambetta notifie sa retraite aux préfets. Cette retraite impliquait le retrait des décrets qui mutilaient le suffrage universel.

Les élections ont lieu.

Paris écarte les candidatures modérées, il adopte les noms qui représentent la révolution dans ses plus anarchiques tendances.

Parmi les élus, dont beaucoup étaient inconnus hors leurs loges anarchiques, on doit citer : MM. Victor Hugo, Garibaldi, Louis Blanc, Gambetta, Rochefort.

La province, aux antipodes de la capitale, sauf quelques grands centres industriels correspondant à l'esprit de celle-ci, recherche et consacre les conservateurs.

La France, dans le vote le plus libre qui fut jamais, dans des élections où elle entendait fusionner instantanément les partis pour le salut national, a choisi les hommes de la paix, elle a décliné le pacte avec la *mort*, dont Gambetta avait fait son *ultimatum*. Les députés

arrivent à Bordeaux, lieu de la réunion, sinon l'olivier à la main, au moins le cœur enclin à tout ce qui pouvait mettre un terme à cette ère du sang, à ces désastres les plus dévastateurs qui aient jamais accablé une nation fière, brave, réputée invincible.

Cette assemblée, improvisée au sein des émotions de la patrie, contient des hommes anciens et des hommes nouveaux, auxquels la France confie ses destinées.

M. Dufaure, jurisconsulte et orateur éminent, esprit droit et laborieux. M. Benoît d'Azy, doyen de la Chambre par le droit de sa longue vie, honorée dans les affaires et la politique. M. Barthélemy Saint-Hilaire, esprit d'élite, également doué pour la politique et pour la science, une aptitude et un caractère. M. Pouyer-Quertier, le grand industriel pratique, avec lequel les systèmes économiques devront compter. M. Saint-Marc Girardin, le doyen et l'honneur de la polémique. M. le duc de Broglie, qui prend son rang, une illustration de plus dans cette race d'hommes illustres. M. Casimir Périer, qui porte dignement un si grand nom parlementaire. M. Calmont, élevé dans les grandes traditions administratives. M. de Rémusat, héritier de l'esprit libéral et du talent de son père. M. de Noailles, un grand nom, pour témoigner qu'à notre époque ceux qui honorent la France du passé, ont le droit d'honorer la France du présent et de l'avenir. M. le duc Decazes, diplomate, industriel, une aptitude à la hauteur de tout.

Tant d'autres, l'honneur de nos anciennes assemblées parlementaires, et la nouvelle génération qui vient s'asseoir à côté d'eux pour sauvegarder par le

patriotisme l'avenir de la France et la liberté. Combien parmi eux, sans doute, dont le pays devra garder les noms dans son histoire.

M. Thiers y a dès longtemps sa place marquée. Depuis le début de M. Thiers dans les affaires du pays, il a été l'objet de mille appréciations différentes ; controversé par les uns, loué par les autres, critiqué, calomnié par beaucoup à toutes les époques de sa vie. De quelque point de vue que l'on juge dans le passé l'homme d'État, le ministre, l'historien, cette carrière est couronnée aujourd'hui par une mission providentielle.

Dans les circonstances où M. Thiers a dû accepter, non prendre le pouvoir, il y avait des difficultés, des embarras inextricables. La lutte des visées séparatistes, des droits et partant des prétentions dynastiques, des convoitises féroces ; le champ clos des opinions les plus opposées, les plus étranges se heurtant ; la désorganisation sociale, politique, militaire : le chaos.

Telle était la situation au moment où M. Thiers, désigné par vingt-deux élections, a été investi par la volonté de l'assemblée d'un pouvoir dont l'emblème pourrait être une couronne d'épines.

Leurs atteintes, qui ne lui sont pas épargnées, le laissent calme et invulnérable.

Il est l'homme d'une situation : il est nécessaire.

Seul survivant de la race des hommes d'État dans notre pays, il a la science du gouvernement, l'habitude des assemblées, un ensemble de dons, de supériorités qui le mettent sans rival. Enfin il sait l'Europe et il est en rapport direct avec tous les chefs d'État, ministres, ambassadeurs, écrivains, orateurs qui influent sur les événements et y participent. Or, dans

les circonstances où est la France, un chef du pouvoir exécutif novice, allant à l'aventure, qui ne serait pas un stratégiste consommé de la politique, ne pourrait servir que de relai pour conduire le char à de nouveaux malheurs. Tout en se dissimulant aux foules, l'ambition âpre acharnée à la poursuite du pouvoir ne voit qu'elle-même; mais, dans la conjoncture, descendre du dévouement qui ne doit avoir qu'un but, — sauver la France, aux préoccupations personnelles, c'est forfaire, c'est trahir.

Outre la désignation de la voix populaire, vingt-deux départements se sont disputé la nomination de M. Thiers. Il est essentiellement positif, pratique. Il a précisément ce tour d'esprit et cette suite dans les idées et dans les actes propres à dégager le pays de la fondrière où il a été si malencontreusement conduit. Ce grand orateur n'évapore pas son esprit dans des phrases; c'est à la raison qu'il s'adresse, c'est elle qu'il veut conquérir à sa cause. Le patriote homme d'État qui donnerait son sang pour son pays, n'aurait jamais laissé couler ses larmes devant un insensible adversaire, tel que le prince de Bismarck. Il n'est pas homme à tinter le glas d'inutiles angoisses patriotiques, il ne fait pas la dépense de vaines paroles là où les actes seuls sont à propos. Le grand historien qui a tracé tant de chutes sait mieux que personne l'implacabilité de l'arrêt du destin traduit en deux mots latins : *vœ victis*, malheur aux vaincus. Nul autant que M. Thiers ne pouvait, dans la situation désespérée où était la France, amener et réunir les concours auxiliaires diplomatiques, et agir sur l'esprit si positif de M. de Bismarck, auquel le lient ces relations qui établissent comme une trêve entre les supériorités qui se comprennent et s'attirent.

Tel est l'homme qui en substituant l'empire des lois à la dictature révolutionnaire de Gambetta, avait à racheter la France des sinistres de la guerre étrangère et à faire face à l'anarchie la plus formidable qui ait jamais attaqué la société.

L'histoire dira qu'il est venu au moment où la France était dans un abîme de misère à ne laisser aucune probabilité à l'espérance. *Lasciate ogni speranza!*

Les éternels conspirateurs qui traitent la liberté comme l'ordre en les crucifiant, au lieu de concourir patriotiquement à la réorganisation politique, économique et sociale, au moment où il s'agissait de procéder à une bonne loi électorale, à son application salutaire, ont préféré la voie de la révolte, avec son cortége de vols et d'assasinats. La société a triomphé. Le dénoûment a justifié nos pronostics. Mais quel solde de ruines et de malheurs accumulés !

Le 13 février, s'ouvrait à Bordeaux la session de l'assemblée. L'un des premiers actes du gouvernement de la défense nationale, fut alors de résigner par l'organe de Jules Favre, le pouvoir dont il était en possession. La tâche de l'assemblée, dit l'orateur, « c'est la reconstruction de l'édifice national. »

M. Louis Blanc soutient « que les pouvoirs des élus se limitent à la question de paix ou de guerre. Le droit de l'électeur ne peut pas être confisqué pour le bénéfice des élus. Le serviteur ne doit pas usurper la place du maître. »

On voit les affinités des doctrines du républicanisme avec l'impérialisme. Même jargon, même machiavélisme.

Comme Napoléon III, M. Louis Blanc « subordonne tout à la volonté du peuple rassemblé dans ses comices. » C'est la forme élective au lieu de celle plébiscitaire. Dans l'un, comme dans l'autre cas, on attribue aux masses des droits de l'exercice desquels les frustre leur ignorance, une force aussi aveugle que celle du oui ou du non des plébiscites. Moyen d'empirique avec lequel on a tout détraqué en France, les institutions et les esprits.

Le 17 février, MM. Dufaure, Grévy, de Malleville, Vitet et Barthelemy Saint-Hilaire, présentent à l'assemblée la résolution suivante :

« M. Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif, qu'il exercera sous contrôle.

» L'assemblée désignera les ministres qui devront l'assister dans sa mission. »

C'est alors seulement qu'il fut question de régler définitivement les conditions de paix ; on parlait bien de la cession de l'Alsace et de la Lorraine et du payement d'une indemnité de guerre de 7 milliards ; mais rien n'était positif.

Divers bruits furent mis en circulation pour le transfert du siége du gouvernement à Versailles.

M. Thiers nommé chef du pouvoir exécutif, expose dans un admirable discours que bien qu'effrayé par la tâche douloureuse que le pays lui impose, il l'accepte avec l'obéissance, le dévouement et l'amour dont le pays a d'autant plus besoin qu'il est malheureux, plus malheureux qu'à aucune époque de notre histoire. Mais il le voit encore grand, jeune, riche, plein de ressources, destiné à demeurer toujours un monument constant de l'énergie humaine.

« J'ai choisi, ajoute M. Thiers, les ministres, en ayant égard seulement à l'estime publique dont jouissent leur caractère et leur capacité. »

Puis il annonce que M. Dufaure est chargé de la justice, M. J. Favre des affaires étrangères, M. Picard de l'intérieur, M. Jules Simon de l'instruction publique, M. Lambrecht du commerce, M. Le Flô de la guerre, M. l'amiral Pothuau de la marine et M. de Larcy des travaux publics : M. Pouyer-Quertier est nommé plus tard ministre des finances.

M. Thiers n'est chargé d'aucun ministère spécial, afin d'avoir plus de temps pour se dévouer aux affaires du pays.

L'armistice accordé pour une période trop courte, ne laissait pas à la Chambre le temps d'examen nécessaire : M. Thiers, infatigable, s'empressa de courir à Versailles pour lever les difficultés, de manière à ce qu'on n'échouât pas en vue du port. Ses relations avec M. de Bismarck, l'estime dont il était l'objet de la part de l'empereur Guillaume et du prince héritier, eurent l'influence la plus favorable qu'on put exercer dans les circonstances,

Il obtint des adoucissements ; on put considérer alors comme certain le rétablissement de la paix, la France allait échapper au cauchemar de l'invasion.

Infatigable, gardant toute l'ardeur de la jeunesse sous le calme de l'homme d'État, M. Thiers revient à Bordeaux.

Dans tout le cours de ces négociations, le chef du pouvoir exécutif ne s'est ni ménagé, ni épargné.

L'habileté d'un ambitieux l'eût fait se dissimuler au second plan pour recueillir l'héritage prochain,

qu'en pareil cas ouvre une infaillible impopularité.

Un si grand service, un pareil bienfait ne deviendra-t-il pas plus tard, par la mauvaise foi de l'esprit de parti, un crime, ne l'accusera-t-on pas d'avoir fait un traité néfaste?

Cependant, dans la question du tribut de guerre, M. Thiers obtenait une remise considérable, sur la somme à payer, la défalcation des réquisitions et des amendes dont avaient été frappés les départements envahis. Cette remise ne peut être évaluée à moins de 750 millions de francs.

Il assurait de plus la conservation de Belfort, d'une si grande importance pour garder les Vosges.

Mais combien de fois des politiques de carrefours, des forbans de sac et de corde, ont-ils répandu la bave de leur perversité, égale à leur ignorance, sur ceux qui mettent au service de leur pays, leur expérience, leur génie, leur réputation!

Il avait été stipulé qu'aussitôt la signature définitive de la paix, les armées prussiennes établies dans le nord de la France, s'embarqueraient dans les ports français pour retourner en Allemagne. Bénéfice qu'a fait perdre depuis l'insurrection de la Commune.

Le roi Guillaume adressa de Versailles la dépêche suivante à la reine :

« Le cœur profondément ému et avec reconnaissance envers la grâce du Seigneur, je t'annonce que les préliminaires de la paix viennent d'être signés à l'instant. Il faut maintenant attendre la ratification de l'Assemblée de Bordeaux. »

GUILLAUME.

Ces préliminaires de la paix comprenaient :

La cession de l'Alsace à l'exception de Belfort; de la Lorraine allemande, y compris Metz.

Une indemnité de 5 milliards, payable en trois ans, et pendant ce temps des parties de la France, en dehors de la nouvelle frontière, devaient rester occupées par les troupes allemandes.

L'entrée des Prussiens dans Paris resta fixée au 1er mars.

Cette condition, à laquelle le Roi attachait la revanche de l'humiliation imposée par Napoléon à son père, M. Thiers ne put l'éviter.

Ses efforts, son éloquence, les sympathies qui lui étaient acquises, vinrent échouer contre cette exigence.

Le grand patriote dut s'en faire le messager, accablé d'affliction, auprès de la représentation du pays.

Voici le texte du traité de paix communiqué à la Chambre dans la séance du 28 février :

Art. 1. L'Assemblée nationale, cédant à la nécessité et déclinant toute responsabilité, adopte les préliminaires de paix signés à Versailles, le 26 février.

La France renonce en faveur de l'Allemagne à 1/5e de la Lorraine, y compris Metz et Thionville, et à l'Alsace, à l'exception de Belfort.

Art. 2. La France payera une indemnité de 5 milliards; 1 milliard en 1871 et le reste dans le délai de trois ans.

Art. 3. L'évacuation du pays commencera immédiatement après la ratification du traité; de sorte que les troupes allemandes évacueront d'abord l'intérieur de Paris et plusieurs départements, de préférence

ceux de l'Ouest. L'évacuation des autres départements aura lieu successivement après le versement du premier milliard et au fur et à mesure du versement des autres milliards.

Les sommes restantes porteront intérêt à 5 p. c., à partir du jour de la ratification.

Art. 4. Les troupes allemandes s'abstiendront de toutes réquisitions dans les départements occupés.

Art. 5. Un délai est accordé aux populations des districts cédés, pour choisir entre la nationalité allemande ou française.

Art. 6. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus.

Art. 7. Les négociations pour la paix définitive s'ouvriront à Bruxelles aussitôt après la ratification des préliminaires.

Art. 8. L'administration des départements est confiée à des fonctionnaires français placés sous les ordres des généraux allemands.

Art. 9. Le présent traité ne confère point de droits sur des ports ou des districts non occupés.

Art. 10. Le présent traité sera soumis à la ratification de l'Assemblée nationale.

M. Thiers, de retour à Bordeaux, s'empresse de présenter à la ratification de l'assemblée, les préliminaires de paix.

Au nom des plus chers intérêts de la France, il vient adjurer la Chambre de ne pas repousser la responsabilité que lui et ses collègues venaient d'assumer sans réserve.

Il devait en coûter à l'historien de nos gloires.

Son émotion fut telle qu'il ne put s'exprimer pour la

première fois de sa brillante vie d'orateur; sa parole s'éteignit en sanglots. Son digne et fidèle ami, Barthélemy Saint-Hilaire, un de ces hommes d'élite par le courage public et la fidélité intime, vint suppléer l'illustre homme d'État que ses forces abandonnaient.

L'histoire doit donner la physionomie de cette mémorable séance, où le fléau des désastres courbait les représentants de la nation sous le vote de leur propre humiliation et de la mutilation de la France.

C'était le 1er mars, à 12 heures et demie, le roulement des tambours annonce l'arrivée du président Grévy.

Les galeries étaient combles, M. Floquet dépose une protestation au nom de plusieurs habitants de Paris contre la cession de territoire. M. Keller en présente une autre dans le même sens. M. Victor Lefranc vient lire son rapport.

Il est un fait intéressant à noter pour l'histoire de ces douloureuses délibérations. La commission d'examen a eu un moment la pensée de laisser l'ennemi faire ce qu'il voudrait et de s'en référer au jugement de l'Europe. Cette résolution adoptée, entraînait les plus grands périls pour la France et pour Paris. M. Lefranc a surtout fait remarquer que l'occupation de Paris par les Prussiens durerait aussi longtemps que la Chambre retarderait la ratification du traité; ceci était à l'adresse de la gauche.

« Qu'aucun de vous, conclut l'orateur, ne s'abrite derrière un refus de voter qui serait simplement la désertion d'un devoir et la crainte d'une responsabilité. »

C'est en ce moment que Thiers prit la parole,—pour la paix : ceux qui l'ont entendu ce jour-là, ne l'oublieront jamais.

L'histoire sur la table de marbre où elle gravera son nom, lui tiendra compte d'un si grand sacrifice, à lui, l'homme de France qui a le plus fait au début pour éviter cette disgrâce à son pays.

M. Edgard Quinet prit alors la parole, avec éloquence : mais il ne trouve pas d'écho quand il vient déclarer que la république française tient encore dans ses mains l'avenir du monde.

Alors M. Bamberger prend la parole à son tour pour supplier l'Assemblée de ne pas ratifier le traité, il déclare qu'un homme seul l'aurait signé et que cet homme était Napoléon III, dont le nom aurait été éternellement cloué au pilori de l'histoire.

M. Conti proteste, il vient défendre son ancien maître. Un tumulte immense se produit; M. Langlois est furieux, V. Hugo escalade la tribune, le président Grévy agite vainement la sonnette, l'Assemblée semblait bouleversée.

Alors M. Chargé, gendre de M. Buffet, présente une motion signée par un grand nombre de ses collègues confirmant l'expulsion de Napoléon III et de sa dynastie, le déclarant responsable de la ruine et du démembrement de la France. Toute l'Assemblée vote d'acclamation, sauf les cinq députés corses.

M. Thiers prend la parole au milieu des émotions que calme le silence du respect; s'adressant à MM. Conti et Gavini, il continue par cette interrogation accablante :

« — Savez-vous ce que disent les princes que vous représentez? ils soutiennent qu'ils ne sont pas les auteurs de cette guerre, que c'est la France qui l'a voulue. Eh bien, je leur donne ici le démenti le plus formel. Ces paroles de l'homme d'État resteront sans doute l'arrêt de l'histoire.

V. Hugo vient prononcer à la tribune un discours, éloquent sans doute; non la parole d'un homme politique, mais celle d'un poëte, où les fleurs du langage se mêlent aux paradoxes à effets.

Il égare la question en parlant de la fatale année, du concile et du carnage, il attache à l'Assemblée de l'Église, l'épithète d'*infernale*. Mgr Chigi, le nonce du Pape qui occupait la tribune diplomatique se retire devant cette injure en même temps que les autres ambassadeurs et ministres.

M. L. Blanc soutient le parti de la guerre dans un très-beau langage où il dit avec plus de présomption que de raison :

Nous avons pour refuge nos montagnes, et l'Océan.

M. Louis Blanc a le fonds et les mouvements qui constituent l'orateur. Il fait le procès historique de la Prusse, il est applaudi par la gauche.

Le brave général Changarnier lui succède. Il parle brièvement, il conseille la paix et demande qu'on se tienne en garde contre la fausse popularité.

M. Buffet et trois députés des Vosges disent les motifs de leur abstention.

M. Thiers monte de nouveau à la tribune et dit ces paroles qu'il faut méditer :

Si j'avais vu une seule chance de maintenir la lutte avec succès, jamais je ne me fusse imposé la grande douleur de signer ce traité. Ce sera l'affliction de ma vie.

Je comprends l'abstention de M. Buffet.....

L'émotion de sa voix s'explique par les larmes de l'âme, qui remontent dans les yeux de l'éminent patriote. Les applaudissements de toute l'Assemblée montrent que les sympathies pour le chef du pouvoir

exécutif grandissent dans cette commune affliction. Il reprend :

« Nous devons avoir le courage de nos malheurs, je vous demande de ne pas me forcer à vous donner d'explications. »

Les témoignages les plus unanimes de sympathie éclatent dans toutes les parties de la salle.

« Je demande à la Chambre de voter loyalement, suivant sa conscience et son cœur. »

A une autre reprise il donne ce sage avis :

« Aussi longtemps que vous serez une nation de déclamateurs, vous ne serez rien ; vous vous releverez seulement en vous attachant à la vérité. »

Il y a là tout un programme de régénération.

Le vote ayant accepté les préliminaires, les députés de l'Alsace, après une protestation collective, ont donné leur démission. Ils se retirent de la séance au milieu des témoignages les plus touchants. Arrivés au seuil de la Chambre ils se retournent et saluent avec une émotion qui a saisi tous les témoins de cette lugubre séparation.

Le sacrifice était accompli. Mais la blessure reste saignante. Qui jamais oubliera ou cessera d'aimer ces belles et chères parts de nous-mêmes arrachées par la force, en laissant l'inconsolable désespoir de leur perte au cœur de la patrie !

En attendant que les orateurs du radicalisme vinssent verser à Versailles les larmes de crocodile de leur faux patriotisme, la plèbe qui formait à Paris leur garde prétorienne s'excitait à des manifestations bruyantes et tumultueuses. M. J. Favre, par un sentiment de susceptibilité patriotique, avait insisté au-

près de M. de Bismarck, au début même de la capitulation, pour qu'on laissât à la garde nationale, sans distinction, ses armes, sous prétexte de lui faire maintenir l'ordre. Inconsciente faiblesse, imprudence dont on sait le prix aujourd'hui.

Répugnant à des mesures de répression matérielle, d'ailleurs n'ayant en main qu'une force incomplète et désorganisée, le gouvernement fait appel à la raison, au patriotisme pour mettre un terme à des farces carnavalesques, à des perturbations qui, en compromettant la cause nationale, lui ôtaient le crédit qui pouvait seul raviver le travail et liquider l'énorme passif. Il devait compter sur le concours sincère de la majorité et sur celui de la partie saine et éclairée de Paris. Mais que peut la raison contre le parti-pris du désordre, épiant tous les prétextes pour surprendre, au milieu des malheurs du pays, des situations qu'on ne peut obtenir sans vertus ni talents.

Le 1er mars, inscrit dans les fastes des victoires de l'Allemagne, détache dans la nôtre une lugubre page.

Ce jour là, fut affichée la proclamation suivante :

« L'entrée des troupes allemandes a été réglée entre l'autorité militaire française et l'autorité militaire allemande. Cette entrée aura lieu mercredi, 1er mars, à 10 h. du matin. L'armée allemande occupera l'espace compris entre la Seine et la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à partir de la place de la Concorde jusqu'au quartier des Ternes.

» L'effectif des troupes introduites ne dépassera pas trente mille hommes. L'évacuation aura lieu immédia-

tement après la ratification des préliminaires par l'Assemblée nationale.

» La commission nommée par la Chambre pour assister les négociateurs part aujourd'hui pour Bordeaux. La discussion commencera de suite. L'armée allemande pourvoira elle-même à sa subsistance et ne fera aucune réquisition. Les soldats seront autant que possible logés dans les bâtiments de l'État. L'armée française occupera la rive gauche de la Seine.

» Nul ne pourra se présenter en armes ni en uniforme sur le terrain occupé par les troupes allemandes.

» Le gouvernement fait appel à votre patriotisme et à votre sagesse ; vous avez dans vos mains le sort de Paris et de la France elle-même. Après une résistance héroïque, la faim vous a contraints de livrer vos forts à l'ennemi victorieux.

» Les armées qui pouvaient venir à votre secours ont été rejetées derrière la Loire. Ces faits, incontestables, ont obligé le gouvernement de l'Assemblée nationale à ouvrir des négociations de paix...

» Les négociateurs ont signé des préliminaires de paix qui vont être soumis à l'Assemblée nationale. Pendant le temps nécessaire à l'examen de ces préliminaires, les hostilités eussent recommencé, et le sang aurait inutilement coulé sans une prorogation d'armistice.

» Cette prorogation n'a pu être obtenue qu'à la condition d'une occupation partielle et très-momentanée d'un quartier de Paris... »

L'entrée eut lieu par l'Arc-de-Triomphe qui s'élève comme un phare de gloire au sommet des Champs-Élysées.

Le duc de Cobourg, le général Blumenthal et leurs états-majors, apparaissaient à cheval à la tête des troupes suivis par un escadron de hussards bavarois, dont flottaient les pennons de soie bleue et blanche. Après venaient les carabiniers et l'infanterie. Un régiment bavarois n'avait que le quart de son effectif où il ne restait plus aucun des officiers qui avaient ouvert la campagne. Il était précédé par son drapeau noué avec des rubans pour le rattacher à un tronçon de la hampe brisée par les balles françaises.

Ils s'avançaient en bataillons successifs avec une régularité et une précision mathématiques, comme s'ils se fussent rendus à une parade ordinaire. Quand ils eurent laissé derrière eux l'Arc-de-Triomphe, la foule les suivait de ses huées. Il serait trop long de chroniquer les mille incidents où la protestation du sentiment froissé prenait toutes les formes. Les airs nationaux allemands blessaient les oreilles et les âmes françaises. Depuis une heure et demie jusqu'à trois heures et demie le flot de Bavarois armés ne discontinua pas.

Alors vint le grand-duc de Mecklembourg avec les compagnons qui avaient combattu à ses côtés à Orléans, à Beaugency, au Mans. On y remarquait le prince Léopold, von der Tann, le prince Adalbert de Prusse en uniforme d'amiral, le prince Albert, le Montbrun de la cavalerie prussienne. Comme l'Empereur et roi son père, le prince royal n'y figurait pas.

Il y avait dans ce cruel spectacle le triomphe de l'ennemi, mais aucun symptôme d'ostentation : le sans-façon avec lequel il descendait les Champs-Elysées, cette voie triomphale de la France, était un ou-

trage plus accablant que celui qui se manifeste par des clameurs.

Reprenons ce fatal récit.

Pendant longtemps tout l'espace, autour de l'Arc-de-Triomphe, fut rempli de soldats, attendant leur tour d'ordre dans le défilé. L'avenue, depuis le haut jusques au palais des Tuileries, était comme une fourmilière de soldats sous les armes.

Tout à coup apparaît Bismarck, dans son costume de prédilection de cuirassier blanc, fumant son cigare ; il contemple cette scène quelques instants, parcourt quelques lignes et s'en éloigne, avec une lenteur calculée, pour se dérober derrière la colline. A l'extrémité des Champs-Elysées, les colonnes étroitement massées, avaient laissé un vide où plusieurs batteries d'artillerie vinrent au galop montrant ces terribles bouches qui avaient vomi la mort.

Vint le tour des Prussiens dans cette marche triomphale, dont le spectacle faisait une si douloureuse impression sur la stupeur croissante de la foule.

L'hôtel de la reine d'Espagne, la mère de cette Isabelle, l'amie de Napoléon, avait arboré le drapeau du vainqueur. Édifiant exemple de la reconnaissance royale.

Le duc de Cobourg et les autres princes occupaient en vainqueurs le palais de l'Élysée où Napoléon captif de l'Allemagne les avait éblouis par son luxe d'hospitalité.

Les avenues conduisant aux Champs-Élysées étaient strictement gardées par des soldats français de la ligne.

La place de la Concorde présentait un aspect qui éveillait les souvenirs, les contrastes de toutes sortes.

Là où tant de têtes étaient tombées sous la guillotine révolutionnaire, le nouveau conquérant, le représentant de cette race royale qui, après avoir jeté le défi à la révolution, avait été vaincu par elle à Jemmapes et à Valmy, à Iéna par l'oncle de l'homme de Sedan prisonnier du nouveau César germain, faisait parader ses soldats dans l'avenue splendide où Paris se déroule dans sa majestueuse grandeur. Un crêpe recouvrait les statues qui représentent les villes de France.

La foule dévorait sa rage, pas au point cependant de ne pas s'en prendre à une victime. Une femme est signalée comme étant entrée en conversation avec des Prussiens. On se jette sur elle, on la frappe, on l'entraîne. Elle courait danger d'être déchirée lorsque des soldats allemands viennent la délivrer, l'arracher à la foule exaspérée.

Un brillant soleil faisait reluire les casques, les cuirasses : les armes, sous ses rayons, dardaient au regard les étincelles de l'acier et du fer, qui n'accusaient plus le sang versé.

D'un côté, tout était tristesse et sombre contenance; de l'autre, la joie fut poussée jusqu'à improviser la valse et le galop allemand, au milieu de la population française sous le coup des plus douloureuses émotions. Dans une rue rugissait la foule, jetant ses vœux de mort aux Prussiens; ailleurs elle riait aux entrechats de ces danseurs sur le sol qui aurait dû les dévorer, s'il y était resté quelque chose de l'âme des anciens héros qui l'avaient défendu. Ici, la populace se ruait sur un officier germain, là, une patrouille allemande la mettait en déroute. On faisait quelques pas et l'on voyait des soldats français, protégeant leurs ennemis d'hier contre les attaques

civiles, et les sentinelles germaniques montant la garde autour des baraques françaises.

C'est à ce terme d'humiliation que devait aboutir l'anachronisme du gouvernement de l'auteur des *Idées napoléoniennes*. Autrefois, traduit devant la Cour des pairs, en 1840, il parlait d'une revanche de Waterloo : il devait faire du césarisme, relevé à son profit, le fossoyeur de la glorieuse France monarchique. Le rêve du Rhin allemand s'était évanoui à Wœrth et à Forbach. Depuis Sedan, il ne pouvait plus être question que de purger le sol de l'invasion.

Nous le redisons, la rougeur au front : le 1er mars 1871 marquera dans le calendrier de l'histoire la plus profonde humiliation de la France. L'assemblée nationale sous la nécessité du salut public venait de voter la ratification du traité imposé par le vainqueur. La dramatique scène de l'entrée dans Paris en fut la conséquence. Y fut-il plus grand contraste? Napoléon III empereur de nuit par l'attentat du 2 décembre a fait surgir un vrai César qui hélas ! ne l'est devenu qu'après avoir brisé les armées de la France, ou les avoir prises comme les bandes de poissons qui tombent dans les filets de barrages du pêcheur.

L'empereur Guillaume ne se trouvait pas au milieu de ses soldats entrant dans Paris, comme Napoléon Ier au milieu des siens lorsque Berlin lui ouvrit ses portes.

Mais ce terrible vengeur de son père et de son pays a voulu, dit-on, jouir de ce grand spectacle en se transportant à Longchamps d'où il pouvait contempler la marche de son armée triomphante.

Quatre ans auparavant à cette même place, le roi

au milieu des autres potentats de l'Europe était l'hôte honoré de son prisonnier.

Telles sont les extrémités des choses humaines. Que serait la plus haute éloquence, celle de Bossuet qui faisait plier sous son sublime langage la vanité humaine, en regard de ces uhlans prussiens, qui après avoir promené la mort dans les campagnes, paradaient dans Paris sous la protection des forts occupés par les Allemands.

La situation se résume en deux mots : 800,000 Germains occupaient la France dans l'orgueil de la victoire, tandis que 400,000 Français étaient en Allemagne les captifs de ceux qui foulaient notre sol sacré.

CHAPITRE XXXV.

LA COMMUNE.

La Commune devait offrir la phase la plus tragique dans la période qu'ouvrait le traité de paix ; les événements et les péripéties qui se succèdent à cette heure n'ont pas de parallèle dans l'histoire.

Nous nous bornons dans une esquisse rapide à détacher les causes morales et les effets de ce désastre et quelques-uns de ses traits les plus lugubres.

Il est essentiel de remonter à ce qui fut le principe de cette grande perturbation. Elle n'aspirait à rien moins qu'à faire la grande conflagration sociale, en prenant Paris pour théâtre de l'exécution de ce vaste complot.

En 1864 les travailleurs de Paris ont établi une ligue connue sous le nom de Société Internationale : elle devait comprendre tous les pays. Son but, la guerre au capital, était, disait-elle, la substitution du cultivateur au propriétaire du sol, de l'ouvrier au patron de l'industrie. Ce club gigantesque qui appelait ouvertement tous les prolétaires à la guerre civile avait

son quartier général à Paris. Là le volcan du socialisme ramassait ses laves pour leur ouvrir un cratère, d'où elles devaient s'élancer contre les gouvernements et la société.

Son mot de ralliement était, depuis l'insurrection de décembre à Paris, la Commune. Les meneurs avaient pris pour objectif de guerre l'établissement à Paris d'un conseil élu, qui gouvernerait la cité en dehors de l'État et ferait revivre, sous le même nom, la Commune de 1793, de sinistre mémoire.

Un comité central démocratique de la garde nationale s'était établi ; il affirmait son action sur la plupart des bataillons des faubourgs, qui reconnaissaient son autorité.

Déjà la Commune était constituée de fait. Les membres les plus avancés de la députation de Paris, les éternels conspirateurs en formaient le groupe. Un sous-comité, une sorte de conseil des six, prend la direction active : Blanqui, Félix Pyat, Délescluze, Flourens, Vermorel, Assi. On le voit à l'œuvre.

Après la conclusion de l'armistice la garde nationale avait remplacé l'armée, les volontaires et les marins, dans la garde de la plupart des forts et des remparts. Le comité central y avait établi les gardes nationaux qui recevaient son mot d'ordre.

Au moment de l'entrée des Allemands, le comité central avait envoyé ses bataillons les plus sûrs s'emparer, sous prétexte de les sauver, des canons du parc d'artillerie des Champs-Élysées. Désormais ils étaient armés de ces formidables engins de guerre, dont ils mirent une partie en batterie sur les buttes Montmartre, à Belleville, au centre des positions où dominait plus particulièrement le comité.

Le gouvernement dut s'inquiéter ; il fit redemander les canons pour les rétablir dans les parcs de l'État. La garde nationale refusa de les livrer ; il fallut recourir à la force. Les mesures furent-elles mal prises?

Les troupes de ligne, après avoir occupé les buttes par la rapidité de leur attaque, se trouvèrent isolées ; le comité les fit entourer par la garde nationale, appuyée par la foule sans armes ; les soldats, inquiets, se laissèrent aborder, beaucoup levèrent la crosse en l'air. Repliés sur la place Pigalle, ils virent enlever leur général par l'émeute et se dispersèrent.

Le général Lecomte, ainsi fait prisonnier, avec quelques-uns de ses officiers ; Clément Thomas, l'ancien général républicain de la garde nationale, hors du commandement depuis plusieurs jours et qui passait là par hasard, saisis, entraînés dans un jardin de la rue des Rosiers, subirent, dit-on, un jugement dérisoire et furent immédiatement fusillés.

La garde nationale, divisée, hésitante, indécise, ne voulut ou ne put répondre aux appels réitérés du gouvernement, qui ne pouvait risquer d'engager seuls contre l'insurrection, les soldats en nombre insuffisant qu'il avait fait replier depuis deux jours sur la rive gauche.

Le gouvernement dut les diriger sur Versailles et quitter Paris.

Le Comité central, la Commune et son sous-comité restaient les maîtres de la situation. Ils nommèrent un commandant en chef de la garde nationale, qui s'établit avec son état-major à l'hôtel de la place Vendôme.

D'autre part, l'amiral Saisset, un des défenseurs de Paris, populaire dans la cité, fut nommé par le gou-

vernement commandant en chef et vit son autorité acceptée par un groupe, qui tenait et gardait les abords de la Bourse et de la Banque.

Un conflit était imminent entre les deux fractions de la garde nationale, prêtes pour l'action.

Pour les hommes d'ordre, pour beaucoup des esprits les plus avancés même, il importait de le prévenir. Les conciliateurs surgissaient de tous côtés ; des bancs de la Chambre, des mairies de Paris, portant au gouvernement, au sous-comité, aux gardes nationaux de l'amiral, leurs paroles et leurs moyens de conciliation. Rien de pratique ne put être proposé, rien n'aboutit.

L'impopularité, les soupçons plus ou moins motivés atteignirent des deux côtés et discréditèrent les négociateurs.

Une partie de la garde nationale, restée en dehors de l'action du Comité, des citoyens de toute nuance, réunis dans le sentiment de l'ordre, vinrent sans armes faire une démonstration pour la paix et la concorde, à l'état-major de la place Vendôme. Ils furent accueillis par des décharges qui jonchèrent la rue de la Paix de morts et de blessés.

Paris sembla accepter alors la situation en fataliste ; cette fraction, encore active jusqu'à ce moment, de la garde nationale, s'effaça : l'amiral Saisset dut résigner son commandement : chacun sembla se dire qu'il n'y avait plus rien à faire à l'initiative privée dans Paris.

La tâche revenait donc, comme le droit, au gouvernement, à l'Assemblée de Versailles.

M. Thiers, auquel avait été confiée la difficile et périlleuse mission de sauver la France de l'invasion étrangère et des dangers plus redoutables encore de

l'anarchie, annonce la résolution qu'on a dû prendre de vaincre la révolte par la force. Déjà il était parvenu à arrêter les mouvements communistes à Lyon, à Marseille, à Toulouse, à Limoges et dans plusieurs autres grandes villes.

Le chef du pouvoir exécutif ralliait de tous côtés les éléments d'une armée. Les Allemands se montraient disposés à faciliter les voies au gouvernement : une force imposante se massait autour de Versailles, appelée de partout, de France, d'Allemagne, infanterie, cavalerie, artillerie. Il était déjà en mesure d'appuyer, par la sanction de la force, les ouvertures de soumission offertes encore à la révolution sociale qui s'affirmait plus nettement d'heure en heure à Paris.

Les élections pour la municipalité, pour la commune, disaient-ils, avaient été faites. Le parti de l'ordre n'avait plus en main qu'une arme à Paris, arme sans force dont il se sert toujours, et toujours débile, l'abstention. A peine, un dixième des électeurs inscrits vint déposer son vote. La commune, ainsi élue, tint l'élection pour suffisante et légale.

Mais déjà le gouvernement attaquait par Courbevoie, Neuilly, avec le concours du Mont-Valérien, seul fort qui lui fut resté. Des autres, une partie, d'après les termes de l'armistice, était aux mains des Allemands. Issy, Vanves, Montrouge, Bicêtre, étaient occupés, défendus par la garde nationale du comité central.

La lutte, à Courbevoie et à Neuilly, fut longue et acharnée. Les gardes nationaux, que l'on appelait fédérés, les mêmes qui s'étaient montrés si peu solides pendant le siége, les condottieri de la révolution cosmopolite à leur tête, se battaient contre la patrie avec

une bravoure et une obstination qui plus tôt auraient pu sauver la patrie.

Le bruit vient que les chefs de l'armée de Versailles passent par les armes les soldats déserteurs qui tombent entre leurs mains. La commune, en représailles, fait arrêter comme suspects une foule de citoyens honorables, l'élite de la cité, qui lui serviront d'otages. Par un décret, ils doivent être classés en catégories dans lesquelles on prendra, par le tirage au sort, ceux qui devront payer de leur vie.

Le service actif contre le gouvernement est imposé à toute la garde nationale, les réfractaires sont traqués, poursuivis par les fédérés, passés par les armes, dit-on. Les bataillons, dont le comité se défie, sont désarmés.

Chaque jour se multiplient les réquisitions forcées, appuyées par la terreur, contre les particuliers, les services publics, les Compagnies de chemins de fer, les institutions financières et de crédit. La Banque, défendue par le bataillon de ses employés armés, parlemente pour gagner du temps, elle subit les exigences renouvelées au fur et à mesure des besoins de la commune.

Ces besoins sont pressants, inépuisables, il lui faut assurer par la solde le pain que ne fournit plus le travail.

Bientôt la situation se complique pour le comité de salut public; battu en brèche par le comité central qui n'a pas abdiqué, les membres se soupçonnent, ils s'accusent mutuellement des difficultés gouvernementales auxquelles ils viennent chaque jour se heurter. Ce pouvoir, fatalement saisi, brûle les mains; on peut

prévoir le jour où il échappera fatalement. De cette situation naissent les défiances surexcitées, les accusations incessantes. La révolution sociale aussi, comme Saturne, dévorera tous ses enfants. Ils ne se fusillent pas encore, mais Delescluze, Cluseret, Lullier, Bergeret, presque tous sont tour à tour arrêtés, emprisonnés, délivrés par leurs amis, arrêtés de nouveau : tous suspects les uns aux autres, tous sentant l'horreur de la situation et se surexcitant jusqu'à la folie. Déjà les prévoyants et les habiles s'éclipsent.

Les généraux de la commune sont usés en quelques jours, suspects, accusés, destitués. Leur ministre de la guerre, Rossel, une intelligence dévoyée, au moment où on va l'arrêter, quand le fort d'Issy est occupé par l'armée du gouvernement, accuse dans un manifeste, qui est un trait de Parthe, la commune, le comité central, le comité de salut public, et disparaît.

L'approche de la catastrophe amène le désarroi des conspirateurs enfiévrés.

— Une question sociale ! s'écrie l'un d'eux, Cluseret, dit-on, — non pas, une question d'argent ! Que Versailles y mette le prix, il trouvera à l'hôtel de ville assez de Judas pour vendre la commune !

On sait que les victoires publiées par l'*Officiel* de la commune sont, en réalité, des défaites. On sent avec rage que tout à l'heure il faudra tomber, mais on tombera au milieu des ruines qu'on aura faites, de l'incendie qu'on aura allumé : le 20, la commune décrète l'incendie de Paris.

Tout travail de nuit est interdit : il ne faut pas que personne puisse observer l'œuvre de ténèbres qui prépare la destruction de la cité par la sape, par les

mines, où s'entassent déjà les matières explosibles et inflammables.

Cependant Mac-Mahon a été nommé général en chef: il a sous son commandement quatre corps d'armée, à la tête desquels sont les généraux Vinoy, Clinchant, Ladmirault, Douay; l'attaque décisive va commencer.

En même temps s'ouvre une série de combats dans la banlieue de Paris; ils ont tour à tour pour théâtre Ivry, Vanves, Châtillon, Courbevoie, Montrouge, le petit Vanves, Bagneux, le bois de Boulogne, Asnières, Villejuif, Moulineaux, Neuilly, Moulin-Saquet, Levallois-Perret.

Plusieurs de ces points disputés vivement sont pris et repris tour à tour, mais l'armée de Versailles fait son chemin, fait reculer ses adversaires; les soldats, les officiers rivalisent avec le gouvernement; ils sentent qu'il s'agit du salut de la société. Pas de milieu; c'est le *to be or not be,* être ou n'être pas, il n'y a qu'une même pensée, se dévouer et vaincre.

Au moment où les troupes se préparaient à forcer l'entrée de Paris, si la Commune, comme au temps de Rome, eût cru aux présages, elle aurait pu voir le sort qui l'attendait dans la terrible explosion de la cartoucherie Rapp.

Tout à coup Paris ressent une secousse de tremblement de terre au bruit d'une effroyable détonation. De nombreuses victimes furent ensevelies sous les ruines, d'autres mutilées, défigurées, offraient à la vue dans les rues, le long du quai, l'horreur de leurs effroyables blessures; la consternation fut générale.

Le bombardement écrasait tour à tour les formidables défenses des insurgés. Les troupes eurent pour première étape la Muette; elles partent de là faisant l'éventail, chaque corps se dirigeant sur les points qui leur avaient été assignés, dans un plan où la stratégie laissait reconnaître un esprit d'ensemble et d'organisation que Moltke n'aurait point dépassé.

Quelques lignes empruntées à un journal de Paris, indiquent comment s'est opérée leur entrée.

« Vers deux heures de l'après-midi, dans la journée du 22 mai, le lieutenant de vaisseau Trèves vit un individu s'avancer au bastion 62, agitant un mouchoir avec insistance.

» Le lieutenant était dans la tranchée; la plus élémentaire prudence lui conseillait de n'avancer qu'avec réserve. Le parlementaire improvisé insistait et criait que le rempart était abandonné et qu'on pouvait s'avancer. Sur ce point, la dernière tranchée est à quelques mètres de l'avancée; on rallia un certain nombre d'hommes, un bataillon prit les armes, quittant la parallèle en arrière et s'avançant par le boyau de cheminement, et la porte ruinée fut franchie.

» Les ordres se transmettaient de proche en proche; on prévenait les commandants supérieurs et les troupes se massaient en arrière, prêtes à suivre le mouvement.

» Le général Douai, averti, faisait suivre et dirigeait ses troupes sur la porte de Versailles.

» Voici les dispositons des deux points par lesquels on est entré :

» A gauche, la porte d'Auteuil, qui s'élevait entre le bastion 62 et 63, avait été renversée depuis plusieurs jours; mais les insurgés avaient substitué à cette

clôture démantelée une énorme barricade fermant le pont en tôle qui fait communiquer la gare avec le viaduc.

» On entra sur ce point, en suivant le parlementaire, qui, paraît-il, est un ingénieur. A peine entré, on eut à subir le feu de mousqueterie des insurgés retranchés dans les maisons, et on perdit quelques hommes.

» Pendant ce temps-là, avec une grande activité, on retournait contre l'ennemi les pièces du rempart; on portait des munitions à la main; les mitrailleuses même étaient traînées par les hommes et l'on s'engageait sur la voie ferrée.

» Plus à droite, entre le bastion 65 et 66, à la porte de Versailles, le corps du général Douai massé, l'arme au pied et attendant les ordres, se mettait en devoir d'entrer sur le point qui forme le saillant du Point-du-Jour. L'espace compris entre le rempart et le viaduc est plus considérable, et cette construction pouvait être un nouveau bastion aussi solide que celui qui retenait l'armée devant Paris.

» On s'avança jusqu'au pied après avoir désarmé quelques hommes isolés; d'autres fuyaient vers Paris, donnant l'alarme. Des coups de feu partaient de tous côtés, nos soldats fouillaient les baraques, les casernes démolies, les casemates, et on se rendait maître de tout le trapèze que forme le saillant.

» Le bruit se répandait cependant que, du côté du général de Cissey, l'entrée s'effectuait aussi, et voici ce qui avait motivé ce bruit :

» Presqu'à la même heure, un autre parlementaire s'avançait jusqu'à Montrouge, avertissant l'officier qui venait au-devant de lui qu'il n'avait qu'à prendre pos-

session du Petit-Montrouge et de la Californie. Le général de Cissey ne voulut point faire marcher ses troupes sans bien avoir vérifié le fait; il disposa une reconnaissance qui, effectivement, constata l'évacuation, et les petits villages furent occupés. »

Il nous reste à retracer rapidement cette marche militaire et les combats dans Paris, pour terminer par les scènes lugubres qui ont marqué l'agonie incendiaire de la commune.

Les troupes de Versailles entrent dans Paris par le nord-est, à trois heures du matin, le 26 mai 1871. Elles se divisèrent en trois corps. Le premier prend possession du Palais de l'Industrie; le second occupe le Trocadéro et l'École militaire qui contenait la plus grande partie de l'armée fédérale; le troisième se dirige par le boulevard Haussmann, vers Montmartre.

Des boulets font entendre leurs sifflements derrière le nouvel Opéra, d'autres tombent dans les rues voisines de la place Vendôme. Des barricades s'élèvent à chaque coin, les passants sont requis pour y travailler, souvent même retenus pour les défendre. Beaucoup de gardes nationaux ont jeté bas les armes et disparu : les boulevards sont semés d'hommes débandés.

Leur état-major se retire de la place Vendôme : le drapeau tricolore flotte sur le Palais de l'Industrie et l'Arc-de-Triomphe. Le Ministère des finances, dans la rue de Rivoli, est en flammes. Beaucoup de boutiques sont pillées, partout les maisons sont occupées soit pour la défense, soit pour l'ambulance : le droit privé cesse sous le motif du salut public. A une heure, il ne restait plus sur les boulevards que les gardes nationaux de service, tandis que des hommes armés se

tenaient sur les balcons pour tirer sur les Versaillais.

Ceux-ci attaquent les barricades sur le boulevard Haussmann et occupent la station de Saint-Lazare. Les gardes nationaux tenant les baraques de la Pépinière avaient fui précipitamment à la vue des assaillants. Les batteries de Versailles déjà établies au Trocadéro, dirigeaient leur feu sur la place de la Concorde et la rue de Rivoli. Le quartier Saint-Germain était déjà au pouvoir de l'armée de l'ordre, jusqu'à la rue de Sèvres : un fort détachement avait fait son entrée par la porte Vaugirard. Trois canons avaient été montés au bout de la rue Drouot. Une batterie de mitrailleuses balaye le boulevard Malesherbes. Toutes les communications des chemins de fer avec le dehors, sont coupées; les Prussiens avaient, dès le matin, arrêté les trains.

Les troupes du gouvernement opérèrent avec une grande rapidité, prenant rue par rue, maison par maison; mais les barricades, genre de défense où le Parisien excelle, s'élevaient et se multipliaient avec une étonnante rapidité; beaucoup étaient obstinément défendues. Néanmoins le découragement et la démoralisation gagnaient les gens de la Commune. Bon nombre rentraient chez eux et commençaient à détruire tous les signes, et les objets qui pouvaient témoigner qu'ils faisaient partie de la défense.

D'autres allaient requérir la bourgeoisie d'avoir à fournir des secours et même de venir défendre les barricades. Les résistances légitimes provoquaient la violence féroce, le mépris de tous les droits et de la vie humaine. Que de scènes lugubres qu'on ne connaîtra pas; criminels et victimes, tombèrent tour à tour dans cette lice sanglante, en quelques heures.

C'est ainsi que dans les maisons envahies, beaucoup qui exécraient la Commune, enrôlés de force, étaient contraints à s'armer sous la menace de mort des démons maîtres de leurs demeures. Situation dont on peut imaginer l'horreur!

Alors quand ces maisons étaient emportées par la troupe exaspérée, elle enveloppait dans le massacre ces soldats malgré eux, les non-combattants eux-mêmes, sans distinction de l'âge et du sexe. Quand l'historien raconte tant de douleurs, tant d'angoisses, sa plume devrait être trempée dans des larmes ; il lui semble que les soupirs, les cris de désespoir de ces infortunées créatures retentissent à son oreille.

L'âme est en proie à un cauchemar ; il semble qu'on aperçoit ces débris humains ; on entend les coups de fusil, on voit les blessures du tranchant du glaive : on sent un horrible étouffement. On dirait une main surnaturelle qui vous presse, vous étreint, tant le sentiment de toutes ces douleurs est poignant.

Mais la réalité ! mais l'incendie ! des nuages de feu qui brûlent les yeux ; mille brasiers élevant des gerbes gigantesques, faisant entendre des craquements comme si la terre s'écroulait, échos horribles de la chute des monuments qui s'effondrent, au milieu de la pluie de fer, de mort, des angoisses de toute sorte, qui ont marqué l'agonie de la Commune. En même temps les réactions vengeresses qui, dans le bouillonnement des colères du soldat, ont accru l'horreur de ces désastres. Quel tableau pourrait approcher de l'effrayante réalité !

Le mercredi les communistes continuent à combattre avec désespoir, sur les points où ils étaient acculés sans espérance. Voyant que les Versaillais ne font pas

de quartier, ils continuent quand même cette lutte inégale. Les cadavres des hommes, des femmes, frappés dans le combat ou passés par les armes, restaient étendus sur les boulevards et dans les rues. En ce moment les troupes de Versailles tenaient tout le Louvre, tandis que les communistes des deux côtés de la Seine étaient maîtres des rues qui flanquaient et protégeaient l'hôtel de ville, et de la Halle centrale d'où ils dominaient les quartiers à l'est du boulevard Sébastopol. Ils avaient de fortes barricades aux portes Saint-Denis et Saint-Martin et occupaient l'extrémité est de la rue Lafayette.

Mais leurs défenses sont tournées partout, ou sur le point de l'être par l'habile stratégie du plan adopté à Versailles et suivi par les généraux : leur défaite n'est plus qu'une question d'heures. Avant d'abandonner leurs positions, ils se hâtent de mettre le feu et d'étendre le plus possible l'incendie qui couvre leur retraite. C'est ainsi qu'après avoir commencé par livrer aux flammes les Tuileries, le Palais-Royal, le Conseil d'État, le Ministère des Finances, ils ont continué par l'Hôtel de Ville, ils ont brûlé des quartiers tout entiers.

Les Tuileries sont en cendres : une partie du Louvre seulement a subi le sort du royal palais restauré d'hier. Les communistes, avant de se retirer, répandaient le pétrole et disposaient des torpilles dans toutes les maisons qu'ils pouvaient aborder. Une foule de furieux aidés dans cette œuvre diabolique, par des femmes, allaient répandre des fioles de pétrole par les soupiraux des caves et aux portes. C'est surtout dans les riches quartiers qu'ils dirigeaient leurs bandes incendiaires : le périmètre s'étendant de la Bourse jusqu'au bas de la rue Rivoli et à la Ma-

deleine, le 2e arrondissement, était plus spécialement voué à cette œuvre de destruction la plus effroyable qui ait été jamais conçue avec une si horrible préméditation. Dès lors, la recherche minutieuse qui se poursuit dans les maisons a amené cette série de scènes lamentables où des femmes, des filles, prises en flagrant délit, ou accusés par l'exaspération, sont impitoyablement exécutées. Les unes tombent sous les baïonnettes, les autres sous les balles du soldat irrité, qui n'a plus conscience de ce qu'il fait. Horreur de la contagion du sang!

L'insurrection acculée à ses derniers retranchements se défend avec une rage qui annonce sa fin. Le général Clinchant dégageant les Batignolles, de concert avec la division Ladmirault, débouchant de Saint-Ouen enveloppent Montmartre et se rendent maîtres de ce rempart de la Commune.

Les insurgés, retranchés derrière les barricades de la place de la Concorde et de la place Vendôme, s'étaient défendus avec la fureur du désespoir.

C'est alors que les chefs de la commune sentant venir leur fin incendièrent Paris; les Tuileries, le Louvre, l'hôtel de la Légion d'honneur et l'Hôtel de Ville brûlaient, pendant que le général Cissey à la tête de ses troupes et après le plus sanglant combat, s'emparait de l'importante barricade de la chaussée du Maine.

Les troupes n'avancent qu'avec la plus grande difficulté et en perdant beaucoup de monde au milieu des maisons enflammées par le pétrole; elles délogent les insurgés du faubourg Saint-Germain et s'établissent fortement aux Halles et à l'Observatoire.

Le nombre des prisonniers augmente d'heure en

heure; ils sont dirigés sur le camp de Satory précédemment occupé par les troupes de Versailles.

Ils appartiennent à toutes les classes de la société ; à côté de l'ouvrier robuste habitué aux plus rudes travaux se traînent des vieillards exténués par la fatigue et le combat. Des enfants de quinze ans en guenilles, le visage noirci par la poudre ; des jeunes gens revêtus des costumes militaires les plus bizarres ; les uns ont le regard étincelant et semblent prêts à recommencer la lutte, pendant que d'autres sont tristes et abattus.

Beaucoup de femmes se trouvent mêlées aux prisonniers, les unes rappellent Théroigne de Méricourt ; les autres la voix rauque, le regard dur, les gestes sauvages ; d'autres encore semblent épuisées et prêtes à se laisser choir sur la route.

Triste et lamentable spectacle !

Quelle énorme responsabilité pèse sur la tête des auteurs de tant de maux !

Le 25 mai, M. Thiers adresse aux préfets la dépêche suivante :

« Nous sommes maîtres de Paris, sauf d'une petite partie.

» Les Tuileries sont en cendres.

» Le ministère des finances et le palais du quai d'Orsay sont incendiés.

» Nous avons 12,000 prisonniers.

» Le sol de Paris est inondé de sang et jonché de cadavres. Le spectacle est affreux.

» Il servira de leçon.

» Grâce à la sagesse de nos généraux, il y a eu peu de pertes.

» THIERS. »

Partout l'incendie exerce d'épouvantables ravages, les principaux monuments brûlent et le feu, poussé par le vent, se communique aux maisons; des craintes sérieuses se manifestent : on redoute l'anéantissement total de Paris.

Le général Mac-Mahon vient d'établir son état-major à la place Vendôme; les troupes continuent vigoureusement leurs attaques, on dit que la plupart des chefs insurgés sont faits prisonniers ou passés par les armes.

M. Thiers adresse, le 29 mai, la dépêche suivante aux autorités départementales :

« Les événements suivent la marche que nous avions le droit de prévoir; il y a 90,000 hommes dans Paris.

» Le général de Cissey est établi de la gare de Montparnasse à l'Ecole militaire, et achève de border la rive gauche de la Seine jusqu'aux Tuileries.

» Les généraux Douay et Vinoy enveloppent les Tuileries, le Louvre, la place Vendôme, pour se diriger ensuite sur l'Hôtel de ville.

» Le général Clinchant, maître de l'Opéra, de la gare Saint-Lazare et des Batignolles, vient d'enlever la barricade de Clichy.

» Il est aussi au pied de Montmartre, que le général Ladmirault vient de tourner avec deux divisions.

» Le général Montaudon, suivant par le dehors le mouvement du général Ladmirault, a pris Neuilly, Levallois-Perret, Clichy, et attaque Saint-Ouen.

» Il a pris 105 bouches à feu et une foule de prisonniers.

» La résistance des insurgés cède peu à peu, et tout fait espérer que si la lutte ne finit pas aujourd'hui, elle sera terminée demain au plus tard et pour longtemps.

» Le nombre des prisonniers est déjà de cinq à six mille hommes et sera le double d'ici à demain.

» Quant au nombre des morts et des blessés, il est impossible de le fixer, mais il est considérable.

» L'armée, au contraire, n'a fait que des pertes très-peu sensibles.

» Thiers. »

Les Prussiens, de leur côté, se sont rapprochés de Paris, ils interceptent toute communication avec le dehors; quelques insurgés, qui ont tenté de s'échapper de leur côté, sont tués ou faits prisonniers.

Les insurgés délogés de toutes leurs positions se sont massés sur les Buttes-Chaumont, d'où ils envoient des bombes à pétrole sur Paris.

Le général Mac-Mahon leur adresse une dernière sommation. Tous ceux qui seront pris les armes à la main seront fusillés.

Les otages sont transportés de Mazas à la Roquette. Les membres du comité, la Commune, quittent l'hôtel de ville, la plupart disparaissent.

Le vent s'étant levé depuis deux jours apportait un nouvel élément aux flammes dévastatrices, il était à craindre que Paris disparût tout entier dans cette immense catastrophe; dans la soirée du 26, le vent changea de direction, puis s'apaisa; l'incendie entra dès lors dans sa période décroissante.

Des corps de pompiers arrivent de Bruxelles, d'An-

vers, de Londres, de Pontoise, de Nantes, de Rouen, etc. Ces secours sont précieux, mais arrivent trop tard.

Les principaux monuments et, disait-on, le quart de la capitale étaient détruits.

Les principaux chefs de la Commune tombés au pouvoir des troupes sont passés par les armes ; parmi eux on cite Rigault, Amouroux, Brunet. Delescluze est mort en combattant sur une barricade ; Vallès s'est défendu, dit-on, avec la plus grande énergie près de la Tour-Saint-Jacques.

Mais, en général, peu de bravoure parmi ces chefs de la parole, ces maîtres de l'éloquence des clubs. Ils fuient, ils se cachent, ils reculent devant la mort, que les combattants fédérés bravent d'un cœur résolu ou subissent avec la résignation et le dédain de la fatalité antique.

Le groupe des chefs étrangers, l'état-major du dernier général en chef Dombrowski, résiste, combat et meurt avec la bravoure native des Polonais.

Lui-même blessé à mort au pied d'une barricade, il avait été porté à l'hôtel de ville, où il avait expiré quelques heures après. Le dernier jour de la lutte, son frère faisait porter le corps sur un brancard au cimetière du Père-Lachaise. Là, après la prise des buttes Chaumont, s'étaient réunis, pour mourir les armes à la main, les derniers survivants, les braves, le groupe éclairci des héros de la révolution cosmopolite, dans cette ville des morts, leur dernière forteresse. Quand le brancard, où reposait le corps, incliné, enveloppé d'un drapeau rouge pour suaire, s'arrêta au pied du tombeau qui allait lui donner asile, tous, avant de prendre leur poste de combat, vinrent, l'un après l'autre, saluer le chef qui les avait

précédés dans le repos, et déposer le baiser d'adieu sur son front pâle.

Enfin le chef du pouvoir exécutif adressa la circulaire suivante aux autorités départementales et annonça la fin de la guerre civile en ces termes :

« Nous sommes maîtres de Paris, sauf une très-petite partie qui sera occupée ce matin.

» Les Tuileries sont en cendres ; le Louvre est sauvé. La partie du ministère des finances qui longe la rue Rivoli a été incendiée. Le palais du quai d'Orsay, dans lequel siégeait le conseil d'État et la cour des comptes, a été incendié également.

» Tel est l'état dans lequel Paris nous est livré par les scélérats qui l'opprimaient et le déshonoraient. Ils nous ont laissé 12,000 prisonniers et nous en aurons certainement de 18 à 20,000.

» Le sol de Paris est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insensés qui osaient se déclarer partisans de la Commune.

» La justice, du reste, satisfera bientôt la conscience humaine, indignée des actes monstrueux dont la France et le monde viennent d'être témoins.

» L'armée a été admirable. Nous sommes heureux, dans notre malheur, de pouvoir annoncer que, grâce à nos généraux, elle a essuyé très-peu de pertes.

» THIERS. »

On avait pris possession des Magasins-Réunis et du Château-d'Eau.

Le 27 au soir, le dernier rempart des insurgés est enlevé, les buttes Chaumont sont envahies par les

troupes des généraux Clinchant et Ladmirault. De ces hauteurs ils avaient tenu Paris pendant plusieurs jours sous le feu de leurs bombes à pétrole, incendiant au hasard tous les quartiers où ils pouvaient observer la marche des colonnes de l'armée. Paris brûlait comme un immense bûcher; les greniers d'abondance semblaient une ville en flammes.

Un poëme de lord Byron, *le Sardanapale,* peint la résolution suprême du roi qui s'enveloppe, lui et ses courtisans, dans l'incendie de son palais plutôt que d'en laisser la possession à son vainqueur. Il disparaît dans les flammes entouré de ses femmes, de ses amis, de ses serviteurs, de ses trésors. Dans cette horrible résolution, il y avait un sentiment qui n'était pas sans grandeur. A l'ennemi étranger, au maudit, dans l'antiquité, où chaque peuple n'étendait pas la fraternité humaine au delà de lui-même, le roi vaincu ne laissait pour conquête que la fumée et les cendres du sacrifice.

C'est sur les monuments, gloire de leur pays, que Delescluze, Bergeret, Cluseret et les autres ont porté une main sacrilége dans leur haine pour ce pays qui les rejetait.

Lorsque Rotopschine mettait le feu à Moscou, il était inspiré par le plus sauvage, mais le plus sublime sentiment, il avait pour but d'affamer et de détruire l'envahisseur de son pays.

Mais le plan de destruction tel qu'on l'avait organisé pour Paris, se résumera dans deux mots qui s'attacheront éternellement aux auteurs de ces désastres :

La Commune!

Il n'y a pas eu en effet, il n'y aura jamais dans l'histoire une page pareille.

Ce n'est pas tout encore, à l'incendie emportant les

murailles et terrifiant les âmes, se mêlait le meurtre sur les innocents.

L'archevêque de Paris et 63 otages, parmi lesquels se trouvaient le général Martimprey, M. Bonjean, président de la cour de cassation, le vénérable M. Deguerry, curé de la Madeleine, lors de l'attaque sur Paris, furent transportés de Mazas à la Roquette et assassinés le 23 au soir dans les cours de la prison.

Que de tortures inconnues ont dû précéder leur assassinat! Cinquante autres furent encore massacrés le 26, à coups de revolvers, dans un jardin de Belleville, où on les avait traînés au milieu des injures et des outrages de la populace. Ces crimes semblent avoir marqué la dernière phase du règne de ces brigands.

Le dernier combat, appuyé par de puissantes batteries, eut lieu dans le cimetière du Père-Lachaise, dont les combattants avaient fait un camp retranché.

Attaqués par les généraux Clinchant et Ladmirault du côté de Chaumont et de Ménilmontant, et de front, par le général Vinoy, ils furent forcés, malgré leur résistance désespérée. Les chefs se firent tuer. Les derniers débris, épuisés, cernés par les troupes lassées de massacrer, durent se rendre à discrétion.

Ainsi finit cette lutte dont les horreurs feront frissonner l'histoire.

Les prises de Jérusalem, d'Alexandrie, de Constantinople, les ruines que semaient sur leur passage Attila, Alaric, Genseric, ces fléaux de Dieu, sont effacées par les horreurs de cette lutte fratricide, que nous retraçons au vol de la rapidité que prescrit cette

tâche. Nous nous bornons aujourd'hui au sommaire de cette épouvantable tragédie (1).

Robespierre, Couthon, Marat, Saint-Just, ces types maudits de la première république, ont été dépassés par leurs successeurs, qui ont fait ces quelques jours plus féconds pour la moisson de la mort et les ravages de l'incendie qu'aucun monstre connu à aucune autre époque de malheurs. Ils ont donc flétri leurs noms d'une infamie qui les fixe au pilori au milieu des monceaux de cadavres et des flammes qui furent l'épilogue de ce drame : leurs souvenirs resteront comme les scories d'un volcan.

(1) Ces pages, écrites au cours des événements, depuis le commencement de janvier, les dix premiers chapitres, le XVII[e], le XXXI[e] et le XXXII[e], par M. de Nogent, les autres par M. de la Guéronnière n'ont d'autre prétention que de servir de matériaux à l'histoire que l'on fera un jour. La plupart des aperçus ont été justifiés par les événements : les plus sombres prévisions ont été dépassées par cette dernière phase de nos désastres qui termine rapidement ce livre. M. de la Guéronnière va en donner les développements dans un nouvel ouvrage, qui achevera la série ouverte par *l'Homme de Sedan.*

FIN.

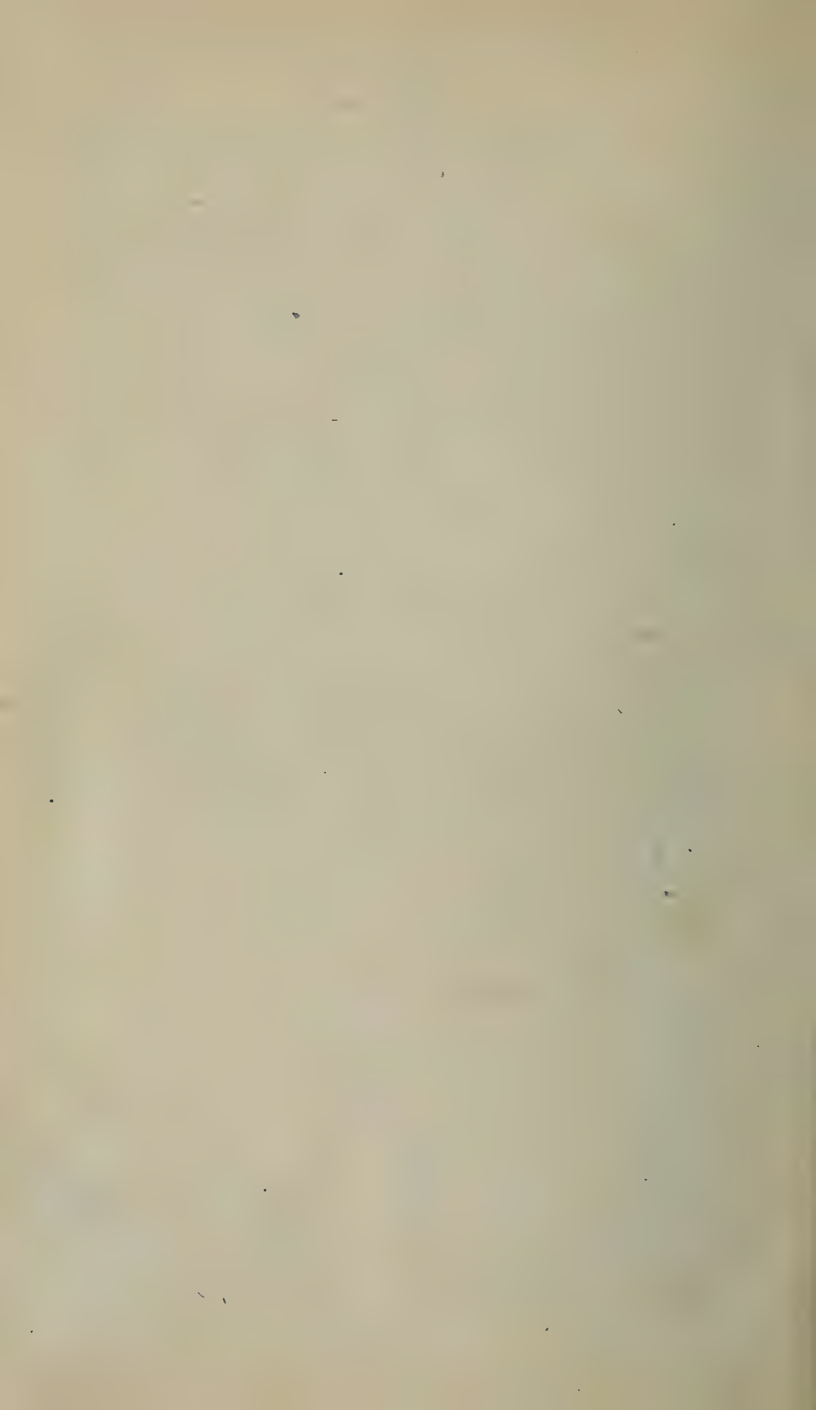
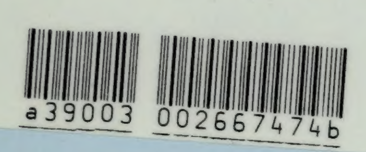


TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.




a39003 002667474b